

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

11e LÉGISLATURE, 2e session

1906



D É B A T S

de

l'Assemblée législative

du

QUÉBEC

11e Législature — 2e session

1906

Texte établi par Jocelyn Saint-Pierre

Québec

Assemblée nationale

1986

TABLE DES MATIÈRES

Note	V
----------------	---

Députés de l'Assemblée législative

Par ordre alphabétique	VII
Par ordre de circonscription	IX
Diagramme	XI
Mosaïque reconstituée.	XIII

Membres du Conseil exécutif	XV
---------------------------------------	----

Table des séances	XVII
-----------------------------	------

Débats	I
------------------	---

Index

Index des participants	431
Index des sujets	451

NOTE

Les faits marquants, la critique des journaux, la bibliographie ainsi que le bilan législatif de la onzième législature, qui comprend les sessions 1905 à 1908, apparaissent dans le volume de la session 1905.

Le chercheur qui voudra plus d'informations sur la méthodologie utilisée pourra consulter le premier volume (1867-1870) et le quatrième volume (1893-1897) de la collection. Pour chacune des sessions, il pourra également se procurer les références détaillées et le texte original anglais des passages traduits en s'adressant à la Division de la reconstitution des débats.

Afin de mieux situer le lecteur, nous présentons un diagramme et une mosaïque reconstituée de l'Assemblée législative.

DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1906

VII

Député	Allégeance Politique	Circonscription
BERGEVIN, Achille	L	Beauharnois
BERNARD, Ludger-Pierre	C	Shefford
BISSONNET, Prosper-Alfred	L	Stanstead
BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas	L	Montcalm
BLANCHARD, Étienne	L	Verchères
BLOUIN, Jean-Cléophas	L	Lévis
CARDIN, Louis-Pierre-Paul	L	Richelieu
CARON, Donat	L	Matane
CARON, Joseph-Édouard	L	L'Islet
CARTER, Christopher Benfield	L	Montréal no 5
CHAMPAGNE, Hector	L	Deux-Montagnes
CHAURET, Joseph-Adolphe	L	Jacques-Cartier
CHERRIER, Côme-Séraphin	L	Laprairie
CÔTÉ, Charles-Eugène	L	Saint-Sauveur
DAIGNEAULT, Frédéric-Hector	L	Bagot
D'AUTEUIL, Pierre	C	Charlevoix
DÉCARIE, Jérémie-Louis	L	Hochelaga
DELÂGE, Cyrille Fraser	L	Québec-Comté
DION, Napoléon	L	Témiscouata
DORRIS, Cyprien	L	Napierville
DUHAMEL, Joseph-Édouard	L	L'Assomption
DUPUIS, François-Xavier	L	Châteauguay
FISSET, Louis-Philippe	L	Saint-Maurice
GENDRON, Ferdinand-Ambroise	L	Ottawa
GIARD, Allen Wright	C	Compton
GILLIES, David	L	Pontiac
GIRARD, Alfred	L	Rouville
GODBOUT, Arthur	L	Beauce
GOSSELIN, Joseph-Jean-Baptiste	L	Missisquoi
GOUIN, Lomer	L	Montréal no 2
JOBIN, Albert	L	Québec-Est
KAINE, John Charles	L	Québec-Ouest
KELLY, John Hall	L	Bonaventure
LACOMBE, Georges-Albini	L	Montréal no 1
LAFERTÉ, Joseph	L	Drummond
LAFONTAINE, Georges	C	Maskinongé
LAFONTAINE, Joseph	L	Berthier
LANGLOIS, Godfroy	L	Montréal no 3
LEBLANC, Pierre-Évariste	C	Laval
LEMAY, Napoléon	L	Lotbinière
LEMIEUX, Louis-Joseph	L	Gaspé
MACKENZIE, Peter Samuel George	L	Richmond
MARCHILDON, Alfred	L	Nicolet
MCCORKILL, John Charles James Sarsfield	L	Brome
MORIN, Joseph	L	Saint-Hyacinthe
MORISSET, Alfred	L	Dorchester
MOUSSEAU, Joseph-Octave	L	Soulanges
NEAULT, Pierre-Calixte	L	Champlain
OUELLETTE, Édouard	L	Yamaska
PANET, Édouard-Antill	L	Portneuf
PELLETIER, Pantaléon	L	Sherbrooke
PERRAULT, Maurice	L	Chambly
PETIT, Honoré	L	Chicoutimi et Saguenay
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
PRÉVOST, Jean-Benoît-Berchmans	L	Terrebonne
ROBITAILLE, Amédée	L	Québec-Centre
ROY, Ernest	L	Montmagny
ROY, Louis-Rodolphe	L	Kamouraska
ROY, Philippe-Honoré	L	Saint-Jean
SMITH, George Robert	L	Mégantic
STEPHENS, George Washington, fils	L	Montréal no 4
TANGUAY, Georges	L	Lac-Saint-Jean

VIII

TANGUAY, Napoléon-Pierre
TASCHEREAU, Louis-Alexandre
TELLIER, Joseph-Mathias
TESSIER, Auguste
TESSIER, Joseph-Adolphe
TOURIGNY, Paul
TURGEON, Adélard
WALKER, William Hugh
WALSH, Michael James
WEIR, William Alexander

L
L
C
L
L
L
L
L
L
L
L

Wolfe
Montmorency
Joliette
Rimouski
Trois-Rivières
Arthabaska
Bellechasse
Huntingdon
Montréal no 6
Argenteuil

DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1906

Circonscription	Allégeance Politique	Député
Argenteuil	L	WEIR, William Alexander
Arthabaska	L	TOURIGNY, Paul
Bagot	L	DAIGNEAULT, Frédéric-Hector
Beauce	L	GODBOUT, Arthur
Beauharnois	L	BERGEVIN, Achille
Bellechasse	L	TURGEON, Adélar
Berthier	L	LAFONTAINE, Joseph
Bonaventure	L	KELLY, John Hall
Brome	L	MCCORKILL, John Charles James Sarsfield
Chambly	L	PERRAULT, Maurice
Champlain	L	NEAULT, Pierre-Calixte
Charlevoix	C	D'AUTEUIL, Pierre
Châteauguay	L	DUPUIS, François-Xavier
Chicoutimi et Saguenay	L	PETIT, Honoré
Compton	C	GIARD, Allen Wright
Deux-Montagnes	L	CHAMPAGNE, Hector
Dorchester	L	MORISSET, Alfred
Drummond	L	LAFERTÉ, Joseph
Gaspé	L	LEMIEUX, Louis-Joseph
Hochelaga	L	DÉCARIE, Jérémie-Louis
Huntingdon	L	WALKER, William Hugh
Iberville		Vacant
Iles-de-la-Madeleine		Vacant
Jacques-Cartier	L	CHAURET, Joseph-Adolphe
Joliette	C	TELLIER, Joseph-Mathias
Kamouraska	L	ROY, Louis-Rodolphe
Lac-Saint-Jean	L	TANGUAY, Georges
Laprairie	L	CHERRIER, Côme-Séraphin
L'Assomption	L	DUHAMEL, Joseph-Édouard
Laval	C	LEBLANC, Pierre-Évariste
Lévis	L	BLOUIN, Jean-Cléophas
L'Islet	L	CARON, Joseph-Édouard
Lotbinière	L	LEMAY, Napoléon
Maskinongé	C	LAFONTAINE, Georges
Matane	L	CARON, Donat
Mégantic	L	SMITH, George Robert
Missisquoi	L	GOSSELIN, Joseph-Jean-Baptiste
Montcalm	L	BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas
Montmagny	L	ROY, Ernest
Montmorency	L	TASCHEREAU, Louis-Alexandre
Montréal no 1	L	LACOMBE, Georges-Albini
Montréal no 2	L	GOUIN, Lomer
Montréal no 3	L	LANGLOIS, Godfroy
Montréal no 4	L	STEPHENS, George Washington, fils
Montréal no 5	L	CARTER, Christopher Benfield
Montréal no 6	L	WALSH, Michael James
Napierville	L	DORRIS, Cyprien
Nicolet	L	MARCHILDON, Alfred
Ottawa	L	GENDRON, Ferdinand-Ambroise
Pontiac	L	GILLIES, David
Portneuf	L	PANET, Édouard-Antill
Québec-Centre	L	ROBITAILLE, Amédée
Québec-Comté	L	DELÂGE, Cyrille Fraser
Québec-Est	L	JOBIN, Albert
Québec-Ouest	L	KANE, John Charles
Richelieu	L	CARDIN, Louis-Pierre-Paul
Richmond	L	MACKENZIE, Peter Samuel George
Rimouski	L	TESSIER, Auguste

X

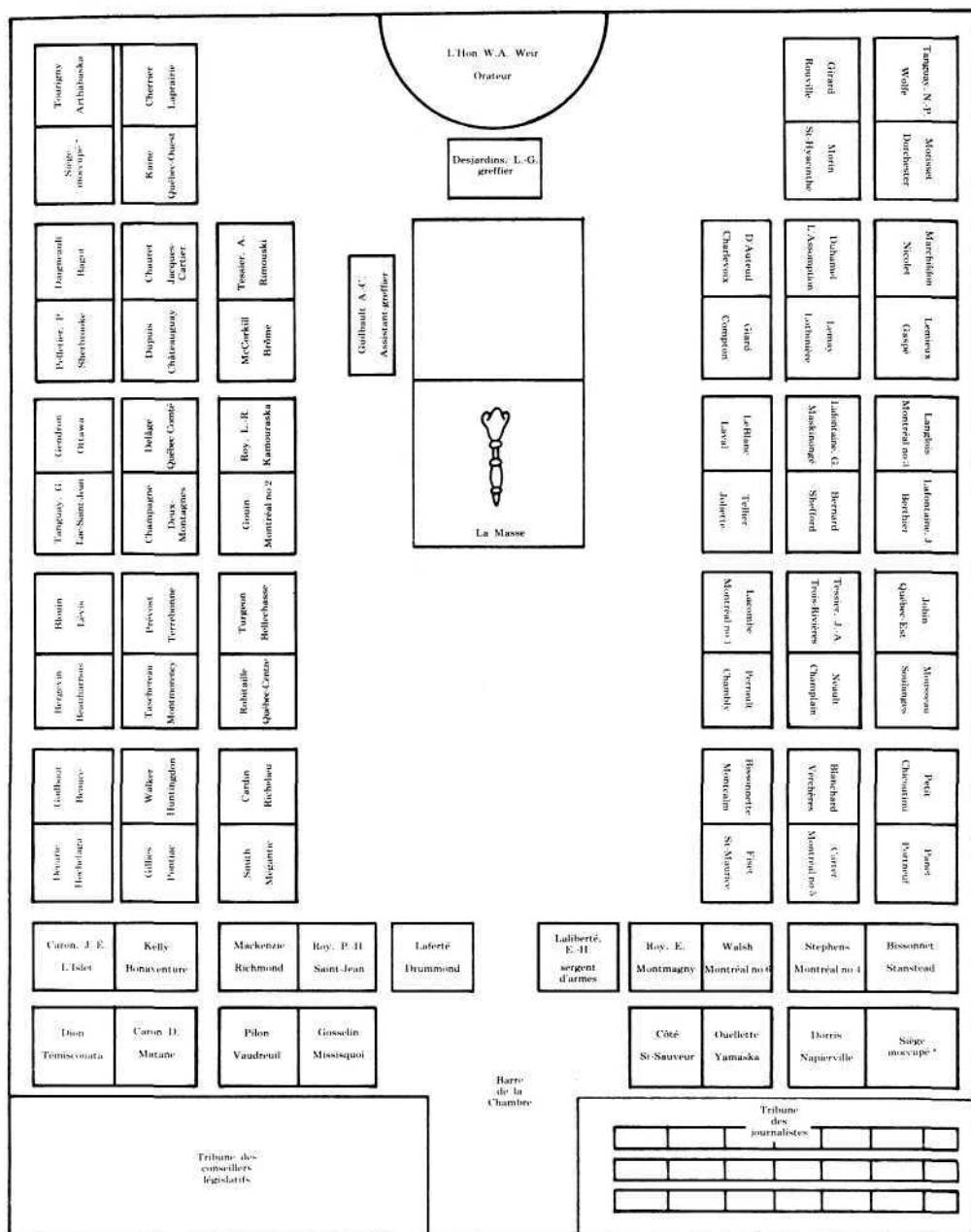
Rouville
 Saint-Hyacinthe
 Saint-Jean
 Saint-Maurice
 Saint-Sauveur
 Shefford
 Sherbrooke
 Soulanges
 Stanstead
 Témiscouata
 Terrebonne
 Trois-Rivières
 Vaudreuil
 Verchères
 Wolfe
 Yamaska

L
 L
 L
 L
 L
 C
 L
 L
 L
 L
 L
 L
 L
 L
 L
 L

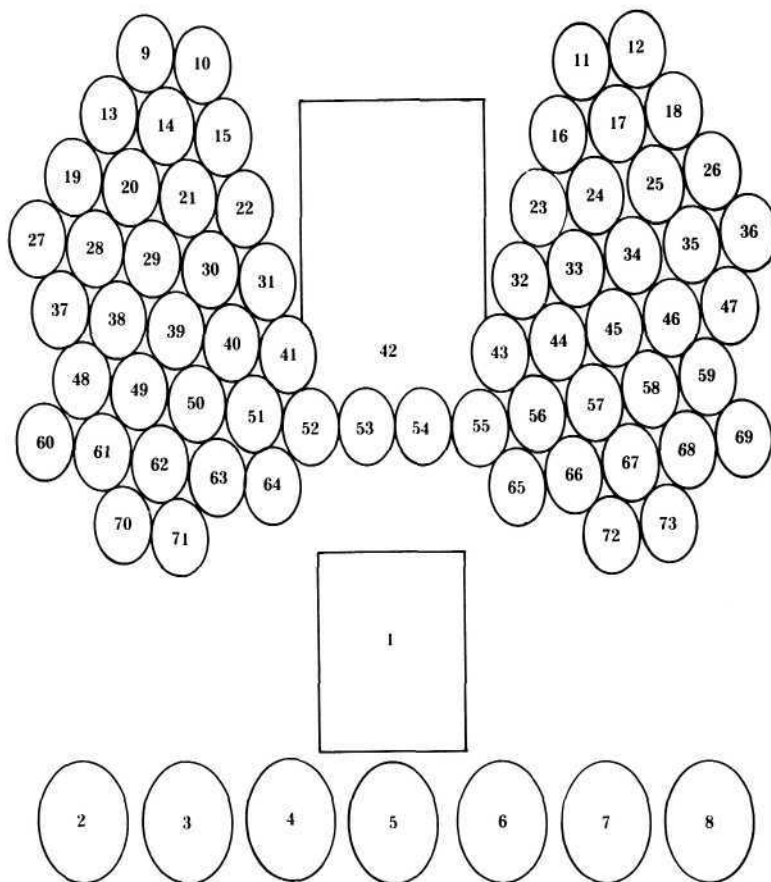
GIRARD, Alfred
 MORIN, Joseph
 ROY, Philippe-Honoré
 FISET, Louis-Philippe
 CÔTÉ, Charles-Eugène
 BERNARD, Ludger-Pierre
 PELLETIER, Pantaléon
 MOUSSEAU, Joseph-Octave
 BISSONNET, Prosper-Alfred
 DION, Napoléon
 PRÉVOST, Jean-Benoît-Berchmans
 TESSIER, Joseph-Adolphe
 PILON, Hormisdas
 BLANCHARD, Étienne
 TANGUAY, Napoléon-Pierre
 OUELLETTE, Édouard

DIAGRAMME DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE *

2e session du 11e Parlement de la législature du Québec, 1906



* Les sièges occupés résultent de la nomination de M. François Gosselin, député d'Iberville, au poste de conseiller législatif en date du 17 janvier 1906 et du décès de M. Robert Jamieson Leslie, député des Rivs de la Madeleine, le 5 décembre 1905.



1. L'honorable Jomer Gouin, premier ministre, président du Conseil exécutif et procureur général.
2. L'honorable Jean-Benoît Berchmans Prévost, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.
3. L'honorable Louis-Jules Allard, ministre des Travaux publics et du Travail.
4. L'honorable Auguste Tessier, ministre de l'Agriculture.
5. L'honorable Adélard Turgeon, ministre des Terres Forêts.
6. L'honorable John Charles James Sarsfield McCorkill, trésorier.
7. L'honorable Louis-Rodolphe Roy, secrétaire et registraire.
8. L'honorable John Charles Kaine, sans portefeuille.
9. Joseph Adolphe Chauriet.
10. Gédéon-Séraphin Chénier.
11. Allen Wright Girard.
12. Alfred Girard.
13. Paul Tourigny.

14. François-Xavier Dupuis.
15. George Washington Stephens (délégué).
16. Pierre D'Auteuil.
17. Joseph Morin.
18. Napoléon Pierre Tanguay.
19. Michael James Walsh.
20. Frédéric Hector Doucrauld.
21. Pantaléon Pelletier.
22. Cyrille Fraser Delage.
23. Joseph Mathias Teller.
24. Joseph Edouard Duhamel.
25. Godfroy Langlois.
26. Alfred Maréchal.
27. Arthur Gauthier.
28. Charles Eugène Gosselin.
29. Georges Tanguay.
30. George Robert Smith.
31. Hector Champagnon.
32. Pierre-Evariste LeBlanc.
33. Napoléon Lemay.
34. Joseph Lafontaine.

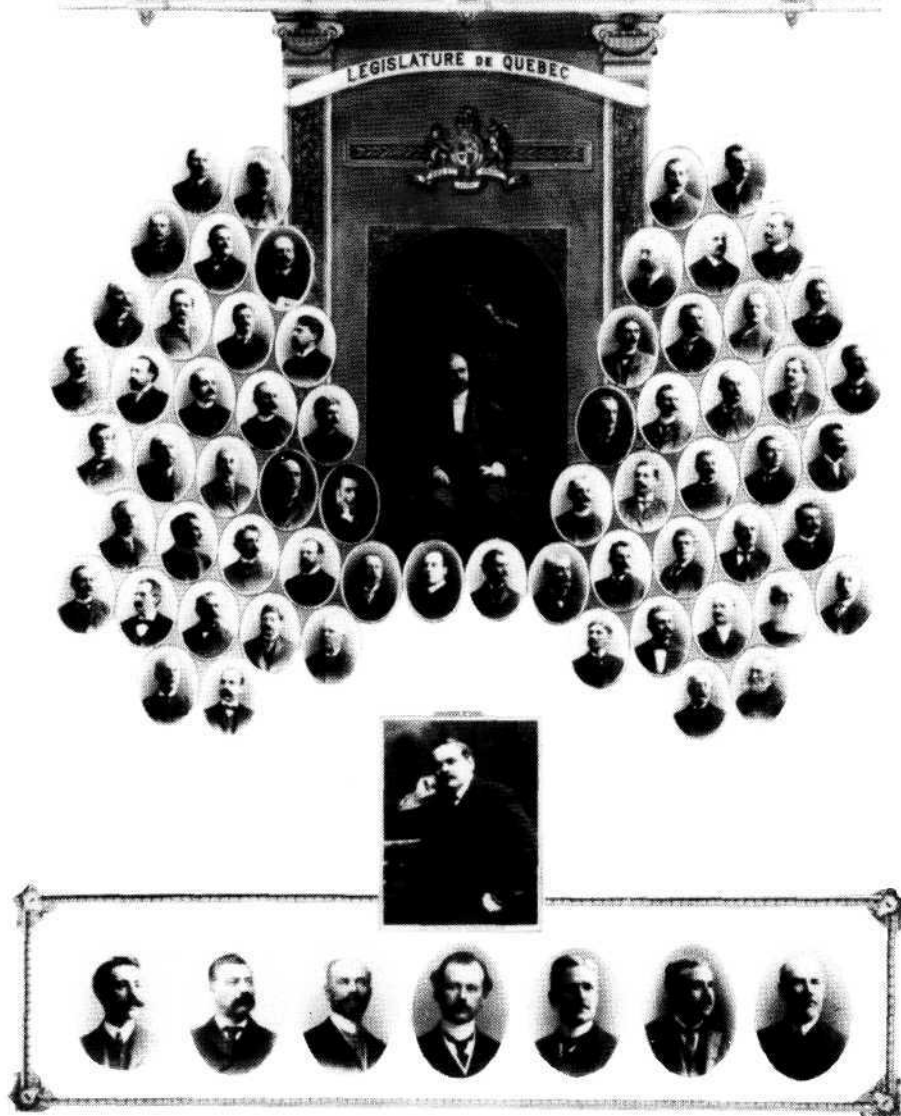
35. Louis-Joseph Lemieux.
36. Alfred Marchildon.
37. Jérémie-Louis Decarie.
38. Ferdinand-Ambroise Gendron.
39. William Hugh Walker.
40. David Gillies.
41. Louis-Alexandre Taschereau.
42. William Alexander Weir, Orateur de la Chambre.
43. George Albert Lacombe.
44. Georges Lafontaine.
45. Joseph Adolphe Tessier.
46. Joseph Octave Mousseau.
47. Albert Jaton.
48. Napoléon Dion.
49. John Hall Kelly.
50. Jean-Cleophas Blouin.
51. Philippe Honoré Roy.
52. Amédée Robitaille.
53. Ernest Roy.
54. Achille Bergeron.

55. Maurice Perrault.
56. Ludger-Pierre Bernard.
57. Pierre-Alvise Nault.
58. Honoré Petit.
59. Cypron Dorris.
60. Donat Caron.
61. Joseph-Jean-Baptiste Gosselin.
62. Hormisdas Pilon.
63. Peter Samuel George Mackenzie.
64. Christopher Benfield Carter.
65. Pierre-Jules Leonard Bissonnette.
66. Joseph Edouard Caron.
67. Louis-Philippe Fiset.
68. Louis-Pierre-Paul Gauthier.
69. Prosper-Alfred Bessonneau.
70. Joseph Laferte.
71. Edouard Ouellette.
72. Edouard-Antoine Paret.
73. Étienne Blanchard.

N.B. Il n'y a pas de représentants pour les circonscriptions d'Herby et de la Baie de la Madeleine.

MOSAÏQUE RECONSTITUÉE*

2e session du 11e Parlement de la législature de Québec, 1906



* À partir des mosaïques déjà existantes de 1905 (Source: Bibliothèque de l'Assemblée nationale — Division de la recherche)

L'HONORABLE LOUIS-AMABLE JETTÉ

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif
1906

L'honorable Lomer Gouin, premier ministre, président du Conseil exécutif et procureur général

L'honorable Adélard Turgeon, ministre des Terres et Forêts

L'honorable John Charles James Sarfield McCorkill, trésorier

L'honorable Auguste Tessier, ministre de l'Agriculture

L'honorable Louis-Rodolphe Roy, secrétaire et registraire

L'honorable Louis-Jules Allard, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Jean-Benoît-Berchmans Prévost, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable William Alexander Weir

TABLE DES SEANCES
1906

Séance du 18	janvier	1906	1
Séance du 19	janvier	1906	7
Séance du 22	janvier	1906	17
Séance du 23	janvier	1906	23
Séance du 24	janvier	1906	25
Séance du 29	janvier	1906	29
Séance du 30	janvier	1906	35
Séance du 31	janvier	1906	43
Séance du 1er	février	1906	77
Séance du 2	février	1906	87
Séance du 5	février	1906	95
Séance du 6	février	1906	103
Séance du 7	février	1906	109
Séance du 8	février	1906	121
Séance du 9	février	1906	131
Séance du 12	février	1906	135
Séance du 13	février	1906	139
Séance du 14	février	1906	147
Séance du 15	février	1906	163
Séance du 16	février	1906	189
Séance du 19	février	1906	195
Séance du 20	février	1906	201
Séance du 21	février	1906	207
Séance du 22	février	1906	213
Séance du 23	février	1906	241
Séance du 26	février	1906	245
Séance du 27	février	1906	259
Séance du 28	février	1906	271
Séance du 1er	mars	1906	287
Séance du 2	mars	1906	305

XVIII

[illegible]

Séance du 18 janvier 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Le message suivant est apporté par Arthur St-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier de la verge noire:

M. L'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

L'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif. Et étant de retour,

Districts électoraux vacants:

M. l'Orateur informe la Chambre que, depuis la dernière session, il a reçu les notifications des vacances suivantes survenues dans les districts électoraux de Yamaska, Montréal division no 4, Terrebonne, Saint-Sauveur et Napierville, et qu'il a adressé son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour lesdits districts électoraux, respectivement:

District électoral de Yamaska

Québec, 2 juin 1905.

L'honorable W.A. Weir,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Yamaska, par l'acceptation par l'honorable Louis-Jules Allard, député dudit district électoral, de la charge de ministre de la Colonisation et des Travaux publics.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) Lomer Gouin,

Député du district électoral de Montréal,
division no 2.

(Signé) Adélard Turgeon,

Député du district électoral de Bellechasse.

District électoral de Montréal no 4

Québec, 6 juin 1905.

L'honorable W.A. Weir,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Montréal, division no 4, par le décès de monsieur James Cochrane, député dudit district électoral.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) Lomer Gouin,

Député du district électoral de Montréal,
division no 2.

(Signé) Adélard Turgeon,

Député du district électoral de Bellechasse.

District électoral de Terrebonne

Québec, 3 juillet 1905.

L'honorable W.A. Weir,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Terrebonne, par l'acceptation par l'honorable Jean Prévost, député dudit district électoral, de la charge de ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) Lomer Gouin,

Député du district électoral de Montréal,
division no 2.

(Signé) Adélard Turgeon,

Député du district électoral de Bellechasse.

District électoral de Saint-Sauveur

L'honorable W.A. Weir,
Orateur de l'Assemblée législative,
de la province de Québec.

Monsieur,

Je, Simon-Napoléon Parent, de la cité de Québec, avocat et député pour le district électoral de Saint-Sauveur, déclare par les présentes résigner mon mandat de député pour la division électorale de Saint-Sauveur à l'Assemblée législative de la province de Québec.

Donné sous ma signature, à Québec, ce cinquième jour de septembre, mil neuf cent cinq, en présence des témoins soussignés.

(Signé) S.-N. Parent.

Témoins:

(Signé) Geo. Tanguay,

Député pour le comté du Lac-Saint-Jean.

(Signé) L.-A. Taschereau,

Député pour le comté de Montmorency.

District électoral de Napierville

Québec, 8 novembre 1905.

L'honorable W.A. Weir,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Napierville, par l'acceptation par l'honorable Dominique Monet, député dudit district électoral, d'une charge salariée de la couronne.

Nous avons l'honneur d'être,
Vos obéissants serviteurs,
(Signé) Lomer Gouin,
Député du district électoral
de Montréal,
division no 2.
(Signé) Adélard Turgeon,
Député du district électoral
de Bellechasse.

Certificats d'élections

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élections suivants:

**District électoral
de Yamaska**

Bureau du greffier de la
couronne en chancellerie

Québec, 21 juin 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du septième jour de juin 1905, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à monsieur O.-E. Courchesne, registrateur de Saint-François-du-Lac, et officier-rapporteur pour le district électoral de Yamaska, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable Louis-Jules Allard, nommé ministre de la colonisation et des Travaux publics, et appelé au Conseil législatif, monsieur Edouard Ouellette, commerçant, de Notre-Dame-de-Pierreville, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable Orateur de l'Assemblée
législative de la province
de Québec.

District électoral de Terrebonne

Bureau du greffier de la couronne

en chancellerie

Québec, 19 juillet 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du sixième jour de juillet, mil neuf cent cinq, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à monsieur J.-A. Théberge, registrateur de Saint-Jérôme, officier-rapporteur pour le district électoral de Terrebonne, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable Jean Prévost, nommé ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, l'honorable Jean Prévost, avocat, de la ville de Saint-Jérôme, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable Orateur de l'Assemblée
législative de la province
de Québec.

**District électoral
de Montréal no 4**

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Québec, 12 octobre 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-septième jour de septembre 1905, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à monsieur Seth. P. Leet, c.r., de la cité de Montréal, officier-rapporteur pour le district électoral de Montréal, division no 4, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de monsieur James Cochrane, décédé, monsieur George Washington Stephens, courtier de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

**District électoral
de Saint-Sauveur**

Bureau du greffier de
la couronne en chancellerie

Québec, 27 octobre 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un

bref d'élection en date du vingt-septième jour de septembre mil neuf cent cinq, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à l'honorable Charles Langelier, de la cité de Québec, shérif, officier-rapporteur pour le district électoral de Saint-Sauveur, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable Simon-Napoléon Parent, démissionnaire, pour l'acceptation d'une charge salariée de la couronne, monsieur Charles-Eugène Côté, médecin, de Saint-Sauveur de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

District électoral de Napierville

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie

Québec, 29 décembre 1905.
Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-septième jour de novembre 1905, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à monsieur Alphonse Morin, de Saint-Jean-d'Iberville, protonotaire, officier-rapporteur pour le district électoral de Napierville, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable Dominique Monet qui a accepté une charge salariée sous la couronne, monsieur Cyprien Dorris, cultivateur, de la paroisse de Saint-Michel-Archange, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable Orateur
de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

Nouveau député de Yamaska, M. Édouard Ouellette

M. Édouard Ouellette, député pour le district électoral de Yamaska, ayant préalablement prêté le serment d'office conformément à la loi et signé le rôle qui le

contient, prend son siège.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable Jean-Benoît-Berchmans Prévost), le nouveau député de Yamaska.

Nouveau député de Napierville, M. Cyprien Dorris

M. Cyprien Dorris, député pour le district électoral de Napierville, ayant préalablement prêté le serment d'office conformément à la loi et signé le rôle qui le contient, prend son siège.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), le nouveau député de Napierville.

Nouveau député de Montréal no 4, M. G.W. Stephens fils

M. George Washington Stephens fils, député pour le district électoral de Montréal no 4, ayant préalablement prêté le serment d'office conformément à la loi et signé le rôle qui le contient, prend son siège.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill), le nouveau député de Montréal no 4.

Nouveau député de Saint-Sauveur, M. Charles-Eugène Côté

M. Charles-Eugène Côté, député pour le district électoral de Saint-Sauveur, ayant préalablement prêté le serment d'office conformément à la loi et signé le rôle qui le contient, prend son siège.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), le nouveau député de Saint-Sauveur.

Introduction de bills:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 1) concernant la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la

salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, je suis heureux de saluer votre retour dans la capitale, où vous rappellent vos devoirs parlementaires. Soyez les bienvenus.

La mort si soudaine de l'honorable R. Préfontaine, un des membres de l'exécutif fédéral, a fait naître de profonds regrets dans tout le Canada et en particulier dans cette province dont il était un fils distingué. Sa largeur de vue, son esprit de conciliation, la claire perception qu'il avait des besoins actuels du Canada et son énergique volonté en faisaient un élément puissant de rapprochement entre les diverses nationalités, et de progrès dans le développement du pays. Les marques de respect et de sympathie données au Canada, à l'occasion de son décès, par le gouvernement impérial et par celui de la République française, ont vivement touché tous les habitants de cette province.

Je suis sûr d'exprimer vos sentiments en adressant un dernier hommage à M. Cochrane, député de Montréal, et à M. Leslie, député des Iles-de-la-Madeleine, décédés au cours des vacances parlementaires. MM. Cochrane et Leslie étaient des députés intègres et éclairés, et leur mort prive la province des services d'hommes dévoués et vraiment patriotes.

Nous avons lieu de nous réjouir de l'entrée dans la Confédération de deux provinces nouvelles. Cet événement atteste le progrès continu de notre pays et nous permet d'espérer que l'avenir assurera à la nation canadienne l'influence à laquelle elle peut légitimement aspirer.

Je regrette que le règlement de la question du subside fédéral n'ait pas progressé dans la mesure des efforts que mon gouvernement a faits pour l'obtenir. Quoiqu'il en soit, encouragé et soutenu par le concours assuré des autres provinces, mon gouvernement est bien déterminé à continuer ses démarches et à faire tout ce qui sera nécessaire pour hâter le règlement favorable de cette juste réclamation.

Mon gouvernement s'est aussi occupé des diverses questions qui se rattachent aux pêcheries de la province, telles que le remboursement, par les autorités fédérales, d'une partie de l'indemnité de Halifax, la remise des sommes perçues par le Canada pour les permis de pêches dans les limites de la province, et l'émission de ces permis dans toutes nos eaux territoriales. Dès la prochaine saison, il exercera tous les droits que lui assure la constitution quant à la

propriété des pêcheries, et ne reconnaîtra que les permis qu'il aura émis lui-même.

La détermination des frontières entre le territoire de la province, à l'est, et celui réclamé par "Terre-Neuve" reçoit également l'attention de mon gouvernement.

L'instruction publique a été tout spécialement l'objet de la sollicitude de mon gouvernement. Je suis heureux de constater qu'il a donné une aide plus généreuse aux municipalités scolaires pauvres, et qu'il s'est occupé de la fondation de nouvelles écoles normales où les jeunes filles, qui se destinent à l'enseignement, pourront recevoir une bonne formation pédagogique. Les mesures qu'il a adoptées pour aviver le zèle des commissions scolaires et pour encourager les institutrices à persévérer dans la carrière de l'enseignement rencontreront, j'en suis sûr, votre approbation.

La colonisation reçoit de mon gouvernement toute l'attention que mérite une oeuvre dont dépend à un si haut degré le rôle de la province dans la Confédération. La tâche difficile de classer les terres, de manière à séparer celles réservées à l'agriculture de celles attribuées à l'exploitation forestière, a été poussée avec vigueur. Ce qui a été fait assurera la bonne entente entre les colons et ceux qui ont droit à la coupe du bois, car déjà les conflits entre leurs intérêts opposés ont presque entièrement cessé.

Afin de grouper nos défricheurs de terres nouvelles, des cantons, dont le sol présente les qualités les plus favorables à la culture, seront bientôt mis à la disposition du département de la Colonisation qui y ouvrira des voies de communication.

Mon gouvernement n'a pas manqué de se préoccuper vivement de la question forestière. Nos forêts constituent un appoint considérable à la fortune publique. Leur existence est intimement liée aux besoins de notre budget, au succès d'importantes industries et à la conservation d'un bon régime des eaux. Il importe donc de les protéger si nous voulons en assurer la perpétuité tout en en permettant une exploitation légitime. C'est sous l'empire de ces considérations que mon gouvernement a réformé les mesures établies pour leur protection contre l'incendie et qu'il a aussi résolu d'ajouter, dans les régions qui lui paraîtront favorables, de nouvelles réserves forestières à celles qui existent déjà.

L'industrie laitière prend, au milieu de nous, une importance remarquable. Il est maintenant admis que, de toutes les provinces de la Confédération canadienne, la province de Québec tient le premier rang pour la production du beurre et qu'elle fait, tous les ans, de grands progrès dans l'industrie fromagère. Mon gouvernement redoublera les efforts qu'il a faits jusqu'ici pour seconder cet intelligent travail de notre

population rurale. Dans quelques jours, une école d'industrie laitière, pourvue de toutes les améliorations modernes et peut-être la plus perfectionnée de ce continent, sera inaugurée à Saint-Hyacinthe.

La réforme des statuts a fait des progrès satisfaisants. Une partie de ce travail vous sera soumise pendant cette session.

La réorganisation des départements, autorisée par une loi de la dernière session, a été accomplie et a produit d'heureux résultats.

Les édifices publics que mon gouvernement fait construire à Sherbrooke et à Montréal seront bientôt terminés.

Messieurs de l'Assemblée législative, l'état des dépenses de la dernière année fiscale vous sera soumis, suivant l'usage, et vous serez appelés à voter de nouveaux crédits pour les besoins du service public.

Je suis heureux de vous annoncer que la dette de la province a été sensiblement réduite et que le dernier exercice financier s'est soldé par un excédent.

Je vous engage, cependant, à étudier attentivement la situation financière. Cette étude vous convaincra qu'il incombe au gouvernement de pratiquer l'économie et d'augmenter les revenus.

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, vous aurez à légiférer sur divers sujets, notamment sur le droit civil, les terres publiques, la chasse et la pêche et d'autres matières d'intérêt général.

J'ai confiance que vous donnerez à vos importants travaux toute l'attention qu'ils méritent et que vous serez toujours guidés, dans vos délibérations, par le seul désir de bien servir l'intérêt public.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la législature, soit pris en considération demain.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soit nommés pour les objets suivants, savoir:

1. Privilèges et élections;
2. Ordres permanents;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies

minières et manufacturières;

4. Bills privés;
5. Législation et lois expirantes;
6. Comptes publics;
7. Agriculture, immigration et colonisation;
8. Différentes branches d'industrie en cette province.

Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Dépôt de documents:

Comptes publics

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1905. (Document de la session no 2)

Rapport des inspecteurs des prisons et asiles

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le trente-cinquième rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec, pour l'année 1905. (Document de la session no 4)

Rapport du secrétaire et registraire

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose devant la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1904 au 30 juin 1905. (Document de la session no 6)

Rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1905. (Document de la session no 3)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) remet à M. l'Orateur trois messages de Son Honneur le lieutenant-gouverneur revêtus de la signature de Son Honneur.

M. 1 Orateur lit lesdits messages

comme suit:

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du roi indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 11)
Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 18 janvier 1906.

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 23 mars 1905, concernant la commission de l'économie interne de l'Assemblée législative. (Document de la session no 12)
Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 18 janvier 1906.

L.-A. Jetté,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 13)
Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 18 janvier 1906.

Dépôt de documents:

État tabulaire des corporations municipales

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre l'état tabulaire, conformément à l'article 4619 des statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 17)

Droits de pêche sur la Petite-Cascapédia

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mai 1905, pour la production:

1. De tous documents et correspondance se rapportant aux droits de pêche sur la rivière Petite-Cascapédia;

2. Tous documents et correspondance se rapportant à la location de trois milles chaque côté de l'embouchure de ladite rivière;

3. Correspondance échangée entre les citoyens de "Black Capes" et le gouvernement, la correspondance échangée avec la "Little Cascapédia Salmon Club" se rapportant à ladite location. (Document de la session no 18)

Rivières Saint-Jean et Magpie

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) met devant la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mai 1905, pour correspondance échangée entre M. J. J. Hill et le gouvernement au sujet des rivières Saint-Jean et Magpie. (Document de la session no 14)

Pont Yule sur le Richelieu

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) met devant la Chambre la réponse à une adresse, en date du 19 mai 1905, demandant production de tous documents, correspondance, ordres en conseil, etc., entre le gouvernement et les intéressés, en rapport avec la reconstruction du pont Yule, sur la rivière Richelieu, depuis 1904. (Document de la session no 15)

Permis pour corporations commerciales et compagnies à fonds social étrangères

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) met devant la Chambre un état indiquant les permis accordés en vertu de la loi concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères (4 Édouard VII, chapitre 34) dans le cours de l'année fiscale 1904-1905, et le fonds social autorisé de ces corporations étrangères munies de permis ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis. (Document de la session no 16)

La séance est levée.

Séance du 19 janvier 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures (1).

Rapport du bibliothécaire

M. L'Orateur présente à la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature, pour l'année 1903-1906, comme suit:

À l'honorable Orateur
et aux honorables membres
de l'Assemblée législative,

Le bibliothécaire a l'honneur de vous soumettre son rapport pour la vacance de 1905-1906.

Dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis l'ouverture de la dernière session, c'est-à-dire depuis le 2 mars 1905, la bibliothèque s'est accrue d'environ 1500 volumes, au moyen d'achats, d'échanges et de dons particuliers.

Parmi les collections les plus importantes acquises au cours de l'année 1905, se trouvent l'Annuaire de la noblesse de France, en 61 volumes, The Historians History of the World, en 25 volumes, The World's Best Histories, en 62 volumes, une encyclopédie américaine en 16 volumes.

Ces dernières acquisitions contribueront à enrichir d'une façon assez notable le département de l'histoire du monde.

Le bibliothécaire a fait installer un certain nombre de petits meubles comme bibliothèques temporaires afin de pouvoir attendre le jour où la province sera en position de construire un bâtiment pour y loger plus confortablement les 70 000 volumes de sa bibliothèque.

Le nombre actuel des volumes de la bibliothèque est de 69 250, et des brochures, 18 100.

Le tout humblement soumis,
N.-E. Dionne,

Bibliothécaire de la législature
de la province de Québec.

Québec, 18 janvier 1906.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Delâge, la pétition de George W. Mitchell et autres, de Québec et ailleurs;
- par M. Décarie, la pétition du révérend T.-H. Lecours et autres, de Saint-François-d'Assise-de-la-Longue-Pointe,

Montréal;

- par M. Dion, la pétition de l'honorable T.-P. Pelletier et autres, de Trois-Pistoles;

- par M. Godbout, la pétition de la révérende sœur Marie-Victorine et autres, de Beauceville;

- par M. Morisset, la pétition du révérend J.-C. Auger et autres, de Dorchester;

- par M. Morin, la pétition de la corporation de la cité de Saint-Hyacinthe;

- par M. Tanguay (Lac-Saint-Jean), la pétition de la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean;

- par M. Stephens fils, la pétition de Ed. Archibald et autres, de Montréal.

Dépôt de documents:**Rapport du commissaire de l'Agriculture**

L'honorable A. Tessier (Rimouski) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1905. (Document de la session no 5)

Rapport du ministre de la Colonisation et des Travaux publics

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du ministre de la Colonisation et des Travaux publics pour l'année finissant le 30 juin 1905. (Document de la session no 7)

Adresse en réponse au discours du trône

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre procède à la considération du discours du trône.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 4 (M. G. W. Stephens, fils), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, comme suit:

À Son Honneur
L'honorable Sir Louis-Amable Jetté,
K. C. M. G.,
Lieutenant-gouverneur de
la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il lui a plu de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Monsieur l'Orateur,

La marque de confiance que me donne le gouvernement en me chargeant de proposer cette adresse m'honore infiniment, et je n'y éprouve qu'un regret, c'est celui de ne pouvoir accomplir cette tâche comme je le désirerais. Toutefois, mon premier devoir est de lui exprimer ma vive reconnaissance, de plus, de le remercier au nom de ceux qui m'ont délégué dans cette Chambre et qui, je crois, méritent bien l'estime d'un gouvernement libéral, puisque depuis bientôt trente ans, ils n'ont cessé de garder pour ce pays une fidélité vraiment inaltérable. Leur conduite récente prouve qu'ils ne songent pas encore à le regretter et je suis bien convaincu qu'ils n'y songeront guère, lorsqu'ils prendront connaissance de ces mesures toutes marquées au coin de la sagesse et du plus pur patriotisme que le gouvernement soumet à l'attention de cette honorable Chambre.

Je ne puis aller plus loin sans prendre part à ce sentiment de regret exprimé à la mémoire de deux membres de cette Chambre disparus depuis la dernière session et je crois de mon devoir comme nouveau député de payer un juste tribut d'hommage à ces deux bons représentants du peuple que la Providence nous a ravis (2). Le même sentiment m'invite à regretter avec le gouvernement la disparition d'un homme que le pays tout entier pleure aujourd'hui: celui qui vient de mourir sur la terre étrangère, en pleine élaboration d'une oeuvre qu'il croyait avec raison profitable à son pays, mérite certainement un souvenir reconnaissant de tous ses concitoyens (3). En face des manifestations de deux grandes puissances de l'Europe, dont les représentants sont réunis autour de sa dépouille mortelle pour honorer sa mémoire, il nous est impossible de ne pas regretter profondément sa disparition; et cette démarche qui est certainement la plus belle appréciation de sa valeur est aussi la plus grande consolation que nous puissions recevoir dans ce deuil national.

Avant de passer en revue les différents projets de loi émis par le gouvernement, on me permettra de faire remarquer à cette honorable Chambre un fait bien significatif qui se dégage de la dernière élection de

Saint-Sauveur. C'est que les classes laborieuses des villes tendent de plus en plus à s'unir, y réussissent de mieux en mieux, et qu'elles entendent s'affirmer dans le gouvernement de la nation. Il faut admettre cependant, contrairement à ce qui s'est fait dans le passé qu'elles n'ont pas voulu cette fois-ci se restreindre dans un exclusivisme trop impérieux. Mais elles ont voulu tout en affirmant leurs forces, voter librement confiance dans le gouvernement actuel, qu'elles croient capable de travailler consciencieusement à sauvegarder les intérêts les plus chers de la population.

Je ne crois pas qu'il faille s'alarmer pour cela, pour ma part j'y vois plutôt une amélioration de notre population. En devenant membre de l'union, l'ouvrier a tous les avantages pour se renseigner sur les questions de l'intérêt public. Ces unions étant des milieux de discussions, il apprend à se former une opinion par lui-même, en pesant et raisonnant ce qu'il entend dire; et au jour du choix de législateurs pour son pays, il n'est plus une machine à voter que l'on transporte au bureau de votation, souvent avec des moyens d'influence inavouables, mais un homme éclairé qui se fera un devoir d'aller au moment opportun exercer le plus beau privilège du citoyen libre de notre siècle.

Cependant en reconnaissant le mérite de ces organisations, que je crois bonnes et capables de contribuer au progrès national, mon intention n'est pas de prôner la lutte à outrance entre le travail et le capital. Loin de là, ma conviction est qu'en donnant plus de lumière au travailleur, on trouvera le moyen d'assurer une entente profitable entre ces deux puissances. D'ailleurs l'idée de ces unions ouvrières n'est pas neuve, ces anciennes corporations d'artisans qui existaient il y a déjà plusieurs siècles ont été bien utiles à notre pays d'origine, elles ont puissamment contribué au progrès de l'industrie, tout en améliorant le sort de l'ouvrier. On rencontre souvent des gens partout qui se prononcent ouvertement contre ces unions ouvrières, à les croire elles sont la cause de tout le mal qui arrive à l'industrie. Eh bien! Nous pourrions leur répondre victorieusement, en leur citant certaines villes de notre pays, de la province voisine qui sont certainement des cités modèles au point de vue du confort et de l'aisance répandus dans toute la population; et ce sont justement celles où les unions ouvrières sont les plus généralisées. Je crois certainement qu'elles sont de nature à rendre plus de services au peuple que ne le feraient certaines législations toujours difficiles à accepter et qui ont toujours le défaut de tendre de plus en plus vers l'individualisme. Mais il est bien compris de tous que pour

qu'il y ait entente dans la société entre les différents éléments qui la composent, il faut avant tout des lumières, des connaissances, en un mot, il faut l'instruction. Comme l'a dit quelqu'un un jour: après le pain, l'éducation est le plus grand besoin du peuple.

Notre gouvernement a bien compris cette vérité, puisqu'il a fait de cette question l'objet de toutes ses prédilections, j'en suis heureux, et je constate en même temps, que cette question soulève beaucoup d'intérêt dans le public. Tous ceux qui s'y intéressent donnent leur avis, il y a discussion, et je crois que c'est pour le mieux puisque c'est du choc des idées que naît la lumière. Je suis convaincu que ceux qui prennent part à cette discussion sont de bonne foi, c'est l'intérêt de toute la population, c'est l'avenir de notre race qui les animent; et j'ose espérer qu'il n'y a dans leur lutte d'autres pensées que celles d'assurer le bonheur et la grandeur future de notre chère province de Québec. Jusqu'à présent notre système d'instruction public nous a rendu certainement de grands services mais si nous remontons à son établissement, il nous faut déjà reculer de cinquante ans en arrière. C'est en effet vers 1850 que le système actuel fut établi, sous la direction d'un homme qu'on doit reconnaître comme un grand patriote, M. Molleur. Je peux donc dire qu'il est déjà vieux si nous songeons que nous sommes sur ce sol d'Amérique où les choses marchent si vite, dans un pays absolument nouveau, qui a grandi rapidement, et qui, si nous en jugeons par les événements qui se préparent, grandira plus encore à l'avenir. Et je ne crois pas téméraire d'affirmer, que tout en ayant beaucoup de bon, ce système a certainement besoin de beaucoup d'améliorations.

Il faut se défier avant tout de la routine, l'histoire de toutes les améliorations et de toutes les réformes contient le récit de difficultés sans nombre, et c'est toujours au prix de durs labeurs, et même parfois de violence que l'on brise les vieux préjugés.

Je n'aurais qu'à citer un témoignage, les émeutes de Pierreville, lors de l'établissement de notre système scolaire actuel, alors que les vieux citoyens de l'endroit refusaient de payer la taxe d'école prétendant qu'il était inutile pour eux de changer leur mode de vivre. Cela explique un peu la vivacité de la discussion que fait naître la question de l'éducation depuis quelques mois, les uns disent: notre système actuel est bon puisqu'il nous a bien servi depuis cinquante ans; d'autres, qui ne croient pas dans l'immuabilité des lois humaines, demandent des réformes et prétendent que pour mettre notre province au niveau des autres pays qui progressent et dont

l'éducation chez eux est l'objet de constants soucis de la part de leurs législateurs, il faut des réformes et des améliorations.

Sans partager l'opinion de ceux qui veulent des changements radicaux dans notre système, sans dire avec eux que nous devons tout renverser, il est à désirer que le gouvernement continue sa marche prudente mais résolue dans la voie des réformes. Que chacune de ces réformes vienne à son heure, mais que l'esprit des hommes aux vues larges et patriotiques qui désirent que la province ne se laisse pas devancer par les autres soit rassuré.

Que ceux qui espèrent voir surgir sur notre sol des écoles plus nombreuses de haute culture intellectuelle, scientifique et matérielle, qui désirent voir nos jeunes gens s'engager dans des voies nouvelles, et cesser d'encombrer les vieilles professions, et qui aspirent toujours à ce que l'instituteur soit un jour justement rétribué et par là même cesse d'être un paria dans la société. Que ceux-là voient leurs espoirs, leurs désirs et leurs aspirations soutenus et réalisés par le gouvernement.

J'aime en parlant de cette question, payer un juste tribut d'hommage à notre clergé, qui a créé notre enseignement supérieur; il nous a rendu des services inappréciables avec un esprit d'abnégation, de dévouement qu'on ne peut rencontrer que chez lui. Mais il lui est impossible de suffire à tout, et puisqu'il a si bien fait son devoir, que cela soit pour nous une raison de faire le nôtre.

Je sais bien que le gouvernement est décidé à faire son devoir, mais il lui faut aussi le nerf de la guerre, et c'est bien pour cela que l'on fait tant d'efforts depuis quelque temps pour obtenir un rajustement du subside fédéral. Il est presque inutile de démontrer la nécessité de cet amendement, tant elle l'a été par tous nos hommes politiques depuis près de vingt-cinq ans. En effet toutes nos grandes entreprises de colonisation et d'instruction publique sont rendues bien difficiles avec le subside actuel. Si nous faisons un retour sur nous-mêmes, et si nous remontons à la conférence de 1864 à Québec, et aux pourparlers qui ont précédé l'adoption de l'Acte fédéral, nous constatons que cette confédération ne se serait jamais faite si la province de Québec, ou le Bas-Canada comme on l'appelait dans le temps s'y était refusée. Presque tous les hommes de ce temps appelés par leurs positions à diriger l'opinion publique se sont occupés aux premiers pourparlers de cette confédération à en rejeter l'idée craignant que ce fût une union législative complète. Ce n'est que lorsque l'on fut certain de la création de gouvernements locaux que l'on acquiesça à ce projet. Nous abandonnions alors tous nos

droits de douane et d'accise, le plus clair de nos revenus; en revanche on nous donnait quatre-vingt centins par tête sur la population de 1867 (4), avec une certaine somme pour l'entretien de nos édifices publics.

Est-ce un oubli de la part de ceux que l'on a appelés les pères de la Confédération? Ont-ils manqué de prévision? Nous serions portés à le croire puisqu'ils étaient très satisfaits de ce montant qu'on leur octroyait. Et en relisant un des principaux publicistes du temps, qui a beaucoup écrit sur ce sujet, l'honorable M. Cauchon, on voit que cet arrangement lui donnait pleine satisfaction; après avoir additionné les chiffres formant le revenu de la province de Québec et constatant qu'il y avait un surplus sur les dépenses, il dit: "Ces chiffres prouveront assez que les provinces se mouvreront à l'aise dans leurs revenus locaux, et qu'elles n'ont pas besoin d'avoir d'inquiétudes à cet endroit".

Évidemment, monsieur l'Orateur, il y a eu manque de prévisions, car enfin, est-il possible de soutenir que les besoins d'une population qui était en 1861 d'environ onze cent mille, soient les mêmes que le seront ceux d'une population qui sera peut-être dans vingt-cinq ans de trois à quatre millions. Mais d'un autre côté, dans l'esprit de certains délégués des autres provinces dont les idées étaient bien connues sur le projet d'union législative, n'a-t-il pas germé l'espoir de voir réaliser leur rêve favori. En effet les provinces ne pouvant suffire à leurs charges avec leurs besoins nouveaux se multipliant toujours, seront forcées un jour ou l'autre, dans un avenir plus ou moins rapproché, de se fondre dans une union plus complète.

C'est donc à nous, messieurs, de travailler de toutes nos forces à nous faire rendre justice. Il faut reconnaître que le pacte fédéral ne nous donne aucun droit écrit, mais la justice de notre cause nous donne un titre indiscutable. D'ailleurs le pacte fédéral n'est pas une arche sainte à laquelle il est défendu de toucher, ce pacte peut être modifié par le peuple lui-même qui l'a consenti. Si nous y trouvons des défauts qui peuvent empêcher les provinces intéressées qui l'ont fait de s'entendre, c'est à nous de s'entendre pour en demander le perfectionnement au pouvoir central. Créons donc ce mouvement dans ce sens, car de là dépend pour beaucoup notre vie nationale. Il y

a un autre moyen d'avoir de l'argent pour suffire à nos entreprises, mais ce moyen est la taxe directe, et il ne faut pas penser un instant que nous allons faire peser une taxe directe sur un peuple qui en paie une si lourde d'une manière indirecte. C'est pourquoi j'ai confiance, M. l'Orateur, dans le gouvernement actuel pour le règlement de

cette question, et je crois que tous, tant que nous sommes, députés de la province de Québec, devons lui prêter notre concours le plus large et le plus effectif. Il faut reconnaître que notre province est la plus vieille de la Confédération, qu'elle ne doit pas périliter, qu'elle a droit de marcher de pair avec ses provinces soeurs: et dans cette époque où tout promet un progrès extraordinaire pour le Canada, où d'immenses chemins de fer vont ouvrir le pays en général d'une manière étonnante, où des mille, des centaines de mille d'étrangers viendront s'établir dans nos provinces de l'Ouest. Il est juste que notre province prenne des moyens pour ouvrir elle aussi ses immenses territoires qui sont encore des solitudes, mais qui peuvent faire vivre une nombreuse population.

Je n'ai pas le droit de donner de conseil, mais il me sera permis, je crois, en terminant, M. l'Orateur, de formuler un vœu: ce sera celui de voir tous les députés de cette Chambre sans distinction de croyances politiques, convoqués autour du cabinet pour lui prêter main-forte dans le règlement de cette question. Il y aura bientôt vingt ans qu'un de nos plus grands hommes politiques, l'honorable M. Honoré Mercier, convoquait à Québec les premiers ministres des différentes provinces de la Confédération, et je remarque avec plaisir que parmi ces ministres, se trouvait l'honorable M. Fielding, qui est aujourd'hui ministre des Finances du pays. J'ose espérer qu'il nous sera d'un grand secours dans le règlement de cette question. Et puisque toutes les provinces s'entendent à ce sujet, comme le dit le discours du trône, je ne vois plus de raison pour que le gouvernement central nous le refuse.

M. G. W. Stephens, fils (Huntingdon):

(5) Je suis vraiment fier, Monsieur l'Orateur, qu'on m'ait confié l'honneur distingué de seconder l'adresse. J'apprécie cet honneur non seulement à cause des noms illustres avec lesquels il a été associé dans le passé, mais surtout à cause des termes splendides dans lesquels l'adresse a été proposée par mon ami et collègue le représentant de Saint-Sauveur.

Des recherches actives dans les archives de la procédure parlementaire n'ont pu, cependant, mettre à ma portée une justification satisfaisante de l'habitude que l'on a de confier un devoir si important à un novice dans les débats parlementaires. Il est bien vrai qu'on peut trouver un précédent dans la coutume, rendue respectable par le temps, d'appeler l'homme le plus jeune présent à un banquet, à discourir, en termes doux, sur la santé du beau sexe, mais dans les deux cas, je suis forcé d'admettre

que l'orateur choisi est le moins qualifié pour rendre justice au sujet et en conséquence, le sujet en souffre plus ou moins. Je ne prétendrai donc pas discuter au long les mesures importantes sur lesquelles il a plu à Son Excellence d'attirer l'attention sérieuse de cette Chambre, car cela a été fait déjà, avec éloquence et avec vigueur, par l'honorable proposeur et sera continué, je n'en ai aucun doute, avec une grande habileté par les orateurs qui suivront.

Il parle en des termes élogieux de l'honorable M. Préfontaine, de M. Cochrane et de M. Leslie.

Permettez-moi cependant, monsieur, de demander votre indulgence si j'essaie de toucher brièvement à ce que je crois être les points les plus importants du discours du trône, d'indiquer la force qui assurera le succès de l'exécution des mesures proposées.

Il y a, dans mon opinion, trois problèmes vitaux qui confrontent, à l'heure actuelle, le peuple de cette province. Le premier est le problème financier; le second, le problème éducationnel, et le troisième, le développement et la préservation de nos ressources non encore exploitées, qui sont aujourd'hui, pour le pays, un capital improductif. Le plus grand et le plus important de ces problèmes est incontestablement le problème financier, car il est inutile de faire voir la grandeur de nos ressources et les résultats splendides qui attendent l'application de notre énergie, si nous n'avons pas les moyens de mettre à la portée du capital et de l'entreprise la vaste richesse qui dort dans cette province. Et la solution de ce problème ne peut être atteinte, dans mon opinion, par l'application d'expédients temporaires. Notre revenu actuel est à peine suffisant pour faire face aux besoins présents de la province. Nos voisins de l'est et de l'ouest ont déjà dirigé leurs forces dans la voie du progrès et sont des milles et des années en avant de cette province dans l'oeuvre nationale qui consiste à découvrir leur grand héritage et à mettre à la portée de l'entreprise leurs richesses minérales et forestières. Ils construisent des routes, des chemins de fer et des écoles, offrant par là un foyer domestique, dans les limites de leur territoire, non seulement à l'augmentation naturelle de leur population, mais encore attirant de chez nous, de la province de Québec, nos gens qui s'en vont agrandir leurs provinces, parce que nous n'avons pas encore compris les possibilités qui attendent le développement du grand pays situé au nord, par-delà les montagnes. Nous aussi, comme province, avons un grand devoir à accomplir en ce sens, si la province de Québec doit maintenir sa position prédominante dans la Confédération. Je suis donc d'opinion que l'heure est venue pour nous de

nous livrer à un inventaire soigné et sérieux, afin de trouver où nous en sommes et de créer un revenu augmentant d'une façon permanente qui nous permettra de remplir les obligations que nous avons contractées envers nos traditions nationales comme citoyens de la plus vieille province du pays.

Entre ces quatre murs et sous ce toit, dans la salle d'Assemblée législative de notre province natale, sont réunis aujourd'hui les représentants des fondateurs de ce grand Dominion qui, il y a deux siècles, ont planté sur les bords du Saint-Laurent la semence d'une grande nation. Nous avons donc une obligation nationale à remplir, comme notre quote-part dans le progrès du peuple canadien, et la voix de cette obligation nationale, parlant par les pages de l'histoire, nous crie de prendre une vue plus sérieuse des responsabilités qui résultent du passé, accompagnées comme elles le sont d'un héritage dont nous saisissons à peine la richesse et la puissance. En repassant l'histoire politique de cette province durant les trente dernières années, ce qui me frappe le plus est l'absence de toute continuité de but en ce qui concerne la finance, l'instruction publique et le développement de nos ressources. Je crois qu'il est temps, Monsieur l'Orateur, de décider que le progrès de cette province ne consiste plus en une série désordonnée de sauts dans l'obscurité. Comme architectes de notre propre fortune, nous devons adopter un plan défini pour le développement progressif de notre pays, si nous voulons être dignes de nos ancêtres, et les dignes fondés de pouvoirs des générations à venir. Il faut regarder bien en face l'état financier de notre province, étudier et décider un système défini de développement progressif, déterminer un estimé de ce qu'il en coûterait pour le mettre en opération, trouver les moyens nécessaires pour atteindre ce but, et ainsi unis par un patriotisme commun créé par notre profonde reconnaissance pour un héritage national qui nous a été transmis à travers les vicissitudes des siècles, unis par cette grande force, nous devrions nous diriger vers le but que nous nous sommes donné la mission d'atteindre. Et, M. l'Orateur, le fil vivant qui doit relier ensemble les gloires du passé, les chances du présent et les possibilités de l'avenir, se trouvera seulement dans le patriotisme sérieux, réfléchi et pratique de notre peuple. Le genre de patriotisme auquel je fais allusion et qui sera la force motrice qui mettra en mouvement le mécanisme de notre civisme provincial, est celui qui rendra le plus humble citoyen parmi nous tous déterminé à être un facteur efficace dans son propre intérêt, dans l'intérêt de sa province natale, et dans l'intérêt de ses voisins.

Cela m'amène au second problème vital qui s'impose à notre attention: le problème de l'instruction publique.

Le seul moyen de rendre un peuple efficace est de commencer par rendre efficace le citoyen pris individuellement. C'est une vérité qu'aucun peuple ne peut être véritablement ou en permanence grand sans une base éducative sérieuse, et comme l'ignorance n'est que le sable mouvant sur lequel on élève l'édifice national, être instruit devient un devoir national. L'État a donc un devoir envers l'individu, le devoir de l'instruire, de prendre soin de lui comme membre de la nation, parce que son progrès doit être regardé comme avançant la cause du peuple tout entier. D'autre part, il est également vrai que l'individu a un devoir envers l'État, le devoir d'être un citoyen loyal, patriote et efficace. Il s'en suit donc que négliger notre instruction est retarder le progrès de la nation. Maintenant, Monsieur l'Orateur, si ces conclusions sont justes, nous sommes en présence d'un grand et difficile problème, dont l'heureuse solution demande la coopération harmonieuse de l'État, de l'Église et du peuple. Le jour de la fête de notre patron Saint-Laurent, il y a plus de deux siècles, Jacques Cartier tourna la proue de son petit navire vers l'embouchure de notre grand fleuve. Les pages de notre histoire sont remplies des exploits de ces hommes courageux qui, comme prêtres de l'Église catholique, ont été les premiers à éclairer la route de la civilisation dans un pays nouveau, et le calendrier des saints canadiens contient les noms d'un grand nombre de martyrs qui ont bravé les dangers de la vie primitive dans ce pays et ont sacrifié leurs vies et leur énergie au service de leurs frères. Je désire, après avoir lu l'histoire canadienne, rendre mon humble hommage à ces hommes et à ces femmes, dont le dévouement et les sacrifices nous ont permis de jouir des privilèges qui nous sont accordés aujourd'hui. Je désire insister sur ce fait d'abord parce que dans la suggestion de réformes de notre système scolaire, il faut avoir égard aux conditions présentes qui sont le résultat de deux cents ans ou plus d'histoire. Il me semble donc qu'une étude de toute cette question devrait avoir pour résultat d'indiquer une voie moyenne, par laquelle des changements opportuns peuvent être appliqués graduellement dans la marche vers une efficacité qui ne peut être obtenue par une guerre d'intérêts, mais plutôt par le désir patriotique d'un peuple uni de devenir des citoyens dignes et utiles du pays qu'ils aiment et pour lequel ils vivent. L'État et l'Église travaillant en harmonie pour lui en fournir l'occasion, le peuple, afin d'être de son temps, doit contribuer sa quote-part à la

grandeur de la Confédération canadienne. Établissez cet état de choses et nous aurons atteint le point où nous serons prêts à projeter le développement des millions de milles carrés de terre arable, qui pourront peut-être un jour devenir la contre-partie du grand Nord-Ouest dont nous sommes si fiers.

J'ai jusqu'ici mentionné les trois grands problèmes qui me paraissent s'élever en importance au-dessus de la masse des questions moindres que nous avons à traiter, et je crois qu'il doit être possible à ces questions d'être l'objet de l'étude des meilleures intelligences que nous ayons dans la vie publique, sans égard aux divisions de la politique de partis. Si nous pouvons soustraire ces grandes questions aux dissensions de partis et nous rallier autour d'un projet bien défini, la province de Québec grandira pour toujours en puissance, en prestige et en dignité.

La seule force qui puisse produire efficacement cet état de choses est la force du patriotisme pratique, et je considère cette force le plus fort actif dans le trésor national. Si nous pouvons allumer dans le cœur de notre peuple un patriotisme qui produira ces choses, l'héritage que nous transmettrons aux générations qui viendront après nous sera un legs précieux laissé à une génération plus grande encore que la nôtre.

Une réorganisation financière sur une plus grande échelle, une réforme éducative, le développement et la préservation de nos nouvelles ressources: voilà ce qu'il nous faut. Car le temps, qui change tout, change aussi l'esprit de nos concitoyens et leur inspire la ferme conviction que nous avons à nous prononcer sur des questions vitales qui ne peuvent plus être mesurées à l'aune de sentiments exclusifs, mais qui doivent être traitées avec une certaine largeur d'esprit et une interprétation courageuse convenant aux fiduciaires d'un noble héritage.

Dans la province courent certains bruits qui, même s'ils s'intensifient un jour, peuvent dès maintenant être perçus par quiconque voulant bien prêter l'oreille, selon lesquels nous ne pouvons plus nous permettre de nous entre-déchirer par de mesquines jalousies ou par des querelles, mais que nous devons faire preuve de tolérance, de confiance mutuelle et de respect si nous voulons garder la dignité de nos traditions nationales. Que ces changements ne puissent être apportés que par l'énergie, la dévotion et le patriotisme de notre jeunesse, c'est ce que je crois; Que nous puissions tous être encore de ce monde pour voir la province de Québec progresser par la réalisation de ces grands bienfaits, c'est ce que je souhaite! (6)

M. M. Perrault (Chambly) dit qu'il

aurait voulu que quelque membre de l'opposition eut pris la parole sur des questions aussi importantes que celles que contient le discours du trône. Mais d'après le silence qui semble exister, je vois, dit-il, qu'il n'y a plus d'opposition. Cela me fait plaisir, car nous allons maintenant pouvoir discuter avec plus de liberté les questions d'intérêt public.

Il veut user de la liberté de parole accordée à chaque député pour dire quelques mots. C'est un impromptu, il ne s'est pas préparé.

L'attitude des conservateurs permettra aux députés indépendants de parler sans crainte de s'exposer au reproche de désertion de leur parti. Jusqu'à présent quiconque a voulu s'intéresser sérieusement aux affaires de la province a été aussitôt réduit au silence par cette réponse: vous voulez faire l'affaire des bleus. Et les bleus ne pouvaient pas parler avec effet non plus, puisque leur attitude d'opposition les rendait impuissants à impressionner l'opinion publique. Par l'attitude neutre des conservateurs d'aujourd'hui à la suite de leur décision de ne point se donner de chef, la législature de Québec devient ce qu'on l'appelait autrefois un grand conseil municipal où chacun peut reprendre sa liberté. J'en profite, M. l'Orateur, pour exprimer quelques réflexions qui me sont suggérées par les proposeur et secondaire de l'adresse.

Je suis heureux de voir le député de Saint-Sauveur (M. C.-E. Côté) s'occuper de questions ouvrières, mais je dois lui dire qu'il n'est pas le premier. J'en ai parlé, l'an dernier dans cette Chambre et la question est tombée à plat. Naturellement, j'espère qu'à deux, nous aurons plus de succès. La même remarque s'adresse au représentant de Montréal no 4 (M. G. W. Stephens, fils) qui met au premier rang des questions dont nous devons nous occuper, la question financière. J'ai eu moi-même l'idée de m'occuper de notre situation financière, mais on m'a répondu que je voulais être trésorier. Je suis heureux de trouver une recrue dans la personne du nouveau député de la division Saint-Laurent, et cela m'enhardit dans la position que je prends en ce moment. L'opposition devait parler sur le sujet mais elle ne l'a pas fait et les députés ministériels n'avaient pas le droit de parler. Personne n'a traité la question de façon pratique. D'ailleurs, si l'on me trouve importun, je vous en tiens responsable, M. l'Orateur. Vous m'avez donné un siège chargé d'électricité, l'ancien siège du représentant de Terrebonne (l'honorable J.-B.-B. Prévost) et je me sens poussé par le désir qu'avait mon prédécesseur de questionner le gouvernement (Rires).

Et puis, l'exemple m'entraîne aussi. Je

vois en face de moi des hommes qui m'ont enseigné à scruter les documents publics pour voir si un changement ne devenait pas nécessaire.

M. Préfontaine, son prédécesseur comme représentant du comté de Chambly dans cette Chambre, était un homme épouvantablement extraordinaire et que si la mémoire de MM. Cochrane et Leslie méritent une couronne sur leur pupitre, celle de M. Préfontaine en mérite une au plafond. Feu M. Préfontaine était le député idéal et il a démontré que si les Anglais ont le talent des affaires, les Canadiens l'ont aussi.

Depuis 1897, jamais le discours du trône n'a invité les députés de la Chambre à discuter de la question financière. Le discours du trône précise d'une part qu'il y a diminution de la dette publique et que les opérations de la dernière année financière indiquent un surplus mais, d'autre part, il incite cependant les députés à étudier attentivement la question financière.

Que dit le discours de cette année? Il dit: "la dette a été diminuée et il y a un surplus. Je vous engage cependant à étudier sérieusement la question financière".

En d'autres termes, si nous considérons qu'il n'y a pas de surplus ou qu'il y a un déficit, il est de notre devoir de le mentionner.

Il remercie le gouvernement de cette courtoisie et critique quelques-unes des déclarations du gouvernement. L'année dernière, qui était la première année de son accession au pouvoir, le gouvernement s'est vu offrir une chance et a promis d'étudier les ressources financières de la province.

Jusqu'ici il a toujours été entendu que les ministres seuls s'occupent de trouver les revenus. Mais les députés cette année feront ensemble l'étude des ressources financières de la province.

Le discours du trône nous invite à étudier la question financière. C'est une innovation, et j'en félicite le gouvernement. Le jour semble passé où le gouvernement considérait la question financière comme étant de son domaine exclusif et avertissait les députés qui osaient l'aborder qu'ils n'avaient rien à y voir. D'ailleurs, l'invitation n'est pas hors de propos, car le discours du trône ne dit pas la vérité lorsqu'il affirme l'existence d'un surplus. L'étude des comptes publics démontre au contraire qu'il y a un déficit de \$791 993, et je ne serai satisfait que lorsqu'on m'aura prouvé que je me trompe.

Si l'on consulte les comptes publics, on verra qu'elle (la dette) a été diminuée en fait de \$400. Est-ce cela qu'on appelle "sensiblement diminuée"?

Ses observations ne visent pas le gouvernement actuel, qui n'est pas

responsable de cette situation; mais lorsqu'il a voulu parler de la question, on lui a dit que les députés n'avaient rien à y voir.

Il demande des renseignements, parce qu'il a entendu dire qu'il y avait un déficit. Arrivons à un calcul sommaire, dit-il.

De 1897 à 1900 et même jusqu'à nos jours nous avons toujours, poursuit-il, à chaque année, dans les comptes publics, p. 73, un petit item qui passe inaperçu dans un coin de la page. C'est l'intérêt sur avances qu'on paye à la Banque de Montréal à 4 1/2% et qui de \$24 000 est monté à \$34 000. Cela signifie que nous avons un découvert de \$791 993. Lorsque le gouvernement se trouve à court, il demande à la Banque de Montréal de prêter les fonds et depuis 1901, le gouvernement paye inutilement à la Banque de Montréal un montant fabuleux.

Maintenant pourquoi continue-t-on à payer 4 1/2% sur un emprunt temporaire qui dure depuis huit ans quand nous pourrions faire un emprunt permanent à 3%. Si nous avons des surplus, payons cet emprunt temporaire et si nous n'en avons pas, ayons le courage d'augmenter notre dette pour payer moins d'intérêt. Sur ce seul item, nous perdons \$10 500 par année tout simplement parce que le gouvernement a peur qu'on l'accuse d'avoir augmenté la dette. Est-ce un acte de bonne administration cela?

Tout le monde sait que je suis libéral, mais cela ne m'empêchera pas de proclamer que voilà de la mauvaise administration et une politique détestable.

Nous n'avons pas le courage d'avouer nos dettes et, comme conséquence, nous payons chaque année des milliers de piastres d'intérêt que nous pourrions économiser si le gouvernement de la réforme voulait nous donner des réformes. Connaît-on bien la valeur de nos ressources?

Avouons notre position franchement, la province et le gouvernement ne s'en trouveront que mieux. Par exemple, pense-t-on que c'est en affichant des surplus que nous réussirons à obtenir l'augmentation du subside d'Ottawa. Non. Avant de réclamer une augmentation de subsides à Ottawa, il faut savoir si nous ne pourrions pas nous en dispenser.

Il faut dire que nous n'avons pas de surplus, que nous sommes en déficit et qu'il nous faut les moyens d'équilibrer nos finances. Je ne veux pas embarrasser le gouvernement, je désire l'aider au contraire, mais je prétends que le meilleur moyen de l'aider, c'est de lui dire la situation franche et nette.

Nous sommes dans une position difficile, ajoute-t-il, et non seulement il faut augmenter les revenus, mais il faut aussi régler le découvert. Pourquoi le trésorier ne

dit-il pas: Nous avons une dette qui coûte 3%. Nous allons prendre ce montant et l'ajouter à la dette. On ne le fait pas, c'est qu'on craint le cri: les libéraux augmentent la dette. C'est la raison.

Sans doute certains journaux vont-ils déclarer que je suis passé du côté de l'opposition, tandis que d'autres rue couvriront de fleurs.

Il aimerait que l'état réel de nos finances soit divulgué et que les comptes publics puissent le démontrer au premier coup d'oeil. Si nous ne révélons pas notre situation, nous pouvons nous attendre à la répétition de ce qui s'est produit au magnifique banquet donné en l'honneur du premier ministre le 11 décembre 1905; lorsqu'il demanda une augmentation du subside fédéral, il fut applaudi de toutes parts, et lorsque Sir Wilfrid Laurier la lui refusa, il fut également applaudi.

Dans un premier temps, nous formulons une demande. Dans un deuxième temps, elle nous est refusée. Tout est bien et nous prenons tous une autre coupe de champagne.

Il avait entendu dire dans les corridors que l'opposition ne parlerait pas au cours de l'adresse. Il avait également cru comprendre que le premier ministre ferait ce même, et qu'à la fin de tout cela, on en arriverait à une admiration mutuelle.

Étant donné que le gouvernement est un gouvernement réformiste, il demande que la première chose qu'il fasse soit d'équilibrer le budget. Il est heureux de pouvoir exprimer son avis, et ses critiques ne s'adressent pas au trésorier de la province ou au gouvernement mais bien au système en général qui fait que tout doit rester secret.

Il existe un comité des comptes

cette Chambre. Mais quelle est l'utilité d'un tel comité? N'existe-t-il que pour la forme?

Depuis quelques années, dit-il, tout s'en va à la dérive. Je suis membre du comité des comptes publics depuis deux ans; eh bien, je n'ai pas été prévenu une seule fois de la réunion de ce comité (Rires).

Combien de choses encore pourrais-je citer! Le ministère Gouin se proclame réformiste; je l'appuierai à une condition: c'est qu'il fasse effectivement des réformes. Car si ça continue, ça ne sera pas drôle. Il ne

suffit pas de donner des banquets, de faire de grands discours, de se promener et de boire du champagne: le peuple exige autre chose.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome)

se dit surpris du ton des observations du député de Chambly (M. M. Perrault), qui s'est chargé d'assumer le rôle du chef de l'opposition.

Il le félicite de son esprit d'étude et de son désir de bien connaître l'état des

finances de la province. Si, tel qu'il nous l'a laissé entendre aujourd'hui, il est vraiment intéressé aux finances des cinq ou six dernières années, il aurait dû nous le faire savoir plus tôt.

Dans une discussion sur l'adresse, ce n'est ni la place, ni le temps d'entrer dans de grands détails. Le discours du trône déclare que la dette a été diminuée et qu'il y a un surplus. Quand il déposera son budget devant la Chambre, il prouvera que le discours du trône dit la vérité et le représentant de Chambly pourra en prendre connaissance, sortir des généralités dont il a parlé et se renseigner.

C'est le droit du député de Chambly de les demander et le devoir du gouvernement de les lui donner. Je suis sûr, ajoute-t-il, que les explications du gouvernement seront de nature à satisfaire entièrement le député de Chambly. Il pourra facilement convaincre la Chambre que la dette a réellement diminué et qu'il existe un surplus dans les finances.

M. l'Orateur donne lecture de l'adresse en réponse au discours du trône.

L'adresse est adoptée.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que ladite adresse soit grossoyée et que ladite adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Adopté.

Subsides

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que, lundi prochain, cette Chambre se forme en comité pour considérer les voies et moyens de payer les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec

toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, et que les honorables MM. Gouin, Turgeon, McCorkill et Kaine, et MM. Robitaille, LeBlanc, Tellier, Décarie, Jobin, Mackenzie et Girard composent ledit comité.

Adopté.

La séance est levée.

1. Nos sources diffèrent en ce qui a trait à l'heure d'ouverture de la séance. D'une part, Le Canada du 20 janvier 1906 nous indique que la séance a débuté à trois heures. D'autre part, le Montreal Daily Herald rapporte que "L'Orateur Weir a ouvert la séance de l'Assemblée législative à sept heures précises hier soir alors que la majeure partie des députés étaient présents et que de nombreux spectateurs occupaient les tribunes publiques".

2. Il s'agit de MM. Cochrane et Leslie, anciens députés.

3. M. Côté fait allusion au décès de l'honorable Raymond Préfontaine, ministre fédéral de la Marine et des Pêcheries.

4. Selon le Herald et La Patrie, il s'agit des chiffres de population du recensement de 1861.

5. Ce discours fut prononcé en anglais selon Le Progrès de Valleyfield du 25 janvier 1906.

6. Après cette intervention, l'usage parlementaire veut qu'un représentant de l'opposition prenne la parole pour critiquer le discours du trône. Or, à ce moment, il y eut une longue pause. Selon le Montreal Daily Star du 20 janvier 1906, l'Orateur semblait embarrassé car il craignait de violer la tradition en mettant la motion aux voix sans que l'opposition soit intervenue. Ni M. LeBlanc ni M. Tellier, leaders de l'opposition qui restèrent silencieux, n'ont semblé préoccupés par ce fait inhabituel. M. Perrault, député libéral, vint briser ce silence.

Séance du 22 janvier 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Dépôt de documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état d'affaires des institutions suivantes:

- l'asile de Sainte-Brigitte, de la cité de Québec; l'hôpital Notre-Dame de Montréal; l'hospice de la Miséricorde; l'hospice de la Maternité et de la crèche, Montréal, sous la direction des sœurs de la Miséricorde; l'hospice Saint-Jérôme; l'hospice du Sacré-Coeur de Sherbrooke; l'Hôtel-Dieu de Nicolet; l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaska; la salle d'asile Saint-Joseph, Montréal; l'hôpital général de Sorel; l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, de Québec; "Ladies' Hebrew Benevolent Society"; sœurs de la Providence, Montréal; "Church of England Female Orphan Asylum"; l'orphelinat et l'hôpital de Valleyfield; l'hôpital Saint-Patrice de Montréal; "The Sheltering Home", Montréal; "Finlay Asylum", Québec; "Hervey Institute"; l'hôpital de Fraserville; "Montreal St. Bridget's Refuge"; "Ladies' Protestant Home", Québec; l'hospice Saint-Antoine, de Longueuil; "Women's Hospital", Montréal; "Homeopathic Hospital of Montreal"; l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi; "Montreal Protestant Home of Industry and Refuge" et "Quebec Garrison Club", pour l'année 1905. (Document de la session no 19)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Caron (L'islet), la pétition de la corporation de la ville de Saint-Germain de Rimouski, et la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé;
- par M. Côté, la pétition de la "Sherbrooke Lumber Company";
- par M. Décarie, la pétition de la corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest, et la pétition de La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu;
- par M. Tellier, la pétition d'Eusébe Asselin et autres, de Joliette.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de George W. Mitchel et autres demandant une loi constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company";
- du révérend M. Lecours et autres

demandant l'autorisation de vendre certaine propriété de la paroisse de la Longue-Pointe;

- de l'honorable Thomas-P. Pelletier et autres demandant une loi constituant en corporation la Compagnie T.-P. Pelletier;

- de la révérende sœur Marie-Victorine et autres demandant une loi constituant en corporation les sœurs de Saint-François d'Assise;

- de C.-J. Auger et autres demandant une loi détachant certaines parties des paroisses du comté de Dorchester, pour ériger une paroisse nouvelle sous le nom de Saint-Nazaire;

- de la cité de Saint-Hyacinthe demandant des amendements à sa charte;

- de la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean demandant des amendements à sa charte;

- et d'Ed. Archibald et autres demandant une loi constituant en corporation l'Église Messiah, de Montréal, et ratifiant une certaine vente de propriété faite par ladite Église.

Composition des comités permanents

M. A. Girard (Rouville) présente le premier rapport du comité nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents, ordonnés par la Chambre, qui se lit comme suit:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu président M. Girard.

Ordres permanents: L'honorable M. Tessier (Rimouski), MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Caron (L'islet), Champagne, Chauret, Godbout, Duhamel, Dupuis, LeBlanc, Mackenzie, Pelletier, Perrault, Pilon, Robitaille, Smith et Tellier.

Bills privés: Les honorables MM. McCorkill, Prévost, Roy (Kamouraska), Tessier (Rimouski), Turgeon; MM. Bergevin, Bissonnet (Stanstead), Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Blouin, Cardin, Caron (L'islet), Caron (Matane), Carter, Champagne, Chauret, Côté, Daignault, D'Auteuil, Delâge, Duhamel, Dupuis, Fiset, Gendron, Giard, Girard, Godbout, Gosselin, Kelly, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Langlois, LeBlanc, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Morin, Mousseau, Neault, Panet, Pelletier, Perrault, Robitaille, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Stephens fils, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Tourigny, Walker et Walsh.

Agriculture et immigration: Les honorables MM. Tessier (Rimouski), Turgeon; MM. Bergevin, Bernard, Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Cardin, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Daignault, Décarie, Delâge, Dion, Dorris, Duhamel, Dupuis, Fiset, Gendron, Giard, Gillies, Godbout, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Lafontaine (Maskinongé), Lemay, Lemieux, Mackenzie, Morin, Morisset, Mousseau, Neault, Ouellette, Panet, Pelletier, Perrault, Petit, Pilon, Roy (Montmagny), Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Tourigny et Walker.

Comptes publics: Les honorables MM. Gouin, Kaine, McCorkill, Prévost, Roy (Kamouraska), Tessier (Rimouski), Turgeon; MM. Bergevin, Cardin, Carter, Chauret, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Dion, Dupuis, Fiset, Gillies, Gosselin, Kelly, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Langlois, LeBlanc, Lemieux, Morin, Neault, Ouellette, Perrault, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Stephens fils, Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Tourigny et Walker.

Chemins de fer et canaux: Les honorables MM. Gouin, Kaine, McCorkill, Prévost, Roy (Kamouraska), Tessier (Rimouski), Turgeon; MM. Bergevin, Bernard, Bissonnet (Stanstead), Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Blouin, Caron (Matane), Carter, Champagne, Cherrier, Côté, Daignault, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Duhamel, Dupuis, Gendron, Giard, Gillies, Girard, Gosselin, Jobin, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Berthier), Langlois, LeBlanc, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morin, Neault, Ouellette, Pelletier, Perrault, Petit, Pilon, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Stephens fils, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier (Trois-Rivières) et Walker.

Industries: Les honorables MM. Kaine, McCorkill, Turgeon; MM. Bernard, Blouin, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Carter, Côté, Dion, Dorris, Fiset, Giard, Girard, Gosselin, Jobin, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Lemay, Morin, Morisset, Mousseau, Neault, Petit, Smith, Stephens fils et Tourigny.

Privilèges et élections: Les honorables MM. Gouin, McCorkill, Prévost, Turgeon; MM. Champagne, Duhamel, Girard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Mackenzie, Robitaille, Tellier et Tessier (Trois-Rivières).

Législation et lois expirantes: Les honorables MM. Gouin, McCorkill, Prévost, Roy (Kamouraska), Tessier (Rimouski), Turgeon; MM. Carter, Champagne, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Duhamel, Dupuis, Godbout, Lacombe, LeBlanc, Mackenzie, Morin, Mousseau, Panet, Robitaille, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Taschereau, Tellier et Tessier (Trois-Rivières).

Il propose que ce rapport soit adopté.

Adopté.

M. l'Orateur annonce que les députés sont invités à se réunir, demain à la chambre no 45 pour procéder à l'élection des présidents des différents comités.

État des mandats spéciaux

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du conseil et de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, et préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, pendant l'intervalle écoulé entre la session terminée le 20 mai 1905 et l'ouverture de la session suivante le 18 janvier 1906.

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du conseil et de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, pendant l'espace de temps écoulé entre la session terminée le 20 mai 1905, et l'ouverture de la session suivante le 18 janvier 1906, et préparé par l'auditeur de la province tel que requis.

Nos	Services	Rapports du conseil			Mandats spéciaux		
		Nos	Dates	Montants	Montants	Dépenses	Balances
				\$	cts \$	cts \$	cts
3	Agriculture: Sociétés d'agriculture: Montant requis d'urgence pour permettre au département de l'Agriculture de rembourser un montant payé temporairement à même le crédit de la législation no 73, cédule B de la loi 4 Édouard VII., Chap. 1, en vertu de l'ordre en conseil no 244 du 20 avril 1905, pour l'achat et l'importation de chevaux belges, dont le coût aurait dû être imputé à l'item "Sociétés d'agriculture" du budget de l'année courante, le crédit à cette fin étant alors épuisé, et vu qu'il est maintenant nécessaire que cette dépense soit régularisée et imputée au service qu'il appartient	339	7 juin 1905	4 000.00	4 000.00	4 000.00	
4	Administration de la justice, etc.: Administration de la justice: Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de défrayer les dépenses de l'administration de la justice pour l'année courante, le crédit voté à cette fin étant insuffisant						
5	Colonisation et Travaux publics: Travaux publics: (Ordinaires)	410	30 juin 1905	20 000.00	20 000.00	20 000.00	

<p>Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de rencontrer les dépenses se rapportant aux Travaux publics pour l'année courante, les crédits votés pour ce service étant insuffisants, viz.:</p> <p>loyers, assurances, réparations, etc., \$8 732.63</p> <p>des édifices publics en général 866.97</p> <p>Inspections, explorations, etc.</p>	432	30 juin 1905	9 599.60	9 599.60	9 384.42	215.18
<p>6</p> <p>Agriculture:</p> <p>Cercles agricoles:</p> <p>Montant requis d'urgence pour permettre au département de l'Agriculture de faire honneur aux engagements suivants, le budget pour l'année courante ne contenant pas de crédit voté à cette fin, viz.: aide à l'école d'économie domestique de Saint-Pascal, construction d'un pont à Armagh, comté de Bellechasse, un pont à Saint-Raphaël, même comté, et paiement de certains dommages causés par la grêle à Saint-Romain de Winslow</p>	416	30 juin 1905	4 537.23	4 537.23	4 537.23	409.46
<p>7</p> <p>Asile d'aliénés:</p> <p>Asile d'aliénés, y compris transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes:</p> <p>Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier d'acquitter les comptes se rapportant au service des asiles d'aliénés pour l'année finissant le 30e jour de juin courant, les crédits votés pour ce service pour ladite année étant insuffisants</p>	432a	30 juin 1905	65 000.00	64 590.54	64 590.54	409.46

1	Services divers: Bal à S. A. R. le prince de Battenberg et aux officiers de la seconde escadre, etc., etc. Montant requis d'urgence afin de permettre au trésorier de rencontrer les dépenses encourues à l'occasion du bal donné dans la bâtisse de l'Assemblée législative le 14 août dernier en l'honneur de S. A. R. le prince de Battenberg et des officiers de la seconde escadre et aussi à l'occasion de certaines réceptions qui ont été données en leur honneur à Spencer Wood, et de plus pour rencontrer les dépenses encourues dans le mois suivant à l'occasion de la réunion des membres du synode protestant tenu à Québec, le budget pour l'exercice financier courant ne contenant aucun crédit à cette fin	644	11 octobre 1905	3 875.89	3 875.89	3 875.89	
				\$107 012.72	\$107 012.72	\$106 388.08	\$624.64

Québec, 20 janvier 1906

Département du trésor - Bureau de l'auditeur.

A.-H. Verret, auditeur de la province.

Introduction de bills:

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 130) amendant le code de procédure civile en ajoutant l'article 135a.

Ce bill a pour effet d'amender le code de procédure civile en ajoutant l'article 135a relativement aux successions. C'est un bill qui a déjà été présenté.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 13) amendant les statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs.

Il explique que présentement, les clubs qui veulent changer de nom doivent également faire changer leur charte. L'objet de son amendement est de permettre à un club de changer son nom sans changer sa charte.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 14) amendant la loi des cités et des villes, 1903, concernant les états transmis au secrétaire de la province.

Actuellement, les villes qui négligent de se conformer à cette loi sont passibles d'une amende de \$10, tandis que les municipalités rurales régies par le code municipal sont passibles d'une amende de \$50. Il demande que les villes soient mises sur le même pied que les compagnies.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 15) amendant l'article 639 du code de procédure civile.

Ce projet de loi oblige à annoncer dans les journaux les ventes par huissiers dans les municipalités autour de Montréal.

Des plaintes nombreuses ont été faites contre le système d'annonce des ventes d'immeubles par le shérif, tel que pratiqué dans les campagnes, vu que les affiches employées disparaissent souvent.

Il demande qu'on emploie partout le système, qui se pratique dans les villes, c'est-à-dire l'annonce par voie des journaux.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 3) abolissant la mort civile.

Il remet à la deuxième lecture de ce bill les explications qu'il doit donner au sujet de la disparition de cette loi draconienne de la mort civile, l'un des derniers vestiges des

législations iniques du Moyen Age.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande la permission d'introduire un bill (no 12) amendant la loi concernant les terres publiques(l).

Il propose d'amender la loi des terres publiques de façon à mieux protéger les rives des cours d'eau et la forêt contre le feu.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande la permission d'introduire un bill (no 9) amendant la loi établissant le parc national des Laurentides.

Il s'agit d'un amendement pour changer les limites du parc des Laurentides.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Pour les agrandir?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Oui.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à 3 h 40.

NOTE

1. Au sujet de l'introduction de ce projet de loi, les sources divergent. Le procès-verbal indique que cette étape a eu lieu le 22 janvier 1906 alors que le Journal de l'Assemblée législative la place à la séance du 5 février (voir page 101).

Séance du 23 janvier 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Blouin, la pétition de John Forman et autres, de Montréal;

- par M. Carter, la pétition du "Montefiore Club", de Montréal; la pétition de la corporation de la cité de Montréal; la pétition du collège et de l'université McGill, de Montréal; la pétition de Sir George A. Drummond, de Montréal; la pétition de Lawrence M. Lambe, d'Ottawa; la pétition de la "Montreal Street Railway Company"; la pétition de "The Trafalgar Institute", de Montréal; et la pétition de la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et de la cité de Montréal;

- par M. Chauret, la pétition des révérendes sœurs de Sainte-Anne, de Lachine; et la pétition de M. Brayer dit St-Pierre et autres, de Montréal;

- par M. Décarie, la pétition de Jos.-N. Décarie et autres, de Montréal; la pétition de J.-L. Lafleur et autres, de Montréal; la pétition de la corporation du village du Boulevard Saint-Paul; la pétition de demoiselle émilie Lacombe et autres, de Notre-Dame-des-Neiges-Ouest; et la pétition du Crédit municipal canadien, de Montréal;

- - par M. Girard, la pétition de N. Vasseur et autres, de Saint-Pie, Bagot;

- par M. Jobin, la pétition de l'Association de l'asile Sainte-Brigitte, de Québec;

- par M. Mackenzie, la pétition de la "Drummond and Yamaska Mutual Fire Assurance Company";

- par M. Roy (Montmagny), la pétition de George G. Burnett et autres, de Québec;

- par M. Taschereau, la pétition de la "Royal Trust Company", de Montréal, et la pétition de la révérende dame Maria Lahaye et autres, de Sainte-Anne-de-Beaupré;

- par M. Tanguay (Lac-Saint-Jean), la pétition de l'honorable R. Turner, de Québec;

- par M. Walker, la pétition de James Fortune, de Huntingdon.

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a choisi P.-J.-L. Bissonnette, écr., (Montcalm), pour son

président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Il propose que ce rapport soit adopté.

Adopté.

M. D. Caron (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Blouin son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Il propose que ce rapport soit adopté.

Adopté.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Gillies son président et recommande que son quorum soit réduit à dix membres.

Il propose que ce rapport soit adopté.

Adopté.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a choisi L.-A. Taschereau, écr., pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à quinze membres.

Il propose que ce rapport soit adopté.

Adopté.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de législation. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Gouin son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Il propose que ce rapport soit adopté.

Adopté.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent d'agriculture, de colonisation et d'immigration. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable A. Tessier comme son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Il propose que ce rapport soit adopté.

Adopté.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. McCorkill comme son président et recommande que son quorum soit réduit à vingt membres.

Il propose que ce rapport soit adopté.
Adopté.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Champagne son président et recommande que son quorum soit réduit à six membres.

Il propose que ce rapport soit adopté.
Adopté.

Ajournement**L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)**

propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que lorsque la Chambre s'ajournera mardi le 23 janvier courant, elle s'ajourne à mercredi le 24 janvier courant, à onze heures de l'avant-midi.

Et que, lorsque la Chambre s'ajournera mercredi prochain, elle s'ajourne à lundi le 29 janvier courant, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

Interpellations:**Honneur à la province de Québec
de C.-J. Magnan****M. G. Langlois (Montréal no 3):**

1. Combien d'exemplaires de l'ouvrage de M. C.-J. Magnan, Honneur à la province de Québec, le gouvernement a-t-il achetés depuis sa publication?

2. À quel prix l'exemplaire?

3. À qui ont-ils été distribués?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de donner de nouvelles commandes à M. Magnan pour cet ouvrage?

5. Le gouvernement a-t-il eu l'occasion de constater, ou de faire constater si Honneur à la province de Québec est un livre qui contient des inexactitudes, des erreurs et des chiffres fantaisistes sur l'instruction publique dans notre province?

6. Dans la négative, qu'entend-il faire à ce sujet?

7. Quels sont les 116 couvents et les 72 écoles de frères qui ne communiquent aucun renseignement au Bureau de l'Instruction publique, et dont il est fait mention à la page 8 et aux pages suivantes dans Honneur à la province de Québec?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

1. 400 exemplaires, le 12 mars, 1903.

2. 20 cts l'exemplaire.

3. H en a été distribué aux membres de l'Assemblée législative et du Conseil législatif; il n'y a pas eu d'autre distribution régulière.

4. Non.

5. et 6. Le gouvernement laisse aux lecteurs le soin de juger du mérite de cet ouvrage.

7. Le gouvernement ignore à quels couvents et à quelles écoles M. Magnan réfère à la page 8 de son ouvrage.

La séance est levée à 4 heures.

Séance du 24 janvier 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 11 heures.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Blouin, la pétition de Raymond Belleau, de Lévis;
- par M. Décarie, la pétition de Robert Mackay et autres, de Montréal;
- par M. Jobin, la pétition de A. Jobin et autres, de Québec;
- par M. Lacombe, la pétition de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal;
- par M. Langlois, la pétition de Joseph E.-W. Lecours et autres, de Montréal;
- par M. Petit, la pétition de la révérende dame Louise Giboin et autres, de Chicoutimi;
- par M. Walsh, la pétition de T. N. Malone et autres, de Saint-Michel-Archange de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de la ville de Saint-Germain de Rimouski demandant des amendements à sa charte;
- rie la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé demandant une loi amendant sa charte;
- de la "Sherbrooke Lumber Company" demandant une loi la constituant en corporation;
- de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest demandant une loi la constituant en municipalité de ville;
- de La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu demandant des amendements à sa charte;
- et de Eusèbe Asselin et autres demandant une loi autorisant les habitants catholiques romains de Saint-Charles-Borromée de Joliette à aider la corporation épiscopale de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Rapports de comités:

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir:

- de George W. Mitchell et autres demandant une loi constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company";
- de l'honorable Thomas-P. Pelletier et

autres demandant une loi constituant en corporation la Compagnie T.-P. Pelletier;

- et de la révérende soeur Marie-Victorine et autres demandant une loi constituant en corporation les soeurs de Saint-François-d'Assise".

Introduction de bills

M. N. Dion (Témiscouata) demande la permission d'introduire un bill (no 50) constituant en corporation la Compagnie T.-P. Pelletier.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Godbout (Beauce) demande la permission d'introduire un bill (no 32) constituant en corporation les soeurs de Saint-François d'Assise.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) demande la permission d'introduire un bill (no 90) constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-É. Caron (L'Islet) demande la permission d'introduire un bill (no 149) amendant l'article 33 du code municipal.

Il annonce qu'il propose un amendement au code municipal dans le but de permettre aux conseils de comté de s'annexer des villages ou des parties de villages; comme ces derniers sont déjà autorisés à annexer des cantons les avoisinant.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Mort de l'honorable R. Préfontaine

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc) que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain à trois heures de l'après-midi, à l'occasion des funérailles de l'honorable Raymond Préfontaine, ministre de la Marine et des Pêcheries du Canada, et en hommage à sa mémoire.

Demain auront lieu à Montréal les funérailles de l'honorable M. Préfontaine. Les députés tiennent tous à se rendre à ces obsèques. Toutes les classes y seront représentées, il est juste que les députés puissent se rendre à Montréal afin d'y rendre un dernier hommage à celui qui a aimé et

servi son pays jusqu'à son dernier souffle. Et nous croyons, dit-il, aller au-devant du désir de tous les membres de cette Chambre en proposant l'ajournement à lundi. Tous pourront ainsi aller rendre un dernier hommage à l'homme d'État distingué que le Canada pleure aujourd'hui.

Raymond Préfontaine était un des enfants dont notre patrie avait le plus sujet d'être fière, et c'est un devoir pour nous que d'aller à son cercueil nous incliner devant sa dépouille. Aujourd'hui qu'il n'est plus, on se rend compte mieux que jamais de ses qualités et de sa valeur. On ne voit le ciel que la nuit; la splendeur des étoiles n'apparaît bien que dans les ténèbres. C'est ainsi que les vertus de l'homme que nous venons de perdre se font plus visibles maintenant qu'il n'est plus. Sur le fond noir de la mort, elles resplendissent comme les étoiles sur l'immensité silencieuse du soir.

C'est surtout devant le calme de la mort que l'on se rappelle les qualités des disparus. C'est ainsi que nous concevons aujourd'hui les brillantes qualités qui nous faisaient aimer les deux députés que la mort nous a enlevés depuis la dernière session.

D'un bout à l'autre du pays, la nouvelle de sa mort a provoqué un cri de stupeur et d'affliction, et je crois exprimer l'opinion générale en disant que le pays a perdu en lui l'un de ses meilleurs citoyens et l'un de ses hommes les plus aimés.

Le parti libéral n'a pas eu de défenseur plus dévoué et plus actif. Raymond Préfontaine a combattu avec la même générosité et la même ardeur dans les jours sombres comme dans les jours ensoleillés. Mais, s'il a été un bon soldat, il a aussi prouvé qu'il pouvait être un chef de haute valeur.

M. Préfontaine est parti au milieu des promesses les plus brillantes et vers la fin de sa vie il a, en plusieurs circonstances, montré qu'il était capable de ces grands coups d'aile qui poussent un peuple vers ses destinées.

Mais avant tout, il a été l'idéal du patriote, mettant toujours la cause de son pays au-dessus de tout.

Ce fut, je viens de le dire, un homme aimé. L'honorable Préfontaine était l'un de ces hommes qui, malgré les luttes politiques, n'avaient su que se faire des amis. Vous savez, monsieur l'Orateur, comme le peuple, qu'il aimait, le payait de retour en affection. Ce brave ami du peuple est parti. Doué de forces prodigieuses, il a dépensé sa vie sans compter, se prodiguant durant des années sur tous les champs de bataille. Je ne veux pas répéter ici ce qui a été dit déjà tant de fois sur la soudaineté de la mort et ce qu'elle a de terrible. Mais n'y a-t-il pas quelque chose de consolant dans le beau spectacle offert par un homme de sa force, mourant ainsi debout au poste du devoir, comme un soldat

frappé dans la bataille?

Il est parti dans un tourbillon. Il est mort en travaillant. Il a succombé debout. Sa mort nous désole, mais elle a cela de consolant qu'elle est comme une preuve très grande de son grand dévouement à son pays.

Regardons, en une vision rétrospective, l'oeuvre qu'il a accomplie: nous y puiserons une leçon salubre.

En envoyant un dernier salut à la mémoire de ce bon citoyen, il ne faut pas oublier sa famille. Je crois, dit-il, me faire l'interprète de tous les députés de cette Chambre, en offrant à sa famille en deuil les profondes et sincères sympathies de la députation de Québec. Je propose que cette Chambre envoie aux parents du regretté ministre de la Marine l'expression de sa sympathie pour eux en même temps que de son admiration pour celui que nous pleurons avec eux. Et, pour nous, conservons le souvenir de ce bon citoyen et de ce chef vénééré, comme une espérance et une consolation.

Je crois de mon devoir de proposer l'ajournement de la Chambre pour permettre aux députés de se joindre à la foule venue de toutes les parties du Canada pour assister à ses funérailles.

C'est un devoir pour tous d'honorer la mémoire des hommes publics comme lui qui savent se sacrifier pour leur pays.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je me fais un devoir de me joindre au premier ministre dans les paroles de sympathie profonde qui viennent de tomber de ses lèvres en exprimant les regrets que forment tous les membres de cette Chambre à l'occasion de la mort de l'honorable M. Préfontaine.

En face des manifestations de sympathie des gouvernements de France et d'Angleterre à l'un des nôtres, à l'un des enfants de notre pays; en face des démonstrations du gouvernement canadien et de tous les citoyens de ce pays, il ne s'agit pas d'essayer d'apprécier la carrière si longue et si fournie du regretté ministre de la Marine, de ce patriote disparu trop tôt pour sa famille et disons-le pour son pays.

Il y a néanmoins une chose que nous devons dire, une chose que nous pensons tous, sans exception, dans la sincérité de nos coeurs. C'est que le pays vient de perdre un de ses meilleurs citoyens, un de ses citoyens les plus généreux. Nul ne peut se refuser à rendre hommage à la largeur de vues (de M. Préfontaine), cependant une qualité l'a distingué par-dessus tout, c'est son esprit de conciliation, qui lui attirait la sympathie de tous sans distinction de parti. Cela avait créé partout à M. Raymond Préfontaine - partout, même chez ses adversaires - des amitiés profondes et durables.

Pour ma part, je puis dire que je perds en lui un de mes meilleurs amis. Il est bon

que chez les hommes publics on s'applique à entretenir des relations sympathiques et durables, même entre adversaires, pour qu'au jour des grands dangers on puisse facilement s'unir; lorsqu'il s'agit, pour chaque côté, de faire la moitié du chemin, il faut que ce chemin ne soit pas trop long. L'homme d'État distingué que nous pleurons avait des amis même chez ses adversaires politiques, des amis que lui avaient attirés sa générosité de caractère, son bon coeur et sa largeur de vues.

Je seconde la proposition du premier ministre et je crois être l'écho de tous les membres de cette Chambre en exprimant mes sentiments de respect pour la mémoire de l'honorable M. Préfontaine et d'ardentes sympathies pour sa famille.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) au nom du comté d'Hochelaga, désire ajouter son mot.

Il rappelle que le nom de l'honorable M. Préfontaine est intimement lié à celui de la division qu'il représente. Il laissera dans la division Hochelaga un souvenir ineffaçable.

M. Préfontaine, dit-il, a été mon guide et mon protecteur et comme bien d'autres je lui dois tout. Je ne puis laisser passer cette circonstance sans le rappeler publiquement et rendre hommage au coeur, à la générosité et à la grande bonté de mon protecteur. Il lui avait voué une grande somme de reconnaissance.

M. Préfontaine était un grand homme et il aimait à voir le sourire sur les fronts et la gaieté dans les yeux. Il semblait que dans la largeur de son coeur, il n'était animé que d'un seul désir, celui de donner pour le plaisir de donner.

Il espère que le Bon Dieu lui donnera au ciel un peu de cette considération qu'il avait ici-bas.

Jamais un homme public ne disparaît de la scène en apportant avec lui autant de regrets et d'espérances.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 11 h 40.

Séance du 29 janvier 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

L.-A. Jetté,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je reçois avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône et je vous en remercie bien sincèrement.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 29 janvier 1906.

Dépôt de documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes:

L'hospice des soeurs de la Charité de Saint-Thomas de Montmagny; la salle d'asile de Saint-Jean-Iberville; l'hôpital Saint-Jean, à Saint-Jean-Iberville; soeurs de Charité de l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis; l'hospice des soeurs de la Charité de Rimouski; l'hospice des soeurs de la Charité de Québec; l'orphelinat des soeurs de la Charité, de Québec; l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe; l'Association des dames charitables de Québec et l'hospice des soeurs de la Charité de Québec, pour l'année 1905. (Document de la session no 19)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Blouin, la pétition de la corporation de la ville de Lévis;
- par M. Chauret, la pétition de la corporation de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue;
- par M. Décarie, la pétition de Joseph Dion, de Sainte-Thérèse-de-Blainville, Terrebonne; la pétition de la corporation de la ville d'Outremont; la pétition de J.-C.-H. Dussault et autres, de Montréal; la pétition de J.-A. Mercier et autres, de Montréal; et la pétition de Maurice-R. de Meslé et autres, de Montréal;
- par M. Delâge, la pétition de M. S. Delisle et autres, de Québec;
- par M. Dion, la pétition de la corporation de la ville de Fraserville;

- par M. Godbout, la pétition de la "Quebec Central Railway Company";

- par M. Mackenzie, la pétition de la "Lotbinière Lumber Company";

- par M. Stephens fils, la pétition de la "Financial Corporation"; et la pétition du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal;

- par M. Taschereau, la pétition de la Compagnie Paquet Limitée;

- par M. Tessier (Trois-Rivières), la pétition de la "North Shore Power Company".

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir:

- de John Forman et autres demandant de les constituer en corporation;

- de "The Montefiore Club" demandant une loi augmentant ses pouvoirs;

- de la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte;

- de l'université McGill demandant une loi déclarant certains collèges situés en dehors de la province de Québec, collèges affiliés à l'université McGill;

- de Sir George A. Drummond demandant une loi ratifiant un acte de donation, et pour autres fins;

- de Lawrence M. Lambe et autres demandant une loi ratifiant un certain acte de vente;

- de "The Montreal Street Railway Co." demandant des amendements à sa charte;

- de "The Trafalgar Institute" demandant des amendements à sa charte;

- de la Compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien demandant de ratifier certains arrangements faits avec la cité de Montréal;

- de la communauté des soeurs de Sainte-Anne, pour faire ratifier un acte de convention passé avec MM. les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève et les commissaires d'école de la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève no 1;

- de MM. Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils, demandant une loi ratifiant un acte de transaction passé entre eux;

- de M. Joseph-N. Décarie et autres demandant une loi autorisant le partage de la succession de Félix Décarie;

- de M. J.-L. Lafleur et autres demandant une loi constituant en corporation la Cie des boulevards de l'île de Montréal;

- du village du Boulevard Saint-Paul, de Montréal, demandant certains pouvoirs;

- de demoiselle Émilie Lacombe et autres demandant une loi à l'effet de

changer certaines dispositions du testament de feu Simon Lacombe;

- du Crédit municipal canadien demandant des amendements à sa charte;

- de N. Vasseur et autres demandant une loi constituant en corporation la municipalité de L'Espérance;

- de l'Association de l'asile Sainte-Brigitte demandant une loi lui permettant de se fusionner avec la congrégation des catholiques de langue anglaise de Québec;

- de la "Richmond, Drummond, Yamaska Mutual Fire Assurance Co." demandant une loi à l'effet d'étendre ses pouvoirs;

- de Georges G. Burnett et autres demandant une loi constituant en corporation "The Sovereign Fire Assurance Co.";

- de la "Royal Trust Co." demandant d'augmenter ses pouvoirs;

- de la révérende dame Marie Lahaye et autres demandant une loi constituant en corporation l'ordre du Très-Saint-Rédempteur;

- de l'honorable R. Turner et autres demandant une loi amendant la charte du Chemin de fer Québec et Baie James;

- de James Fortune, de Huntingdon, demandant une loi permettant à l'Association pharmaceutique de l'admettre au nombre de ses membres.

Travaux de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) que le troisième paragraphe de la 58^{ème} règle de cette Chambre soit suspendu jusqu'à jeudi prochain, inclusivement, pour la présentation des pétitions pour bills privés.

Adopté.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que l'article 43 des règles de la Chambre soit suspendu d'ici à la fin de la session, afin de permettre que la troisième lecture d'un bill public ait lieu le même jour que la seconde lecture (1).

Adopté.

Code municipal

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) qu'un comité spécial composé des honorables MM. Roy, Tessier et Turgeon et de MM. Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Cardin, Caron (L'Islet), Champagne, Chauret, Cherrier, Décarie, Delâge, Duhamel, Dupuis, Gendron, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Lemay, Mackenzie, Morin, Ouellette, Pelletier, Perrault, Robitaille, Roy (Saint-Jean), Smith, Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tellier, Walker, soit nommé pour prendre en considération les divers amendements à être

faits au code municipal.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) demande la permission d'introduire un bill (no 148) amendant l'article 1064 du code municipal.

Ce bill est destiné à amender le code municipal de manière à rendre uniformes les délais de signification de l'avis et du bref d'appel à la Cour de circuit des décisions des conseils de comté (2).

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-É. Caron (L'Islet) demande la permission d'introduire un bill (no 142) amendant la loi électorale de Québec, en ajoutant l'article 35a.

D'après cette mesure, lorsqu'un conseil municipal local se réunira pour la révision des listes électorales et qu'il n'y aura pas quorum, ou la présence de deux membres, l'assemblée sera ajournée de plein droit au lendemain.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Compagnie T.-P. Pelletier

M. N. Dion (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 50) constituant en corporation la Compagnie T.-P. Pelletier soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Soeurs de Saint-François d'Assise

M. A. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 32) constituant en corporation les soeurs de Saint-François d'Assise soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Quebec Northern Railway"

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 90) constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Co." soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Congrès de colonisation de Saint-Jérôme

M. P.-É. LeBlanc (Laval) veut savoir si

c'est l'intention du ministre de la Colonisation de faire publier le rapport du congrès de colonisation tenu à Saint-Jérôme.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répond que ce congrès était un congrès privé et qu'en conséquence, aucun rapport n'a été publié. Il attend, pour ce faire, qu'une demande régulière de production de documents lui soit faite par un membre de la Chambre. Le gouvernement donnera l'ordre de publication.

Interpellations

Taxe sur opérations boursières

M. M. Perrault (Chambly): 1. Quels sont les frais occasionnés à la province par la collection de la taxe spéciale sur les opérations de bourse depuis le 30 juin 1905, en vertu de l'acte 5 Édouard VII, chapitre 15?

2. Quelles sont les recettes provenant de la collection de cette même taxe?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):
1. \$1 715.21, y compris l'ameublement du bureau.

2. \$13 289.74

Taxe sur subventions aux chemins de fer

M. M. Perrault (Chambly): L'honorable trésorier de la province est-il en état de faire rapport à cette Chambre que les compagnies de chemins de fer se sont soumises, depuis le 30 juin 1905, aux dispositions des lois 58 Victoria, chapitre 6 et 1 Édouard VII, chapitre 2, quant à la taxe sur les subventions, tel que promis dans le discours sur le budget, en date du 25 avril 1905? Dans l'affirmative, pour quel montant?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome): Conformément à 58 Victoria, chapitre 6, la Compagnie du Grand-Tronc \$1791.77; le Québec Central \$10 647.82. Conformément à 1 Édouard VII, chapitre 2: la Compagnie du Grand-Tronc \$516.45.

Taxe sur licences

M. M. Perrault (Chambly): Quel est le montant de la taxe perçue par le département du Trésor, depuis le 30 juin 1905, en vertu de l'article 3 de la 5 Édouard VII, chapitre 14, amendant la loi des licences?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):
\$7525.00

Loi des licences

M. M. Perrault (Chambly): Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir, amender ou abroger l'article 3 de la loi 5 Édouard VII, chapitre 14, au sujet des licences?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):
À l'étude.

Transferts d'actions

M. M. Perrault (Chambly): Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir, amender ou abroger la loi 5 Édouard VII, chapitre 15, au sujet des transferts d'actions, etc.?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):
À l'étude.

Allocations spéciales aux employés civils

M. M. Perrault (Chambly): Est-ce l'intention du gouvernement de continuer le système de paiement d'allocations spéciales aux employés permanents du service civil, en sus de leur salaire régulier?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):
Sous considération.

Instituteurs et institutrices non brevetés

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quel est le nombre des institutrices non brevetées qui enseignent dans les écoles de la province de Québec? Quelle est la moyenne de leur traitement, par mois?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Il y a dans la province 16 instituteurs catholiques non brevetés recevant un salaire moyen de \$420 et 19 instituteurs protestants non brevetés recevant un salaire moyen de \$607. On compte de plus 830 institutrices catholiques non brevetées recevant un salaire moyen de \$93 et 286 institutrices protestantes non brevetées recevant un salaire moyen de \$158. Le salaire moyen des instituteurs catholiques et protestants est de \$521. Le salaire moyen des institutrices catholiques et protestantes est de \$109.

	Instituteurs laïques non brevetés		Institutrices laïques non brevetées		Par mois
	Nombre	Traitement moyen	Nombre	Traitement moyen	
Catholiques	16	\$420.00	830	\$ 93.00	\$ 9.30
Protestants	19	607.00	286	158.00	15.80
Totaux et moyennes des traitements	35	\$521.00	1116	\$109.00	\$10.90

Écoles d'agriculture

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quel a été le montant total dépensé par le gouvernement pour les écoles d'agriculture dans la province de Québec, depuis 1896?

L'honorable A. Tessier (Rimouski):
\$230 477.11.

Maisons d'éducation indépendantes

M. G. Langlois (Montréal no 3): Y a-t-il, ainsi que l'affirme M. C.-J. Magnan, à la page 8 et suivantes, dans Honneur à la province de Québec, 116 couvents et 72 écoles de frères qui ne communiquent aucun renseignement au département de l'Instruction publique?

M. P.-É. LeBlanc (Laval) prétend que cette question n'a pas été posée régulièrement et s'objecte à ce que le gouvernement y réponde.

M. J.-M. Tellier (Joliette) parle dans le même sens.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) reconnaît l'irrégularité de la forme de cette interpellation. Mais afin d'éviter une perte de temps, on y répondra quand même, si l'on veut bien enlever les objections que l'on y fait.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) retire son objection.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Les maisons d'éducation indépendantes non subventionnées n'ont transmis, à venir jusqu'à ce jour, au département de l'Instruction publique, aucun renseignement ou rapport officiel et il est en conséquence impossible de répondre à cette question.

Travaux d'impression

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quel est le montant total payé par le gouvernement en 1904-1905, pour l'impression des rapports des départements et des

documents de la Chambre?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):
\$43 778.14. Le département de l'Agriculture n'a pas reçu le compte de l'imprimeur pour l'impression de son rapport, et le coût de telle impression devra être ajouté à la somme ci-dessus.

Code municipal, article 33

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. N. Dion), que l'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill (no 149) amendant l'article 33 du code municipal, soit rescindé et que ledit bill soit renvoyé au comité du code municipal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

Réserves forestières de chasse et pêche en Gaspésie

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les réserves forestières de la chasse et de la pêche, dans la Gaspésie.

Adopté.

École de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable J.-B.-B. Prévost), que mercredi prochain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le contrat passé entre le gouvernement et la congrégation des filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes, appartenant à la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay.

Adopté.

État des cités et villes

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 14) amendant la loi des cités et des villes, 1903, concernant les états transmis au secrétaire de la province, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation de clubs

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 13) amendant les statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

**Rapport de la Société
de pomologie et de culture fruitière
et de la Société d'industrie laitière**

L'honorable A. Tessier (Rimouski) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Société de pomologie et de culture fruitière de la province de Québec, pour 1904, et le vingt-troisième rapport de la Société d'industrie laitière de la province de Québec, pour 1904.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTES

1. Cette motion n'apparaît ni au procès-verbal ni au Journal de l'Assemblée bien que plusieurs journaux en fassent mention.

2. Contrairement au Canada, d'où origine cet extrait, le Peuple de Montmagny du 2 février 1906 parle des conseils municipaux et non des conseils de comté.

Séance du 30 janvier 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Bergevin, la pétition de la "Imperial Trust Company"; et la pétition de la révérende dame M.-L. Lemoyne et autres, de Salaberry-de-Valleyfield;
- par M. Décarie, la pétition de Suzan M. Whitney et autres, de Montréal;
- par M. Langlois, la pétition de J. C. Heintz et autres, de New York, États-Unis;
- par M. Roy (Montmagny), la pétition de la corporation du comté de Lévis; la pétition de Sévère-L. Perron, du Cap-Santé, Portneuf; la pétition de Alfred Hardy, de Rimouski; la pétition de François Richer-Lafleche, d'Arthabaska; et la pétition de Ernest Bourgouin, de Bonaventure;
- par M. Taschereau, la pétition de G.-E. Amyot et autres, de Québec; et la pétition de G.-E. Amyot et autres, de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir:

- de Raymond Belleau demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
- de M. Robert MacKay et autres demandant une loi constituant en corporation "The Southern Electric Co.", et pour d'autres fins;
- d'Albert Jobin et autres demandant une loi amendant la charte de la cité de Québec;
- de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal demandant des amendements à sa charte;
- de Joseph-Édouard-W. Lecours et autres demandant une loi constituant en corporation l'École de pharmacie de l'Université Laval, à Montréal;
- de Louise Giboin et autres demandant une loi constituant en corporation les servantes du Très-Saint-Sacrement;
- et de Timothy W. Malone et autres demandant une loi érigeant en municipalité scolaire séparée la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal.

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissomette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des

ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de l'Église Messiah; de l'ordre du Très-Saint-Rédempteur demandant respectivement une loi les constituant en corporation;
- d'Eusèbe Asselin et autres demandant une loi autorisant les habitants catholiques romains de Saint-Charles-Borromée de Joliette à aider la corporation épiscopale de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette;
- de Sir George A. Drummond demandant une loi ratifiant un acte de donation et pour autres fins;
- de L. M. Lambe et autres demandant une loi ratifiant un certain acte de vente;
- de Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et de Magloire Brayer dit St-Pierre, fils, demandant une loi ratifiant un acte de transaction passé entre eux;
- de l'Association de l'asile Sainte-Brigitte demandant une loi lui permettant de se fusionner avec la Congrégation des catholiques de langue anglaise de Québec;
- de James Fortune, de Huntingdon demandant une loi permettant à l'Association pharmaceutique à l'admettre au nombre de ses membres;
- de la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé; de "The Montefiore Club"; de "The Montreal Street Railway"; de "The Trafalgar Institute"; du Crédit municipal canadien; et de la "Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Company" demandant respectivement des amendements à leur charte.

Introduction de bills:

M. A. Jobin (Québec-Est) demande la permission d'introduire un bill (no 42) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que les amendements constituant en corporation l'Association de l'asile Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. W. H. Walker (Huntingdon) demande la permission d'introduire un bill (no 31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.S.G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 55) amendant la charte du Crédit municipal canadien.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) demande la permission d'introduire un bill (no 41) incorporant l'Église Messiah (Unitarian) de Montréal et ratifiant un certain acte de donation et de transport fait par ladite Église.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 49) ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande la permission d'introduire un bill (no 66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse Saint-Charles-Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) demande la permission d'introduire un bill (no 80) ratifiant l'acte d'une donation de certaine propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company", comme fidéicommissaire, pour l'établissement d'un asile pour les incurables, les infirmes, les malades et les vieillards.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) demande la permission d'introduire un bill (no 81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robertson.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) demande la permission d'introduire un bill (no

37) concernant le Club Montefiore.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) demande la permission d'introduire un bill (no 47) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) demande la permission d'introduire un bill (no 53) amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 68) constituant en corporation l'ordre du très-Saint-Rédempteur.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 147) relatif au maintien de l'autonomie des municipalités en ce qui concerne les chemins, les rues et places publiques.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 145) amendant l'article 291 du code municipal.

Ce bill tend à permettre au propriétaire de même qu'au locataire et à l'occupant qui eux, le possèdent déjà, le droit de prendre part aux élections municipales même lorsqu'ils n'ont pas payé leurs taxes municipales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 146) amendant les articles 2098 et 2152a du code civil.

Il voudrait que les donations à cause de mort par contrat de mariage enregistré du vivant de l'époux décédé fussent soumises aux formalités requises pour la transmission d'immeubles par testament, savoir une déclaration de la date du décès de l'époux prédécédé et la désignation de l'immeuble. Le même bill a pour but de dispenser dans le cas de radiation d'un nouveau dépôt ou du nouvel enregistrement d'un document déjà déposé ou enregistré, lorsque celui-ci se trouve déjà suffisamment indiqué par l'acte.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Subsides

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) annonce qu'il sera prêt, à la séance de demain, à prononcer son discours sur le budget.

Interpellations:

Amélioration des routes rurales

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quel montant a été dépensé par le gouvernement en 1904-1905 pour l'amélioration des routes rurales?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): \$18 750.58 par le département de l'Agriculture.

Abonnement à des journaux et des revues

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quel est le montant total payé par le gouvernement en 1904-1905, pour abonnements aux journaux, revues et autres publications?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Le montant total payé par le gouvernement en 1904-1905 pour abonnements est mentionné aux comptes publics soumis à cette Chambre depuis l'ouverture de la session.

Demande de documents

Emprunt de \$700 000

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (M. P.-J.-L. Bissonnette), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre copie de l'ordre en conseil du 30 juin 1897, autorisant un emprunt temporaire de \$700 000.00 au taux d'intérêt de 3 7/8 tel qu'il appert à la page 16, tableau no 3 des comptes publics de 1898.

Il commence par exprimer sa loyauté envers le ministère dont il se proclame un partisan sincère et ardent, tout en ajoutant qu'il demeure toujours un libéral.

Faisant allusion à son discours de vendredi de la semaine passée, il dit: Je suis profondément flatté de la souveraine gracieuseté avec laquelle le gouvernement a accueilli mon coup de bistouri.

Il remercie les ministres de leur ponctualité à répondre à ses questions. Les réponses ne sont peut-être pas toujours exactes, mais il constate une certaine bonne

volonté.

La motion ne semble peut-être pas très importante, mais il est d'autant plus heureux de ces bonnes dispositions qu'il a au moins une trentaine de questions à poser avant la fin de la session. Il veut se rendre compte parfaitement de la situation financière.

Au reste, il est heureux de constater que les journaux ne l'ont pas éreinté. Cela ne peut que l'encourager dans la mission qu'il s'est tracée de remplacer l'opposition au cours de la présente session. Si les conservateurs venaient toutefois à faire le moindre mouvement, il serait le premier à les combattre et à prendre place du côté des ministres. Puis il dit son étonnement de voir les retards du trésorier de la province à produire les documents qu'on lui demande.

Il dit qu'il réclame vainement depuis cinq ans les documents qui lui sont nécessaires pour prouver au gouvernement que ses finances sont dans un état déplorable.

Ainsi, il y a deux ans qu'il réclame avec obstination l'ordre en conseil plus haut nommé et il n'a pu encore l'obtenir.

Il y a des choses qui se passent au département du Trésor sans que le trésorier n'en soit informé.

Il commence à croire que si le trésorier agit ainsi, c'est parce qu'il ne le prend pas au sérieux ou parce qu'il veut le ridiculiser.

Des députés murmurent.

M. M. Perrault (Chambly) dit qu'il existe une différence de \$95 000 entre les prévisions budgétaires comme dépenses pour l'exercice 1904-05 figurant dans le discours du budget et l'entrée de ces mêmes prévisions dans les comptes publics d'aujourd'hui. Il existe aussi une différence d'environ \$300 000 entre les prévisions budgétaires et les comptes publics de 1904-05. Pour le moment, il désire savoir en vertu de quelle autorité l'on paye 4 1/2% depuis 1900 sur un emprunt temporaire de \$700 000 quant on ne connaît pas d'autre ordre en conseil que celui de 1897 qui fixe le taux d'intérêt à 3 7/8.

Un emprunt temporaire a été effectué en 1897 à un taux de 3 7/8, qui a ensuite été haussé à 4 1/2. Quelle fut la raison de cette augmentation et par qui fut-elle autorisée? Il est vrai que les comptes sont vérifiés par l'Auditeur de la province, mais pourquoi ne pas les confier à des auditeurs privés, qui ne sont pas employés du gouvernement et sur qui le gouvernement peut garder un contrôle continu. Il ne doute pas que ce soit tous d'honnêtes fonctionnaires, mais ils ne sont pas placés pour pouvoir dire au trésorier quelles sont les défectuosités de son système.

Dans le département du Trésor, il y a

un besoin pressant de tout remodeler à part le trésorier lui-même. Il s'y fait des choses irrégulières et fausses sans doute à l'insu du gouvernement, il faut une enquête dans le département du Trésor. Il faut modifier le système de comptabilité qui est faux et suranné. L'Auditeur devrait être pris en dehors du cercle des employés du gouvernement.

Il termine en annonçant qu'il n'a pas fini de demander la production de documents et qu'il en demandera plusieurs. Il prouvera que la banque de Montréal contrôle la province de Québec.

MM. P.-É. LeBlanc (Laval) et J.-M. Tellier (Joliette) approuvent les remarques du représentant de Chambly.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) souligne que la Chambre est certainement très heureuse d'entendre le député de Chambly admettre qu'il est toujours libéral, mais sa motion ressemble plutôt à une motion de défiance envers le gouvernement.

Il doute que le député de Chambly soit encore libéral quand il ne cherche qu'à jeter dans le public une fausse impression au sujet du gouvernement alors qu'il lui serait si facile d'aller se renseigner au département.

Il n'a aucune objection à répondre aux interpellations de la Chambre. Il n'a rien à cacher et il ne craint pas non plus de réfuter les accusations portées par ce député. Mais il demande que le député de Chambly spécifie ses accusations. Il est facile de porter des accusations générales contre une administration. Il serait préférable qu'il précise ses accusations. Mais pourquoi s'il veut des informations si précises, ne dit-il pas davantage. Le gouvernement veut bien répondre au député de Chambly, mais encore faut-il que celui-ci fasse comprendre à la Chambre ce qu'il veut. Pourquoi n'explique-t-il pas où réside la déféction de notre système administratif.

En ce qui a trait aux auditeurs, il informe le député de Chambly que d'après l'article 776 et suivants des statuts de la province, les auditeurs sont sous le contrôle du département du Trésor et non pas sous le contrôle du gouvernement.

Qui n'a jamais entendu parler d'auditeurs privés pour vérifier les comptes du gouvernement? Que font-ils à Ottawa et dans les autres provinces? Le député de Chambly se dit en faveur d'une réorganisation du département du Trésor, mais il se rappelle qu'il y a près d'un an, on parlait sérieusement de restructurer des départements et qu'on l'avait supposé candidat pour le département des Travaux publics, mais il ne peut pas dire qui avait été mentionné pour le département du Trésor.

Au nom des fonctionnaires de son

département, il tient à préciser qu'il ne peut pas avoir de plus fiables et de meilleurs employés, toujours prêts à donner toutes les informations nécessaires.

Cette motion se rapporte plus particulièrement à l'emprunt spécial de 1897. Cet emprunt temporaire, il a été fait aux meilleures conditions possibles, pour payer les obligations laissées par les conservateurs, et il exprime l'opinion qu'un emprunt temporaire vaut mieux qu'un emprunt permanent, en ce sens qu'il est moins facile de l'employer à d'autres fins qu'à celles pour lesquelles il est fait.

Le député de Chambly a parlé de l'ordre en conseil de 1897. En 1897, le gouvernement s'est trouvé avec une dette flottante de \$800 000 et seulement \$100 000 en caisse. Il était autorisé par la législature à contracter un emprunt permanent, mais n'a pas cru devoir le faire. Il a emprunté \$700 000 de la Banque de Montréal à 3 7/8.

De 1897 à 1904, nous avons payé sur une somme de \$785 428.75 empruntée pour les dépenses extraordinaires un intérêt de 3 7/8 jusqu'en 1900. En 1900, le marché monétaire se trouva en de telles conditions que le gouvernement fut prévenu qu'il devait payer 4 1/2%. Depuis le mois d'octobre dernier, nous avons payé 4%. D'ailleurs, il (M. McCorkill) produira tous les documents demandés par le député de Chambly. Celui-ci devra se convaincre que le gouvernement libéral a fait son devoir et que personne au monde n'aurait pu faire mieux. En attendant, on peut difficilement s'expliquer l'agression du député de Chambly contre le gouvernement. Et n'est-on pas en droit de se demander, en face de son attitude, si sa conduite est celle d'un vrai libéral ou d'un adversaire. Au reste, les arguments exposés dans le discours du budget qui sera prononcé demain auront infailliblement raison des objections du député de Chambly, si celui-ci est un homme sincère.

M. M. Perrault (Chambly) répond que l'Auditeur ne peut changer aucun système sans consulter le gouvernement.

En fait d'agriculture, de colonisation, d'éducation, je reconnais que je ne suis pas maître, mais en matière de chiffres, je prétends que j'en sais aussi long que n'importe qui. Et c'est parce que je suis capable de comprendre la signification des chiffres que je veux avoir des renseignements. Fais-je acte de mauvais libéral en agissant ainsi. J'ai dit que j'appuierais le gouvernement, et je l'appuierai, mais à la condition qu'il nous donne ce qu'il nous a promis: des réformes. Croit-on que je serai seul à agir ainsi?

Non! Cela provoquera l'indignation générale, et l'un des premiers à s'indigner sera probablement le député de Saint-Louis (M. G. Langlois), qui ne peut se satisfaire

des réponses plus ou moins précises qu'il reçoit à ses questions. Il (M. Perrault) est là pour obtenir toutes les informations et c'est bien ce qu'il a l'intention de faire, étant donné qu'il n'y a pas d'opposition pour demander ces informations au gouvernement.

Il y a ici, en Chambre, des députés libéraux qui demandent des réformes en fait de colonisation, d'éducation, etc. Et si on ne leur en donne pas, croit-on qu'il n'y aura pas à un moment donné une véritable explosion d'indignation. Pour faire toutes ces réformes, il faut de l'argent, c'est le nerf de la guerre. Or, je veux montrer au gouvernement où et comment il peut s'en procurer, et je ne suis pas un bon libéral! Le trésorier est-il meilleur libéral que moi? Il a été, il est vrai, de plusieurs régimes: du régime Parent, du régime actuel, montrant par là une habileté dont on ne peut se passer, et j'avoue que moi-même, si j'étais premier ministre demain, je le conserverais comme trésorier. Mais ce n'est pas une raison pour lui de douter de la sincérité des autres. On me demande pourquoi je ne vais pas me renseigner au bureau du Trésor. Le trésorier ignore-t-il que j'y suis allé plusieurs fois, et que je n'ai jamais eu satisfaction. Le ministre est toujours trop occupé pour me recevoir.

Aux dernière et avant-dernière sessions, le trésorier de la province lui a fait des promesses qu'il n'a jamais tenues, et lors de la session précédente, il les avait prodiguées de façon à le (M. Perrault) couvrir de ridicule. Il conseille au trésorier de ne pas s'aventurer sur un terrain glissant en répondant par l'intermédiaire de certains journaux, qui, bien qu'opposés au gouvernement et s'affichant plus du côté des conservateurs que des libéraux, maquillent leurs articles afin de démontrer que le trésorier possède un surplus. A quoi sert un trésorier provincial qui dit à la Chambre ce que M. Marchand a fait dans le passé? Ce qu'il veut savoir, c'est ce que le trésorier actuel fait.

Il rend au député de Brome un immense service en lui conseillant de ne pas présenter son discours du budget demain après-midi, tel qu'on l'a annoncé, et de le remettre à plus tard afin qu'il puisse être révisé, car l'item des dépenses de 1904-1905 indique une différence de \$95 558. par rapport aux comptes publics d'aujourd'hui.

Il me doit pourtant quelque chose. Si un item ridicule comme celui qui représente la perte de la province à la Banque d'Épargne a disparu des comptes publics c'est à ma suggestion que cela a été fait. Attendez à demain, me dit-on encore. Parce que le trésorier fera son discours demain? Mais la moitié de la Chambre se sauvera pour ne pas l'entendre. Que le trésorier prenne mon conseil et qu'il ne fasse pas son discours demain, et surtout qu'il nous

épargne ces histoires interminables sur ce que les conservateurs ont fait ou n'ont pas fait, ou sur ce que les libéraux devaient faire et qu'ils ont oublié. Qu'il nous donne la véritable situation financière en aussi peu de mots que possible et qu'il nous donne des surplus réels et non des surplus imaginaires.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome)

fait remarquer que même si le député de Chambly a examiné les comptes, il a dû les interpréter d'une mauvaise façon. Je ne veux aucune déclaration générale, dit-il. C'est très bien d'avancer que les chiffres ne sont pas exacts, mais à quel endroit précis sont-ils inexacts? C'est ce qu'il aimerait savoir. L'année dernière, il a réduit la dette consolidée et la dette non consolidée de \$138 000., et il y a donc un surplus.

Lorsque le député de Chambly critique le budget, il aimerait qu'il le fasse en tant qu'adversaire du gouvernement accomplissant le travail de l'opposition. Vous combattez la politique du gouvernement?

M. M. Perrault (Chambly): Non.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):

Vous combattez la politique du trésorier?

M. M. Perrault (Chambly): Oui.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome)

dit qu'il est impossible de s'opposer au trésorier tout en étant un partisan du gouvernement qui l'a maintenu à ce poste (1). Il poursuit en démontrant que le député de Chambly connaît les conditions de cet emprunt depuis qu'il occupe un siège dans cette Chambre, soit depuis six ans. Pourquoi ne les a-t-il pas critiquées plus tôt? Ses électeurs aimeraient certainement en connaître la raison. Pourquoi est-il demeuré silencieux si longtemps? Bien, dit-il, le député de Chambly fait partie de cette Chambre depuis 1900. Alors pourquoi n'a-t-il pas fait ces déclarations plus tôt? Et aujourd'hui, il vient dire à la province que le gouvernement a fait une fausse déclaration dans le discours du trône.

Encore une fois, déclare-t-il, en soulignant ses paroles d'un coup de poing sur son pupitre, ce ne sont pas des critiques générales que je veux, mais des affirmations précises. Comment se fait-il que le député de Chambly pense si tard à nous donner ses conseils et à critiquer la situation financière? Serait-ce parce que dans les derniers changements ministériels il était question d'un certain monsieur comme trésorier et que ce monsieur ne l'a pas été (2)?

Il espère convaincre des hommes raisonnables, mais non pas le député de Chambly.

M. M. Perrault (Chambly): M. l'Orateur, puis-je prendre la parole? C'est parce que quelqu'un m'a demandé de le faire.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome): Ce n'est pas moi. Il explique alors que le taux d'intérêt pour un emprunt se chiffrait jusqu'à tout récemment à 4 1/2%, mais que le gouvernement actuel avait obtenu une réduction, soit 4%. Il ajoute qu'il est bien évident que le député de Chambly a des griefs contre la Banque de Montréal et contre le C.P.R. (Ce à quoi le député de Chambly incline la tête en signe d'approbation.) Mais il est convaincu que tous admettront que la Banque de Montréal est une bonne institution, toujours prête à nous épauler. Les Canadiens, quelle que soit leur origine, ne devraient certainement pas renier cette institution.

C'est vrai, continue-t-il, il n'est pas mauvais d'avoir la Banque de Montréal à nos côtés. La situation de la province serait bien différente aujourd'hui si la Banque de Montréal ne l'avait pas appuyée à l'époque de ses difficultés financières. Il ne sied à aucun de nous, peu importe notre origine ou notre allégeance politique, de s'attaquer à cette institution.

Depuis que le député de Chambly siège au Parlement, il est toujours resté silencieux et maintenant, il voudrait dire au gouvernement quel est son devoir. Ses électeurs auraient dû le condamner pour cela.

Il annonce qu'avant la fin de la session, il espère soumettre à la Chambre un projet qui assurera le développement plus actif de la province.

M. M. Perrault (Chambly) demande la parole sur une question de privilège, étant donné que le trésorier provincial s'est adressé à la Chambre deux fois, tandis qu'il n'a parlé qu'une seule fois. Il fait alors remarquer que tout au long de la dernière session, il a été le seul à poser des questions sur la situation financière de la province, mais le trésorier le nie aujourd'hui. Il ne se laissera pas marcher sur les pieds par qui que ce soit.

Avec la permission de la Chambre, il n'entend pas se laisser bafouer par aucun membre du gouvernement. Si le trésorier n'était pas relativement un nouveau venu dans cette Chambre, il saurait que le député de Chambly essaie depuis très longtemps d'obtenir des renseignements sur la situation financière et qu'on lui a toujours donné à entendre que ça viendrait, pour lui avouer finalement qu'on ne pouvait pas dire ces choses-là. Il avertit le trésorier qu'il ne s'en laissera pas imposer, lui dit qu'il ne fait pas ses exposés financiers lui-même, répète qu'il n'y a pas de surplus, l'invite à se présenter à Chambly s'il se croit aussi fort qu'il le pense et va continuer à turlupiner le

trésorier.

A l'appui de ses arguments, il dépose quelques relevés afin de prouver que les comptes ne sont pas précis.

M. l'Orateur souligne qu'il serait préférable que le député de Chambly reste dans les limites de sa motion.

Il suggère de remettre le débat à demain. Le débat serait plus à sa place demain lors de la discussion du budget.

M. M. Perrault (Chambly): Vous avez raison, riposte-t-il, et je n'aurais pas parlé si le trésorier n'avait pas donné lui-même l'exemple.

Il est d'accord pour continuer le débat demain après-midi, après le discours sur le budget, excepté que le trésorier devra admettre qu'il y a un déficit.

Je ne voudrais pour rien au monde, dit-il, être obligé de dire qu'on veut m'empêcher de parler, même si cela en a l'air.

La proposition est adoptée.

Dépôt de documents:

Fonds municipal du Bas-Canada

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 2 mai 1905 pour production d'un état démontrant:

1. Quels comtés, en vertu de la section 7, chapitre 110 des statuts refondus du Bas-Canada, (telle que reproduite dans l'article 2744 des statuts refondus de la province de Québec) ont droit à la somme de \$1200 chacun, à même le fonds municipal du Bas-Canada (devenu le fonds des municipalités de la province de Québec), avec la date à laquelle ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts, ont été payés, établissant, séparément, ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts et ceux qui ne les ont pas reçus;

2. Quels comtés, en vertu de la section 8 de l'acte ci-haut mentionné, reproduite dans l'article 2745 des statuts refondus de la province de Québec, ont droit à la somme de \$600 chacun, à même le fonds ci-dessus, avec la date à laquelle ceux qui ont reçu l'octroi ont été payés établissant, séparément, ceux qui ont reçu l'octroi et ceux qui ne l'ont pas reçu. (Document de la session no 20)

Banque de Montréal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 4 mai 1905 pour production du compte détaillé de la Banque de Montréal, en

rapport avec l'item \$24 253.83, à la page 73 des comptes publics de 1904 (version française), intitulé "Intérêt sur avances". (Document de la session no 21)

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Selon la Patrie du 31 janvier 1906, M. Gouin "approuvait en dodelinant de la tête et du menton".

2. Il faudrait nuancer ce paragraphe tiré du journal conservateur L'Événement daté du 31 janvier 1906.

Séance du 31 janvier 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables messieurs Chapais, de Boucherville, Girouard, Gosselin, Lanctôt, Mathieu, Rolland, de Varennes et Ward.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Carter, la pétition du "Protestant Hospital of the Insane", de Montréal;

- par M. Lacombe, la pétition de E.-L. Ethier et autres, de Montréal;

- par M. Lemieux, la pétition de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de la ville de Lévis demandant une loi pour refondre et réviser sa charte;

- de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue demandant des amendements à sa charte;

- de Joseph Dion demandant une loi expliquant un clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion;

- de la ville d'Outremont demandant des amendements à sa charte;

- de Joseph-C.-H. Dussault et autres demandant une loi constituant en corporation le Club Viger;

- de J.-A. Mercier et autres demandant une loi constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale;

- de Maurice-R. de Meslé et autres demandant une loi constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec;

- de S. Delisle et autres demandant une loi constituant en corporation "The Portneuf County Railway Co.";

- de la ville de Fraserville demandant des amendements à sa charte;

- du "Quebec Central Railway" demandant des amendements à sa charte;

- de la "Lotbinière Lumber Co." demandant une loi ratifiant un acte de vente et transport d'E. William Tobin et Frank N. McCrea à la "Lotbinière Lumber Co.";

- de la "Financial Corporation" demandant une loi amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Édouard VII, chapitre 71;

- du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal demandant une loi autorisant l'émission d'obligations;

- de la Compagnie Paquet Limitée demandant une loi l'autorisant à émettre des obligations et pour augmenter ses pouvoirs;

- de la "North Shore Power Co." demandant des amendements à sa charte.

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de Louise Giboin et autres demandant une loi constituant en corporation "Les Servantes du Très-Saint-Sacrement";

- de la ville de Saint-Germain de Rimouski demandant des amendements à sa charte;

- de la communauté des soeurs de Sainte-Anne demandant une loi ratifiant un acte de convention passé entre MM. les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève et les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève no 1.

Code municipal

M. J.-É. Duhamel (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Duhamel son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Le rapport est adopté.

Comité conjoint de la Bibliothèque de la législature

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'un

comité spécial composé des honorables messieurs Gouin, McCorkill, Prévost, Tessier, Turgeon, et de messieurs Cardin, Champagne, Chauret, Dupuis, Gillies, LeBlanc, Perrault, Roy (Montmagny), Tellier, Tessier (Trois-Rivières), soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque, et qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif communiquant à Leurs Honneurs la proposition ci-dessus.

Adopté.

Il est résolu que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Comité conjoint des impressions de la législature

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la législature et informant Leurs Honneurs que les honorables messieurs Gouin, McCorkill, Roy, Turgeon, et messieurs Champagne, Delâge, Giard, Lacombe, LeBlanc, Perrault, Robitaille, Tellier et Walker agiront, de la part de cette Chambre, comme membres dudit comité des impressions.

Adopté.

Il est résolu que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Composition des comités

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le nom de M. Mousseau soit ajouté à ceux des membres des comités des chemins de fer et du code municipal.

Adopté.

Introduction de bills:

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) demande la permission d'introduire un bill (no 36) constituant en corporation la congrégation des servantes du Très-Saint-Sacrement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 51) ratifiant et validant les conventions passées entre les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-

Geneviève, les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève no 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des soeurs de Sainte-Anne.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. D. Caron (Matane) demande la permission d'introduire un bill (no 86) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-É. Caron (L'Islet) demande la permission d'introduire un bill (no 38) amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no 7) concernant les syndicats d'élevage.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Maisons d'école

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. Quel est le nombre des municipalités scolaires qui, depuis l'année 1895 à l'année 1905, inclusivement, ont demandé à l'honorable secrétaire de la province l'approbation des plans des maisons d'école qu'elles ont construites?

2. Quelle est la valeur approximative et moyenne desdites maisons d'école?

3. Est-il à la connaissance de l'honorable secrétaire de la province que ces municipalités scolaires se sont conformées ou non aux exigences de la loi et des règlements du Conseil de l'instruction publique, en pareil cas?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

1. Maisons construites en

1895	194 maisons
1896	164 maisons
1897	151 maisons
1898	154 maisons
1899	163 maisons
1900	203 maisons
1901	153 maisons
1902	211 maisons
1903	247 maisons
1904	187 maisons

2. Moyenne \$800.

3. Généralement.

Bureau central des examinateurs catholiques

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. En

quelle année le Bureau central des examinateurs catholiques de cette province a-t-il été établi et par quel gouvernement?

2. À la demande de qui le gouvernement a-t-il établi ce bureau central?

3. Quelle institution similaire le Bureau central des examinateurs catholiques a-t-il remplacée?

4. Quels sont les membres qui composent actuellement le Bureau central des examinateurs catholiques?

5. Quelles sont les dépenses qu'occasionne au gouvernement le Bureau central des examinateurs catholiques de cette province?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1.

En 1897, par le gouvernement Flynn et définitivement organisé par le gouvernement Marchand.

2. À la demande du comité catholique du Conseil de l'instruction publique.

3. Les bureaux d'examineurs locaux, au nombre de 28.

4. Mgr J.-C.-K. Laflamme, président; M. le chanoine G. Dauth, vice-recteur de l'Université Laval à Montréal; M. l'abbé P.-J.-A. Lefebvre, supérieur du séminaire de Sherbrooke; M. l'abbé J.-A. Vincent, professeur au collège de Valleyfield; John Tompkins, professeur au collège de Montréal; M. Calixte Brault, inspecteur d'écoles; MM. John Ahern, C.-J. Magnan, Chs.-A. Lefebvre, professeurs à l'école normale Laval; M. J.-O. Casgrain, professeur à l'école normale Jacques-Cartier, et M. J. N. Miller, secrétaire.

5. Aucune.

Diplômes accordés par les examinateurs catholiques

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1.

Combien de diplômes ont été accordés, chaque année, depuis l'année 1887 à l'année 1897, par les différents bureaux d'examineurs catholiques existant dans cette province?

2. Combien de diplômes ont été accordés, chaque année, depuis l'année 1897 à l'année 1905, inclusivement, par le Bureau central des examinateurs catholiques de cette province?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

1. En 1887-88	699
1888-89	459
1889-90	485
1890-91	857
1891-92	750
1892-93	744
1893-94	920
1894-95	1 472
1895-96	1 869
1896-97	1 535

Partie

de 1897-98	661
2. En 1898-99	615
1899-00	849
1900-01	948
1901-02	941
1902-03	1 276
1903-04	1 122
1904-05	1 346
1905-06	1 220

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome)

remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, signé de sa main.

M. l'Orateur lit ledit message comme

suit:

L.-A. Jetté,

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1907, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du nord, 1867, et recommande ces estimations à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du gouvernement,

Québec, 31 janvier 1906.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome)

propose que ce message ainsi que les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

Subsides

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):

M. l'Orateur, depuis la dernière fois que j'ai eu l'honneur de demander à cette Chambre les crédits ordinaires pour l'administration des affaires de la province, nous avons perdu deux de nos collègues (1), dont l'un n'avait que tout récemment reçu son mandat de représentant du peuple, et qui, par conséquent, n'avait pas eu le temps de se mettre bien en vue dans cette Chambre, l'autre étant un homme bien connu de la population de cette province, qui avait occupé le poste municipal le plus élevé que pouvait lui confier la métropole commerciale de la puissance, qui avait porté un vif intérêt à l'accomplissement de ses devoirs législatifs et rendu de grands services quant à la législation soumise à cette Chambre durant le temps qu'il y siégea. Je profite de cette occasion pour reconnaître et apprécier les conseils et l'aide qu'il me donna, en plusieurs circonstances, dans l'accomplissement de mes devoirs comme trésorier et comme membre de l'exécutif.

Avant de faire la motion ordinaire

demandant que la Chambre siège en comité des subsides, j'implore votre patience et votre vive attention pendant que je vous donnerai les détails les plus importants de l'administration financière de la province durant l'année finissant le 30 juin 1905, et un état correct, non fardé et inattaquable de notre dette publique.

Vous vous appellerez, il n'y a pas de doute, qu'au cours de mes remarques, lorsque j'ai eu l'honneur de soumettre à cette Chambre l'état financier de la province pour l'année finissant le 30 juin 1903, j'ai donné un aperçu des recettes et des dépenses probables de l'année finissant le 30 juin 1905.

J'en concluais, après avoir consulté mes collègues et les chefs de mon département, que notre revenu s'élèverait tout probablement à la somme de \$4 747 394.72, et que les dépenses ordinaires et extraordinaires, (moins les subventions aux chemins de fer) atteindraient la somme de \$4 733 852.77, ce qui laisserait, comme résultat exact des opérations de l'année, un surplus, peu considérable, il est vrai, mais tout de même satisfaisant de \$13 541.95.

Je me rappelle, Monsieur l'Orateur, que lorsqu'il a bien voulu réfuter et discréditer cette prévision, le critique si entendu, si éloquent et si courtois toujours, dont l'absence de cette Chambre, depuis les dernières élections générales, n'est pas regrettée seulement par les quelques rares personnages de sa suite qui ont survécu à la défaite et à la capitulation de 1904, mais encore par les membres de cette Chambre qui ont l'honneur de siéger à votre droite, je me rappelle, dis-je, que ce critique prétendait signaler devant nous le désastre parce que, hélas! ce surplus s'élevait à la somme de treize mille piastres.

Il voyait dans ce "treize" un chiffre fatidique, et il disait que c'était l'indice certain que la balance pour l'année 1904-1905 serait négative et qu'au lieu d'avoir à déclarer un surplus, dans la présente occasion, il me faudrait subir l'humiliation d'admettre un déficit.

Monsieur l'Orateur, malgré le sang celtique qui coule dans mes veines, j'ai parfaitement réussi, grâce à l'atmosphère vivifiante que j'ai respirée et à la sage éducation que j'ai reçue dans ce pays et progressiste qui est le nôtre, à éliminer de mon tempérament tout reste de cette superstition qui, dit-on, régnait au pays de mes ancêtres, mais n'a pu, je suis heureux de le dire, s'acclimater et prendre racine chez nous. C'est donc avec une parfaite sérénité d'esprit que j'ai pu subir la critique et la prédiction de l'honorable M. Flynn.

La prédiction de l'honorable monsieur était aussi erronée que tant d'autres prédictions que lui-même et ses partisans ont faites devant cette Chambre, en cette

occasion et en bien d'autres encore.

J'ai grand plaisir à annoncer à cette Chambre, et j'aime à croire que chacun de ses membres accusera assez de patriotisme pour apprendre aussi avec un égal plaisir que l'état financier de l'année est encore meilleur que ne le faisait alors ma prédiction, et qu'au lieu de déclarer un surplus de \$13 541.95 seulement, j'ai, en dépit de l'augmentation des dépenses, la satisfaction de déclarer que ce surplus est de \$49 095.12.

Les comptes publics de l'exercice financier finissant le 30 juin dernier ont été déposés sur la table le premier jour de la session.

Je ne doute pas, Monsieur, que chaque membre de cette Chambre ait fidèlement, consciencieusement, laborieusement et avec profit consulté cet important rapport, et qu'il ait été content d'apprendre que le revenu ordinaire de l'année, provenant de toutes sources, s'est élevé à la somme de \$5 039 001.07 et que la dépense ordinaire s'est élevée à \$4 937 882.77, ce qui laisse un excédent des recettes sur la dépense ordinaire de \$101 118.30.

En outre de la dépense ordinaire ci-dessus mentionnée, il a été dépensé, pour travaux publics, bâtisses, etc., sous le chef des dépenses extraordinaires qui sont imputables ordinairement au compte du capital, des sommes détaillées comme suit:

Pour construction d'une nouvelle bâtisse, à Montréal, près du palais de justice, pour le registrateur et autres bureaux publics	\$35 000.00
Acompte palais de justice, district de Pontiac	2 023.18
Pont en fer Métapédia (sic)	15 000.00
qui ont été payées à même le revenu ordinaire, et s'élevaient à un total de	52 023.18
En déduisant les dépenses ordinaires et extraordinaires qui s'élevaient à	4 989 905.95
des recettes données ci-dessus, il y a un excédent de recettes sur les dépenses ordinaires et extraordinaires de	49 095.12
ce qui est le surplus réel que je réclame comme résultat des opérations financières ordinaires de l'année. La dette nette de la province a été réduite, durant l'année, de	138 013.14
sans cela, le surplus que j'aurais eu l'honneur d'annoncer aurait été de	187 108.26
et nous avons payé en subventions aux compagnies de chemins de fer, fixées par des statuts antérieurs à 1897, une autre somme de	124 893.47

Les principales sources de revenu ont été les suivantes:
Subside du gouvernement du

Canada	\$1 086 713.48
Intérêt sur fonds de fidéi-commis	73 835.57
Intérêt sur subventions de chemins de fer, en vertu de 47 Victoria (Canada), chapitre 8	108 713.83
ou un total, payé par la puissance du Canada de	1 269 262.88
Terres, mines et pêcheries	1 602 390.24
Timbres judiciaires et autres revenus dérivant de l'administration de la justice de la province	269 285.12
Timbres d'enregistrement	78 485.15
Licences	745 310.26
Taxes directes	303 882.43
Droits sur les successions	183 382.19
Législation	12 877.10
Pour l'entretien des asiles d'aliénés	116 030.34
Écoles de réforme et d'industrie	23 446.51
Revenu fortuit	20 733.17
Intérêt sur prix du chemin de fer Q. M. O. & O.	318 148.77
Taxe, remboursement subventions chemins de fer	41 421.92

Quelques-unes des sources de revenu ci-dessus ont rapporté plus que je n'avais prévu dans l'état que j'ai soumis à cette Chambre, tandis que d'autres ont donné moins. Au nombre de celles qui ont été plus lucratives pour la province qu'il n'avait été prévu, il n'y a qu'à mentionner spécialement les suivantes:

Les terres, mines et pêcheries, qui ont donné, en sus des prévisions, la somme de	\$222 390.24
Timbres judiciaires	16 471.90
Licences	45 310.26
Taxes directes sur corporations commerciales	43 882.43
Entretien des aliénés	26 030.34
Revenu fortuit	11 733.17
Taxe subventions chemins de fer	26 421.92

On verra, en référant à mon dernier état financier, que les sources de revenu ci-dessus excédant les prévisions, comprennent celles qui furent aussi particulièrement profitables durant l'exercice précédent.

À la dernière session de la législature, nos terres, mines et pêcheries étaient administrées dans un seul département, de même que la colonisation et les travaux publics. En vertu du chapitre 12 des statuts de 1905, on a créé trois départements avec les deux anciens, savoir: le département des Terres et Forêts, le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries et le département des Travaux publics et du Travail.

Les probabilités du revenu comprenant les terres, mines et pêcheries dans un seul

item, furent donc pour l'année 1904-1905

évaluées à	\$1 380 000.00
Le montant réellement perçu de l'administration de ce département a été de	1 602 390.24

soit une augmentation sur les probabilités de \$222 390.24

Voici les principaux items qui ont produit cette recette brute:	
Droits de coupe de bois	\$750 579.39
Licences de limites	389 576.12
Location de terrains	208 712.00
Terres de la couronne et domaine de la couronne	137 049.58
Pêcheries	660 030.27
Taxe du feu	10 095.62

Je ne répéterai pas ici, M. l'Orateur, ce que j'ai dit, dans mon dernier discours sur le budget, à propos de la politique du gouvernement dans son administration du domaine public. Nous croyons que c'est une politique sage, et jusqu'à ce que nous ayons à notre disposition d'autres sources de revenus pour faire face à nos dépenses croissantes et en partie incontrôlables, nous devons persister dans la même politique et offrir, chaque année, en location réglementée une certaine partie de nos terres boisées.

Pour répondre aux objections de ceux qui prétendent que nos terres boisées devraient être considérées simplement comme capital et servir comme tel, je me permettrai d'attirer votre attention sur deux faits importants, savoir: que nous avons racheté notre passif, durant l'année, pour un montant de \$133 013.14 et que, durant les cinq dernières années, nous avons racheté notre passif, à même le revenu ordinaire de la province, pour un montant de \$813 074.43.

Les comptes publics démontrent que le revenu provenant des licences, pendant l'année finissant au mois de juin 1905, a dépassé celui de l'année précédente de \$39 971.28. Il a excédé les prévisions d'une somme de \$45 310.26.

Sous le chapitre des "Licences" sont comprises non seulement les licences d'hôtels en général, mais aussi les licences d'hôtels de tempérance, les licences d'encanteurs, de prêteurs sur gages, de colporteurs, les licences de tables de billards, de clubs, de jeux de quilles et de magasins de poudre, de même que toutes les amendes pour contravention à la loi des licences en général.

L'année dernière, dans mon exposé financier, j'ai renouvelé la promesse que j'avais faite l'année précédente, d'introduire certains amendements importants à la loi des licences de la province, et, Monsieur, vous vous rappellerez que j'ai tenu ma parole. Je dois remercier mes collègues et les membres des deux côtés de la Chambre pour l'appui si ferme qu'ils m'ont donné lorsque j'ai eu à

préparer, amender et faire passer cette loi.

Mais, Monsieur, malgré le temps considérable d'étude et la réflexion que nous avons tous consacrés à ces amendements, je constate que la loi n'est pas encore parfaite. Je crains que la tâche de formuler une loi des licences parfaite ne soit au-dessus de ma faible capacité, de mon jugement et de mon expérience, et cependant, Monsieur, je ne me sens pas par ce fait vaincu, ni grandement humilié toutefois par cette admission. Je trouve que je ne suis pas le seul homme qui ait jusqu'à présent failli en ce qui paraît, ailleurs comme ici, être une tâche impossible.

Mon estimable ami, l'honorable député de Gaspé (M. L.-J. Lemieux), a, durant la dernière session, dirigé l'attention de la Chambre sur un projet de licences, qui compte parmi ses promoteurs et défenseurs un homme tout aussi remarquable que notre noble et populaire gouverneur général lui-même (2).

Monsieur, la connaissance que j'ai acquise de la loi des licences de cette province et de son application est telle que je suis forcé de proposer, attendu que nous n'avons pas durant toutes ces années, (car je vois qu'une loi des licences a été passée dès les premiers jours du gouvernement responsable et qu'ensuite, de nombreux et divers amendements y ont été faits) réussi à passer une loi des licences parfaite ou même satisfaisante, que nous acceptions la suggestion de mon honorable ami, et adoptions et placions dans notre statut, sinon en l'an de grâce 1906 alors en celui de 1907, vu que le nombre sept est un nombre historique et fameux, le principe du système de Gothenburg, qu'un portefeuille nouveau et spécial soit créé, car je suis sûr, si j'en juge par le temps que j'ai eu à consacrer à l'administration de notre loi actuelle des licences, qu'il faudrait tout le temps d'un ministre pour administrer la loi proposée, et que le nouveau ministre fut mon enthousiaste et distingué ami du beau et pittoresque comté de Gaspé.

Si ma suggestion est agréée, M. l'Orateur, je puis assurer à mon honorable chef, et je puis également assurer au révérend secrétaire de la "Dominion Alliance", au secrétaire de la "Licensed Victuallers Association", aux différents membres distingués de cette Chambre, sans même en excepter un ou deux collègues, et aux différents membres éloquents et également distingués de la grande profession dont je suis un humble et modeste membre, que je remettrai à mon honorable ami les clefs du bureau des licences avec les remerciements les plus sincères et les plus dévoués.

En attendant, M. l'Orateur, pendant que le premier ministre et l'honorable député de Gaspé réfléchissent sur ma suggestion, qu'il

me soit permis de vous rappeler que j'ai été une fois de plus frappé du fait que notre loi des licences n'est pas parfaite, et que j'aurai encore besoin de vos bons conseils et de votre assistance pour lui ajouter quelques nouvelles pièces, et cacher les défauts qui ont pu çà et là échapper à nos regards l'année dernière.

Je désire déclarer, M. l'Orateur, que j'ai toujours considéré les décrets de cette Chambre, non pas comme les lois des Mèdes et des Perses, qui ne changeaient pas, mais du moins comme des lois, qui, durant leur existence, non seulement méritaient mais commandaient notre respect et réclamaient leur observance.

Je crois, M. l'Orateur, que j'ai rigoureusement le droit de dire qu'il en est ainsi en principe, et qu'il devrait en être ainsi en pratique. Et cependant, la connaissance que j'ai de la loi des licences; par exemple de cette partie qui a trait aux liqueurs alcooliques, enivrantes, et autres boissons semblables, aux billards, jeux de quilles et autres sports semblables, m'a permis de constater de la manière la plus exacte et la plus pratique, qu'une partie, et même je pourrais dire plusieurs parties de notre population semblent vivre sous la très extraordinaire et incroyable erreur que cette loi a été réellement insérée au statut pour satisfaire la conscience de notre clergé et de certains autres groupes de notre population.

Maintenant, M. l'Orateur, depuis qu'on m'a confié le poste honorable, mais si difficile, si fatigant et si ingrat de trésorier de cette province éclairée, je crois avoir convaincu certaines gens qui prétendaient avoir intérêt dans l'administration de cette loi, que je la considère comme étant l'une des plus importantes et des plus sérieuses que nous ayons, et que la loi, l'ordre, le bon gouvernement, la renommée et la bonne réputation de la province exigent que chacun concoure avec moi dans une juste appréciation du sérieux et de l'importance de la loi ainsi que de son application sage et juste.

M. l'Orateur, j'ai eu l'occasion de visiter l'État de New York pour acquérir des connaissances officielles et de l'expérience en ce qui regarde l'adoption, l'interprétation et l'application des lois concernant les devoirs du trésorier d'une province; et j'ai appris, comme principe fondamental d'interprétation de toutes les lois ayant rapport aux licences et à l'imposition des taxes, que le bénéfice de tout doute raisonnable doit être accordé à l'État. Maintenant, M. l'Orateur, ce principe est en parfait accord avec mes idées, et je crois qu'il devrait s'appliquer à la loi des licences aussi strictement et aussi impartialement qu'à toutes les autres lois.

M. l'Orateur, j'ai visé, et je pense avoir bien réussi à engager les personnes

intéressées aux différentes lois que j'ai eu la responsabilité d'administrer, à partager mon opinion, ou du moins à convenir avec moi, que j'ai agi sagement, tant au sujet de l'interprétation qu'en ce qui concerne l'application de nos lois, sans même excepter la loi des licences.

Certaines personnes munies de licences, ainsi que leurs amis, semblent oublier que nous leur accordons leurs licences, que nous le faisons sujet à certaines conditions bien définies, bien connues, incontestables et indiscutables, et que si elles ne les observent pas, elles deviennent, en agissant ainsi, sujettes à des pénalités et punitions bien définies et raisonnables.

Maintenant, les personnes munies de licences sont des gens privilégiés et si, délibérément, par leur conduite répréhensible, injustifiable et condamnable, elles encourent des pénalités, ou sont déchues de leur privilège, elles ne devraient pas être exonérées et le trésorier ne devrait pas être, en conséquence, forcé lui-même de transgresser la loi.

Je dois remercier les membres de cette Chambre de la coopération et de l'aide qu'ils m'ont accordées, et de la considération qu'ils m'ont témoignée dans l'interprétation et l'application de cette loi si difficile, et je leur demande de me continuer leur aide et coopération.

Le retour à l'ancien état des affaires qui a existé il y a quelques années aurait tout simplement pour effet de rendre impossible la vie officielle d'un trésorier.

On avait estimé que le revenu provenant des impôts sur les diverses corporations commerciales, telles que les banques, les compagnies d'assurance, de télégraphe, de téléphone, de messageries, etc., serait de \$260 000.00, le montant réellement reçu a été de \$303 882.43, soit un excédent de \$43 882.43.

Cet excédent trouve son explication dans la prospérité sans précédent du pays, l'augmentation continue du nombre de compagnies constituées en corporations et faisant affaires dans la province, l'augmentation du capital engagé, et en certains cas l'augmentation du chiffre des affaires elles-mêmes. La loi imposant la nécessité d'une licence aux corporations étrangères à la province est aussi la source d'une petite partie de cette augmentation.

Mon attention a été appelée sur le fait que certaines compagnies d'assurances étrangères n'ayant ni bureau, ni agent ou représentant dans le pays, font un gros chiffre d'affaires dans la province sans aucunement contribuer à notre revenu municipal ou provincial, et par conséquent elles ont ainsi joui d'un avantage injuste sur les compagnies canadiennes et sur celles qui ont établi des places d'affaires et des agences dans le pays.

Nous croyons que cette préférence devrait être diminuée et que l'on devrait autant que possible la faire disparaître. Nous croyons devoir à nos compagnies qui tombent sous nos lois d'impôts et qui veulent bien se soumettre à leur application, de les protéger contre une concurrence aussi injuste.

Dans mon dernier état financier, je me plaignais du non paiement de la taxe sur les subventions aux chemins de fer, imposée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, sur les compagnies de chemins de fer qui avaient été subventionnées par la province, et les corporations, compagnies et personnes en faisant l'exploitation. Cette taxe était d'un demi d'un "par cent" sur le montant total de la subvention payée. Presque chaque compagnie ignorait la loi imposant cette taxe.

En 1901, par la loi 1 Édouard VII, chapitre 2, la taxe fut modifiée et portée à 5 "par cent" des profits nets, à condition que la loi fut observée, mais en conservant la taxe établie par 58 Victoria, pour les compagnies qui omettraient de produire des états assermentés de leurs profits et de payer la taxe en vertu de 1 Édouard VII.

La plupart des compagnies firent le rapport de leurs profits et payèrent la taxe sur les profits nets en vertu de la loi 1 Édouard VII, mais négligèrent encore de payer la taxe due, en vertu de 58 Victoria, avant 1901, et quelques-unes d'entre elles ont même menacé de contester la validité de la loi si l'on cherchait à l'appliquer. À la vérité, vu l'expérience acquise par la province à propos de cette taxe, telle qu'elle avait d'abord été imposée en vertu de 54 Victoria, chapitre 88, et les frais de justice considérables qu'elle eût à payer à raison du jugement qui déclara cette loi inconstitutionnelle, mes prédécesseurs hésitèrent à en appeler aux tribunaux pour la faire appliquer, et j'aurai la franchise d'admettre que moi non plus je ne m'en souciais guère.

En conséquence, j'entrai en négociations avec quelques-unes des compagnies les plus importantes, et finalement, je réglai ces réclamations à 50 cts dans la piastre, et j'eus la satisfaction d'augmenter ainsi le revenu avant la fin de l'année fiscale de \$32 221.47.

Cela explique, M. l'Orateur, pourquoi le revenu provenant de cette source a excédé les prévisions au lieu de rester au-dessous comme d'ordinaire.

Les items du revenu sur lesquels il a été reçu moins que ne l'annonçaient les prévisions sont les suivants: intérêt sur subventions de chemins de fer en vertu de 47 Victoria: \$10 986.17, vu l'action du gouvernement fédéral qui, arbitrairement et illégalement, prétendons-nous, a réduit de 5% à 4 1/2% l'intérêt sur le capital qui nous est dû en vertu de 47 Victoria. Afin de faire décider par les tribunaux si le gouvernement

fédéral a droit de réduire ainsi son obligation envers nous, une loi vous sera soumise, au cours de la présente session, pourvoyant à ce que toutes les questions légales en litige entre la puissance et les autres provinces et nous-mêmes soient portées devant la Cour de l'échiquier qui en décidera.

Honoraires judiciaires	\$ 4 353.98
Droits sur les successions	\$96 617.81

Il est spécialement difficile de prévoir le revenu provenant de cette source. Il n'y a pas de données sur lesquelles nous puissions baser des calculs. En l'année finissant au 30 juin 1904, nous avons reçu \$449 532.47. Je croyais que nous pouvions sûrement porter cette recette pour l'année dernière à \$280 000.00. Les comptes publics vous diront que nous n'avons reçu que \$183 382.19, soit un déficit de \$96 617.81.

Ceci est un mode de taxation qui existe dans tous les pays et est universellement approuvé. Le principe en est si généralement accepté que le soin de le rendre aussi équitable que possible devrait faire l'objet de notre attention et de nos efforts. Nous croyons que notre loi actuelle laisse quelque chose à désirer et demande à être améliorée. Elle ne fait aucune distinction entre les legs faits aux institutions religieuses, de bienfaisance ou d'éducation et ceux qui sont faits aux étrangers, ni aucune distinction dans l'échelle des droits entre les petites successions et les successions considérables. Nous croyons que la loi devrait être amendée, avec justice, équité et avantage. J'ai donc l'intention de soumettre à votre étude et à votre considération attentive quelques amendements importants à cette loi.

Législation	\$ 2 122.90
<u>Gazette officielle</u>	1 430.20
Les revenus excédant les prévisions ont été de	417 765.03
Ceux qui n'ont pas atteint le chiffre des prévisions de	126 158.88
Ce qui laisse un excédent net de recettes sur les prévisions de	291 606.35

J'ai déjà démontré que notre revenu dépassait les prévisions de \$291 606.35. Il s'ensuit donc naturellement, le surplus ayant été naturellement de \$49 095.12 qu'il a dû y avoir eu et il y a eu réellement un surplus de la dépense sur les prévisions.

Voici quels sont les principaux items pour lesquels la dépense a dépassé les prévisions:

Législation	60 598.05
Administration de la justice	20 688.84
Travaux publics, ordinaires	12 619.42
Agriculture	20 287.23
Terres, mines et pêcheries	13 062.22
Asiles des aliénés	99 590.54

Services divers	20 452.85
Paiement par les shérifs à même les perceptions pour lesquelles il n'avait pas été fait de prévision	10 975.29
Législation:	60 598.05

Le surplus de la dépense pour la législation s'explique principalement comme suit:

Impression et reliure pour les deux Chambres	\$44 386.33
contre une dépense prévue de	35 300.00
et les dépenses des élections de 1904	45 907.00
contre une dépense prévue de	3 000.00

Nous ne savions pas, quand le budget a été voté, à la session de 1904, que les élections auraient lieu cette année-là, et \$3 000.00 avaient été jugées suffisantes pour les dépenses provenant de ce chef:

Administration de la justice	\$20 688.84
------------------------------	-------------

Les frais de l'administration de la justice, y compris la police, l'inspection des bureaux publics et le fonds pour le palais de justice du district d'Ottawa, se sont chiffrés à \$650 863.14, contre une dépense probable de \$630 174.30, ce surplus de dépenses sur les prévisions s'explique surtout par le fait qu'on avait estimé que les dépenses contingentes des shérifs s'élèveraient à \$295 432.17 tandis qu'elles se sont élevées en réalité à \$309 931.10, soit un surplus de \$14 498.93.

Nous avons cru pouvoir rencontrer les dépenses des coroners de la province avec \$25 489.98 mais il a fallu \$27 683.86 ou un surplus de \$2 193.88.

Les frais de voyages des magistrats de district avaient été évalués à \$8 324.49. Le montant payé de ce chef a été de \$10 153.01 ou un surplus de \$1 828.52.

Nous avions pensé que \$16 460.01 paieraient les dépenses diverses du département, mais une dépense de \$7 007.60 pour le traitement des ivrognes qui ont été traduits devant les Cours de police et des records, de Montréal et de Québec, a occasionné, de ce chef, une dépense de \$22 530.00.

Nous avons fait cette dépense d'après les conseils des experts et des records de Montréal et de Québec, qui avaient fait des expériences pratiques sur l'efficacité de ce traitement, en assurant que le montant d'argent ainsi dépensé serait plus que compensé, pour la province, dans le coût de l'entretien de ces prisonniers, qui, sans ce traitement, aurait été encouru, et cela, sans tenir compte de l'effet moral sur les patients prisonniers eux-mêmes, dont plusieurs, nous en avons l'assurance, ont été guéris de l'alcoolisme.

Le département fait tous les efforts pour diminuer la dépense de ce chef en

autant que les circonstances et le maintien de la loi et de l'ordre dans toute la province le permettent. J'ai le regret de dire que le nombre des offenses graves, celles qui nécessitent des enquêtes et des procès de longue durée, a eu pour effet d'augmenter les charges de la province au-delà de notre attente.

À la dernière session de la législature, j'ai profité de l'occasion pour attirer votre attention sur la longueur des sessions de la Cour du banc du roi dans quelques districts, ce qui est dû en grande partie aux courtes séances quotidiennes des cours, et à l'assistance quotidienne d'un grand nombre de jurés et de témoins (3) professions ou d'experts, à grand frais pour la province, alors qu'avec un léger effort, on pourrait atténuer cette cause de dépense, non seulement au bénéfice de notre revenu, mais encore à celui du public. Nous en appelons avec confiance aux juges et à nos officiers de justice pour qu'ils fassent de leur mieux, sans nuire à la bonne administration de la justice, afin de diminuer autant que possible le coût des procès criminels.

Nous devons beaucoup de considération aux magistrats de district pour les brillants services qu'ils rendent à l'administration de la justice criminelle. On a une telle confiance dans la justice que rendent ces officiers que, dans quelques districts de la province, il n'a pas été jugé à propos de tenir des sessions de la Cour du banc du roi, excepté à de longs intervalles. Ce fait est dû au petit nombre de causes et à leur peu d'importance, et plus particulièrement à ce qu'on ne peut tenir un terme de la Cour sans dépenser plusieurs milliers de dollars.

Pour éviter toute injustice possible envers un prisonnier qui désire avoir un procès par jury à une date aussi rapprochée que possible, un amendement à la loi criminelle de la puissance, a été adopté 57-58 Victoria, chapitre 57 et est incorporé dans l'article 651 du code criminel. Il se lit comme suit:

"5. Lorsque, dans la province de Québec, il aura été décidé par autorité compétente qu'aucune session de la Cour du banc du roi siégeant au criminel, n'aura lieu à la date fixée, dans quelque district de la province où une session de ladite cour devrait avoir lieu, toute personne accusée d'un acte criminel et dont le procès devrait, d'après la loi, avoir lieu dans ledit district, pourra obtenir, de la manière ci-dessus prévue, (c'est-à-dire un "changement de venue" pour les raisons ordinaires) une ordonnance à l'effet que son procès pourra être fait dans quelque autre district de ladite province désigné par le tribunal ou le juge; et toutes les dispositions contenues au présent article s'appliqueront au cas de la personne demandant et obtenant ce changement de lieu du procès comme susdit".

Cet article ne pourroit pas à la dépense additionnelle que peut occasionner un "changement de venue" pour une personne accusée d'une offense poursuivable par voie "d'indictment", mais je suis convaincu que si telle demande est faite et si des frais additionnels sont encourus par l'accusé à cause du "changement de venue", on pourra demander au juge le paiement de cette dépense additionnelle, et sur la recommandation de ce dernier, telle demande sera approuvée par le gouvernement et il y sera fait droit.

Il serait beaucoup moins dispendieux pour le gouvernement, dans bien des procès, d'encourager les demandes de ce genre et les "changements de venue" plutôt que de tenir des termes de la Cour criminelle.

Nous appellerons l'attention du ministre de la Justice sur cette question, et demanderons de faire amender la loi de manière à pourvoir à ces dépenses additionnelles.

Travaux publics, ordinaires: \$12 619.42

Cette augmentation sur les prévisions est facile à justifier. Nous possédons un grand nombre d'édifices publics qui exigent chaque année plus ou moins de dépenses pour être tenues dans un bon état de réparation. Ce serait le comble de la folie, et on aurait raison de nous blâmer sévèrement et de nous censurer, si nous négligions nos édifices publics. Les réparations requises ont été dans certains cas plus considérables que nous ne l'avions prévu. Par exemple, l'école normale McGill a été entièrement inspectée, réparée, nettoyée et rafraîchie au coût de \$5 233.46.

Lorsqu'il a été décidé de réparer la bâtisse, on a cru que \$1 500.00 à \$2 000.00 suffiraient, mais on constata que les murs, les plafonds et les autres parties de l'édifice étaient dans un pire état qu'on ne le pensait, ce qui nécessita une dépense imprévue.

Il y avait plusieurs toits à réparer et à peindre, et mille et une autres dépenses, dont chacune apparaît aux comptes publics, qui étaient inévitables et qui devaient être faites.

Agriculture

L'excédent des dépenses sous ce titre, sur les estimés s'élevant à \$20 287.23, s'explique par l'augmentation des paiements faits aux sociétés d'agriculture et aux cercles agricoles et pour l'encouragement de l'horticulture.

Je ne crois pas exagérer en disant que depuis plusieurs années les cultivateurs de la province ont été très bien traités par ce gouvernement. La dépense pour l'encouragement de l'agriculture, depuis 1898, a augmenté dans une plus grande proportion que presque tout autre département.

En 1898 il a été dépensé pour l'agriculture	\$202 476.97
En 1901	204 466.72
En 1904	252 100.00
En 1905	305 637.23

L'administration actuelle et ses prédécesseurs immédiats ne regrettent nullement la libéralité dont ils ont fait preuve envers les agriculteurs de la province.

Ils sentent, à la suite des magnifiques progrès que l'agriculture a faits durant les sept ou huit dernières années, que l'argent a été bien dépensé.

Nous constatons dans presque tous les comtés les résultats des efforts du gouvernement en faveur de l'agriculture, par l'adoption des méthodes modernes et l'augmentation de la prospérité.

La fabrication du beurre et du fromage a été introduite et encouragée dans des localités où l'industrie laitière était auparavant à peu près inconnue, et l'immense progrès qui s'accomplit dans ces localités ainsi que l'enthousiasme avec lequel les cultivateurs adoptent les plus modernes et les plus scientifiques méthodes de fabrication du beurre et du fromage, sous la direction d'experts capables et enthousiastes, nous donnent l'assurance que la fabrication dans cette province atteindra dans un avenir prochain une qualité inférieure à aucune de celles qui existent sur les marchés du monde.

Québec est déjà à la tête des provinces du dominion sous le rapport de la quantité et de la qualité de son beurre. Nous ne voulons pas nous attribuer tout le mérite des progrès que nos cultivateurs ont faits, mais nous en parlons pour démontrer que nous avons fait au moins ce que nous pouvions, pour les aider et les encourager, ayant égard à nos revenus, aux obligations déterminées que nous avons à rencontrer, et aux mille et une demandes que nous avons eues à ce sujet. Qu'il me soit permis de vous soumettre les faits suivants ainsi que les chiffres pour le dernier exercice financier.

Nous avons avancé aux sociétés d'agriculture de comtés, au nombre de 74	\$35 364.34
À 574 cercles agricoles dans 63 comtés	
Aux écoles d'agriculture	23 514.00
Aux écoles vétérinaires	15 000.00
À l'Association d'industrie laitière de la province et à l'école de Saint-Hyacinthe	4 500.00
Aux syndicats de beurreries et de fromageries, et inspection d'iceux	20 500.00
Aux beurreries	1 225.00
Aux fromageries	1 870.00
Chambres de maturation dans les fromageries	3 150.00
Inspection des beurreries et fromageries	6 761.83
Encouragement à la culture	

des fruits	4 000.00
Conférences sur l'agriculture	5 000.00
Mérite agricole	3 500.00
Améliorations des chemins ruraux	12 000.00
Exposition de Sherbrooke	3 050.00
Exposition de Trois-Rivières	3 050.00
Exposition de Québec	9 850.00
Divers	20 000.00

Les prévisions pour les écoles d'agriculture sont moins élevées pour l'année prochaine qu'elles ne l'étaient l'année dernière de \$3 000.00 par suite de la vente de l'école de Compton.

Cette école a été fondée en 1893 par l'achat et l'équipement d'une belle ferme, située dans un délicieux endroit de nos beaux Cantons de l'Est, juste en dehors du village de Compton. Elle a été établie plus particulièrement pour le bénéfice et l'instruction, en matière d'agriculture, des enfants de langue anglaise de la province. Depuis son établissement, elle a coûté à la province au-delà du revenu qu'elle a produit par l'industrie laitière, etc., c'est-à-dire la somme de \$78 651.39.

Elle a de temps à autre, depuis sa fondation, abrité dans ses murs 89 étudiants en tout dont 13 étaient étrangers et 76 canadiens.

J'ai été fort désappointé et cependant je n'ai pas été surpris d'apprendre, dans l'histoire de cette institution, que sur les 76 Canadiens, 30 seulement possédaient l'intelligence, l'énergie et les autres qualités nécessaires ("l'aptitude" est le terme employé par le surintendant) pour faire de bons agriculteurs. Et, ici, permettez-moi de dire, M. l'Orateur, que ma connaissance des professions, des affaires et de l'agriculture me permet de déclarer qu'au lieu de faire comme plusieurs de nos pères de famille le font trop souvent, c'est-à-dire pousser leurs fils les mieux doués et les plus intelligents vers les professions et les affaires, et vouer les autres à l'agriculture, ils devraient faire à peu près le contraire, et destiner à l'agriculture les meilleurs, les plus brillants, les plus industrieux, les plus actifs et les plus ingénieux de leurs fils, et faire des autres des médecins, des avocats, des marchands, etc. Ce serait plus conforme aux exigences respectives de ces diverses professions et à leur succès. Je crois, M. l'Orateur, parler avec connaissance de cause et je n'hésite pas à déclarer que d'après mon expérience et l'observation constante de vingt années passées, j'ai calculé avec précision ce qui est nécessaire au progrès et au succès de l'agriculture, quand je dis qu'il n'y a pas de limite au degré d'excellence qu'elle exige, dans les qualités que j'ai énumérées plus haut. Je suis l'avocat et le défenseur enthousiaste des fils de cultivateurs, quand il s'agit de leur accorder, comme aide au succès de l'agriculture, non

pas seulement une éducation rudimentaire et primaire, mais une éducation supérieure, chaque fois et partout où elle peut être donnée, et plus on améliorera l'éducation, pour la rendre conforme à leur train de vie, le mieux ce sera pour eux et pour notre pays.

J'ai constaté par les rapports du surintendant de l'institution et par le petit nombre de jeunes gens qui étaient en état d'en profiter, qu'à moins qu'il n'existe de bonnes raisons, que nous ne connaissons pas, pour justifier sa continuation, la ferme modèle et l'école d'agriculture devraient être supprimées, et on devrait en disposer.

Le ministre de l'Agriculture était du même avis, et, au mois de mai dernier, nous avons visité ensemble l'école et la ferme. Nous avons trouvé une ferme splendide, dans un bel état de culture, avec une belle grande maison et un dortoir, une beurrerie bien outillée, des dépendances ayant besoin de réparations, quatre juments ardennaises, dont deux étaient de très belles bêtes, et l'étalon Valentine, qui était un parfait animal de sa race, de magnifiques vaches ayrshire, et un surintendant qui vivait, comme vous pouvez bien vous y attendre, en gentilhomme campagnard, mais pas d'élèves ni de fils de cultivateurs d'origine canadienne-anglaise ou autre. On nous a dit qu'il y avait un jeune homme de la république voisine ainsi qu'un étudiant canadien-français; mais, ils étaient évidemment en congé, parce que nous ne les avons pas vus. Nous fûmes, mon collègue et moi, de la même opinion, c'est-à-dire que le comté de Compton possédait des paysages aussi beaux que ceux qui pourraient exister partout ailleurs, que le site de la ferme était des plus splendides, qu'elle était dans un très bon état de culture, qu'elle n'était pas appréciée par nos pères et enfants canadiens-anglais, que sa raison d'être avait cessé, si toutefois elle avait déjà existé, et qu'elle devait être vendue avant de subir plus de détérioration.

Après avoir été annoncée en vente, elle a été vendue en bloc, (à l'exception des chevaux ardennais qui ont été amenés à Québec et vendus avec d'autres), au plus haut enchérisseur pour \$12 000.00, laquelle somme apparaîtra aux comptes publics de l'exercice courant.

Nous avons fondé, à Saint-Hyacinthe, une école d'industrie laitière pour l'instruction des fabricants de beurre et de fromage, que nous prétendons être la plus belle institution du genre au Canada. Elle est de dimensions commodes et munie des meilleures machines, matériel et ustensiles qui peuvent être obtenus, et elle est sous la surveillance d'un homme qui a surpassé tous ses concurrents aux différentes expositions, en ce qui regarde la fabrication du beurre. Nous espérons obtenir les meilleurs résultats de l'enseignement qui doit être donné à

cette école.

En l'année 1903-04, nous avons dépensé, pour l'instruction publique, y compris les arts et manufactures et les sommes avancées à même le fonds "Divers en général", une somme totale de \$482 564.50. L'année dernière, nous avons dépensé \$488 692.31. Soit en faveur de l'année 1904-05, un excédent de \$6 127.81. La dépense prévue était de \$483 460.00.

La politique du gouvernement, telle que définie en plusieurs occasions par le premier ministre, a l'approbation entière et enthousiaste de ses collègues, et je suis sûr qu'elle rencontre aussi celle de chaque membre de cette Chambre. Je n'ai pas l'intention, en ce moment, d'insister sur ce sujet, et je me contenterai de dire que le gouvernement est résolu à faire tout son devoir, et qu'il fera tout son devoir, dans la limite de ses obligations et de l'engagement qu'il a pris envers la province, de maintenir les dépenses dans la proportion des revenus.

Je vous ai donné une idée de ce qui avait été fait pour l'agriculture depuis 1897, et j'ai exprimé la conviction que l'agriculteur, durant cette période, avait été le fils favori de la province, qu'on l'avait traité avec prodigalité, mais je ne voudrais pas vous laisser croire que, durant la même période, les enfants de ce cultivateur, ou ceux des autres citoyens de cette province, ont été ignorés ou négligés par le gouvernement.

Pour appuyer cette déclaration, laissez-moi vous donner quelques statistiques, que vous trouverez, je l'espère, à la fois intéressantes et instructives.

Notre population, en 1871, était de	1 191 516
Cette année-là, il a été dépensé pour l'instruction publique	\$284 013.41
En 1881, notre population était de	1 359 027
Et nous avons dépensé cette année-là	\$371 160.00
En 1891, notre population avait augmenté à	1 488 535
Et nous avons dépensé	\$442 106.34
En 1896-97, notre population avait probablement augmenté à	1 568 717
Notre dépense, cette année-là, pour l'instruction publique, fut de	\$442 004.25
En 1901, notre population était de	1 648 898
Et notre dépense, pour 1900-01, a été de	\$468 739.68
La dépense a augmenté, en 1903-04, à	\$482 564.50
Et en 1904-05	\$488 692.31
ont été dépensées comme aide et encouragement à l'instruction publique.	
Si l'on déduit la somme de	\$1 601 659.22

de notre revenu disponible
pour fins d'administration,
s'élevant, comme je vous
l'ai dit, à

	\$5 039 001.07
il reste une balance de	\$3 437 341.85

On verra donc que nous avons dépensé
plus de 14% de notre revenu pour les fins de
l'instruction publique.

Laissez-moi vous donner quelques
détails.

Nous avons dépensé pour
l'instruction supérieure proprement
dite, y compris les "high schools"
de Montréal et de Québec \$ 87 410.00
Pour les écoles publiques 160 000.00
Écoles normales 53 500.00
C'est-à-dire 8 500.00
de plus qu'en l'année 1903-04.
Inspection des écoles 43 000.00
Ou 6 370.00
de plus qu'en l'année 1903-04.

Quand je vous dirai que le salaire le
plus élevé que nous payons à nos inspecteurs
d'écoles élémentaires est de \$1 000.00, et
que les inspecteurs d'académies d'écoles
modèles reçoivent \$1 500.00, vous ne
penserez pas qu'il s'est fait un gaspillage des
deniers publics à ce propos.

Je ne saurais trop insister sur
l'importance d'une bonne inspection des
écoles, et je suis heureux de pouvoir attester
et l'efficacité et le dévouement des
inspecteurs que je connais, et d'ajouter qu'il
n'y a pas d'officiers publics qui gagnent
mieux les émoluments qu'on leur accorde.

Instituteurs à la retraite et
coût du fonds de pensions \$13 000.00
Écoles des sourds-muets \$12 000.00
Il a été payé, à même diffé-
rentes sources, comme grati-
fications aux instituteurs,
en sus de leurs traitements \$14 000.00
Comme aide aux municipalités
pauvres \$22 165.00
Écoles du soir \$22 227.93

Me sera-t-il permis d'appeler l'attention
de mes collègues et des membres de cette
Chambre sur une idée qui m'occupe, au sujet
de cet item de dépense. Quand il s'est agi
d'établir les écoles du soir, il y a quelques
années, on reconnaissait qu'il y avait de
bonnes raisons pour les fonder, parce qu'il se
trouvait un bon nombre d'adultes dont les
parents n'avaient pu leur donner ou avaient
négligé de leur donner l'avantage de
l'instruction dans leur enfance. Est-ce que
cette nécessité existe encore, tant soit peu?
Et si elle existe encore, est-ce d'une
manière assez impérieuse pour justifier une
dépense de \$22 000.00.

Je comprends parfaitement que
lorsqu'une institution est une fois établie, et
lorsqu'une fois une dépense est encourue, il
est très difficile de l'abolir ou de la
discontinuer, mais je suis sûr que notre
population est assez patriotique et assez

désintéressée pour appuyer le gouvernement
là où il fait son devoir, et si les dépenses,
sous ce chef, étaient réduites dans une bonne
mesure, ou même abolies, parce que leurs
raisons d'être n'existent plus, et l'argent
ainsi épargné affecté à l'amélioration des
écoles dans les districts scolaires où il est
actuellement impossible ou pratiquement
impossible de supporter le fardeau de
l'entretien de leurs écoles durant toute
l'année scolaire, ou pour leur procurer des
instituteurs compétents, je suis sûr qu'il n'y
aurait ni critique ni dissentiment, mais que
tout le monde approuverait cette mesure.

Nous avons dépensé, l'année dernière,
pour nos écoles d'arts et manufactures
\$15 000.00.

À la dernière session de la législature,
une loi a été passée pour doubler l'allocation
établie en vertu de 60 Victoria, chapitre 3,
et la dépense de toutes sources pour 1906-07
sera, en conséquence, au moins de
\$540 000.00.

J'espère, M. l'Orateur, que ces quelques
détails convaincront le public que tout en
prenant soin d'encourager et d'améliorer
l'industrie la plus étendue et la plus
importante de la province, notre industrie
agricole, à laquelle s'intéresse directement la
majorité de notre population, et avec le
progrès et la prospérité sur laquelle nous
avons tous à compter directement ou
indirectement, nous avons aussi fait notre
devoir et le ferons encore mieux, nous
l'espérons, en ce qui concerne l'instruction
de notre jeunesse.

Nous avons dépensé pour la colonisation
le montant complet des prévisions
\$140 500.00, et \$250.00 de plus qu'en 1903-
04.

Il a été dépensé de cette somme sous
le chef "chemins de colonisation"
\$130 000.00 y compris les frais d'inspection
et d'exploration se chiffrant à \$10 242.28.

Je suis converti, M. l'Orateur, à l'idée
d'ouvrir à la colonisation et à l'établissement
nos territoires du nord. Je me rappelle,
quand on a d'abord lancé le projet du Grand
Tronc Pacifique, qu'il m'a fait sursauter et
réfléchir; et quand, d'un côté, j'ai entendu
les défenseurs de cette mesure émettre,
devant le peuple de cette province, comme
argument pour justifier les responsabilités et
la dépense que le gouvernement doit encourir
pour sa réalisation, le fait qu'il ouvrira et
avancera la colonisation et l'établissement
d'une partie importante du nord de notre
province, et quand, d'un autre côté, j'ai
entendu les adversaires de la mesure la
dénoncer ainsi que les dépenses incidentes et
les responsabilités à encourir, pour les
sections qui passent à travers Ontario,
Québec et le Nouveau-Brunswick, parce que,
voyez-vous, les parties de ces provinces et
plus particulièrement celles de Québec
étaient en grandes sections tout le long de

la ligne, dénudées, rocailleuses, impraticables ou marécageuses et tout à fait impropres à la colonisation et inhabitables, j'ai hésité et j'avais mes doutes sur la sagesse de la mesure.

J'allai à Ottawa entendre le débat et me mêler au milieu où l'on discutait cette question. Je me mis en relations avec les députés de l'Ouest et j'appris d'eux qu'ils avaient besoin d'un autre débouché pour leurs produits. Puis, je vis les marchands de bois, ceux qui avaient parcouru et exploré toute la partie nord des deux provinces d'Ontario et de Québec, et je revins d'Ottawa adepte sincère et partisan de la mesure. Je l'ai appuyée dans l'intérêt de l'Ouest, car la combattre, cela aurait été faire obstacle à l'agrandissement et au développement de notre pays, notre Canada. Je l'ai appuyée dans l'intérêt de Québec, ma province natale, car la combattre cela aurait été faire obstacle à l'agrandissement et au développement du cœur même du Canada.

Depuis, j'ai visité quelques sections du nord, et j'espère que j'en aurai visité d'autres quand je ferai mon prochain discours sur le budget. Vraiment, M. l'Orateur, mon ignorance première de ce qui nous appartient, de ce que nous possédons au nord des parties colonisées de notre province, était tout simplement renversante: ses pouvoirs hydrauliques, ses grandes zones forestières, ses minéraux, ses splendides terres arables et son climat délicieux, salubre et vivifiant, M. l'Orateur, vers le milieu de septembre dernier, je me trouvais, avec plusieurs amis, sur le bord d'un torrent, à cent cinquante milles au nord de Québec, sans pardessus, jouissant du magnifique paysage et de la brise agréable, embaumée et fortifiante, me disant en moi-même qu'une telle ignorance de sa province, de la part d'un homme public, n'était rien autre chose qu'une espèce de crime de lèse-partie.

Dans le passé, M. l'Orateur, j'ai été indifférent à la propagande de tous les projets de colonisation du Nord. Mon scepticisme m'avait même entraîné à douter de la bonne foi de ses défenseurs. Je croyais qu'ils étaient des enthousiastes qui avaient perdu la raison ou qu'ils avaient des intérêts personnels à sauvegarder.

Maintenant, personne ne trouvera jamais chez moi un auditeur sceptique ou non sympathique. Mon seul regret est que nous ne puissions pas entreprendre immédiatement de développer le Nord comme il mérite de l'être. J'ai confiance qu'avant longtemps notre revenu nous permettra d'inaugurer une politique de colonisation plus active.

Terres, mines et pêcheries

La dépense, sous ce chef, a excédé les prévisions d'une somme de \$13 016.22. Elle a excédé les paiements de l'année 1903-04 de

\$14 560.19 et elle se compose d'un grand nombre d'items sous le titre de "Dépenses générales".

M, l'Orateur, on ne saurait faire de commentaire plus attristant sur l'état mental d'un grand nombre de nos compatriotes qu'en citant le fait qu'il faut maintenant dépenser annuellement plus de \$400 000.00 pour l'entretien de nos aliénés.

Les comptes publics feront voir que, l'année dernière, ce service nous a coûté \$465 415.54 mais je suis sûr que \$420 000.00 rencontreront les dépenses de l'année prochaine.

Vous admettez de suite que la dépense sous ce chef est incontrôlable. Elle est due à:

1. L'augmentation du prix par patient que nous avons à payer en vertu d'un contrat récemment renouvelé, vu l'augmentation du coût de tout ce qu'il faut pour l'entretien et le soin des patients.

2. L'augmentation du nombre de patients et de quelques dettes courantes.

Nous avons retiré des patients privés et des contributions municipales, pour rencontrer cette dépense, \$116 030.34, ce qui laissait, l'année dernière, sur la province, une charge de \$349 385.20.

On s'attend à ce que le revenu sera le même, cette année, que la dernière fois.

Je désire témoigner ici publiquement et avec désintéressement de l'oeuvre et des succès de la splendide institution, l'asile Saint-Jean de Dieu, mieux connue de nous tous sous le nom de l'asile de la Longue-Pointe, sans vouloir aucunement jeter du discrédit sur la condition et l'utilité des autres institutions.

Sur l'invitation des révérendes soeurs de l'institution et à la demande spéciale du premier ministre et du secrétaire provincial, j'ai accompagné ce dernier, au commencement de l'hiver, dans sa visite officielle à cette institution.

Je n'avais pas visité d'institution de ce genre depuis trente ans, et je vous avouerai franchement que je n'y serais pas allé ce jour-là si ce n'eût été chez moi du désir d'accomplir un devoir.

Inutile de vous dire que j'ai vu bien des choses attristantes durant cette visite, mais j'ai le devoir d'ajouter que j'ai vu aussi bien des choses consolantes, et c'est un grand plaisir pour moi d'en rendre ici un témoignage public.

Je n'ai jamais de ma vie visité une institution aussi parfaite, aussi propre, aussi bien aménagée, aussi bien ordonnée et aussi paisible, enfin aussi admirable. Je ne saurais vous décrire la consolation et le contentement que j'ai éprouvés à la vue de ce qui s'y fait pour le soin et le confort de ces pauvres déments et démentes. Je n'hésite pas à dire que ces bonnes soeurs méritent d'être récompensées par la Providence pour

cette oeuvre de toute leur vie à laquelle elles se sont vouées.

Il est toujours intéressant d'établir une comparaison entre les recettes et les dépenses que nous sommes à considérer avec celles de l'année précédente, et de voir en quoi il y a eu augmentation ou diminution de dépenses.

Le total des recettes ordinaires pour l'année 1904-05, comme il a déjà été dit, a été de \$5 039 001.07.

Le total des recettes ordinaires pour l'année 1903-04 était de \$4 880 686.50 soit pour l'année 1904-05 un excédent de recettes de \$158 314.53.

Quelques-unes des sources qui ont le plus donné durant l'année fiscale sont les suivantes:

Terres, mines et pêcheries	\$241 534.52
Timbres judiciaires	14 358.60
Licences	39 971.28
Taxes sur corporations commerciales	43 336.55
Asiles d'aliénés	23 936.27
Revenu casuel	9 588.98
Intérêt sur prix du chemin de fer Q. M. O. & O.	13 124.03
Remboursements fonds subventions aux chemins de fer	32 006.53

Les sources de revenu suivantes ont moins donné que durant l'année 1903-04.

Payé par la puissance du Canada	\$12 779.20
Honoraires judiciaires	5 188.71
Droits sur les successions	266 150.28
La dépense ordinaire pour 1904-05 a été de	4 937 882.77
La même dépense pour l'année 1903-04 était de	4 744 969.24
soit une augmentation nette pour l'année 1904-05 de	192 913.53

Voici quelques-uns des items sur lesquels il y a eu augmentation de dépenses durant le dernier exercice financier:

Législation	\$43 233.74
augmentation due à la tenue des élections générales en novembre 1904.	
Administration de la justice qui s'explique dans les comptes publics sous les titres "Dépenses contingentes des shérifs" et "coroners".	22 027.26
Agriculture	57 787.23
due à la dépense exceptionnelle pour sociétés d'agriculture, cercles agricoles, l'Exposition de Liège, les octrois aux syndicats de beurriers et de fromageries, etc.	
Asiles d'aliénés	99 590.54

Quant aux items sur lesquels il a été

moins dépensé durant la dernière année fiscale que durant l'année précédente, voici quels sont les principaux:

Dettes publiques	\$6 243.19
Charges sur le revenu, y compris les paiements faits par les shérifs	51 283.00

La dépense extraordinaire pour travaux, édifices publics, etc., qui est en bonne comptabilité imputable au compte du capital, a nécessité un déboursé de \$1 523.18 plus considérable que celui de l'année 1903-04.

Nous avons dépensé en subventions aux chemins de fer et paiements du chemin de fer Q. M. O. & O. \$12 803.14 de plus en 1904-05 qu'en 1903-04.

Le paiement sur la subvention au pont de Québec a été le même qu'en 1903-04, savoir: \$30 000.00.

Il reste encore une balance de subventions aux chemins de fer autorisées par des lois de la législature, mais non gagnées au 30 juin dernier, de \$425 787.08. La comparaison avec \$519 338.75 au 30 juin 1904 accuse une diminution de \$93 551.67.

La balance de la subvention au pont de Québec restant due est \$100 000.00.

La subvention primitive était de \$250 000.00.

Après avoir consulté mes collègues

et les chefs de mon département, j'ai estimé les recettes à	\$4 674 848.02
Dépenses (ordinaires)	4 575 385.57
Dépenses (extraordinaires)	68 607.60

Soit un surplus de \$30 854.85

Subventions de chemins de fer (imputables au fonds consolidé des chemins de fer) \$34 095.80

La diminution dans les recettes probables de l'année 1906-1907, si on les compare avec celles de l'année dernière et de l'année courante, s'explique par le fait que la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique nous a donné avis qu'elle paierait au mois de mars prochain, les \$7 000 000.00 qu'elle doit comme balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. Les recettes de cette source en 1904-1905 se sont élevées à \$318 148.77. Ce qui évidemment n'appart plus dans les recettes probables de 1906-1907.

Nous espérons employer les \$7 000 000.00 à la réduction de notre dette publique.

En conséquence notre charge d'intérêt se trouvera également réduite, ce qui justifierait une dépense estimée au compte de la dette publique de \$1 335 206.50 au lieu de l'année dernière \$1 601 659.22.

État E

Recettes probables, 1906-1907

Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord	\$959 252.80	
Intérêts sur fonds en fidéicommis	71 954.54	
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4	127 460.68	
Intérêt sur subventions de chemins de fer, 47 Victoria, chapitre 8,	<u>107 730.10</u>	\$1 266 398.02

Intérêts:

Intérêt sur partie du prix de vente du chemin de fer G. M. O. & O.	60 000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts	<u>14 000.00</u>	74 000.00
Terres et forêts		1 230 000.00
Mines		10 000.00
Pêcheries		76 000.00

Administration de la justice:

Timbres judiciaires	220 000.00	
Honoraires judiciaires	6 000.00	
Fonds de bâties et des jurés	30 000.00	
Entretien des prisonniers	13 000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4 000.00	
Prison de Montréal	200.00	
Palais de justice de Montréal	1 500.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	<u>600.00</u>	275 300.00

Timbres d'enregistrement (y compris les

honoraires des registrateurs salariés)

78 000.00

Licences

775 000.00

Taxes directes sur les corporations commerciales

315 000.00

Droits sur successions

300 000.00

Taxes sur transfert d'actions et obligations

50 000.00

Commissions sur honoraires d'officiers publics

9 000.00

Commissions sur renouvellement d'hypothèques

100.00

Entretien des aliénés

118 500.00

Entretien des pensionnaires des écoles

d'industrie et de réforme

24 000.00

Législation

10 450.00

Gazette officielle

17 400.00

Loyers d'édifices publics

1 200.00

Revenu casuel

15 000.00

Compagnies d'assurances provinciales, contributions

1 000.00

Contributions aux pensions, service civil

5 000.00

Prime, escompte et change

3 500.00

Taxes sur les subventions de chemins de fer

20 000.00

\$4 674 848.02

État F

Dépenses probables, 1906-1907

Dette publique	\$1 335 206.50
Législation	218 485.10
Gouvernement civil	312 028.50
Administration de la justice	659 062.46
Instruction publique	538 960.00
Colonisation	140 750.00
Mines et pêcheries	50 000.00

Travaux publics (Ordinaires)	\$138 744.76	
(Extraordinaires)	<u>68 607.60</u>	207 352.36
Travail		12 400.00
Agriculture		232 400.00
Terres et forêts		185 800.00
Asiles d'aliénés		419 325.00
Écoles d'industrie et de réforme		60 000.00
Institutions de bienfaisance		45 323.25
Charges sur le revenu		125 500.00
Services divers		<u>101 400.00</u>
		\$4 643 993.17
Subventions de chemins de fer		<u>34 095.80</u>
		\$4 678 088.97
Augmentation du passif:		
Fonds en fidéicommiss		\$11 636.06
Mandats non payés		<u>14 836.43</u>
		\$26 472.49
Diminution du passif:		
Dette consolidée par rachat	\$86 724.01	
Subvention au pont sur le Saint-Laurent	30 000.00	
Subventions aux chemins de fer	93 551.67	
Obligations du palais de justice de Québec	<u>5 200.00</u>	\$215 475.68
Diminution nette du passif durant l'année		<u>\$189 003.19</u>
Augmentation de l'actif:		
Rentes inscrites 3% (fonds d'amortissement)	\$28 202.50	
Diminution de l'actif:		
Argent en banque	\$72 990.56	
Avances à diverses personnes	1 000.00	
Taxe du palais de justice de Québec	<u>5 200.00</u>	79 190.56
Diminution nette de l'actif durant l'année		<u>50 988.06</u>
Diminution de l'excédent du passif durant l'année		138 013.14
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1904 était de		26 121 459.96
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1905 était de		<u>25 983 446.82</u>
Diminution de l'excédent du passif		<u>\$138 013.14</u>
Durant l'année finissant le 30 juin 1905, nous avons reçu en fonds en fidéicommiss		\$33 100.52
Nous avons remboursé en fonds en fidéicommiss		21 462.47
Notre passif sous ce titre a été en conséquence augmenté de		11 638.05
Le 1er juillet 1904 il était dû en mandats non payés		182 149.31
Le 30 juin 1905 les mandats non payés s'élevaient à		196 985.74
Une augmentation de		14 836.43
Ces deux sommes forment le montant de ce qui explique l'augmentation du passif.		26 474.48

État G

État approximatif du passif et de l'actif de la province de Québec au 30 juin 1905

Passif

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion	\$32 941 158.65	
Augmentation du capital par conversion	<u>1 743 526.83</u>	\$34 684 685.48
Emprunt temporaire		700 000.00
Dépôt en fidéicommiss		420 476.20
Mandats impayés		196 985.74
Subventions en argent aux chemins		

de fer, autorisées, mais non encore dues	43 375.50	
Subventions en terres aux chemins de fer converties en argent, à 52 1/2cts par acre, autorisées, mais non encore dues	<u>382 411.58</u>	425 787.08
Octroi pour le pont sur le fleuve		100 000.00
Saint-Laurent à Québec		25 218.75
Perte sur dépôt à la Banque d'échange		<u>133 200.00</u>
Obligations du palais de justice de Québec		<u>\$36 686 353.25</u>

Actif

Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée en banque	\$422 800.00	
Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placée en obligations de la province de Québec, emprunt de 1878	29 000.00	
Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placée en obligations du palais de justice de Québec	133 200.00	
Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placée en obligations de la cité de Québec	15 000.00	
Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O.	<u>7 000 000.00</u>	7 600 000.00
Rentes inscrites 3%, province de Québec		188 212.35
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chapitre 8	2 394 000.00	
Argent en banque	151 665.68	
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété	5 391.11	
Réclamation "in re" feu l'honorable Thomas McGreevy	100 000.00	
Avances à divers	130 437.29	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victo- ria, chapitre 26, et 48 Victo- ria, chapitre 16	<u>133 200.00</u>	10 702 906.43
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1905		\$25 983 446.82

Les modifications suivantes ont été faites au passif et à l'actif durant l'année par les paiements et les recettes.

En référant à l'état numéro 3 concernant la dette publique, dans les comptes publics de 1903-1904 et de 1904-1905, on verra

que la dette consolidée était en 1903-1904 de	34 771 409.49
En 1905 elle était de	<u>34 684 685.48</u>
Une réduction de	\$86 724.01
Nous avons payé en acompte sur la subvention du pont de Québec	30 000.00
Pour les subventions aux chemins de fer	93 551.67
Obligations du palais de justice de Québec ou un total de	<u>5 200.00</u>
En déduisant l'augmentation du passif	\$215 475.67
il reste une diminution nette du passif de	26 474.48
Pendant la même période, en référant aux	189 001.20

deux mêmes états, on verra que nous avons augmenté notre fonds d'amortissement de ce qui expliquera l'augmentation de l'actif.

28 202.50

La diminution de l'actif, durant la même période, s'explique comme suit:

Le 30 juin 1904 (voir comptes publics de 1905, page 4) nous avions en dépôt dans différentes banques

\$224 656.24

Le 30 juin 1905 nous avions en dépôt une diminution de

151 665.68

\$72 990.56

Nous avons reçu de l'asile des aliénés de Beauport, acompte du prêt fait à l'institution en l'année 1903-04 et en celle de 1904-05, lequel a été arrêté par compromis et établi en vertu de la loi 3 Édouard VII chapitre 4, section 2, sous-section 19, la somme de et nous avons reçu en taxe du palais de justice de Québec formant

1 000.00

5 200.00

\$79 190.56

En déduisant l'augmentation de l'actif, tel que représenté par l'augmentation de notre fonds d'amortissement, de la diminution de l'actif donné, il resterait comme diminution nette de l'actif

50 988.06

En déduisant de la diminution nette

du passif qui est de

189 001.20

la diminution nette de l'actif qui est de

50 988.06

nous trouvons une diminution du passif

au cours de l'année, de

138 013.14

Le 30 juin 1904, notre passif se composait de ce qui suit:

Dette consolidée

\$34 771 409.49

Dette non consolidée

1 108 838.15

consistant en emprunts temporaires

\$700 000.00

fonds en fidéicommiss

408 838.15

Mandats non payés

182 149.31

Subventions aux chemins de fer

519 338.75

Subvention au pont de Québec

130 000.00

Perte sur dépôt à la Banque d'échange

25 218.75

Obligations du palais de justice de Québec

138 400.00

\$34 771 409.49

Acompte desquelles il y avait comme actif:

Prix du chemin de fer Q. M. O. & O.

7 600 000.00

Rentes inscrites 3%

160 009.85

Subvention de chemin de fer, du dominion, en vertu de 47 Victoria, chapitre 8 (du Canada)

2 394 000.00

Argent en banque

224 656.24

Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété

5 391.11

Réclamation, "re" succession de l'honorable Thomas McGreevy

100 000.00

Avances à diverses personnes

131 437.29

Taxe du palais de justice de Québec en

vertu de 45 Victoria, chapitre 26 et 48

Victoria, chapitre 16

138 400.00

Total

\$10 753 894.49

accusant au 30 juin 1904, un excédent

\$26 121 459.96

de passif de

En référant à l'état G que j'ai soumis à la Chambre il y a quelques jours, dans lequel je fournis tous les détails sur le passif et sur l'actif de la province au 30 juin 1905, nous verrons que notre passif à cette date excédait notre actif, d'une somme de \$25 983 446.82 accusant une diminution du passif durant l'année de \$138 013.14.

Dans l'actif indiqué plus haut, apparaît une réclamation contre la succession de feu l'honorable Thomas McGreevy s'élevant à la somme de \$100 000.00.

Cette réclamation a été placée dans l'actif de la province dès avant l'année 1897. On

dit que la réclamation n'a aucune valeur, et on a demandé de la déduire de l'actif, et je ne nie pas qu'elle devrait être déduite, mais afin d'établir les opérations financières de la province pour l'année finissant le 30 juin 1905, elle ne devrait pas être déduite.

Durant la session, je soumettrai à cette Chambre des recommandations au sujet de cet item, et d'un ou de deux autres items dont le gouvernement n'aime pas à disposer sans l'approbation et l'autorisation de la Chambre. Le gouvernement actuel n'est en aucune manière responsable des transactions que fit feu l'honorable Thomas McGreevy, débiteur de la province de la somme de \$100 000.00. Il est d'opinion que cette question devrait être discutée ouvertement et publiquement sur le parquet de la Chambre.

J'espère, M. l'Orateur, que les détails que j'ai donnés démontreront clairement, et d'une manière décisive, à la Chambre et à la province, que le gouvernement était justifiable, en faisant l'exposé mentionné dans le discours du trône, de déclarer que le passif de la province avait été réduit durant l'année.

Nous avons, au cours de l'administration des affaires de la province, payé sur le passif net de la province.		\$138 013.14
La diminution de notre passif, de la somme de		138 013.14
peut être répartie comme suit:		
Réduction de la dette consolidée		86 724.01
Augmentation du fonds d'amortissement de la dette consolidée		28 202.50
Réduction de la dette non consolidée		23 086.63
		<u>\$138 013.14</u>
Établie comme suit:		
Surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires		49 095.12
Produit des ventes des terrains d'exposition, à Montréal	\$15 207.18	
Produit des obligations du palais de justice de Sherbrooke	61 050.00	
Montant des obligations de l'emprunt de 1880, rachetées durant l'année	86 724.01	
Montant du fonds d'amortissement investi durant l'année	28 202.50	
Prêt, "re" asile des aliénés de Beauport, acompte	<u>1 000.00</u>	
		<u>\$192 183.69</u>
		<u>\$241 278.81</u>
Déduction:		
Compagnie d'exposition Montréal	\$30 962.12	
Palais de justice de Sherbrooke	69 961.75	
Montant payé acompte de la construction du chemin de fer Q. M. O. & O.	1 341.80	
Avances à diverses personnes	<u>1 000.00</u>	
		<u>\$103 265.67</u>
		<u>\$138 013.14</u>
Au 30 juin 1904 la dette consolidée était de		\$34 771 409.49
Au 30 juin 1905 la dette consolidée non payée était de		34 684 685.48
Réduction de la dette consolidée		<u>\$86 724.01</u>
Expliquée comme suit:		
Rachat des obligations de l'emprunt de 1880		86 724.01
La dette consolidée au 30 juin 1905 se composant des obligations et rentes dues des différents emprunts de la province était de		34 684 685.48
Contre laquelle le fonds d'amortissement investi s'élevait à		<u>10 182 212.35</u>
Laissant une balance de dette consolidée, à laquelle il n'est pas pourvu de		\$24 502 473.13
Au 30 juin 1905, la dette non consolidée se composait de ce qui suit:		

Emprunts temporaires	\$700 000.00
Dépôts en fidéicommiss	420 476.20
Mandats non payés	196 985.74
Subventions aux chemins de fer accordées, mais non encore gagnées	425 787.08
Subvention au pont sur le Saint-Laurent	100 000.00
Perte sur dépôt à la Banque d'échange	25 218.75
	<u>\$1 868 467.77</u>

Contre lequel il y avait:

Argent en banque	\$151 665.68
Réclamations contre particuliers et corporations pour prêts et avances	<u>235 828.40</u>

387 494.08

Laissant une balance de dette non
consolidée à laquelle il faut
pourvoir de
soit

\$1 480 973.69
23 086.63

de moins que l'année dernière.

Montant de la dette consolidée à
laquelle il n'a pas été pourvu

\$24 502 473.13

Montant de la dette non consolidée
à laquelle il n'a pas été pourvu

1 480 973.69

Total de la dette à laquelle il
n'a pas été pourvu

\$25 983 446.82

La réduction de

23 086.63

de la dette non consolidée s'ex-
plique comme suit:

Diminution des subventions aux
chemins de fer

\$123 551.67

Augmentation des fonds en
fidéicommiss

\$11 638.05

Augmentation des mandats
non payés

14 836.43

26 474.48

\$97 077.19

Diminution argent en banque

72 990.56

Diminution avances à diverses
personnes

1 000.00

73 990.56

23 086.63

86 724.01

Diminution de la dette consolidée

Diminution de la dette non con-
solidée

23 086.63

\$109 810.64

Augmentation du fonds d'amortis-
sement

28 202.50

Diminution du passif

138 013.14

Le 1er juillet 1904, nous avons
dans différentes banques la somme de
sur laquelle nous avons donné des
mandats au montant de
laissant une balance nette en

224 656.24

182 149.31

argent de

42 506.93

Les recettes, à compter du 1er juillet 1904 au 30 juin 1905, étaient comme

Revenu ordinaire

\$5 039 001.07

Fonds en fidéicommiss

33 100.52

Vente des terrains de l'exposition, Montréal

15 207.18

Prêt, asile d'aliénés, Beauport

1 000.00

Palais de justice de Sherbrooke, produit

de la vente des débentures

61 050.00

Total

\$5 149 358.77

Sur cette somme, les paiements suivants ont été faits (non compris les subventions de chemins de fer, la construction du chemin de fer G. M. O. & O. et la subvention à la compagnie du pont de Québec, du 1er juillet 1904 au 30 juin 1905, savoir:

Dépenses ordinaires	\$4 937 882.77	
Dépenses extraordinaires	52 023.18	
Fonds en fidéicommiss	21 462.47	
Païement à la compagnie d'exposition de Montréal	30 506.20	
Frais de ventes des terrains d'exposition	455.92	
Palais de justice de Sherbrooke pour construction	69 961.75	
		<u>5 112 292.29</u>
Excédent de recettes		<u>37 066.48</u>
Excédent de recettes		<u>\$79 573.41</u>
Les paiements au compte des subventions de chemins de fer, de construction du chemin de fer Q. M. O. & O., et de subvention à la compagnie du pont de Québec, du 1er juillet 1904 au 30 juin 1905, ont été comme suit:		
Subventions aux chemins de fer	\$93 551.67	
À la compagnie du pont de Québec	30 000.00	
Construction du chemin de fer Q. M. O. & O.	1 341.80	
		<u>124 893.47</u>
Balance		<u>\$45 320.06</u>
Savoir:		
Le 30 juin il y avait dans diverses banques	\$151 665.68	
Mandats non payés	<u>196 985.74</u>	
	<u>\$45 320.06</u>	

La susdite somme de \$124 893.47 est à vrai dire payable à même le fonds consolidé des chemins de fer auquel il est pourvu par statut et en vertu duquel nous pouvions convenablement effectuer un emprunt.

Le fonds a été épuisé en 1902; depuis cette date nous avons annuellement payé les subventions de chemins de fer dues, à même le revenu ordinaire et les opérations au comptant de la province.

Le fonds consolidé des chemins de fer doit, en conséquence, au fonds consolidé du revenu de la province, la somme de \$322 408.68. Le procureur général est actuellement à étudier certaines questions importantes relativement à l'emploi des \$7 600 000.00 produit des \$7 000 000.00 du chemin de fer Q. M. O. & O., qui doivent nous être payées cette année par la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique.

Et l'opinion à laquelle il en arrivera guidera le gouvernement dans sa détermination à prendre, relativement à l'emprunt temporaire de \$700 000.00 effectué à la Banque de Montréal, lequel est porté à 4%, et à la balance des subventions de chemins de fer, payée à même le fonds consolidé du revenu, ainsi qu'à la balance restant impayée et à gagner.

Depuis la Confédération jusqu'en 1867, ou durant une période de vingt ans, il n'y a pas eu de révision de nos statuts. La loi 50 Victoria, chapitre 5, déclara qu'il était à propos de réviser certains statuts de la province, et comme nous le savons tous, une révision eut lieu, et fut complétée en 1888.

En 1904, on a compris qu'une autre révision était nécessaire. Tous ceux qui ont quelque chose à faire avec l'administration des lois de la province savent jusqu'à quel point cette révision est devenue nécessaire.

En conséquence, la loi 4 Édouard VII, chapitre 3, a été passée, intitulée "Loi autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec". Les sections première et deuxième pourvoient à la nomination et à la composition d'une commission qui devra accomplir ce très important travail.

Je puis dire que la province a été particulièrement heureuse de s'assurer les services, comme président de la commission, du distingué ex-juge en chef de la Cour supérieure de la province, et nous sommes en conséquence certains d'une révision des plus efficaces des lois statutaires générales et permanentes de la province, et j'espère que tout le monde admettra que le coût en est raisonnable. Il y a déjà quelque temps que l'ouvrage est en marche et il a coûté à la province au 30 juin dernier \$21 419.38. La révision de 1887-88 nous a coûté \$107 999.40.

Nous espérons, et j'ai la conviction que la présente révision sera complétée pour une somme moindre.

M. l'Orateur, je crois l'occasion opportune de dire un mot de certaine législation décrétée à la dernière session, qui a donné lieu à assez de commentaires et tout naturellement à quelque critique aussi. Je veux parler de la loi obligeant les voyageurs de commerce qui ne résident pas dans cette province et représentant des maisons non-canadiennes, c'est-à-dire des établissements qui n'ont pas de sièges commerciaux reconnus dans le Canada, de prendre une licence au taux de \$300.00 par année, ainsi que de la loi sur

les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations.

Tout le monde admettra, je crois, qu'aucun gouvernement n'impose des taxes pour le simple plaisir de la chose. On impose des taxes, appelez-les directes ou indirectes, nationales, provinciales ou municipales, parce qu'il faut se procurer de l'argent, et dans certains cas pour des fins de protection, et ces taxes doivent être faites aussi équitables que possible.

Avant la Confédération, la province disposait des impôts de douane, d'"excise" et autres taxes indirectes, de même aussi que de la taxe directe.

Les pères de la Confédération, dans leur sagesse, ont transporté au gouvernement de la puissance les impôts de douane et d'"excise" et la taxe indirecte en général, et comme compensation, ils ont accordé à cette province une indemnité annuelle de \$70 000.00 et 80cts par tête de la population de la province, laquelle était de 1 111 566 d'après le recensement de 1861.

On estimait que \$1 300 000.00 devaient rencontrer les dépenses du gouvernement, et l'on ne fit aucune disposition pourvoyant à l'augmentation du subside à mesure qu'augmenterait la population.

La population de notre province s'est accrue de 1 111 566 qu'elle était en 1861, à 1 648 898 en 1901. Je crois ne pas exagérer en disant que cette population sera en 1906 de 1 700 000.

Le revenu provenant des droits de douane et "d'excise" s'élevait, en 1867, à \$11 580 868.25. En 1904, il était de \$54 020 123.40 et cependant nous recevons encore la même allocation qui nous était accordée à l'époque de la Confédération.

De même que notre population a augmenté, nos dépenses ont aussi nécessairement augmenté.

L'augmentation de notre population a été une source de bénéfice pour les finances de la puissance, mais elle a accru les charges de nos finances provinciales, et cependant la puissance est bien lente à reconnaître et à faire son devoir.

Dans chaque état financier soumis à cette Chambre par un trésorier, depuis plusieurs années, celui-ci, après avoir énuméré les embarras et les difficultés qu'il avait eu à affronter, et les économies faites nécessairement par lui et ses collègues pour maintenir les dépenses dans la proportion des revenus; après s'être excusé d'avoir eu à recourir à des économies de bouts de chandelles quand il aurait été possible d'user de libéralité si seulement nous avions eu l'argent, a relevé le ton de ses explications et de ses excuses, en proclamant la confiante assurance que les gouvernants d'Ottawa, hommes à l'esprit droit, juste et patriotique, reconnaissant que ce qui contribuait partiellement à l'acquittement de nos charges, contribuait dans une plus grande mesure à la prospérité du dominion, nous accorderaient, à une date prochaine, un rajustement et une augmentation de notre subside sur le revenu fédéral.

J'avoue, M. l'Orateur, que je me suis rendu coupable de la même confiance ingénue: dans mes deux derniers états financiers, j'ai marché sur les brisées de mes prédécesseurs, et j'ai parlé avec espoir et confiance d'un règlement final de la question avant mon prochain budget. Il est vrai que je n'ai pas compris dans mes prévisions du revenu probable de la province, pour l'année suivante, ce que j'aurais cru être une augmentation juste et équitable de notre subside du dominion sous ce chapitre. Je réservais cela pour vous surprendre et vous faire plaisir, et pour augmenter d'autant mon surplus. Je n'inclurai pas davantage aujourd'hui cette aubaine dans mes prévisions du revenu de l'an prochain, et je ne vous donnerai pas à espérer que vous pourrez, à cause de cela, compter sur une augmentation sensible des octrois, l'an prochain, pour subvenir, aux besoins de vos comtés.

Nous comptons encore sur le rajustement, car je suis sûr qu'il se fera, mais, M. l'Orateur, je crains bien que la réalisation de cette espérance ne soit ajournée. Tout au moins, je me dispenserai de donner à cette Chambre, ou au peuple représenté dans cette Chambre, aucun espoir certain de voir augmenter, l'an prochain, notre revenu provenant de cette source, et je n'ai pas besoin de vous dire combien les autorités d'Ottawa m'ont déconcerté en me forçant à faire cet aveu.

C'est parce que notre population augmente, parce que la limite des établissements recule de plus en plus à mesure que l'on ouvre à la colonisation de nouveaux et importants districts, parce que cela, ainsi que le développement et le progrès qui s'opèrent autour de nous, a pour conséquence nécessaire une augmentation de dépenses, que nous devons, en attendant le règlement de cette question, trouver de nouvelles sources de revenu.

Nous avons cru que les maisons d'affaires étrangères au Canada, qui viennent faire concurrence à nos manufacturiers, à nos corporations et établissements de gros et de détails, qui sont taxés d'une manière et de l'autre pour défrayer les dépenses du gouvernement municipal et provincial, devaient aussi contribuer au revenu provincial.

Nous avons considéré que l'exemption de cette contribution équivalait à une préférence en faveur d'établissements de commerce étrangers au Canada, et qui n'avaient aucun droit de s'attendre à cette préférence. Nous avons cru que ce principe était juste et patriotique, et que son application, tout en nous donnant plusieurs milliers de piastres de revenu, tendait en

même temps à faire disparaître la préférence dont les maisons étrangères avaient joui jusqu'à présent.

Nonobstant ce qui a été écrit et dit pour critiquer et condamner le principe de la loi, nous n'avons pas changé d'opinion, et je puis dire que nous avons été soutenus en cela, par une partie importante de la presse et par des hommes influents du commerce de gros et de détail de cette province.

Il est rare qu'une loi semblable se trouve à fonctionner d'une façon satisfaisante dès qu'on commence à en faire l'application.

C'est une pièce nouvelle dans le rouage. L'essai que nous avons fait de la loi a fait voir qu'elle peut être amendée en certains détails, de manière à bénéficier, à la fois, aux intérêts du commerce et au revenu de la province. À cette fin, on a demandé l'avis de personnes dont l'habileté et l'expérience peuvent être d'un très grand secours, et des amendements importants à cette loi vous seront soumis.

Une autre source de revenu qui a été ouverte à la dernière session, qui a eu aussi ses adversaires et ses critiques, c'est la taxe sur les actions, les bons, les obligations et les actions-obligations. Et c'était aussi un essai. Il a été nécessaire de passer un certain nombre de règlements par ordre en conseil, interprétant et élucidant des questions qui prêtaient au doute, ce que cette Chambre sera appelée à confirmer et ratifier au moyen d'une loi qui vous sera soumise. J'ai apporté beaucoup de soin à l'étude de cette loi depuis qu'elle est entrée en vigueur. J'ai constaté, je regrette de le dire, qu'un certain nombre de ceux qui font commerce de ces valeurs, soit par eux-mêmes ou par des agents, tendent à éluder cette taxe. Des amendements importants ayant pour effet de rendre la loi plus efficace et plus difficile à éluder, et par conséquent plus lucrative, seront soumis à votre considération.

En terminant, M. l'Orateur, je désire remercier la Chambre pour la patience avec laquelle elle a bien voulu écouter cet exposé un peu long et un peu détaillé de l'état financier de la province, et des opérations du dernier exercice. J'ai cru opportun d'entrer dans plus de détails sur notre condition financière qu'on ne le fait ordinairement en telle occurrence, à cause de certaines remarques, faites par un honorable membre (4) qui se disait un partisan du gouvernement, lequel croyait jouir de sa confiance, lors du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, et à cause des dires d'une certaine presse de cette province, qui, ignorant pitoyablement notre vraie condition financière tout en prétendant fort bien la connaître, se rend coupable d'une grande injustice envers le gouvernement et d'une injure manifeste à l'adresse de la province, en insinuant, et même en affirmant que nous dissimulons aux yeux du public l'état exact de nos finances, parce que nous ne dirions qu'une partie de la vérité, et que si nous disions toute la vérité, on verrait que notre situation est pire que nous ne voulons bien l'admettre.

M. l'Orateur, nous nous attendons à ce que nos adversaires critiquent nos actes d'administration et contestent nos conclusions, et si la partie du discours du trône qui fait allusion à nos finances avait été critiquée en termes généraux par un adversaire, j'aurais laissé passer cette attaque avec la réponse usuelle, mais lorsqu'un membre de la Chambre, se prétendant encore partisan du gouvernement, en termes précis et délibéré, a déclaré que ce paragraphe recèle une fausseté, et nié que nous ayons réduit la dette ou que nous ayons un surplus, je me suis dit que peut-être quelques citoyens trop confiants qui n'ont pas occupé de sièges en cette Chambre, durant les cinq dernières années, et, par conséquent, n'ont pas eu l'avantage de pouvoir juger de la valeur de cette dénégation, pourraient laisser quelque inquiétude s'introduire dans leur esprit. Et voilà pourquoi j'ai cru que cette dénégation devait être réfutée d'une manière concluante et une fois pour toutes.

L'état que je vous ai soumis, avec de plus amples détails que d'ordinaire, est exact et honnête en tout point; il contient des résultats et des conclusions corrects et inattaquables, sans aucune réserve, manipulation ou jonglerie ultérieure, comme se plaisent à l'insinuer certains gens.

M. l'Orateur, nous pouvons bien ne pas être des Bayards de la finance, il peut se faire que nous ne puissions accomplir ce que des mortels ordinaires trouvent impossible, mais, Monsieur, j'affirme sans craindre la contradiction et la discussion, que mes collègues et moi nous avons administré honnêtement, pratiquement et le mieux que nous l'avons pu les affaires de notre province, dans l'intérêt général du peuple, en ayant toujours présent à l'esprit l'engagement contracté en 1897 et renouvelé en 1900 et 1904 par le grand parti dont nous sommes membres, de tenir les dépenses dans la proportion des revenus.

Je suis sûr, M. l'Orateur, que cette Chambre a été heureuse de voir que notre condition financière se confirme et que l'engagement pris par le parti est toujours respecté.

Elle aimera aussi apprendre que nous avons en même temps donné une aide généreuse aux divers ministères du gouvernement.

Notre province est vaste, elle occupe la position centrale dans la Confédération, elle est, comme je l'ai déjà dit, le cœur même du dominion. Ses progrès sous le rapport de l'instruction, de l'agriculture, du commerce et des entreprises mercantiles et manufacturières en général, sont choses essentielles, si elle veut conserver la position éminente qu'elle occupe

dans cet immense pays.

Nous n'avons peut-être pas fait pour l'instruction publique, la colonisation et l'agriculture tout ce que nous aurions voulu faire et tout ce que nous aurions fait si une aussi grande partie de notre revenu n'avait pas été hypothéquée au paiement de l'intérêt de notre dette, mais, au moins, on devra admettre que nous avons fait tout ce qu'il nous était possible de faire avec les moyens mis à notre disposition.

Que nous ayons réussi au-delà des prévisions et au-delà de tout blâme, et que nous ayons justifié nos prétentions à la confiance de l'électorat, voilà ce dont nous trouvons une preuve certaine et incontestable dans le progrès et la prospérité de notre population, le respect de nos lois et de nos institutions, la paix, le contentement et le bonheur qui règnent partout.

L'état de choses stimulant et encourageant que je signalais lorsque j'ai fait mon dernier exposé financier s'affirme encore mieux aujourd'hui qu'il y a un an.

La stabilité de notre système de gouvernement, l'économie du peuple, son énergie et son activité, l'entente cordiale entre les races, l'esprit d'indépendance, la confiance en soi-même, dans le pays et en son avenir, tout cela avec les grandes ressources de la province, ses grandes voies fluviales, ses vastes zones forestières, ses pouvoirs hydrauliques, ses minéraux, sa position géographique dans le dominion, a continué d'appeler l'attention du monde et d'attirer ici des gens et du capital plus qu'en toute autre période de notre histoire.

Continuons donc de suivre cette politique sage, prudente, progressive, avec modération mais stable et sûre qui fut la nôtre, et qui a été si élogieusement appréciée dans la presse, même celle de nos adversaires, plutôt que d'en revenir à la politique d'imprévoyance et d'extravagance, peut-être plus brillante et plus attrayante, d'une époque qui s'efface aujourd'hui quelque peu dans l'ombre et l'éloignement du passé, et continuons à nous rendre dignes de cette grande confiance que l'on nous a témoignée.

M. l'Orateur, j'ai maintenant l'honneur de vous proposer de quitter le fauteuil et que la Chambre siège en comité des subsides.

État A

État des paiements (non compris les subsides de chemins de fer et de ponts et les obligations rachetées en conversion de la dette) et des recettes (non compris le produit de fonds émis en conversion de la dette) pour les cinq années échéant le 30 juin 1905.

Années	Paiements	Recettes	Excédent des paiements	Excédent des recettes
1900-01	\$4 561 656.73	\$4 745 190.47		\$183 533.74
1901-02	4 573 770.66	4 601 029.81		27 259.15
1902-03	4 702 629.88	4 746 357.98		43 728.10
1903-04	4 892 012.74	4 995 118.26		103 105.52
1904-05	5 112 292.29	5 149 358.77		37 066.48

État B

1900-01

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$74 946.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)

\$4 492 092.44

Dépenses extraordinaires (édifices publiques)

24 165.18

\$4 516 257.62

Dépenses, vente de propriétés

296.40

Paiements sur dépôts en fidéicommiss

45 102.71

\$4 561 656.73

Recettes:

Revenus ordinaires

\$4 563 432.18

Propriété, coin des rues Grande-Allée et

15 000.00

Claire-Fontaine, prix de la partie vendue

Terrains de l'exposition de Montréal,

31 046.89

à compte des ventes

Dépôts de fonds en fidéicommiss

135 711.40

\$4 745 190.47

Excédent des recettes

\$183 533.74

1901-02

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$74 849.34 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 470 332.15	
Dépenses extraordinaires (édifice public)	20 345.17	\$4 490 677.32
La Compagnie de l'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition		18 004.29
Dépenses, vente de propriétés		266.61
Paiement sur dépôts en fidéicommis		64 822.44
		<u>\$4 573 770.66</u>

Recettes:

Revenus ordinaires	\$4 515 169.88	
Terrains de l'exposition de Montréal, à compte des ventes	19 224.39	
Dépôts de fonds en fidéicommis	66 635.54	
		<u>4 601 029.81</u>
Excédent des recettes		<u>\$27 259.15</u>

1902-03

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$81 857.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 580 616.88	
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	65 443.77	\$4 596 060.65
La Compagnie de l'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition		5 824.72
Paiements sur dépôts en fidéicommis		100 744.51
		<u>\$4 702 629.88</u>

Recettes:

Revenus ordinaires	\$4 699 772.87	
Terrains de l'exposition de Montréal, à compte des ventes	7 019.34	
Propriété, coin des rues Grande-Allée et Claire-Fontaine, prix de la partie vendue	3 124.15	
Balance du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 17 février 1875	7 500.00	
Dépôts de fonds en fidéicommis	28 941.62	
		<u>\$4 746 357.98</u>
Excédent des recettes		<u>\$43 728.10</u>

1903-04

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$36 334.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 744 969.24	
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	50 500.00	\$4 795 469.24
La Compagnie de l'exposition de Montréal du produit des ventes de terrains de l'exposition		35 824.72
Dépenses, vente de propriétés		305.45
Palais de justice de Sherbrooke		25 390.46
Paiements sur dépôts en fidéicommis		35 022.87
		<u>\$4 892 012.74</u>

Recettes:

Revenus ordinaires	\$4 880 686.54	
Terrains de l'exposition de Montréal, à compte des ventes	23 555.65	
Prêt "re" asile d'aliénés de Beauport, soeurs de la Charité, à compte	1 000.00	

Palais de justice de Sherbrooke	15 000.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	<u>74 876.07</u>	
		\$4 995 118.26
Excédent des recettes		\$103 105.52

1904-05

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$86 724.01 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 937 882.67	
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	<u>52 023.18</u>	
		\$4 989 905.95
La Compagnie de l'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition		30 506.20
Dépenses, vente de propriétés		455.92
Palais de justice de Sherbrooke		69 961.75
Paiements sur dépôts en fidéicommiss		<u>21 462.47</u>
		\$5 112 292.29

Recettes:

Revenus ordinaires	\$5 039 001.07	
Terrains de l'exposition de Montréal, à compte des ventes	15 207.18	
Prêt "re" asile d'aliénés de Beauport, soeurs de la Charité, à compte	1 000.00	
Palais de justice de Sherbrooke	61 050.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	<u>33 100.52</u>	
		5 149 358.77
Excédent des recettes		\$37 066.48

État C

Recettes

	\$ 1900-01	\$ 1901-02	\$ 1902-03	\$ 1903-04	\$ 1904-05
	cts	cts	cts	cts	cts
Puissance du Canada	1 279 987.29	1 279 105.57	1 281 603.17	1 282 042.08	1 269 262.88
Terres, mines et pêcher- ies	1 471 003.86	1 291 111.75	1 455 386.46	1 360 855.72	1 602 390.24
Timbres judiciaires	187 723.40	191 146.90	195 045.30	197 113.30	211 471.90
Timbres d'enregistrement	64 445.90	65 632.69	73 290.20	71 898.70	78 485.15
Fonds de bâisses et des jurés	21 635.34	29 231.26	92 737.73	24 032.15	29 720.76
Honoraires judiciaires	15 719.58	9 915.21	10 524.67	10 834.73	5 646.02
Municipalités - Pour l'entretien des pri- sonniers	11 789.01	12 799.27	10 801.46	8 879.80	16 020.90
Palais de justice de Montréal	4 620.58	3 964.07	3 990.98	3 753.83	1 342.79
Prison de Montréal	76.87	865.24	2 186.39	103.58	162.43
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4 000.00	4 000.00	4 000.00	4 400.00	4 000.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	71.20	473.11	146.81	64.60	
Amendes, justice	181.50	1 289.25			
Honoraires du grand con- nétable, Québec	404.94	597.22	675.95	617.91	920.32
Licences	661 968.23	681 229.18	692 602.07	705 338.98	745 310.26
Taxes directes sur les corporations commer- ciales	214 157.63	231 695.13	226 338.23	260 545.88	303 882.43

Taxes sur transports de propriétés (arrérages)	137.10	106.30	153.20	42.60	5.30
Taxes directes sur certaines personnes (arrérages)	9.50				
Licences de manufactures et de commerces (arrérages)	372.00	110.00			
Droits sur successions	163 511.38	222 763.73	153 820.55	449 532.47	183 382.19
Commission sur honoraires d'officiers publics	4 696.41	6 299.81	6 710.80	7 115.54	9 601.86
Commission sur renouvellement d'hypothèques	115.27	134.25	79.16	71.86	89.19
Législation	14 084.67	14 682.45	15 538.95	13 452.88	12 877.10
Asiles d'aliénés, contributions municipales	69 135.53	75 139.63	85 675.89	88 969.32	112 481.56
Asiles d'aliénés, patients payants	2 202.98	4 484.85	3 810.69	3 124.75	3 548.78
Écoles d'industrie et de réforme	23 595.03	24 539.68	20 893.36	23 400.23	23 446.51
Gazette officielle de Québec	16 635.91	18 246.74	18 244.94	14 590.40	16 569.80
Revenu casuel	11 138.02	9 599.17	9 219.41	11 144.19	20 733.17
Service civil, contributions pour pensions	5 188.69	5 057.58	4 964.68	4 882.10	5 190.90
Compagnies d'assurances provinciales - dépenses d'inspection	472.01	637.06	447.45	609.13	503.91
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	764.60	1 697.22	1 041.60	1 135.60	1 087.60
Inspection des chemins de fer	228.00	60.00			132.00
Intérêts sur prêts et dépôts	10 557.03	13 600.56	12 447.95	12 062.37	17 253.65
Prime, escompte et change	3 358.71	2 917.61	2 824.69	5 631.71	3 910.76
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental	300 117.93	300 056.59	306 216.67	305 024.74	318 148.77
Prêt aux incendiés de Québec		50.00			
Remboursements au fonds de subventions de chemins de fer	326.08	11 930.20	8 353.46	9 415.39	41 421.92
Propriété, coin des rues Grande-Allée et Claire-Fontaine, Québec, prix des parties vendues	4 563 432.18	4 515 169.88	4 699 772.87	4 880 686.54	5 039 001.07
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes	15 000.00		3 124.15		
Balance du prêt à l'asile d'aliénés de Beaufort, 17 février 1875	31 046.89	19 224.39	7 019.34	23 555.65	15 207.18
Acompte du prêt à l'asile d'aliénés de Beaufort, 1 mai 1895			7 500.00		
Palais de justice de Sherbrooke				1 000.00	1 000.00
Fonds en fidéicommis, savoir:				15 000.00	61 050.00

Fonds de pension des instituteurs	1 333.38	1 050.71	4 872.84	2 505.13	2 310.41
Fonds d'amortissement de la cité de Hull	189.65	195.92	201.32	8 523.97	8 686.88
Fonds d'amortissement de la Pointe-à-Gatineau	150.00	130.00	264.59	190.18	
Héritiers et succession F.-E. Roy	891.41	905.80	921.05	142.00	141.70
Fonds de licences de mariage	7 416.00	7 668.25	7 812.00	9 108.00	8 178.00
Cautionnement des officiers publics	1 566.60	1 447.76	1 000.00	2 376.90	1 611.03
Dépôts en vertu de l'acte 59 Victoria, chapitre 34		5 000.00		1 000.00	
Débetures du palais de justice de Hull, fonds d'amortissement	1 057.92	1 089.66	1 122.35	1 156.02	1 190.70
Taxe palais de justice de Québec	14 612.90	17 473.84	12 527.47	13 372.32	10 505.64
Dépôts en vertu de l'acte 63 Victoria, chapitre 44	20 000.00	20 000.00			
Dépôts spéciaux, feux à Spencer Wood	51.00	6 641.60			
Fonds de bâtisses et des jurés, district d'Ottawa, assurance sur le palais de justice et prison et sur mobilier	38 442.54				
Ville de Salaberry-de-Valleyfield, dépôt en vertu de l'acte 1 Édouard VII, chapitre 4	50 000.00				
"Transit Insurance Co."; Dépôt en vertu de l'acte 63 Victoria, chapitre 91		5 000.00			292.05
Dépôt spécial, feu au palais de justice, Chicoutimi		32.00			
Dépôt spécial, feu à la maison de l'assistant-géôlier, Québec			20.00		
Dépôt "re" refus de licence à Jean Fradette, Saint-Gervais			200.00		
Assurance Mont-Royal: dépôt en vertu de l'acte 2 Édouard VII, chapitre 67				25 000.00	
Dépôt spécial "re" Vandal & la Banque Molson				11 501.55	
Fonds du palais de justice de Sherbrooke					184.11
	4 745 190.47	4 601 029.81	4 746 357.98	4 995 118.26	5 149 358.77
Produits de fonds inscrits émanés en consolidation de la dette	68 068.12	10 978.66	31 771.10		
En caisse au 1er juillet de chaque année	160 425.05	295 328.70	139 632.92	197 114.26	224 656.24
	4 973 683.64	4 907 337.17	4 917 762.00	5 192 232.52	5 374 015.01

État D

Paiements

	1900-01	1901-02	1902-03	1903-04	1904-05
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique	1 549 275.94	1 542 140.79	1 577 683.19	1 607 902.41	1 601 659.22
Législation	235 596.09	207 720.63	202 432.34	233 705.01	276 938.75
Gouvernement civil	278 307.42	271 891.16	272 437.61	273 915.12	282 980.26
Administration de la justice	569 911.12	618 315.23	605 858.45	628 835.88	650 863.14
Écoles d'industrie et de réforme	60 000.00	60 000.00	60 000.00	58 650.36	57 565.53
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	468 089.68	469 184.79	468 074.00	479 589.50	483 460.00
Agriculture	200 217.13	217 358.69	234 162.04	347 850.00	305 637.23
Colonisation	119 000.00	112 540.00	110 500.00	136 000.00	136 000.00
Immigration	4 249.59	4 250.00	4 250.00	4 250.00	4 500.00
Travaux et édifices publics:					
Ordinaires	123 390.61	99 348.09	103 099.21	136 519.43	134 824.11
Extraordinaires	24 165.18	20 345.17	65 443.77	50 500.00	52 023.18
Asiles d'aliénés	353 825.00	353 825.00	353 825.00	365 825.00	465 415.54
Institutions de bien-faisance	44 570.75	45 210.75	45 210.75	45 210.75	45 210.75
Terres, mines et pêcheries	208 815.16	204 043.83	217 051.89	213 802.03	228 362.22
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les shérifs sur leurs perceptions)	132 655.41	139 946.37	142 730.06	191 496.17	140 213.17
Services divers	144 188.54	124 556.79	133 402.34	121 417.58	124 252.85
La Compagnie d'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition	4 516 257.62	4 490 677.32	4 596 060.65	4 795 469.24	4 989 905.95
Dépenses, vente de propriétés	296.40	18 004.29	5 824.72	35 824.72	30 506.20
Palais de justice de Sherbrooke		266.61		305.45	455.92
Fonds en fidéicommis	45 102.71	64 822.44	100 744.51	25 390.46	69 961.75
Subventions au chemin de fer et Q. M. O. & O.	4 561 656.73	4 573 770.66	4 702 629.88	35 022.87	21 462.47
Subventions au pont de Québec	93 318.10	38 969.27	8 500.00	82 090.33	94 893.47
	30 000.00	30 000.00	30 000.00	30 000.00	30 000.00
	4 684 974.83	4 642 739.93	4 741 129.88	5 004 103.07	5 237 185.76
Rachat de la dette par conversion:					
Partie emprunt 1882 et prime	33 603.36	7 783.75	15 960.76		
Partie emprunt 1888 et prime	29 116.78	528.47	15 810.34		
Partie emprunt 1894 et prime	5 347.98	2 666.44			
	4 753 042.95	4 653 718.59	4 772 900.98	5 004 103.07	5 237 185.76

Ajoutez: paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	132 666.93	207 354.94	93 369.28	145 622.52	182 149.31
	4 885 709.88	4 861 073.53	4 866 270.26	5 149 725.59	5 419 335.07
Déduisez: mandats impayés à la fin de chaque année	207 354.94	93 369.28	145 622.52	182 149.31	196 985.74
	4 678 354.94	4 767 704.25	4 720 647.74	4 967 576.28	5 222 349.33

État E

Recettes probables, 1906-1907

Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord (sic)	\$959 252.80
Intérêts sur fonds en fidéicomis	71 954.54
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4	127 460.68
Intérêt sur subventions de chemins de fer, 47 Victoria, chapitre 8	107 730.00

\$1 266 398.02

Intérêts:

Intérêt sur partie prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	60 000.00
Intérêts sur prêts et dépôts	14 000.00

74 000.00

Terres et forêts

1 230 000.00

Mines

10 000.00

Pêcheries

76 000.00

Administration de la justice:

Timbres judiciaires	220 000.00
Honoraires judiciaires	6 000.00
Fonds de bâties et des jurés	30 000.00
Entretien des prisonniers	13 000.00
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4 000.00
Prison de Montréal	200.00
Palais de justice de Montréal	1 500.00
Honoraires du grand connétable, Québec	600.00

275 300.00

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)

78 000.00

Licences

775 000.00

Taxes directes sur les corporations commerciales

315 000.00

Droits sur successions

300 000.00

Taxes sur transfert d'actions et obligations

50 000.00

Commissions sur honoraires d'officiers publics

9 000.00

Commissions sur renouvellement d'hypothèques

100.00

Entretien des aliénés

118 500.00

Entretien des pensionnaires des écoles

d'industrie et de réforme

24 000.00

Législation

10 450.00

Gazette officielle

17 400.00

Loyers d'édifices publics

1 200.00

Revenu casuel

15 000.00

Compagnies d'assurances provinciales, contributions

1 000.00

Contributions aux pensions, service civil

5 000.00

Prime, escompte et change

3 500.00

Taxes sur les subventions de chemins de fer

20 000.00

\$4 674 848.02

État F

Dépenses probables, 1906-1907

Dettes publiques	\$1 335 206.50
Législation	218 485.10
Gouvernement civil	312 028.50
Administration de la justice	659 062.46
Instruction publique	538 960.00
Colonisation	140 750.00
Mines et pêcheries	50 000.00
Travaux publics (Ordinaires)	\$138 744.76
Travaux publics (Extraordinaires)	<u>68 607.60</u>
	207 352.36
Travail	12 400.00
Agriculture	232 400.00
Terres et forêts	185 800.00
Asiles d'aliénés	419 325.00
Écoles d'industrie et de réforme	60 000.00
Institutions de bienfaisance	45 323.25
Charges sur le revenu	125 500.00
Services divers	<u>101 400.00</u>
	\$4 643 993.17
Subventions de chemins de fer	34 095.80
	\$4 678 088.97

État G

État approximatif du passif et de l'actif de la province
de Québec au 30 juin 1905

Passif

Dettes consolidées telles qu'existant avant la conversion	\$32 941 158.65
Augmentation du capital par conversion	<u>1 743 526.83</u>
	\$34 684 685.48
Emprunt temporaire	700 000.00
Dépôt en fidéicommiss	420 476.20
Mandats impayés	196 985.74
Subventions en argent aux chemins de fer, autorisées mais non encore dues	43 375.50
Subventions en terres aux chemins de fer converties en argent, à 52 1/2 cts par acre, autorisées mais non encore dues	<u>382 411.58</u>
	425 787.08
Octroi pour le pont sur le fleuve Saint-Laurent à Québec	100 000.00
Perte sur dépôt à la Banque d'échange	25 218.75
Obligations du palais de justice de Québec	<u>133 200.00</u>
	\$36 686 353.25

Actif

Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée en banque	\$422 800.00
Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placée en obligations de la province de Québec, emprunt de 1878	29 000.00
Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placée en obligations du palais de justice de Québec	133 200.00

Partie du prix du chemin de
fer Q. M. O. & O. placée en
obligations de la cité de
Québec

15 000.00

Balance non payée du prix du
chemin de fer Q. M. O. & O.

7 000 000.00

7 600 000.00

Rentes inscrites 3%, province
de Québec

188 212.35

Allocations de chemins de fer,
en vertu de l'acte fédéral,
47 Victoria, chapitre 8

2 394 000.00

Argent en banque

151 665.68

Coût de l'école Jacques-Cartier,
Montréal, à être remboursé par
vente de propriété

5 391.11

Réclamation "in re" feu l'hono-
rable Thomas McGreevy

100 000.00

Avances à divers

130 437.29

Taxe du palais de justice de
Québec, en vertu de 45 Victo-
ria, chapitre 26, et 48 Vic-
toria, chapitre 16

133 200.00

10 702 906.43

\$25 983 446.82

Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1905

M. P.-É. LeBlanc (Laval) à deux
reprises durant le discours, a demandé des
explications.

M. M. Perrault (Chambly) parle pendant
une demi-heure. Il se demande si un député
ne peut parler chiffres en Chambre sans
amertume.

Il fait remarquer qu'il ne fait pas
partie de l'opposition, mais qu'il est plutôt
un partisan du gouvernement. Il y a une
grosse différence entre le fait de s'opposer
au système actuel et le fait de s'opposer à
la politique générale du gouvernement.

Il demande des réformes dans le Trésor.
Il n'est pas moins libéral pour cela. Le
représentant de Montréal no 3 (M. G.
Langlois) est un bon libéral et il lutte pour
obtenir des réformes dans l'instruction
publique. Le représentant de Terrebonne
(l'honorable J.-B.-B. Prévost) lui-même a
dénoncé la politique de colonisation du
gouvernement libéral d'Ottawa. Est-ce un
rebelle? Il se dit aussi libéral que ces
derniers, mais il veut des améliorations dans
le département du Trésor. Il félicite le
trésorier de son exposé budgétaire qui lui
donne en partie raison. Ce n'est plus un
surplus de \$151 000 qu'on réclame comme le
Soleil le disait, mais un excédent de
\$49 000. C'est beaucoup moins et peut-être
qu'il faudrait diminuer encore si l'on
changeait de système. Il n'admet pas que la
balance de l'année précédente doive figurer
dans les recettes de l'année courante et de
ce chef, il faudrait retrancher un joli
montant. Il n'admet pas non plus que l'on
retranche de la dépense les mandats impayés
au 30 juin. Quand vous donnez un chèque,
vous le comptez dans vos dépenses même s'il

n'est pas présenté immédiatement à la
banque.

Quant aux prévisions pour l'année
prochaine, il affirme qu'elles annoncent à
leur face même un budget supplémentaire de
\$400 000. Pourquoi ne pas avoir le courage
de demander immédiatement ce qu'il faut
pour le service public. Ainsi, le trésorier
demande beaucoup moins qu'il a dépensé
cette année pour l'administration de la
justice. Quelle raison a-t-il de croire que la
dépense sera moindre quand l'expérience
démontre qu'elle augmente toujours au
contraire.

On demande moins pour l'entretien des
aliénés. Y aura-t-il moins d'aliénés l'an
prochain?

Il trouve ridicules les prévisions
budgétaires du trésorier.

Il n'entend pas étudier les détails du
budget pour le moment. Il se contente de
noter une différence considérable entre les
estimés pour les divers ministères, cette
année, et ceux de l'an passé. Il craint que le
gouvernement ne soit à court dans ses
estimés.

Il annonce qu'il reviendra sur le sujet
des finances.

Il a quelques mots malins à l'adresse du
trésorier au sujet de la Banque d'échange.

La proposition est adoptée.

En comité:

M. l'Orateur appelle au fauteuil le
représentant de Chambly (M. M. Perrault).

M. M. Perrault (Chambly) accepte
gracieusement.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose qu'une somme n'excédant pas douze mille sept cent cinquante-cinq piastres et quatre-vingt-trois centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Asile Sainte-Brigitte

M. A. Jobin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 42) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile Sainte-Brigitte de Québec et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté, le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. James Fortune

M. W. H. Walker (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Club Montefiore

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 37) concernant le Club Montefiore soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Institut Trafalgar

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 47) définissant les placements qui peuvent être faits des fonds de l'Institut Trafalgar et augmentant l'étendue de ses pouvoirs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Chemin de fer urbain de Montréal

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 53) amendant les lois concernant la "Montreal Street Railway Company", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Dépôt de documents:

Emprunt de \$700 000

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse en date du 30 janvier 1906 demandant copie de l'ordre en conseil du 30 juin 1897, autorisant un emprunt temporaire de \$700 000.00 au taux d'intérêt de 3 7/8 tel qu'il appert à la page 16, tableau no 3, des comptes publics de 1898. (Document de la session no 22)

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. M. McCorkill fait allusion à la mort de MM. Leslie et Cochrane, anciens députés.

2. Il s'agit de Lord Albert Henry George Grey (1851-1917), gouverneur général du Canada de 1904 à 1911.

3. Il y a des lacunes dans le texte français. Dans la version anglaise cette phrase se lit comme suit: "I took occasion at the last session of the Legislature to call your attention to the long terms of the King's Bench in some of the districts, due largely to the short daily sessions of the Courts, and to the keeping in attendance daily a large number of jurymen and witnesses at great expense to the Province, when, with a little effort, this cause of expense might be very materially modified to the benefit, not only of our revenue but also of the public."

4. M. McCorkill parle du député de Chambly, Monsieur Maurice Perrault.

Séance du 1er février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Gillies, la pétition de O. Cherrier et autres, de Pontiac;

- par M. Lacombe, la pétition du comité catholique des commissaires d'écoles de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de l'"Imperial Trust Co." demandant des amendements à sa charte;

- de Marie-Louise Lemoyne et autres demandant une loi constituant en corporation les "Pauvres clarisses de Valleyfield";

- de Suzan M. Whitney et autres demandant une loi augmentant le salaire des administrateurs de la succession de James O'Brien;

- de John C. Heintz et autres demandant une loi constituant en corporation la "North Eastern Railway Company";

- de la corporation du comté de Lévis demandant une loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22;

- de Sévère-L. Perron demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- d'Alfred Hardy demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de François Richer-Lafleche demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- d'Ernest Bourgouin demandant une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Georges-E. Amyot et autres demandant une loi constituant en corporation "The Quebec Paper Box Co.";

- et de Georges-E. Amyot et autres demandant une loi constituant en corporation "The Dominion Corset Co.".

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le

cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de J.-C. Auger et autres demandant une loi détachant certaines parties des paroisses du comté de Dorchester, pour ériger une paroisse nouvelle sous le nom de Saint-Nazaire;

- de la Compagnie de chemin de fer du comté de Lévis;

- du Club Viger;

- de l'Association athlétique d'amateurs nationale;

- de l'Association des opticiens de la province de Québec;

- de la Compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf demandant respectivement une loi les constituant en corporation;

- de la ville de Lévis;

- de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue;

- de la ville de Fraserville;

- de la "Financial Corporation";

- et de la Compagnie Paquet demandant respectivement des amendements à leur charte".

Introduction de bills:

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) demande la permission d'introduire un bill (no 57) amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Édouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de "Financial Corporation" en celui de "The Financial and Trust Corporation".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 59) constituant en corporation le Club Viger, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 60) constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale.

Accordé. Le bill est lu pour la

première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 91) constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. N. Dion (Témiscouata) demande la permission d'introduire un bill (no 85) amendant la charte de la ville de Fraserville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Morisset (Dorchester) demande la permission d'introduire un bill (no 75) détachant des municipalités de Saint-Léon de Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-C. Blouin (Lévis) demande la permission d'introduire un bill (no 33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-C. Blouin (Lévis) demande la permission d'introduire un bill (no 65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. É.-A. Panet (Portneuf) demande la permission d'introduire un bill (no 56) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du comté de Portneuf.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Instituteurs et institutrices

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. Quel est le nombre des instituteurs et des institutrices enseignant actuellement dans les écoles élémentaires, modèles et académiques de cette province?

2. Quel est le nombre des instituteurs et des institutrices diplômés enseignant actuellement dans les écoles modèles et académiques de cette province?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

1. Instituteurs	
laïques	302
Institutrices	
laïques	6 593
Total des insti-	

tuteurs et ins-	
titutrices laïques	6 895
Instituteurs	
religieux	1 039
Institutrices	
religieuses	3 014
Total des insti-	
tuteurs et ins-	
titutrices reli-	
gieux	4 053
Grand total des	
instituteurs et	
institutrices	10 948
2. Instituteurs	
laïques brevetés	267
Institutrices	
laïques brevetées	5 477
Total	5 744

Parc des Laurentides

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4): Quelle est la superficie comprise dans la réserve de forêt connue sous le nom de parc des Laurentides, et quelle est sa valeur approximative en bois de construction?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Depuis le 1er décembre 1905, la superficie du parc national des Laurentides est de 3271 milles carrés. Avant cette date, elle était de 2 640.

2. Nous n'avons pas de rapport précis. Environ 7 billions (sic) de pieds, en outre des bois durs.

Limites de bois vendues

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4): Combien de milles carrés de limites de bois a-t-on annuellement vendus pendant les dix dernières années, et quel en a été le montant réalisé?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Ces renseignements se trouvent aux pages 10 du rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries, pour 1904, et 14 du rapport du ministre des Terres et Forêts pour 1905.

Limites de bois invendues

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4): Combien de milles de limites de bois la province de Québec a-t-elle encore à vendre?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Approximativement 100 000 milles carrés.

Exportation de la pulpe de bois

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4): Quel montant de revenu a-t-il été réalisé par l'exportation de la pulpe de bois durant l'exercice financier finissant le 30 juin 1905?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): La réponse à cette question se trouve à l'appendice no 12 du rapport du ministre des Terres et Forêts pour l'année 1905.

Administration de la justice

M. M. Perrault (Chambly): Quel est l'item des comptes publics de 1905 qui se trouve affecté par le déficit de \$42 704.18 annoncé à l'état no 22, page 284, comme étant le résultat des recettes et paiements faits par certains officiers attachés à l'administration de la justice?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Le montant d'honoraires reçu d'après l'état no 22 page 284 des comptes publics, savoir: \$155 243.52, se compose des recettes suivantes, lesquelles se trouvent à la page 4 des comptes publics, savoir:

Honoraires judiciaires à l'exclusion des timbres	\$5 646.02
Cette partie des \$211 471.90 perçue pour timbres judiciaires qui étaient émis pour honoraires judiciaires	149 597.50
	<u>\$155 243.52</u>

Le montant des paiements pour traitements et dépenses contingentes, savoir: \$197 947.70 ainsi qu'il appert au même état à la page 5 des comptes publics, comme suit:

Traitement des shérifs, anciens districts	32 412.91
Protonotaires, greffiers des Cours de circuit, de la couronne, de la paix et de la Cour d'appel, anciens districts, savoir:	
Traitements	\$151 388.87
Dépenses contingentes	14 145.92
	<u>\$165 534.79</u>
	<u>\$197 947.70</u>

dont on trouvera les détails aux pages 124 et 125 des comptes publics.

Reçu et déboursé par shérifs

M. M. Perrault (Chambly): Quel est l'item dans la colonne des dépenses des comptes publics de 1905 qui correspond à l'item \$10 975.29, dans la colonne des recettes, mentionné à la page 4, comme reçu et déboursé par les shérifs?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): L'item "Paiements par les shérifs de collections faites par eux", comptes publics 1904-05, page 13.

Dépôts spéciaux et comptes courants

M. M. Perrault (Chambly): 1. Les treize

dépôts spéciaux et les quinze comptes courants en diverses banques mentionnés aux pages 2 et 3 des comptes publics, état no 1, au montant total de \$289 738.74, rapportent-ils un intérêt quelconque?

2. Dans l'affirmative, à quelle page des comptes publics ces intérêts sont-ils détaillés?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. Quelques-uns portent intérêt.

2. Aucun détail n'est donné dans les comptes publics.

Vérification des livres

M. M. Perrault (Chambly): 1. Depuis 1896 les livres du département du Trésor ont-ils été "audités" par une ou plusieurs personnes désintéressées, autres que les officiers recevant un traitement annuel?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et par qui?

3. Dans la négative, est-ce l'intention du gouvernement de faire "auditer" ces livres annuellement par un comptable désintéressé et n'étant pas un employé permanent?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. Non.

2. Réponse donnée ci-dessus.

3. Non.

Placement à la Banque de Montréal

M. M. Perrault (Chambly): Le gouvernement a-t-il quelque raison spéciale pour ne pas collecter tout l'intérêt à 3 1/2% sur le placement de \$34 991.25 fait à la Banque de Montréal, Québec, à la page 18 des comptes publics?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): L'intérêt sur ce dépôt est payé, semi-annuellement, le 1er mars et le 1er septembre de chaque année. Le 1er mars 1905 le dépôt était de \$29 791.25, et il a été augmenté le 30 juin 1905 de \$5 200 sur lequel l'intérêt sera payé le 1er septembre 1906.

Dépôt à la Banque provinciale

M. M. Perrault (Chambly): 1. À quelle date des années 1904 ou 1905 le département du Trésor a-t-il fait un dépôt additionnel de \$60 000 à la Banque provinciale du Canada, Montréal, en sus des \$50 000 déjà mentionnées à la page 19 des comptes publics de 1904?

2. À quel taux d'intérêt ce dépôt est-il fait?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. 23 avril 1904.

2. Quatre pour cent.

**Taux d'intérêt de
la Banque de Montréal**

M. M. Perrault (Chambly): Quel est le taux d'intérêt payé par la Banque de Montréal, Québec, sur le placement de \$29 791.25, à la page 19 des comptes publics?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Voir page 18 des comptes publics.

**Taux d'intérêt de
la Banque de Québec**

M. M. Perrault (Chambly): Quel est le taux d'intérêt payé par la Banque de Québec sur le placement de \$64 000 à la page 19 des comptes publics?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Voir page 18 des comptes publics.

Dépôt à la Banque de Québec

M. M. Perrault (Chambly): À quelle date des années 1904 ou 1905 le département du Trésor a-t-il réduit le dépôt de \$89 000 à \$64 000 à la Banque de Québec, Québec, comme placement d'une partie des \$600 000 reçus en acompte de la vente du chemin de fer de la rive nord et du chemin de fer Pacifique Canadien, tel qu'il appert aux pages 18 et 19 des comptes publics de 1905?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 23 avril 1904.

**Taux d'intérêt de la
Caisse d'économie de
Notre-Dame de Québec**

M. M. Perrault (Chambly): Quel est le taux d'intérêt payé par la Caisse d'économie de Notre-Dame de Québec, Québec, sur le placement de \$11 200 à la page 19 des comptes publics?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Voir page 18 des comptes publics.

**Obligations du palais
de justice de Québec**

M. M. Perrault (Chambly): Quel taux d'intérêt le montant reçu, \$5 305.64, à la page 19 des comptes publics est-il censé représenter sur les obligations du palais de justice de Québec?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Les \$5 305.64 sont en acompte des cinq pour cent d'intérêt que portent les débiteures.

Assurance Mont-Royal

M. M. Perrault (Chambly): Pourquoi le gouvernement a-t-il cessé, en 1905, de faire paraître dans ses recettes le dépôt de \$25 000 de l'assurance Mont-Royal, tel qu'il appert aux comptes publics de 1904?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Parce que, ayant été entré comme recette dans les comptes publics de 1903-04, il ne pouvait pas être mentionné comme recette, l'année suivante, le montant sera inscrit comme un dépôt dans l'état 3, page 16 des comptes publics de 1904-05 sous le titre "Emprunts temporaires et dépôts".

Placements et prêts

M. M. Perrault (Chambly): Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre au compte des profits et pertes les montants indiqués comme placements et prêts, à la page 17 des comptes publics, qui ne rapportent aucun intérêt?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Il n'y a pas de compte de profits et pertes dans les comptes de la province?

**Remboursement de subventions
de chemins de fer**

M. M. Perrault (Chambly): 1. Quelles sont les compagnies de chemins de fer qui doivent au fonds de remboursement de subventions, avec le montant respectif de chaque compagnie?

2. Combien la province perd-elle annuellement de ce chef?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome):

"Atlantic & Lake Superior" (Baie des Chaleurs Branch)	\$37 205.22
"Atlantic & Lake Superior" (Great Eastern)	4 901.60
"Atlantic & Lake Superior" (Ottawa Valley)	1 533.37
"St. Lawrence & Adirondack"	1 896.38
"Montreal, Portland and Boston"	3 466.82
"Quebec Central"	777.93
"Great Northern Railway of Canada"	32 909.26
"Quebec Southern"	16 477.12
Témiscouata	9 212.92
Québec & Lac-Saint-Jean	6 811.81
Pacifique Canadien	2 304.55
"Orford Mountain"	4 422.32
Lotbinière & Mégantic	103.26
"Philipsburg Quarries Jct"	578.70
"Quebec Railway, Light & Power Co."	12 799.27
"Canada Atlantic"	8 637.16

"L'Assomption Railway Co." 188.34
Ottawa & Gatineau 10 916.00
"Pontiac & Pacific Jct" 10 619.74

Les chiffres donnés pour les deux derniers chemins de fer sont contestés et la question est à l'examen.

Le gouvernement espère percevoir ce qui lui est dû de toutes les compagnies solvables.

Emprunt à la Banque de Montréal

M. M. Perrault (Chambly): La province de Québec a-t-elle remis aucun montant d'emprunt temporaire ou avances à la Banque de Montréal entre le 25 avril et le 30 juin 1905?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Aucun remboursement de l'emprunt temporaire de \$700 000. La plus grande partie des avances au compte courant le 25 avril a été remboursée avant le 30 juin.

Avances de la Banque de Montréal

M. M. Perrault (Chambly): Quel a été le montant total d'avances faites à la province par la Banque de Montréal depuis le 1er juillet 1904 au 30 juin 1905, et quel a été le taux d'intérêt?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Aucune avance spéciale n'a été faite par la Banque de Montréal, mais, par arrangement, le compte courant a été soutiré au besoin et l'intérêt au taux de 4 1/2% par année a été payé sur les sommes soutirées.

Fonds d'amortissement de la dette publique

M. M. Perrault (Chambly): Le gouvernement a-t-il l'intention de corriger les états nos 3 et 4 établissant le montant du fonds d'amortissement de la dette publique pour le faire accorder avec l'état no 5 indiquant le placement de ce même fonds?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Le gouvernement n'a pas l'intention de changer les états nos 3 et 4. Le fonds du revenu consolidé est responsable envers le fonds d'amortissement du montant perdu dans la faillite de la Banque d'échange.

Dette du Pacifique Canadien

M. M. Perrault (Chambly): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de racheter ou de convertir les deux emprunts de 1874 et 1876 dont l'échéance a lieu le 1er mai 1906, dont les intérêts respectifs sont au taux de 5 et 4 1/2%, et dont le capital

s'élève à un total de \$5 835 620.00?

2. Dans l'affirmative quant au rachat, le gouvernement a-t-il l'intention d'utiliser les sommes dues par le Pacifique Canadien?

3. Quel sera le coût du rachat ou de la conversion?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. Le gouvernement a l'intention de payer les obligations restant dues des emprunts de 1874 et 1876, le 1er mai 1906.

2. Oui.

3. Nous espérons que cela ne coûtera rien.

Emprunts temporaires et avances

M. M. Perrault (Chambly): Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à payer l'intérêt au taux de 4 1/2% sur les items appelés "Emprunts temporaires et avances" au montant de \$1 250 000, tel qu'il appert à la page 26 du budget de 1905?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Le gouvernement a l'intention de payer l'intérêt au taux le plus avantageux qu'il pourra obtenir sur ce montant d'emprunts temporaires et avances qui pourra être nécessaire.

Contrat avec la Banque de Montréal

M. M. Perrault (Chambly): 1. Est-ce l'intention du gouvernement d'annuler l'ordre en conseil du 22 juin 1899, passé en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 2, au sujet d'un certain contrat avec la Banque de Montréal pour la conversion partielle de la dette publique, ou de maintenir cet ordre en conseil pour l'exécution de la loi 3 Édouard VII, chapitre 2, concernant la dette totale de la province?

2. Le gouvernement se considère-t-il suffisamment autorisé par les termes de ladite loi 3 Édouard VII, chapitre 2, à traiter exclusivement avec une banque quelconque, sans demander de soumission à aucune autre institution faisant affaires dans la province, et sans demander une nouvelle autorisation à la législature?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. Le gouvernement n'a pas considéré la question.

2. Même réponse.

Intérêt dû par le Pacifique Canadien

M. M. Perrault (Chambly): 1. Le gouvernement a-t-il collecté les arrérages d'intérêt dus par la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, depuis le 6 août 1895, sur la vente des sections est et ouest

du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et provenant de la différence dans le taux d'intérêt entre les A 1/2% payés, d'après les comptes publics, et les 5% stipulés dans les actes 45 Victoria, chapitres 19 et 20?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et pour quel montant?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Le gouvernement n'a pas l'intention d'exiger de la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien un taux d'intérêt plus élevé que celui que la compagnie s'est engagée à payer.

Demande de documents

Assurance Mont-Royal

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de l'ordre en conseil du 17 mars 1903, au sujet du dépôt de \$25 000 de l'Assurance Mont-Royal.

Adopté.

Emprunt temporaire de \$700 000

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de l'ordre en conseil autorisant le changement de taux d'intérêt de 3 7/8 à 4 1/2% sur les \$700 000 d'emprunt temporaire tel qu'il appert à la page 16, tableau no 3, des comptes publics de 1905.

Adopté.

Fonds de fidéicommis de \$73 835.57

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des sommes d'argent déposées entre les mains de la province sous le nom de "fonds de fidéicommis", et rapportant des intérêts au chiffre de \$73 835.57 tel qu'il appert à la colonne des recettes, page 4 des comptes publics de 1905, avec le nom des déposants.

Il prétend que cet item n'aurait jamais dû figurer dans la recette parce que ce n'est pas une somme qui appartient réellement à la province.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill

(Brome) répond que le député de Chambly fait preuve d'une ignorance lamentable en ce qui concerne les finances de la province, car le fonds en question est entre les mains du gouvernement fédéral et la province en retire des intérêts.

M. M. Perrault (Chambly) proteste avec indignation contre les insultes du trésorier.

Il rétorque qu'il en connaît aussi l

trésorier qui a tort de se fâcher. Je demande un renseignement, dit-il, je le demande poliment, et le trésorier n'a pas le droit de me traiter de la sorte. Si le trésorier tient absolument à être désagréable, je puis l'être, moi aussi, mais je ne vois pas bien ce qu'il pourra gagner à ce jeu.

L'honorable O. C. J. S. McCorkill (Brome) se lève pour riposter.

M. M. Perrault (Chambly) s'y objecte et soulève un point d'ordre. Il fait remarquer qu'il (l'honorable J. C. J. S. McCorkill) n'a plus le droit de parler.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) veut en appeler à l'Orateur.

M. M. Perrault (Chambly) ajoute qu'on lui a enlevé la parole, l'autre jour, pour la même raison.

M. l'Orateur décide que le point d'ordre soulevé par le représentant de Chambly est juste, et que le représentant de Brome ne peut parler qu'avec la permission de la Chambre.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) se lève de nouveau.

M. M. Perrault (Chambly) s'objecte à ce que le trésorier parle.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Avec votre permission, dit-il.

M. M. Perrault (Chambly): Non.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) reprend son siège et dit: motion perdue.

M. l'Orateur: Dans mon opinion (sic) les non l'emportent.

M. M. Perrault (Chambly): Comment le savez-vous puisque personne n'a demandé le vote.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) suggère au député de Chambly d'en rester là et demande de retirer cette motion.

M. M. Perrault (Chambly) propose, avec

le consentement unanime de la Chambre, que la motion soit retirée.

Adopté.

Intérêt sur avances à la Banque de Montréal

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute pièce justificative, sous forme de reçu ou extrait des livres, comme preuve que les montants d'emprunts temporaires représentés par l'item "intérêt sur avances" ont été remis à la Banque de Montréal à ou avant l'expiration de l'année fiscale 1904-1905.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) que le troisième paragraphe de la 58e règle de cette Chambre soit suspendu jusqu'à lundi prochain, inclusivement, en ce qui concerne la présentation des pétitions pour bills privés.

Adopté.

Abolition de la mort civile

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 3) abolissant la mort civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le préambule du bill.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2): Le bill stipule que la dégradation civique consiste dans la destitution et l'exclusion des condamnés de toutes fonctions, emplois ou offices publics sous le contrôle législatif de la province; dans la privation du droit de vote et d'éligibilité et en général de tous les droits civiques et politiques sous le même contrôle législatif; dans l'incapacité d'être juré, arbitre ou expert, d'être employé comme témoin dans des actes et de déposer en justice autrement que pour y donner des renseignements; dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille, d'être administrateur ou fidéicommissaire et d'être tuteur, curateur, subrogé-tuteur ou conseil judiciaire.

Le condamné à mort ou à une peine

afflictive perpétuelle est en outre, à compter du jour de la condamnation, en état d'interdiction, et il lui est, à la requête de tout intéressé, nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens, dans les formes prescrites pour les nominations de curateurs aux interdits pour cause de démence.

Le condamné à mort ou à une peine afflictive perpétuelle ne peut disposer de ses biens, en tout ou en partie, soit par donation entrevifs, soit par testament, ni recevoir à ces titres si ce n'est pour cause d'aliments.

Tout testament par lui fait antérieurement à sa condamnation est nul.

Le pardon, la remise de la peine ou sa commutation en une autre n'emportant pas la dégradation civique ou l'interdiction aux termes de cette loi, rendent au condamné la plénitude de ses droits politiques et civils, et obligent le curateur à lui rendre compte de son administration.

Les effets de la mort civile cessent, pour l'avenir, à l'égard des personnes qui en sont atteintes actuellement, sauf les droits acquis aux tiers.

À l'égard des personnes actuellement mortes civilement en conséquence d'une condamnation, leur état est régi par les dispositions qui précèdent.

Il existe dans cette province, dit-il, une institution qui est un vestige des temps d'esclavage. C'est la mort civile.

Sans savoir trop ce que c'est, les auteurs de droit ont trouvé des définitions plus ou moins justes pour en expliquer la nature. Elle existe d'après nos lois pour les condamnés à la mort naturelle, ceux qui sont punis de la détention à perpétuité et pour les membres de certains ordres religieux et faisant des vœux perpétuels. La mort civile, d'après la définition d'un auteur légal, est une institution qui fait comme mort, au point de vue du droit un individu qui est physiquement vivant.

De fait, c'est la confiscation par l'État des biens de ceux qui sont dits morts civilement.

La confiscation a toujours été de pair avec la mort civile, et nous la retrouvons dans notre code. Elle remonte aux derniers jours de la République romaine, elle dut son existence aux prescriptions des vainqueurs s'emparant des biens des vaincus. Après avoir été réservée d'abord aux crimes politiques, elle vint à s'étendre à tous les crimes. Elle fut abolie par Justinien. Les rois de France l'établissent dans le but de combattre le vice et elle y devint à la longue un des droits de la féodalité.

La loi de la mort civile, selon laquelle les biens de tout criminel condamné à mort ou à une peine d'emprisonnement perpétuel, ou les biens de certaines communautés religieuses (ces dernières pour différents services reçus) sont confisqués par l'État, fut mise en application lors de l'ancien régime

féodal en France et elle fut graduellement adoptée par la plupart des pays du monde.

Il raconte comment elle fut abolie en ce pays en 1791 pour renaître en 1793, pendant les plus mauvais jours de la Révolution.

Elle nous est venue au Canada avec la Coutume de Paris: "Quiconque confisque le corps, confisque les biens".

La mort civile existait en France et en Canada, par conséquent lorsque notre pays fut cédé à l'Angleterre. Après 1763, elle ne disparaît pas. L'Angleterre ne devait d'ailleurs supprimer cette institution qu'un siècle plus tard, en 1831 (1). Depuis longtemps la confiscation est virtuellement hors d'usage. En 1837, toutefois, lors de la répression de la rébellion, les biens des condamnés politiques furent confisqués. Et en 1891, dans la cause de Dumphy vs Kehoe, le juge Jetté décidait que rien de notre système légal ne s'opposait à la confiscation.

Lors de la codification de nos lois civiles l'on balança sur son utilité: tout de même elle fut maintenue. Le rapport préparé à ce sujet lors des travaux de codification par les commissaires Day, Caron et Morin, se ferme sur des conclusions très peu claires. Et le code est encore plus obscur. Mais d'après la meilleure interprétation des lois, les religieuses affectées par la mort civile seraient les sœurs de l'Hôtel-Dieu de Montréal et de l'Hôpital général de Québec, et les ursulines de Québec et de Trois-Rivières. Ces quatre communautés avaient été reconnues officiellement par le régime français.

L'Angleterre fut la première à reconnaître l'injustice de la loi de la mort civile et elle l'a abolie en 1831.

La mort civile a été abolie par la Belgique en 1831, par la France en 1791 d'abord, puis définitivement en 1854. Aux États-Unis elle n'exista jamais. Enfin la Russie elle-même a voulu se débarrasser de cette institution vermoulue. Depuis 1885, la mort civile n'y existe plus.

Il est immoral de punir le crime dans les enfants, en enlevant à ces derniers les biens appartenant à leur père condamné à mort.

À la suite de tous ces pays, nous voulons faire disparaître de nos lois un article injuste et suranné. D'ailleurs, pour la protection de la société, nous avons soin, en abolissant ce chatiment, de lui substituer certaines incapacités dont se trouveront frappés les coupables, conformément au bill actuellement soumis à cette assemblée.

Ainsi l'État n'aura plus le droit de s'emparer des biens des gens dits morts civilement. Mais leurs héritiers naturels et eux-mêmes en certains cas pourront en jouir. La mort civile d'autrefois sera considérée comme un interdit ordinaire. Le condamné à mort ou à une peine affective perpétuelle

perd ses droits ordinaires de citoyen.

Il y a quatorze siècles, dit-il en terminant, que dans Rome, Justinien décréta la suppression de la mort civile. Aujourd'hui, cette pénalité barbare existe encore dans notre province. Les préjugés ont la vie dure.

M. J.-M. Tellier (Joliette) se dit heureux d'approuver ce bill et il ne voit pas pourquoi la loi de la mort civile devrait exister, tout comme il ne peut penser à aucune objection qui pourrait être soulevée contre l'abolition de cette dernière. Il croit qu'il est inopportun de punir un crime jusque sur les générations suivantes.

La mort civile est une peine qui ne cadre guère avec notre manière d'envisager les choses, et ces dispositions du code n'ont plus leur raison d'être. Quant à être un reste d'esclavage, le mot est peut-être trop fort. La Révolution française, pourtant fort chatouilleuse à cet endroit, l'a conservée.

Il croit, comme le premier ministre, que le temps est venu de supprimer la mort civile. Mais il est d'avis que le projet déposé par le premier ministre au lieu de constituer un statut spécial, devrait être incorporé dans le code civil à la place occupée aujourd'hui par le chapitre de la mort civile, au lieu de le mettre dans les statuts refondus. À première vue le projet de loi du premier ministre lui paraît bon et il concourt dans l'idée du bill.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) explique qu'il a pensé à la chose, mais que finalement, vu les difficultés d'une telle tâche, il a cru préférable de présenter son projet sous la forme que l'on a vue.

M. P.-H. Roy (Saint-Jean) appuie cette mesure et dit qu'il serait préférable d'indiquer tous les articles du code civil affectés par la disposition du bill en question. Il demande aussi pour le bénéfice de qui seront administrés les biens du condamné, pour son bénéfice à lui-même, ou pour celui de sa famille?

Le curateur du dégradé civil remplira-t-il toutes les obligations auxquelles est tenu le condamné.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) donne les explications voulues puis il annonce que le bill sera soumis à une nouvelle étude. On pourra ainsi s'assurer hors de tout doute s'il est possible d'incorporer simplement cette mesure dans le code civil au chapitre de la mort civile. Au reste, tout cela n'a virtuellement que très peu d'importance. Ce sont pures questions de formalité et le résultat, sous quelque forme que soit adoptée la mesure, sera absolument le même en définitive.

Il demande à consulter les officiers de son département pour voir si la chose est

possible.

Le préambule du bill est adopté à l'unanimité.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Parc national des Laurentides

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 9) amendant la loi établissant le parc national des Laurentides soit maintenant lu pour la deuxième fois. Cette loi, qui fut votée en 1895, statuait que personne n'aurait le droit d'aller dans le parc ou de s'y établir à moins d'avoir un permis ou une licence du département. Or, il y a deux ans, la Compagnie électrique Portneuf et Québec s'est vu conférer, par un bill privé, le droit d'écluser le grand lac Jacques-Cartier et de construire une chaussée à la décharge de ce cours d'eau. L'entrée de la compagnie dans le parc national aurait pour effet de détruire le poisson dans une des plus belles régions de la province et, en second lieu, la compagnie électrique se trouverait à s'emparer pour rien d'un pouvoir d'eau d'une valeur considérable. Ces inconvénients avaient échappé dans le temps à l'attention des employés du ministère, mais aujourd'hui il devient indispensable de les prévenir par une loi.

Il veut respecter les intérêts de la compagnie, mais il est certain que celle-ci réussira tout aussi bien en s'installant en dehors du parc national. En conséquence, il voudrait voir amender la loi de 1895 de la façon suivante: Tout acte de la législature affectant le parc sera soumis à la section 4 de la même loi qui oblige à avoir un permis ou une licence de qui de droit pour pénétrer dans ce territoire.

Adopté à l'unanimité. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ordre du Très-Saint-Rédempteur

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 68) constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint-Rédempteur soit maintenant lu

pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Restauration de la cathédrale de Joliette

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 66) autorisant les catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopat catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Acte Brayer dit St-Pierre

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 49) ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Servantes du Très-Saint-Sacrement

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 36) constituant en corporation la Congrégation des servantes du Très-Saint-Sacrement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Hospice et couvent Sainte-Geneviève dans Jacques-Cartier

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 51) ratifiant et validant les conventions passées entre les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève no 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des soeurs de Sainte-Anne, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé

M. D. Caron (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 86) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Le Canada, d'où est tiré ce passage, mentionne 1870; il y a une erreur car le Temps du 3 février 1906 et le Herald du 2 février 1906 écrivent 1831.

Séance du 2 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures (1).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Décarie, la pétition de E.-B. Garneau et autres de Québec;
- par M. Godbout, la pétition de Thos. J. Samson et autres, de Québec.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de l'Hôpital protestant des aliénés demandant une loi déclarant en quelles valeurs les fonds de l'hôpital devront être placés;
- de E.-L. Éthier et autres demandant une loi constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et quilles de la province de Québec;
- et de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental demandant des amendements à sa charte.

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 90) intitulé "Loi constituant en corporation la "Quebec Northern Railway Company" et l'a adopté avec un amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 32) intitulé "Loi constituant en corporation les soeurs de Saint-François d'Assise" et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité recommande à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à huit membres au lieu de quinze.

Le rapport est adopté.

M. M. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- du révérend M. Lecours et autres demandant l'autorisation de vendre certaine

propriété de la paroisse de la Longue-Pointe;

- de la "Royal Trust Company" demandant des amendements à sa charte;

- du bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal demandant une loi autorisant l'émission d'obligations;

- et de Marie-Louise Lemoyne et autres demandant une loi constituant en corporation les "Pauvres clarisses de Valleyfield.

Introduction de bills:

L'honorable G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) demande la permission d'introduire un bill (no 97) amendant les lois 4 Édouard VII, chapitre 50, 5 Édouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission d'obligations de débentures par le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 92) autorisant les curés et marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre no 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 67) amendant la charte de la "Royal Trust Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Bergevin (Beauharnois) demande la permission d'introduire un bill (no 61) constituant en corporation les Pauvres clarisses de Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) demande la permission d'introduire un bill (no 139) amendant les articles 1025, 1472 et 1785 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Différend Gouin-Prévost

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) saisit la Chambre d'une question de

privilège.

Il nie absolument avoir eu la moindre querelle ou altercation avec le premier ministre au sujet d'un amendement à la loi sur l'éducation.

Certains journaux, dit-il, entre autres L'Événement, La Patrie et le Hérald, ont lancé la rumeur que j'étais en difficulté avec le premier ministre et que même nous avions échangé des mots plus qu'aigres-doux en pleins couloirs des bâtisses du gouvernement. Je tiens à couper court à ce canard. Je suis et j'ai toujours été en bonne amitié avec tous mes collègues avec qui je suis en conformité d'opinion et spécialement l'honorable premier ministre que je n'ai jamais cessé d'estimer et d'admirer.

Je suis complètement d'accord avec la politique du gouvernement et avec tous les points du programme ministériel, et je demeurerai d'accord avec toutes les questions que l'on adoptera comme mesures gouvernementales aussi longtemps que je serai ministre.

Il ne peut s'expliquer ni comprendre la publication de cette fausse rumeur et demande aux journaux qui ont publié cette fausse nouvelle de réparer en publiant sa déclaration. Il répète que tous ses collègues et surtout le premier ministre ont son estime.

Écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes, appartenant à la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay.

Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien et de l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, à la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay, passé le treizième jour de juin mil neuf cent cinq, devant Joseph Allaire, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et la

Congrégation des filles de Jésus, tel qu'approuvé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du dix-neuf juillet mil neuf cent cinq, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

Cédule A

Contrat

L'an mil neuf cent cinq, le treizième jour de juin, devant Mtre Joseph Allaire, notaire public pour la province de Québec, résidant à Québec, soussigné,

ont comparu:

Sa Majesté le roi Édouard VII, ici représentée par l'honorable Rodolphe Roy, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et ledit notaire, ne varietur,

Partie de la première part;
et

La Congrégation des filles de Jésus, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, ici représentée par la révérende soeur Marie de Sainte-Élizabeth, dûment autorisée à l'effet des présentes par et en vertu d'une résolution du Conseil provincial des filles de Jésus, passée en la cité des Trois-Rivières le trente et un mai dernier (1905) et annexée aux présentes, et aussi du consentement et de l'agrément de Sa Grandeur Monseigneur François-Xavier Cloutier, évêque du diocèse des Trois-Rivières, lequel consentement porte la date du neuf juin courant et se trouve au pied de la susdite résolution,

Partie de la seconde part.

Lesquelles ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir:

1. Ladite Congrégation des filles de Jésus, dûment autorisée comme susdit aux fins des présentes, tel qu'il appert de la résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants des deux sexes appartenant à la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter lesdits enfants, tant pour ladite école de réforme que pour ladite école d'industrie et les assujettir à l'ouvrage, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles.

2. Ladite Congrégation des filles de Jésus sera, pour les fins du présent contrat, soumise et sujette aux lois de cette province concernant lesdites écoles de réforme et d'industrie.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde, ladite Congrégation des filles de Jésus sera tenue de les faire appréhender et de les faire revenir à leur frais.

4. Lesdites filles de Jésus seront tenues de fournir au département du secrétaire de la province de Québec, un rapport mensuel dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun desdits enfants.

5. Lesdites filles de Jésus seront de plus tenues de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors desdites écoles.

6. Le nombre d'enfants que l

lesdites

filles de Jésus seront ainsi tenues de recevoir pour lesdites écoles de réforme et d'industrie en vertu du présent contrat sera de pas plus de huit, sauf ce que ci-après pourvu quand il y en aura plus que huit.

7. Lesdites filles de Jésus s'engagent, en outre, à recevoir dans leur établissement de la Pointe-aux-Esquimaux, à y nourrir, vêtir et instruire, gratuitement, au moins dix jeunes filles pauvres mais intelligentes, appartenant à ladite Côte-Nord (Labrador), à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés par les familles; à leur donner l'enseignement dans les langues française et anglaise de manière à donner parfaite satisfaction et à en faire des institutrices capables de donner un bon enseignement primaire.

8. Les autorités de ladite école seront tenues de fournir au département du secrétaire de la province de Québec, un rapport annuel dans lequel elles donneront le nom et l'âge de chacune desdites jeunes filles, la date de l'entrée, et celle de la sortie. Ce rapport devra aussi indiquer le progrès fait par chacune desdites jeunes filles, la satisfaction qu'elles donnent, les talents dont elles peuvent faire preuve et l'endroit où chacune d'elles s'est dévouée à l'enseignement après sa sortie de chez lesdites filles de Jésus.

9. De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer auxdites filles de Jésus, pour la tenue desdites écoles de réforme et d'industrie, une somme de mille piastres par année, les paiements devant être distribués d'après entente entre les parties aux présentes.

10. Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers lesdites filles de

Jésus à leur payer ladite somme de mille piastres comme minimum, qu'il y ait huit enfants ou moins à leurs dites écoles de réformes et d'industrie, mais à la condition spéciale que les jeunes filles destinées à l'enseignement, tel que pourvu ci-haut, soient toujours au nombre de dix, au moins.

11. Le gouvernement de cette province ne paiera rien pour les jeunes filles destinées à l'enseignement et qui excéderont le nombre de dix, mais il paiera en sus de ladite somme de mille piastres, une somme de cinq piastres et demie par mois pour chacun desdits enfants excédant le nombre de huit qui pourrait être envoyé dans ledit établissement de la Pointe-aux-Esquimaux en vertu des lois de cette province concernant les écoles de réforme et d'industrie.

12. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux membres du Conseil législatif, de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, ladite maison de la Pointe-aux-Esquimaux ainsi tenue par lesdites filles de Jésus.

13. Les autorités de ladite école devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province pourront leur donner de temps à autre.

14. À défaut par lesdites filles de Jésus d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est fait pour un temps et terme de dix années à compter du premier juillet mil neuf cent cinq et devant expirer le premier juillet mil neuf cent quinze.

Il est entendu qu'un ordre en conseil sera passé pour ratifier les présentes aussitôt qu'elles seront complétées, et le présent contrat devra aussi être ratifié par la législature.

Fait et passé à Québec, au bureau de l'honorable secrétaire de la province, les jour, mois et an susdits, sous le numéro onze mille huit cent quatre-vingt-trois des minutes dudit M^{re} Joseph Allaire, et lecture faite, lesdites parties ont signé en présence dudit notaire.

(Signé) L. Rodolphe Roy,

(Signé) Sr Marie de Sainte Élisabeth

F. de J. Provinciale,

(Signé) Jos. Allaire, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

Jos. Allaire, N. P.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905

Concernant certains contrats avec les

couvents du Bon-Pasteur de Québec, et de Montréal, les soeurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les pères maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie.

No 20

L'honorable secrétaire de la province, dans un rapport, en date du trois janvier (1905), expose: que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les soeurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les pères maristes de Montfort.

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année, et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire.

En conséquence, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toutes autres, si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres; tels contrats devant être approuvés par la législature.

Certifié,

(Signé) Gustave Grenier,

Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre en conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et la Congrégation des filles de Jésus, devant Joseph Allaire, le notaire soussigné, le treize de juin mil neuf cent cinq.

(Signé) L. Rodolphe Roy,

(Signé) Sr. Marie de Sainte-Élizabeth,

F. de J. Provinciale,

(Signé) Jos. Allaire, N. P.

Vraie copie

Jos. Allaire, N. P.

Extrait d'une délibération du conseil provincial des filles de Jésus, tenu aux Trois-Rivières, le 31 mai 1905.

Relativement au projet de l'établissement tenu jusqu'à l'an dernier par les révérendes soeurs de Charité de Québec à la Pointe-aux-Esquimaux et dont on nous a proposé de prendre la suite, le conseil de notre maison provinciale a adopté, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Lesdites filles de Jésus acceptent un projet de contrat avec le gouvernement de la province de Québec, représenté par l'honorable monsieur Louis-Rodolphe Roy, secrétaire de la province, et concernant une école de réforme et d'industrie et pour

former des institutrices, laquelle école sera tenue par elles à la Pointe-aux-Esquimaux.

Ce contrat devra fixer la pension des enfants, tel qu'il y sera mentionné, et garantir à l'institution un nombre d'enfants suffisant pour atteindre au moins la somme de mille piastres par année à dater du premier juillet 1905.

2. Soeur Marie de Sainte-Élizabeth est autorisée à signer ce contrat.

Couvent des filles de Jésus.

Trois-Rivières, ce 31 mai 1905.

(Signé) Sr Marie Le Gallo dite

Marie de Sainte-Élizabeth,

(Signé) Sr Jeanne Marie Jegat dite

Marie du Saint-Sépulcre,

(Signé) Sr Marie Vincente LeQuer dite

Marie Sainte-Bathilde.

Vu et approuvé,

F. X. Ev. des Trois-Rivières.

Sainte-Ursule, 9 juin 1905.

Ceci est la résolution de la Congrégation des filles de Jésus, suivie du consentement de S. G. Mgr F.-X. Cloutier, évêque des Trois-Rivières.

Québec, 13 juin 1905.

(Signé) L. Rodolphe Roy,

(Signé) Sr Marie de Sainte-Élizabeth,

(Signé) Jos. Allaire, N. P.

Vraie copie,

Jos. Allaire, N. P.

Cédule B

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 18 juillet 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 19 juillet 1905.

Concernant un contrat avec la Congrégation des filles de Jésus.

No 468

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du dix-neuf juillet (1905), soumet au Conseil, pour approbation et ratification, le contrat passé devant Mtre Joseph Allaire, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier 1905, avec la Congrégation des filles de Jésus qui a son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, pour la garde, l'entretien et l'instruction des enfants des deux sexes appartenant à la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent (Labrador) qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, à la Pointe-aux-Esquimaux.

Certifié,

Gustave Grenier,

Greffier du Conseil exécutif.

En proposant cette résolution, il dit qu'il y a dix ans, un contrat du même genre avait été passé avec les soeurs de la Charité et en 1905 un contrat avait été passé avec les filles de Jésus, une congrégation de Trois-Rivières.

Pour la tenir: de cette école, le gouvernement paiera auxdites filles de Jésus une somme de mille piastres par année.

La résolution et les cédules A et B

sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) demande la permission d'introduire un bill (no 2) concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndicats d'élevage

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 7) concernant les syndicats d'élevage soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Comme son nom l'indique, cette loi a pour but de faciliter l'organisation de syndicats d'élevage dans nos campagnes et ainsi exempter nos cultivateurs de procédures coûteuses pour se former en petites sociétés.

À l'avenir, dix membres pourront former un syndicat. Chaque action dans le syndicat sera de dix piastres.

Il s'agit ici de faire au Canada ce qui se fait en Allemagne, Belgique, Danemark et qui donne partout de si bons résultats. Il en existe déjà quelques-uns dans la province. Mais les demandes se faisant plus nombreuses tous les jours, le temps est venu de faciliter ces unions par une loi facile et non coûteuse.

Ce projet de loi répondra donc à un des besoins de la classe agricole et en favorisant l'union et la coopération entre nos cultivateurs ainsi qu'entre nos associations agricoles les plus nombreuses dans le but d'améliorer les animaux de la ferme, il contribuera, s'il est adopté par la législature, à activer le progrès de l'agriculture.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession hors de la province

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 150) amendement le code de procédure civile en ajoutant l'article 135a, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Transmission d'immeubles par testament ou donation

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 146) amendement l'article 2098 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Interpellations:

Incendie du couvent Sainte-Geneviève

M. G. Lafontaine (Maskinongé): 1. Combien le gouvernement a-t-il payé à la communauté des soeurs de Sainte-Anne à l'occasion de l'incendie de leur couvent de Sainte-Geneviève?

2. Le gouvernement se propose-t-il d'en faire autant pour aider les victimes de l'incendie de Louiseville?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)
pour l'honorable L. Gouin (Montréal no 2): 1. Le gouvernement a, en octobre 1905, payé deux cent cinquante dollars aux soeurs de Sainte-Anne, non pas pour les dédommager des pertes qu'elles avaient subies à l'occasion d'un incendie, mais pour les aider à construire un couvent dans Sainte-Geneviève de Jacques-Cartier.

2. À l'étude.

Expositions régionales

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Est-ce l'intention du gouvernement de

subventionner, à l'avenir, les expositions régionales?

2. Quel est le montant total des subsides accordés, annuellement, aux expositions régionales ou provinciales, depuis 1897-98?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. À l'étude.

2. Année 1898-1899	\$19 604.75
année 1899-1900	16 050.00
année 1900-1901	10 391.50
année 1901-1902	17 000.00
année 1902-1903	15 879.20
année 1903-1904	15 095.03
année 1904-1905	16 101.54
année 1905-1906 (au 1er février)	6 500.00
Total	\$116 622.02

Ventilation des écoles primaires

M. G. Langlois (Montréal no 3): Combien d'écoles primaires, dans la province de Québec, sont conformes aux articles 101 et 102 des règlements du comité catholique de l'Instruction publique en rapport avec la ventilation?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Il y a, sous contrôle, dans la province de Québec, 5 901 écoles; 8 028 salles de classes; 6 677 salles de classes dont la ventilation est bonne. Les écoles indépendantes catholiques et les écoles supérieures protestantes ne fournissent aucune statistique se rapportant à la ventilation.

Demande de documents:

Placement de \$133 200

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe) qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, documents, correspondance, etc., en rapport avec le placement de \$133 200, payées en acomptes sur la vente du chemin de fer de la rive nord et du Canadien Pacifique, en bons du palais de justice de Québec, tel qu'il appert à la page 18 des comptes publics, ainsi qu'en rapport avec l'item "fonds en fidéicommiss" à la page 281, au montant de \$10 505.64, au sujet du placement de ces mêmes acomptes.

Adopté.

Intérêt sur avance à la Banque de Montréal

La proposition du représentant de

Chambly (M. M. Perrault), appuyée par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province et la Banque de Montréal au sujet de l'item "intérêt sur les avances" au montant de \$24 253.83, à la page 73 des comptes publics de 1904, ainsi qu'au sujet des items correspondants dans les comptes publics, depuis le 30 juin 1896, étant soumise à la Chambre,

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), du consentement unanime de la Chambre, que ladite motion soit retirée.

Adopté.

Palais de justice de Québec

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant cette Chambre copie:

1. D'un d'état de l'emprunt effectué par la province suivant 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16, et des sommes dépensées sur cet emprunt pour le palais de justice de Québec, ainsi que des revenus depuis 1882, provenant de la taxe imposée en vertu des mêmes statuts;

2. D'un état jusqu'à date du fonds d'amortissement provenant de la même taxe, du capital qu'il a dû former depuis 1882, avec le nom de l'institution dépositaire de ce capital.

Adopté.

Vente par les enfants de M. J. Morris et W. B. Lambe, à J. Robinson

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Crédit municipal canadien

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 55) amendant la charte du Crédit municipal canadien, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Charte de Saint-Germain
de Rimouski**

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 38) amendement la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Saint-Nazaire,
Dorchester**

M. A. Morisset (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 75) détachant des municipalités de Saint-Léon de Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Club Viger

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 59) constituant en corporation le club Viger, Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Association athlétique
d'amateurs nationale**

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 60) constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Association des opticiens

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 91) constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 48) amendement la charte de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Chemin de fer
du comté de Portneuf**

M. É.-A. Panet (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 56) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. Selon le Peuple de Montmagny du 9 février 1906, seulement seize députés assistent à cette séance. Rappelons que selon le règlement, le quorum est fixé à vingt membres.

Séance du 5 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal demandant une loi l'autorisant à contracter un emprunt et pour d'autres fins;
- de O. Cherrier et autres demandant une loi à l'effet de diviser le comté de Pontiac pour les fins de la représentation;
- d'Édouard Burroughs-Garneau et autres demandant une loi constituant en corporation la "Canadian Eastern Railway Company";
- et de Thomas J. Samson et autres demandant une loi constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec.

Introduction de bills:

M. N. Dion (Témiscouata) demande la permission d'introduire un bill (no 141) amendant l'article 32 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

"Quebec Northern Railway"

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 90) constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company".

Adopté.

En comité:

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) demande que cette compagnie ne soit astreinte à commencer la construction de son chemin de fer qu'à partir du moment où le Grand-Tronc-Pacifique passera dans cette région de la province.

Le comité rejette cette demande et exige que la loi générale soit appliquée.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport sans amendement.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Soeurs de Saint-François d'Assise

M. A. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 32) constituant en corporation les soeurs de Saint-François d'Assise.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Godbout (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église "Messiah"

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no A1) constituant en corporation l'Église du "Messiah" (Unitarian), de Montréal, et ratifiant un certain acte de donation et de transport fait par ladite église, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Financial and Trust Corporation"

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 57) amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Édouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de "Financial Corporation" en celui de "The Financial and Trust Corporation", soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Pauvres clarisses de Valleyfield

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 61) constituant en corporation les Pauvres clarisses de Valleyfield soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Royal Trust Company"

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose selon l'ordre du jour, que le bill (no 67) amendant la charte de la "Royal Trust Company" soit maintenant lu pour la

deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Commissaires d'écoles protestantes de Montréal

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 97) amendant les lois 4 Édouard VII, ch. 50, 5 Édouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission d'obligations ou débetures par le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Terre no 42 de la Longue-Pointe

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 92) autorisant les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe, à vendre la terre no 42 du cadastre de la Longue-Pointe soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Chemin de fer de Lévis

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Interpellations

Rapport d'assurances

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) pour **M. M. Perrault (Chambly)**: 1. Quelles sont les assurances qui ne se sont pas conformées à la loi 2 Édouard VII, chapitre 67, ou à tout autre statut précédent, exigeant un rapport à l'honorable secrétaire de la province, ainsi qu'un dépôt de garantie entre les mains de l'honorable trésorier, avec ou sans intérêt?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir ces lois ou de les amender de manière à ce que les porteurs de police soient protégés par un dépôt de garantie efficace?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. Aucune.

2. Cette question est trop indéfinie et vague pour qu'on y réponde.

Subventions aux chemins de fer

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) pour **M. M. Perrault (Chambly)**: Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à payer les subventions aux compagnies de chemins de fer qui ne veulent pas se soumettre aux lois 54 Victoria, chapitre 88, 58 Victoria, chapitre 6 et 1 Édouard VII, chapitre 2?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): C'est l'intention du gouvernement de retenir sur les subventions qu'il aura à payer aux compagnies de chemins de fer toutes les sommes que ces compagnies lui devront lors du paiement de telles subventions.

Révision des statuts

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) pour **M. M. Perrault (Chambly)**: 1. Quels sont les statuts qui sont révisés et refondus par la commission spéciale?

2. À quelle époque ces statuts seront-ils prêts à être livrés à la circulation?

3. À quelle somme s'élèvera le coût de ce travail?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): 1. Les statuts d'intérêt général.

2. LE gouvernement l'ignore. Le premier rapport de la commission sera déposé dans quelques jours.

3. La dernière refonte de nos statuts a coûté \$107 999.40; le gouvernement est convaincu que le coût de la refonte qui se fait actuellement sera moindre.

Subventions en argent et en terres aux chemins de fer

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) pour **M. M. Perrault (Chambly)**: Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer la politique de subventions en argent et en terres aux compagnies de chemins de fer et de déboursier les \$382 411.58 qui restent à payer suivant la page 45 des comptes publics de 1905?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): À l'étude.

Vente des terres

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) pour **M. M. Perrault (Chambly)**: Le gouvernement peut-il placer la date de la vente des terres au commencement de l'année fiscale sans préjudice aux conditions de cette vente ou aux intérêts généraux de la province?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Cette question reçoit, en ce moment, l'attention du département des Terres et Forêts.

Droits de succession

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 5) pour M. M. Perrault (Chambly): 1. La conférence entre les trésoriers des diverses provinces, en vue d'assimiler les lois sur les droits de succession, a-t-elle eu lieu, telle que projetée dans le discours sur le budget, prononcé par l'honorable trésorier de la province, le 25 avril 1905?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?
3. Quel en est le résultat?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Non.

Empièrrement des routes

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 5) pour M. M. Perrault (Chambly): 1. Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder aucun octroi spécial pour l'empièrrement des routes dans les comtés qui ne reçoivent pas d'argent pour les fins de colonisation?

2. Dans l'affirmative quel montant par mille?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): À l'étude.

Nouvelles sources de revenu

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 5) pour M. M. Perrault (Chambly): Le gouvernement a-t-il mis à l'étude, depuis la session de 1903, les questions soulevées dans les divers débats, à l'effet de réaliser une augmentation de revenu, soit par la consolidation de la dette provinciale à un taux réduit, soit par la revendication, auprès du gouvernement du Canada des droits de la province dans le remboursement des sommes provenant des baux et permis de pêche, ou des sommes payées par les États-Unis pour l'indemnité dite des pêcheries?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Oui.

Intérêts sur fonds en fidéicommiss du dominion

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 5) pour M. M. Perrault (Chambly): Quelle est la raison de la réduction du montant mentionné dans les états financiers de 1906-1907, page 10, pour intérêts sur fonds en fidéicommiss possédés par le dominion, tel que comparé avec le même item des comptes publics de 1904-1905, page 4, dans la colonne des recettes?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Vu que le taux de l'intérêt sur les fonds en fidéicommiss est discuté, la province prétendant qu'il devrait être de cinq pour cent et le dominion qu'il devrait être de quatre pour cent, les estimés, pour plus de certitude, ont été basés sur le taux le moins élevé.

Différends entre la province et le dominion sur fonds en fidéicommiss

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 5) pour M. M. Perrault (Chambly): 1. Les différends sont-ils réglés entre la province et le dominion au sujet du montant d'intérêt qui devait être payé sur les fonds en fidéicommiss possédés par le dominion?

2. Dans l'affirmative, le taux d'intérêt est-il maintenu ou réduit?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Non.

Demande de documents:

Comité protestant du Conseil de l'instruction publique

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. J. H. Kelly), qu'il soit mis devant cette Chambre copie du procès-verbal ou du projet du procès-verbal de la réunion du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, le 30 janvier 1906.

Il réserve ses observations pour mercredi prochain au moment où les autres questions concernant ce comité seront débattues et où tous les membres anglais prendront probablement part à la discussion.

Adopté.

Dépôt de documents:

État des cautionnements

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 10 mars 1905 au 31 janvier 1906, inclusivement, tel que requis par l'article 633 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 25)

Réserve de forêt, de chasse et pêche en Gaspésie

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant les réserves forestières de la chasse et de la

pêche, dans la Gaspésie.

Il informe la Chambre que son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

Cette mesure a, en outre de la chasse et de la pêche, un triple point de vue; le climat, l'agriculture et l'industrie.

La grande péninsule de Gaspé contient des forêts inestimables qui protègent les réservoirs de quelque vingt rivières qui se déversent dans le fleuve et le golfe Saint-Laurent et dans la baie des Chaleurs. Il cite le rapport du surintendant des gardes forestiers afin de démontrer combien il est important de préserver ces forêts. Il déclare que, par un arrêté en conseil adopté le 28 avril 1905, le gouvernement a décidé d'établir à cet endroit une réserve de forêt, de chasse et de pêche, un parc public ainsi qu'un lieu de délassement sous le contrôle du ministre des Terres et Forêts, pour les citoyens de la province, sujets aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions, et sujets aussi au contrôle du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries en autant que la chasse et la pêche sont concernées.

Le territoire inclus dans ce parc s'étend en partie dans le comté de Matane et en partie dans le comté de Gaspé, et se décrit comme suit: commençant à la ligne de division entre le comté de Matane et le comté de Bonaventure, à l'intersection du 67^e méridien de longitude est, avec la ligne de profondeur du comté de Bonaventure; de là le long de ladite ligne de profondeur du comté de Bonaventure et son prolongement, dans la même direction, atteignant le 65^e méridien de la longitude est, au lac Édouard, dans le comté de Gaspé, de là au nord, le long dudit 65^e méridien jusqu'au 49^e parallèle de latitude nord; de là, à l'est le long dudit 49^e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap-Chat; de là suivant les lignes de profondeur des cantons Romieu, Dalibaire et de Cherbourg, dans le comté de Matane, jusqu'au 67^e méridien susdit; de là au sud, le long dudit 67^e méridien, au point de départ, le tout comprenant une superficie d'environ deux mille cinq cents milles carrés, plus ou moins.

Il est aussi résolu de permettre la coupe de bois dans cette section, tel que stipulé dans les dispositions, mais le territoire ne pourra être ni vendu ni occupé, à moins de règlements spéciaux.

Des réserves semblables ont été établies déjà sur une grande échelle, dans les autres provinces et aux États-Unis. Elles ont

partout donné d'excellents résultats.

Il explique que les règlements spéciaux auxquels il a fait allusion sont ceux en vigueur au parc national des Laurentides et, en effet, l'ensemble de ces résolutions ainsi que le bill basé sur ces dernières ont été pris tel quel dans la loi créant le parc des Laurentides. Cette loi, passée par l'honorable E. J. Flynn lorsqu'il était ministre des Terres de la couronne sous le gouvernement Taillon, est considérée comme aussi parfaite qu'il est possible de l'être et elle a très bien réussi. Conséquemment, il est convaincu que les mêmes résolutions réussiront aussi bien pour la réserve gaspésienne.

Attendu qu'il est désirable et avantageux de convertir une certaine partie des terres non arpentées et non concédées de la couronne, dans la péninsule de Gaspé, en une réserve forestière, dans le but de protéger la forêt tout en permettant la coupe du bois ainsi qu'il y a été pourvu par règlements, assurant par là l'existence de l'irrigation naturelle dans son état actuel, ce qui est nécessaire à l'exploitation la plus efficace de l'industrie agricole ainsi qu'à la protection et à la perpétuation du poisson et du gibier dans ladite région; qu'il soit, en conséquence, résolu:

1. Que le territoire s'étendant, partie dans le comté de Matane et partie dans le comté de Gaspé, décrit comme suit: "Commençant à la ligne de division entre le comté de Matane et le comté de Bonaventure, à l'intersection du 67^e méridien de longitude est, avec la ligne de profondeur du comté de Bonaventure; de là le long de ladite ligne de profondeur du comté de Bonaventure et son prolongement, dans la même direction, atteignant le 65^e méridien de la longitude est, au lac Édouard, dans le comté de Gaspé; de là au nord, le long dudit 65^e méridien jusqu'au 49^e parallèle de latitude nord; de là, à l'est le long dudit 49^e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap-Chat; de là suivant les lignes de profondeur des cantons Romieu, Dalibaire et de Cherbourg, dans le comté de Matane, jusqu'au 67^e méridien susdit; de là au sud, le long dudit 67^e méridien, au point de départ, le tout comprenant une superficie d'environ deux mille cinq cents milles carrés, plus ou moins", mis à part comme réserve forestière par un ordre en conseil du 28 avril 1905, ne pourra être vendu ou occupé, sauf tel que ci-après pourvu; et que ledit ordre en conseil, appendice A de cette loi soit ratifié.

Adopté.

2. Que ce territoire soit mis à part comme réserve forestière, endroit de pêche et de chasse, parc public et lieu de délassement, sous le contrôle du ministre des Terres et Forêts, pour les citoyens de la province, sujet aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et aux

règlements qui seront faits en vertu d'icelle et sujet de plus au contrôle du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, en tant que la chasse et la pêche y sont concernées, et soit connu sous le nom de "Réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie".

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ajouter à la réserve tout territoire adjacent et non concédé de la couronne.

Adopté.

4. Que nul, sauf les personnes ayant bail, licence ou permis, ne pourra s'établir ou se fixer sur, se servir de ou occuper aucune partie de ladite réserve, et qu'aucun bail, licence ou permis qui puisse diminuer de quelque manière l'utilité de la réserve ne pourra être fait, accordé ou émis.

Adopté.

5. Que les dispositions de toute loi générale ou spéciale permettant de prendre possession de quelque partie de la réserve de forêt, de chasse et de pêche de la Gaspésie ou l'exécution de tous travaux dans les limites de la réserve soient sujettes à l'application de la résolution précédente.

Adopté.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un surintendant chargé de l'exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et des règlements faits en vertu d'icelle, et que les gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires seront nommés par le ministre des Terres et Forêts.

Adopté.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, amender et révoquer des règlements pour les objets suivants:

a. L'administration, la protection, l'entretien et les améliorations de la réserve et des cours d'eau, lacs, arbres et arbrisseaux, minéraux, curiosités naturelles et autres matières y contenues;

b. La protection contre les incendies et leur extinction;

c. La conservation et la protection du poisson, du gibier, des oiseaux sauvages en général, et de tous les animaux de la réserve, et la destruction des loups, ours et autres animaux nuisibles, féroces ou destructeurs;

d. Les pouvoirs et devoirs du surintendant, des gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires, ainsi que le salaire et autre rémunération à leur accorder sur les crédits affectés à cet objet;

e. L'éloignement et le renvoi des personnes et la confiscation ou destruction des fusils ou autres armes à feu ou explosifs, trappes, filets, dards ou autres armes ou instruments de chasse ou de pêche, qui se trouvent, sans droit, dans les limites de la réserve;

f. L'émission de licences de boutiques et de maisons pour le logement des visiteurs, et des établissements où des commerces et industries nécessaires aux personnes se rendant à la réserve peuvent être exploités;

g. L'émission de licences pour couper du bois sur des limites, ci-devant vendues, situées dans la réserve pour l'amélioration de la réserve et pour le chauffage des préposés au service de la réserve;

h. L'exploitation des mines et le développement des intérêts miniers dans les limites de la réserve, et l'émission de licences ou permis d'occupation pour cet objet ou pour l'exploration et la recherche des mines et minéraux;

i. La location, pour un nombre d'années quelconque, de telles parties de la réserve, qu'il jugera propres à la construction de maisons d'habitation et autres constructions nécessaires pour loger les visiteurs ou personnes se rendant à la réserve.

j. Et, en général, les choses nécessaires à la mise à exécution de la loi qui sera basée sur ces résolutions; et que tous ces règlements seront publiés deux fois dans la Gazette Officielle de Québec, et auront dès lors force de loi.

Adopté.

8. Que tout contrevenant à l'une des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou à l'un des règlements faits en vertu d'icelle, soit passible d'une pénalité de pas moins de cinq piastres et n'excédant pas cinquante piastres, avec frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois et de pas plus de trois mois, avec ou sans travaux forcés.

Adopté.

9. Que nul ne peut pêcher dans les eaux, chasser dans les limites de la réserve sans une licence accordée par le ministre des Terres et Forêts ou par une personne par lui désignée à cet effet, sans se rendre passible de la pénalité prescrite par la résolution précédente.

Adopté.

10. Que le surintendant ou tout garde forestier de la réserve ou tout constable peut, sans mandat, arrêter à vue et traduire devant un juge de paix ou le surintendant, pour subir son procès suivant la loi, ou peut arrêter et chasser des limites de la réserve toute personne prise en flagrant délit de contravention aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou des règlements faits en vertu d'icelle.

Adopté.

11. Que tous filets, trappes, dards, armes à feu, explosifs, armes ou instruments, saisis ou confisqués en vertu des règlements faits suivant la loi qui sera basée sur ces résolutions, soient vendus, et que le produit

de la vente, déduction faite des dépenses nécessaires, soit appliqué comme il est ci-après spécifié.

Adopté.

12. Qu'aucun bois de construction ou autre pourra être abattu ni coupé dans les limites de la réserve, qu'en vertu d'une licence accordée conformément à la loi concernant les bois et forêts ou à des règlements s'y rapportant ou d'une autorisation donnée par le ministre des Terres et Forêts ou des règlements concernant la régie de la réserve.

Adopté.

13. Qu'un permis de coupe de bois sur les terres faisant partie de la réserve ne donne point au porteur d'icelui titre à la possession exclusive de cette terre ou de ce territoire à l'encontre de la couronne ou des agents ou employés de cette dernière, et qu'aucun tel permis ne soustraira le porteur, ses agents ou employés aux prohibitions relatives à la pêche, à la chasse, au port ainsi qu'à l'usage d'armes à feu dans les limites de la réserve.

Adopté.

14. Que la recherche des minéraux dans les limites de la réserve soit prohibée, sauf quand elle sera faite en conformité des règlements passés à cet égard.

Adopté.

15. Qu'aucune licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans les limites de la réserve ne pourra être accordée; et que toute liqueur enivrante, trouvée dans les limites de la réserve et tenue pour être mise en vente contrairement aux dispositions de la loi des licences de Québec, pourra être saisie et détruite par tout garde forestier de la réserve, ou par tout constable ou percepteur du revenu de la province à ce autorisé; et que lesdits gardes forestiers auront les pouvoirs et l'autorité d'un percepteur du revenu de la province pour ce qui concerne l'application des dispositions de la loi des licences de Québec et de celles de la loi qui sera basée sur ces résolutions, dans la réserve.

Adopté.

16. Que rien de ce que contient la loi qui sera basée sur ces résolutions ne soustraira ledit territoire comprenant la réserve ni celui situé à un mille d'une partie quelconque de cette dernière à l'application des dispositions des statuts refondus relatives aux pêcheries, ni à celles des lois de la chasse, à moins de prescriptions contraires.

Adopté.

17. Que, en sus de toute pénalité imposée par la loi qui sera basée sur ces résolutions ou par les règlements faits en vertu d'icelle, le délinquant soit responsable de tous les dommages qu'il aura causés, et que ces dommages soient recouvrables devant toute cour ayant juridiction compétente.

Adopté.

18. Que, afin de maintenir l'ordre, de faire respecter la loi et les dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et les règlements faits en vertu d'icelle, le surintendant aura, dans les limites de ladite réserve et dans un rayon d'un mille autour d'icelle, tous les pouvoirs, droits et privilèges d'un magistrat de police.

Adopté.

19. Que toute personne arrêtée pour une contravention aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou aux règlements faits en vertu d'icelle, punissable sur conviction sommaire devant un juge de paix ou le surintendant, pourra avant ou après condamnation, être emprisonnée dans la prison commune ou tout autre prison des districts de Rimouski et de Gaspé, suivant que le juge de paix ou le surintendant le juge plus convenable.

Adopté.

20. Que, lors de l'audition d'une dénonciation ou plainte faite en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou des règlements passés en vertu d'icelle, le plaignant ou dénonciateur soit témoin compétent, nonobstant l'intérêt pécuniaire qu'il peut avoir dans la conviction du délinquant, et le délinquant est aussi témoin compétent et contraignable.

Adopté.

21. Que toutes poursuites pour la punition des infractions à la loi qui sera basée sur ces résolutions pour lesquelles il n'existe pas de dispositions spéciales, pourront être intentées devant tout magistrat de police, un ou plusieurs juges de paix ou le surintendant.

Adopté.

22. Que la moitié de toute amende ou pénalité imposée en vertu de la loi appartiendra à Sa Majesté et pourra être employée à payer les dépenses encourues par la mise à exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et l'autre moitié, si elle est perçue, donnée au poursuivant ou dénonciateur, ainsi que les frais qu'il pourra avoir encourus, et qui auront été recouverts, et que le surintendant, les gardes forestiers et autres employés de la réserve n'aient aucune part dans les amendes ou dans les pénalités.

Adopté.

23. Que les dispositions et formules du code criminel de 1892, touchant les convictions sommaires, régiront les poursuites et procédures en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions en autant qu'elles seront applicables.

Adopté.

24. Que tous revenus provenant de l'octroi des licences, permis aux baux, en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions, constitueront un fonds spécial et seront affectés au paiement des dépenses encourues pour mettre à exécution ces

dispositions; et, que jusqu'à ce que ce fonds soit suffisant, une somme de trois mille piastres sera annuellement affectée aux dépenses encourues par le ministre des Terres et Forêts, pour cet objet.

Adopté.

25. Que la loi qui sera basée sur ces résolutions n'affectera aucun droit résultant d'un permis de coupe de bois, ou d'une location accordée à une personne ou à un club de chasse ou de pêche.

Adopté.

APPENDICE A

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 27 avril 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 28 avril 1905.
No 255

Pour la conversion d'une partie de la péninsule de Gaspé en réserve forestière, en vertu de la loi 4 Édouard VII, chapitre 13, section 7.

L'honorable ministre des Terres, Mines et Pêcheries, dans un rapport en date du 27 avril (1905), expose qu'il est désirable et avantageux qu'une certaine partie des terres non arpentées et non concédées de la couronne, dans la péninsule de Gaspé, soit érigée en réserve forestière, dans le but suivant, savoir: la protection des forêts, tout en permettant la coupe du bois, tel qu'il est pourvu par les règlements actuellement ou ci-après en vigueur, assurant par là l'existence de l'irrigation naturelle dans son état actuel, ce qui est nécessaire à l'exploitation la plus efficace de l'industrie agricole, ainsi qu'à la protection et à la perpétuation du poisson et du gibier dans ladite région;

Que des réserves semblables à celle ici décrite ont été établies sur une grande échelle dans les provinces voisines et aux États-Unis et sont agrandies et augmentées, continuellement, et que, là où ces réserves ont été faites, il y a quelques années, les résultats qu'elles ont produits ont déjà été trouvés très avantageux pour le public;

Que le territoire en question est borné comme suit:

"Commençant à l'intersection du 67e méridien, de là le long de la ligne de profondeur du comté de Bonaventure, de là dans la même direction atteignant le 65e méridien au lac Édouard; de là, au nord, le long du 65e méridien au 49e parallèle; de là à l'est, le long du 49e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap-Chat; de là suivant la ligne de profondeur des cantons Romieu, Dalibaire et Cherbourg jusqu'au 67e méridien; de là au sud, le long du 67e méridien au point de départ, comprenant une superficie d'environ 2 500 milles carrés, plus ou moins";

Que le territoire ci-dessus décrit est éminemment propre aux fins mentionnées, vu qu'il est tout à fait impropre à la

colonisation, que plusieurs grandes et importantes rivières y prennent leur source, qu'il est riche en poissons et en gibier, toutes choses qu'il est dans l'intérêt public de protéger.

En conséquence, l'honorable ministre recommande que le territoire ci-dessus décrit soit mis à part comme réserve forestière sous le nom de "Réserve forestière de Gaspé", conformément aux dispositions de la loi 4 Édouard VII, chapitre 13, section 7.

(Certifié)

Gustave Grenier,

Greffier du Conseil exécutif.

L'appendice A est adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande la permission d'introduire un bill (no 8) concernant l'établissement d'une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Introduction de bills:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande la permission d'introduire un bill (no 12) amendant la loi concernant les terres publiques(l).

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Dépôt de documents:

Assurance Mont-Royal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 1er février 1906, pour copie de l'ordre en conseil du 17 mars 1903, au sujet du dépôt de \$25 000 de l'assurance Mont-Royal. (Document de la session no 23)

Emprunt temporaire de \$700 000

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 1er février 1906, pour copie de l'ordre en conseil autorisant le changement de taux d'intérêt de 3 7/8% à 4 1/2% sur \$700 000 d'emprunt temporaire tel qu'il appert à la page 16, tableau no 3 des comptes publics de 1905. (Document de la session no, 24)

La séance est levée à 4 heures.

NOTE

1. Au sujet de l'introduction de ce projet de loi, les sources divergent. Le procès-verbal indique que cette étape a eu lieu le 22 janvier 1906 (voir page 22) alors que le Journal de l'Assemblée législative la place à la séance du 5 février.

Séance du 6 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Rapports de comités:

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir:

- de la Compagnie de chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean;
- de la cité de Montréal;
- de la ville d'Outremont;
- de la Compagnie du chemin de fer Québec Central;
- de la "Imperial Trust Co";
- de la corporation du comté de Lévis;
- de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental demandant respectivement une loi amendant leur charte;
- de la "Sovereign Fire Insurance Company"; de la "Quebec Paper Bag Company"; de la "Dominion Corset Company"; et de l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de quilles, et de l'Association des hôteliers de la province de Québec demandant respectivement une loi les constituant en corporation;
- et de Timothy W. Malone et autres demandant une loi érigeant en municipalité scolaire séparée la paroisse de Saint-Michel-Archange, de Montréal.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec;
- bill (no 37) concernant le Club Montefiore;
- bill (no 47) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 68) constituant en corporation l'ordre du Très-Saint-Rédempteur;
- et bill (no 36) constituant en corporation la Congrégation des servantes du Très-Saint-Sacrement.

Introduction de bills:

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) demande la permission d'introduire un bill (no 64) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec & Lac-Saint-Jean, et les lois qui l'amendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) demande la permission d'introduire un bill (no 79) érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) demande la permission d'introduire un bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) demande la permission d'introduire un bill (no 93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Godbout (Beauce) demande la permission d'introduire un bill (no 101) constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Godbout (Beauce) demande la permission d'introduire un bill (no 43) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer "Quebec Central".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) demande la permission d'introduire un bill (no 44) amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 82) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu pour la

première fois,

M. A. Bergevin (Beauharnois) demande la permission d'introduire un bill (no 78) amendant la charte de l'"Imperial Trust Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 62) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 63) constituant en corporation "The Sovereign Fire Insurance Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire le bill (no 69) constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire le bill (no 70) constituant en corporation "The Dominion Corset Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Fréquentation scolaire

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4):

1. Combien y a-t-il d'écoles rurales dans la province de Québec?

2. Combien y a-t-il d'enfants qui fréquentent les écoles élémentaires dans la province de Québec?

3. Combien de garçons et de filles reçoivent l'instruction dite supérieure?

4. Combien d'élèves fréquentent les écoles du soir?

5. Quel est le nombre des élèves qui fréquentent les écoles des arts?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. 6 115.

2. 209 713.

3. 27 724 suivent les cours modèle et académique.

4. 6 788 élèves inscrits; présence moyenne: 3 609.

5. 2 194 élèves inscrits; présence moyenne: 1 363.

Diplômes de l'école normale

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1.

À la réunion du comité protestant du Conseil

de l'instruction publique, tenue le 3D janvier courant, la motion faite par M. G. J. Walker, pour changer les règlements de l'école normale relativement aux diplômes, a-t-elle été prise en considération?

2. L'amendement de M. Sutherland a-t-il été pris en considération?

3. La motion ou l'amendement a-t-il été adopté?

4. Quels sont les membres du comité qui ont voté en faveur de l'amendement de M. Sutherland, et quels sont ceux qui ont voté contre?

5. Quels sont les membres, s'il y en a, qui se sont abstenus de voter?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1.

Oui.

2. Oui.

3. L'amendement a été adopté.

4. Pour: MM. J. C. Sutherland, H. 3. Silver, H. B. Ames, le rév. Dr. Rexford, Dr. W. Peterson et Sa Seigneurie l'Evêque Dunn. Contre: MM. W. S. Maclaren, John White, G. J. Walker, le Dr. W. S. Shurtleff.

5. Dr. J. W. Robertson, le rév. Dr. Shaw, M. G. L. Masten, le Dr. S. P. Robins.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer que la réponse à cette question est irrégulière, attendu que les documents qui la confirment n'ont pas encore été produits.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)

donne pour justification que ces documents vont être déposés au cours de la séance.

Comité protestant de l'Instruction publique

La Chambre passe à l'article 13 de l'ordre du jour qui se lit comme suit:

1. Combien y a-t-il de membres du comité protestant du Conseil de l'instruction publique qui résident dans les cités de Montréal et de Québec?

2. Combien y en a-t-il qui résident dans d'autres cités de la province?

3. Combien de membres viennent des comtés ruraux?

4. N'est-il pas vrai que les écoles protestantes de cités sont régies et réglementées par des statuts spéciaux tandis que les écoles rurales sont administrées d'après les lois générales de l'instruction publique de la province?

5. N'est-il pas vrai que tout ou presque tout le travail du comité protestant du Conseil de l'instruction publique provient desdites lois générales de l'instruction publique et non desdits statuts spéciaux?

6. Le gouvernement est-il d'opinion que les membres dudit comité résidant dans les cités ont ou n'ont pas la connaissance essentielle de l'état actuel de l'instruction publique dans les campagnes, connaissances

qu'il faudrait avoir pour l'administrer d'une manière convenable et sympathique?

7. Le gouvernement a-t-il l'intention de modifier la composition dudit comité?

8. Le gouvernement sait-il que les contribuables des écoles protestantes se plaignent de la rareté d'instituteurs pour leurs écoles rurales?

9. Quelles mesures le comité a-t-il prises pour remédier à ladite rareté d'instituteurs?

10. Le gouvernement sait-il que la motion de M. G. J. Walker, membre dudit comité, ayant pour but de remédier à la rareté d'instituteurs a été rejetée par le vote, à la dernière réunion dudit comité?

11. Quelqu'un des membres du comité résidant à la campagne a-t-il voté contre ladite motion? Dans l'affirmative, qui est-il?

12. Le gouvernement sait-il que l'école normale McGill à Montréal est la seule source qui fournit les instituteurs protestants?

13. Le gouvernement sait-il que l'école normale McGill ne fournit pas le nombre d'instituteurs requis pour les écoles protestantes de la province?

14. Le gouvernement sait-il que le nombre de personnes enseignant sans diplôme dans les écoles protestantes a considérablement augmenté depuis 1898?

15. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire à ce sujet?

16. Le gouvernement sait-il qu'un grand nombre de protestants dans toute la province se refusent à envoyer leurs enfants à l'école normale McGill à Montréal, pour en faire des instituteurs?

17. Le gouvernement approuve-t-il la méthode du comité protestant du Conseil de l'instruction publique relativement à ses règlements ayant pour but de fournir des instituteurs?

18. Y a-t-il dans le comité protestant des représentants venant des comtés de Pontiac, Ottawa, Châteauguay, Drummond, Wolfe, Sherbrooke, Compton, Bonaventure et Gaspé?

M. l'Orateur: Au sujet de l'article 13, que j'ai lu avec soin, je dois décider que les paragraphes 6 et 17 ne sont pas dans l'ordre, parce qu'il est irrégulier, dans une interpellation, de demander l'opinion du gouvernement - ou d'aucun membre de la Chambre - sur une matière d'ordre politique ou d'administration. (Bourinot, page 434). - Décision de M. l'Orateur Wurtele, page 1010 du volume des Décisions des Orateurs de l'Assemblée Législative de cette province, publiées par le greffier de cette Chambre.

May dit, page 237 de l'édition de 1893, de May's Parliamentary Practice:

"Questions addressed to ministers should relate to the public affairs with which they are officially connected, to proceedings pending in Parliament, or to any matter of

administration for which the minister is responsible. Within these lines an explanation can be sought regarding the intentions of the government, but not for an expression of their opinion upon matters of policy" (1).

Cette irrégularité rend toute cette interpellation hors d'ordre, parce qu'une interpellation partiellement irrégulière dans sa rédaction, est hors d'ordre dans son entier, au sens parlementaire. Mais le système parlementaire a aussi beaucoup de ressources pour la solution des difficultés qui se présentent au cours de la procédure, toujours pour la protection plus efficace des libertés constitutionnelles dont il est la sauvegarde.

L'honorable député de Pontiac (M. D. Gillies) n'a qu'à consentir au retrait des deux paragraphes irréguliers de son interpellation, et il aura ensuite le droit de la faire, avec le consentement de la Chambre.

Si les paragraphes irréguliers ne sont pas retranchés, il sera de mon devoir de décider que toute cette interpellation n'est pas dans l'ordre.

M. D. Gillies (Pontiac) demande alors la permission de retrancher les paragraphes 6 et 17 de l'interpellation dont il a donné avis, et qui est inscrite au feuillet des ordres comme article 13.

Accordé à l'unanimité.

M. D. Gillies (Pontiac): 1. Combien y a-t-il de membres du comité protestant du Conseil de l'instruction publique qui résident dans les cités de Montréal et de Québec?

2. Combien y en a-t-il qui résident dans d'autres cités de la province?

3. Combien de membres viennent des comtés ruraux?

4. N'est-il pas vrai que les écoles protestantes de cités sont régies et réglementées par des statuts spéciaux, tandis que les écoles rurales sont administrées d'après les lois générales de l'instruction publique de la province?

5. N'est-il pas vrai que tout ou presque tout le travail du comité protestant du Conseil de l'instruction publique provient desdites lois générales de l'instruction publique et non desdits statuts spéciaux?

7. Le gouvernement a-t-il l'intention de modifier la composition dudit comité?

8. Le gouvernement sait-il que les contribuables des écoles protestantes se plaignent de la rareté d'instituteurs pour leurs écoles rurales?

9. Quelles mesures le comité a-t-il prises pour remédier à ladite rareté d'instituteurs?

10. Le gouvernement sait-il que la motion de M. G. J. Walker, membre dudit comité, ayant pour but de remédier à la rareté d'instituteurs a été rejetée par le vote, à la dernière réunion dudit comité?

11. Quelqu'un des membres du comité

résidant à la campagne a-t-il voté contre ladite motion? Dans l'affirmative, qui est-il, celui-là?

12. Le gouvernement sait-il que l'école normale McGill, à Montréal, est la seule source qui fournit les instituteurs protestants?

13. Le gouvernement sait-il que l'école normale McGill ne fournit pas le nombre d'instituteurs requis pour les écoles protestantes de la province.

14. Le gouvernement sait-il que le nombre de personnes enseignant sans diplôme dans les écoles protestantes a considérablement augmenté depuis 1898?

15. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire à ce sujet?

16. Le gouvernement sait-il qu'un grand nombre de protestants dans toute la province se refusent à envoyer leurs enfants à l'école normale McGill, à Montréal, pour en faire des instituteurs?

18. Y a-t-il dans le comité protestant des représentants venant des comtés de Pontiac, Ottawa, Châteauguay, Drummond, Wolfe, Sherbrooke, Compton, Bonaventure et Gaspé?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1.

Onze, comprenant un à Westmount.

2. Aucun.

3. Neuf.

4. Oui, en partie, mais la loi générale s'applique, dans tous les cas auxquels il n'est pas pourvu par le statut spécial.

5. Oui.

7. Oui, à mesure que se produiront les vacances.

8. Oui.

9. Aucune.

10. Oui.

11. On n'a pas voté directement sur la motion de M. W. Walker.

Les votes de MM. J. C. Sutherland, S. J. Walker et John Whyte, membres résidant à la campagne, ont été donnés sur un sous-amendement pratiquement au même effet.

L'amendement qui a pratiquement fait rejeter la motion principale, n'a été appuyé que par M. J. C. Sutherland parmi les membres résidant à la campagne.

12. Oui.

13. Oui.

14. Oui.

15. Le gouvernement prend la question en sérieuse considération.

16. Le gouvernement n'a pas d'informations.

18. Non.

Demande de documents:

Médecins de Saint-Jean-de-Dieu

M. L.-P. Bernard (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé

(M. G. Lafontaine), qu'il soit mis devant cette Chambre:

1. Une liste des noms des médecins employés à l'asile Saint-Jean-de-Dieu de la Longue-Pointe pour le traitement des malades de cette institution, etc.;

2. La date de la nomination de chacun de ces médecins;

3. Le salaire de chacun de ces médecins, par année.

Adopté.

Convention forestière fédérale

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant la Chambre copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la puissance et celui de la province, au sujet de la convocation de la convention forestière fédérale tenue les 10, 11 et 12 janvier 1906, en vertu d'une décision du Parlement fédéral, à sa session de 1905.

Il explique ses demandes.

Adopté.

Pont de Québec

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant la Chambre copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la puissance ou la commission fédérale du chemin de fer Le Transcontinental et le gouvernement de la province de Québec, au sujet de toute somme à être remboursée en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, de 1867 (section 92, article 10, paragraphe c), en rapport avec les subventions votées par la législature de Québec, comme aide à la construction du pont de Québec.

Adopté.

Consolidation de la dette

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant la Chambre copie des documents et de la correspondance échangée avec toute personne en rapport avec la consolidation de la dette fondée (sic), et des emprunts temporaires ainsi que le rachat d'aucune partie de la dette consolidée, depuis le 30 juin 1904?

Adopté.

Comptes publics

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous documents expliquant

la nature de la défalcation ou détournement au montant de \$39 388.23 mentionné dans les comptes publics, à la colonne des recettes, depuis le 30 juin 1886 et l'origine des billets ou effets non échus au montant de \$44 625.80 mentionné aussi dans les comptes publics, à la colonne des recettes, depuis 1890.

Adopté.

**Congrès de colonisation
de Saint-Jérôme et congrès
de chasse et de pêche à Montréal**

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des ordres en conseil, documents et correspondance autorisant le congrès de colonisation à Saint-Jérôme, les 21, 22 et 23 novembre 1905, et le congrès de chasse et de pêche, à Montréal, les 12, 13 et 14 décembre 1905, ainsi que des comptes des frais encourus par la province pour la convocation et la tenue de ces deux congrès.

Revenus des pêcheries

La proposition du représentant de Chambly (M. M. Perrault) appuyée par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit voté un ordre de la Chambre pour la production d'une copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la puissance et celui de la province de Québec, soit au sujet d'aucune augmentation des subsides, soit au sujet du remboursement des sommes provenant des États-Unis, pour l'indemnité dite des pêcheries, soit au sujet des droits de la province dans le remboursement d'autres sommes provenant des baux et permis de pêche, étant soumise à la Chambre,

M. M. Perrault (Chambly) propose, avec le consentement unanime de la Chambre que la motion soit retirée.

Adopté à l'unanimité.

Donation Drummond

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 80) ratifiant l'acte d'une donation de certaine propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company", comme fidéicommissaire, pour l'établissement d'un asile pour les incurables, les infirmes, les malades et les vieillards, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. "Les questions adressées aux ministres doivent concerner les affaires publiques auxquelles ils sont officiellement rattachés, les travaux en cours au Parlement ou toute question d'administration relevant du ministre. Ainsi, une explication peut être demandée concernant les intentions du gouvernement, mais non pas une opinion sur des sujets d'ordre politique".

Séance du 7 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 86) intitulé "Loi amendement la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Matane et Gaspé" et l'a adopté sans amendement.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements à sa charte et trouve que les avis ont été publiés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Raymond Belleau, demandant une loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, et trouve que les avis ont été publiés dans les journaux mais qu'il n'a été donné aucun avis dans la Gazette Officielle de Québec et votre comité est d'opinion que les avis ne sont pas suffisants.

Quant aux pétitions suivantes, votre comité trouve qu'il n'en a pas été donné avis, savoir:

- de Severe-L. Perron;
- d'Alfred Hardy;
- de François Richer-Laflèche;

et d'Ernest Bourgoin demandant respectivement une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no A2) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des catholiques de Québec,

parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228;

- bill (no 81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 59) constituant en corporation le Club Viger, de Montréal;
- et bill (no 91) constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec.

Introduction de bills:

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) demande la permission d'introduire un bill (no 35) amendement la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 137) amendement les articles 5279 et 5284 des statuts refondus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-C. Blouin (Lévis) demande la permission d'introduire un bill (no 136) abrogeant la loi amendement l'article 4691 des statuts refondus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Dépôt de documents:**Comité protestant du Conseil de l'instruction publique**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février 1906, pour une copie du procès verbal ou d'un projet du procès verbal de la réunion du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, le 30 janvier 1906. (Document de la session no 26)

Médecins de Saint-Jean-de-Dieu

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1906, donnant:

1. Les noms des médecins employés à

l'asile Saint-Jean-de-Dieu de la Longue-Pointe pour le traitement des malades de cette institution, etc;

2. La date de la nomination de chacun de ces médecins;

3. Le salaire de chacun de ces médecins, par année. (Document de la session no 27)

Interpellations:

Écoles protestantes

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1. Quel est le nombre d'instituteurs à qui l'école normale McGill a accordé des certificats, chaque année, depuis 1890?

2. Quel est le nombre de certificats d'instituteurs qui a été accordé chaque année, depuis 1890 par l'ancien Bureau central des examinateurs protestants aboli en 1898 ou 1899?

3. Quelle somme la province a-t-elle donnée aux écoles protestantes et autres institutions scolaires de Montréal, en l'année 1904-1905?

4. Quelle somme la province a-t-elle donnée aux écoles protestantes et autres institutions scolaires de Québec, en l'année 1904-1905?

5. Quelle somme des deniers de la province a été donnée, dans chaque classe, aux écoles protestantes, élémentaires, modèles et académiques, dans les comtés de la province, en l'année 1904-1905?

6. Quel est le taux de la taxe scolaire imposée aux contribuables protestants dans les cités de Montréal et de Québec, respectivement, en l'année 1904-1905, et la valeur totale de la propriété immobilière imposée dans chacune desdites cités?

7. Quel a été le nombre des élèves du deuxième cours de la classe académique dans chaque académie protestante de la province, durant les années 1898 et 1904-1905?

8. Quel est le nombre d'instituteurs, hommes ou femmes, enseignant sans diplôme, qui ont été employés dans les écoles élémentaires protestantes de la province, chaque année, depuis 1898 jusqu'à 1905 inclusivement?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

1. 1890	73
1891	90
1892	81
1893	83
1894	93
1895	120
1896	137
1897	106
1898	138
1899	143
1900	123
1901	146
1902	149

1903	167
1904	91
1905	<u>119</u>
	1859

2. Nombre de diplômes accordés par le Bureau central des examinateurs protestants durant les années suivantes:

1890	173
1891	261
1892	289
1893	252
1894	301
1895	328
1896	266
1897	<u>332</u>
	2202

481 de ces diplômes n'étaient valides que pour un an seulement.

3. (a) Du fonds des écoles publiques, \$6 369.21.

(b) Pour trente bourses fondées par le gouvernement à la (sic) "High School", Montréal, \$1 185.00.

(c) Pour les écoles du soir, \$ (sic)

(d) Université McGill, \$2 075.00.

(e) Bureau des examinateurs de l'université, \$500.00.

4. (a) Du fonds des écoles publiques, \$420.44.

(b) Pour vingt bourses fondées par le gouvernement à la (sic) "High School", de Québec, \$1 285.00.

(c) Pour les écoles du soir, \$ (sic)

(d) Pour la (sic) "High School", des filles, \$200.00.

5. Académies (excepté Montréal et Québec), \$6 035.00.

Écoles modèles, \$5 730.00.

Écoles des municipalités pauvres, \$8 146.00.

Écoles élémentaires, sur le fonds des écoles publiques, à peu près \$12 000.00.

Comme le fonds des écoles publiques est divisé à raison de la population et non pas spécifiquement entre catholiques et protestants, il est pratiquement impossible de donner en ce cas plus qu'un chiffre approximatif.

6. (a) Quatre millièmes par piastre calculés sur la valeur imposable de la propriété immobilière, à Montréal.

(b) Quatre pour cent de la valeur locative, à Québec.

(c) La valeur imposable, à Montréal, pour les protestants, \$65 265 000.00.

(d) La valeur imposable, à Québec, pour les protestants, \$2 327 497.00.

7. Nombre des élèves qui ont pris part aux examens du mois de juin en 1898 et 1905, respectivement:

	Année 1898	Année 1905
	2e cours	2e cours
Académies	académique	académique
Aylmer	3	
Bedford	0	5
Coaticook	4	7

Cookshire	5	8
Cowansville	6	2
Danville	8	2
Dunham	7	9
Gault Institute	0	6
Granby	5	9
Huntingdon	46	19
Inverness	4	13
Knowlton	7	8
Lennoxville		3
Lachute	13	8
Lachine		3
Ormstown	11	4
Saint-Lambert		1
Saint-François	10	5
Saint-Jean	3	
Shawville	2	7
Sherbrooke	16	7
Stanstead	10	11
Sutton	6	6
Trois-Rivières	1	
Waterloo	19	10
Westmount	10	31
Examen général fait à l'école McGill pour l'admission à l'école normale		25
	196	209

Le deuxième cours académique de 1905 représente à peu près une année de plus de vie scolaire que le deuxième cours académique de 1898, le terme ayant été prolongé d'un an depuis cette dernière date.

8. Instituteurs non diplômés:

1898-9	64
1899-1900	83
1900-1	137
1901-2	171
1902-3	187
1903-4	254
1904-5	305

Instituteurs protestants

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1. Des 305 instituteurs non diplômés enseignant dans les écoles élémentaires protestantes de la province, combien y en avait-il qui enseignaient sans permis ou autorisation du département?

2. Combien y avait-il d'instituteurs d'écoles protestantes enseignant dans cette province en 1904-05, qui possédaient un diplôme de l'école normale McGill?

3. Combien y avait-il d'instituteurs d'écoles protestantes enseignant dans cette province en 1904-05, qui possédaient un diplôme de l'ancien Bureau central des examinateurs aboli en 1899?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. 214

2. 743

3. 433

Demande de documents:

École normale McGill

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. P.-H. Roy), qu'il soit mis devant cette Chambre:

1. Copie de tout règlement du comité protestant de l'Instruction publique exigeant comme condition première d'avoir suivi les cours de l'école normale McGill pour l'obtention du diplôme d'enseignement dans les écoles élémentaires;

2. Copie des requêtes faites contre tel règlement et adressées au comité protestant, spécialement les requêtes venant du comté de Richmond;

3. Copie des motions ou résolutions faites au comité protestant de l'Instruction publique demandant l'annulation de ces règlements et, spécialement, de la motion de M. Gavin Walker;

4. État comprenant le nombre d'instituteurs des écoles protestantes ayant enseigné sans diplôme, chaque année, depuis 1898 jusqu'à présent;

5. Copie des résolutions du comité protestant demandant l'octroi de quelque partie de la somme de \$50 000 accordée aux écoles élémentaires, en vertu du statut 60 Victoria, chapitre 3, à l'école normale McGill et comment il a été employé (1).

L'objet de cette motion, dit-il, est d'attirer l'attention de cette Chambre et de la province sur la déplorable condition de l'instruction primaire protestante, telle que soumise au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique.

Les Protestants n'ont pas à se plaindre même le plus légèrement du monde, de la position que leur font les lois d'Instruction publique de la province.

Comme minorité ils reconnaissent qu'ils jouissent de privilèges égaux à ceux de la majorité et qu'ils reçoivent leur part proportionnelle des deniers publics.

Si je me lève, ce n'est pas pour demander une révolution dans le Conseil de l'Instruction publique.

Je crois que la grande majorité des catholiques et des protestants sont en faveur du maintien du système actuel dans ses principales lignes. Personnellement je suis opposé aux idées de démolition, mais je suis pour les réformes.

Je ne veux rien révolutionner, mais comme tous les députés de cette Chambre vont le comprendre, de nombreuses réformes s'imposent. Je crois que le temps est venu de faire ces réformes. J'attire l'attention du gouvernement sur l'état de choses actuel. La situation dans laquelle se trouve les écoles protestantes dans la province de Québec est souverainement alarmante. Elle est unique au monde.

Vous-même, monsieur l'Orateur, lors d'une occasion mémorable, il y a près de

trois ans, aviez attiré l'attention de la législature sur la situation de l'instruction protestante. Les conditions que vous nous faisiez remarquer à ce moment existent toujours et elles se sont même aggravées. Le secrétaire provincial de l'époque, l'honorable député de Québec-Est (2), à la fin de ce débat, avait annoncé que le gouvernement ferait dès que possible tout en son pouvoir pour venir à la rescousse de l'instruction protestante dans la province.

La promesse qui nous avait alors été faite fut triomphalement accomplie par le premier ministre qui, lors des derniers jours de la session précédente, annonça que le gouvernement avait augmenté de \$50 000. l'aide financière accordée à l'éducation. Mis à part ces observations générales, mes remarques se borneront, pour cette occasion, à la conduite du comité protestant de l'Instruction publique envers les écoles élémentaires rurales.

Une longue et intéressante controverse à ce sujet s'est déroulée pendant quelques mois dans les journaux ruraux anglais: plusieurs injustices ont été dénoncées et on suggéra différents moyens de les réparer.

Le résultat de cette agitation fut de soulever l'opinion publique à un niveau encore jamais atteint dans cette province, et les vents de la réforme vinrent souffler jusqu'aux portes de notre législature.

Les Protestants des comtés ruraux semblent unanimes à dire que les villes de Québec et de Montréal sont beaucoup trop représentées au comité protestant et qu'en conséquence, ils dominent ses délibérations et contrôlent sa ligne de conduite.

A part le surintendant, qui est membre ex-officio, la section protestante du conseil compte 19 membres dont 11 sont de Montréal et de Québec et 8 fournis par le reste de la province.

Environ le tiers de la population protestante de la province demeure dans les villes de Québec et Montréal tandis que les deux tiers sont répartis dans les régions rurales. Advenant la mise aux voix d'une question qui pourrait susciter un conflit d'intérêts entre les villes et les comtés ruraux, les villes disposeraient d'une forte majorité, celle-ci disproportionnée face à leur population. Il me semble que le principe de la représentation selon le nombre d'habitants devrait être mis en vigueur pour la sélection d'un comité ayant la nature et les pouvoirs administratifs du comité protestant de l'Instruction publique, et si ce principe était appliqué, il deviendrait évident que les villes détiennent un pouvoir beaucoup plus large que celui auquel elles ont droit en toute justice.

Lorsqu'il s'agit de la distribution des argentés votés par le Parlement, les villes se servent d'abord et donnent les restes aux écoles rurales.

L'on sait que les villes en ont bien moins besoin que les campagnes. Elles ont des dons; elles peuvent taxer beaucoup plus sans se faire tort; elles ont bien des moyens de subvenir aisément à l'entretien de leurs écoles que les municipalités rurales n'ont pas.

J'entends démontrer qu'à cause de l'influence de la majorité du conseil sur bon nombre de questions concernant l'éducation, un clivage est né entre les villes et les campagnes, et cette injuste prépondérance des villes est devenue un mal intolérable et une injustice que ce Parlement se doit de réparer.

Le comité protestant est composé d'un nombre de membres protestants égal au nombre de membres laïcs du comité catholique. Ces messieurs sont investis du pouvoir de choisir six autres personnes en tant que membres associés. Ce pouvoir de sélection semble extraordinaire et il n'a aucune raison d'être. Ainsi, la majorité décide de la nomination des six membres associés. Il est donc très clair que le mode de représentation actuel prévaudra encore longtemps et qu'aucun changement ne pourra être escompté, à moins d'une réforme complète et radicale. Le manque évident de représentation de la population rurale à ce comité par rapport à son abondance et à son influence devient encore plus flagrant lorsque nous constatons que des grandes parties de la province, telles Ottawa, Châteauguay, Drummond, Wolfe, Compton, Bonaventure, Gaspé, Shefford et Sherbrooke, dans lesquelles se retrouve une population protestante importante et influente, ne sont représentées en aucune façon.

Dans quelques journaux dignes de confiance et dans la correspondance publiée dans la presse en général, on préconise, comme moyen de remodeler le comité et de le rendre plus représentatif de l'ensemble de la population, de retirer aux membres du comité le droit de choisir leurs six associés et que les députés protestants de cette Chambre deviennent d'office membres du comité en leur lieu et place. Ils seraient sans aucun doute investis de la pleine responsabilité. Il s'agit là d'une suggestion que, pour des raisons personnelles et assez délicates, je considère mal à propos de discuter, mais c'est une suggestion qui vaut la peine d'être étudiée par le gouvernement.

De toute façon, il n'y a aucune difficulté à remodeler le comité actuel afin de le rendre plus conforme aux points de vue et même aux réserves des gens pour qui ce comité administre les affaires. Le gouvernement peut sans problème assumer la responsabilité de la nomination des six membres ou membres associés, et ainsi, il y aurait au moins un semblant de responsabilité.

Personnellement, je n'ai absolument rien

à dire contre un seul des membres de ce comité. Ce sont des hommes de très grande dignité et certains parmi eux remplissent éminemment les plus hautes fonctions dans le domaine de l'éducation de notre province, et il serait difficile de les remplacer, mais je dois dire que la nomination de certains de ces membres a, malheureusement pour eux, engendré de très nombreuses critiques. Je fais particulièrement allusion aux messieurs qui sont payés par le comité et qui y siègent. Le moins que l'on puisse dire, c'est que leur nomination à de tels sièges n'a pas été très judicieuse.

Dans toute réorganisation, les principaux des deux grandes universités protestantes - McGill et Lennoxville - devraient être membres d'office de ce comité.

En toute franchise, j'estime que la majorité du comité tel que constitué présentement n'est pas en relation avec les sentiments de la population rurale, tout comme cette même population n'est pas en relation avec ce dernier et qu'une réforme du système est absolument nécessaire.

Le système scolaire des villes, et plus particulièrement celui de la ville de Montréal, est, sous tous les aspects complètement différent de celui qui prévaut dans le reste de la province. Le reste de la province ne peut avoir quelque influence que ce soit sur les villes et il ne peut en aucune façon changer leur manière de s'administrer. Pourquoi alors devraient-elles dominer les politiques du reste du système avec lequel elles ont si peu en commun?

M. Adams, qui a récemment visité les écoles du Canada, a rédigé un rapport à leur sujet et évidemment, s'est dit surpris de ce même état de choses. Il mentionne: "L'on constate que les écoles se divisent en cinq catégories. Celles dont j'ai le moins à dire, ce sont les écoles des villes, car elles n'ont à faire face à aucun des désavantages qui constituent l'essence même des conditions particulièrement défavorables affectant l'éducation protestante dans le reste de la province. La population protestante de Montréal est assez nombreuse pour garantir l'organisation de son propre système scolaire, et assez riche pour procurer les édifices, appareils et employés nécessaires. Bien que, d'une certaine façon, les écoles protestantes de Montréal fassent partie du système scolaire général de la province, elles sont en réalité administrées comme un département indépendant sous l'autorité du surintendant. L'organisation de ces écoles est tout à fait différente de celle présente dans toute autre région de la province".

Monsieur l'Orateur, la situation des écoles protestantes dans les régions rurales de la province a fait naître des sentiments de vive inquiétude parmi les Protestants. Différents facteurs ont provoqué cet état de

choses. Je ne veux pas ennuyer la Chambre en répétant des faits qui ont déjà été mentionnés. La migration de la population et la diminution du nombre d'élèves dans les écoles sont la preuve que ceux qui demeurent dans les régions reculées sont moins capables de porter efficacement le fardeau que représentent les écoles, et la cause de l'éducation en souffre.

Le docteur Shaw, président du comité protestant, dans un récent rapport sur les écoles protestantes, soutient que la moitié des écoles élémentaires de la province sont dans un état plus qu'insatisfaisant. Que la politique du comité protestant, dans de telles circonstances, soit d'accorder tout l'argent disponible aux municipalités pauvres est sans aucun doute la conclusion à laquelle arriverait toute personne sensée, mais, au contraire, le comité semble avoir décidé, malgré la pauvreté des régions rurales, de favoriser et de développer l'éducation supérieure et dans plusieurs cas, au détriment de l'éducation élémentaire rurale.

L'école normale McGill de Montréal semble être l'enfant chéri du comité. Il fut décidé que cette institution serait La Mecque où tous les instituteurs pour écoles élémentaires de la province se rendraient, ceci étant une condition préalable à l'obtention du diplôme pour enseigner dans les écoles élémentaires. Cela m'amène à parler de l'une des questions les plus importantes et les plus irritantes de la controverse actuelle.

Il veut simplement combattre un règlement adopté en 1898 par le comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Ce règlement oblige toutes les personnes désirant enseigner dans les écoles protestantes, à obtenir un diplôme de l'école normale McGill.

Avant 1898 les instituteurs pour écoles élémentaires recevaient des diplômes du Bureau central des examinateurs pourvu qu'ils eussent subi leurs examens du Bureau central des examinateurs et pourvu qu'ils eussent subi leurs examens du deuxième degré académique. Pendant plusieurs années ce système fut en usage, il donna le résultat le plus satisfaisant, on ne s'en plaignit jamais.

Rien ne fut entrepris pour changer quoi que ce soit, mais afin de favoriser les intérêts de l'école normale McGill, il fut adopté cette année-là:

1. Que des diplômes pour écoles élémentaires seraient décernés à ceux seulement qui auraient suivi un cours de quatre mois à l'école normale McGill;

2. Que des diplômes pour écoles élémentaires avancées seraient décernés à ceux seulement qui auraient suivi un cours de neuf mois à cette même école. (Voir l'article 2 des règlements du comité protestant)

Cette disposition prescrit comme règle

inflexible que tous les futurs enseignants, de Gaspé à Pontiac, doivent franchir les portes sacrées de l'école normale McGill avant de pouvoir être dotés d'un diplôme d'instituteur. Les institutrices des régions rurales sont habituellement recrutées parmi les filles de fermiers, jeunes filles âgées de dix-sept ans ou plus, et qui n'ont pas de moyens financiers, sinon les modestes sommes que leur procurent leurs parents grâce à l'agriculture. Or, les parents refusent de laisser leurs filles partir de la campagne pour s'en aller à la ville et pour deux raisons: premièrement parce qu'ils ne peuvent payer les frais indispensables. Cette formation est d'ailleurs trop coûteuse pour ce qu'elle rapporte, les jeunes filles ne faisant généralement de l'enseignement que pendant deux, trois ou quatre ans.

Deuxièmement, parce qu'ils ne sont pas disposés à laisser leurs filles s'en aller seules dans les villes, sans protection contre les dangers auxquels elles y sont exposées. Cette disposition nous a facticement retiré tous nos futurs enseignants.

L'adoption de cette disposition a provoqué une pénurie d'instituteurs qualifiés, la fermeture de bon nombre d'écoles et l'engagement d'une foule d'instituteurs non qualifiés.

Quelles sont les statistiques dans ce domaine? En 1898, le nombre total d'instituteurs employés sans avoir de diplôme était de soixante-quatre. En 1903, ce nombre augmenta jusqu'à 160. En 1904, il atteignait 225 et l'année dernière, 305; c'est donc dire que ce nombre s'est accru de façon vertigineuse.

Il n'y a aucun doute que le système établi par le comité est un système idéal, que l'on pourrait même souhaiter avoir, mais il est regrettable que ce système ne fonctionne pas bien. Il ne peut pas bien fonctionner tout simplement parce que la population ne peut payer les coûts que cela implique. Les dépenses sont trop élevées pour que tous les gens puissent en profiter. La pension en ville est - chère, les frais de déplacements sont élevés, et il y a aussi toutes les dépenses imprévues qui s'y rattachent.

Ce système est en vigueur en France et en Allemagne. Là-bas, l'école normale est obligatoire, mais elle est aussi gratuite, défrayée par l'État, ce qui fait toute la différence du monde. Au Québec, elle est aussi obligatoire, mais l'État ne paie que pour l'école, le personnel et l'enseignement, ce qui ne représente qu'une petite partie des dépenses pour l'élève. Ce système est donc inapplicable.

L'une des objections les plus sérieuses que l'on porte contre l'école normale McGill est le fait de ne pas pouvoir loger les élèves à même l'institution. Ces jeunes filles quittent leurs parents et partent vers la

ville, où elles sont obligées de loger dans des maisons de pension réparties dans toute la ville. Il est vrai que l'on s'efforce d'établir une certaine discipline, mais ces règlements ne sont que sur papier et comme moyen de protéger les jeunes élèves, cela ne vaut pratiquement rien. Le comité ne s'est pas entendu sur la façon d'appliquer ces règlements. Au sein du comité, il y a toujours eu un groupe important qui s'y opposait.

Il semblerait, d'après une enquête faite par un sous-comité nommé par le comité même, que la province de Québec apprécie ce trait qui la distingue, étant le seul État civilisé sur ce continent où une telle disposition est établie comme condition obligatoire.

À la page 198 de l'*Educational Record* publié en novembre 1904, on retrouve un rapport présenté par le professeur Kneeland, dont je cite quelques extraits:

"Aux questions soumises par lettre circulaire, des réponses plus ou moins complètes nous ont été expédiées par chaque province du dominion, par Terre-Neuve et les Territoires du Nord-ouest et par chaque État et territoire de l'Union américaine. L'information ainsi obtenue peut se résumer de la sorte:

1. proportion d'instituteurs qualifiés en poste: 50%;

2. proportion d'instituteurs non qualifiés en poste: 50%;

3. proportion d'instituteurs non autorisés et non qualifiés: aucun;

4. nombre d'États, de provinces, etc. où une formation à l'école normale ou son équivalent est exigée de tous les instituteurs: aucun;

14. Chaque État, territoire ou province a répondu affirmativement à cette question: - "Croyez-vous qu'une disposition législative visant l'autorisation des instituteurs non qualifiés soit nécessaire?"

Ainsi, ce que j'ai dit est absolument vrai, à savoir que la province de Québec est le seul État en Amérique où une telle disposition est établie.

Nous constatons également, au paragraphe 16 de ce rapport, que dans 46% des cas où une école de formation semblable à McGill existe, l'État défraie tous les coûts.

Ce rapport, après avoir traité des conditions déplorables dans lesquelles se retrouvent les écoles protestantes et établi les statistiques et les données des inspecteurs démontrant l'épouvantable insuffisance de ces mêmes écoles, se termine par ces termes frappants: "Compte tenu de tous ces faits et reconnaissant la gravité de la situation dans notre propre province ainsi que l'opportunité d'un système adéquat, votre sous-comité se voit toutefois dans l'obligation de recommander qu'une disposition soit établie pour l'autorisation temporaire des instituteurs

pour écoles élémentaires".

Le professeur Kneeland, qui a présenté ce rapport et qui remplit une fonction importante à l'école normale McGill, devrait être considéré, du moins par le comité, comme ayant une connaissance approfondie de l'ensemble de cette question, étant un expert dans ce domaine. Cependant, d'après le compte rendu de la réunion du 19 mai 1905, nous pouvons voir quel fut le destin de ce rapport: "Un rapport sur le manque de professeurs, que nous avons reçu préalablement, fut discuté. Le premier paragraphe recommandait qu'une disposition soit établie pour l'autorisation temporaire des instituteurs à l'élémentaire. L'on proposa que ce paragraphe soit adopté. Après la discussion, la question fut mise aux voix mais retirée suite à un vote négatif".

Personnellement, j'ai été témoin de certains cas où des jeunes filles voulaient devenir institutrices, mais ne le pouvaient pas étant donné ce règlement. En conséquence, elles ont été obligées de trouver un autre moyen pour gagner leur vie. Ces cas m'ont été rapportés il y a plus de trois ans et c'est à la suite de ces derniers que les contribuables d'une municipalité de mon comté m'ont demandé de réclamer du comité protestant qu'il annule ces règlements. Il y a plus de trois ans, on expédia une pétition signée par de nombreuses personnes, mais, comme tous les autres efforts réalisés afin d'atténuer ces restrictions irritantes, cette pétition fut reléguée aux oubliettes.

Comme je l'ai déjà mentionné, un clivage s'est manifesté au sein du comité entre les membres des villes et les membres des comtés à propos de cette question, et plusieurs tentatives ont été faites par les membres des comtés afin de changer ou d'amender ces règlements. Le 25 novembre dernier, lors d'une réunion du comité, M. Gavin Walker, secondé par M. Whyte, proposa la résolution suivante: "Qu'étant donné le manque déplorable d'instituteurs protestants qualifiés dans cette province, que les règlements de ce comité soient amendés de façon à rétablir l'option offerte aux candidats avant 1899, selon laquelle ils pouvaient recevoir leur diplôme soit de l'École normale ou du Bureau central des examinateurs".

La Chambre n'ignore pas qu'une réunion du comité a eu lieu ici le 30 janvier. Avant cette réunion, le docteur Shurtleff, l'un des membres de ce comité, avait laissé savoir à la presse qu'il avait l'intention de proposer une résolution dans le but d'adoucir ces règlements. Ce jour-là, les motions de M. Walker et du docteur Shurtleff ont été toutes les deux repoussées. D'après les informations déposées à la Chambre, il semblerait que tous les membres des villes aient voté contre ces motions et tous les

membres des campagnes aient voté pour, à l'exception d'un seul.

De plus, dans les comptes rendus des journaux sur cette réunion, on rapporte que l'honorable trésorier de la province se serait prononcé en faveur de cette motion, mais l'étude finale de la motion fut cependant ajournée.

Je rappelle ici un fait très significatif auquel j'attache une grande importance en tant qu'indicateur de l'opinion publique rurale. Les méthodistes wesleyens, l'un des groupes religieux les plus forts chez les Protestants, connaissent parfaitement et peuvent évaluer les effets néfastes de ce règlement. Afin d'améliorer la situation, ils ont offert au comité protestant l'utilisation de leur collège de Stanstead et ce à des conditions très généreuses. Ils désirent ainsi donner aux instituteurs de cette région la chance d'acquiescer la formation nécessaire à ce même endroit sans avoir à payer les dépenses qu'entraîne l'école normale. Nous voyons dans les procès-verbaux de la réunion que le professeur Holmes, le principal, le révérend Flanders, ainsi que le révérend G. Read se sont présentés au comité dans ce but mais, le Conseil, avec le suprême mépris qu'il semble accorder à tout avis venant de l'extérieur et avec cette sublime confiance en son infailibilité, a repoussé l'offre de cette façon: "Suite à la discussion, il a été résolu que, bien que ce comité apprécie l'esprit dans lequel cette offre des administrateurs du collège de Stanstead a été faite, il se voit dans l'impossibilité de l'accepter".

Il semblerait, monsieur l'Orateur, que tous les efforts possibles ont maintenant été faits par les membres du Conseil eux-mêmes afin de modifier ces règlements, mais que la majorité du comité en est autrement convaincue. Le public désire maintenant savoir si cette législature profitera de l'occasion pour apporter le redressement vainement attendu par ceux qui en souffrent.

Pourquoi persistent-ils à vouloir maintenir ces règlements? Ils ne font qu'établir une pratique qui enfreint la loi, car on emploie tout de même des instituteurs sans diplôme, exemple hautement immoral et qui va à l'encontre des principes de base d'une politique d'intérêt public. D'après le rapport qui a également été déposé, il semblerait qu'ils aient laissé cent instituteurs (en dehors des 305 instituteurs qualifiés) enseigner dans cette province sans avoir été autorisés par le département, et dont les qualifications, les antécédents et les moeurs sont inconnus et sur qui le département n'a aucun contrôle.

Pour ce qui est de la province de l'Ontario, qui est la province par excellence pour l'éducation dans notre dominion, nous constatons d'après ses derniers rapports que parmi les 8560 instituteurs employés dans les

écoles élémentaires publiques, le nombre d'enseignants qui ont fréquenté l'école normale s'élève à 4795, ce qui laisse 3765 personnes qui n'ont pas été investies des "connaissances mystiques" de l'école normale, mais qui enseignent avec des diplômes temporaires. Si un tel système est en vigueur dans la province de l'Ontario, qui est plus riche et où les salaires accordés aux enseignants sont beaucoup plus élevés que ceux que l'on accorde ici, le même règlement devrait, à plus forte raison, être adopté dans la province de Québec. Cependant, la majorité du comité considère une telle intervention comme étant un mouvement rétrograde. Si cette situation, qui existe en Ontario, se retrouve aussi dans toute l'Amérique, selon les preuves fournies par le comité lui-même, cela ne peut pas être un mouvement rétrograde si la province de Québec fait la même chose; et le plus tôt ce sera fait, le mieux ce sera pour la cause de l'éducation protestante dans notre province.

La population a également l'impression que l'école normale McGill ne remplit pas adéquatement sa mission. À un coût approximatif de \$20 000 par année, elle est supposée pouvoir répondre à la demande d'instituteurs pour à peu près toutes les classes. Les règlements draconiens qu'elle a imposés lui ont certainement beaucoup nui en tant que centre de formation pour instituteurs d'écoles élémentaires. Dans son dernier rapport, nous constatons qu'elle n'a fourni que 44 instituteurs d'écoles élémentaires, nombre tout à fait insuffisant pour répondre à la demande. Il existe 898 (3) écoles élémentaires protestantes dans la province, et si l'on considère que la période moyenne d'enseignement pour un instituteur ou une institutrice ne dépasse pas deux ans, étant donné que plusieurs d'entre eux quittent à chaque année pour se marier ou pour toute autre raison, le nombre de diplômés de l'année dernière est largement insuffisant.

On a également l'impression, étant donné la relation très étroite qui existe entre l'École normale et l'université McGill, que l'école est utilisée plutôt comme pépinière pour cette université que comme source d'approvisionnements en instituteurs.

Des bourses intéressantes sont offertes par l'université et par l'école normale McGill aux étudiants de l'école, ce qui les pousse à entrer à l'Université dans le but de recevoir une éducation plus avancée. Aussitôt que l'étudiant y fait son entrée, il est donc très peu probable qu'il devienne un jour instituteur à l'élémentaire. Cela, sans aucun doute, est très avantageux pour les bénéficiaires de ces bourses et pour l'université, mais, il est bien évident que ce n'est pas dans ce but que cette institution fut fondée, et pour laquelle les Protestants

du Québec sacrifient annuellement \$20 000.

Lors de mes observations, j'ai accusé la majorité du comité protestant d'avoir favorisé les intérêts de l'éducation supérieure au détriment des écoles élémentaires rurales de la province. Je regrette beaucoup d'être contraint, de par mon devoir, à déposer devant la Chambre une transaction qui discréditera grandement le comité. Je ne peux le décrire que comme un acte des plus sérieux, un acte ayant pour effet de détourner de son objectif une grande partie des deniers publics. Selon certaines dispositions d'une loi de cette législature, 60 Victoria, chapitre 3, sections 3 et 4, une somme de \$50 000 est votée à chaque année pour les écoles élémentaires; cette somme devant être allouée, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil et par le surintendant de l'Instruction publique, afin de promouvoir l'instruction élémentaire dans les municipalités pauvres, d'aider les écoles oeuvrant pour le bénéfice de la classe ouvrière dans les cités et villes, d'améliorer la situation des instituteurs d'écoles élémentaires ou modèles, de fournir des livres gratuitement, et, en général, d'assurer la propagation la plus efficace de l'éducation élémentaire dans toute la province.

Basée sur la population, la part des Protestants à cette subvention annuelle s'élèverait à près de \$6000., somme qu'ils auraient le droit de dépenser pour la cause de l'éducation élémentaire, selon la loi. Sur ce montant, \$3000. par année ont été utilisés inadéquatement par le comité à des fins non prévues ou non voulues par la loi; donc, \$3000 par année n'ont pas été consacrés à l'objectif visé, et ce depuis 1900.

À la page 374 du Rapport du Surintendant, 1899-1900, dans les procès-verbaux du comité protestant, nous pouvons lire la résolution suivante: "Proposé par M. Rexford, secondé par M. Masten et résolu à l'unanimité: Que, dans l'opinion de ce comité, il est avantageux que, sur la part qui revient aux Protestants des \$50 000. accordés en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3, la somme de \$3000 par année soit accordée de façon permanente au bénéfice de l'école normale McGill, et allouée au but fixé par ce comité". Et qu'est-ce que le comité a fait avec cet argent?

Nous trouvons la réponse dans ces mêmes procès-verbaux.

Le sous-comité recommande que la subvention additionnelle de \$3000. versée au profit de l'école normale McGill soit répartie de la façon suivante:

1. Pour trois assistants supplémentaires dans les écoles modèles, de façon à donner aux directeurs de ces écoles plus de temps pour superviser les élèves-maîtres de l'école normale, \$1000.

2. Pour une aide additionnelle au docteur Robins, de façon à ce qu'il puisse consacrer tout son temps à préparer les élèves-maîtres aux tâches pratiques de l'enseignement et de l'administration, et que mademoiselle Robins soit nommée à cette fin au salaire de \$850.

3. Il recommande que les salaires du personnel de l'école normale soient augmentés ainsi:

Docteur Robins	\$200
Professeur Kneeland	200
Madame Cornu	100
Directeur de l'école des garçons	300
Directeur de l'école des filles	100

Et l'on voit, toujours à la même page, que le docteur Robins, après toutes les sommes qui furent votées pour lui et pour sa famille, reçut une augmentation additionnelle de \$200.

Cela ne nécessite aucun autre commentaire si ce n'est que pour déclarer que la résolution concernant la répartition de cet argent démontre combien il est inconvenant que le docteur Robins et le professeur Kneeland fassent partie de ce comité.

Il faudrait une imagination très fertile à tout avocat ou à tout membre de cette Chambre qui voudrait justifier l'utilisation qu'a fait le comité de cet argent. Ils auraient dû considérer comme étant leur devoir d'allouer la totalité de cet argent aux buts fixés par la législature, surtout si l'on tient compte de la pénible situation dans laquelle se trouvent depuis ce temps les municipalités pauvres. En négligeant de le faire, leur conduite a donné prise à la critique, et les municipalités pauvres de cette province ont droit à une explication pour cette conduite.

J'accuse ici même le Conseil d'avoir utilisé inadéquatement, dans cette seule transaction, \$18 000 des deniers publics qui auraient dû être consentis aux municipalités pauvres.

De plus, depuis plusieurs années, la répartition du fonds appelé "fonds des licences de mariage" a suscité de vives discussions entre les membres des villes et les membres des comtés ruraux faisant partie du Conseil.

Ce fonds, avec l'intérêt, se chiffre annuellement à près de \$8000. et provient des frais recueillis lors de célébrations de mariage entre Protestants. Il s'agit essentiellement d'un fonds pour Protestants ou de toute autre dénomination religieuse que catholique. Je sais aussi que les dispositions de la loi de l'instruction publique de 1898, proposée par feu M. Marchand mais rejetée par le Conseil législatif, stipulaient que l'ensemble de ce fonds soit alloué exclusivement aux municipalités pauvres. Ce projet de loi avait d'ailleurs été approuvé à

l'unanimité par les membres protestants qui siégeaient à l'époque.

Ce fonds a donc été réparti de la façon suivante pendant un certain nombre d'années:

Université McGill	\$2075.
Université Bishop	1125.
Total	3200.
Municipalités pauvres	3796.

Mais que peut bien faire, par exemple, l'université McGill avec cette maigre somme de \$2075. quand tout le monde, en partant du principal jusqu'aux autres, sait très bien que ce montant procurerait des bienfaits incalculables aux municipalités pauvres et affligées des régions reculées de la province? L'université McGill: ses propriétés et ses dotations s'élèvent à \$5 678 931., son revenu de l'an dernier a atteint \$391 000., celui-ci ayant excédé les dépenses de \$87 829., créant ainsi un surplus deux fois plus important que celui annoncé par l'honorable trésorier lors de son discours du budget la semaine dernière. Pourrait-on alors dire que l'université McGill aurait beaucoup souffert si elle n'avait pas reçu cet argent?

Quant à l'université Bishop, dont les propriétés et les dotations se chiffrent à \$364 918., elle aussi aurait très bien pu s'en passer.

Je ne veux pas dire que ces universités ne devraient recevoir aucune aide de l'État, mais je suis prêt à sacrifier ces petites contributions que le Trésor public accorde aux universités si, par ce geste, la situation de gens moins fortunés s'en trouve améliorée et leur indigence apaisée.

Tout homme réfléchi ne faisant pas partie de la majorité du comité serait sûrement d'avis que les membres de cette dernière, dans l'exercice du pouvoir que leur accorde la loi et vu toutes les circonstances déplorables qu'ils sont à même de constater, auraient dû accorder l'ensemble de cette somme aux municipalités pauvres, ce qui leur aurait valu l'approbation de leurs collègues et la gratitude de tous.

Par leur geste, ils ont privé les municipalités pauvres d'au moins \$25 600. pendant les sept années qui se sont écoulées depuis 1898, soit \$3200 - répartis entre les universités McGill et Bishop - multipliés par les huit dernières années.

À ce propos, les membres des comtés ruraux ont tenté à chaque année d'obtenir l'ensemble, ou sinon la majeure partie de cette somme. Le 4 octobre 1901, l'honorable M. Fisher, membre du comité, s'y était efforcé en présentant au comité protestant une motion appuyée par M. Love. Cependant, cette motion fut rejetée par la majorité et je sais qu'une motion a été faite à chaque année à ce sujet, mais toujours avec le même résultat.

Le seul aspect réjouissant de

l'éducation rurale est sans aucun doute les académies. Elles accomplissent un noble travail. Je mentionnerais plus particulièrement les deux académies qui se trouvent dans mon comté: les académies Saint-François et Danville. Il en résulte de jeunes gens forts et vigoureux prêts à affronter la vie et armés de connaissances qui leur ont été transmises grâce à un excellent système.

Monsieur l'Orateur, j'ai tenté de présenter à la Chambre quelques faits saillants de la controverse qui a lieu présentement. Les intervenants qui me suivront élucideront certainement plusieurs points auxquels je n'ai pas fait allusion. Je ne me prétends aucunement un expert dans les questions d'éducation, et je n'ai pas non plus essayé de parler en tant que tel. Tout ce que j'ai tenté de faire, c'est d'examiner certains faits tels qu'ils se présentent et de dégager des conclusions que je crois fondées sur le bon sens, la raison et la justice.

À mon avis, il est maintenant devenu absolument nécessaire d'étudier attentivement l'avenir des écoles rurales. Personne ne s'intéresse plus à l'avenir de la population anglaise des comtés ruraux que les citoyens de Montréal et de Québec.

Les Cantons de l'Est ainsi que les autres grandes régions de la rive sud et de la rive nord du Saint-Laurent se sont fortifiées dans le passé grâce à du sang neuf, et c'est vers la même source qu'elles devront se tourner à l'avenir. Ces hameaux qui sont aujourd'hui négligés leur ont fourni de grands noms, d'excellents commerçants, des sénateurs de renom et des avocats célèbres. Qu'ils prennent garde, de crainte que ces sources ne se tarissent.

Lorsque les hommes d'aujourd'hui voient au milieu de ces magnifiques paysages champêtres des écoles désaffectées et des maisons vides qui autrefois étaient pleines de vie et d'animation, peut-être se rendent-ils déjà compte des conditions alarmantes contre lesquelles Goldsmith prévenait l'humanité dans son oeuvre The Deserted Village:

Ill fares the land, to hastening ills a prey,

Where wealth accumulates, and men decay:

Princes and lords may flourish, or may fade;

A breath can make them, as a breath has made:

But a bold peasantry, their country's pride,

When once destroyed, can never be supplied. (4)

M. G. R. Smith (Mégantic): J'avais bien l'intention de parler de la condition de nos écoles rurales élémentaires cet après-midi. Mais l'honorable député de Richmond a tellement bien résumé la situation qu'il a

entièrement exprimé mes propres sentiments et mes propres idées et je tiens simplement à insister sur les revendications qu'il a faites. Je n'ai rien contre l'université McGill, car personne n'apprécie autant que moi tout ce qu'elle a fait pour la cause de l'éducation dans la province de Québec, mais j'ai parfois l'impression qu'elle s'ingère trop dans des questions qui nous concernent plus particulièrement. J'ai le plus grand respect pour le recteur de McGill, mais je crois qu'il intervient dans des questions où il n'est pas très familier. Si le recteur Peterson désire intervenir dans le système régissant nos écoles rurales, il devrait visiter nos comtés et se familiariser à fond avec les faits tels qu'ils existent. J'ai l'intention de proposer un avis de motion dans quelques jours et j'aurai ainsi l'occasion de reparler de cette question.

M. H. Walker (Huntingdon) félicite le député de Richelieu (5) de son initiative et donne des détails personnels pour appuyer ses dires. Il traite aussi de la question des salaires et de la répartition des argent. Il demande qu'elle soit faite plus équitablement pour les campagnes.

Il ajoute qu'il y a eu beaucoup de discussions dans son comté depuis que les nouveaux règlements sont, entrés en vigueur et décrit les conditions qui prévalent dans les écoles rurales de son comté, démontrant ainsi de quelle façon les nouveaux règlements ont défavorisé ces mêmes écoles.

Quant à la question des diplômes, il veut aussi un conseil central d'examineurs, comme pour les catholiques. Dans Ontario, 3700 instituteurs ont reçu des diplômes par ce moyen.

En terminant, il espère que quelque chose sera fait très prochainement afin de restaurer l'ancien système d'obtention des diplômes.

M. P.-H. Roy (Saint-Jean) au nom des électeurs de religion protestante de son comté, appuie la demande de ses prédécesseurs. La chose lui a été demandée dans son comté et il croit qu'elle n'est que juste.

M. P. Pelletier (Sherbrooke) dit qu'il représente un comté mixte. On l'a souvent requis de parler dans ce sens.

Ce qui le frappe c'est le système d'obtention des brevets de capacité monopolisé par McGill. Si la chose existait pour les catholiques et si l'on forçait tous nos instituteurs à avoir des brevets de capacité de cette façon, sûrement la moitié de nos écoles fermerait faute de professeur.

M. A. W. Giard (Compton) demande aussi au gouvernement de bien prendre en considération les justes demandes des honorables députés qui l'ont précédé. Lui-

même représente un comté protestant et il croit que les choses ne se passent pas telles qu'elles devraient se passer.

M. P.-A. Bissonnet (Stanstead) dit qu'il a une suggestion à faire. Il croit que l'on devrait donner aux différentes académies locales le droit de donner des diplômes. Le système de passer par McGill est défectueux et injuste pour la majorité des gens.

MM. F.-X. Dupuis (Châteauguay) et J.-O. Mousseau (Soulanges) au nom des électeurs de religion protestante de leur comté, se joignent à leurs prédécesseurs dans le présent débat pour réclamer ce qui leur paraît équitable. Ils appuieront la demande du député de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie).

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome): Étant donné l'importance de la motion du député de Richmond, l'intérêt général manifesté par les députés et le nombre de questions soulevées à propos de l'éducation protestante dans la province, j'estime, en tant que représentant des Protestants au cabinet, que je ne dois pas faire de déclaration hâtive sur cette motion. Cependant, lorsque j'en aurai discuté avec mes collègues, je me prononcerai de façon définitive sur le sujet.

Il propose, appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que ce débat soit ajourné.

Adopté.

M. James Fortune

M. W. H. Walker (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et pharmacien dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W. H. Walker (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Club Montefiore

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 37) concernant le club Montefiore.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut Trafalgar

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 47) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ordre du Très-Saint-Rédempteur

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 68) constituant en corporation l'ordre du Très-Saint-Rédempteur.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Servantes du Très-Saint-Sacrement

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 36) constituant en corporation la Congrégation des servantes du Très-Saint-Sacrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Lévis

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte d'Outremont

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 82) amendement la charte de la ville d'Outremont soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Imperial Trust Company"

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 78) amendement la loi 5 Édouard VII, chapitre 79 constituant en corporation la "Imperial Trust Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Sovereign Fire Insurance Company"

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 63) constituant en corporation "The Sovereign Fire Insurance Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Propriétaires de billards et de jeux de quilles

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 44) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 13) amendement les statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs;

- bill (no 14) amendement la loi des cités et villes, 1903, concernant les états transmis au secrétaire de la province.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Comme le fait remarquer le Quotidien de Lévis du 7 février 1906, ce fut la "journée des Anglais" et effectivement la plupart des interventions des députés furent prononcées en anglais. M. Mackenzie a, à lui seul, parlé en anglais pendant une heure et demie.

2. Il semble y avoir une erreur, il s'agirait plutôt du député de Québec-Centre, l'honorable Amédée Robitaille.

3. Le Star et la Gazette du 8 février 1906 rapportent 889 écoles élémentaires protestantes.

4. "Un royaume est toujours de perils menacé,

Quand l'opulence augmente et l'homme est abaissé.

Le prince ou le seigneur peut vivre et disparaître,

Un signe le bannit, un reyard le fait naître;

Mais le bon villageois, que n'égale aucun bien,

Est l'orgueil du pays, son espoir, son soutien".

Traduction tirée de: Le village abandonné, O. Goldsmith, traduit en vers par Eugène Chevallier, New York, 1877, p. 5

5. Il s'agit manifestement d'une erreur du Soleil du 8 février 1906. Il faudrait plutôt lire "Richmond".

Séance du 8 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été publiés dans chaque cas, savoir:

- de la ville de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest demandant une loi la constituant en corporation;

- de la cité de Montréal et de la Compagnie du chemin de fer le Pacifique Canadien demandant une loi ratifiant certains arrangements faits entre elles;

- de Suzan M. Whitney et autres demandant une loi augmentant le salaire des administrateurs de la succession de **James O'Brien**;

- et de la "Canadian Eastern Railway Company" demandant une loi la constituant en corporation.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit étendu jusqu'au 21^e jour de février courant.

Le rapport est adopté.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 53) amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal et l'a adopté avec un amendement.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 38) amendant la charte de la ville de Rimouski;

- bill (no 60) constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale;

- et bill (no 66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette, à venir en aide à la corporation épiscopat catholique romaine de Joliette, dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour présentation des bills privés soit étendu

jusqu'au vingt et unième jour de février courant inclusivement.

Le rapport est adopté.

Introduction de bills:

M. C. B. Carter (Montréal no 5) demande la permission d'introduire un bill (no 45) ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. É. Blanchard (Verchères) demande la permission d'introduire un bill (no 135) ajoutant l'article 753a à l'article 753 du code municipal.

Ce bill a trait à la propriété des chemins fermés par l'autorité compétente. D'après cette nouvelle loi, ce terrain ne reviendra de droit et gratuitement aux voisins mentionnés dans l'article 753 que s'il a été mis gratuitement à la disposition du public par eux ou leurs auteurs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 133) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

Une ou des voix demande(nt) des explications.

M. G. Langlois (Montréal no 3): Le but de ce bill est d'ordonner l'élection des membres laïques de la Commission des écoles catholiques de Montréal par le peuple.

Ce bill a pour but de faire élire, par les propriétaires de biens immobiliers, un commissaire d'école dans chacun des quinze quartiers de la ville qui sont présentement sous le contrôle de la Commission des écoles catholiques de Montréal. L'élection se fait à la même date que l'élection du maire et des échevins, et la durée du mandat est de deux ans. L'archevêque de Montréal conserve toujours le droit de nommer les trois commissaires membres du clergé, mais leurs votes seront beaucoup moins décisifs dans une commission composée de dix-huit membres que dans une commission de neuf membres, telle qu'elle existe actuellement.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) dit qu'il avait déjà donné avis d'un bill semblable à celui proposé par le député de Montréal no 3 (M. G. Langlois) à propos de la Commission des écoles protestantes.

M. G. Langlois (Montréal no 3) et C. B. Carter (Montréal no 5) disent qu'un bill de la même nature a été présenté à la dernière session, mais qu'il a été retiré. Tous deux déclarent cependant qu'ils persévéreront et ils espèrent que leur bill sera adopté à cette session-ci.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) demande la permission d'introduire un bill (no 134) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.

Il souligne que son bill ne vise qu'à faire changer un seul mot, faisant ainsi passer le nombre de directeurs de neuf à quinze, de façon à ce qu'il corresponde à la loi fédérale.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Dépôt de documents:

Rapports, états et statistiques des chemins de fer

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les rapports, états et statistiques des chemins de fer, conformément aux art. 5176, par. 4, 5178, 5179 et 5180 des statuts refondus de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1905. (Document de la session no 28)

Chemins de fer subventionnés

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, les rapports des compagnies de chemins de fer subventionnées par la législature de Québec, indiquant les recettes et les dépenses de ces chemins de fer et adressés à l'honorable ministre de la Colonisation et des Travaux publics, conformément au Statut 1 Édouard VII, chapitre 2, pour l'année finissant le 30 juin 1905. (Document de la session no 29)

Interpellations:

Reconstruction du pont Yule

M. M. Perrault (Chambly): 1. La décision judiciaire est-elle rendue dans la cause de la province de Québec contre la compagnie "Montreal Light, Heat and Power" au sujet de la reconstruction du pont Yule, entre les comtés de Rouville et Chambly?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature de cette décision?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Non.

Bons de compagnies de chemins de fer

M. M. Perrault (Chambly): Le gouvernement a-t-il encore en mains aucuns bons ou débentures émis depuis 1874 par aucune compagnie de chemin de fer, en faveur de la province, en vertu de l'acte 37 Victoria, chapitre 2, et des actes qui l'amendent, ainsi qu'en vertu des actes régissant le remboursement d'aucune subvention, soit directement, soit au moyen d'un fonds d'amortissement?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre sur le marché les débentures qui sont échues, pour en retirer une valeur quelconque?

4. Dans la négative, ces débentures ont-elles été remplacées par une garantie quelconque?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):

1. En l'année 1875, en vertu de la loi 37 Victoria, chapitre 2, le gouvernement a reçu des bons des compagnies de chemins de fer suivantes, comme garantie collatérale des avances faites pour la construction de ces chemins de fer;

"Montreal and Northern Colonization Railway Company", 500 bons de \$1 000 chacun.

Compagnie du chemin de fer de la rive nord, 235 bons de \$1 000 chacun.

Lorsque, en vertu de la loi 38 Victoria, chapitre 2, le gouvernement prit la propriété et les droits de ces deux compagnies et se chargea de la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, comprenant les deux chemins de fer ci-dessus mentionnés, ces bons devinrent d'aucune valeur. Ils sont encore dans les voûtes du département du Trésor. Il n'a pas été reçu de bons ni de débentures en vertu d'aucune loi régissant le remboursement des subventions.

2, 3 et 4. Réponse ci-dessus.

Voyageurs de commerce

M. M. Perrault (Chambly): 1. Le gouvernement interprète-t-il la loi 5 Édouard VII, chapitre 14, article 3, en chargeant aux voyageurs de commerce, ne résidant pas dans la province, trois cents piastres de licence pour chaque personne, chaque société, et chaque corporation qu'ils représentent?

2. Dans l'affirmative, est-il à la connaissance du gouvernement qu'un grand nombre de ces voyageurs de commerce évitent la loi en ne payant qu'une licence, tout en représentant jusqu'à vingt institutions

différentes n'ayant aucune place d'affaires en Canada?

3. La réponse du gouvernement par les mots "à l'étude" dans le procès-verbal de la séance du 29 janvier 1906, signifie-t-elle que la répression de cet abus sera considérée?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):

1. Non;

2. Non.

3. Cela signifie que toute la loi est à l'étude.

Musée scolaire

M. G. Langlois (Montréal no 3): De quelle façon a été dépensé annuellement depuis 1897 à 1905, inclusivement, le crédit de \$600 pour le musée scolaire?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): De façon à acquérir différents spécimens de nature à compléter le musée, etc. Un état relatif à ce sujet a été publié, tous les ans, dans "l'État financier du surintendant de l'Instruction publique".

Pour l'année 1896-97, voir page 121 de cet état financier.

pour l'année 1897-98, voir page 123 de cet état financier.

pour l'année 1898-99, voir page 147 de cet état financier.

pour l'année 1899-1900, voir page 141 de cet état financier.

pour l'année 1900-01, voir page 150 de cet état financier.

pour l'année 1901-02, voir page 153 de cet état financier.

pour l'année 1902-03, voir page 154 de cet état financier.

pour l'année 1903-04, voir page 158 de cet état financier.

L'état financier pour l'année 1904-05 sera bientôt soumis à cette Chambre.

Administration de la justice

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quel a été le montant total dépensé en 1884-1885 et en 1904-1905, respectivement, pour l'administration de la justice dans la province de Québec?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome): Montant total dépensé 1884-1885, \$377 575.45; montant total dépensé 1904-1905, \$650 863.14.

Cela comprend la dépense encourue pour la police et l'inspection des bureaux publics.

Demande de documents:

Compagnies d'assurances

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. L.-

J. Lemieux), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des documents se rapportant aux taxes sur les compagnies d'assurance sur la vie et à l'assurance d'État.

Le Trésor provincial se trouve actuellement dans une situation pas précisément enviable. Il faut de toute nécessité créer de nouvelles sources de revenus. Les compagnies d'assurances sont aujourd'hui soumises en cette province à des impôts insuffisants.

Cette question en est une d'intérêt général. Tout le monde s'assure de nos jours; les assurances n'ont jamais tant fait d'affaires. Les assurances sur la vie surtout, de quelques sortes qu'elles soient, moissonnent l'argent de tout le monde. Le pauvre comme le riche, tous s'assurent.

Des compagnies d'assurances des États-Unis ou des autres provinces versent 1% seulement de leurs primes au Trésor de Québec. Or, ces mêmes compagnies paient là où est leur siège principal, des impôts de 2, 3 et même 4%. Pourquoi ne pas les soumettre par ici aux mêmes conditions?

Si notre province faisait la même chose que ce qui se fait en Indiana, elle imposerait une taxe de 3% qui rapporterait entre cent et cent cinquante mille dollars de revenus à la province.

Ne voilà-t-il pas où trouver de l'argent pour l'Instruction publique, pour l'amélioration de nos chemins ruraux et nos autres besoins.

Il fait remarquer que les révélations de l'enquête sur les assurances sur la vie à New York ont attiré beaucoup d'attention sur cette question. Cette enquête a démontré que ces compagnies réalisaient d'énormes profits et qu'elles utilisaient cet argent à des fins d'extravagance ou de corruption.

D'ailleurs ces révélations qui ont suivi la scandaleuse affaire de l'Équitable et autres montrent bien les profits énormes réalisés par ce genre d'assurances. Ses bénéfices avoués sont exorbitants. La manière dont on employait l'argent des assurés est encore plus scandaleuse.

Au New Hampshire, les compagnies dont le siège principal n'est pas situé dans cet état paient 3%; au Rhode Island, elles paient 2% sur les primes; au Vermont, 2% sur les assurances contre l'incendie; en Pennsylvanie, 2%; au Maine, 2% sur les primes, en plus des 1/2 de 1% sur l'excédent; au Michigan, 3% sur les primes et 2% sur les assurances contre l'incendie; en Indiana, 3% sur les primes et finalement, au Wisconsin, 4% sur les primes.

Dans l'État de New York, il est vrai, la taxe n'est que de 1%, mais cela est dû au système de corruption mis en oeuvre par les compagnies dans le but d'empêcher l'adoption de lois meilleures. Dans l'État de New York, où la population se chiffre à plus de sept millions, la taxe n'est que de 1%, mais

l'enquête a démontré que les compagnies possédaient à Albany une organisation de divertissements, de beuveries et même un système de corruption, ce qui coûte plus cher que ce que des impôts un peu plus élevés auraient coûté.

On compte dans la province de Québec 35 compagnies d'assurances. Là-dessus, 3 seulement ont leur siège principal dans la province. Le reste se répartit comme suit: États-Unis, 10; Ontario, 14; Grande-Bretagne, 7; Manitoba, 1. Le montant des primes perçues par les compagnies de la province est de \$575 000. Ce sont les primes de la "Royal Victoria", la Sauvegarde et la "Sun". Le reste sort de la province. Pourquoi? Le total des primes perçues par toutes les compagnies s'élève à \$5 500 000. C'est-à-dire que les compagnies étrangères soutirent tous les ans la province d'une somme de cinq millions en chiffres ronds. Elle ne paie que 1% dans Québec; ailleurs on lui demande 2 et 3%. Ces assurances aux États-Unis paient plus d'impôts pour faire affaires chez eux qu'elles n'en paient dans la province de Québec. L'enquête de New York l'a prouvé. Le temps ne serait-il pas arrivé d'élever leurs impôts et de les faire payer ici au moins autant que chez eux.

Pourquoi n'imposerait-on pas à ces compagnies des taxes aussi considérables que celles auxquelles elles sont soumises là où elles ont leur siège principal. Ça ne serait que justice et d'ailleurs nous avons besoin d'argent, voilà où en prendre.

Ces compagnies sont du reste assez riches pour verser au trésor de la province de plus grosses contributions.

Qu'on voie les affaires qu'elles font. Elles ne sont pas à plaindre. Quand on voit une compagnie comme l'Équitable, par exemple, faire en une année (1904) des bénéfices de plus de seize millions, et en neuf mois faire un profit net de \$5 000 000. Comme exemple, la "Prudential life Assurance Co.", de New York, avait, l'année passée, un surplus de plus de \$200 000 000. Depuis sa fondation, elle a versé aux assurés \$92 000 000 contre un total de primes de \$287 000 000. N'est-on pas en droit d'exiger de ces institutions plus qu'elles ne donnent actuellement au Trésor? Certainement cela ne les ruinerait pas de payer quelques taxes. La province de Québec a besoin d'argent: taxons-les. Elles ont les moyens de payer grassement. Si l'on nous dit qu'elles feront payer cette taxe par leurs assurés, je réponds que le moyen d'obvier à cela est d'organiser l'assurance par l'État. À titre de suggestion, je voudrais, dit-il, aussi parler de l'assurance par l'État. Les avantages sont multiples. À titre de sûreté et de facilité pour les pauvres, c'est encore le meilleur système. Les compagnies actuelles d'assurances font des profits extraordinaires, déraisonnables. Il est d'autres pays où l'on

s'est trouvé déjà en présence des mêmes maux. Comment y a-t-on porté remède: par l'assurance d'État.

Prenons pour exemple la Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande établit une assurance d'État, en 1869, à la suite de la faillite de deux compagnies d'assurances. De 1870 à 1903, le département d'Assurance d'État de la Nouvelle-Zélande a accumulé des fonds de \$17 500 000. Déduction faite des sommes payées aux assurés, des frais d'administration, le nombre de polices d'État s'élève à 42 406. Les dix compagnies d'assurances étrangères qui font des affaires dans la Nouvelle-Zélande comptent en tout 57 502 polices. Pour y trouver des clients, les compagnies indépendantes ont été obligées de réduire leur taux. La proportion des commissions et dépenses sur le revenu total des primes est de 11% contre de 24 à 30% pour les compagnies faisant affaires au Canada et aux États-Unis. Si la province imitait la Nouvelle-Zélande, non seulement les taux d'assurances seraient-ils moins élevés pour les pauvres, mais cela procurerait aussi au gouvernement d'importantes sommes d'argent, ce qui lui éviterait de faire des emprunts temporaires. À l'heure actuelle, les compagnies étrangères encaissent environ \$5 000 000 ou \$6 000 000 des économies de la population.

L'avantage d'une assurance d'État dans notre province serait particulièrement appréciable pour les classes ouvrières et agricoles. Actuellement, il n'y a que les gens riches, du moins, à l'aise qui peuvent payer les primes exigées par les grandes compagnies. D'autre part, ceux qui gagnent de modestes salaires sont obligés de prendre des assurances dans les sociétés mutuelles qui sont loin d'offrir les garanties des grandes compagnies. Actuellement, on peut obtenir une prime d'assurance moins élevée chez des sociétés mutuelles, mais ces associations ne possèdent ni les garanties ni le fonds de réserve des grandes compagnies d'assurances. Les assurances mutuelles ne sont pas sûres et partent toujours de bases fausses.

Outre l'assurance bon marché dont elle pourrait faire bénéficier les classes pauvres, l'entreprise de l'État mettrait entre les mains du gouvernement des sommes considérables qui pourraient lui être d'une utilité quotidienne, sans compter le bénéfice annuel qu'il pourrait retirer de ce chef.

En tout cas la situation financière de la province suggère impérieusement l'étude d'une question de ce genre. Nous ne pourrions pas toujours répondre aux besoins du service public, si nous n'avons pas d'argent. Il est vrai que nous avons des réclamations contre le gouvernement fédéral, mais je ne crois pas qu'elles soient accueillies avec beaucoup d'enthousiasme. On espère dans le réajustement du subside fédéral. Ottawa n'a

pas l'air d'être bien enthousiaste pour écouter nos demandes en ce qui regarde les subsides.

Elles (les réclamations contre le gouvernement fédéral) devront finir par triompher. L'action des gouvernements est lente, malgré tous les efforts et malgré la meilleure volonté du monde. Il nous faudra attendre encore quelques années peut-être.

Ça serait une excellente source de revenus pour la province. L'entreprise que je suggère en serait une seconde, mais il ne faut pas compter là-dessus pour un avenir très rapproché.

Aussi, en attendant la réalisation des espoirs conçus par la Chambre au sujet du subside fédéral et de l'assurance d'État, serait-il opportun, peut-être, de montrer au peuple de cette province ce que l'on pourrait appeler une contribution nationale en faveur de l'instruction publique et de l'amélioration de nos chemins de campagne.

Il croit que si un gouvernement se présentait devant le peuple et lui demandait ce que l'on pourrait appeler une contribution nationale pour l'entretien de nos routes et de nos écoles publiques, cette demande ne serait pas refusée.

Parlant de la taxe directe, il dit que les libéraux comme les conservateurs ont eu tort d'inspirer au peuple le mépris de la taxe directe. Les deux partis ont accoutumé le peuple à la haine de la taxe directe; aussi ne saurait-il être question de cela pour relever l'état de nos finances. Mais on peut croire que les citoyens de la province ne refuseraient pas de faire un sacrifice en faveur de la cause de l'instruction publique comme en faveur de l'amélioration des routes rurales.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Je dois, dit-il, tout à la fois féliciter et remercier le député de Saint-Louis, pour les importantes informations qu'il vient de fournir à cette Chambre ainsi que pour les suggestions qu'il a émises. Il l'a écouté avec le plus grand intérêt.

Il constate que l'intention de ce dernier était d'attirer l'attention sur les impôts des compagnies d'assurances étrangères.

Les informations ainsi que les statistiques fournies étaient très intéressantes, et plus particulièrement pour le département du Trésor du gouvernement. Ce dernier doit faire tout en son pouvoir pour augmenter le revenu.

Le député de Saint-Louis peut être sûr que le gouvernement a l'oreille ouverte à toutes les suggestions. Il mettra à profit les renseignements donnés par lui et donnera toute son attention à cette question des taxes sur les compagnies d'assurances. Il peut être sûr que son projet sera soumis par le gouvernement à une étude sérieuse.

Cependant, il croit qu'il faudra encore

longtemps avant de soulever l'enthousiasme public pour l'instruction et les chemins de campagne au point d'appeler une contribution nationale.

Quant à l'idée d'une contribution nationale, il ne croit pas qu'elle serait acceptée par le public. Si nous obtenons le remaniement du subside nous ne voulons pas dire que nous aurons suffisamment pour pourvoir à tous les besoins sans cesse grandissants de la province, mais alors s'il faut augmenter la taxe, nous tâcherons d'agir de façon à être approuvé par le public.

Le gouvernement doit faire tout en son pouvoir pour augmenter le revenu, car le développement rapide de la province nécessite d'importantes dépenses.

Il ne croit pas prudent d'embrasser trop de tâches à la fois, et pour le moment tous les efforts du gouvernement sont concentrés sur le remaniement du subside fédéral.

Il ne faut pas trop voir en noir. Nous n'avons jamais peut-être été aussi près d'une solution de cette question. Je n'ai pas de doute, dit-il, qu'avant peu nous arriverons à une solution équitable. C'est la tâche du moment. Il faut continuer à travailler sans aigreur, mais avec fermeté, et le gouvernement compte toujours sur la bonne volonté, le patriotisme de tous les députés de la Chambre pour l'aider dans cette tâche.

Je ne veux pas faire de promesse en l'air, mais je le répète, avant longtemps nous verrons la réalisation de nos vœux les plus chers.

Il est d'opinion que la grande tâche du gouvernement local est de faire régler les réclamations dues; il croit que tous les efforts devront tendre à ce but. Il espère en un règlement prompt si nous continuons à réclamer sans arrogance, mais avec fermeté.

Il est convaincu que le règlement de cette question n'est pas éloigné, règlement qui sera d'autant plus juste et équitable que nous l'aurons demandé d'une façon calme. La requête des provinces en faveur de cette augmentation a été soutenue par des arguments tellement convaincants qu'ils prévaudront, et il est confiant que sous peu, justice sera faite pour toutes les provinces.

Si elles n'obtiennent pas la réponse voulue, elles ne devraient plus demeurer calmes, mais insister vigoureusement et sans arrogance. En attendant, je suis reconnaissant pour les suggestions qu'on voudra bien nous faire en vue d'augmenter le revenu provincial. Je les recevrai ainsi que mes collègues, avec plaisir. C'est ainsi que tous nous travaillerons au bien de notre province et du pays.

La proposition est adoptée.

Emprunt à la Banque de Montréal

M. M. Perrault (Chambly) propose,

appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des ordres en conseil, documents, correspondance avec la Banque de Montréal, ou toute personne, au sujet du renouvellement ou de la continuation, pendant deux ans, de l'emprunt de 1874 dû le 1er mai 1904, au montant de \$2 723 873.33.

Adopté.

Argent dû par le Pacifique Canadien

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe) qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des ordres en conseil, documents, et correspondance avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, la Banque de Montréal, ou toute personne au sujet de la balance de \$1 164 380.00 restant au crédit de la province, sur les \$7 000 000.00 que la Compagnie du Pacifique doit remettre, après que les emprunts de 1874 et 1876 auront été remboursés, au montant de \$5 835 620.00.

Adopté.

Rapport de E.-J. Barbeau

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe) qu'il soit mis devant cette Chambre copie du rapport de M. E.-J. Barbeau, ancien directeur-gérant de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal, en 1892, sur le fonctionnement du service public, tel qu'il appert par la réponse du gouvernement au Journal de l'Assemblée législative, en date du 22 février 1893.

Il croit que ce rapport confirme plusieurs des opinions qu'il a déjà émises au sujet du département du Trésor.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) admet avoir entendu parler d'un tel document, mais il ne peut pas dire s'il peut être produit.

Il propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Loi électorale

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Témiscouata (M. N. Dion), que le bill (no 142) amendement la loi électorale en ajoutant l'article 35a, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Abolition de la mort civile

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 3) abolissant la mort civile.

Adopté.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) et J.-M. Tellier (Joliette) proposent certains amendements touchant la rédaction des articles et la place à leur être assignée dans le code civil.

La clause 1 est adoptée.

Le comité étudie la clause 2 qui se lit comme suit:

2. En conséquence, les dispositions mentionnées dans l'annexe de cette loi sont abrogées dans la mesure qui y est indiquée.

Est également abrogée toute disposition incompatible avec la présente loi.

Cette clause est amendée en ajoutant dans la deuxième ligne, après le mot "abrogées", les mots suivants: "ou remplacées".

La clause est adoptée.

Les clauses 3 à 8 sont adoptées.

La clause 9 qui se lit comme suit: 9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, est retranchée.

Le comité étudie l'annexe qui se lit comme suit:

ANNEXE
Dispositions abrogées

Loi	Article	Étendue de l'abrogation
Code civil	30	No 2.
Code civil	31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 70, 71, 72, 73, 74	En entier.
Code civil	479	1er alinéa, 1ère et 2e lignes, mots suivants retranchés: "et par la mort civile".
Code civil	601	1ère et 2e lignes, mots retranchés: "et aussi par la mort civile".
Code civil	602	En entier.
Code civil	608	No 3.
Code civil	624	1er alinéa, 2ème ligne, mots suivants retranchés: "ou civilement".
Code civil	835	2e, 3e et 4e lignes, mots suivants retranchés: "néanmoins le testament fait antérieurement à la sentence de condamnation emportant mort civile est sans effet si le testateur décède sous l'effet de cette sentence".
Code civil	844	2ème alinéa, 2ème ligne, mots retranchés: "non morts civilement ni condamnés à une peine infamante", et remplacés par les mots: "et non condamnés à une peine infamante".
Code civil	986	7e alinéa.
Code civil	1295	En entier.
Code civil	1310	2e ligne, mots retranchés: "2. par la mort civile".
Code civil	1350	En entier.
Code civil	1403	2e alinéa.
Code civil	1438	2e alinéa, 2e ligne, mots suivants retranchés: "par la mort civile du mari, ou".
Code civil	1755	No 3, 1ère ligne, mots retranchés: "ou civile".
Code civil	1892	No 6, 1ère ligne, mots retranchés: "la mort civile".
Code civil	1912	En entier et remplacé comme suit: "L'obligation de payer la rente continue pendant la vie naturelle de la personne sur la tête de laquelle elle est constituée".
Code de procédure civile	314	No 3.
Code de procédure civile	1311	2e ligne, mots retranchés: "ainsi que la profession religieuse".
Code de procédure civile	1312	3e et 4e lignes, mots retranchés: "ou congrégation religieuse".
Code de procédure civile	1313	3e et 4e lignes, mots retranchés: "ainsi que les supérieures des communautés où il y a eu profession religieuse".

L'annexe est amendée en retranchant (article 835 du code civil) les mots suivants: "2e, 3e et 4e lignes, mots suivants retranchés: "néanmoins le testament fait antérieurement à la sentence de condamnation emportant mort civile est sans effet si le testateur décède sous l'effet de cette sentence", et en remplaçant, dans ledit article 835 les mots "mort civile" par les mots "dégradation civique"; en ajoutant (article 844 du code civil) dans la sixième ligne de l'annexe, après le mot "condamnés" les mots suivants "à la dégradation civique ou".

Les mots "7e alinéa de l'annexe (art. 986) sont remplacés par les suivants: "dans le 7e alinéa, les mots "ceux qui sont morts civilement" sont retranchés et remplacés par les suivants: "ceux qui sont frappés de dégradation civique".

Les mots et chiffres suivants de ladite annexe sont retranchés: Code de procédure civile, 1312, 3e et 4e lignes, mots retranchés: "ou congrégation religieuse".

Ladite annexe telle qu'amendée est adoptée.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 2) concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay;

- bill (no 7) concernant les syndicats d'élevages;

- bill (no 9) amendant la loi établissant le Parc national des Laurentides.

Asile Sainte-Brigitte

M. A. Jobin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 42) abrogeant la loi 23 Victoria, chapitre 145,

ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Jobin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Club Viger

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 59) constituant en corporation le Club Viger, de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente par les enfants de M. J. Morris et W. B. Lambe à J. Robinson

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lamb, à James Robinson.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des opticiens

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 91) constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer de Matane et Gaspé

M. D. Caron (**Matane**) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. D. Caron (Matane) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 64) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, et les lois qui l'amendent, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à 5 heures.

Séance du 9 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre: par M. Taschereau, la pétition de La Broquerie de la Bruère, de Québec.

Rapports de comités:

M. A. Morisset (Dorchester) pour M. J.-O. Mousseau (Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 49) intitulé "Loi ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils", auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a examiné, aussi, le bill (no 51) intitulé "Loi ratifiant et validant les conventions passées entre les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève no 1, dans le comté de Jacques-Cartier et la communauté des sœurs de Sainte-Anne" et a l'honneur de rapporter ledit bill sans amendement.

Introduction de bills:

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) demande la permission d'introduire un bill (no 131) amendant les articles 535, 544, 773, 802, 892 et 893 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

Compagnies d'assurances

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 137) amendant les articles 5279 et 5284 des statuts refondus, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Interpellations:**Octroi aux écoles primaires**

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quel a été le montant de l'octroi aux écoles

primaires dans la province de Québec en 1884-1885 et 1904-1905, respectivement?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

En 1884-85; fonds des écoles publiques \$160 000.00

fonds des municipalités pauvres 6 000.00

Total \$166 000.00

En 1904-05; fonds des écoles publiques \$160 000.00

fonds des municipalités pauvres 13 000.00

sur les \$50 000, 60 Victoria, chapitre 3 10 286.62

Total \$183 286.62

Publications de C.-J. Magnan

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Quel est le montant payé par le gouvernement à M. C.-J. Magnan, pour la publication de L'Enseignement primaire?

2. Quel est le salaire annuel payé à M. C.-J. Magnan, comme professeur à l'École normale?

3. Quelle somme a été payée à M. C.-J. Magnan, en rapport avec la préparation et la publication de Mon premier livre?

4. M. Magnan a-t-il touché des émoluments ou des revenus d'autres sources que celles-là depuis 1897?

5. Quel en a été le montant et à quel titre?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. \$41 927.32, et ce montant a été payé à M. Magnan depuis la fondation de L'Enseignement primaire, en 1899, jusqu'au 8 février 1906, comme suit:

30 juin 1899	\$ 5 000.00
30 juin 1900	5 750.00
30 juin 1901	5 000.00
30 juin 1902	5 000.00
30 juin 1903	5 014.00
30 juin 1904	6 070.00
30 juin 1905	6 056.00
6 février 1906	4 037.32
Total	\$41 927.32

2. \$1 200.00.

3. \$1 195.00.

4. Oui.

5. \$80.00 pour achat de 400 exemplaires du livre Honneur à la province de Québec. \$50.50 pour achat fait par le département des Travaux publics et de la Colonisation de 100 exemplaires du Manuel

de droit civique, et \$795.00 pour annonces et publications d'études sur la colonisation, dans L'Enseignement primaire. \$650.00 ont été payées par le ministère de l'Agriculture pour la livraison de L'école rurale (supplément de L'Enseignement primaire) du 1er septembre 1904 au 30 juin 1905.

Coupe de bois sur terres de la couronne

M. A. Girard (Rouville): 1. En quelle année a été fixée l'échelle du prix actuellement chargée pour la coupe des bois sur les terres de la couronne?

2. Combien de millions de pieds de bois ont été coupés sur les terres de la couronne, l'année dernière?

3. Combien de cordes de bois de pulpe ont été coupées sur les terres de la couronne, l'année dernière?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. En 1901.

2. et 3. Voir page 28a du dernier rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries.

Terre du canton de Whitton, Compton

M. A. W. Giard (Compton): 1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Whitton, comté de Compton?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre actuellement sous licence de coupe de bois, dans le même canton?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. 73 500.

2. 24 028.

Primes aux institutrices

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. Le gouvernement a-t-il passé un ordre en conseil affectant une partie de la somme de cent mille piastres votée en vertu de la loi 60 Victoria, et amendée par le statut 5 Édouard VII, au paiement de primes annuelles aux institutrices?

2. Si tel ordre en conseil a été passé, quelles conditions impose-t-il?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Oui.

2. Une prime de \$15.00 sera payée annuellement aux institutrices laïques qui auront enseigné pendant plus de quinze ans sans interruption, dans cette province, et une prime de \$20.00 sera également accordée aux institutrices laïques qui auront enseigné pendant plus de vingt ans; lesquelles institutrices devront être diplômées et actuellement dans l'enseignement. (1)

Mort de A. Walsh

M. P.-É. LeBlanc (Laval) attire l'attention du procureur général sur une dépêche parue ce matin, dans le Chronicle de cette ville, concernant la mort d'un jeune Irlandais, du nom d'Arnold Walsh, de Masson et de l'arrestation d'un nommé James Kelly, accusé d'homicide involontaire, comme auteur de la mort de ce jeune immigrant irlandais. La dépêche ajoute que la population de Masson a été surprise de la lenteur du département du procureur général à étudier les causes de la mort de ce jeune immigrant et l'ordre donné au détective McCaskill, de retourner, alors qu'il était en route pour Masson.

Si les détails de ce journal sont vrais, dit-il, nous sommes en présence d'un fait grave et qui demande toute l'attention du procureur général. Je ne veux pas croire ce que dit cette dépêche au sujet de certaines négligences de la part du département de la Justice en cette affaire. Mais on a prononcé les mots meurtre et scandaleuses cruautés sur la personne d'un jeune immigré irlandais. Depuis assez longtemps on parle de mauvais traitements infligés aux jeunes immigrants par leurs patrons. Il est temps que l'on fasse une enquête sérieuse sur ce cas.

La Chambre aimerait à connaître quelques détails sur cette affaire qui semble si mystérieuse.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) est satisfait de la demande de renseignements du représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc). Je me proposais aujourd'hui même d'en parler, ajoute-t-il. Cette affaire est sérieuse et a reçu et reçoit encore toute l'attention des officiers de mon département. Seulement il est regrettable qu'un journal réputé sérieux comme le Chronicle ait accepté la dépêche en question.

La dépêche du Chronicle contient du vrai et de l'improbable.

Voici les faits. Un jeune Irlandais arrivait de l'Irlande il y a quelques mois et se fixait dans une famille du nom de Kelly, au Lac Masson. Vers le milieu de janvier, ce jeune homme tombait malade et mourrait rapidement dans des circonstances mystérieuses. Le département du procureur général a été informé des faits et de ce qui se disait dans le village de Masson, par une lettre d'un résident de l'endroit qui cependant ne portait pas de plainte et qui disait que le seul témoin des rumeurs à sensation était le curé de l'endroit, qui assista le jeune homme et lui donna les dernières consolations.

Le département écrivit au curé et ce dernier répondit qu'il pouvait y avoir quelque chose de vrai dans la rumeur en circulation et qu'un meurtre était possible.

Le département, en apprenant la

nouvelle, il y a quelque temps, avait donné ordre au coroner Longpré de se rendre sur les lieux et de tenir une enquête. Le coroner répondit qu'il ne pouvait se rendre de suite étant retenu à sa chambre par la maladie, et le département lui répondit sur réception de sa lettre d'aller faire l'enquête le plus tôt possible. Le coroner Longpré a retardé d'un jour l'enquête.

L'enquête du coroner a eu lieu et le jury a rapporté un verdict de meurtre et l'auteur a été arrêté.

Tout n'est pas fini; le département continue à travailler à l'éclaircissement de l'affaire ténébreuse. Quant à raconter ce qui se fait actuellement en rapport avec cette affaire, il ne croit pas que ce serait prudent. L'on comprend que l'on ne peut pas mettre devant le public les moyens que ses policiers emploient pour atteindre le but.

Quant à l'ordre donné au détective McCaskill, comme l'annonce la dépêche du *Chronicle*, il dit qu'il ne serait pas justifiable de faire connaître, dans l'intérêt de la justice, les ordres du département du procureur donnés à ses hommes de police. Il déclare qu'en cet instant même, la police provinciale se trouve dans le district où la mort est survenue, travaillant à accumuler des preuves.

L'on peut être sûr que justice sera faite s'il y a eu contravention aux lois de notre province.

Le cas de ce malheureux jeune homme en est un de ceux qu'il faut éclaircir. Trop souvent, on accuse injustement, à l'étranger, les autorités des pays où s'en vont les immigrants, de ne pas s'occuper de leur protection. Le premier devoir d'un gouvernement c'est de protéger la personne et la propriété.

Les officiers du département du procureur général le comprennent et justice sera faite.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) se déclare satisfait de ces renseignements.

Association athlétique d'amateurs nationale

M. J.-L. Décarie (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 60) constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Québec-Comté) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son

concours.

Restauration de la cathédrale de Joliette

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Entretien de ponts

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 62) amendement la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Contrat Montréal-Canadien Pacifique

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 45) ratifiant un contrat passé entre la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer "Canadien du Pacifique" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Ce bill, en plus de ratifier l'entente, prolonge sa durée de quatre-vingt-dix ans, le mettant en vigueur pour quatre-vingt-dix-neuf ans au lieu de neuf ans.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à 3 h 45.

NOTE

1. Plusieurs journaux rapportent qu'à ce moment, Monsieur Joseph Coates, ancien ambassadeur des États-Unis à Londres et hôte de l'Orateur, a fait son entrée en Chambre. On lui a donné un siège sur le parquet de la Chambre, à la droite de l'Orateur, et il a assisté au reste des débats.

Séance du 12 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Dépôt de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de La Broquerie de la Bruère demandant une loi l'autorisant à pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec est lue et reçue.

Introduction de bills:

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 94) concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 100) constituant en corporation la "Canadian Eastern Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. É. Blanchard (Verchères) demande la permission d'introduire un bill (no 138) amendant l'article 291 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 140) amendant les statuts refondus concernant les corporations de ville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-B. Carter (Montréal no 5) demande la permission d'introduire un bill (no 129) amendant les dispositions spéciales concernant les écoles publiques de la cité de Montréal en ce qui regarde les écoles placées sous le contrôle du bureau des commissaires d'écoles protestantes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 132) amendant le code municipal en ajoutant

l'article 476b.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no 17) amendant la loi relative à la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 130) relatif aux corporations municipales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

Chemin de fer urbain de Montréal

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 53) amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

Interpellations:**Procès de Fouquet**

M. A. Girard (Rouville): Quel est le montant de toutes les dépenses encourues par le gouvernement en rapport avec le procès de Fouquet, accusé et trouvé coupable de meurtre devant la cour criminelle du district de Saint-François, y compris les frais d'appel à la cour du banc du roi, à Montréal, en 1905?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

Témoins de la couronne	\$1 024.90
Grand constable, honoraires, frais d'arrestation, frais d'assignation des témoins, etc	120.00
J.-A. Gauthier & Cie., repas aux jurés	442.20
E.-C. Gatien, sténographe	478.55
C.-H. Duberger, assignation des témoins	23.20
J.-O. Massé, huissier audiencier	34.00
A. Couture, constable spécial	51.00
J. W. Hughes, constable spécial	51.00
H. Paré, constable spécial	51.00
C. Bernier, constable spécial	51.00
Corporation de Sherbrooke, pour 4 constables	102.00
W. C. Tracy, interprète	85.00
M. Ryan, assignation de témoins	23.40
J.-L. de Lottinville, copies de documents, etc.	40.16
Païement des jurés	374.00
J. S. Broderick, substitut du procureur général	340.00
Émile Rioux	1 388.50
Total	\$4 679.91

École de Saint-Michel-Archange, Napierville**M. G. Langlois (Montréal no 3):**

1. L'arrondissement du village de la paroisse de Saint-Michel-Archange, comté de Napierville, a-t-il construit une maison d'école nouvelle durant le cours de l'année dernière (1905)? Dans l'affirmative, les plans et les devis de cette école ont-ils été fournis ou approuvés par le surintendant, conformément à la loi?

2. Le surintendant a-t-il reçu un rapport quelconque sur l'état hygiénique de cette maison d'école? Dans l'affirmative, quel est ce rapport?

3. Ledit arrondissement a-t-il engagé un instituteur ou une institutrice pour l'ouverture des classes au mois de septembre dernier? Dans la négative, pendant combien de temps l'école dudit arrondissement a-t-elle été fermée?

4. Un terrain a-t-il été acheté pour y construire telle maison d'école? Dans l'affirmative, de qui? Dans la négative, à quel titre les commissaires ont-ils construit ladite maison d'école?

5. L'ancienne maison d'école dudit arrondissement a-t-elle été vendue? Dans l'affirmative, à quelle date, et le surintendant a-t-il donné son consentement à telle vente?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Le dossier concernant l'école du village de la paroisse de Saint-Michel-Archange a été adressé à monsieur l'inspecteur Demers, le 10 janvier dernier, pour qu'il en prenne connaissance, avant d'aller visiter cette

école.

M. Demers n'a pas encore fait son rapport et le dossier n'a pas été retourné au département de l'Instruction publique; nous lui avons télégraphié le 9 du courant, mais n'avons reçu aucune réponse.

**L'Enseignement primaire
de C.-J. Magnan**

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. La publication L'Enseignement primaire est-elle distribuée aux écoles élémentaires, modèles et académiques de cette province, en vertu d'un contrat?

2. Si un contrat existe, quel est le nombre d'écoles auxquelles cette publication a été ainsi distribuée, depuis l'année mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf à l'année mil neuf cent cinq?

3. Cette publication est-elle distribuée à d'autres parties?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. L'Enseignement primaire est adressé à toutes les écoles élémentaires, modèles et académiques sous le contrôle des commissaires et des syndic catholiques de la province de Québec, à toutes les commissions scolaires de la province de Québec, depuis septembre 1903. La revue est adressée gratuitement aux parties ci-dessus en vertu d'un contrat stipulé entre le gouvernement d'une part et M. C.-J. Magnan de l'autre. Avant d'être arrêté, ce contrat a reçu l'approbation du département du procureur général.

2. 1898-1899	4 585 écoles
1899-1900	4 659 écoles
1900-1901	4 726 écoles
1901-1902	4 753 écoles
1902-1903	4 856 écoles
1903-1904	4 950 écoles
1904-1905	5 037 écoles

3. Oui. Aux membres du Conseil de l'Instruction publique, aux inspecteurs d'écoles ainsi qu'à d'autres officiers de l'Instruction publique, aux députés, aux conseillers législatifs, à plusieurs institutions de charité et des maisons d'éducation qui ne sont pas sous contrôle, à quelques écoles indépendantes. Dans plusieurs cas, L'Enseignement primaire est adressé en double à des écoles contenant deux ou trois classes. En vertu de son contrat, M. Magnan n'est pas tenu à cette dépense.

Demande de documents:**Octroi de lots ou de terrains**

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-

gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant aux lots et terrains de plus de 500 acres octroyés par lettres patentes, avec la date, le prix et le nom de l'acquéreur de chacun de ces lots ou terrains, et les fins pour lesquelles ils ont été octroyés, dans chaque cas, depuis le 31 mai 1904.

Adopté.

Écoles élémentaires protestantes

M. W. H. Walker (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant par comté:

1. Le taux de la taxe scolaire payé, dans chaque municipalité, par les contribuables protestants, en l'année 1904-1905;

2. Le nombre d'écoles élémentaires protestantes, dans chaque comté, dont les termes, en 1904-1905 ont duré un mois, deux mois, et ainsi de suite, jusqu'à dix mois;

3. Le nombre d'écoles élémentaires protestantes où il n'y a pas eu de termes scolaires en 1904-1905.

Adopté.

Rapport Kneeland

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. W. H. Walker), qu'il soit mis devant cette Chambre copie du rapport du sous-comité du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, dont M. Kneeland était le président, fait en 1903 ou 1904, au sujet de la rareté des instituteurs et institutrices, avec aussi copie de toutes les résolutions adoptées et de tout ce qui s'est passé au sujet dudit rapport.

Adopté.

Contributions municipales aux écoles publiques

M. G. R. Smith (Mégantic) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies) qu'il soit mis devant cette Chambre un état donnant, comté par comté, le montant des contributions municipales aux écoles publiques, durant les années 1897-98, et 1904-05, et le montant contribué par le gouvernement pour ce même objet.

Adopté.

Bibliothèque de la législature

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier): 1. Que, pour l'usage des membres de cette Chambre, il soit imprimé un catalogue des livres achetés pour la

Bibliothèque de la législature et qui ne se trouvent pas dans le catalogue de 1903.

2. Qu'à l'avenir, un catalogue des livres achetés pendant l'année soit aussi imprimé pour être distribué aux députés de cette Chambre, à l'ouverture de chaque session.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) approuve cette demande.

La motion est adoptée.

Compagnies à fonds social

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 134) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Association d'industrie laitière

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'Association d'industrie laitière de la province de Québec.

Adopté.

Restauration de la cathédrale de Joliette

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Adopté.

En comité:

Le préambule, les clauses 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie la clause 3 telle que remplacée par le comité permanent des bills privés, qui se lit comme suit:

3. Toute cotisation imposée en vertu de la présente loi devra être payée au bureau du secrétaire-trésorier, dans les huit jours après la publication de l'avis public mentionné en la section précédente; elle pourra être recouvrée sommairement comme les autres taxes municipales de la municipalité et par les mêmes procédés; et elle constituera une dette civile, emportant privilège sur les propriétés affectées, lequel privilège sera exempt d'enregistrement et prendra rang immédiatement après les frais

de justice.

Cette clause est amendée en retranchant dans les deuxième et troisième lignes les mots: "huit jours après" et les remplaçant par les mots "dans les vingt jours qui suivent".

Les clauses 4 à 8 sont adoptées.

Le comité fait rapport qu'il a étudié le bill et qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi modifié en comité général.

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hospice et couvent Sainte-Geneviève dans Jacques-Cartier

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 51) ratifiant et validant les conventions passées entre les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse Sainte-Geneviève, les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève no 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des soeurs de Sainte-Anne.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte Brayer dit St-Pierre

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 49) ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que ce bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Fraserville

M. N. Dion (Témiscouata) propose, selon

l'ordre du jour, que le bill (no 85) amendement la charte de la ville de Fraserville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 35) amendement la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à 4 h 3D.

Séance du 13 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Village de Bordeaux

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, avec le consentement unanime de la Chambre, que la pétition de la corporation du village de Saint-Joseph-de-Bordeaux soit présentée et déposée sur la table de la Chambre.

Adopté.

Dépôt de pétitions:

La pétition suivant est présentée et déposée sur la table de la Chambre: par M. Delâge, la pétition de la corporation du village de Saint-Joseph-de-Bordeaux.

Rapports de comités:

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) pour M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 137) amendant les articles 5279 et 5284 des statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté: bill (no 142) ajoutant l'article 35a à la loi électorale de Québec, 1903.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 44) amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental et l'a adopté avec un amendement.

M. A. Girard (Rouville) pour M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir:

- de la Compagnie des boulevards de l'île de Montréal et de la "Southern Electric Company" demandant respectivement une loi les constituant en corporation;

- du village du Boulevard-Saint-Paul et de la "North Shore Power Company" demandant respectivement des amendements à leur charte;

- de Dlle Emélie Lacombe et autres demandant une loi concernant la succession de feu Simon Lacombe;

- de la "Lotbinière Lumber Company" demandant une loi ratifiant un acte de vente fait par M. William Tobin et Frank McCrea à la "Lotbinière Lumber Company";

- de l'Hôpital protestant des aliénés demandant une loi déclarant en quels placements peuvent être mis les fonds dudit hôpital;

- et de la Commission des écoles catholiques de Montréal demandant une loi l'autorisant à contracter un emprunt et pour d'autres fins.

M. A. Girard (Rouville) pour M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 41) incorporant l'Église de Messiah (Unitarian), de Montréal, et ratifiant un certain acte de donation et de transport fait par ladite Église;

- bill (no 80) ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company", en qualité de fidéicommissaire, pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards.

Votre comité a examiné aussi le bill (no 61) constituant en corporation les Pauvres clarisses, de Valleyfield, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Quant au bill (no 62) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relativement à l'entretien de certains ponts, votre comité trouve que le préambule dudit bill n'a pas été prouvé.

Introduction de bills:

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) demande la permission d'introduire un bill (no 99) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de ladite cité.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières)

demande la permission d'introduire un bill (no 72) amendant la charte de la "North Shore Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. B. Carter (Montréal no 5)

demande la permission d'introduire un bill (no 95) déclarant quels sont les placements qui peuvent être faits des fonds de l'Hôpital des aliénés protestants, augmentant ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits.

Il présente ce bill afin d'augmenter la portée de ces derniers et de ratifier les investissements déjà faits.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 54) concernant la succession de feu Simon Lacombe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 58) concernant le village du Boulevard-Saint-Paul.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 84) constituant en corporation la Compagnie des boulevards de l'Île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 73) constituant en corporation "The Southern Electric Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 98) ratifiant et confirmant un acte de vente fait par Edmond William Tobin et Frank N. McCrea, à "The Lotbinière Lumber Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Composition des comités permanents

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le nom de M. Chauret soit ajouté à ceux des membres composant le comité de législation.

Adopté.

Dépôt de documents:**Consolidation de la dette****L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)**

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1906, pour la production d'une copie des documents et de la correspondance échangée avec toute personne, en rapport avec la consolidation de la dette "fondée" (sic), et des emprunts temporaires, ainsi que le rachat d'aucune partie de la dette consolidée, depuis le 30 juin 1904. (Document de la session no 30)

Argent dû par le Pacifique Canadien**L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)**

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 février 1906, demandant la production d'une copie des ordres en conseil, documents et correspondance avec la Compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien, la Banque de Montréal, ou toute personne au sujet de la balance de \$1 164 380.00 restant au crédit de la province, sur les \$7 000 000.00 que la Compagnie du Pacifique doit remettre, après que les emprunts de 1874 et 1876 auront été remboursés, au montant de \$5 835 620.00. (Document de la session no 31)

Emprunt à la Banque de Montréal**L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)**

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 février 1906, demandant la production d'une copie des ordres en conseil, documents, correspondance avec la Banque de Montréal, ou toute personne, au sujet du renouvellement ou de la continuation pendant deux ans de l'emprunt de 1874, dû le 1er mai 1904, au montant de \$2 723 873.33. (Document de la session no 32)

Statuts refondus, article 4691

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 136) abrogeant la loi amendement l'article 4691 des statuts refondus soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Rapport de E.-J. Barbeau

La Chambre reprend le débat ajourné, jeudi, le 8 février dernier, sur proposition du représentant de Montréal no 2 (l'honorable L.

Gouin), et relatif à la motion du représentant de Chambly (M. M. Perrault) demandant la production d'une copie du rapport de M. E.-J. Barbeau, ancien directeur-gérant de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal, en 1892, sur le fonctionnement du service public, tel qu'il appert par la réponse du gouvernement au Journal de l'Assemblée législative, en date du 22 février 1893.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'en effet, vers 1893, M. Barbeau fit un rapport dans ce sens. Mais ce rapport était strictement confidentiel. Tous les gouvernements qui se sont succédés ont toujours refusé de le produire. Il ne croit pas devoir faire autrement que ses prédécesseurs. D'ailleurs il avertit le représentant de Chambly (M. M. Perrault) qu'il n'y a rien de bien mystérieux en tout ça. Ce rapport n'a rien de bien nouveau. Ce sont des faits connus.

M. M. Perrault (Chambly) se déclare satisfait et il propose, avec le consentement unanime de la Chambre, que cette motion soit retirée.

Adopté.

Interpellations:

Dépenses publiques

M. M. Perrault (Chambly): Quel est le montant des dépenses encourues par le gouvernement avant le 1er juillet 1905 et qui n'ont pas été payées avant cette date?

L'honorable 3. C. 3. S. McCorkill (Brome): \$25 622 949.33, balance nette de la dette consolidée, à cette date. (Voir page 16 des comptes publics)

Demande de documents:

Réclamations contre le gouvernement

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe) qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé par département, de toutes les réclamations faites contre le gouvernement avant le 1er juillet 1905 et qui n'ont pas encore été réglées, indiquant le montant et la nature de ces réclamations, avec le nom du réclamant, dans chaque cas.

Il prononce un discours dans lequel il se plaint de ce qu'on ne se hâte pas assez de produire les documents qu'il veut. Il fait remarquer que c'est dans l'intérêt du gouvernement et si la réponse est la même que d'habitude, c'est qu'ils ne savent pas quels sont leurs intérêts. La Chambre a le droit de savoir quelle était la situation réelle

du gouvernement le 1er juillet 1905, étant donné qu'à ce moment un nouveau gouvernement entrait en fonction et il est tout à fait naturel de savoir quel était à cette période l'état des affaires de la province. Il a besoin de ces détails pour conclure ses études sur la situation financière.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Le gouvernement est bien prêt à déposer toutes les informations que le député de Chambly (M. M. Perrault) a demandées.

Naturellement, certains documents tarderont un peu plus avant d'être déposés, à moins d'augmenter le nombre d'employés au département du Trésor. Il s'étonne de voir un homme qui se dit partisan du ministère tenir un tel langage. Un oppositionniste pourrait parler ainsi, mais jamais un libéral. Le représentant de Chambly doit accepter les déclarations du gouvernement ou se retirer du parti. Le premier ministre est d'ailleurs en communauté d'idées avec le trésorier.

Lorsque le député de Chambly aura présenté toutes ses motions, il (M. McCorkill) lui demandera, à la fin de la session, s'il n'est pas satisfait que le gouvernement ait un surplus, tel qu'on l'avait déclaré dans le discours du trône. Il ne sait pas qui est l'instigateur de toutes ces questions, mais le député de Chambly semble croire que tous les membres du gouvernement sont malhonnêtes. Il signale au député de Chambly qu'un partisan du gouvernement est quelqu'un qui a confiance dans ce même gouvernement.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Un adorateur du gouvernement!

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Pas nécessairement, mais quelqu'un qui a pleine confiance aux actions du gouvernement. Il informe la Chambre que chaque compte qui a été envoyé au trésorier provincial le 30 juin ou avant cette date a été payé, et ses collègues sont là pour le confirmer.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande si tous les comptes qui ont été envoyés au gouvernement avant le 1er juillet dernier ont été payés.

L'honorable J. S. O. S. McCorkill (Brome) répond par l'affirmative et qu'avant cette date, il avait demandé à tous les départements de lui faire parvenir tous les comptes impayés.

Il affirme vigoureusement que tout compte qui a été envoyé au département du Trésor avant le 30 juin dernier a été payé, et il peut le prouver.

M. M. Perrault (Chambly) fait remarquer que le trésorier provincial parle

comme s'il était sur une tribune électorale.

Il dit qu'il est un partisan mais non pas un adorateur du ministère. Il s'indigne à l'idée que le trésorier voudrait le faire sortir du parti, est-ce qu'on ne peut pas rester libéral tout en conservant sa liberté d'opinion sur des questions de détail.

Il déclare qu'il n'a jamais été conservateur, qu'il appartient au parti libéral, le parti des idées larges et généreuses, qui admet la critique. Il ne veut qu'étudier le système financier du gouvernement, et n'est ni conservateur ni hostile au gouvernement.

Il rétorque en outre que le représentant de Brome (l'honorable J. C. J. S. McCorkill) n'est pas capable de l'expulser du parti libéral. Le trésorier a tort de se croire toujours dans son comté et roi et maître de tout ce qu'il y a autour de lui.

Il (M. Perrault) se plaint que certains journaux se donnent bien garde de publier ce qu'il dit, tandis qu'ils sont beaucoup plus pressés de rapporter les paroles du représentant de Brome.

Il ne comprend pas pourquoi le trésorier provincial est si pressé qu'on se débarrasse de lui au sein du parti, lui à qui l'on a demandé de présider la première séance du comité des subsides à cette session-ci. Il y a encore près de 200 items du budget à étudier, et jusqu'à maintenant, seul le premier item a été adopté.

La motion est adoptée.

Créances publiques

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe) qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des dépenses du gouvernement encourues par chaque département et non payées avant le premier juillet 1905, donnant:

1. La nature et la date de chaque créance, avec le nom du créancier dans chaque cas;

2. Celles de ces créances qui ont été soldées depuis, avec, dans chaque cas, le montant payé, la date du paiement et le nom de la personne à qui tel paiement a été fait.

Adopté.

Charte de Saint-Germain de Rimouski

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 38) amendement la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose que le

bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les mots "ce bill soit de nouveau renvoyé au comité général de cette Chambre pour l'amender en retranchant l'ancienne clause 3 devenue la clause 2, qui permet de taxer, pour certaines fins, les immeubles affectés à des fins de religion, de charité ou d'éducation".

Il dit que ce bill est un bill privé, et que cette question est de la plus haute importance, attendu qu'il y a en jeu un principe nouveau dont on demandera demain peut-être l'application dans toutes les autres villes de la province. La ville de Rimouski demande l'autorisation de taxer les institutions de religion, d'éducation ou de charité situées dans cette ville et qui, selon la loi générale de 1903, sont exemptes de payer certains impôts.

Il s'oppose à ce que l'on taxe les églises, les presbytères, les cimetières, les communautés religieuses et les institutions de charité, ainsi que le veut le bill. Il cite la loi qui exempte de l'impôt les immeubles appartenant au roi, au gouvernement fédéral, au provincial, ceux destinés à l'exercice du culte et les institutions de charité et de bienfaisance. La loi générale exempte de l'impôt les propriétés du roi et celles de Dieu.

Allons-nous, dit-il, par une loi d'exception, déclarer imposables les propriétés du roi du ciel et laisser exempte de l'impôt celles des rois de la terre?

Je ne vois pas pourquoi on constituerait en exception la ville de Rimouski, ni pourquoi ce que l'on a jugé bon dans le passé ne serait pas bon aujourd'hui.

La cathédrale de Rimouski, qui est évaluée à \$100 000, est l'église paroissiale de la ville de Rimouski et de la municipalité de la campagne. Elle a été construite avec les deniers des habitants de la campagne et de ceux de la ville. Les gens de la campagne ne profiteront pas des travaux auxquels on destine la taxe dont on veut frapper la cathédrale, pourquoi alors les taxer? Permettra-t-on à la ville seule de se rétribuer, au détriment des habitants de la campagne?

Il ne voit pas pourquoi on devrait appliquer une exception à la loi générale de façon à permettre de taxer les propriétés de l'église à Rimouski.

Et d'ailleurs où voit-on les églises imposées? Il donne alors des statistiques se rapportant au coût d'entretien de ces édifices.

Le présent bill veut aussi atteindre les oeuvres de charité. L'hospice et l'orphelinat de Rimouski, depuis leur fondation, ont donné

asile à un grand nombre d'infirmes et d'orphelins dont un grand nombre venaient de la ville de Rimouski. Actuellement, à l'hospice, il y a vingt-cinq infirmes, dont huit sont de la ville de Rimouski. Un seul de ces pensionnaires paie une pension de \$1.50 par mois. Les autres sont logés, nourris et entretenus gratuitement. À l'orphelinat féminin, il y a cinquante et une orphelines, dont la plupart sont de la ville de Rimouski. Toutes sont élevées gratuitement, à l'exception de trois, pour lesquelles il est payé une bagatelle. Va-t-on prétendre que ces institutions sont tenues dans un but de spéculation? C'est la charité publique qui les soutient, et les exempter de l'impôt, c'est pour ainsi dire faire contribuer toute la communauté des citoyens au soutien de ces institutions bienfaisantes.

Il rappelle tout le bien que font les institutions de ce genre dans la petite ville qu'il habite et il affirme que la disparition de ces institutions de charité qui déchargent la ville de ses infirmes et de ses nécessiteux serait une perte irréparable. Nous sommes dans un pays chrétien et l'existence de ces institutions doit être protégée et sauvegardée.

Il parle ensuite du séminaire de Rimouski et dit tout le bien que cette institution fait, grâce au dévouement de ses prêtres. On se plaint que les salaires des instituteurs ne sont pas suffisamment élevés. Or les salaires des prêtres professeurs à ce séminaire sont de \$100 par année. Un impôt sur cette institution aura pour effet d'atteindre ce salaire. Il défend aussi le couvent des Ursulines contre l'impôt dont on le menace.

Les corporations religieuses de Rimouski méritent d'être exemptées. Ce sont elles qui font Rimouski. Enlever le collège et l'évêché et Rimouski n'est plus rien.

C'est établir, dit-il, là un bien mauvais précédent. Ainsi je m'oppose à cette clause et je demande qu'elle soit enlevée de la loi.

L'honorable A. Tessier (Rimouski): D'abord, je ne comprends pas, dit-il, tout le tapage que certaines gens et certains journaux ont fait autour de ces amendements. Il est surpris des airs de colère du député de Joliette.

L'idée contenue dans le bill du représentant de L'Islet n'est pas nouvelle. Elle a déjà été mise en application très souvent jusqu'ici.

Non, il n'y a pas de principes nouveaux dans ce bill. Grand nombre de chartes semblables de villes et cités sont venues devant cette Chambre, y ont été étudiées et jamais on y a vu d'objection. Le retentissement que l'on a voulu donner cette fois à cette question n'est pas justifié.

Les gens de Rimouski s'étonnent du

bruit qui se fait autour de ce bill. Ils sont extrêmement surpris des commentaires des journaux et encore plus de certaine opinion publiée dernièrement dans un journal de Montréal et qui représentait ce projet comme une manifestation chez nous de l'esprit sectaire français comme un premier pas vers la guerre à la religion. On a été jusqu'à parler de "souffle radical venu de France". C'est de la grosse exagération. Lui-même, ainsi que toute la population de Rimouski, s'étonnent de voir que certaines personnes voient dans ce bill un point de départ vers une politique hostile aux communautés religieuses en cette province. Il trouve que la tempête que l'on a fait autour de ce bill n'est pas motivée.

Voyons l'acte même des cités et des villes. C'est la loi générale. Le principe de taxation des communautés religieuses et des corporations y est reconnu et admis.

La loi permet déjà qu'on exige des contributions des propriétés non imposables pour l'éclairage, eh bien, du moment qu'on admet l'impôt pour l'éclairage pourquoi ne pas l'admettre, à plus forte raison, pour des besoins encore plus grands tels que la construction de canaux d'égout.

Cette loi générale a été discutée et adoptée par les Chambres et jamais personne n'y a vu mal. Le député de Joliette (M. J. M. Tellier) était membre de cette Chambre lors de la passation de cet acte des cités et des villes. Il ne s'y est pas opposé. Pourquoi aujourd'hui refuse-t-il à Rimouski ce qu'il a trouvé juste pour les autres cités et villes.

Si Rimouski demande cela, c'est qu'elle est dans une situation spéciale. Et d'ailleurs, quand les précédents ne seraient pas là, s'il est une ville qui mérite qu'une exception soit faite en sa faveur c'est bien Rimouski. Cette ville a 56 arpents de front et douze de largeur et il en coûte plus pour effectuer les travaux d'aqueduc et d'égout.

Il y a à peine 400 propriétaires à Rimouski (la population de la ville est de 2 500 environ). Or, on va avoir besoin là de \$125 000, va-t-on les demander seulement à ces 400 propriétaires? La propriété y a une valeur d'à peu près \$900 000. Sur ce, plus de \$467 000 sont des biens non imposables.

Maintenant, les répartitions pour la construction de l'aqueduc et des tuyaux d'égout profiteront autant à ces corporations qu'aux particuliers.

Il admet avec le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) tout le bien fait par ces institutions d'éducation et de charité. Est-ce à dire qu'elles ne contribueront pas à faire disparaître la dette assumée par la ville de Rimouski pour ces améliorations.

Le séminaire de Rimouski a besoin de protection contre les incendies. La ville la lui assure cette protection; pourquoi en retour n'aiderait-il pas la ville à payer les dépenses qu'elle a dû faire dans ce but? Le

séminaire, par suite de la protection dont il jouit contre le feu, a l'avantage de payer des taux d'assurances beaucoup moins considérables. Cela ne vaut-il pas quelque chose? C'est une protection contre le feu. Cela fera baisser le taux des assurances et assurera un service d'eau excellent, surtout hygiénique. La ville fait des sacrifices; il est bon que ceux qui en profitent contribuent pour leur part.

Ces institutions sont florissantes et quelques unes d'entre elles sont actuellement à agrandir leurs édifices.

Est-il juste que ces petits propriétaires, la plupart ouvriers, soient seuls à supporter le coût des améliorations dont d'autres bénéficient?

Le conseil de ville de Rimouski, qui a demandé unanimement la passation de ce bill, se compose de citoyens intègres et de bons catholiques, de conservateurs et de libéraux, qui ne sont animés d'aucun esprit hostile à la religion. Il est unanime à nous demander l'adoption de ce projet de loi. Ils sont l'écho de la population entière de Rimouski.

Voyons ce qui a été fait précédemment à Fraserville; par 3 Édouard VII, on a obtenu la même chose. Roberval, par 3 Édouard VII, aussi. Trois-Rivières, qu'on ne peut taxer je crois de pécher pour défaut d'orthodoxie, a demandé et obtenu la même chose par 1 Édouard VII. Farnham, Saint-Jérôme, Salaberry-de-Valleyfield, etc., sont sur ce même pied.

A-t-on le droit de refuser à Rimouski ce qu'on n'a pas refusé à ces villes?

Je puis, dit-il, assurer à cette Chambre que les citoyens de Rimouski sont aussi bons citoyens et aussi orthodoxes que les autres et pourtant on voudrait les faire passer pour des radicaux enragés. Ce qu'ils demandent, c'est ce qui a été accordé de tout temps. Pourquoi leur refuser? Il admet néanmoins que l'on devrait exempter les institutions religieuses des taxes pour certains services, comme la création de places publiques et de marchés publics.

Il propose en sous-amendement, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J. C. J. S. McCorkill), que tous les mots après les mots "pour l'amender" soient retranchés dudit amendement et remplacés par les suivants: "En retranchant dans l'ancienne clause 3 devenue clause 2, les mots suivants: "places publiques, marchés publics".

M. 3. H. Kelly (Bonaventure): La loi, dit-il, sur laquelle nous sommes actuellement appelés à nous prononcer, a été proposée par l'honorable député de L'Islet, et appuyé par l'honorable ministre de l'Agriculture, non pas comme mesure ministérielle, mais comme une loi proposée par un député en particulier.

Malgré que cette loi n'est proposée que

comme une loi d'un député en particulier, je regrette cependant d'être obligé de me prononcer contre l'amendement de l'honorable ministre de l'Agriculture, mais je crois exprimer les sentiments de tous ceux qui m'ont envoyé pour les représenter en cette Chambre en me prononçant contre cette loi. C'est à la demande de l'évêque de Rimouski qu'il parle sur cette question.

L'honorable ministre de l'Agriculture nous dit que cette loi n'introduit point un principe nouveau. Sur ce point nous sommes d'accord; mais je prétends que par la loi nouvelle, malgré que nous n'introduisons point un principe nouveau, cependant nous étendons ce principe plus qu'il ne devrait l'être. Mais ce principe n'aurait pas dû être posé. Le principe est mauvais parce que taxer la propriété religieuse, c'est en éloigner petit à petit la foule, en diminuant le prestige de nos institutions religieuses qui ont fait notre force dans le passé. L'exemple de tous les autres pays du monde est là pour prouver l'opinion que j'émetis.

Dans la loi 3 Édouard VII, nous trouvons sanctionné le principe qu'il ne faut pas frapper d'impôt les corporations religieuses et les communautés enseignantes pour toutes fins municipales. Alors, pourquoi faire une exception pour la ville de Rimouski?

Dans la loi 3 Édouard VII, nous trouvons cependant une exception qui dit que les corporations religieuses et enseignantes seront susceptibles d'être taxées pour les chemins et les cours d'eau.

Je crois que la ville de Rimouski doit être satisfaite avec la loi générale et je ne vois pas pourquoi on rendrait plus lourde encore cette charge pour l'église de Rimouski, l'évêché et les soeurs enseignantes. Si les législateurs qui ont passé la loi 3 Édouard VII, que je viens de mentionner, n'ont pas cru bon d'étendre davantage la taxation sur les propriétés de culte, je ne vois pas quel argument qu'on puisse amener aujourd'hui pour adopter ce qu'on n'a pas voulu adopter en 1903.

Si ce bill est adopté, toutes les autres villes et les autres paroisses de la province profiteront de ce précédent pour demander des pouvoirs semblables.

L'honorable ministre de l'Agriculture nous dit que la ville de Rimouski est endettée. Mais enfin, ceci n'est certainement pas dû aux corporations religieuses de Rimouski. Si la ville de Rimouski a cru bon de s'endetter, ils ont dû prévoir par quels moyens cette dette devait être payée et il n'y avait pas alors de question de taxer la cathédrale de Rimouski, le cimetière, les soeurs enseignantes, etc., etc.

La population savait à quelles conditions cette dette était imposée. Alors, dit-il, est-ce équitable que l'Eglise soit forcée de payer pour cette dette si elle

n'avait aucune voix au conseil lorsque cette même dette fut imposée?

Mais toute la propriété non imposable de Rimouski n'appartient pas aux corporations religieuses. Le gouvernement d'Ottawa en a qui se chiffre dans les cent mille piastres. Le gouvernement de Québec en a aussi sa part.

Il rappelle que des \$465 000 de propriétés non imposables à Rimouski, il faut enlever \$100 000 à Intercolonial, \$50 000 pour le palais de justice, puis le bureau de poste.

Si l'on veut être logique, il faudra alors demander permission de taxer non seulement les immeubles non imposables appartenant aux corporations religieuses, mais aussi ce qui appartient à cette province.

Pour ma part, je dois me déclarer contre le principe qui nous permet de taxer les églises de notre province et les communautés enseignantes tel que nous en avons à Rimouski.

Si aujourd'hui dans cette province nous sommes un peuple fort, si nous avons su garder intacts les principes essentiels pour l'agrandissement d'une nation, c'est certainement dû à nos prêtres et évêques qui nous ont toujours conduit dans le sentier du vrai et du juste.

Plus nous aurons d'institutions religieuses dans notre province, mieux notre province sera. Dans le monde entier, il existe très peu de pays, sinon aucun, où les mœurs de la société soient aussi intègres que dans notre province de Québec; et nous devons cette haute moralité à nos prêtres, à nos ministres du culte, à notre Église et à nos institutions religieuses. Plus les clochers de nos églises s'élèveront, plus la moralité de la population sera forte; et ce n'est pas en leur imposant des fardeaux additionnels, tels les taxes, que nous les aiderons dans leur noble tâche.

Ce sont les chefs de nos églises qui rendent le plus grand bien à la société; ce sont ces corporations enseignantes qui donnent pour un prix minime l'éducation à nos enfants; ce sont ces soeurs religieuses qui reçoivent les pauvres et les malheureux et les délaissés de nos paroisses et de nos villes. Alors pourquoi rendre leur tâche plus difficile et plus lourde en leur imposant des charges dont le peuple a bien voulu les soulager à venir jusqu'à ce jour.

Les gens de Rimouski n'ont rien à gagner en imposant des taxes sur leurs églises et leurs cimetières. Ce sont eux après tout qui seront taxés davantage, car il faudra bien trouver l'argent nécessaire pour payer ces taxes nouvelles.

Si l'on taxe les corporations religieuses, celles-ci devraient exiger plus du public et ainsi on ne fera que changer son fardeau d'épaulé.

Il est de beaucoup préférable que le

conseil municipal continue de percevoir de l'argent chez les citoyens car tôt ou tard, ce seront ces mêmes citoyens qui devront payer.

Nous aidons dans nos villes et nos campagnes à des corporations industrielles qui travaillent pour le bien commercial et industriel de notre peuple, alors pourquoi ne point donner un plus grand encouragement encore à ceux qui se dévouent pour l'enseignement du peuple et pour le plus grand bien de la société en général. Pour ces raisons, je crois qu'il est de mon devoir de voter contre l'amendement de l'honorable ministre de l'Agriculture; et en le faisant, je crois exprimer l'opinion de ceux que je représente en cette Chambre.

M. J.-É. Caron (L'Islet) se défend d'être un révolutionnaire ou de vouloir poser des principes nouveaux. Il tient à affirmer qu'il est aussi catholique que tout autre député. Il ne veut pas voir là une question de sentiment. Il faut juger cette affaire froidement.

Il s'étonne du bruit suscité autour de son bill. Ce que nous demandons, dit-il, on le fait depuis vingt ans sans que l'on ait jamais pu trouver à redire contre le principe sanctionné déjà par de nombreux exemples sur lequel nous nous appuyons.

La Chambre a sanctionné la chose vingt fois. Pourquoi aujourd'hui le refuserait-elle à Rimouski. Est-ce, par hasard, parce que Rimouski a plus de raisons que les autres de le demander. Il connaît Rimouski et ses citoyens sont capables de conduire leurs affaires sans qu'on y mêle des questions irritantes à leurs simples questions d'affaires.

Il ne faut pas faire de sentiment avec cela. Le député de Bonaventure (M. J. H. Kelly) a eu tort de prendre la question à ce point de vue là.

Rimouski se trouve dans des conditions spéciales. Elle a absolument besoin du privilège qu'elle réclame.

J'ai étudié, dit-il, la question et seulement dans la diminution des taux d'assurance sur le feu, obtenue par le fait que la ville protégera les édifices taxés par un système d'aqueduc, les corporations trouveront plus qu'une compensation. Il y aura un gain certain en faveur des sociétés propriétaires de ces édifices.

Quant à l'église, le fait de la protéger contre le feu profitera autant aux citoyens de la ville qu'à ceux de la paroisse. Ils l'ont construite à frais communs.

La ville de Rimouski a rendu de nombreux services à ces corporations religieuses; celles-ci, en retour, ne doivent-elles point lui venir en aide?

Dieu me garde de dire le moindre mal de nos religieux et de nos prêtres. J'apprécie autant que qui que ce soit leur bonne volonté, leur travail, leur dévouement, leurs sacrifices et je me plais à les reconnaître;

mais est-ce que les citoyens aussi ne font pas preuve de dévouement? Est-ce que par leurs oboles, est-ce que par leurs dons généreux, est-ce que par leur aide pécuniaire toujours considérable, ils ne contribuent pas puissamment à l'accomplissement des bonnes œuvres, dont on loue les religieux? Est-ce qu'en définitive, ils n'en sont pas à un haut degré, responsables?

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): Le représentant de Joliette, (M. J.-M. Tellier), a prétendu tout à l'heure que l'on ne doit pas faire moins pour le roi du ciel que pour le roi de la terre et que l'on doit exempter des taxes les édifices religieux, propriétés du roi du ciel tout comme les propriétés du roi de la terre. C'est là un langage biblique auquel je veux répondre par une citation biblique, et c'est celle-ci: "Rendez à César ce qui appartient à César". Le principe de l'impôt des propriétés religieuses n'est ni une nouveauté ni une hérésie. Ce principe est très ancien; il a été sanctionné par de multiples exemples et il défie qui que ce soit de lui montrer un texte théologique le condamnant. Il ne faut pas ainsi faire intervenir la religion dans toutes choses et parler de révolution à tout propos. Cela devient à la fin ridicule. Rappelant une objection du représentant de Bonaventure (M. J. H. Kelly) à savoir que, en taxant les corporations religieuses, les citoyens de Rimouski ne feront que changer leur fardeau d'épaule, il (M. Mousseau) prétend que en raisonnant de cette manière on en viendrait vite à la conclusion qu'il ne faut jamais imposer de taxes, car il est bien connu que l'argent des taxes ne tombe pas du ciel et qu'il vient bel et bien de la bourse des citoyens. Ayant écarté de la discussion la question de religion, il ne voit aucune raison pour empêcher la ville de Rimouski de taxer ses corporations religieuses, si bon lui semble.

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) en tant que représentant d'une circonscription catholique irlandaise, demande au ministre de l'Agriculture s'il veut bien répondre à ces trois questions.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) y consent.

M. M. J. Walsh (Montréal no 6): Existe-t-il d'autres institutions que les institutions catholiques à Rimouski?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Aucune.

M. M. J. Walsh (Montréal no 6): Le conseil est-il composé de catholiques?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Ce sont tous des catholiques.

M. M. J. Walsh (Montréal no 3): Ont-ils approuvé ce bill?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): À l'unanimité.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que ce débat soit ajourné.
Adopté.

Hôteliers du Québec

M. A. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 101) constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession James O'Brien

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 94) concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Canadian Eastern Railway Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 100) constituant en corporation la "Canadian Eastern Railway Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre: bill (no 8) établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie.

Réserve forestière de chasse et de pêche en Gaspésie

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que les amendements du Conseil législatif faits au bill (no 8) établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie soient pris en considération demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du 14 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Dépôt de documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état d'affaires des institutions suivantes:

- de la "Sherbrooke Protestant Hospital"; de la "Women's Christian Association"; de l'asile du Bon-Pasteur de Québec; de la "Church Home", rue Guy, Montréal; du monastère de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur d'Angers, à Montréal, pour l'année 1905 (Document de la session no 19);

- aussi, l'état des affaires de la Commission des chemins à barrières de l'île Jésus, pour l'année 1905 (Document de la session no 35);

- aussi, l'état des affaires de la Commission des chemins à barrière de Terrebonne, pour 1905 (Document de la session no 36).

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de l'université McGill amendant une loi déclarant certains collèges situés en dehors de la province de Québec, collèges affiliés à l'université McGill;

- et de la Compagnie de chemin de fer Québec et Baie-James demandant des amendements à sa charte.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 64) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean et les lois qui l'amendent et l'a adopté avec des amendements.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis;

- bill (no 57) amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Édouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la "Financial Corporation" en celui de "The Financial and Trust Corporation";

- bill (no 93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec;

- et bill (no 75) détachant des municipalités de Saint-Léon-de-Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 78) amendant la charte de "l'Imperial Trust Company";

- et bill (no 92) autorisant les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François-d'Assise-de-la-Longue-Pointe à vendre le lot no 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe.

Introduction de bills:

M. C. B. Carter (Montréal no 5) demande la permission d'introduire un bill (no 83) concernant l'université McGill.

L'objet de ce bill est de permettre à certains collèges situés à l'extérieur des frontières de la province d'être considérés comme des collèges relevant de McGill.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) demande la permission d'introduire un bill (no 71) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec et Baie-James.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 16) concernant la Cour suprême du Canada et la Cour d'échiquier du Canada.

Il s'agit, suivant en cela l'exemple d'Ottawa et d'Ontario, de passer une loi pour reconnaître la juridiction des cours ci-haut données dans les causes inscrites entre les provinces et le gouvernement du Canada. Les juges de ces tribunaux ont émis un doute sur leur compétence à siéger dans ces causes. Cette loi tranchera tout doute. La Chambre aura l'occasion de le constater.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) demande la permission d'introduire un bill (no 125) amendant le code municipal en ajoutant l'article 960a.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

Demande de documents:

Congrès de la colonisation à Saint-Jérôme

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance échangée avec le gouvernement relativement au congrès de la colonisation tenu à Saint-Jérôme les 21, 22 et 23 novembre derniers, ainsi qu'une copie des résolutions passées, à ce congrès.

Il se prononce fortement en faveur des réserves de colonisation. C'est là le seul moyen de régler le différend qui existe entre le marchand de bois et le colon. Aujourd'hui le marchand de bois se plaint de ce que des spéculateurs, sous le nom de colons, s'emparent de ses limites. De l'autre côté, le colon se plaint de ce que le détenteur de limites lui enlève ce dont il a le plus besoin, c'est-à-dire le bois.

Tout cela est dû au fait que dès qu'un colon prend possession d'un lot, ce dernier ainsi que le détenteur de limites ont tous les deux le droit d'exploiter ce lot, et ce même temps.

Il y a quelques mois, lors du congrès de Saint-Jérôme, prenant en considération les droits acquis du détenteur de limites, j'ai émis l'opinion qu'on devrait essayer, en créant ces réserves, de rendre le colon maître absolu sur son lot, et d'ouvrir ce lot seulement lorsque les besoins de la colonisation se feront sentir et que les réserves seront clairement établies.

Alors le seul moyen d'obtenir ce résultat, en respectant les droits des deux partis, est de laisser le marchand de bois enlever son bois avant d'y mettre le colon. C'est la seule solution qu'on puisse obtenir avec les droits acquis des détenteurs de limites.

La première chose à faire après que les réserves auront été délimitées sera d'aviser le détenteur de limites qu'une réserve a été créée à l'intérieur de sa limite et que d'ici un certain laps de temps, les droits du détenteur de limites sur la réserve cesseront. On allouera au moins un an au détenteur de limites afin qu'il puisse enlever le bois sur les lots qui feront partie de la réserve.

Quant au droit du détenteur de limites,

d'après la loi actuelle, ce dernier peut enlever, à l'intérieur de sa limite, les arbres possédant un certain diamètre, et bien que j'aimerais que le colon ait tout le bois qui se trouve sur le lot qu'il a choisi de cultiver, nous devons toutefois respecter les droits du détenteur de limites, droits qu'il a dû payer.

Mais, dit-il, comme je viens de le dire, on ne peut pas laisser trop de bois au colon. Prenez par exemple un colon qui n'a pas le sou, qui veut s'établir sur un lot. Il est marié et est père de deux ou trois petits enfants. Il prend son lot au mois de juin. Ce lot est en bois debout. Comment fera-t-il des améliorations s'il n'a pas de bois? Supposons que le colon prenne son billet de location au mois de juin, alors, il est obligé de travailler tout l'été pour faire un certain défrichement pour le printemps suivant, alors qu'il est obligé à des dépenses pour acheter des grains de semence. Il doit attendre à l'automne suivant avant de retirer un sou de ses labeurs. Alors, ce pauvre colon est obligé de commencer ses améliorations. Il est obligé de travailler tout l'été pour préparer quelques arpents pour le labour du printemps suivant, et pour rendre le terrain apte à recevoir les grains de semence.

Le printemps arrivé, il est obligé de faire des déboursés pour acheter des grains de semence. Celle-ci, une fois faite, il lui faut attendre l'automne - sa première récolte - pour retirer les bénéfices de son travail de 18 mois.

Pendant ces 18 mois, comment aura-t-il fait pour vivre, lui, sa femme et ses petits enfants, s'il ne lui reste pas de bois sur son lot.

Le seul moyen pour que le colon puisse vraiment travailler sur son lot et gagner sa vie un même temps est de lui accorder le droit d'utiliser le bois qui se trouve sur le lot lorsqu'il en prend possession.

Voilà la position; pour ma part je me demande si le ministre de la Colonisation et le ministre des Terres de la couronne ne pourraient pas se donner la main pour obtenir du marchand de bois la permission de laisser au colon le bois qui se trouvera sur les réserves que l'honorable ministre de la Colonisation a l'intention de créer. Est-ce qu'il n'y aura pas moyen de donner une compensation au marchand de bois pour cette concession qu'il fera au colon, par exemple au moyen de terrains en dehors des réserves de colonisation. Si les honorables ministres peuvent obtenir ce résultat, ils rendront aux colons de cette province, aux fils de nos braves cultivateurs, une faveur pour laquelle ils seront à jamais reconnaissants.

L'un des meilleurs résultats que produiront les réserves de colonisation sera de regrouper les colons. Si nous établissons ces réserves, le ministère de la Colonisation aura la possibilité de rassembler les colons

dans des emplacements précis et spécialement prévus pour la colonisation. Il pourra de plus leur accorder les meilleures terres possibles et aura un contrôle continuuel sur ceux-ci.

Cette politique de rassembler ainsi les colons n'est pas du tout nouvelle. C'est une des caractéristiques de la population canadienne, qui désire s'installer sur des terres agricoles, que d'essayer d'être le plus loin possible des grands centres, et tous les vrais hommes d'État ont toujours été unanimes à dire que la meilleure méthode est de regrouper le plus possible les colons. Au début de la colonie, ce même instinct qui pousse les colons d'aujourd'hui à pénétrer profondément dans les forêts se manifestait déjà.

En créant des réserves de colonisation et en rassemblant le plus possible les colons, nous pourrions ainsi cultiver nos terres de façon rationnelle, et nous pourrions mettre en pratique toutes les améliorations modernes que seuls le temps et l'expérience nous ont enseignés. Cependant, l'un des plus grands avantages sera la création d'écoles pour les colons. De nos jours, chaque fermier souhaite donner à son fils autant d'instruction que possible. Avec notre façon actuelle de distribuer des lots aux colons, en les laissant faire leurs propres choix, il est impossible au gouvernement d'établir les écoles nécessaires. Ainsi, il arrive souvent qu'un colon, n'ayant pas les moyens d'envoyer ses enfants à l'école la plus proche qui se trouve parfois à cinq ou six milles de distance, accepte de les voir grandir sans aucune instruction.

En regroupant ainsi les colons dans des réserves de colonisation, nous procurerons certains avantages au colon tout en rendant un grand service aux détenteurs de limites, et nous ne pouvons faire fi des droits et de la bonne foi des détenteurs de limites, car ils procurent sans aucun doute à la province une partie importante de ses revenus. L'un des premiers avantages qui sera accordé au détenteur de limites sera la protection de sa propriété contre le feu. Il n'aura plus alors à vivre dans la peur continuelle de se réveiller un matin et de voir ses limites ravagées par un incendie dû au fait d'un seul colon semant quelques boisseaux de pommes de terre. Cela s'est d'ailleurs déjà produit dans le district d'Ottawa, où des forêts de splendides pins valant plus de deux millions de dollars ont été détruites par la négligence d'un seul colon qui s'était établi en plein coeur d'une des meilleures limites située au nord de Montréal et qui, un bon matin, avait allumé un feu afin de nettoyer une parcelle de terre d'un acre de largeur et de trois-quarts d'acre de profondeur. Cela n'est pas très fréquent, mais dans bon nombre de cas, des incendies ont ainsi été causés par des colons qui nettoyaient leurs terres et qui ne se préoccupaient pas de la façon, du moment

ou de l'endroit quand ils faisaient leurs feux.

Le détenteur de limites pourra également profiter d'un autre avantage important: il ne verra plus ses terres tomber entre les mains de petits spéculateurs, comme cela s'est souvent produit dans le passé. En effet, quoi de plus choquant pour un détenteur de limites qui exploite ses terres en toute bonne foi que de voir un certain nombre de petits moulins surgir ça et là aux frontières de ses limites, et plus spécialement quand il sait que dans neuf cas sur dix, c'est afin de lui voler une bonne partie du bois qui lui appartient. Avec le système actuel, et telle que la loi est conçue, dès qu'un lot a été classé et que la classification a été sanctionnée par un arrêté en conseil, l'agent des terres de la couronne est obligé de vendre à un requérant tout lot qui est cultivable et qui ne contient pas une trop grande quantité de bois marchand. Si le lot n'a pas été classé, l'agent est alors obligé de vendre dès qu'il a la preuve qu'il est cultivable et qu'il ne contient pas une trop grande quantité de bois marchand. Ainsi, quel meilleur encouragement existe-t-il pour le spéculateur que celui que lui offre la loi actuelle?

Si, en créant ces réserves, nous pouvions immédiatement choisir des terres de la couronne sur lesquelles les détenteurs de limites n'auraient aucun droit, il deviendrait alors très facile pour l'honorable ministre de créer ses réserves de colonisation. Mais, dans l'état actuel des choses, nous sommes obligés dans la plupart des cas, sinon dans tous les cas, de choisir ces réserves parmi des terres qui sont déjà octroyées sous licences aux détenteurs de limites. Admettons que l'honorable ministre décide d'établir une réserve sur une limite exploitée en toute bonne foi par un détenteur de limites authentique. Ce même ministre découvre qu'il aura besoin de quatre rangs de cette limite pour sa réserve et qu'il peut tout de suite trouver assez de colons pour s'établir à cet endroit. Alors, serait-ce équitable de dire à ce détenteur de limites de bonne foi qu'il verra aussitôt ces quatre rangs retirés de sa limite, et que s'il désire sauver ce bois, il n'a seulement jusqu'au premier jour de mai pour le faire? Je crois, M. l'Orateur, que ce serait injuste envers le détenteur de limites de retirer sur-le-champ quatre ou six rangs de sa limite de façon à créer une réserve, et ce sans même lui accorder un certain laps de temps pendant lequel il aurait le droit d'enlever le bois. Maintenant, combien de temps devrions-nous lui accorder? Dans un rapport spécial rédigé par feu l'honorable G. W. Stephens (1), l'un des premiers commissaires à être nommé par ce gouvernement à la commission de colonisation, il est recommandé d'accorder au moins un an au détenteur de limites. J'ajouterai que je considère que la période suggérée par

l'honorable M. Stephens n'est que juste et raisonnable. C'est donc dire que dès que l'on aura décidé d'établir une réserve, le détenteur de limites devra être avisé qu'une réserve a été créée, que des routes seront aussitôt construites dans cette réserve et que d'ici un an, il n'aura plus aucun droit sur ces lots et qu'ils seront retranchés de sa limite. Cela représentera un grand sacrifice pour le détenteur de limites de voir plusieurs milles de son domaine tous enlevés en même temps, mais par contre, lorsque la réserve aura été établie, il saura qu'à l'avenir il ne sera plus ennuyé en voyant des lots choisis au hasard ça et là sur ses limites par des hommes qui n'ont aucune intention de s'y établir. Il n'aura pas non plus à commencer ses travaux d'hiver à quatre ou cinq endroits différents et où il ne s'y en attendait pas du tout, tel que cela se produit souvent dans les circonstances actuelles.

Donc, en donnant un délai de un an au détenteur de limites pour enlever le bois, quel avantage le colon en retirera-t-il? En premier lieu, le fait d'accorder ce délai d'un an au détenteur de limites offrira un avantage au colon: il saura que dès qu'il prendra un lot de terres, il ne verra plus une autre personne s'amener sur son lot pour exercer ses droits de propriétaire, ce qui fut la grande cause de tous les maux que nous avons connus. Le colon saura que si le gouvernement lui vend un lot, il aura ce lot tel qu'il lui a été vendu. S'il travaille et désire faire des améliorations pour obtenir ses lettres patentes, alors le bois qui se trouve sur son lot lors de l'achat sera encore là lorsqu'il aura obtenu ses lettres patentes, à moins qu'il ne l'ait lui-même enlevé auparavant.

Mais, il me semble que j'entends déjà des plaintes provenant des différentes régions de la province et certaines personnes qui diront: vous nous donnez des réserves là où le détenteur de limites est déjà passé et où tout le bois a été enlevé. À mon avis, ces plaintes ne sont pas fondées. Aujourd'hui, avec la loi actuelle, le détenteur de limites a jusqu'au premier mai pour couper le bois qui se trouve sur le lot qui sera retiré de sa limite. Alors, que le détenteur de limites prenne le bois avant que le colon achète le lot ou qu'il le prenne après, quelle différence cela fait-il? Le droit de prendre le bois appartient au détenteur de limites, et qu'il exerce ce droit avant ou après que les réserves soient créées, cela ne change rien au lot du colon.

Nous pourrions immédiatement donner des bons chemins dans ces réserves. Sans chemin nous ne pouvons coloniser. Quand le colon prend un lot, le gouvernement devra être dans une position de lui indiquer de quelle manière il pourra se rendre à son lot.

L'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable J.-B.-B. Prévost) a sanctionné il

y a quelques jours, un principe pour lequel il mérite les félicitations de cette Chambre. Il a commencé à "canceller" des lots qui sont tenus par les spéculateurs, et qui entravent ainsi la colonisation.

Mais nous ne devons pas conclure que tous ceux qui détiennent des lots et qui n'ont pas fait leurs améliorations sont des spéculateurs. Il y a dans le comté que j'ai l'honneur de représenter un grand nombre de citoyens qui possèdent des lots sous billets de location, et qui n'ont pas fait les améliorations voulues. Ils ne les ont pas faites parce que c'était une impossibilité physique, vu qu'il n'y a pas de chemins conduisant à ces lots. Ces gens, cependant, ont fait tirer leurs lignes. Ils ont protégé ces lots. Ils ont protégé le bois qu'il y a sur ces lots. Ils n'attendent que les chemins et alors ils feront leurs améliorations. Donc, je crois que dans ces cas de détenteurs de lots de bonne foi, nous devons faire les chemins pour se rendre sur ces lots, et ne les "canceller" seulement après que les chemins sont faits, si les présents détenteurs ne remplissent pas alors les conditions de leurs billets de location.

La deuxième résolution adoptée à ce mémorable congrès, quoique très concise dans sa formulation, entraîne cependant des conséquences incalculables car elle réclame du gouvernement qu'il fasse appliquer à la lettre tous les règlements du ministère en ce qui a trait à la coupe du bois par les détenteurs de limites.

Mais que veut dire cette résolution? Devons-nous en conclure que jusqu'à présent, les différents ministres qui ont dirigé le ministère des Terres de la couronne n'ont pas fait appliquer les règlements qui concernaient les détenteurs de limites?

Devons-nous conclure de cette résolution que les détenteurs de limites ne respectent pas l'article des règlements qui leur interdit de couper les arbres n'ayant pas un certain diamètre et à une certaine distance de la souche? Devons-nous en conclure que le détenteur de limites évite dans certains cas de payer soit la totalité soit une partie de ses droits de coupe?

Je regrette que cette résolution ne soit pas plus spécifique. Mais il ne fait aucun doute que si cette résolution ne peut amener une réponse affirmative à ces trois questions, elle doit, si elle possède quelque signification que ce soit, répondre à au moins une de ces questions.

Ainsi, je dois donc admettre franchement qu'en ce qui me concerne, je ne peux déclarer à la Chambre que les détenteurs de limites, en tant que groupe, violent la loi en coupant le bois en-deçà des dimensions permises. Malheureusement, dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, nous avons à nous plaindre, non pas des détenteurs de limites qui coupent le bois en-

deçà des dimensions permises, mais au contraire que mes électeurs aient à affronter les effets contraires, c'est-à-dire de splendides forêts vierges qui ne sont pas du tout défrichées et qui sont sous l'emprise de spéculateurs riches et puissants.

À propos des règlements sur le diamètre des coupes, qui doivent guider le détenteur de limites, permettez-moi d'attirer l'attention du gouvernement sur un point très important ayant trait à la coupe du cèdre.

D'après la loi actuelle, le marchand de bois a le droit d'enlever le cèdre de 9 pouces de diamètre.

Lorsque ces limites ont été concédées, il y a plusieurs années, tous seront, je pense, d'accord avec moi pour dire que le cèdre n'était pas reconnu comme bois marchand, et les détenteurs de limites ne regardaient pas ce bois alors comme source de revenu mais comme une nuisance.

Aujourd'hui cependant, les choses ont changé et ce bois a un prix considérable. Partout dans le monde la demande pour tous les types de bois a été tellement forte que le cèdre est devenu une espèce procurant de bonnes sources de revenu, et les détenteurs de limites qui ont acheté leurs droits il y a quelques années retirent aujourd'hui d'importants bénéfices de sources inattendues. Mais, malheureusement, ce qui créa la fortune de l'homme riche devint un poids pour l'homme pauvre.

Le bois dont le colon a le plus besoin et qui est l'élément premier lorsqu'il construit est le cèdre. Il met un jour ou deux à chercher du cèdre sur son lot afin d'établir les fondations de ses bâtiments, et après d'inutiles recherches, il s'aperçoit qu'il ne reste plus de cèdre sur son lot. Le détenteur de limites est déjà passé sur ce lot et a coupé tous les cèdres d'après les dimensions permises - c'est bien vrai - donc, tous ceux qui ont plus de neuf pouces de diamètre. Le colon découvre alors le cèdre qui reste et qui mesure neuf pouces de diamètre à trois pieds de la souche. Quand un cèdre mesure neuf pouces à trois pieds du sol, à vingt pieds de hauteur son diamètre sera probablement de quatre pouces. Alors, pour la fondation de ses bâtiments, le colon est obligé de prendre des arbres qui mesurent 4 pouces de diamètre à une extrémité et quand il est équarri, cela devient un madrier de 3 pouces sur 3 pouces, et nous disons au colon: voilà un madrier de 3 pouces pour commencer vos fondations. Nous n'avons besoin d'aucun commentaire pour démontrer que cette situation est inacceptable, et je suis convaincu que l'honorable ministre des Terres de la couronne ainsi que les détenteurs de limites s'entendront pour dire qu'il s'agit là d'une injustice envers les colons à laquelle il nous faut remédier dès que possible.

J'espère donc que le ministre se

penchera sur cette question, et si possible, que les règlements seront modifiés avant l'émission des licences le premier mai prochain, de façon à laisser au colon suffisamment de cèdres pour construire ses bâtiments et pour qu'il puisse participer à la construction de l'église, de ponts, etc.

J'espère que l'honorable ministre des Terres verra à ce que la loi soit changée pour empêcher le détenteur des limites de couper du cèdre en bas de 15 à 18 pouces à 3 pieds de la souche. En ce faisant on rendra un bien énorme service au colon.

En demandant qu'une protection spéciale soit accordée à nos colons et en exigeant des dimensions réglementaires pour le cèdre ou les autres types de bois qui resteront au colon après que les détenteurs de limites seront passés sur nos terres publiques, mon but, dit-il, est de rendre l'acquisition de nos propriétés publiques aussi intéressante que possible pour le colon.

Il ajoute que lorsqu'il a entendu que les colons et les autres participants du congrès de Saint-Jérôme étaient unanimes à dire que les détenteurs de limites ne respectaient pas les règlements, il s'est tout de suite fait un devoir de mener lui-même une enquête sur cette question. Ses recherches n'ont pas été complètement infructueuses et il tente de démontrer que les plaintes du colon et du public en général sont légitimes dans une certaine mesure. Ensuite, il parle longuement des lois et des règlements du département, des différents rapports des honorables ministres et des rabais que le gouvernement a consentis aux détenteurs de limites pour les billots de tête. Or, il appert par les rapports du département que durant l'année 1904 l'on a coupé beaucoup plus de billots de tête que de billots de pied.

Il cite quelques extraits de rapports officiels afin de montrer que le nombre de billots de tête, comme on les appelle, rapporté par les marchands de bois dépasse de 73 000 le nombre d'arbres pour lesquels un droit de coupe a été payé. Comment cela se fait-il? Il ne croit certainement pas que ces billots de tête aient été coupés alors qu'ils étaient suspendus dans les airs et il affirme donc qu'il doit y avoir autant de souches qu'il y a de billots de tête. Si les marchands soutiennent que ces petits billots sont en réalité des billots de tête et qu'un examen des souches de leurs limites démontrerait qu'aucun arbre y fut coupé s'il avait moins de 12 pouces de diamètre à 3 pieds du sol, alors, dit-il, il est évident qu'ils ont décrit comme billots de tête plusieurs billots qui ne l'étaient pas, de façon à s'éviter de payer les droits de coupe imposés habituellement sur tous les billots sauf ceux de tête.

En appuyant la résolution du congrès de colonisation faisant appel au gouvernement de la province pour qu'il voit à ce que nos

terres publiques soient protégées et qu'il surveille attentivement les détenteurs de limites lors de la coupe du bois, dit-il, je veux simplement que le gouvernement protège un héritage que nous ont légué nos ancêtres, que les Pères de la Confédération ont sanctionné et que nous devons, à notre tour, transmettre aux générations futures. Si un jour il devait arriver, par malheur, que nos terres forestières - notre plus grande richesse nationale - ne puissent plus procurer de revenus à notre province, nous serions alors obligés d'avoir recours aux taxes directes, ce à quoi la population de la province, à mon avis, ne consentirait jamais.

Il fait aussi un appel au ministre de la Colonisation pour qu'il sanctionne la résolution passée à Saint-Jérôme, qui déclare que l'intérêt de la colonisation exige que l'argent affecté à cette fin soit dépensé dans des centres où il se fait vraiment de la colonisation.

Il insiste pour que les crédits de colonisation soient mieux distribués et demande aux représentants des anciens districts de colonisation s'il est juste qu'ils retirent, pour des raisons politiques ou autres, l'argent dont les nouveaux districts de colonisation auraient tellement besoin.

Nous n'avons que cent trente mille piastres votées chaque année pour ces fins, dit-il. Dans notre province nous avons des paroisses pauvres, bien pauvres, où les quelques piastres qui sont données par le gouvernement de cette province leur font un bien immense.

Pour connaître les besoins du peuple, il faut vivre avec le peuple et c'est en le voyant à l'oeuvre comme je l'ai vu moi-même, qu'on apprend à connaître ses besoins. Quand je vois les braves colons du comté de Bonaventure, qui chaque jour, m'envoient des requêtes exposant leurs besoins, je sais que c'est impossible pour le ministre de la Colonisation de leur accorder tout ce qu'ils demandent, mais au moins, que les représentants de districts de villes n'enlèvent pas à ces colons ce peu d'argent qui est voté chaque année pour les fins de la colonisation.

Il décrit ensuite la gratitude des pauvres gens qui ont reçu des crédits de colonisation et cite en exemple l'une des nouvelles paroisses de son propre comté où, avant l'été dernier, cela prenait quatre ou cinq heures aux résidents pour se rendre à la côte, qui n'était qu'à cinq ou six milles de distance. Le ministre lui avait alors accordé 500 dollars pour la construction d'une route dans cette partie de son comté. Aujourd'hui, ces mêmes résidents peuvent faire le même trajet en une heure ou plus, parcours qui auparavant exigeait quatre ou cinq heures de leur temps.

Un jour, dit-il, M. Faucher de Saint-Maurice, dans un de ses plus éloquents

discours prononcés dans cette législature, a peint la scène suivante. Il assistait aux premières funérailles qui venaient d'avoir lieu dans une colonie nouvelle. La cloche de la chapelle faisait entendre ses sons lugubres qui annonçaient le départ d'une âme de cette terre. Sur une colline un homme portant sur ses épaules un cercueil se faisait un chemin parmi les arbres, et il était suivi de 5 ou 6 colons. C'était un père qui conduisait au cimetière son premier né. Après avoir traversé un mille ainsi, on arriva au chemin où le cercueil fut placé sur une voiture qui fit le restant du chemin.

Je fais allusion à cette scène touchante pour démontrer que nos colons, que les colons du comté de Bonaventure, se voient souvent dans le besoin de chemins, et le gouvernement de cette province en leur venant en aide, leur fait un bien inappréciable.

L'avenir de notre province nous oblige de nous consacrer à la colonisation et à l'agriculture. C'est par la colonisation et l'agriculture que nous avons fait notre passé, et c'est par la colonisation et l'agriculture et l'éducation, que nous continuerons d'avancer dans la voie du progrès commercial et intellectuel.

Il insiste sur le devoir patriotique qui nous incombe de faciliter la vie du colon et souligne les peines que les autorités fédérales se sont données, en plus de l'argent déboursé, afin de promouvoir la colonisation dans les provinces du nord-ouest du dominion.

Car nous devons nous rappeler, dit-il, que ce qui incitait le fils de colon à suivre les traces de son père il y a 20 ou 30 ans n'est plus valable aujourd'hui. En ce temps, les moyens de transport n'étaient pas aussi développés qu'aujourd'hui; les salaires offerts dans les grands centres étaient comparativement bas; plusieurs des grands centres manufacturiers avec leurs attrait captivants étaient alors inconnus et les vastes régions du Nord-Ouest, avec leur production fabuleuse de blé et leurs réserves secrètes d'or étaient encore un mystère pour nos habitants. Mais de nos jours, les choses ont changé. Nos fils de fermiers ont de nouvelles idées et leur attention se dirige vers les grandes villes.

De nos jours, dans le monde entier, le mot d'ordre de tous ceux qui veulent émigrer est de se tourner vers l'Ouest.

De nos jours, le gouvernement fédéral, avec des millions de dollars à sa disposition, sonne la trompette qui conduit vers l'Ouest, et les fermiers se retrouvent chez des étrangers pour lesquels ils sont appelés à s'engager vers les vastes plaines des provinces de l'Ouest.

De nos jours, nous ouvrons les portes de nos foyers canadiens aux hommes de toute croyance, de toute race et de toute nationalité.

Il n'envie pas à l'Ouest la foule de Galiciens, de Roumains ou de Doukhobors qui se trouve là-bas, mais il lui envie les Canadiens-français qui reviennent des États-Unis et qu'il désirerait voir s'installer sur la terre de leurs ancêtres: la province de Québec.

De nos jours, déclare-t-il, c'est à nous de choisir s'il nous faut ouvrir ou fermer nos portes. Cependant, Monsieur, nous devons prendre garde qu'un jour, face à la population hétérogène qui s'accroît de plus en plus dans l'Ouest, nous ayons le désir de garder la balance des pouvoirs qui nous échappe peu à peu, et que les portes que nous ayons alors ouvertes se referment contre nous. Nous avons un exemple de ce que peuvent être leurs intentions futures si l'on en juge d'après ce qu'ils ont fait dans le passé. Si nous voulons conserver la balance des pouvoirs telle qu'actuellement et si nous voulons continuer d'occuper le rang de première province de la Confédération comme par le passé, alors nous devons offrir à nos fils les avantages supplémentaires qui leur sont offerts ailleurs.

Si nous ne voulons pas souffrir du fait que la prépondérance croissante de l'influence et de la population du Nord-Ouest agisse au détriment de la province de Québec et si nous voulons conserver ce qui nous revient d'établir avec la plus grande habileté possible, soit la balance des pouvoirs entre les différentes régions et les différents citoyens de notre Canada, nous devons nous préparer à accueillir chaleureusement les fils qui reviennent vers notre province.

Nous devrions nous efforcer de faciliter autant que possible la vie du colon et tâcher d'augmenter notre population tout en élevant son niveau intellectuel au plus haut degré possible.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) débute en félicitant le représentant de Bonaventure (M. J. H. Kelly) du discours plein d'intérêt qu'il vient de prononcer. Pour bien saisir l'importance de la colonisation, dit-il, il faut avoir constaté par soi-même les bienfaits immenses qu'elle répand dans notre province.

Coloniser, dit-il, c'est agrandir la province de Québec, conserver à notre race de nombreux enfants en leur assurant le soutien qui les attache à nous.

Il voit dans la colonisation la seule garantie de notre autonomie provinciale.

L'avenir de notre province, dit-il, c'est la colonisation. La colonisation nous apporte le nombre, et le nombre est le premier élément de la puissance. Coloniser, c'est un mot qui touche au ciel par sa grandeur, et à la terre par ses effets. Un peuple qui ne colonise pas est un peuple mort. Les économistes les plus célèbres, Leroy-Beaulieu (2) en tête, s'accordent à le dire. Nous sommes tous des descendants de colons, et

Dieu sait les difficultés par lesquelles ont passé nos pères.

L'exode pénible des nôtres aux États-Unis est peut-être la seule tache noire dans notre histoire.

La colonisation a longtemps été dans un marasme à peu près complet dans notre province.

Un jour, un homme s'est levé qui a secoué la torpeur de nos gouvernants. Le curé Labelle, car c'est lui, leur a révélé la richesse des forêts mystérieuses du nord. Il fut compris par Mercier. Il était juste que deux coeurs de patriote battissent à l'unisson. Et les résultats de l'apostolat de vingt-cinq ans du curé Labelle ont prouvé tout ce que peut faire un prêtre patriote. Le curé Labelle lui a imprimé son caractère véritable et l'a fait entrer dans la voie où elle s'avance aujourd'hui.

Le congrès de colonisation de 1898 donna lieu à une manifestation, à des expressions d'opinion et à des réclamations qui ont constitué un véritable programme. On a dit que ce congrès n'avait eu aucun résultat pratique. C'est bien à tort. Il démontre l'erreur des journalistes qui ont dit que ce congrès était resté lettre morte. Prenant une à une les résolutions adoptées à ce congrès, il prouve que le congrès a eu des résultats appréciables dont les bienfaits ne tarderont pas à se faire sentir. Les suggestions qui y furent faites, entre autres celles demandant le prolongement du chemin de fer de colonisation, l'emploi des crédits de colonisation aux seules fins de la colonisation, la nomination de guides, l'aide aux écoles, la réserve de droit de pêche aux colons, la protection des colons de bonne foi contre les spéculateurs, etc., sont aujourd'hui des réalités, ou elles sont près de l'être.

Ensuite, il cite en détail les bienfaits apportés aux nouveaux établissements par le biais de la colonisation, bienfaits qu'ils ont pu retirer en dépit de toutes les difficultés auxquelles les nouvelles régions de colonisation sont toujours sujettes.

Il raconte alors succinctement ses voyages à travers nos grandes régions de colonisation, faisant d'enthousiastes descriptions de l'immense territoire qui s'étend sur le versant oriental des Laurentides, depuis le Témiscamingue jusqu'au Lac-Saint-Jean. Il fait un tableau des richesses du Témiscamingue, qui contient 150 000 acres d'un terrain argileux dont la fertilité n'est pas moins grande que celle de la vallée du Richelieu. Il y a là de la place pour une cinquantaine de paroisses. Il appuie ses paroles et ses arguments de statistiques éloquentes. Ainsi, il dit que la population de la colonie du Témiscamingue, qui n'était en 1892 (3) que de 594, est aujourd'hui de 2 466 (4) et que la valeur des biens imposables de cette région s'est accrue durant la même période, de \$141 998 à

\$478 906 (5).

Les chiffres de l'augmentation de la population et de la valeur des propriétés, pour les régions de Labelle, de la Mantavaisie (6) et du Lac-Saint-Jean sont aussi éloquentes, dit-il.

Les Alléghanys, depuis la fertile vallée de la Beauce jusqu'à la Gaspésie, seront aussi une source de richesses pour la province et pour Québec en particulier.

Quelques chiffres feront mieux comprendre l'immense poussée que la colonisation a imprimée à cette vaste zone. Ainsi, en 1890 la population du comté de Bonaventure était de 14 957; elle est aujourd'hui de 19 561. Durant le même temps, la population du comté de Gaspé s'est accrue de 18 050 à 22 171 (7).

L'accroissement est à peu près le même pour les comtés de Dorchester, Bellechasse, L'Islet, Témiscouata et Rimouski.

Il dit ensuite les circonstances qui ont occasionné la convention du congrès de Saint-Jérôme. Quand il vit ces immenses régions, susceptibles de si vaste développement et qu'il songea à la modicité du budget dont il pouvait disposer, il se dit: "Je vais convoquer en un congrès tous les fervents de la colonisation, et là nous discuterons le meilleur moyen à adopter pour disposer du modeste budget que la législature met à ma disposition".

Ce congrès a eu du retentissement dans le pays tout entier et c'est avec raison. En effet, la colonisation a été discutée sous tous les aspects par des personnes compétentes, et les desirata (sic) des congressistes ont été formulés par des résolutions que je vais m'efforcer de mettre en pratique.

L'une d'elles, et c'est la plus importante, a trait à la création de réserves de colonisation. Il fait l'éloge du représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) qui a fait preuve de patriotisme en créant des réserves forestières.

L'initiative de cette politique revient au premier ministre qui, dès 1902, obtenait la création d'une réserve dans le nord-ouest de Montréal, puis d'une autre à Matane, mais d'une troisième à la Baie-des-Chaleurs.

J'attends beaucoup de cette politique, dit-il, car elle devra mettre fin aux "squatterists" en groupant les colons sur de bonnes terres et en leur donnant de bons chemins.

Les réserves de colonisation proprement dites, dans certaines zones déterminées, préserveront les réserves forestières des déprédations auxquelles elles ont été jusqu'ici exposées. Il ne faut pas laisser le colon aller à l'aventure. Il faut l'orienter, le guider.

Dans ces réserves, dit-il, la vente des lots sera faite sur l'avis du ministre de la Colonisation et aucune "cancellation" ne sera

faite sans son consentement et les conditions d'établissement devront être exécutées de la façon la plus complète.

Il énumère ces réserves de colonisation qui seront au nombre de onze. Celle du canton Guérin, du Témiscamingue comprendra 375 lots; celle de la Beauce comprendra les cantons Marlow, Risborough, Spalding; celle de Dorchester comprendra les cantons Langevin, Metgermette Nord; celle de Bellechasse comprendra les cantons Bellechasse et Duaquam (8); celle de Montmagny comprendra les cantons Rolette, Panet, Talon; celle des comtés de Maskinongé et Berthier comprendra 313 lots; celle du Lac-Saint-Jean comprendra 516 lots; celle du comté de Bonaventure comprendra 542 lots, celle de Matane comprendra 252 lots; celle du comté de Témiscouata comprendra 1004 lots, et celle du comté d'Ottawa comprendra 888 lots.

Afin de favoriser l'établissement des colons dans ces réserves, il déclare qu'il a l'intention de construire des maisons de refuge dans nos grandes régions de colonisation, pour y recevoir les colons et des guides qui devront leur indiquer leurs lots et leur fournir les renseignements dont ils pourront avoir besoin.

Parlant ensuite de l'école dans les régions de colonisation, il dit que le temps est passé où l'on devait tendre la main pour venir en aide aux écoles des colons. L'an dernier, dans neuf comtés où la colonisation se fait sur une plus grande échelle, le gouvernement a accordé près de \$5 000, soit pour aider à la construction des écoles soit pour "substenner" les instituteurs.

La politique des chemins de fer est ensuite exposée dans ses grandes lignes. Il s'en prend à ceux qui s'agenouillent devant l'Ontario parce qu'elle a construit un chemin de fer pour la colonisation: le "Timiskaming and Northern Ontario Railway". Le Québec a fait dix ou douze fois plus de sacrifices que l'Ontario et a établi des chemins de fer dans presque tous les nouveaux districts de la province. Le congrès de colonisation a demandé la construction immédiate du chemin entre Gordon Creek et la tête du lac Témiscamingue, et celle du Montréal et Occidental depuis le Nominigou jusqu'à la Lièvre. Le gouvernement de Québec a accordé de l'aide aux détenteurs des chartes de ces deux compagnies qui devront parachever leurs lignes avant longtemps.

Puis, il parle de la construction du Grand Tronc Pacifique, cette oeuvre gigantesque que le curé Labelle avait rêvée et que Mercier avait tenté de réaliser. Ce chemin de fer, qui ouvrira une immense étendue de territoire des Laurentides et des Alleghanys.

Il annonce aussi que la loi des patrimoines de familles (homesteads) sera modifiée de façon à permettre aux colons de

l'hypothéquer pour avances actuelles, de façon à lui permettre de se procurer de l'argent à des taux raisonnables.

Il parle de la colonisation sportive qui couvrira une immense étendue de territoires des Laurentides et des Alleghanys. La colonisation est tout à l'avantage des pays de montagnes qui sont le rendez-vous favori des touristes et des amateurs de sport. Il cite les paroles de M. Thomas Louis Marcoux pour démontrer que la saison de villégiature est la période d'abondance pour les colons qui trouvent de suite à écouler, sur place, leurs produits agricoles à des prix rémunérateurs. Les colons font beaucoup d'argent dans les régions où il y a beaucoup de clubs de chasse et de pêche, et de grands hôtels.

Parlant des sociétés de colonisation et de rapatriement, il réclame de l'aide pécuniaire de la part du gouvernement fédéral et cite les courageuses paroles de l'honorable sénateur Tessier au congrès de Saint-Jérôme, alors qu'il dénonça la bureaucratie du gouvernement fédéral qui partout et toujours a été hostile à l'expansion agricole de notre province.

Un des obstacles au développement de la colonisation a été les taux exorbitants réclamés par les compagnies de chemins de fer pour le transport des colons.

Je suis entré en négociations, dit-il, avec la Compagnie du chemin de fer du Pacifique pour obtenir des réductions, et je puis déclarer dès maintenant que les négociations commencées promettent d'aboutir de la façon la plus avantageuse pour le colon.

Il parle ensuite de la loi des terres, et il dit qu'à Saint-Jérôme tous les conférenciers et experts en matière de colonisation ont déclaré qu'elle était bonne; tout ce qu'ils demandaient, c'était son application pure et simple.

Enfin, il énumère les grandes ressources de nos régions de colonisation pour l'agriculture, pour l'industrie laitière, pour l'industrie de la pulpe, des produits chimiques, etc.

Il parle aussi brièvement des mines de la région huronienne, qui s'étend depuis le Témiscamingue jusqu'au lac Chibogomoo (9). On a fait de ces régions des découvertes qui ont attiré l'attention des prospecteurs et des capitalistes et il n'y a pas de doute que des découvertes aussi sensationnelles que celles de cobalt se feront dans un avenir rapproché et donneront un essor nouveau à notre nord provincial.

Il termine en faisant une description très poétique de la paroisse canadienne-française: il fait l'éloge de la femme canadienne, cette merveilleuse ménagère qui sait proportionner ses besoins aux situations et qui répand le charme de ses grâces sur les travaux ingrats et les commencements

difficiles.

Nous sommes, dit-il, à l'aurore de notre colonisation. Nous ne percevons encore que des teintes vagues et de pâles rayons de lumière. Mais l'heure avance, les cieux vont frémir, encore dix ans, peut-être, et ce sera la pleine lumière.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

La Chambre me permettra de profiter de ce débat pour offrir quelques courtes observations au sujet de deux des résolutions adoptées par le congrès de Saint-Jérôme et qui touchent tout particulièrement à l'administration du département des Terres: le diamètre des coupes et les réserves forestières.

Je veux, tout d'abord, féliciter l'honorable député de Bonaventure (M. J. H. Kelly) et mon collègue de la Colonisation et des Mines (l'honorable J.-B.-B. Prévost) sur leurs très intéressants discours; intéressants par le fond et d'une facture agréable.

La question forestière commence à passionner l'opinion publique, qui se rend compte de plus en plus chaque jour de la nécessité de la conservation de nos forêts au triple point de vue du climat, de l'agriculture et de l'industrie. Ceux qui ont parcouru le dernier rapport du département ont pu se rendre compte que, depuis la dernière session, nous ne nous sommes pas croisés les bras. Nous avons réalisé les deux desiderata les plus urgents: la création d'une réserve forestière - et j'ouvre ici une parenthèse pour rappeler une déclaration de Mgr Laflamme, que de toutes les réformes, celle-ci était la plus urgente - et, en second lieu, pour assurer une protection plus efficace contre les feux de forêt. Le mode, adopté dans la zone est, a été trouvé si satisfaisant que malgré la grande sécheresse de l'été dernier, nous n'avons pas eu un seul feu de forêt sérieux, et si recommandable, qu'à la demande même des intéressés, nous l'avons étendu à la province toute entière.

Le congrès de Saint-Jérôme a eu raison de nous recommander la mise en force énergique des règlements sur le diamètre des coupes. Je veux de suite corriger une affirmation de l'honorable député de Bonaventure qui est de nature à mettre sous une fausse impression ceux qui ne sont pas familiers avec les opérations forestières. En vertu d'un arrangement qui remonte à 1892, et même plus loin, car on en retrouve des traces en 1883, les concessionnaires de la forêt acquittaient un droit de coupe de 80 cents par 1 000 pieds mesure de planche sur les billots de tête (top logs) de 11 pouces et au-dessous. Je dois dire, en passant, que ce droit de 80 cents a été subséquemment porté à \$1.00 par mon prédécesseur et que nous l'avons tout récemment élevé à \$1.10. D'après une interprétation qui remonte aux régimes politiques précédents, on entendait

par billots de tête les billots intermédiaires et les grosses branches d'un diamètre de 11 pouces et au-dessous (10). De sorte qu'il peut y avoir, quoique la chose puisse paraître extraordinaire à première vue, plus de billots de tête que de billots de souche.

Les plaintes formulées dans le passé, dans la plupart des cas, étaient trop vagues pour permettre une intervention efficace dans le but de protéger le colon contre le spéculateur. Je crois avoir été un peu plus heureux. Grâce à des renseignements confidentiels, j'ai pu localiser quelques abus. Je poursuis, en ce moment, des enquêtes sans bruit et sans publicité et, si les faits dénoncés sont établis, la loi suivra son cours et les coupables, quels qu'ils soient, quelles que soient les influences qui pourront être mises en jeu, seront sévèrement punis.

Les deux orateurs précédents ont parlé des réserves de colonisation et je toucherai un mot de leur corollaire: les réserves forestières. L'agriculture est essentielle à notre pays et l'eau est essentielle à l'agriculture. Le gouvernement serait aveugle, le pire des aveugles, puisqu'il ne voudrait pas voir, s'il n'écoutait les conseils des hommes les plus expérimentés et les plus compétents, s'il ne profitait de l'expérience que quelques pays ont chèrement acquise. L'eau est indispensable à l'agriculture et la forêt est indispensable au régime des eaux. C'est pour l'avoir oublié, que les pays les plus fertiles de l'antiquité, la Grèce et la Sicile, ont perdu leur ancienne splendeur et que cette ancienne terre promise, la Mésopotamie, n'est plus qu'un aride désert. Le gouvernement français, pour n'en citer qu'un, s'est ému des conditions agricoles dans le Midi de la France et, depuis trente ans, a dépensé des centaines de millions de francs en reboisement. Nous sommes tous d'accord en principe, il convient de créer des réserves forestières pour la protection de nos rivières, sans nuire cependant à l'expansion légitime de la colonisation. Dans les territoires vacants non-arpentés, la chose est facile, mais elle devient d'une exécution difficile et très délicate dans les territoires à proximité des paroisses nouvelles. Nous avons besoin de tous les concours et de toutes les bonnes volontés pour la solution de ce problème complexe et nous comptons sur la députation, sur le clergé, sur la presse pour éclairer et diriger l'opinion publique. En 1896, Ontario n'avait pas de réserves forestières; elle possède maintenant une superficie de 9 000 000 d'acres. La première réserve forestière dans cette province a été créée en 1895, par l'honorable M. Flynn, lorsqu'il a érigé le parc national des Laurentides avec une superficie de 1 500 000 acres. Nous l'avons depuis considérablement agrandi. Au mois d'avril dernier, nous avons créé la réserve forestière de la Gaspésie d'une superficie de 1 500 000 acres, et, tout

récemment, celle de Rimouski, d'une superficie excédant 800 000 acres. Nous avons donc, à l'heure qu'il est, en chiffre rond 4 500 000 acres sous réserve, et ce chiffre n'est pas suffisant et nous devons le doubler dans les deux prochaines années.

J'ai parlé de la forêt au point de vue de l'agriculture. J'en dis un mot au point de vue du revenu. Je me contenterai de citer quelques chiffres plus éloquentes que les paroles. En 1866, la dernière année du régime politique de l'Union des Canadas, la part afférente de la province de Québec était de \$300 000.00; en 1886, le revenu était de \$600 000.00 et l'an dernier il s'élevait à \$1 600 000.00. Pendant la première période de vingt ans, il a doublé et dans la seconde période de dix-neuf ans, il a presque triplé. Je n'hésite pas à dire qu'avec les réserves forestières, avec une application judicieuse des règlements, avec l'ouverture de notre Grand Nord par le Grand Tronc Pacifique et des lignes auxiliaires, que cette progression se maintiendra et que le département des Terres sera en état de faire face, pour une grande partie, aux obligations de l'avenir. Je relisais, non sans orgueil, les dernières pages d'un mémoire présenté par le sénateur Edwards, il y a trois ans, à la Commission de colonisation. Après avoir parlé des pêcheries de la province, de ses richesses minières et agricoles qui lui permettent de rivaliser avec les provinces les plus riches du dominion et les états les plus favorisés de l'Union américaine, il ajoute qu'au point de vue de la forêt et des forces hydrauliques, la province de Québec laisse bien loin derrière tout ce qui l'entoure. Comme le siècle qui commence sera le siècle de l'électricité et que la lutte engagée entre le charbon et le pouvoir des chutes ne peut se terminer que par la victoire de celles-ci, c'est soulever un coin du voile qui nous dérobe notre magnifique avenir. Si la province de Québec, c'est là sa conclusion et ce sera aussi la mienne, sait conserver ses forêts, qui peuvent seules conserver les sources, alimenter et régulariser le cours des rivières, dans vingt-cinq ans la province de Québec sera le plus grand centre manufacturier du continent américain.

La proposition est adoptée.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Dépôt de documents:

Pont de Québec

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)
dépose sur le bureau de la Chambre, la

réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1906, pour la production d'une copie des documents et de la correspondance échangés entre le gouvernement de la puissance ou la commission fédérale du chemin de fer le Transcontinental et le gouvernement de la province de Québec, au sujet de toute somme à être remboursée en vertu de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, de 1867, (section 92, article 10, paragraphe c), en rapport avec les subventions votées par la législature de Québec, comme aide à la construction du pont de Québec. (Document de la session no 33)

Rapport Kneeland

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1906, pour copie du rapport du sous-comité du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, dont M. Kneeland était le président, fait en 1903 ou 1904, au sujet de la rareté des instituteurs et institutrices, avec aussi copie de toutes les résolutions adoptées et de tout ce qui s'est passé au sujet dudit rapport. (Document de la session no 34)

Compagnies d'assurances

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 137) amendement les articles 5279 et 5284 des statuts refondus.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Prêt usuraire

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Chambly (M. M. Perrault), que le bill (no 139) amendement les articles 1025, 1472 et 1785 du code civil, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

La quatrième clause du bill stipule que l'article 1785 du code civil est amendé en ajoutant à la fin de la première clause les mots suivants: "qui ne doit jamais dépasser dix pour cent par année". Ceci se rapporte au taux d'intérêt.

Ce projet de loi, explique-t-il, est destiné à mettre fin à d'odieux abus, et je crois que dans l'intérêt public, cette assemblée devrait l'adopter.

Il vise à faire cesser un fléau social qui a causé des torts énormes à la société. Ce fléau est le prêt usuraire.

La loi actuelle laisse aux usuriers toutes les chances possibles d'exploiter le public.

Au cours des dernières années, les usuriers, dont le commerce infâme était protégé par nos lois, ont fait de nombreuses victimes et ont causé des souffrances qu'il est notre devoir de faire cesser. Il est difficile d'y remédier, mais il donne un aperçu des méthodes employées par les usuriers et démontre comment ils contournent les lois existantes grâce à leur système de notes de crédit, tel qu'expliqué en détail dans le *Star*.

Or, je voudrais que l'on diminue un peu ces chances en fixant à dix pour cent le taux maximum d'intérêt.

Il entend suggérer un moyen qui atténuera probablement ce fléau s'il ne réussit pas à l'enrayer complètement. Il (M. Lacombe) se met alors à expliquer les différents systèmes usuraires qui ont cours dans la province et l'un de ceux-ci consiste à faire signer, par l'emprunteur, un contrat de vente pour une partie de ses meubles, et ce comme garantie de paiement de la note remise par ce dernier au prêteur. Ce projet de loi stipule qu'une telle vente serait illégale sauf si la livraison des meubles est effectuée. Ceci aura probablement comme effet de prévenir de graves problèmes car la plupart du temps l'emprunteur refusera de le faire.

Il demande que son bill soit référé au comité de la législation.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) félicite le député de Montréal et dit que le but cherché est louable.

Cependant, il doute quelque peu de la constitutionnalité de ce bill dans sa forme actuelle et demande qu'il soit référé au comité de législation.

Le bill ira au comité de législation et là l'on pourra juger si le moyen offert pour combattre l'usure est praticable.

Il s'agit de savoir si le moyen proposé doit être accepté. Il espère que le comité de législation étudiera sérieusement ce bill.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Charte de Saint-Germain de Rimouski

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement du représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier) à l'amendement du représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) fait à la motion proposée le mardi, 13 février, dans ces termes: "que le bill (no 38) amendement la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski soit maintenant lu la troisième fois". L'amendement à cette motion se lisant ainsi: "que tous les mots après "que" dans la motion principale soient

retranchés et remplacés par les mots: "le bill soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre pour l'amender en retranchant la section 3, maintenant la section 2, qui permet de taxer, pour certaines fins, des immeubles appartenant à des communautés religieuses, de charité et d'éducation".

Le sous-amendement se lisait ainsi: "que tous les mots après les mots "pour l'amender" soient retranchés dudit amendement et remplacés par les suivants: "En retranchant dans l'ancienne clause 3 devenue clause 2 les mots suivants: "places publiques, marchés publics".

M. P.-É. LeBlanc (Laval) s'attache à démontrer que rien ne justifie l'extraordinaire requête du conseil de Rimouski. D'autres villes dont la dette est beaucoup plus considérable et dont la taxe foncière est encore plus élevée, n'ont jamais songé à frapper d'impôts des institutions auxquelles elles doivent beaucoup moins. On sait ce que font pour le pays en général les institutions de charité et d'éducation qui ne se soutiennent, quoiqu'on en dise, qu'à force de dévouement et d'esprit de sacrifice; on sait ce qu'elles valent en particulier pour Rimouski. L'on exempt volontiers des impôts des établissements industriels parce qu'ils sont sensés contribuer au progrès général de la ville, à combien plus forte raison, ne doit-on pas exonérer, au moins dans les limites tracées par la loi générale, ces institutions religieuses qui sont la vie même, presque la raison d'être de Rimouski. Il rappelle qu'avant 1903 le droit commun exemptait d'imposition municipale toutes les institutions religieuses. On a cité des précédents. Je m'en soucie guère, dit-il.

L'on a bien pu citer quelques précédents à l'effet contraire, mais pour valoir quelque chose, il faut qu'un précédent ait été établi par un tribunal parfaitement informé. L'on sait comment se fait la législation privée; la plupart du temps les députés ne l'étudient pas.

Il explique alors comment ces précédents peuvent survenir et donne comme exemple la séance du comité des bills privés qui a eu lieu au cours de l'avant-midi. Tandis que le comité était à étudier une mesure importante, deux autres bills de moindre importance ont été soumis à un sous-comité. Ce dernier a adopté ces bills et ils ont été signés par le président du comité des bills privés. En conséquence, ces bills ont été adoptés par le comité sans même que les membres sachent ce qu'ils contenaient réellement ou quels étaient les amendements qui étaient apportés.

Avant 1903, dit-il, le droit commun, c'était l'exemption des institutions religieuses de toute taxe municipale. Et pourquoi cela? Parce que ces institutions ont toujours été regardées comme d'ordre public auxquelles

nous devons et devons encore tout ce que nous sommes aujourd'hui comme race. En 1903, l'on a restreint l'exemption en décrétant la taxe pour l'eau, l'éclairage et l'entretien des rues. Aujourd'hui l'on veut une exception, mais j'affirme que cette exception n'est pas demandée par la majorité des citoyens de Rimouski, et qu'elle n'est sollicitée que par certains citoyens de Rimouski.

Il parle longuement de la noble tâche que ces institutions accomplissent à Rimouski, tel le séminaire de cette ville qui est l'un des plus importants de la province, et les institutions de charité qui s'occupent des pauvres de ce district.

L'on dit que ces propriétés religieuses représentent une valeur considérable. Oui, mais ce n'est pas une valeur fournie par la population de Rimouski seule; au contraire, la plus grande partie vient de la construction du diocèse. Et enlevez à Rimouski ces édifices religieux, que reste-t-il?

Et si ces institutions ne pouvaient pas payer ces taxes, que deviendraient-elles? Les propriétaires seraient probablement obligés d'aller s'établir dans une région plus généreuse et alors, qu'arriverait-il de cette ville?

Taxer ces institutions, c'est leur demander pratiquement de prendre une licence pour avoir le droit de se dévouer aux oeuvres d'éducation et de charité. Un seul homme dans la ville de Rimouski possède plus de propriétés que n'en possèdent toutes les institutions réunies de la ville.

Il a cru comprendre qu'il y a un établissement industriel à Rimouski qui est exempt de payer les taxes. Il ne doute pas que cet établissement ait procuré de nombreux bienfaits à la ville, mais pourquoi ne pas taxer cet établissement tout comme les institutions religieuses?

Si cet homme était créancier hypothécaire d'une foule de petits propriétaires, il comprendrait qu'il s'intéressait tant à l'adoption de ce bill pour favoriser le remboursement de ses créances, mais il ne peut pas croire que ce soit là le motif qui anime le député de Montmorency (l'honorable L.-A. Taschereau). Enfin, si l'on taxe ces maisons d'éducation, celles-ci ne pourront subsister qu'en augmentant le prix de l'éducation et de la charité, ce qui entravera nécessairement leurs oeuvres. Ce projet de loi est un pas dans la mauvaise direction et si le premier ministre voulait donner à la Chambre la direction qu'elle a le droit d'attendre de lui, dans les circonstances, il ferait acte sage et prudent.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier): Le bill du représentant de L'Islet (M. J.-É. Caron) est conforme au principe de droit commun sur lequel se base le code municipal, lorsque celui-ci impose aux

propriétés religieuses des obligations analogues à celles que veut imposer à ses corporations la ville de Rimouski. Il nie le principe de la taxation dans toutes nos lois, et même le code municipal fournit aux taxes imposées sur les corporations religieuses pour les aqueducs, les égouts, éclairage, etc.

Il cite des points identiques à Saint-Laurent, à Rigaud. Il se prononce donc en faveur du bill avec le sous-amendement du représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier).

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) se déclare opposé au bill du représentant de L'Islet.

Il tient à expliquer son vote. Il ne croit pas que les raisons données par les promoteurs du bill soient suffisantes. Si ces corporations faisaient un commerce quelconque ou s'occupaient d'une industrie, il comprendrait qu'elles doivent être taxées, mais ce sont des institutions de charité.

Quant à la taxe imposée et répartie sur le cimetière, il la trouve ridicule et non expliquée par aucune bonne raison.

Il lui semble injuste qu'on taxe des institutions soutenues par les aumônes du public.

M. A. Jobin (Québec-Est) cite des précédents à l'appui de l'opinion exprimée par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe).

Il donne à peu près les mêmes raisons pour expliquer qu'il votera pour l'amendement du représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) demandant de retrancher la clause pourvoyant à l'imposition de cette taxe. Il ne trouve pas les explications des intéressés satisfaisantes.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Je tiens à expliquer ma manière de voir. Il ne croit pas être hérétique ni encourir les foudres de l'Église en appuyant une pareille mesure qui est très simple et qui, surtout, n'est pas nouvelle. C'est un bill privé, mais j'espère, dit-il, que la Chambre accordera à la ville de Rimouski ce qu'elle demande. La ville de Rimouski présente, par l'unanimité de ses conseillers, une loi dans laquelle l'on trouve la clause qui fait le sujet de ce débat. Je n'y trouve rien de nouveau. C'est ce qui se fait depuis la Confédération. J'ai confiance que les citoyens de Rimouski sont d'honnêtes citoyens et n'ont pas agi en cette matière à la légère. Ils ont discuté et étudié la question avant de venir devant le Parlement.

Il ne faut pas faire de confusion. Il ne s'agit pas d'enlever aux corporations religieuses la faveur accordée par la loi ordinaire de ne pas supporter d'impôts. C'est une taxe spéciale, dans des conditions spéciales dont il s'agit dans ce bill. La loi

de 1903 des cités et des villes est un statut général.

J'ai consulté et fait des recherches sérieuses dans toutes les chartes de nos cités et villes. On y trouve presque partout des dispositions identiques. Ce sont des lois adoptées par ce Parlement. Cela s'est fait en tout temps et sous toutes les administrations. Le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc) a prétendu que l'on faisait, à Québec, de la législation à la légère. J'aime mieux ne pas m'attarder trop longtemps à cet argument, il n'y a rien pour le justifier. Montréal même, par le statut Édouard VII, possède le droit de taxer ces institutions pour les travaux d'égout. D'autres bills accordent les mêmes privilèges que ceux demandés par le bill de Rimouski: ce sont ceux qui concernent l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Les villes de Saint-Jean et de Montréal possèdent les mêmes privilèges; c'était également le cas de Sainte-Cunégonde et de Saint-Henri de Montréal avant leur annexion. Ce sont des précédents pour prouver que Rimouski n'a pas renversé les colonnes du temple national en faisant sa demande.

C'est une charte qui est connue et qui a été assez souvent discutée devant cette Chambre.

Le député de Joliette (M. J.-M. Tellier) est un pondéré, je le reconnais, cependant il a déjà demandé la même chose en 1902. (Rires et applaudissements)

Le député, pour certaines raisons, a retiré son bill dans le temps; mais je suis convaincu qu'il ne s'en serait pas chargé s'il avait cru émettre dans ce bill des principes dangereux.

Je regrette qu'on en soit rendu à s'excommunier sur des questions comme celle-là.

Il ridiculise l'idée qui veut que l'on ne soit pas un bon chrétien si l'on estime que les institutions religieuses doivent payer, comme n'importe quel citoyen, pour des améliorations qui leur sont tout aussi profitables.

En fin de compte, dit-il, Rimouski demande que ce que nous avons accordé vingt fois sans soulever de si grosses tempêtes.

Je regrette aussi que ces difficultés entre la ville de Rimouski et les corporations intéressées n'aient pas été vidées avant à Rimouski même: on aurait exempté à la Chambre ce débat inutile et qui revêt un caractère spécial dans la circonstance, grâce à des exagérations nombreuses.

On a dit que les membres du gouvernement étaient exempts de taxes, je déclare que nous sommes prêts à faire notre part.

Il concède que, si l'on taxe les corporations religieuses pour certains travaux dont elles bénéficient, l'on devrait aussi

taxer les propriétés des gouvernements fédéral et local qui bénéficient des mêmes améliorations. Le gouvernement dont il est le chef est prêt à payer, sur ses immeubles, les taxes spéciales telles que celles demandées aujourd'hui par Rimouski.

Il dit que le gouvernement est prêt, non pas comme on l'a dit, à laisser taxer les biens de la couronne, mais à payer une indemnité en retour des services rendus par la municipalité.

Il termine en déclarant que les députés se trouvent en présence d'une question libre et qu'il ne s'agit pas en la circonstance de voter pour un parti ou pour l'autre.

Sa conscience lui ordonne d'appuyer le projet en question.

Quant à moi, dit-il, je le déclare, je ne fais que donner mon opinion et je réclame pour moi la charité, et la générosité que j'accorde aux opinions des autres.

M. J.-M. Tellier (Joliette) dit qu'en affirmant que le code municipal contient une clause semblable à celle du bill de Rimouski, le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chaurest) a démontré qu'il ne connaissait rien à l'interprétation du code.

Il n'y a rien, continue-t-il, soit dans la loi générale d'incorporation de 1876, soit dans le code scolaire, soit dans le code municipal, soit dans la loi de 1903, qui ressemble à ce que l'on nous demande de voter pour Rimouski.

Les précédents cités par le premier ministre ne sont pas plus des précédents que ne le sont des jugements ex-parte ou obtenus par défaut. En matière de jurisprudence, un jugement par défaut n'est jamais accepté comme autorité. Or toutes ces chartes équivalent à des jugements par défaut. On sait comment les choses se passent au comité des bills privés. Encore ce matin, la loi amendant la charte de Lévis était sur l'ordre du jour pour examen. Selon l'usage un sous-comité de trois ou quatre a été constitué pour l'étudier; ce sous-comité est revenu faire rapport pendant la discussion du bill du Pacifique; ce rapport a été adopté sans être lu et finalement le bill sera adopté demain par la Chambre sans être lu davantage. Et voilà comment l'on est surpris de retrouver plus tard dans nos statuts tant d'étrangetés, et même d'injustices. Des atteintes sont portées même aux biens de la couronne dans certaines chartes; si les ministres qui sont sur les lieux, gardiens des biens de la couronne, ne s'en sont pas aperçu, comment veut-on que l'on n'ait pas déjà porté atteinte à d'autres droits à l'insu de propriétaires qui ne sont pas particulièrement représentés.

Il croit que ce que l'on peut faire de moins, c'est de s'en tenir à la loi générale de 1903 qui a tenu à mettre sur un pied différent les biens ecclésiastiques et les

biens ordinaires, pour les raisons que l'on sait. Le bill de Rimouski détruit cette différence et c'est le premier. Je vais plus loin, ajoute-t-il, si le député de Rimouski (l'honorable A. Tessier) peut me prouver que dans les prétendus précédents qu'il a cités hier, il y a quelque chose de semblable à ce que contient le bill de Rimouski, je suis prêt à retirer ma motion. Il ne le fera pas, parce qu'il ne le peut pas.

Au premier ministre qui prétendait que le député de Joliette avait déjà demandé un bill contenant les mêmes clauses que celui de Rimouski, il (M. Tellier) répond que le bill n'a jamais été adopté, qu'il n'en connaissait point les clauses. Il avait été soumis par le comité qui l'avait ensuite référé à un sous-comité. C'est lui-même (M. Tellier) qui a tué ce bill lorsqu'il a été présenté à la fin de la session. Le bill fut retiré parce qu'il était trop mal fait.

Il montre ensuite que les institutions religieuses de Rimouski contribuent déjà pour leur large part à l'autorité civile et que ces institutions elles-mêmes sont une source de revenus à la ville.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) dit qu'il votera pour le bill parce qu'il croit strictement que c'est une question de parti. Il s'étonne du bruit qui s'est élevé autour de ce projet. Eut-on fait autant de manières si, au lieu de Rimouski, il se fût agi d'une ville protestante? Il explique qu'il votera contre le principe de la taxation appliqué à toute la province, mais qu'il n'a pas d'objection au même principe du moment qu'on ne l'applique qu'à Rimouski.

M. J.-É. Caron (L'Islet) explique que le code municipal donne ce droit et que la chose existe de fait. Il demande que Rimouski soit traité sur un pied d'égalité avec les autres villes.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) relève, pour finir, certains faits cités dans le débat. J'ai été mis en demeure de citer certaines villes qui auraient des dispositions identiques à celles que la ville de Rimouski a fait mettre dans sa charte. Eh bien, je vais en donner.

Il donne plusieurs parties de chartes qui sont mot à mot la répétition de la clause en question.

Personne, dit-il, n'a été pris par surprise dans cette affaire. La chose a été discutée à Rimouski, les journaux en ont parlé. Donc, qu'on ne vienne pas dire que l'on est venu ici en se cachant.

Je crois que Rimouski ne fait pas autre chose que de demander une chose juste, que les plus grandes villes et cités ont obtenue, et qu'il serait injuste de lui refuser maintenant.

Je ne m'explique pas le bruit qu'on a

cherché à faire autour de cette affaire. Les citoyens de Rimouski sont des gens honnêtes et respectables qui ne peuvent pas être suspectés. Il faut dire la même chose de son conseil municipal.

M. l'Orateur demande le vote.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Blouin, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Carter, Chauret, Décarie, Dion, Dorris, Duhamel, Fiset, Girard, Gosselin, Guin, Kaine, Laferté, Lafontaine (Berthier), Langlois, Lemieux, Marchildon, McCorkill, Mousseau, Neault, Ouellette, Pilon, Prévost, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Stephens, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Turgeon, Walker, Walsh, 38.

Contre: MM. Bernard, Bissonnet (Stanstead), Cardin, Daignault, D'Auteuil, Giard, Godbout, Jobin, Kelly, Lacombe, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Morisset, Tellier, Tourigny, 15.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement ainsi amendé étant soumis, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative et d'après la division précédente (11).

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

En comité:

Le comité étudie l'article 3 pour y insérer le sous-amendement du représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier). Ledit article se lit comme suit:

"3. La section 2 de l'article 473 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacée, pour la ville, par la suivante:

"31c. Les propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles mentionnés dans les paragraphes (c) (d) (e) de l'article 473 susdit, seront néanmoins assujettis aux travaux requis pour l'ouverture et l'entretien des rues, trottoirs, places publiques, marchés publics, cours d'eau, ponts, aqueduc, canaux d'égouts, protection contre les incendies et pour l'éclairage public en vertu des règlements en vigueur, et au paiement de toute taxe spéciale ou cotisation imposée pour ces fins, ainsi qu'au paiement de la consommation de l'eau".

En y insérant le sous-amendement, il se lit désormais comme suit:

"2. Le paragraphe 2 de l'article 473 de la loi des cités et villes, 1903, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"31b. Les propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles mentionnés dans les paragraphes (c) (d) et (e) de l'article 473

susdit, excepté cependant les cimetières, les hôpitaux ou autres établissements de charité, seront néanmoins assujettis au paiement de toute cotisation imposée et à être imposée pour les fins d'aqueduc, canaux d'égouts, et protection contre les incendies en vertu des règlements municipaux ainsi qu'au paiement de la consommation de l'eau".

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié.

M. l'Orateur demande la réception de ce rapport.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Demain, dit-il, et il propose que le bill ainsi amendé soit pris en considération demain.

Adopté.

Boulevards de l'île de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 84) constituant en corporation la Compagnie des boulevards de l'île de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Southern Electric Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 73) constituant en corporation "The Southern Electric Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village du Boulevard-Saint-Paul

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 58) concernant le village du Boulevard-Saint-Paul soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"North Shore Power Company"

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 72) amendant la charte de la "North Shore Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Vente de Tobin et McCrea à la "Lotbinière Lumber Company"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour que le bill (no 98) ratifiant et confirmant un acte de vente faite par Edmond-William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company"

soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Hôpital des aliénés protestants

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 95) déclarant quels sont les placements qui peuvent être faits à même les fonds de l'Hôpital des aliénés protestants, augmentant ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Taxe scolaire à Montréal

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 99) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de ladite cité soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession Simon Lacombe

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 54) concernant la succession de feu Simon Lacombe soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à minuit quarante-cinq.

NOTES

1. Il ne s'agit pas du député de Montréal no 4, mais de son père qui fut député de Montréal-Centre de 1881 à 1886 et de Huntingdon de 1892 à 1900, et ministre sans portefeuille dans les cabinets Marchand et Parent.

2. L'intervenant fait allusion à l'économiste français, Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916).

3. Les journaux du 15 février 1906 ne s'entendent pas sur cette date que nous avons tirée du Soleil. Le Star donne 1891, la Gazette et le Quebec Chronicle, 1898.

4. Ce chiffre vient du Soleil du 15 février 1906 alors que le Herald de la même journée mentionne 3 060.

5. Nous tenons ces chiffres du Soleil du 15 février 1906. Dans leur livraison du même jour, le Star écrit 478 096 et le Herald 621 613.

6. Ce mot est rapporté par le Soleil du 15 février 1906 alors que dans le Star on lit Mistassini.

7. Contrairement au Soleil et au Star, le Canada du 15 février 1906 donne 22 021.

8. Il faudrait lire Daaquam.

9. Il s'agit du lac Chibougamau.

10. L'Événement du 15 février écrit "au-dessus".

11. Au résultat de ce vote, la Vérité du 17 février 1906 ajoute: "M. Panet, député de Portneuf, a fait déclarer que n'eut été l'état de sa santé, il se fut rendu à la Chambre pour appuyer l'amendement Tellier".

Séance du 15 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue: de la corporation du village de Bordeaux demandant une loi la constituant en municipalité de village.

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir:

- de La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, demandant des amendements à sa charte;
- et de Jos-N. Décarie et autres demandant une loi concernant la succession de Félix Décarie.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports concernant les bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-troisième jour de février courant, inclusivement.

Le rapport est adopté.

Code municipal

M. P.-H. Roy (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 148) amendement l'article 1064 du code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendements: bill (no 149) amendement l'article 33 du code municipal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les renvoie à votre honorable Chambre, sans exprimer d'opinion sur leur mérite:

- bill (no 138) amendement l'article 291 du code municipal;
- bill (no 145) amendement l'article 291 du code municipal;
- et bill (no 147) relatif au maintien d'autonomie des municipalités en ce qui concerne les chemins, les rues et les places publiques.

M. P. Pelletier (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le

neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 67) amendement la charte de la "Royal Trust Company" et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Company";
- bill (no 63) constituant en corporation "The Sovereign Fire Insurance Company";
- bill (no 45) ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-troisième jour de février courant, inclusivement.

Le rapport est adopté.

Introduction de bills:

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 96) ratifiant un acte de partage passé entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 87) concernant La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 102) amendement le code municipal relativement à la Cour de circuit et au bureau d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Charet (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 128) amendement le code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Dépôt de documents:**Rapport du surintendant
de l'Instruction publique**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour 1904-05. (Document de la session no 8)

Il avertit le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc) que le rapport des distributeurs (sic) des argents votés pour l'éducation sera prêt dans quelques jours.

**Contributions municipales
aux écoles publiques**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1906, pour la production d'un état donnant, comté par comté, le montant des contributions municipales aux écoles publiques, durant les années 1897-98 et 1904-05, et le montant contribué par le gouvernement pour ce même objet. (Document de la session no 37)

Interpellations:**Prison à Montréal**

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1): 1. Est-ce l'intention du gouvernement de construire une prison nouvelle pour le district de Montréal?

2. Dans l'affirmative, où le gouvernement se propose-t-il de construire cette prison?

L'honorable L. Guin (Montréal no 2): À l'étude.

Indemnité aux jurés du coroner

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1): Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder, à l'avenir, une indemnité aux jurés du coroner pour le temps qu'ils perdent?

L'honorable L. Guin (Montréal no 2): Non.

**Employés du palais de justice
et de la prison de Montréal**

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1): Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter le salaire des employés du palais de justice et de la prison de Montréal?

L'honorable L. Guin (Montréal no 2): Chaque demande d'augmentation de salaire des employés sera accueillie suivant son mérite.

Banque de Montréal

M. M. Perrault (Chambly): 1. Quel est le capital payé de la Banque de Montréal sur lequel est calculée la taxe provinciale, en vertu de la loi 59 Victoria, chapitre 15?

2. Quel est le montant que cette banque paie à la province, en vertu de cette même loi?

3. À quelle date cette banque a-t-elle payé ce montant pour l'exercice financier 1904-1905?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. \$14 000 000.00.

2. Pour l'année financière 1904-1905 \$4 450.00. Pour l'année financière 1905-1906 \$4 828.34.

La différence est expliquée par une augmentation dans le nombre des bureaux.

3. Le 2 juillet 1904 et le 3 juillet 1905, respectivement.

Emprunt de 1874

M. M. Perrault (Chambly): En vertu de quelle loi ou autorité de la législature, le gouvernement a-t-il continué ou renouvelé, temporairement, à 4 1/2%, l'emprunt de 1874, dû le premier mai 1904, au montant de \$2 723 873.33.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Il n'y a pas d'acte de la législature. L'extension de l'emprunt fut faite sous l'autorité d'un ordre en conseil no 119, du 15 mars 1904, à la requête de la Compagnie du Pacifique Canadien et du consentement des détenteurs de bons. Tous les détenteurs de bons consentirent à accepter 4 1/2% au lieu de 5% durant les deux années d'extension.

Exportation de bois de pulpe

M. G. Lafontaine (Maskinongé): 1. Combien de cordes de bois de pulpe ont été exportées de Trois-Rivières, par chacune des compagnies qui exportent ce bois, respectivement, durant les années 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905, aussi respectivement?

2. Combien de cordes de bois de pulpe ont été exportées de Batiscan, et par quelles compagnies, respectivement, durant les mêmes années 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905, aussi respectivement?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Le département des Douanes peut seul fournir ces renseignements.

Maisons d'école

M. G. Langlois (Montréal no 3): Le gouvernement a-t-il l'intention de faire réviser et compléter les règlements

concernant la construction et l'aménagement des maisons d'école?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): À l'étude.

Parents de douze enfants

M. C.-S. Cherrier (Laprairie): Est-ce l'intention du gouvernement d'ordonner l'impression des noms des pères et mères de douze enfants reconnus officiellement jusqu'au 1er juillet 1906, pour faire suite au premier volume de statistiques du même genre, publié en 1904?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Oui.

Nationalisation des services publics

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'attendu que la question de savoir si certains services d'utilité générale, tels que traction électrique, éclairage électrique, aqueduc, etc., pourraient être exploités par la province, présente quelque intérêt; il soit résolu: que cette Chambre a confiance dans le patriotisme éclairé du gouvernement pour mettre à l'étude, au moment opportun, la question de la nationalisation de ces services et pour conduire à bonne fin l'exécution de tout projet qui pourrait être adopté dans ce sens.

M. l'Orateur, (1) il y a cinq ans, convaincu que le siècle dans lequel nous venions d'entrer porterait le nom de siècle de lumière, ayant foi dans l'étoile d'un puissant ministère, croyant qu'il était du devoir d'un nouveau député de s'enquérir d'abord des ressources à la disposition de la province avant d'appliquer un programme quelconque, j'ai posé plusieurs questions et soumis plusieurs projets pour améliorer l'état de nos finances.

Heureux et fier d'ouvrir modestement la marche, je m'attendais à ce que les hommes d'expérience, et les hauts dignitaires de cette Assemblée législative, offrissent à la province le spectacle d'un cortège étincelant de noms connus et respectés, rivalisant de zèle pour trouver les moyens de corriger notre situation financière.

Erreur profonde, l'Assemblée s'est contentée d'adopter des résolutions plus ou moins inoffensives, ainsi qu'un bill autorisant la conversion de la dette dont personne ne s'est encore servi, et la surface de la mer parlementaire est revenue au calme plat.

Cependant un homme d'avenir, alors simple ministre dans le gouvernement dont il est aujourd'hui l'âme dirigeante, a compris que la question soulevée par le député de Chambly était la vraie, la seule à étudier

avant d'adopter aucun programme; et dans un pamphlet très élaboré il a invoqué les mêmes principes et amplifié la thèse que j'avais soutenue en Chambre.

Tous les ans, depuis cette époque, je suis revenu à la charge en abordant le sujet de différentes manières, et tous les ans, le premier ministre actuel s'est montré sympathique à toute tentative d'améliorer les ressources financières.

N'ai-je pas le droit, aujourd'hui que notre sort dépend presque de sa seule volonté, avec une majorité immense à sa disposition, n'ai-je pas le droit d'espérer que le ministère, que toute l'Assemblée m'écouterait une dernière fois sur la question.

Car j'ai atteint la limite extrême, ce que je veux suggérer renferme tous les éléments de succès, il n'existe aucun autre moyen plus pratique ou plus sûr; et je ne désire plus à l'avenir ennuyer mes collègues sur ce sujet, ni passer pour un homme qui veut se substituer à l'honorable trésorier pour veiller à l'alimentation de la caisse provinciale.

M. l'Orateur, au début de notre carrière, car notre province est toute jeune, n'est-ce pas le moment d'ajuster d'une manière permanente notre système financier?

À plusieurs points de vue, nous avons une tâche considérable à accomplir, et nous ne pouvons pas arrêter notre marche rapide vers le progrès, pour remanier nos finances, chaque fois qu'une imagination ardente aura entrevu un rêve quelconque.

Que deviendrait l'Angleterre avec son ambition de contrôler le commerce du monde, si son propre système financier était constamment en défaut?

Que deviendraient la France, l'Allemagne, ou la Russie, chargées déjà de lourdes responsabilités et faisant cependant affaires avec tous les pays, si leur marché monétaire était à la merci d'une politique d'occasion?

Assez larges, lorsqu'il s'agit d'opinion sur les actes d'un gouvernement au point de vue de certaines lois, nos idées doivent se restreindre et devenir radicalement mesquines lorsqu'il s'agit du Trésor.

Il nous faut aussi laisser de côté la question de parti, pour ne penser qu'à l'intérêt de notre chère province, et nous soumettre à l'inévitable, si les documents et les chiffres nous imposent même l'obligation de trancher dans le vif.

M. l'Orateur, cette Assemblée est composée d'hommes au jugement sain, choisis par leurs concitoyens pour penser et agir à leur place, dans le Parlement de leur pays; mais il y en a beaucoup trop qui se contentent de penser profondément, et je ne crois pas que leur rôle puisse être passif.

S'ils approuvent la politique qu'ils entrevoient, il faut qu'ils le disent; s'ils ne l'approuvent pas, il faut encore qu'ils se pro-

noncent; car nous représentons tous ici un droit sacré, le droit d'une nation de connaître la vérité et toute la vérité.

Le congrès de colonisation vient d'avoir lieu, celui de chasse et de pêche a suivi de près; demain ce sera le tour de l'agriculture, et après-demain celui de l'instruction publique.

Chacun de ces congrès demande ou demandera tout ce qui reste dans la caisse, et aucun d'eux ne sera satisfait.

M. l'Orateur, n'aurions-nous pas dû commencer par le congrès de la finance?

Or, pour mettre la province à l'unisson des pays d'Europe et du reste de l'Amérique, je prétends qu'il faut utiliser toutes nos ressources, en dehors de ce que nous exigeons des électeurs sous forme de taxe, licence, honoraire, ou autre redevance.

En première ligne de compte, je mets le crédit.

Notre crédit se borne-t-il au revenu de près de \$5 000 000 que nous réalisons aujourd'hui? Non.

Notre crédit est basé sur la valeur de notre actif, lequel, à part des édifices publics et des chemins de fer s'élève au chiffre d'environ 300 000 000, si l'on tient compte des terres, des mines, des pouvoirs d'eau et des pêcheries.

Mais il y a plus, je prétends que nous avons une part considérable dans le crédit de la puissance, dans le capital immense que représente la somme de 70 000 000, versés annuellement au Trésor fédéral par le peuple du Canada, soit \$23 333 333 000 (23 milliards).

Il y a longtemps que la puissance existe, déjà 39 ans, et durant cette période notre constitution a piloté, guidé, dirigé (2) et innové les plus sages combinaisons politiques dans le commerce et les affaires en général.

Cette Confédération, malgré sa jeunesse, a déjà vu grandir un pays immense, elle l'a vu s'étendre et avancer dans la voie du progrès et de la prospérité; elle a vu l'éducation devenir la question principale dans les différentes provinces; elle a vu augmenter l'intelligence des citoyens; elle a vu s'établir un courant de raisonnement basé sur la vérité et le bon sens, par lequel le peuple s'est rendu compte du véritable aspect des choses.

Or, ce que le pouvoir fédéral vient d'accomplir est certainement un travail grandiose, mais n'a pas plus de prix à mes yeux, et ne demande pas plus de dévouement ni de vigilance que les détails d'administration interne dont notre législature doit s'occuper.

Il n'y a pas plus de mérite à discuter le tarif, les moyens de transport et l'augmentation des richesses de la puissance avec un budget de 70 000 000, qu'à développer les questions d'éducation,

d'agriculture et de colonisation de la province, avec un budget de 5 000 000.

Au sujet du fédéral, je crois le moment opportun d'attirer l'attention de cette Assemblée sur une déclaration publique faite le 11 décembre dernier, à Montréal, par le Très honorable premier de la puissance en réponse à l'argumentation serrée de l'honorable premier de la province; et par cette déclaration, il est évident que nous ne pouvons pas compter sur une augmentation immédiate des subsides provinciaux (fédéraux).

Eh bien, si le gouvernement fédéral n'est pas en état de faire droit aux justes réclamations des provinces, pour le remaniement des subsides, je demande qu'au moins il nous aide de son crédit.

On me dira, M. l'Orateur, que la constitution ne prévoit aucune obligation de ce genre dans les rapports entre le fédéral et les provinces.

On ajoutera peut-être que le fédéral a déjà assumé bien des dettes et des responsabilités, et que sa dernière oeuvre du Transcontinental est de nature à rendre des services précieux à toutes les provinces.

C'est vrai, mais je réponds que nous avons créé de toutes pièces cet être à part, qui s'appelle la puissance du Canada; et la vie qui l'anime provient de la volonté et du coeur de chaque province.

Sans faire de menaces, rappelons-nous qu'avec un système constitutionnel comme le nôtre, composé de diverses sections très disparates, la séparation signifie la mort.

Aucun sacrifice n'est donc trop grand pour éviter la dissolution de notre système politique.

D'ailleurs, qu'entend-on par système constitutionnel?

Est-ce la combinaison des officiers de l'exécutif à qui l'on donne des pouvoirs extraordinaires, auprès desquels les prérogatives monarchiques semblent insignifiantes? Non, M. l'Orateur.

Est-ce la combinaison et l'administration de la justice avec pouvoir de vie et de mort sur les citoyens? Non.

Est-ce la combinaison des législatures et des lois qu'elles proclament? Non.

Le système constitutionnel consiste dans les éternels principes de justice, appliqués aux rapports des hommes entre eux, ce qui forme la société, mais avec les conditions suivantes: qu'aucun être humain ne peut être privé de son existence, de sa liberté, ou de ses biens sans des procédés légaux: que tout citoyen a un droit égal dans la conduite des affaires de la nation; qu'aucune propriété privée ne peut être employée à des fins publiques, sans compensation.

Voilà le sens du régime constitutionnel: et je prétends que nous, la province de Québec, nous les citoyens formant une partie essentielle de ce système, nous allons être

privés de notre existence financière, si le fédéral ne nous prête son appui.

Notre crédit particulier, comme province, a été employé à des fins publiques, comme puissance, sans compensation suffisante; et il est juste que nous partagions aujourd'hui sous une forme quelconque dans les bénéfices du Canada, comme nous avons participé à l'origine dans la mise de fonds de la Confédération.

M. l'Orateur, cette Assemblée a droit de me demander comment j'entends procéder pour relier le crédit de la province à celui de la puissance du Canada, et je m'empresse d'aller au-devant des désirs de mes collègues.

La puissance du Canada, malgré sa dette nette de \$260 867 718, possède encore une faculté active d'emprunt de \$526 467 971, créée par l'excédent de \$15 056 984 des recettes sur les dépenses, sans tenir compte des fonds d'amortissement qui s'élèvent à la jolie somme annuelle de \$2 315 066, ni de la valeur énorme que représentent ses terres, ses comptes de banque, ses comptes de chemins de fer, ses travaux et ses édifices publics, au capital de \$453 450 288, dans l'annuaire de 1904.

Je calcule cette faculté sur une base d'intérêt à 2.86%, car malgré le taux du dernier emprunt de 1897 à 2 1/2% il faut tenir compte de la vente des débentures émises un peu au-dessous du pair, soit environ 91.

Or, sans s'occuper d'Ontario dont l'actif dépasse le passif, le total net des dettes provinciales pour l'Île-du-Prince-Édouard, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Québec s'élève seulement à \$39 142 101; et le gouvernement fédéral pourrait donc en assumer la responsabilité sans fatiguer ses robustes épaules, suivant les nombreux précédents établis depuis la Confédération, car il a déjà à sa charge \$109 430 000 de dettes provinciales.

Nos recettes restant les mêmes, et en payant au fédéral l'intérêt sur notre dette à 2 1/2% au lieu de 3, 4, 4 1/2 et 5% que nous déboursions aujourd'hui entre les mains des Européens, nous aurions à notre crédit, soit un nouveau capital de \$27 601 963, soit un revenu additionnel de \$690 049, libre de toute entrave et à la disposition de ceux qui veulent améliorer la colonisation, l'agriculture et l'instruction publique.

On me répondra, M. l'Orateur, qu'il n'y a pas beaucoup de différence entre 2.86% et 3% que nous croyons payer sur nos derniers emprunts, mais la vérité qui n'apparaît pas dans les comptes publics, c'est que ce 3% représente environ 3 1/3%, car les émissions de débentures n'ont réalisé que 90%, et ce d'après 60 Victoria chapitre 2.

J'ai donc droit de placer le 2 1/2% en regard du 3%.

Voilà par une seule opération le budget

soulagé de deux tiers de million annuellement, sans se traîner aux genoux du fédéral, ou sans le surcharger en aucune manière, car nous lui paierons les intérêts au lieu de traiter avec des étrangers.

Que les honorables ministres, que tous les membres de cette Chambre s'unissent pour convertir leurs amis du fédéral à ce pacte financier qui est parfaitement honorable, facile d'exécution, et de nature à maintenir d'excellentes relations entre les deux gouvernements; et toute la province applaudira au succès de leurs démarches.

Cependant l'avantage du calcul précédent, que n'importe quel comptable peut faire, en étudiant et comparant les comptes publics fédéraux et provinciaux, est peu de chose en proportion de la faculté que possède la province de Québec de se créer des revenus énormes en se basant sur ses propres ressources, et sur son propre crédit.

Je veux parler maintenant de l'exploitation des services publics, tels que traction électrique, éclairage électrique, éclairage au gaz, chauffage au gaz, aqueducs, télégraphes, téléphones, pulpe, amiante, vente des liqueurs alcooliques, etc., etc.

M. l'Orateur, on a beaucoup discuté la municipalisation de ces services, et l'affermage des monopoles; tout cela disparaît devant un système bien plus rationnel et surtout plus équitable, c'est de remonter à la source de ces pouvoirs; c'est de faire profiter non pas une ville, non pas une section de la population, mais toute la province des immenses avantages que la nature nous a si généreusement octroyés, en remerciant la Providence de nous avoir fait naître sur un sol aussi fécond en ressources de toutes sortes.

M. l'Orateur, le vrai, le seul moyen de remettre notre système financier sur un pied d'égalité avec ceux du reste de l'univers, c'est la nationalisation d'une grande partie de ces services publics, en y ajoutant la nationalisation du crédit; et le tout sans sortir du cadre que nous a tracé le pacte de la Confédération.

Étudions quelques instants la situation actuelle, avec l'antidote à côté du poison, pour chaque désordre dans l'organisme financier et moral de notre chère malade, la province de Québec.

Que la Chambre ne s'inquiète pas outre mesure de la quantité et de l'aridité des chiffres inévitables dans une pareille étude, car je ne fournirai aujourd'hui que le sommaire dans chaque cas, tout en tenant à la disposition de mes collègues plusieurs séries de tableaux comparatifs que j'ai préparés pour une discussion plus approfondie, ou pour la réplique aux adversaires, s'il y en a.

Quelle est d'abord la définition du monopole privé et pourquoi cette lutte que

j'entreprends contre ses empiètements continuels sur le droit commun?

Le monopole privé signifie privilège, droits inégaux, aristocratie, accumulation du pouvoir entre quelques mains, et source d'antagonisme entre la compagnie et le public.

Cette guerre aux monopoles constitue la défense du principe pour lequel nos pères ont combattu si longtemps, car un monopole sous contrôle privé signifie que le citoyen paie une taxe indirecte sans représentation, et comporte un privilège exclusif qu'aucune législature n'a le droit d'accorder à aucun individu dans un pays libre, parce que la taxe sans représentation est une tyrannie.

Si la province eut contrôlé les grandes corporations qui dépendent d'elle, comme elle contrôle les terres de la couronne;

Si la valeur représentée par les chemins de fer ordinaires ou électriques, au lieu d'être la propriété exclusive de quelques privilégiés, eût été mise à la portée de tous les capitalistes, grands et petits;

Si une partie de cette propriété des chemins de fer eût été possédée par les ingénieurs, les chauffeurs, les conducteurs, les gardes-moteurs, les aiguilleurs, enfin toute la liste d'employés dont la coopération intelligente est le premier élément de succès dans l'entreprise;

Si les grandes usines utilisant la force hydraulique eussent intéressé les hommes qui retirent la matière première du sol, ainsi que ceux qui préparent ce matériel, ou qui alimentent les machines;

Si les grandes compagnies minières eussent intéressé les hommes qui risquent pour elles leur santé et leur vie;

Si les grands entrepreneurs industriels eussent intéressé l'ouvrier qui manie la truelle et le rabot;

Si tous ceux qui sont astreints au travail manuel eussent eu l'avantage d'améliorer leur sort, comme l'agriculteur et le colon qui reçoivent des octrois ou des terres du gouvernement;

Si l'ouvrier de tout genre, au lieu de compter seulement sur un salaire, au lieu d'être considéré comme du simple combustible dans la grande fournaise industrielle, eût obtenu une faible parcelle de dividende dans les revenus immenses dont il est le créateur;

Si l'état de choses actuel eût été tout autre, les grandes compagnies à monopole ne seraient pas considérées aujourd'hui comme une menace constante pour notre existence nationale, mais le canal naturel par lequel notre province eût obtenu l'expansion et la durée de cette même existence.

Et notre province elle-même est la première coupable, M. l'Orateur, puisque pour un honoraire minime, elle a sanctionné d'avance les actes de n'importe quelle entreprise industrielle avec une indifférence

qui, en toute autre circonstance, eût choqué le sens moral de tout homme d'affaires.

Car il est parfaitement possible, aujourd'hui même, que cinq hommes se réunissent autour d'une table, déposent un dollar au centre, signent des documents d'incorporation, souscrivent le stock pour la forme, remettent le dollar dans leur poche, adressent les papiers par la malle au secrétaire de la province, et reçoivent par le courrier suivant un certificat de la couronne, établissant que leur compagnie est en état de transiger des affaires pour un million.

Et la même chose se répète sur une plus grande échelle aux comités des bills privés et des chemins de fer, et en pleine Assemblée législative, pourvu que ces messieurs fassent le dépôt traditionnel pour l'impression de leur bill.

Quant à la manière de procéder employée par ces compagnies, mes collègues m'endosseront dans les conclusions des tableaux comparatifs que je désire mettre sous leurs yeux, et qui indiquent les exigences d'un monopole outrageant:

Prenons, par exemple, les tramways électriques;

Les compagnies veulent:

Le plus haut prix possible;

Le moins de dépenses possible;

Les passagers suspendus aux courroies dans les allées et entassés sur les plateformes;

Le moins de dépenses possible pour les filets protecteurs et plutôt des causes en dommages;

Le moins de dépenses possible pour le chauffage du public;

Le moins de dépenses possible pour les vestibules des gardes-moteurs, les hommes étant considérés comme plus faciles à renouveler que le bois, le verre et le combustible;

Les rails à meilleur marché, sans s'occuper de la circulation des voitures ordinaires;

Un système dangereux, disgracieux pour l'apparence des rues, appelé "trolley";

De forts dividendes sur un capital fictif;

Des comptes surchargés;

Une évaluation réduite et même, si possible, l'exemption de taxes;

Des heures longues et des salaires écourtés pour les employés, mais de forts salaires et des heures courtes pour les gérants;

Éviter les unions entre les employés;

La volonté des directeurs comme seul arbitre;

Enfin, les compagnies ne visent qu'à leur propre fortune, et à une sorte d'aristocratie industrielle.

Le peuple veut:

Que le prix soit bas;
Un bon service;
Des sièges pour tous;
Des filets protecteurs perfectionnés;
Des chars bien chauffés en hiver;
Des vestibules bien chauffés pour les
gardes-moteurs;
Des rails n'affectant pas la circulation
des rues;
Un système de fils sous terre;
Des profits raisonnables sur la mise de
fonds;
Une comptabilité sans réplique;
Une évaluation et des taxes équitables;
Des salaires et des heures raisonnables
pour tous les employés;
La liberté d'organisation pour les
employés;
L'arbitrage sur les différends;
En résumé, le peuple veut la justice et
l'équité pour tous;
Est-ce raisonnable?

Maintenant, pour le coût du transport
des passagers:

Je puis démontrer, par les tableaux à
la disposition de la Chambre, que nous
payons plus cher entre les mains des
compagnies que par les systèmes
municipalisés ou nationalisés, c'est-à-dire au
lieu de 4 cents en moyenne, nous ne devrions
payer que 2 1/2 cents en proportion de notre
population.

Les tramways procèdent en petit
comme les chemins de fer le font en grand,
et l'on calcule aux États-Unis - j'ai le détail
dans la main - qu'une économie serait
effectuée au montant de 549 000 000 par
année, si l'État possédait tous les chemins de
fer, et ce chiffre représente seulement la
moitié de la somme versée annuellement par
le peuple américain pour voyager dans ses
propres limites. Le tout d'après le rapport de
la Commission spéciale du commerce, de
1904.

Le Street Railway Journal, une autorité
reconnue aux États-Unis, établit le 15
octobre 1897, que les tramways électriques
américains encaissent 150 000 000 de
recettes brutes, dont 50 000 000 de profits
nets.

Je puis de même démontrer que le
profit des tramways, de l'est à l'ouest et du
sud au nord du territoire canadien, s'élève de
10% à 20% sur la valeur originale du capital
payé, et ne descend jamais plus bas que
10%, excepté dans le cas de quelques
nouvelles institutions comme le tramway de
Québec et celui de Lévis.

Mais aussi pourquoi se contenter de 6%
et n'avoir pas retenu les services de gérants
qui savent faire payer de semblables
systèmes?

D'ailleurs, comme pour un être humain,
il y a des degrés de force suivant l'âge du

tramway, et aussitôt qu'il a fait sa seconde
dentition, c'est à dire émis son stock
préférentiel, on s'aperçoit déjà que peu de
chose résiste à la force de ses mâchoires.

Comme preuve de l'énormité des profits
que doivent faire ces compagnies de
tramways, rendues à une certaine époque,
comme preuve de la crainte qu'elles ont de
toute municipalisation ou nationalisation, je
ne citerai que Chicago, où la compagnie de
tramway vient d'offrir à la ville, en échange
d'une franchise nouvelle pour 20 ans, une
compensation de 27 000 000, argent
comptant, à part des taxes ordinaires, ce qui
représenterait pendant la durée de cette
franchise environ 10% des revenus, mais dont
la capitalisation signifierait couvrir deux fois
le montant original.

On me dira qu'il faut payer cher pour
acheter les parts ou actions des tramways au
prix d'aujourd'hui et que plus le stock est
élevé, plus la proportion du dividende
diminue; c'est vrai, M. l'Orateur, mais ce
raisonnement ne s'applique qu'à quelques
parts sur le marché, tandis que la grande
majorité est dans les coffres de certains
capitalistes qui ont acheté au-dessous du
pair; d'ailleurs, je reviendrai sur ce sujet.

Dans le cas qui nous intéresse, la
nationalisation des tramways entre les mains
de la province représenterait un profit de
\$608 995, et pourrait atteindre au besoin
\$1 246 344, sans compter les réductions que
nous pourrions accorder sur le prix de
passage.

Pour ces chiffres, comme pour ceux qui
vont suivre, veuillez remarquer, M. l'Orateur,
que l'opération de comptabilité donne
toujours un résultat net, toute déduction
faite des frais de toute sorte et même du
3% probable pour rencontrer l'intérêt sur
l'emprunt que nécessite la transaction.

Passons à l'éclairage électrique:

Sous la férule des compagnies, nous
payons \$65 par lampe à arc, soi-disant de
2 000 bougies, tant à Montréal, qu'à Québec,
Trois-Rivières et Sherbrooke, qui en réalité
ne représente que 1 450 bougies.

Or, aux États-Unis, comme en
Angleterre, le minimum des mêmes services
par les compagnies est réduit à \$50, et par
la municipalisation jusqu'à \$41.25 sans
aqueduc et \$27.50 avec aqueduc.

Nous payons aussi aux compagnies 3/4
de cent par heure pour les lampes
incandescentes de 16 bougies, la
municipalisation nous garantit 1/3 de cent, la
nationalisation nous obtiendrait encore mieux.

M. l'Orateur, je découvre même, dans
certains cas, que le profit sur la vente de la
lumière aux citoyens suffirait pour rencontrer
les dépenses de l'éclairage des rues.

Et ces compagnies réalisent
actuellement des profits nets qui varient de
10% à 18%. (les détails sont à la disposition
de la Chambre).

La nationalisation du service de l'éclairage électrique entre les mains de la province, représenterait un profit de \$1 013 428, sans compter les réductions que nous pourrions accorder au public, car la consommation serait plus grande, si la dépense pour la création du pouvoir était de beaucoup diminuée.

J'ai aussi parlé de l'éclairage et du chauffage au gaz, et je n'ai pas besoin d'insister, lorsqu'un rapport tout récent du savant professeur Bémis à la ville de Montréal, en date du 7 décembre 1905, nous instruit jusque dans les plus petits détails, et que nous savons aujourd'hui qu'il y a 20% à ménager en municipalisant tout système de ce genre.

Je ne présente cet item que pour appuyer mes arguments sur l'ensemble, car je n'ai l'intention de toucher aujourd'hui à aucune autre question que ce que j'appelle les monopoles provinciaux, ou ce qui découle des forces naturelles de notre province; et le gaz étant le produit du charbon n'entre pas dans le cadre de mon étude, puisque nous n'avons pas de mines de ce genre à notre crédit.

D'ailleurs, avant peu, le chauffage au gaz sera remplacé par le chauffage à l'électricité qui existe déjà dans les chars et dans les bateaux.

Cependant, comme confirmation du calcul d'ensemble, la nationalisation du système représenterait au besoin la somme totale de \$479 815, pour la province.

Voyons maintenant, M. l'Orateur, si nous pourrions nous accorder sur l'item "aqueducs" qui se rattache au pouvoir hydraulique.

Par les opinions de MM. Lesage, Malsburg, Legge et Baker Edwards, ingénieurs et médecins, en date du 22 août 1872, il appert que l'eau du Saint-Laurent et de l'Ottawa n'est pas comparable sous le rapport de l'hygiène avec l'eau des Laurentides ou des rivières qui en découlent, et que cette richesse de notre province pourrait se transporter facilement, en alimentant sur son parcours une foule de petites villes et de villages jusqu'à la métropole.

De plus, le 15 décembre 1905, un rapport signé des docteurs Ruttan, Hersey, Bernier et Laberge établissait les mêmes faits et présentaient (sic) leur opinion à la cité de Montréal, en condamnant l'aqueduc civique ainsi que celui de la Compagnie "Water & Power".

Or, cette question de l'aqueduc de Montréal est encore à l'état de problème, et les citoyens de cette grande ville sont encore à se demander quel sera le conseil municipal assez hardi pour en entreprendre la solution.

Plusieurs autres villes importantes sont dans le même cas, et peut-être pire que

Montréal, puisqu'elles sont situées plus bas dans le fleuve Saint-Laurent, et je suis convaincu qu'elles seraient heureuses de voir disparaître cette source de danger continuel pour la santé des citoyens.

Pourquoi la province de Québec ne viendrait-elle pas à l'aide de ses meilleurs clients, en leur conduisant directement l'eau de ses nombreux lacs, ou en leur fournissant l'énergie électrique pour pomper celle des rivières dans leurs réservoirs, mais après l'avoir filtrée convenablement.

Avec ce point de départ comme revenu assuré, pourquoi ne pas adopter un système d'ensemble par lequel les Laurentides du côté nord, et les Alléghany du côté sud, alimenteraient les aqueducs de toute la province, et nous créeraient un revenu énorme provenant des fontaines inépuisables que la Providence nous tient en réserve depuis des siècles.

Ces montagnes ont l'élévation voulue, notre province a le crédit; les citoyens sont prêts à payer le taux régulier à quiconque leur fournira l'eau hygiénique, et il ne manque plus que la bonne volonté de la législature.

Sur cet item, je n'ennuierai pas mes collègues par le détail des chiffres, mais je tiens à leur disposition des tableaux de toutes sortes pour les renseigner en temps et lieu.

Qu'il me suffise de déclarer que cette seule source de revenu peut s'élever à la somme de \$320 000, en supposant même qu'une moitié de la population refuserait de profiter de cette aubaine.

Ne serait-ce pas là un double emploi de cette force hydraulique, de cette "houille blanche" comme l'appelle M. Gabriel Hanotaux, l'ancien ministre des Affaires étrangères, dans son ouvrage intitulé L'énergie française.

Permettez-moi, M. l'Orateur, d'en citer quelques passages:

"L'infériorité de la houille blanche, dit-il, c'est qu'elle ne se déplace pas. On a pu agrandir son rayon d'action par le transport électrique, mais on ne l'a pas libérée.

"Fille de la montagne, elle ne peut vivre loin d'elle; elle tire sur sa chaîne, mais la chaîne est encore rivée. La briserait-elle? voilà enfin la grande question. Si cette question doit avoir une solution, elle ne la retrouvera évidemment que dans un dernier progrès, l'invention, ou plutôt le perfectionnement des accumulateurs transportables".

Or, M. l'Orateur, vous savez qu'il existe ce perfectionnement, et que les États-Unis s'en servent déjà pour plusieurs genres de locomotion.

Voyons maintenant, la prophétie de M. Hanotaux, sur le même sujet:

"Le jour, dit-il, où ce progrès suprême sera accompli, le jour où l'on aura rendu

pratique l'accumulateur portatif, le jour où l'on aura mis la force en bouteille, alors vive la houille blanche et vivent les glaciers, rien ne leur résistera, ils seront les maîtres du monde.

"Ht alors, les pays à plateaux surélevés, les pays alpestres se substitueront à ceux qui, pendant un siècle, ont si largement profité des richesses houillères que la nature leur avait prodiguées.

"L'énergie renouvelée, chaque hiver, à la surface de la terre, par la chute des neiges, aura raison de celle que les végétations anciennes ont accumulé dans ses flancs.

"Ce jour-là, le glacier l'emportera sur la mine, et la houille noire sera définitivement vaincue par la houille blanche".

M. l'Orateur, n'est-ce pas là une description vraie des trésors de la province de Québec, qui n'a pas de houille noire, mais chez qui la Providence a placé les plus belles montagnes, les plus beaux lacs, les plus beaux glaciers et les pouvoirs d'eau par excellence.

N'est-ce pas cette houille blanche, cette force hydraulique qui permet aux tramways électriques de sillonner les rues de nos grandes villes, n'est-ce pas elle qui les éclaire, n'est-ce pas elle qui actionne nos usines à pulpe, n'est-ce pas elle qui peut fournir la santé et la vie même à toute la province, en l'abreuvant d'une eau limpide et hygiénique.

Allons-nous sacrifier ces forces vierges à la voracité du minotaure industriel, ou conserver le contrôle sur cette source inépuisable de richesses à laquelle nous pourrions toujours recourir, soit pour racheter notre dette, soit pour produire l'énergie électrique à meilleur marché que les compagnies?

Voilà la véritable question!

Permettez-moi d'ajouter, M. l'Orateur, que le nouveau système d'aqueducs produira une véritable révolution, et de grandes réductions dans les taux d'assurance sur le feu, par toute la province, car la pression nouvelle étant plus que suffisante, les constructions élevées seront protégées comme celles de moindre hauteur, et les pompes à vapeur seront une chose du passé.

Veuillez croire que les compagnies d'assurances elles-mêmes applaudiront à deux mains, car la statistique de leurs pertes prouve qu'elles font plus d'affaires et plus de profits à des taux réduits dans les villes bien protégées, qu'à des taux élevés, lorsque le système de protection est défectueux.

Revenons, M. l'Orateur, à la nomenclature des monopoles:

Au sujet des télégraphes et des téléphones, notre système est très inférieur à celui d'Europe; nous n'avons ni conversation express, ni téléphonogrammes, ni téléphone

postal, et pratiquement aucune téléphonie des télégrammes.

Cependant les prix des compagnies se tiennent au niveau le plus élevé possible et varient de \$15 à \$50 par année, suivant l'importance des villes, tandis que les prix des systèmes municipalisés ou nationalisés en Europe et en Amérique varient de \$10 à \$16 par année.

Aux États-Unis, la compagnie Bell fait rapport en 1897 que ses profits depuis sa fondation s'élèvent à 21 000 000, soit 2/3 de ses recettes brutes.

En Canada, le "Montreal" et le "Dominion Telegraph" se paient tranquillement des revenus qui varient de 10% à 20%, pendant que le "Bell Telephone" se paie du 8 1/2%, et met en réserve un autre 10% pour ne pas trop donner occasion au public de se révolter contre ce monopole.

D'ailleurs cette compagnie admet elle-même que ses revenus nets couvrent plus de 8 fois le montant requis pour l'intérêt sur les débetures émises.

Le compte rendu de l'enquête tenue par le Parlement fédéral sur cette question épineuse, tel qu'il appert dans les rapports du comité spécial, en mars et avril 1905, est là pour prouver ce que j'affirme; et je crois que la retraite d'un honorable ministre peut être en partie attribuée au fait que les conclusions de cette enquête n'ont pas été mises à exécution par le gouvernement. Mais ce détail ne nous intéresse qu'en autant qu'il prouve l'importance de la question que je soulève.

On me répondra probablement, à première vue, que la législature de Québec n'a pas le droit d'intervenir dans cette affaire des télégraphes et des téléphones, mais des recherches sérieuses me permettent d'affirmer que, par les articles 4914 et 4915 des statuts refondus, amendés par 3 Édouard VII, chapitre 12, nous pourrions parfaitement prendre possession des deux systèmes, si la province le jugeait à propos; et la lecture de ces articles vous démontrera, M. l'Orateur, combien le texte est sévère.

Les profits à la province en nationalisant le tout s'élèveraient à une somme annuelle de \$400 000 et les profits aux abonnés sous forme de réduction de loyer pourraient représenter une proportion annuelle de 50%, sans compter qu'il serait plus facile pour le public d'obtenir justice dans les cas de mauvais service, de charge exagérée pour les communications à longue distance, et de trop fréquents "line busy" qu'on reçoit des opératrices mal disposées.

Mais je n'insiste pas sur ces deux items, parce que je veux rester dans le cadre de mon programme, et ces services ne découlent pas des forces naturelles de la province.

Voyons maintenant l'industrie de la pulpe, qui relève certainement du domaine de

la législature, puisque le bois qui la fournit provient des terres de la couronne, et que le pouvoir qui fait fonctionner ses moulins provient de nos forces hydrauliques.

Il existait en 1901 dans la province 1A moulins (usines) de pâte de bois pour la fabrication du papier ayant rapporté environ \$2 421 068 de revenus bruts, et tous fonctionnant au moyen de la force hydraulique.

Le profit de la nationalisation de cette industrie s'élèverait à environ \$682 224 et si l'on questionne l'à-propos d'intervenir dans la fabrication, on admettra au moins l'opportunité de fournir le pouvoir hydraulique, et dans ce dernier cas, le profit pour la province serait de \$1 748 500 par année.

N'oublions pas que les États-Unis prennent toute la pulpe qu'on peut leur exporter, qu'ils achètent depuis longtemps le bois que la province fournit pour manufacturer cette pulpe, et que si nous les laissons faire, ils seront demain propriétaires de toute l'industrie, dont ils achètent graduellement la majorité des parts.

Cette question vaut-elle la peine que nos législateurs en fasse une étude sérieuse?

Au sujet de l'industrie de l'amiante, les statistiques fédérales nous font l'honneur de déclarer que la province de Québec à elle seule fournit tout l'amiante que produit la puissance du Canada, mais ces statistiques ne disent pas que la province fournit à elle seule 80% du matériel employé par tout le reste de l'univers.

Cette production annuelle s'élève à \$1 186 795 et les profits sont admis dans une proportion d'environ 13% soit \$627 737 sur \$4 828 750.

Pourquoi la province laisserait-elle une source aussi considérable de bénéfices assurés entre les mains d'Américains, car mon excellent ami et collègue, le député de Mégantic (M. G. R. Smith), admettra que la plus grande partie du capital vient de l'autre côté de la ligne 45.

On peut prétendre que si ma théorie de nationalisation s'applique aux privilèges exclusifs, celui de l'amiante n'en est pas un, puisque la compétition est considérable et qu'il existe environ 14 mines de ce genre.

Je réponds que, lorsqu'il y a combinaison entre plusieurs industries du même genre, c'est encore pire, car le public est laissé sous l'impression que ce grand nombre d'industriels doit faire baisser les prix, tandis qu'en réalité l'entente entre ces messieurs veut le marché à leur merci, et je maintiens que le profit sur l'amiante appartient à la province, découle de nos ressources naturelles, et peut, plus tard, nous représenter un revenu considérable.

L'exploitation directe de ces mines ou d'autres équivalentes par la province représenterait un profit d'environ \$182 875.

M. l'Orateur, il nous reste le sujet des liqueurs alcooliques, question des plus dangereuses à traiter, question qui fera sourire mon excellent ami, l'honorable trésorier, car il sait avec quelle ténacité les débitants de produits spiritueux tiennent à leur monopole, et je vais tout simplement dire ma pensée à cette Assemblée.

La production des liqueurs alcooliques dans la province s'élève au chiffre de \$1 617 903 et le profit sur cette production représente environ \$549 268, soit près de 18% (sur un capital de \$3 069 236).

Le profit sur la vente en détail de ces mêmes liqueurs s'élève à \$2 667 000.

D'un autre côté, le revenu provenant de ces mêmes ventes représente pour la province une somme de \$642 602.

Il n'y a aucun doute que cette vente de liqueurs spiritueuses relève absolument des pouvoirs de la province, puisque c'est elle qui accorde toute espèce de licences, mais tous les systèmes de contrôle préconisés jusqu'aujourd'hui ont échoué, parce qu'ils laissaient toujours la question de profit comme une porte ouverte aux abus.

Il n'y a aucun doute, qu'en mettant la vente des liqueurs entre les mains du gouvernement par la nationalisation, en détruisant le profit, nous détruirions toute tentation, nous aurions immédiatement le contrôle sur les heures, sur la vente aux mineurs, et aux personnes déjà alcoolisées ou malades.

Ce contrôle ferait aussi disparaître l'immense intérêt pécuniaire qui tend à corrompre la politique, démoraliser le peuple, empêcher toute législation de tempérance ou se moquer de sa mise en force.

Mais cette réforme philanthropique ne fait pas, pour le moment, partie de mon programme et malgré que l'on prétende que l'eau entre pour une large part dans le liquide dangereux présenté au client du comptoir, je ne considère pas que la force nécessaire pour le bon fonctionnement de cette industrie équivoque provient des sources d'énergie appartenant à la province.

Convaincu de plus que l'honorable trésorier tient à cette source de revenus, mais ne voudrait pas devenir le contrôleur général d'une armée de débitants de liqueurs en détail, au service de la province, je laisse à d'autres le soin de démontrer l'efficacité du système de nationalisation sur cet item, tout en admettant qu'il représenterait un profit énorme pour la province de Québec.

Ce profit s'élèverait à la somme de \$1 895 000 dans le cas où les débits de liqueurs en détail appartiendraient à la province, suivant le principe de la régie du tabac en Europe.

Nous voilà, M. l'Orateur, avec un programme qui comporte l'élimination de certains items dans les services publics pour conserver ceux qui découlent naturellement

des forces dont nous disposons.

Cependant, je prétends qu'il faut donner la dernière retouche à ce tableau, en y ajoutant la nationalisation du crédit de la province, car en nationalisant les principaux services publics, il faut aussi que l'État mette à la portée de tous le bénéfice de l'intérêt sur un capital qui appartient déjà à la grande famille du peuple.

En réglant sa dette par un nouvel emprunt basé sur les anciennes et nouvelles valeurs, le gouvernement devra émettre des débetures ou des garanties pour entreprendre le plan, gigantesque d'apparence mais simple d'exécution, que j'ai l'honneur de soumettre.

Il sera alors naturel que non seulement les actionnaires dépossédés des diverses compagnies, mais aussi les grandes institutions financières, cherchent à s'emparer de nos valeurs nationales; et, cependant, je veux que le peuple profite des nouveaux revenus provenant des nouveaux services, pour le récompenser de ses efforts dans l'intérêt de la chose publique, et que ces débetures soient mises à sa portée.

De plus, l'Acte 18 Victoria, chapitre 13 de l'ancienne province du Canada nous permettait de traiter avec les municipalités, et plusieurs prêts importants ont été effectués, mais malheureusement l'influence politique est intervenue, le gouvernement a été assez faible pour remettre les dettes et le système est forcément tombé en désuétude.

Pourquoi la législature ne perfectionnerait-elle pas cette loi et son fonctionnement, en autorisant un emprunt général dans lequel la province puisera pour nationaliser les services publics de manière à pouvoir aussi prêter à longue échéance, sur hypothèque, à d'autres qu'aux municipalités, par exemple, aux communautés religieuses, aux fabriques, aux cultivateurs, et à un grand nombre de propriétaires qui seraient heureux de remplacer du 6%, du 5%, ou même du 4 1/2% par du 4%.

Pourquoi n'existerait-il pas un proviso empêchant toute concession politique en rapport avec la remise d'aucune dette?

Le système fonctionne à merveille en plusieurs pays d'Europe, et plus près de nous, à la Nouvelle-Zélande, où le résultat est un profit considérable pour l'État.

La comparaison statistique des besoins et des intérêts de part et d'autre dans notre cas ferait espérer au moins \$150 000 de revenus annuels sur ces prêts, en calculant que la province emprunterait à 3% pour prêter à 4%.

De plus, le fait seul du gouvernement s'offrant à rendre un service de ce genre aux emprunteurs diminuera toujours le taux d'intérêt des capitalistes; et la preuve, c'est qu'en Nouvelle-Zélande, les documents publics établissent une économie annuelle de

\$6 000 000 que le peuple en général a réalisé dans les transactions de tout genre, dont l'emprunt est la base.

Résumons, M. l'Orateur, le résultat des calculs précédents, en ajoutant l'économie sur les intérêts à la nationalisation des services, et en distinguant ceux qui découlent des forces et des ressources naturelles de la province, d'avec l'ensemble des monopoles.

1. Économie des intérêts	\$690 049
2. Traction électrique	608 995
3. Éclairage électrique	1 013 428
4. Éclairage au gaz, chauffage au gaz	479 815
5. Aqueducs	320 000
6. Télégraphes, téléphones	400 000
7. Pulpe	682 224
8. Amiante	482 875
9. Liqueurs	1 895 000
10. Crédit	150 000
Total	\$6 722 386

De cette somme, retranchons

le gaz, le télégraphe, le téléphone et les liqueurs \$2 774 815

Et nous avons devant cette Chambre la possibilité d'un revenu additionnel assuré s'élevant au chiffre respectable de \$3 947 571

Et cela, en négociant un emprunt total de \$66 616 475, dont l'intérêt est déjà garanti en sus des revenus que je viens d'énumérer.

Ceux qui ont l'habitude de manier les chiffres de la hausse et de la baisse des stocks, ceux qui font des placements me diront, j'en suis sûr, que je n'ai pas prévu le prix élevé auquel nous devons payer les parts des actionnaires avant de mettre le système en mouvement.

Mais cette pierre d'achoppement apparente n'est qu'une illusion, parce qu'il existe une réserve variant de 6% à 10% dans les profits des compagnies que je n'ai pas mise en ligne de compte.

Cette réserve est en sus de tous dividendes officiels sur lesquels je me suis basé, et servira à payer l'intérêt d'un montant additionnel, si les exigences des compagnies nous forcent d'ajouter au capital pour redevenir propriétaires de notre bien national.

Il est inutile de fatiguer la Chambre avec des combinaisons de toute sorte, pour payer plus ou moins cher la propriété actuelle des compagnies, lorsque le principe de l'achat n'est pas même adopté.

Nous verrons plus tard, M. l'Orateur, et je saurai démontrer, devant un comité d'enquête, comment il faut s'y prendre, sans bourse délier, pour amener les compagnies à réaliser leur position vis-à-vis de la province.

Si vous le permettez, étudions plutôt les objections plus ou moins sérieuses à l'ensemble du système.

On vous dira, M. l'Orateur, que la

grande objection, c'est la difficulté de régulariser le nouveau patronage entre les mains du gouvernement et que nous allons tomber dans l'erreur du mouvement "aux vainqueurs les dépouilles".

J'admets qu'il faut éviter cette erreur, mais le remède consiste alors à ouvrir toute grande la porte de la nationalisation des services, et à se soumettre à un référendum sur les questions vitales. Connaître l'opinion publique, de temps en temps, n'a jamais fait de mal à personne.

D'autres crieront au socialisme, sans savoir ce que le mot signifie.

Car en ce moment, le peuple tourne ses yeux vers la municipalisation ou la nationalisation des services, et il n'y a aucun doute que tout homme qui frappe à la porte du grand domaine de l'industrie et la trouve fermée au verrou pour la classe populaire, est naturellement disposé à devenir un fervent adepte du mouvement socialiste.

Mais le service postal, le service de la voirie, le service d'hôpital, le service de l'aqueduc, le service du feu, et de la police, est-ce du socialisme? Non, cependant, c'est le même principe que la nationalisation.

M. l'Orateur, ne nous attardons pas à discuter la valeur des mots, et prenons pour base que tout monopole qui touche à un service d'utilité générale devrait être possédé et contrôlé dans l'intérêt public et par ceux qui ont la confiance du peuple.

Car la réalisation du socialisme outré n'est pas le vrai remède, parce qu'il renverserait tout principe de civilisation; et la liberté n'existerait plus, si chaque homme n'avait pas droit à sa place spéciale dans l'univers, suivant son intelligence et ses mérites.

À l'encontre du socialisme, et comme antidote positif, on a quelquefois mentionné le contrôle des grandes compagnies par l'État lui-même.

Mais cette politique n'atteint pas complètement le but, ne résout pas le problème, et ne fait que modérer les appétits des grandes compagnies, n'agissant que comme un mors ou des rênes sur un cheval emporté.

Le rayon de vision de ses partisans est trop raccourci et ceux qui veulent cette politique de contrôle ne réalisent pas que le sentiment caché, éprouvé par le peuple, est plus profond que le mécontentement apparent, en face du prix trop élevé pour une barre d'acier ou un morceau de viande; car c'est l'instinct humain, aussi ancien que le monde lui-même, maintenant élevé au degré passionnel, et réclamant justice égale pour tous.

D'autres vous diront: "ce n'est pas le rôle d'un gouvernement de s'immiscer dans les affaires de spéculation privée et d'opérer ces services, qu'il se contente de maintenir l'ordre et de faire observer les lois

provinciales".

Mais, M. l'Orateur, il ne faut pas beaucoup d'effort pour répondre que le gouvernement existe aussi pour exécuter les ordres du peuple, et, si le peuple le désire par la voix de ses députés, le gouvernement n'a plus qu'à se tenir dans la note juste.

D'autres vous diront: "n'attaquez pas les droits acquis", mais je réponds que les compagnies ne se gênent pas tant pour ruiner ceux qui sont dans leur chemin; d'ailleurs, il n'y a pas de droits acquis qui tiennent, en face de l'intérêt public, du moment que la valeur de la propriété a été payée intégralement; et le spéculateur n'a plus qu'à investir son argent sur d'autres valeurs.

Est-ce un droit acquis d'accaparer tous les profits et de faire travailler l'ouvrier comme une brute?

N'est-ce pas au contraire une excellente raison en faveur de la nationalisation d'obtenir pour l'ouvrier des heures plus courtes et des gages plus élevés, puisque les profits sont moins nécessaires!

Est-ce un droit acquis de surcharger le public en proportion du prix payé ailleurs, soit en Europe, soit en Amérique?

N'est-il pas vrai qu'avec des taux réduits et l'application des dividendes à augmenter le fonds d'amortissement, au bout de quelques années, les systèmes de traction et d'éclairage seraient dégagés de toute dette, et le prix du transport et de la lumière pourrait être réduit au minimum?

Est-ce un droit acquis par exemple, lorsque le Pacifique Canadien fait de la province de Québec sa créature, son esclave, et lui impose les conditions qu'il veut, sans égard pour les décisions de la législature?

M. l'Orateur, en rapport avec les emprunts de 1874, de 1876 et de 1878, dans le tableau no 3, page 16 des comptes publics, on a mis en regard des sommes correspondantes "devant" provenir du Pacifique Canadien, mais on n'osera pas discuter au mérite le fait que cette compagnie, malgré le contrat de vente et malgré les statuts, n'a payé à la province que du 4 1/20%, depuis 1895 jusqu'à 1905, pendant que la province a payé du 4 1/2% et du 5%, sur le coût original du Pacifique, soit sur \$13 961 868 et ce, à la Banque de Montréal dont les principaux directeurs sont pratiquement les mêmes que ceux du Pacifique Canadien, ce qui démontre les intérêts identiques des actionnaires.

C'est-à-dire que le Pacifique nous coûte continuellement \$661 688 d'intérêt, et ne nous rapporte aujourd'hui depuis 1895 que \$403 200 de la part de ceux qui en profitent; perte partielle sur l'intérêt, \$2 584 880, plus la perte sur la vente en 1882, perte totale, \$8 546 748.

Je n'ai aucunement l'intention de demander la nationalisation des chemins de fer ordinaires, car l'acte de la Confédération

les protège et ils sont pour la plupart devenus des chemins interprovinciaux; mais si au point de vue du capital, je n'ai pas le droit d'enlever au Pacifique Canadien l'avantage de posséder pour un million, depuis 1882, ce qui a coûté \$13 961 868 à la province, dans l'origine, et ce qui vaut aujourd'hui \$15 000 000, j'ai bien le droit de demander au gouvernement de mon pays de faire cesser cet état de choses, au point de vue de l'intérêt, et de dire que les compagnies ont d'étranges notions sur les droits acquis.

On dira peut-être un jour que nous aurions dû nous révolter, mais nous ne sommes pas en Russie, et je demande seulement qu'on fasse disparaître de nos livres cette transaction sans précédent, afin de ne pas scandaliser la prochaine génération par ce souvenir néfaste de la force des compagnies et de la faiblesse des gouvernements.

Comme objection, M. l'Orateur, d'autres ajouteront: "l'initiative privée sera détruite par la nationalisation". Mais c'est tout l'inverse, puisqu'avec une compagnie qui détient un monopole exclusif, toute compétition devient impossible, et sans compétition, il n'y a plus d'initiative privée.

D'autres diront: "le principe est bon, mais laissez donc faire la municipalisation au lieu de la nationalisation des services, et cependant ce sont ces mêmes hommes qui ont toujours crié qu'il n'y avait pas de politique possible à Québec, et que notre législature n'était qu'un grand conseil municipal.

Eh bien, pour les contenter, disons que la législature provinciale fera de la municipalisation sur une grande échelle, et sans autre politique que l'intérêt public.

On dit aussi à l'encontre de ceux qui veulent nationaliser les services, que les gouvernements ne doivent pas faire d'essais ni courir de risques, mais aujourd'hui les preuves existent partout, par la municipalisation, que les services contrôlés par les villes sont plus effectifs, plus économiques et plus durables que ceux contrôlés par l'initiative privée.

Il n'y a donc pas d'essai à faire ni de risque à courir, et les gouvernements n'ont qu'à bénéficier de l'expérience acquise par certaines villes, car tous les arguments qui s'appliquent à ces dernières sont encore plus forts lorsqu'il s'agit de l'État.

Mais pour réaliser ce projet, il faut la foi et une foi qui laisse de côté tous les intérêts personnels pour ne suivre que la ligne droite; le voilà le seul danger, la crainte de la ligne droite, le manque de foi dans les chiffres et les arguments.

Et le vrai système ne sera adopté que lorsqu'un parti national assez fort s'emparera de la question, et que, malgré les nuages à l'horizon, les éclairs et les tempêtes

suscitées par les compagnies intéressées, ce parti, ayant une foi inébranlable, aura le courage de poursuivre son travail jusqu'à la parfaite exécution du programme.

D'ailleurs, sommes-nous seuls à parler nationalisation?

Depuis l'aurore de la civilisation jusqu'à nos jours, quelquefois par secousses terribles, quelquefois lentement, le mouvement coopératif dans les services publics s'est fait sentir avec une force qui indique un sentiment général.

Il fut un temps où le seul remède contre l'injustice était l'acte privé de l'individu ou de ceux qui voulaient l'aider à se défendre; mais l'administration de la justice est devenu du ressort public, excepté quelquefois entre les compagnies et leurs employés.

Il fut un temps où l'instruction, la protection contre le feu, la voirie, les aqueducs, la poste, les ponts, les canaux, les hôpitaux, les bibliothèques, les musées, les parcs, les cimetières, etc., étaient sous contrôle privé, aujourd'hui presque tous ces services sont devenus publics.

Ce mouvement fut-il une erreur et allons-nous retourner en arrière, plutôt que de suivre cette tendance à absorber tous les services?

Les révélations récentes de certaines manipulations véreuses aux États-Unis sont là pour nous avertir du danger que nous courons aussi, de ce côté de la ligne 45, car nous ne voulons pas que le contrôle de l'argent du peuple sorte des mains des véritables propriétaires, pour entrer dans celles des directeurs d'aucune compagnie.

Dans son message au Congrès du 5 décembre 1905, le président Roosevelt se prononce carrément en faveur d'un contrôle effectif sur les grandes compagnies, par le gouvernement national, et demande que des lois soient passées à cet effet, en s'appuyant sur le fait que, par le système actuel, ces compagnies forment un État dans l'État, et qu'il est temps que la souveraineté du peuple s'affirme.

Une enquête parfaitement autorisée sous les auspices de la Commission de la fédération civique nationale se prépare aux États-Unis, pour étudier la municipalisation et la nationalisation de tous les services publics.

La ville et le comté de Londres demandent au Parlement la permission de dépenser \$40 000 000 pour obtenir leur propre pouvoir électrique et n'être les vassaux d'aucune compagnie.

La législature d'Ontario a nommé une commission spéciale pour s'enquérir du développement des forces hydrauliques appliquées à l'électricité, et l'un des ministres a prétendu que les capitalistes contrôlant les Chutes Niagara empochaient un profit annuel de 10 000 000, entre le

coût de production de la force motrice par l'eau et celui de cette même production par la vapeur.

Une autre enquête a été faite en 1905 par le gouvernement fédéral de notre pays sur les abus des compagnies de téléphone.

En 1906, le 3 janvier, à l'ouverture de la législature de New-York, le gouverneur Higgins a mis dans son discours des remarques très appropriées sur les dangers continuels provenant des monopoles et des privilèges exclusifs.

Enfin, de Westmount, nous vient la suggestion de demander à la législature de Québec la nomination d'une commission pour outiller plus avantageusement les services publics de Montréal et Westmount réunis.

Montréal même est devant nous cette année avec une demande d'augmentation de ressources pour municipaliser le gaz (et autres services).

D'ailleurs, ne suis-je pas d'accord avec le rapport de la Commission de colonisation, à la page 120?

Ne suis-je pas d'accord avec le congrès de la colonisation, tenu à Saint-Jérôme, en novembre dernier et conforme à ses conclusions, lorsqu'il demande à la province d'utiliser ses pouvoirs d'eau pour faire pénétrer le tramway électrique, à travers la forêt vierge, pour ouvrir la marche au colon, et lui aider à transporter ses produits.

Et ces deux rapports ne demandent de passer par les fourches caudines d'aucune compagnie.

Voyons maintenant l'aspect légal, pour satisfaire quelques-uns de mes honorables collègues et surtout le ministère, entièrement composé d'avocats.

L'Angleterre a transporté à toutes ses colonies le droit de régler elles-mêmes toutes les questions industrielles et se pourvoir elles-mêmes de tous les services publics, dont l'initiative était autrefois laissée à l'entreprise privée.

Ces pouvoirs ont ensuite été divisés entre le fédéral et les provinces par l'Acte de 1867.

La loi reconnaît donc au pouvoir fédéral comme au pouvoir provincial le droit de se gouverner lui-même, mais ne l'accorde pas aux villes, car les municipalités reçoivent leur vie de la législature.

Elles n'ont que les droits conférés par cette dernière qui peut, selon son bon plaisir, les diminuer ou les amender, qui peut diviser ces mêmes municipalités en plusieurs parties, ou en réunir plusieurs ensemble sans leur consentement, mettre leur existence en danger et même les abolir complètement.

De plus, quelles sont les villes qui peuvent municipaliser complètement soit l'éclairage, soit la traction électrique, car les systèmes, qui existent dans leurs rues, existent aussi dans la banlieue et pour un rayon de plusieurs milles.

Comment ces villes pourront-elles contrôler les parties du système qui sont en dehors de leur juridiction civique?

N'est-ce pas naturellement du ressort de la province?

La municipalisation n'est donc pas très pratique dans la province de Québec (mais la nationalisation est parfaitement logique).

La législature, en accordant aussi des droits à aucune compagnie, s'est toujours réservé le privilège de les révoquer, et par conséquent peut accorder à d'autres l'avantage d'entrer en compétition avec la première.

La compagnie ne doit, donc pas se plaindre de la nationalisation.

La législature peut aussi prendre elle-même, ou autoriser une ville à prendre possession, de toute propriété privée qui est requise pour l'usage public, mais à la condition qu'une juste compensation soit accordée.

La législature peut nommer le tribunal qui jugera en cas de différend, mais ne peut pas fixer elle-même le montant de la compensation.

En général, la règle à suivre pour cette compensation, c'est la valeur réelle de la propriété sur le marché.

Je prétends aussi que la législature peut, directement ou par l'entremise d'une commission, régulariser et fixer les prix et les charges pour tous les services publics qui relèvent de la province, et par conséquent diminuer tellement la valeur des franchises ou monopoles qu'ils seront ramenés à leur état normal.

Quel serait donc alors l'intérêt de la compagnie en cherchant à garder ses privilèges, avec un bénéfice aussi aléatoire?

M. l'Orateur, dans l'aspect légal, n'est-il pas aussi très naturel d'introduire la procédure parlementaire que je désire voir suivre par la Chambre?

Je n'ai d'abord aucun doute que l'Assemblée tiendra à référer la question entière à un comité spécial; je suis convaincu que ce comité pourra faire un rapport sérieux pendant la présente session, et que le gouvernement, sur la force de ce rapport, présentera un bill autorisant la nomination d'une commission pour s'enquérir du coût exact de la nationalisation des principaux services.

Cette commission devrait être composée du premier ministre et du trésorier ex-officio, d'un expert en ressources hydrauliques et minières, d'un expert en énergie électrique, et d'un expert financier dans les systèmes de traction et d'éclairage électrique.

Cette commission devrait faire rapport à la législature pour sa prochaine session, et alors un bill définitif, basé sur les décisions de l'Assemblée et du Conseil législatif devrait mettre entre les mains de la

province tous les avantages qui résulteront de la nationalisation.

Ce bill devrait comporter la nomination d'un bureau de contrôle permanent, assez bien rémunéré pour être au-dessus des variations de la politique, avec des pouvoirs assez étendus pour traiter avec les compagnies existantes du transport volontaire des actions, de leur expropriation, ou de l'installation d'un système d'ensemble prêt à leur faire concurrence.

Maintenant, rendons-nous compte du côté moral de la nationalisation et de nos devoirs comme députés.

M. l'Orateur, le rôle de la législature consiste à procurer des droits égaux pour tous, et lorsqu'elle accorde un privilège spécial à un individu ou à une compagnie sans paiement proportionnel à l'importance de la franchise, cette même législature commet une injustice vis-à-vis du reste de la communauté.

La nationalisation, en diminuant ou enlevant l'influence des compagnies, enlèvera en même temps une cause très sérieuse de corruption électorale, et la législature doit s'y intéresser.

La nationalisation augmentera l'importance des affaires provinciales, activera l'intérêt que les citoyens prennent dans les questions publiques et les entraînera à demander les réformes nécessaires.

La nationalisation ramènera l'harmonie des intérêts entre les services généraux et le public, en faisant de chaque citoyen un associé dans la transaction, et la législature ne doit pas l'ignorer.

La nationalisation n'émettra pas de valeurs fictives sur le marché, les comptes donneront le véritable coût de la construction et de l'opération du système.

Suivant l'expression de la commission des chemins de fer des États-Unis en 1883, on ne pourra jamais dire de la nationalisation des services que c'est "une pyramide d'eau sur un piédestal de fraude".

Le côté moral de cette méthode comporte aussi que le jeu de bourse diminuera, en proportion de la disparition de certaines compagnies, et la législature doit favoriser tout mouvement dans ce sens.

Et même sous ce rapport, il n'est pas nécessaire d'être prophète pour dire que nos valeurs négociables appelées "garanties nationales" dépasseront le prix des valeurs appartenant à des corporations ou compagnies privées, mais sans fluctuation illégitime.

De plus, les dommages et les frais de procès seront moindres avec le gouvernement qu'avec les compagnies.

Le tribunal d'arbitrage sera plus vite accepté que dans les cas ordinaires.

Il y aura moins de temps perdu par la législature dans la passation des bills privés industriels, qui entraînent souvent des luttes passionnelles pour l'obtention d'un monopole

quelconque.

Enfin, les hommes de grand mérite Seront plus tentés d'entrer dans la politique active, puisque l'atmosphère sera plus saine et les préjugés ne l'atteindront plus, et il est logique que la législature encourage nos meilleurs citoyens à s'occuper des affaires publiques.

Cependant, M. l'Orateur, malgré l'étude soignée que j'ai voulu faire de la question, il y a peut-être un défaut sérieux dans ma plaidoirie, c'est de n'être pas présentée à ce Parlement par l'un des membres de la belle confraternité des avocats; devant cet endossement professionnel, on s'inclinerait avec plus de respect, et la question aurait peut-être plus de chance de recevoir les honneurs d'une enquête.

Mais j'ai conscience du devoir accompli et, sans être avocat, je suis satisfait de la profession à laquelle j'appartiens, car ce sont les ingénieurs civils qui transforment les grandes sources d'énergie de la nature en forces disponibles, et adaptées aux nécessités de la vie humaine.

D'ailleurs, je suis convaincu que les avocats, les notaires, les médecins, les cultivateurs, les industriels et les hommes d'affaires de cette Chambre oublieront leur profession ou leur carrière individuelle, pour ne penser qu'à leur mission dans ce Parlement, comme représentants des intérêts généraux de la nation.

Je suis convaincu que les reproches, lancés à tous les gouvernements précédents, ne s'adresseront pas à celui-ci, et que l'égoïsme fera place à un règne d'une largesse de vues exemplaire.

M. l'Orateur, que nous appartenions à l'un ou l'autre parti politique, dans cette Assemblée législative, ne cherchons-nous pas toujours à marcher sur les traces de nos illustres devanciers?

Si je regarde à gauche, du côté de ce groupe décimé, mais toujours vaillant des défenseurs de l'idée conservatrice, les paroles de Chapleau leur servent de devise: "N'allons pas négliger les avantages de notre province".

Si je regarde à droite, du côté de cette imposante majorité libérale, son chef est prêt à me répéter les paroles de Mercier: "Employons notre énergie à développer nos ressources".

Puisque c'est toujours le même programme qui domine, n'avons-nous pas le droit de demander que le XXe siècle, le siècle de lumière, en voit enfin l'exécution?

M. l'Orateur, les feux de l'aurore, annonçant une ère nouvelle pour notre province, ne seront pas aussi brillants que la déclaration de l'indépendance par les États-Unis, en 1776 (cette date a été biffée), ni aussi intenses que les leurs sinistres de la révolution française; mais cette lumière du nord sera plus pure et plus stable, tout en

provenant des mêmes sources d'énergie, et en produisant son électricité politique au moyen des mêmes trois grands dynamos: liberté, égalité, fraternité.

La France et l'Amérique ont vaincu par la force des armes; nous vaincrons par la force du vote populaire et de l'intelligence de la législature.

La France a guillotiné l'aristocratie monarchique; la province guillotinerà (diminuera l'influence de) l'aristocratie industrielle et financière.

La Nouvelle-Angleterre a combattu le despotisme d'un gouvernement étranger à ses intérêts; la province combattra le despotisme

du roi "Dollar" à l'intérieur de son territoire.

Enfin, M. l'Orateur, malgré les quelques points noirs qui apparaissent dans notre histoire, je crois que nous pouvons, en toute sûreté, continuer notre route vers le progrès, en nous rappelant les gloires de notre passé, en comptant sur les ressources du présent, et avec la ferme conviction que, si ses propres enfants ne font pas défaut à la province de Québec, aucune main humaine n'est assez puissante pour entraver sa marche vers l'avenir brillant que lui réserve sa destinée.

Tableau no 1

Économies à faire annuellement au moyen du 2 1/2% fédéral

Sur emprunt de 1874 à 4 1/2 % au capital de	\$2 723 873.33	\$54 477.46
Sur emprunt de 1876 à 5 % au capital de	3 111 746.67	77 793.66
Sur emprunt de 1878 à 5 % au capital de	2 698 000.00	67 450.00
Sur emprunt de 1880 à 4 1/2 % au capital de	1 810 205.34	36 204.10
Sur emprunt de 1882 à 5 % au capital de	1 712 580.00	42 814.50
Sur emprunt de 1882 à 5 % au capital de	780 500.00	19 512.50
Sur emprunt de 1888 à 4 % au capital de	3 182 800.00	47 742.00
Sur emprunt de 1894 à 4 % au capital de	2 530 666.67	37 959.99
Sur emprunt de 1894 à 3 % au capital de	5 332 976.00	26 664.88
Sur emprunt de 1896 à 4 % au capital de	292 000.00	4 380.00
Sur emprunt de 1897 à 3 % au capital de	1 360 000.00	6 800.00
Sur emprunt de 1897 à 3 % au capital de	9 236 061.48	46 180.30
		<u>\$467 979.39</u>
Auxquels il faut ajouter la différence entre 2 1/2% et 4 1/2%, sur l'emprunt soi-disant temporaire depuis 1897 de	<u>\$700 000.00</u>	\$14 000.00
Ainsi que sur les dépôts à 5%, 4% et 3% au capital de	<u>267 160.54</u>	5 577.31
Nous avons aussi droit à la différence entre l'intérêt du contrat de vente du Pacifique à 5% et le taux payé aujourd'hui à 4 1/20% sur	<u>\$7 000 000.00</u>	56 000.00
Nous pourrions laisser de côté à l'avenir l'item "intérêt sur avances" payé à la Banque de Montréal pour cacher un découvert de \$540 000.00 en 1904, lequel ira toujours en augmentant		24 253.83
Nous pourrions aussi compter sur l'absence des fonds d'amortissement, commission, timbres, annonces, primes, es-compte et change au chiffre de		100 134.39
Enfin, si le principe (lacune dans le texte) est adopté, le fédéral donnerait l'exemple en diminuant l'intérêt de 4% qu'il nous charge sur la balance du compte général de la province	<u>\$1 473 609.63</u>	22 104.16
Formant un grand total de		<u>\$690 049.00</u>

Tableau no 2

Traction électrique

En 1905, 2 établissements avec un capital de	<u>\$14 329 367</u>	
Produisaient une valeur nette de		\$1 034 480
En calculant l'intérêt à 6% sur capital		<u>859 762</u>
Et un profit additionnel à 1 1/4%		<u>174 718</u>
Le profit rationnel (sic) à la province		
à 7 1/4-3% serait de		<u>\$608 495</u>
Dans le cas où Québec atteindrait la		
proportion des dividendes de Montréal,		
le profit général serait de		<u>\$1 246 344</u>
Le Pacifique Canadien, après avoir admis		
froidement qu'il a reçu du fédéral, du		
provincial et des municipalités, des som-		
mes d'argent comptant s'élevant au chif-		
fre de	\$30 673 283	
ainsi que des terres au chiffre de	<u>41 160 443</u>	
Formant un cadeau total de	<u>\$71 833 726</u>	
Se vante d'avoir un surplus de	<u>17 561 046</u>	
	plus	<u>11 741 703</u> en caisse
Réalisant au-dessus de toute dépense un		
profit de	<u>\$101 136 475</u>	
Et cependant, il ne remet jamais les \$7 000 000 qu'il doit à la province ni l'intérêt qu'il nous a subtilisé pour au-delà d'un million depuis 1895.		
Et il a l'intention de transformer une partie de son système pour l'opérer comme traction électrique.		
Le coût de l'opération d'un tramway électrique s'élève à 10 ou 12 cents par mille; mais la capitalisation dépassant souvent la valeur réelle, le coût ci-dessus s'élève à 16 cents du mille; or, même le prix de passage à 3 cents couvrirait toutes ces dépenses, et la statistique prouve qu'un chemin opéré par le gouvernement pourrait subsister avec un prix de passage de 2 cents.		

Tableau de Parsons sur le taux des tramways

Ville	Population	Moyenne
Milan	440 000	1.8 cents
Vienne	1 560 000	2.7 cents
Berlin	1 800 000	3. cents
Budapest	500 000	2.7 cents
Londres	4 000 000	2.5 cents
Belfast	256 000	2.2 cents
Glasgow	840 000	1.78 cents
Toronto	176 000	4.2 cents
Détroit	280 000	3.3 cents
Buffalo	360 000	3.6 cents
Montréal	300 000	4. cents
Le "British Columbia Electric Railway" fournit la lumière en même temps que la traction électrique et sur un capital de		
se paie un profit de		<u>\$2 775 000</u>
soit 9 1/2% à part des fonds d'amortissement et des bonus aux administrations		<u>\$250 000</u>
Le "Detroit United Railway" au capital payé de		<u>\$12 500 000</u>
après avoir fait des dépenses énormes d'installation, trouve moyen de payer les dividendes et de mettre de côté un surplus de		<u>\$250 000</u>
Cette compagnie parcourt 534 milles de chemin et dessert au-delà de cent municipalités de toutes dimensions.		
Le "London Street Railway" fait aussi un profit de 10% sur un capital de		<u>\$460 000</u>
Le "Toronto Street Railway" sur un capital payé de		<u>\$7 000 000</u>
après avoir payé tous ses dividendes, avec un profit net de		<u>\$1 020 384</u>
soit 14 1/2%, trouve encore le moyen de mettre de côté un surplus de		<u>\$218 078</u>

soit 3 1/2% de plus, formant un profit total de 18%.

Le "Twin City Rapid Transit" couvrant 264 milles de chemin sur un capital payé de
établit des profits nets de
soit 11%, et après avoir payé ses dividendes, accuse encore un surplus de
soit encore au-dessus de 1%.

\$19 511 000

\$2 114 776

\$203 030

Le "Winnipeg Electric" qui fournit la lumière et la traction électrique depuis 1904 réalise déjà 13% de bénéfices nets et accuse un surplus de
tout cela sur un capital de

\$147 000

\$4 000 000

Plus près de nous, le tramway électrique d'Halifax, sur un capital payé de
se paie un dividende de
soit au-delà de 10%.

\$1 350 000

\$137 523

Le "Montreal Street Railway", sur un capital payé de y compris le "Park & Island" réalise un bénéfice net de 11% et trouve moyen en payant les dividendes de mettre au compte de surplus une somme de
ce qui représente un autre 8%.

\$6 600 000

\$519 564

Son parcours s'étend sur 120 milles dans l'île de Montréal.

Tableau no 3

Éclairage électrique

En 1901, 17 usines avec un capital de

\$3 464 712

Produisaient une valeur de

\$646 563

Les dépenses pour matériaux étant de

\$4 644

Combustible

16 426

Loyers d'usine

34 915

Loyers de bureaux

85 113

Taxes municipales

9 762

Taxes provinciales

4 687

Gages

146 558

\$202 105

En calculant l'intérêt à 6% sur le capital

\$207 882

\$409 987

Le profit additionnel à 6 3/4% serait de

\$236 576

En 1905, 55 usines produisaient une

valeur dont le profit rationnel à la

Province serait de 12 3/4%-3% soit

1 013 428

La compagnie "Electrical Development"

d'Ontario, avec une dépense d'ins-

tallation de

\$2 657 577

Se paie des dividendes de

\$920 310

Soit 9 1/2%, plus

56 287

\$976 597

La compagnie "London Electric" sur un

capital payé de

\$392 500

Se crée des dividendes de

\$26 265

soit 9 1/2%.

La Compagnie électrique de Toronto, sur

un capital de

\$2 996 440

Trouve moyen de se payer des dividendes de 7% et de mettre de côté une réserve de 10%.

La Compagnie "Montreal Light, Heat and Power" qui comprend le gaz, avec un capital apparent de

\$26 541 511

Se paie un dividende de 6%

\$1 599 142

Tandis qu'en réalité c'est du 12%, à cause des réserves.

Tableau no 4

Gaz d'éclairage et de chauffage

En 1901, 4 usines avec un capital de	\$1 810 659	
Produisaient une valeur de		\$922 777
Les dépenses pour matériaux étant de	\$271 304	
Les dépenses pour combustible étant de	13 700	
Les dépenses pour loyers d'usine	1 878	
Les dépenses pour loyers de bureaux	6 500	
Taxes municipales	5 375	
Taxes provinciales	504	
Gages	89 860	
	<u>\$389 121</u>	
En calculant l'intérêt à 6% sur capital	108 639	\$497 760
Et le profit additionnel à 23 1/2%		<u>\$425 017</u>
Le profit rationnel à la province		
serait de 29 1/2%-3%		\$479 815
Bemis prétend avec raison que le profit peut être diminué de 20%.		

Tableau no 5

Aqueducs

L'aqueduc de Montréal coûta dans l'origine	\$9 228 675
Le revenu est évalué en 1904 à	<u>757 405</u>
La dépense d'entretien est de	<u>150 185</u>
Le nouveau système pour la moitié de la province, conduisant l'eau des Laurentides aux villes et villages coûtera	<u>\$16 000 000</u>
Le revenu possible pour cette moitié serait de	800 000
Les débentures représenteraient un intérêt de 3%	<u>480 000</u>
Le profit net à la province serait de 2%	<u>320 000</u>

Aqueducs provinciaux

Ville	Population	Prise d'eau	Capacité en gallons	Coût	Entretien
Aylmer	1 726	Rivière	1 200 000	\$45 000.00	\$1 500
Beauharnois	1 600	Rivière	900 000	32 000.00	
Beauport	1 200	Sources		34 000.00	
Chicoutimi	5 500	Rivière		38 000.00	200
Coaticook	3 500	Sources		52 000.00	1 200
Cookshire	1 003	Sources		20 000.00	300
Cowansville	700	Sources		21 655.00	200
Danville	1 000	Sources			
Fraserville	3 890	Lacs		175 000.00	1 000
Granby	4 000	Lacs		40 600.00	800
Hull	14 000	Rivière	6 000 000	420 000.00	6 000
Huntingdon	1 200	Rivière			
Iberville	1 719	Rivière	8 640 000	45 000.00	1 800
Joliette	4 453	Rivière	5 300 000	40 000.00	1 000
Lachine	5 561	Rivière	500 000	145 000.00	5 600
Lachute	2 050	Rivière		20 000.00	
Laprairie	1 700	Rivière	144 000	20 000.00	300
Lennoxville	1 036	Source	120 000		
Lévis	7 783	Rivière	1 000 000	278 000.00	
Longueuil	3 300	Rivière	1 500 000		3 000
Louisville	1 500	Rivière		4 200.00	
Mastabie	1 400	Source			
Montréal	267 730	Rivière	34 000 000	9 200 000.00	169 000
Ormstown	1 050				
Québec	68 840	Lac & Rivière	10 000 000	2 500 000.00	20 000
Richmond	2 200	Rivière		24 000.00	400

Rimouski	1 470	Puits			
Sainte-Anne de la Pocatière	1 200	Rivière			
Saint-Henri	21 192	Rivière		112 000.00	
Saint-Hyacinthe	9 329	Rivière	4 250 000	225 000.00	7 000
Saint-Jérôme	3 619	Source		40 000.00	700
Saint-Jean	4 030	Rivière	1 800 000	150 000.00	2 500
Saint-Paul	1 700	Lacs		40 600.00	800
Sainte-Scholastique	1 000	Puits Rivière			
Sherbrooke	11 765	Rivière	2 500 000	196 795.51	15 000
Sorel	8 892	Rivière	1 000 000	120 000.00	4 500
Terrebonne	2 000	Rivière		30 000.00	530
Trois-Rivières	9 981	Rivière	3 500 000	177 829.00	9 000
Valleyfield	12 000	Rivière	2 250 000	160 000.00	1 500
Vaudreuil	1 000	Puits			
Waterloo	3 000	Source Puits		25 000.00	500

Tableau no 6

Télégraphes et téléphones

En 1905, le "Montreal Telegraph", avec un capital payé de	<u>\$2 000 000</u>	
Dont environ 1-10 dans Québec	<u>200 000</u>	
Produisait des dividendes de 8%		<u>\$16 000</u>
Sans compter un surplus de		<u>9 540</u>
Le profit rationnel à la province représenterait environ		\$18 000
En 1905, le "Bell Telephone", avec un capital payé de	<u>\$9 916 960</u>	
Dont environ la moitié dans la province	<u>4 958 480</u>	
Produisait des dividendes de 8%	<u>356 698</u>	
Sans compter un surplus de	<u>500 000</u>	
Le profit rationnel à la province représenterait environ		\$371 000
En 1905, le "People's Telephone", avec d'autres compagnies mutuelles au capital de	<u>\$200 000</u>	
Produisaient un profit de		<u>\$12 000</u>
Total provincial possible		<u>\$401 000</u>

Tableau no 7

Pulpe

En 1901, 14 moulins, avec un capital de	<u>\$6 064 222</u>	
Produisaient une valeur de		\$2 421 068
Les dépenses pour matériel étant de	\$801 092	
Les dépenses pour combustible	22 640	
Les dépenses pour loyers	215 460	
Les dépenses pour taxes municipales	6 509	
Les dépenses pour taxes provinciales	2 863	
Les dépenses pour gages	508 228	
	<u>\$1 556 792</u>	
En calculant l'intérêt à 6% sur capital	<u>363 853</u>	<u>\$1 920 645</u>
Et un profit additionnel à 8 1/4%		<u>500 423</u>
Le profit rationnel à la province serait 14 1/4-3%		<u>682 224</u>

Québec représente les 17-20 de la production au Canada. En 1901, les 14 moulins employaient 34 970 chevaux-vapeurs, tant par charbon que par eau. En 1905, 32 moulins fonctionnaient dans la province.

Tableau no 8

Amiante et asbestique

En 1901, 6 établissements,		
avec un capital de	<u>\$1 931 500</u>	
Produisaient une valeur de		<u>\$416 832</u>
Les dépenses s'élevaient à	<u>\$233 648</u>	
L'intérêt sur capital à 6%	<u>115 890</u>	<u>349 538</u>
Le profit additionnel à 3 1/2%		<u>67 294</u>
En 1905, 15 établissements,		
avec un capital de	<u>\$4 828 750</u>	
Produisaient une valeur de		<u>\$1 186 795</u>
Les dépenses s'élevaient à	<u>584 120</u>	
En calculant l'intérêt à 6% sur capital	<u>259 725</u>	<u>843 845</u>
Et un profit additionnel à 7%		<u>342 950</u>
Le profit rationnel à la		
province serait de 13-3%		<u>\$482 875</u>
Les établissements d'amiante de la province sont les seuls en Canada.		
Le Canada fournit 80% de la consommation du monde entier.		

Tableau no 9

Liqueurs alcooliques

En 1901, 18 établissements manufactu-		
riers, avec un capital de	<u>\$3 069 236</u>	
Produisaient une valeur de		<u>\$1 617 903</u>
Les dépenses pour matériaux		
étant de	<u>523 006</u>	
Les dépenses pour combust-		
tible	<u>52 403</u>	
Les dépenses pour loyers		
de force d'usine	<u>2 090</u>	
Les dépenses pour loyers		
de bureaux	<u>260 053</u>	
Les dépenses pour taxes		
municipales	<u>20 311</u>	
Les dépenses pour taxes		
provinciales	<u>5 941</u>	
Les dépenses pour gages	<u>204 831</u>	
	<u>\$1 068 635</u>	
En calculant l'intérêt à		
6% sur capital	<u>184 154</u>	<u>\$1 252 789</u>
Et un profit additionnel		
à 11 7/8		<u>365 114</u>
Le profit rationnel		
à la province serait		
de 17 7/8-3%		<u>465 548</u>
La vente en détail de 1904		
de ces mêmes liqueurs pro-		
duisit un profit de		<u>2 667 000</u>
En déduisant le coût des		
licences et l'intérêt sur		
le capital		<u>772 000</u>
Le profit rationnel à la		
province serait de		<u>\$1 895 000</u>

Tableau no 10

Crédit et prêts

\$15 000 000 à 4% produiront \$600 000
 Dont 1% profit rationnel à la province serait de \$150 000

Résumé des capitaux à considérer

Capital de la dette consolidée	\$34 471 110	
Capital de la dette temporaire	700 000	Suivant
Capital des dépôts	267 160	Tableau
Capital du Pacifique	7 000 000	no 1
Capital des avances	540 000	
Capital du compte fédéral	1 473 609	
Capital d'emprunt pour traction électrique	\$14 329 367	suiv. tabl. no 2
Capital d'emprunt pour éclairage électrique	10 394 136	suiv. tabl. no 3
Capital d'emprunt pour aqueducs	16 000 000	suiv. tabl. no 5
Capital d'emprunt pour pulpe	6 064 222	suiv. tabl. no 7
Capital d'emprunt pour amiante	4 828 750	suiv. tabl. no 8
Capital d'emprunt pour crédit	15 000 000	suiv. tabl. no 10
Total	\$66 616 475	

Applaudissements.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) Je dois, dit-il, féliciter le député de Chambly pour le beau travail qu'il vient de nous soumettre, et le remercie pour les renseignements intéressants qu'il a bien voulu nous fournir. Son discours constitue un document précieux.

Le ministère accepte avec plaisir la motion de confiance que le député de Chambly vient de mettre devant la Chambre. Le député de Chambly vient de faire un discours éloquent et il a le droit d'être fier du succès qu'il a obtenu; car la Chambre ne lui a pas ménagé ses applaudissements. Les suggestions qu'il a faites sont toutes très importantes et d'un caractère très sérieux. J'ai suivi ses remarques avec beaucoup d'intérêt et je m'empresse de dire que cette étude mérite le succès que le député de Chambly espère. Quant à la question de savoir ce que fera le gouvernement il est assez difficile de répondre immédiatement. Les questions posées sont trop importantes pour n'y pas songer quelque temps. Le cabinet est prêt à soumettre à une étude sérieuse les suggestions contenues dans le travail du député de Chambly. Le représentant de Chambly ne nous a pas cité de pays qui fabrique de la pulpe, administre des compagnies de tramway et prend en charge les aqueducs. L'idée, cependant, de cette nationalisation des services d'utilité publique, mérite d'être étudiée. Ce qui m'effraye, je l'avoue, et l'obstacle que j'y vois tout d'abord, c'est toujours le manque d'argent. Pour réaliser ces idées et établir ce système, il faudrait emprunter plus de \$60 000 000. Or, la province est déjà endettée de plus de \$25 000 000. Je dois déclarer à la Chambre et à la province de

Québec, que le gouvernement ne s'engagera pas dans cette voie sans en étudier les conséquences. Il faudrait même mieux avant de se lancer dans ces systèmes de consulter l'opinion populaire.

Je remercie donc encore une fois le député de Chambly pour le témoignage de confiance qu'il a donné au gouvernement.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Compagnies d'assurances

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 137) amendement les articles 5279 et 5284 des statuts refondus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. Roy (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de ville

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 140) amendement les statuts refondus concernant les corporations de ville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Réserve de forêt, de chasse et de pêche en Gaspésie

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 8) établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Saint-Germain de Rimouski

L'ordre du jour appelle la Chambre à prendre en considération les amendements faits en comité général au bill (no 38) amendement la charte de la ville de Rimouski.

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Hochelaga (M. J.-L. Décarie) que ces amendements soient maintenant lus pour la première fois.

Adopté sur division.

Lesdits amendements sont ensuite lus pour la deuxième fois sur division et adoptés sur division.

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église "Messiah"

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 41) constituant en corporation l'Église du "Messiah" (Unitarian) de Montréal et ratifiant un certain acte de donation et de transport fait par ladite Église.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Donation Drummond

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 80) ratifiant un acte de donation d'une propriété fait par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company", en qualité de fidéicommissaire, pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et

des vieillards.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pauvres clarisses de Valleyfield

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 61) constituant en corporation les pauvres clarisses de Valleyfield.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 44) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 64) amendement la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean et les lois qui l'amendent.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu pour la

troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Lévis

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

"The Financial and Trust Corporation"

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 57) amendement la loi 3 Édouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Édouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la "Financial Corporation" en celui de "The Financial and Trust Corporation".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Propriétaires de billards et de jeux de quilles

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saint-Nazaire de Dorchester

M. A. Morisset (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 75) détachant des municipalités de Saint-

Léon de Standon et de Saint-Malachie, certains lots du canton de Buckland, et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Morisset (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Imperial Trust Company"

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 78) amendement la charte de l'"Imperial Trust Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terre no 42 de la Longue-Pointe

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 92) autorisant les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre le lot no 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer Québec Central

M. A. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 43) amendement la charte du chemin de fer Québec Central soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Chemin de fer Québec et Baie-James

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour que le bill (no 71) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec et Baie-James soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Ville de Notre-Dame-de-Grâces

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâces soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Université McGill

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 83) concernant l'université McGill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 3) abolissant la mort civile;
- bill (no 31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec;
- bill (no 32) constituant en corporation les sœurs de Saint-François d'Assise;
- bill (no 60) constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 36) constituant en corporation la congrégation des servantes du Très Saint-Sacrement;
- bill (no 59) constituant en corporation le Club Viger, de Montréal,

Servantes du Très Saint-Sacrement

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 36) constituant en corporation la congrégation des servantes du Très Saint-Sacrement. Les amendements

sont lus pour la première fois.

Club Viger

La Chambre procède à prendre en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 59) constituant en corporation le Club Viger, de Montréal. Les amendements sont lus pour la première fois.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Ce discours a été repris intégralement dans la brochure no 507 de la collection "Brochures canadiennes", conservée à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Cet exemplaire contient quelques corrections manuscrites qui semblent d'époque. À chaque fois qu'il y avait de telles corrections, nous les avons indiquées entre parenthèses.

2. Ces deux derniers mots avaient été biffés.

Séance du 16 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 20.

**Village de Bordeaux
et J.-O. Paquet**

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose que les pétitions du village de Bordeaux et Joseph-Octave Paquet soient lues et reçues.

Adopté à l'unanimité.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- la pétition de la corporation du village de Bordeaux demandant une loi la constituant en municipalité de village;
- et de Joseph-Octave Paquet et autres, de Québec.

Rapports de comités:

M. M. Perrault (Chambly) pour M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir:

- de la "Sherbrooke Lumber Company" demandant une loi la constituant en corporation;
- de l'Association Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, demandant des amendements à sa charte;
- de l'École de pharmacie de l'université Laval, à Montréal, demandant une loi la constituant en corporation;
- de la corporation du village de Saint-Joseph-de-Bordeaux demandant une loi la constituant en corporation.

M. M. Perrault (Chambly): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill (no 82) amendant la charte de la ville d'Outremont et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième

rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 56) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf et l'a adopté avec un amendement.

Introduction de bills:

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 77) concernant la "Sherbrooke Lumber Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph-de-Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 46) constituant en corporation l'École de pharmacie de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) pour M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) demande la permission d'introduire un bill (no 89) amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) pour M. F.-H. Daigneault (Bagot) demande la permission d'introduire un bill (no 127) amendant la loi des cités et des villes, 1903.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) demande la permission d'introduire un bill (no 23) amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des "Homesteads".

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande des explications.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Ce bill a pour but de permettre aux colons de faire des emprunts pour se former en syndicats pour l'achat d'animaux,

d'instruments aratoires, constructions de beurreries, en un mot, pour aider tout ce qui concerne l'agriculture. Ce bill a été demandé lors du congrès de Saint-Jérôme.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 124) amendant les articles 1220, 2143 et 2144 du code civil, ainsi que l'article 30 du code de procédure civile, concernant les écrits faits et les affidavits donnés en dehors de la province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre: bill (no 91) constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec.

Association des opticiens

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 91) constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec. Les amendements sont lus pour la première fois.

Cour suprême et Cour d'échiquier

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 16) concernant la Cour suprême et la Cour d'échiquier du Canada soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, article 1064

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no

148) amendant l'article 1064 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Interpellations:

"Montreal Light, Heat & Power Company"

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. À quelle époque a été concédé à la "Montreal Light, Heat & Power Co." le lit de la rivière Richelieu, en amont du barrage de Chambly?

2. Combien de milles ont été concédés à la "Montreal Light, Heat & Power Co."?

3. Quel prix a payé cette compagnie pour cette concession?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Le 23 février 1905 et le 24 février 1905.

2. 213 100 milles: 1617 arpents.

3. \$5 800.

Dette consolidée et non-consolidée

M. M. Perrault (Chambly): Quelles étaient les balances nettes de la dette consolidée et non consolidée au 1er juillet de chacune des années 1901, 1902, 1903 et 1904, respectivement?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome):

1901 Consolidée	\$25 022 381.05
Non consolidée	1 048 366.05
1902 Consolidée	24 933 444.26
Non consolidée	1 138 974.74
1903 Consolidée	24 834 728.95
Non consolidée	1 140 787.84
1904 Consolidée	24 731 109.39
Non consolidée	1 068 984.95

Demande de documents:

Bureau provincial d'hygiène

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe) (1), qu'il soit mis devant la Chambre copie du détail des items sur lesquels porte l'allocation de \$12 000, pour le Bureau provincial d'hygiène, avec le nom et le salaire de chaque officier.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): En vertu de l'acte 1 Édouard VII, chapitre 19 amendant la loi d'hygiène de la province de Québec, un conseil formé de sept membres a été créé pour surveiller l'hygiène et la salubrité publique dans la province de Québec. Ce conseil a pour président le Dr E.-P.-S. Lachapelle, une autorité en matière d'hygiène. Son salaire est de \$400. Le secrétaire, Dr Elzéar Pelletier, reçoit \$2 200

par année. Ce conseil a le pouvoir de nommer, selon les circonstances, des inspecteurs, ou tous autres officiers qui sont payés d'après le travail qu'ils accomplissent. Les officiers actuels du bureau d'hygiène sont: M. Beaudry, avec un salaire de \$1 500, inspecteur; le docteur Prévost, \$1 000; J.-B. Bonnier, (2) \$1 000, et M. Fortin, \$300. Il

faut aussi tenir compte, dans le budget du Bureau d'hygiène, des frais de déplacement de ces officiers et du conseil. Le total des salaires est de \$7 460.

Le gouvernement pave les dépenses de voyage des membres de ce Bureau d'hygiène chargé de faire respecter les lois d'hygiène dans toute la province. Ainsi, en 1904-05, les dépenses de voyage ont été de \$4 524 (3). La somme totale est donc de \$12 014, soit \$14 de plus que l'argent voté.

Ce montant dépensé par le Bureau d'hygiène l'a été dans l'intérêt de la santé et de la salubrité publique.

Il réfère le représentant de Chambly (M. M. Perrault) à son rapport annuel.

Je conseille, dit-il, au député de Chambly de lire le rapport du Dr Elzéar Pelletier; il y trouvera des détails intéressants.

La proposition est adoptée.

Bureaux du département des Mines

M. G. R. Smith (Méqantic) (4) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance en rapport avec l'état actuel des réparations et de l'entretien des bureaux du département des Mines.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) après avoir expliqué le but de cette motion, dit qu'en effet il est à organiser le département des Mines. Il veut, vu l'importance que ce département prend tous les jours, qu'on y trouve une organisation parfaite à tous les points de vue.

Il est présentement à conclure certaines ententes, afin que ce département soit aménagé dans des bureaux spacieux. Il le réorganise et espère ainsi l'établir de façon plus adéquate.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Les bâtisses du Parlement de Québec, dit-il, ne sont plus "up to date". Je trouve que les employés sont trop isolés les uns des autres.

Il serait avantageux d'abolir l'ancien système où chaque employé possède son propre bureau et d'installer de grandes salles dans chaque département afin de regrouper tous les employés.

Les employés travailleraient sous la surveillance du chef de bureau, ce qui aurait pour effet d'épargner beaucoup d'argent au gouvernement et beaucoup de temps à ceux

qui désirent obtenir des renseignements dans les départements et qui sont souvent renvoyés de Caïphe à Pilate, et de Pilate à Hérode. La surveillance et le contrôle est plus simple. Les étrangers qui désirent des renseignements les trouvent plus facilement. Autrement on peut quelquefois errer toute la journée dans les couloirs, de bureau en bureau, sans ne jamais rien obtenir.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Je prends en bonne part les remarques du député de Laval. Il y a eu si souvent des changements des différentes branches d'un ministère à un autre, que vraiment la chose a toujours été difficile à faire. Malheureusement, la bâtisse est trop petite. Mais on peut être sûr que le gouvernement cherchera à faire pour le mieux.

M. M. Perrault (Chambly) profite de l'occasion, pour demander de placer à tous les coins d'édifices, à tous les étages et aux extrémités de chaque corridor, des indicateurs afin de faire connaître ce qu'il y a sur ce corridor et éviter aux gens de courir toute la bâtisse pour avoir un renseignement. Ces indicateurs épargneront beaucoup de temps à ceux qui ont affaire aux départements.

La proposition est adoptée.

Charte de Lévis

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.

Adopté.

En comité:

Le préambule et les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La cité de Lévis est et demeure séparée du comté de Lévis pour les fins municipales".

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. La ville de Lévis est et demeure séparée du comté de Lévis pour les fins municipales".

Les articles 4 à 44 sont adoptés.

Le comité fait rapport qu'il a étudié le bill et qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son

concours.

"Royal Trust Company"

M. L.-A. Taschereau (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 67) amendement la charte de la "Royal Trust Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Richmond, Drummond et Yamaska Mutual Fire Insurance Company"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The Sovereign Fire Insurance Company"

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 63) constituant en corporation "The Sovereign Fire Insurance Company".

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Convention entre Montréal et le Canadien du Pacifique

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 45) ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Servantes du Très Saint-Sacrement

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 36) constituant en corporation la congrégation des servantes du Très Saint-Sacrement. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Club Viger

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 59) constituant en corporation le club Viger, de Montréal. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Quebec Paper Box Company"

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 69) constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Dominion Corset Company"

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 70) constituant en corporation "The Dominion Corset Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Foncière

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 87) concernant La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession Félix Décarie

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 96) ratifiant un acte de partage passé entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Sovereign Fire Insurance Company"

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 63) constituant en corporation "The Sovereign Fire Insurance Company".

Adopté.

En comité:

Le titre du bill est amendé en remplaçant le mot "Sovereign" par le mot "Sterling".

Le comité étudie le préambule du bill qui se lit comme suit:

Attendu que les personnes ci-dessous mentionnées ont, par pétition, demandé d'être constituées en corporation, elles et d'autres, sous le nom de "The Sovereign Fire Insurance Company", pour faire les opérations d'assurance contre le feu et ses conséquences;

Et attendu qu'une association de cette nature serait très utile aux intérêts de la province de Québec, et qu'il convient en conséquence d'accéder à la demande des pétitionnaires;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Le préambule est amendé en remplaçant le mot "Sovereign" par le mot "Sterling".

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. George G. Burnett, courtier d'assurance, de Toronto, Colin Miller McGuaig, courtier de Montréal; Étienne Dussault, entrepreneur, de Lévis; A. Bénoni Dupuis, marchand, et Henry Alleyn, comptable, ces derniers de Québec, et toutes autres personnes ou corporations, qui, de temps à autre, deviendront porteurs d'actions de ladite association, sont constituées en corporation sous le nom de "The Sovereign Fire Insurance Company", et, sous ce nom, ils auront succession perpétuelle et un sceau commun, avec pouvoir de le changer à volonté, et pourront poursuivre et être poursuivis, plaider et se défendre devant tout tribunal quelconque.

Cet article est amendé en remplaçant le mot "Sovereign" par le mot "Sterling".

Les articles 2 à 13 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que ce bill soit maintenant lu pour

la troisième fois.

Adopté.

Il est résolu que son titre soit "Loi constituant en corporation "The Sterling Insurance Company".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

**Rapport de la Commission
de la révision et de la
refonte des statuts**

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dépose sur la table de la Chambre le rapport de la Commission chargée de la révision et de la refonte des statuts généraux de la province de Québec, avec la première partie du projet de refonte. (Document de la session no 38)

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. D'après le compte rendu de l'Événement du 17 février 1906, il appert que MM. Lacombe et Daigneault n'étaient pas en Chambre.

2. Alors que le Soleil du 17 février 1906 parle de M. J.-B. Bonnier, le Hérald mentionne le Dr. G. W. Bounier et le Star, Dr. G. W. Bonner.

3. Ce chiffre vient du Canada du 17 février 1906 mais ce n'est pas celui du Soleil qui donne \$4 550 et de la Patrie qui écrit \$4 554.

4. Selon la Presse, M. Smith n'était pas en Chambre.

Séance du 19 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 40 (1).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de Joseph-Octave Paquet et autres contre le bill (B) du Conseil législatif intitulé "Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée et lui accordant de nouveaux pouvoirs";
- et du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec demandant une loi amendant la loi concernant l'éducation en cette province quant à certains pouvoirs du bureau desdits commissaires.

Introduction de bills

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 120) amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Ce projet de loi concerne l'admission à la pratique de la médecine.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 24) amendant l'article 1149 du code civil en ce qui regarde les jugements dans les actions pour intérêt usuraire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Dépôt de documents:**Comptes publics**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1906, pour production d'une copie de tous documents expliquant la nature de la défalcation ou détournement au montant de \$39 388.23, mentionné dans les comptes publics, à la colonne des recettes, depuis le 30 juin 1886 et l'origine des billets ou effets non échus au montant de \$44 625.80, mentionné aussi dans les comptes publics, à la colonne des recettes, depuis 1890. (Document de la session no 39)

Convention forestière fédérale

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6

février 1906, pour la production d'une copie des documents et de la correspondance échangés entre le gouvernement de la puissance et celui de la province, au sujet de la convocation de la convention forestière fédérale, tenue les 10, 11 et 12 janvier 1906, en vertu d'une décision du Parlement fédéral, à sa session de 1905. (Document de la session no 40)

Charte de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. J.-A. Charet (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Charte d'Outremont

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 82) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

**Chemin de fer
du comté de Portneuf**

M. É.-A. Panet (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 56) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. É.-A. Panet (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des opticiens

La Chambre procède, de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 91) constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Municipalité scolaire de Saint-Michel-Archange

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) (2) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. J. H. Kelly), que le bill (no 79) érigeant la corporation de la paroisse de Saint-Michel-Archange, de Montréal, en municipalité scolaire distincte, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande des explications et un délai, le représentant de Montréal no 6 (M. M. J. Walsh) n'étant pas en Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) insiste afin de permettre la deuxième lecture de ce bill; les explications seront fournies au comité des bills privés.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Sherbrooke Lumber Company"

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 77) concernant la "Sherbrooke Lumber Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village de Bordeaux

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph-de-Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

École de pharmacie de Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 46), constituant en corporation l'École de pharmacie de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 89) amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

École normale McGill

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1. Quelles gratifications sont accordées aux étudiants de l'école normale McGill?

2. Quel est l'objet de ces gratifications?

3. Est-ce que ces gratifications sont données en certains cas pour encourager les élèves de l'école normale McGill à aller suivre les cours à l'université McGill, après avoir pris leurs diplômes à l'école normale McGill?

4. (a) Quelle résolution a été soumise au comité protestant du Conseil de l'instruction publique quant à l'emploi de ces gratifications relativement au nombre? d'élèves qui suivent les cours de l'université McGill? (b) Quelle est la date de cette résolution?

(c) Qui a proposé et a appuyé cette résolution? (d) Espère-t-on que les élèves de l'école normale McGill, après avoir fréquenté les cours de l'université McGill, enseigneront dans les écoles élémentaires de la province?

5. Quelle a été la moyenne des diplômes accordés aux nouveaux instituteurs protestants pour les années 1890 à 1897, toutes deux inclusivement, et pour les années 1898 à 1905, toutes deux inclusivement?

6. Est-ce que l'effectif des instituteurs nouveaux, de 1890 à 1897, a été bien considérable?

7. D'où proviennent les chiffres qui figurent à la page 294 du dernier rapport du surintendant de l'Instruction publique, indiquant que les recettes de l'université McGill ont été de \$391 000.00 et ses dépenses de \$363 161.86?

8. Le fonds des licences de mariage sert-il à fournir les allocations accordées annuellement à l'université McGill, suivant la recommandation du comité protestant?

9. Est-ce que l'allocation à l'université McGill est faite suivant la discrétion accordée au comité protestant par l'article 450 de la loi scolaire?

10. (a) Le gouvernement a-t-il pris connaissance d'un rapport du département de l'Instruction publique déclarant "qu'il ne voyait aucune raison de demander au comité protestant de faire des changements à ses règlements"? (b) Existe-t-il, dans notre système provincial, un département de l'Instruction publique capable de faire un tel rapport au comité protestant?

11. Quelles concessions le comité protestant a-t-il faites (s'il en a faites) depuis les huit dernières années "à la faiblesse de certains arrondissements scolaires pris individuellement"?

12. Combien d'élèves des académies protestantes ont été immatriculés à l'université McGill depuis 1898?

13. (a) Y a-t-il eu quelque changement

durant les cinq dernières années dans le montant fourni à même les fonds de la province pour les examens d'immatriculation de l'université?

(b) Qui a proposé ce changement?

(c) Quels sont les examinateurs de ces élèves d'académies aspirant à cette immatriculation?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) (3):

1. Le règlement 63 du comité protestant se lit comme suit:

Tout porteur d'un diplôme d'école élémentaire avancée, d'une école modèle ou de jardin de l'enfance, démontrant qu'il a enseigné avec succès dans une école de cette province sous le contrôle des commissaires ou des syndics d'écoles, recevra du principal de l'école normale, à même les fonds de ladite école, la somme de deux piastres pour chaque mois d'enseignement efficace, n'excédant pas huit mois chaque année, durant chacune des deux années scolaires qui suivent immédiatement la collation de son diplôme. Si dans deux années consécutives d'assistance à l'école normale, un élève-maître a obtenu un diplôme d'école élémentaire avancée et un diplôme d'école modèle ou de jardin de l'enfance, le montant à payer, sera de quatre piastres par chaque mois; s'il s'écoule trois termes de l'école normale entre l'admission de l'élève-maître et la collation du second diplôme, le montant devant être payé sera de trois piastres par mois.

Règlement 65 - Sur l'octroi d'un diplôme d'école élémentaire avancée, d'un diplôme d'école modèle ou d'un diplôme de jardin de l'enfance, tout élève-maître de l'école normale McGill recevra du principal de l'école normale, à même les fonds de l'école, la somme de cinq centins pour chaque mille de distance, en sus de cinquante milles dans la province de Québec, entre sa résidence et la cité de Montréal.

2. De rembourser dans une certaine mesure aux instituteurs les frais encourus pour fréquenter l'école normale.

3. Puisque ces qualifications sont données aux instituteurs, après qu'ils ont pris leurs degrés à l'école normale, qu'ils suivent ou non les cours d'une université, on ne peut pas dire qu'elles sont données pour encourager l'assistance à l'université.

4. (a) Il a été résolu que le règlement 63 du comité protestant fut amendé en y ajoutant la clause suivante: "Pour les fins de ce règlement deux années d'assistance efficace dans une université de la province seront considérées comme valant deux années d'enseignement avec succès, et cette assistance avec succès dans l'une des universités sera constatée par un certificat, d'année en année, du principal ou du doyen de la faculté des arts".

Ceci s'applique à l'université McGill

comme à l'université Bishop.

(b) Septembre 29, 1905.

(c) Leurs noms ne sont pas enregistrés.

(d) Les élèves de l'école normale McGill qui suivent les cours de l'université en agissent ainsi avec l'intention déclarée de se préparer à obtenir un diplôme d'académie et sur promesse faite par écrit d'enseigner au moins pendant trois ans dans la province, et l'on s'attend donc à ce qu'ils enseignent dans les écoles modèles ou les académies.

5. 363 et 139 respectivement.

6. Oui.

7. Du rapport fourni en premier lieu par le collège McGill pour l'année finissant le 30 juin 1904. Toutefois, dans ce rapport se trouve, au bas de la page, une note à propos des recettes qui se lit comme suit:

"Comprend donations, souscriptions et revenu en fonds spécial applicables aux années futures.

8. Non pas le fonds des licences de mariage, mais l'intérêt sur ce fonds et la moitié des honoraires de licences de mariage forme une partie du fonds général de l'enseignement supérieur. C'est de ce fonds général que McGill reçoit son allocation.

9. Non.

10. (a) Il n'existe pas de tel rapport écrit. Le rapport auquel on fait évidemment allusion a été dressé par le secrétaire anglais du département en réponse à une question qui lui a été faite par l'un des membres du comité protestant, à une réunion tenue le 30 janvier dernier.

(b) Oui. Voir articles 37 et 38 de la loi scolaire.

11. Cette question est trop vague.

12. Il n'y a rien dans les archives du gouvernement qui puisse indiquer de quelles écoles viennent les élèves immatriculés à McGill.

13. Aucuns fonds provinciaux ou fonds publics n'ont jamais été mis à contribution pour défrayer les dépenses de l'examen d'immatriculation de McGill.

Si la question s'adresse à ce que l'on appelle A. A., la réponse est: non.

(c) McGill fait avec l'aide des membres de son propre personnel l'examen de tous ceux qui demandent l'immatriculation, quelle que soit l'école où ils aient préalablement étudié. Elle accepte certains certificats qui tiennent lieu de ces examens.

Instruction publique et expositions universelles

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): 1. La province de Québec a-t-elle, depuis 20 ans, figuré aux sections d'instruction publique des différentes expositions universelles qui ont été tenues, soit en Europe, soit en Amérique?

2. Dans l'affirmative, auxquelles?

3. Avec quels résultats, quant aux

marques de distinction obtenues?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Oui.

2. À l'Exposition colombienne de Chicago, en 1893, et à l'Exposition universelle de Paris, en 1900.

3. (a) À l'Exposition de Chicago, il a été décerné 73 médailles ou diplômes d'honneur aux personnes ou aux institutions scolaires qui avaient pris part à cette exposition.

(b) Voici la liste officielle des récompenses obtenues à l'Exposition universelle de Paris en 1900:

CLASSE 1

Enseignement primaire

Le gouvernement de Québec, grand prix; les commissaires des écoles catholiques de Montréal, médaille d'or; les commissaires des écoles protestantes de Montréal, médaille d'or; les frères des écoles chrétiennes, médaille d'argent; les soeurs de la Congrégation Notre-Dame, de Montréal, médaille d'argent; Institut des clercs de Saint-Viateur, mention honorable; les soeurs du Bon-Pasteur, mention honorable; les soeurs de Sainte-Anne, mention honorable; les soeurs de la Charité, Québec, mention honorable; les soeurs de la Présentation de Marie, mention honorable; les frères du Sacré-Coeur, mention honorable.

CLASSE 2

Enseignement secondaire

Le gouvernement du Canada, grand prix; douze maisons de haute éducation, au Canada, sont mentionnées comme ayant contribué à l'obtention de ce grand prix, dont six de la seule province de Québec, savoir: le collège de Saint-Sulpice, le séminaire de Québec, le séminaire de Sherbrooke, le collège de Sainte-Marie, le séminaire de Trois-Rivières et le collège de Lévis.

CLASSE 3

Enseignement universitaire

Le gouvernement du Canada, grand prix; ont participé à cette récompense, dans la province de Québec, l'université Laval et l'université McGill.

CLASSE 4

Enseignement spécial des beaux arts, le Conseil des arts de la province de Québec, médaille d'argent.

Terre du canton Ditton, Compton

M. A. W. Giard (Compton): 1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Ditton, comté de Compton?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre actuellement sous licence de coupe de bois, dans le même canton?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. 61 600.

2. 27 milles carrés, ou 17 280 acres.

Frais pour examens du Bureau des examinateurs

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Quel a été le montant versé actuellement depuis 1898 par les aspirants aux examens du Bureau des examinateurs, en vertu de l'article 31 des règlements du comité catholique du Conseil de l'instruction publique?

2. Quel emploi a-t-il été fait de ces deniers?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. En l'année 1898, \$3 379.00; en 1899, \$4 223.00; en 1900, \$4 082.00; en 1901, \$4 158.00; en 1902, \$4 511.50; en 1903, \$5 244.50; en 1904, \$5 061.00; en 1905, \$5 427.00.

2. À indemniser les membres du Bureau central des examinateurs catholiques pour leur travail et leurs frais de voyage; à payer le traitement du secrétaire du bureau; à indemniser les nombreux examinateurs délégués chargés de la surveillance des candidats dans les différentes localités où se font les examens et à les rembourser de leurs frais de voyages, s'il y a lieu; à payer les frais d'impression, l'achat de papier, plumes et autres effets nécessaires que le bureau est tenu de fournir à tous les candidats, à payer les frais de poste et d'express, etc., etc.

Collaborateurs de l'Enseignement primaire

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Quel montant a été payé annuellement aux collaborateurs de l'Enseignement primaire, depuis 1897?

2. Quel est le nom des collaborateurs dont les services ont été rétribués et combien ont-ils reçu annuellement, chacun, depuis 1897?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Le gouvernement ne connaît rien des arrangements intervenus entre M. C.-J. Magnan et les collaborateurs de l'Enseignement primaire.

Ventilation des écoles de Gracefield

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Est-il à la connaissance du département de l'Instruction publique que les 9 écoles élémentaires de la municipalité de Gracefield n'ont aucun système de ventilation?

2. Dans l'affirmative, le département entend-il prendre des mesures pour obliger cette municipalité à se conformer aux exigences de la loi?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. et 2. Il n'existe dans la province aucune municipalité scolaire désignée sous le nom de "Gracefield" (4).

**Garde-chasse et garde-pêche,
M. J.-S. Dion**

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Quel travail J.-S. Dion, dont le nom figure comme garde-chasse et pêche, à la page 79 du dernier rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries, a-t-il fait, comme tel, pour retirer \$730.00 par année, soit deux piastres par jour, fêtes et dimanches compris?

2. Quelle est sa juridiction?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. Le travail de garde-chasse et garde-pêche.

2. Dans les cité et district de Québec.

**Garde-chasse et garde-pêche,
M. A. Veilleux**

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Quel travail Adolphe Veilleux, dont le nom figure comme garde-chasse et pêche, à la page 79 du dernier rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries, a-t-il fait, comme tel, pour retirer \$730.00 par année, soit deux piastres par jour, fêtes et dimanches compris?

2. Quelle est sa juridiction?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. Le travail de garde-chasse et garde-pêche.

2. Dans la cité de Québec.

Code municipal, article 1064

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 148) amendement l'article 1064 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, article 33

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 149) amendement l'article 33 du code municipal soit lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Droit de vote
aux élections municipales**

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 145) amendement l'article 291 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité de toute la Chambre.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Subsides

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande si le premier ministre a l'intention d'appeler bientôt la Chambre à siéger en comité de subsides.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'il le fera bientôt et qu'il l'aurait fait aujourd'hui même si le représentant de Brome (l'honorable J. C. J. S. McCorkill) n'avait été retenu à Montréal pour représenter le gouvernement à une fonction d'État.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. Selon le Quotidien de Lévis du 20 février 1906, l'Orateur aurait attendu jusqu'à 4 heures pour ouvrir la séance faute de quorum.

2. M. Walsh n'était pas en Chambre d'après le Star du 20 février 1906.

3. La Patrie du 20 février 1906 donne la précision suivante: "L'honorable M. Roy dépose sur la table, sans la lire, une longue réponse d'au moins dix pages".

4. Selon le Quotidien de Lévis du 20 février 1906, cette réponse a fort amusé la Chambre.

Séance du 20 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Dépôt de documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état d'affaires de l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul pour 1904-1905. (Document de la session no 19)

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 43) amendement la charte du chemin de fer Québec Central.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec des amendements:

- bill (no 146) amendement l'article 2098 du code civil;

- bill (no 134) amendement la loi corporative des compagnies à fonds social;

- bill (no 136) abrogeant la loi amendement l'article 4691 des statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté: bill (no 140) amendement les statuts refondus, concernant les corporations de ville.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition du bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec, demandant une loi concernant certains pouvoirs dudit bureau, et trouve que les avis n'ont pas été publiés; cependant votre comité recommande la suspension de la 51^e règle, convaincu qu'il est que toutes les parties intéressées ont été informées de la pétition.

Votre comité a examiné aussi les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, savoir:

- de la "North Eastern Railway Company" demandant une loi la constituant en corporation;

- et de Joseph Dion demandant une loi expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion.

Quant aux pétitions suivantes, savoir:

- d'Albert Jobin et autres, demandant une loi amendement la charte de la cité de Québec;

- et de La Broquerie de la Bruère, demandant une loi l'autorisant à pratiquer la profession de dentiste dans la province de Québec; votre comité trouve que les avis n'ont pas été donnés.

Le rapport est adapté.

Introduction de bills:

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 74) constituant en corporation "The North Eastern Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de ladite clause.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) demande la permission d'introduire un bill (no 118) amendement la loi concernant l'éducation dans cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) demande la permission d'introduire un bill (no 126) amendement l'article 246 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) demande la permission d'introduire un bill (no 119) amendement la loi des élections contestées de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 121) amendement les articles 89 et 686 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la pre-

mière fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (B) intitulé "Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet, Limitée, et lui accordant de nouveaux pouvoirs", pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Introduction de bills

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne) que le bill (B) du Conseil législatif amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée, et lui accordant de nouveaux pouvoirs, soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Droit de vote aux élections municipales

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 145) amendant l'article 291 du code municipal.

Adopté.

En comité:

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier): Le but de ce bill est de permettre aux électeurs municipaux des municipalités régies par le code municipal, d'user de leur droit de vote, même lorsqu'ils n'ont pas payé leurs taxes.

La loi actuelle place les propriétaires sur un pied d'infériorité à l'égard des locataires qui, eux, peuvent voter sans avoir payé leurs redevances à la municipalité.

M. J.-É. Caron (L'Islet) trouve que le fonctionnement de la loi actuelle donne de bons résultats et qu'il serait peut-être imprudent de la changer. Le cas n'est pas le même dans les municipalités régies par le code municipal que dans les villes. Les taxes sont peu élevées souvent c'est seulement quelques piastres, même quelques centins. L'inconvénient n'est plus le même. Il ne croit pas que le changement proposé soit à l'avantage des municipalités.

Il n'est que juste que ceux qui veulent avoir voix au chapitre de l'administration municipale commencent par payer ce qu'ils doivent à la municipalité.

M. N. Lemay (Lotbinière) appuie l'idée du représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret). Il proclame le droit des propriétaires de voter sans avoir payé leurs taxes municipales.

M. J.-C. Blouin (Lévis) croit que les conseillers d'une municipalité doivent être élus par le plus grand nombre d'électeurs possible pour bien représenter la majorité. À Lévis, on a fait l'expérience du système que préconise le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret) et les résultats ont été bons. Les taxes ont été payées comme avant et peut-être mieux qu'avant. Donc, l'argument en faveur de la plus grande facilité de collection que l'on donne en faveur de l'ancienne loi ne lui paraît pas très juste.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) se déclare en faveur du bill.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) ne combat pas le principe du bill, mais il croit qu'il vaudrait peut-être mieux fixer un temps. Ainsi, si l'on disait: "L'électeur qui ne payerait pas ses taxes pendant trois années consécutives" il croit que le bill deviendrait plus juste et rallierait toutes les opinions.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) se dit tout à fait contre ce bill. Aux termes actuels de la loi, les conseils municipaux ont la possibilité de percevoir les taxes à l'approche des élections municipales. Il ne croit pas qu'un seul conseil dans la province soit en faveur de ce changement et, en conséquence, il propose que le comité se lève.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) considère le bill trop important pour qu'il soit tué aussi rapidement et propose comme amendement que le comité se lève et rapporte progrès. La question en est une qui a une grande importance. Peut-être vaudrait-il mieux avoir l'opinion des intéressés, ou du moins laisser le temps de savoir qu'une telle loi est devant la législature. Car ce bill regarde toutes les municipalités régies par le code municipal dans la province.

L'amendement est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Loi des cités et villes

M. F.-H. Daigneault (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret) que le bill (no 127) amendant la loi des cités et des villes, 1903, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Le but de cette loi est de fixer le

chiffre de la population de certaines ville de la province. On demande de réduire de 2 000 à 1 500 âmes le chiffre de la population des villes existant déjà lors de l'adoption de la loi de 1903.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Interpellations:

Reddition des comptes publics au fédéral

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) pour M. M. Perrault (Chambly): Est-ce l'intention du gouvernement de mettre à l'étude l'adoption du système employé par le gouvernement de la puissance pour la reddition des comptes publics?

L'honorable J. C. J. 5. McCorkill (Brome): Cette question est trop vague pour y répondre.

Date d'expiration de l'année fiscale

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) pour M. M. Perrault (Chambly): Est-ce l'intention du gouvernement de changer la date de l'expiration de l'année fiscale du 30 juin au 31 mars, suivant la pratique adoptée en Angleterre et par le gouvernement de la puissance du Canada, tel qu'il appert par les comptes publics du Canada, en date du 15 décembre 1905?

L'honorable 3. C. J. S. McCorkill (Brome): Le gouvernement n'a pas étudié la question.

Cotisation scolaire

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quel est le pourcentage de la cotisation scolaire, par comté, dans la province de Québec?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):
Cotisation annuelle
et cotisation spéciale

	Par
	\$100
	\$ c
Argenteuil	0 81
Arthabaska	0 66
Bagot	0 39
Beauce	0 61
Beauharnois	0 34
Bellechasse	0 55
Berthier	0 31
Bonaventure	0 67
Brome	0 46
Chambly	0 27
Champlain	0 65

Charlevoix	0 26
Châteauguay	0 32
Chicoutimi	0 58
Compton	0 74
Deux-Montagnes	0 33
Dorchester	0 41
Drummond	0 62
Gaspé	0 82
Hochelaga	0 28
Huntingdon	0 37
Iberville	0 32
Jacques-Cartier	0 31
Joliette	0 31
Kamouraska	0 37
Labelle	1 25
Lac-Saint-Jean	0 59
Laprairie	0 26
L'Assomption	0 29
Laval	0 41
Lévis	0 21
L'Islet	0 29
Lotbinière	0 36
Maskinongé	0 33
Matane	0 73
Mégantic	0 61
Missisquoi	0 38
Montcalm	0 33
Montmagny	0 27
Montmorency	0 24
Montréal cité, catholique	0 25
Montréal cité, protestante	0 40
Napierville	0 23
Nicolet	0 35
Pontiac	0 73
Portneuf	0 43
Québec cité	0 24
Québec comté	0 35
Richelieu	0 34
Richmond	0 59
Rimouski	0 41
Rouville	0 25
Saguenay	0 48
Shefford	0 58
Sherbrooke	0 51
Soulanges	0 50
Stanstead	0 58
Saint-Hyacinthe	0 39
Saint-Jean	0 36
Saint-Maurice	0 32
Témiscouata	0 47
Terrebonne	0 49
Vaudreuil	0 31
Verchères	0 23
Wolfe	0 70
Wright	0 92
Yamaska	0 52

Demande de documents:

Octroi aux pères de douze enfants vivants

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois) qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance et des

documents se rapportant à l'octroi aux pères de douze enfants vivants, et à un prolongement de délai à leur être accordé pour faire valoir leur réclamation.

Il voudrait que le gouvernement prolonge de trois mois le délai accordé aux pères de douze enfants pour réclamer leurs primes, délai qui avait été limité au 1er juillet de 1905 par la loi de 1905 abolissant la loi Mercier. Un certain nombre de familles qui habitent dans des endroits de colonisation n'ont pas eu le temps de produire leurs déclarations avant le 1er juillet dernier.

Il explique que, dans son comté, il se trouve beaucoup de colons exilés au fond des bois et qui n'ont pu produire leur réclamation en temps opportun.

Il voudrait qu'on leur donne l'occasion de participer aux avantages de cette loi.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Les documents que demande le député de Maskinongé ne peuvent être produits parce qu'ils n'existent pas. Quelques députés - le député de Maskinongé en est un - m'ont parlé de la prolongation de ce délai. Ils m'ont exposé certains cas qui réellement mériteraient peut-être quelque sympathie. Je ne reviendrai pas sur cette loi. Pour moi, elle n'était pas bonne et comme il faut même faire l'expérience des choses pour juger de leur valeur, nous nous en sommes aperçu après sa mise à exécution. L'on sait qu'après 1904 beaucoup de licenciés ont refusé de payer le \$50 et dans trop de ces cas aussi il est tombé dans leurs domaines d'exploitation "de quinze ans" trop de terres propres à la culture. L'année dernière le gouvernement a assumé la charge de payer pour les licenciés. La valeur payée dépassait \$105 000, pour acquitter ces réclamations, afin de mettre un terme à cette mauvaise loi qui permettait aux marchands de bois de s'assurer la possession d'immenses réserves à vil prix. On a prolongé le délai jusqu'en juillet dernier. Malheureusement il est arrivé que malgré tout quelques uns ont encore et toujours négligé de faire valoir leurs droits et aujourd'hui le gouvernement se voit dans la nécessité de leur refuser ce qu'il a accordé à d'autres qui se sont plus occupés de faire valoir leurs droits en temps. Plusieurs pères de familles, sous prétexte qu'ils avaient "complété leur douzaine" en juillet ou en août, tout juste après l'expiration du délai, ont sollicité la faveur d'une exception. Ouvrir la porte à l'heure actuelle serait un mauvais précédent. Chaque année il faudrait recommencer.

Si la Chambre se rendait à cette requête, il faudrait accorder la même faveur une deuxième fois et troisième fois puis ainsi de suite, à n'en plus finir. Les conséquences déroulant de la stricte application de la loi sont, il est vrai, pénibles en certains cas,

mais il n'y a malheureusement rien à y faire.

Je sais qu'il existe des cas dignes de notre sympathie. Mais il ne faut pas se laisser trop attendrir. Le représentant de Maskinongé (M. G. Lafontaine) a fait son devoir en demandant du délai pour quelques-uns de ses électeurs; maintenant je lui demande, dans l'intérêt public, de ne pas insister d'avantage.

M. J.-M. Tellier (Joliette) s'informe si les réclamations faites après le premier juillet par des personnes ayant des droits antérieurs à cette date sont oui ou non valides.

Il s'enquiert si le gouvernement a accordé les \$50 à des personnes ayant fait leur demande après juillet 1905, mais dont les droits existaient avant.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) répond que depuis juillet tout est fini. Il dit que les réclamations fondées avant le 1er juillet dernier et qui n'ont pas été faites avant cette date, ne seront pas reconnues.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) insiste de nouveau.

La proposition est adoptée.

Charte d'Outremont

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 82) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que ce bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article de ce projet de loi qui autorise le conseil à emprunter \$15 000 sur simple résolution.

M. J.-M. Tellier (Joliette) trouve cette disposition un peu cavalière. Elle permet

d'endetter une municipalité sans que les contribuables s'en aperçoivent. L'on devrait exiger un règlement.

Cet article est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour achat de livres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) voudrait que le crédit pour achat de livres pour la bibliothèque soit augmenté.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) refuse.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa

Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes de la Bibliothèque de la législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande des améliorations.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que dans les circonstances, le gouvernement ne peut faire mieux.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier de la couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) s'étonne que l'on demande autant.

Il dit que les prix accordés au Soleil et Daily Telegraph sont trop élevés.

Il suggère certaines réformes.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que ce sont les prix faits par l'Imprimeur du roi.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) ajoute que les prix sont encore inférieurs à ceux que les imprimeurs demandent ordinairement.

L'item est adopté.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) et **M. G. Langlois (Montréal no 3)** prennent part aux discussions.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du 21 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 100) constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Company" et l'a adopté avec plusieurs amendements.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 97) intitulé "Loi amendant les lois 4 Édouard VII, chapitre 50, 5 Édouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines oppositions de la loi 54 Victoria, chapitre 55, concernant l'émission de dons ou d'obligations par le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal";

- bill (no 58) intitulé "LOI concernant le village du boulevard Saint-Paul";

- bill (no 98) intitulé "Loi ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company";

- bill (no 95) intitulé "Loi définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'hôpital des aliénés protestants augmentant l'étendue de ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits";

- et bill (no 83) intitulé "Loi concernant l'université McGill".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre;

- bill (no 85) intitulé "Loi amendant la charte de la ville de Fraserville";

- bill (no 101) intitulé "Loi constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec";

- bill (no 94) intitulé (Loi concernant les fideicommissaires de la succession de James O'Brien";

- et bill (no 50) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie T.-P. Pelletier".

Introduction de bills:

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) demande la permission d'introduire

un bill (no 25) amendant la loi de la pêche de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) demande la permission d'introduire un bill (no 22) amendant la loi de chasse de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) demande la permission d'introduire un bill (no 18) amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Ce projet a pour double but de conserver à la province ses ressources et d'augmenter son revenu.

Pour les fins de la protection du poisson et du gibier, on divisera la province en six districts: Ottawa, Montréal, Québec, Sherbrooke, Matapédia et Saguenay. Chacun de ces districts sera soumis à un inspecteur qui rapportera chaque mois à l'inspecteur général, à Québec, les contraventions venues à sa connaissance par l'intermédiaire des gardes ou autrement.

Le gros gibier sera protégé par un dispositif interdisant aux routiers publics ou "carriers" (compagnie de chemin de fer, etc.) le transport d'un animal pour lequel il ne sera pas justifié de l'autorisation du gouvernement.

La chasse au castor sera prohibée jusqu'en novembre 1908. Les autres gibiers à fourrure - loutre, martre, renard - seront aussi l'objet de dispositifs spéciaux, dont l'un obligera les chasseurs à rendre compte de leurs exploits dans les 15 jours du mois de mai.

Pour la chasse au petit gibier, le calibre des fusils est limité au no 8, l'usage des fusils automatiques, des yachts à vapeur ou à gazoline, etc. est défendu, et les gibecières devront être ouvertes sur un côté.

Le port d'armes est prohibé en dehors de la saison de la chasse.

Enfin, la seule pêche permise sera la pêche à la ligne.

Les pénalités de toutes sortes sont aggravées.

Le mode de location des territoires de chasse et de pêche sera changé. Le prix minimum de la location sera élevé d'une piastre à trois piastres par mille carré, et les territoires seront adjugés aux enchères, après annonces publiques.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) Demande la permission d'introduire un bill (no 27) relatif aux séances de la Cour de circuit dans le district de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 102) amendant la loi électorale de Québec,

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Dépôt de documents:

Bureau provincial d'hygiène

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose, sur le Bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1908 pour la production du détail des items sur lesquels porte l'allocation de \$12 000, pour le bureau provincial d'hygiène, avec le nom et le salaire de chaque officier. Document de la session no 41

Interpellations:

Collèges McGill et Bishop

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1. Le collège McGill et le collège Bishop de Lennoxville reçoivent-ils annuellement, ou autrement, une partie des sommes mentionnées dans l'article 450 de la loi scolaire, provenant des licences pour la célébration des mariages par les ministres protestants?

2. Dans l'affirmative, quel montant chacun de ces collèges reçoit-il?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Non, ils ne reçoivent aucune part de ces sommes de cette manière. Les sommes d'argent dont il est question ne sont pas distribuées séparément, mais deviennent une partie de deux fonds généraux.

Droit de vote aux élections municipales

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 145) amendant l'article 291 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Compagnies à fonds social

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier

le bill (no 134) amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Locataire et taxe municipale

M. E. Blanchard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 138) amendant l'article 291 du code municipal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. E. Blanchard (Verchères) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Dépôt de documents:

Colonisation

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) dépose sur la table de la Chambre un état des sommes dépensées dans divers districts électoraux pour la colonisation, à la date du 1er février 1906.

Il propose, appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier) que cet état soit publié dans les procès-verbaux et les Journaux de l'Assemblée législative, comme suit:

1er février 1906,
chemins de colonisation

Argenteuil	\$4 322.68
Arthabaska	89b.07
Beauce	2 278.14
Bellechasse	2 648.21
Bernier	1 731.59
Bonaventure	6 354.03
Brome	424.57
Cnamplain	1 000.00
Charlevoix	401.00
Châteauguay	150.00
Chicoutimi & Saguenay	4 853.68
Compton	581.01
Dorchester	1 893.59
Drummond	229.94
Gaspé	1 983.58
Huntingdon	200.00
Iles-de-la-Madeleine	450.00
Joliette	1 310.79
Kamouraska	1 474.75

Lac-Saint-Jean	11	415.14
L'Islet	1	199.48
Lotbinière		425.00
Maskinongé 2 888.76		
Matane	5	244.82
Mégantic 1 032.98		
MISSISQUOI 199.82		
Montcalm 955.31		
Montmagny 2 294.98		
Montmorency 1 920.17		
Nicolet 584.84		
Ottawa	20	572.89
Pontiac 4 745.12		
Portneuf	1	224.75
Québec 796.15		
Richmond 435.03		
Rimouski 2 244.30		
Saint-Maurice		993.23
Shefford 423.47		
Sherbrooke 690.70		
Stantead 495.75		
Témiscouata	5	509.70
Terrebonne 3 068.54		
Vaudreuil 572.75		
Wolfe 350.00		
Visites et explorations	10	962.51
Total	\$114	429.82
Adopté.		

Subsidies

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome); propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

M. A. Girard (Rouvillej demande si le gouvernement n'emploiera à l'avenir les \$130 000 votés que pour les routes de colonisation seulement.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) dit que l'argent voté sera surtout employé pour les fins de colonisation et que chaque demande sera prise en considération et considérée selon sa valeur.

M. J.-M. Tellier (L'Assomption) cherche à savoir ce qu'on entend par chemins de colonisation et quels systèmes on emploie pour la distribution de ces argents.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) croit que l'on suivra le système préconisé par les gouvernements antérieurs. C'est par arrêtés en conseil. Les officiers

des départements jugent de l'utilité, de la nécessité et du coût des travaux et sur leur rapport les argents sont distribués. Le gouvernement se fie aussi au patriotisme des députés. Par chemins de colonisation l'on doit comprendre non seulement les chemins ouverts dans les endroits de colonisation proprement dits, mais aussi les grandes artères qui conduisent dans les endroits de colonisation. J'ai l'intention, dit-il, d'affecter le plus possible aux chemins de colonisation dans des endroits de colonisation. Les demandes seront toujours traitées selon leur valeur.

M. A. W. Giard (Compton) réclame pour les vieux comtés une part des subsides de colonisation.

M. M. Perrault (Chambly) pose une question dans le même sens.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répondant au député de Chambly. Il annonce sa ferme intention de donner la préférence, dans la distribution des argents de la colonisation, aux chemins dans les comtés de colonisation, au lieu d'améliorer les chemins de vieilles paroisses. Ainsi, au lieu de payer pour l'amélioration des routes autour du fort de Chambly, il donnera de l'argent pour ouvrir des routes dans la région du Lac-Saint-Jean, où les pauvres colons sont obligés de transporter les vivres sur leur dos comme des bêtes de somme.

M. J.-M. Tellier (Joliette) fait remarquer que bien souvent ces argents ont été bien mal dépensés dans le passé. Les chemins de colonisation ne sont pas toujours construits aux endroits les plus utiles, sans doute parce que le ministère dispose de renseignements incomplets en la matière.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Les anciens chemins ont été très mal faits et presque toujours dans des endroits impraticables. Nous devons aujourd'hui dépenser beaucoup pour réparer ces erreurs.

Il assure qu'il fera tous ses efforts pour satisfaire aux véritables besoins des colons sans distinction de parti.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande au ministre des Terres et Forêts où en est rendu le travail de la classification des terres, en lots propres à la culture ou propres à l'exploitation forestière.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Nous avons mis à effet la loi de 1904. La classification est faite dans plus de 400 cantons. Je mettrai avant peu devant la Chambre un état du travail fait.

M. L.-P. Bernard (Shefford) fait remar-

quer qu'on a oublié son comté. L'an dernier il ne s'en est pas fâché parce qu'il a cru que le gouvernement avait fait tant de promesses pour les élections que les ministres ne savaient pas trop comment se tirer d'affaire. Cette année, il insiste pour que son comté obtienne justice.

M. L. Lafontaine (Maskinongé) prend la parole.

La proposition est adoptée.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose:

Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des sociétés de colonisation, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

M. P.-E. Leblanc (Laval) s'intéresse aussi aux sociétés de colonisation. Il veut connaître l'intention du gouvernement à leur égard.

Il demande pourquoi la société de colonisation de Montréal a encouru le mauvais vouloir du gouvernement comme on l'a dit dans les journaux?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) se déclare surpris d'apprendre que l'on a pu écrire dans ce sens dans la presse. L'ancien bureau de la société de colonisation a fait son devoir et n'a certainement pas provoqué la désapprobation que l'on attribue à tort au ministre de la Colonisation.

Il parle des sociétés de colonisation de Montréal et du Lac-Saint-Jean. Pour cette dernière, son éloge n'est plus à faire. Quant à celle de Montréal, son existence légale a été menacée. Elle n'avait pas le nombre de membres suffisant.

Je suis convaincu cependant, dit-il, qu'elle est maintenant appelée à rendre de grands services. Elle a réussi à intéresser les compagnies de chemins de fer aux choses de la colonisation et les résultats seront très satisfaisants. Dès le printemps prochain l'on constatera des progrès sensibles.

La proposition est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport, qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois.

Annonces de ventes d'immeubles

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de l'Assemblée législative A. 1 urgeon, que le bill (no 102) amendement

l'article 639 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Cour de circuit et bureau d'enregistrement

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 102) amendement le code municipal relativement à la cour de circuit et au Bureau d'enregistrement soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Prêt usuraire

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 24) amendement l'article 1149 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. J.-M. Tellier (Joliette) ne trouve pas suffisant ce remède pour remédier (sic) à la plaie de l'usure en donnant au juge le pouvoir d'accorder un délai aux victimes pour le paiement des intérêts usuraires.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Chemin de fer Québec Central

M. A. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 43) amendement la charte du Chemin de fer Québec Central.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Godbout (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie Paquet

M. C. F. Delage (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (13) du

Conseil législatif amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée, et lui accordant de nouveaux pouvoirs, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Auopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Donation de J. Dion
à M. Filion**

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de ladite clause, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**"The North Eastern
Railway Company"**

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 74) constituant en corporation "The North Eastern Railway company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et des compagnies minières et manufacturières.

Depôt de documents:

**État financier du surintendant
de l'Instruction publique**

L'Honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique pour l'exercice finissant le 30 juin 1907 (Document de la session no 9)

La séance est levée à 6 heures.

Séance du 22 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 71) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec et Baie-James et l'a adopté sans amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 99) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de ladite cité et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a examiné aussi le bill (no 35) amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre honorable Chambre.

Quant au bill (no 73) constituant en corporation "The Southern Electric Company", votre comité trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

M. J.-E. Duhamel (L'Assomption): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de législation. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement:

- bill (no 150) amendant le code de procédure civile en y ajoutant l'article 135a;
- et bill (no 127) amendant la loi des cités et villes, 1903.

Introduction de Dills:

M. P.-t. Leblanc (Laval) demande la permission d'introduire un Dill (no 110) amenant l'article 10b du code civil concernant les anments.

Il a déjà présenté un ûill semolaole l'an uemier.

Ce oui décrète que la succession de l'epoux predecède doit des aliments à l'epoux survivant. Le délai pour réclamer est d'un an à partir ou décès, et son achèvement.

Toutefois, l'epoux survivant, contre lequel la separation de corps aura été

prononcée, perdra son droit à des aliments, s'il n'y a pas eu réconciliation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) demande la permission d'introduire un bill (no 20) amendant la loi de l'instruction publique.

Ce sont des modifications à la loi scolaire et principalement à l'article 47 du code scolaire.

Il s'agit de modifier la composition du comité catholique du Conseil de l'instruction publique en changeant le nombre de ses membres. Nous ajoutons quatre nouveaux membres à ce comité: deux prêtres des écoles normales et deux membres du corps enseignant.

La chose existe déjà, d'une certaine façon, dans le comité protestant qui a un conseil d'aviseurs nommé par le conseil lui-même.

Dans la loi que je dépose aujourd'hui devant la Chambre, il est dit que ces nominations seront faites par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il est aussi quelques autres détails. La Chambre en jugera, lorsque nous étudierons ces amendements en comité.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 16) concernant la Cour suprême du Canada et la Cour d'échiquier du Canada;

- bill (no 47) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs;

- bill (no 49) ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils;

- bill (no 66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette, dans la restauration de la cathédrale de Joliette;

- bill (no 51) ratifiant et validant les conventions intervenues entre les curé et

marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève no 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des soeurs de Sainte-Anne.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 37) concernant le Club Montefiore;
- bill (no 42) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'association de l'asile Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228;
- bill (no 53) amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal;
- bill (no 68) constituant en corporation l'Ordre du Très Saint-Rédempteur;
- bill (no 81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lamb, à James Robinson;
- bill (no 90) constituant en corporation "The Québec Railway Company";
- et bill (no 137) amendant les articles 5279 et 5284 des statuts refondus.

Club Montefiore

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 37) concernant le Club Montefiore. Les amendements sont lus pour la première fois.

Asile Sainte-Brigitte

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 42) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228. Les amendements sont lus pour la première fois.

Chemin de fer urbain de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 53) amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal. Les amendements sont lus pour la première fois.

Ordre du Très Saint-Rédempteur

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 68) constituant en corporation l'Ordre du Très Saint-Rédempteur. Les amendements sont lus pour la première fois.

Vente par les enfants de M. J. Morris et W. B. Lambe à J. Robinson

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson. Les amendements sont lus pour la première fois.

"Quebec Railway Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 90) constituant en corporation "The Quebec Railway Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Compagnies d'assurances

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 137) amendant les articles 5279 et 5284 des statuts refondus. Les amendements sont lus pour la première fois.

Dépôt de documents:

Placement de 133 200 dollars

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1906, demandant la production de tous ordres en conseil, documents, correspondance, etc., en rapport avec le placement de \$133 200, en acompte sur la vente du Chemin de fer de la rive nord et du Pacifique Canadien, en bons du palais de justice de Québec, tel qu'il appert à la page 12 des comptes publics, ainsi qu'en rapport avec l'item "fonds en fidéicommiss" à la page 281, au montant de \$10 505.64, au sujet du placement de ces mêmes acomptes. (Document de la session no 42)

Palais de justice de Québec

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 février 1906, pour la production:

1. D'un état de l'emprunt effectué par la province suivant 45 Victoria chapitre 26

et 48 Victoria chapitre 16, et des sommes dépensées sur cet emprunt pour le palais de justice de Québec, ainsi que des revenus de puis 1882, provenant de la taxe imposée en vertu des mêmes statuts;

- d'un état jusqu'à date du fonds d'amortissement provenant de la même taxe et au capital qu'il a dû former depuis 1882, avec le nom de l'institution dépositaire de ce capital, (Document de la session no 43)

Interpellations:

Écoles protestantes

M. G. R. Smith (Mégantic): 1. Quelle a été, dans la province, en 1877-1878, et en 1904-1905, la dépense per capita des écoliers?

2. Y aura-t-il augmentation en l'année 1905-1906?

3. Est-ce que le gouvernement ou le comité protestant du Conseil de l'instruction publique a reçu de l'école normale McGill, un rapport à l'effet que le deuxième degré académique comporte un enseignement trop peu élevé pour permettre aux élèves d'être admis à l'école normale McGill?

4. Quel est le programme des études pour la classe ou deuxième degré académique des écoles protestantes?

5. L'examen final du troisième degré académique comporte-t-il l'immatriculation à l'université McGill?

6. Le gouvernement a-t-il quelques renseignements au sujet du nombre des nouveaux instituteurs que requièrent annuellement les écoles protestantes de la province?

7. À la dernière réunion du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, M. Silver a-t-il soumis une résolution de l'Association des instituteurs protestants de la province, désapprouvant tout changement dans le degré d'aptitude ou les conditions pour obtenir les diplômes d'instituteur?

8. Combien de fois le comité protestant du Conseil de l'instruction publique a-t-il autorisé de nouveaux livres de classe durant les dix dernières années, pour chacune des trois catégories d'écoles?

9. Combien de livres de classe, pour chaque matière, dans chacune des trois catégories d'écoles, sont sur les listes autorisées par le comité protestant du Conseil de l'instruction publique?

10. Le secrétaire anglais du Conseil de l'instruction publique a-t-il fait quelque rapport au comité protestant au sujet du règlement passé en 1898, limitant l'effectif des instituteurs aux gradués de l'école normale McGill, ou au sujet de tout changement propose dudit règlement?

11. Quelles ont été les contributions municipales au coût de l'instruction publique,

et les contributions du gouvernement dans les années 1897-1898 et 1904-1905, dans chacun des comtés suivants, savoir: Pontiac, Ottawa, Argenteuil, Huntingdon, Châteauguay, Missisquoi, Shefford, Brome, Drummond, Stanstead, Richmond, Sherbrooke, Compton, Mégantic et Gaspé?

12. Quelles ont été les augmentations de la moyenne des salaires des instituteurs protestants des écoles élémentaires dans lesdits comtés durant lesdites années?

13. Y avait-il quelque différence en 1904-1905 dans les traitements payés aux gradués de l'école normale McGill, et ceux qui étaient payés aux instituteurs qui ont reçu leur diplôme de l'ancien bureau central des examinateurs aboli en 1898?

14. Quelle a été la moyenne des instituteurs protestants fournis durant les années 1890 à 1897, inclusivement?

15. Quelle a été la moyenne des instituteurs protestants fournis pour les années 1898 à 1905, inclusivement?

16. Combien d'heures par semaine sont consacrées à l'étude du grec, du latin et du français, dans les deuxième et troisième cours des académies protestantes?

17. Quel est le nombre de points accordés à chacune desdites matières?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Aux pages XXIX et XXX du rapport du surintendant de l'Instruction publique pour la dernière année fiscale, on trouvera un état du nombre d'élèves et du coût total de l'Instruction pendant les deux années mentionnées.

2. Il est impossible de répondre à cette question avant la fin de l'année.

3. Le gouvernement n'a pas connaissance de rapport de ce genre.

4. (1) Tennyson: - Selections part 1, West's Elements of English Grammar.

(2) Greek History; ou Collier's Great Events, periods 1-4.

(3) Physical and Agriculture, comme dans Davis Elementary (Ed. 1902), chap. 1 à 5, ou Tarr ou Hinman.

(4) Mensuration, comme dans Stephens.

(5) Factoring, Fractions G. C. M. et L. C. M. Equations simples et quadrations faciles.

(6) Euclid 1, 2 et déductions faciles.

(7) Progressive Fr. Reader, part 2, Bertenshaw's Grammar jusqu'à la page 12.

(8) German Accidence.

(9) (1) Shorter Latin Course, part 2, pages 40-73; (2) Cesar, De bello Gallico, IV, c. 1-29; (3) Gleason's Ovid, 200 lignes, commençant page 54.

(10) Premier livre grec. p. 64 jusqu'à la fin, avec traduction et exercices écrits de l'anglais en grec; ou First Steps in Greek (Ritchie) page 38 jusqu'à la fin.

(11) Physique et chimie (2e degré)

chimie: -Reinsen, c. 1. 12- Botanique: - Groom Pt 1., et l'étude de quelques plantes communes.

(12) Prang no 6, ou no 5). F. C.

Le minimum de connaissance de six sujets est exigé des élèves pour ce degré.

5. Oui, généralement, mais non nécessairement.

6. On ne peut obtenir des chiffres exacts, mais d'après un calcul approximatif, il en faut environ deux cents par an actuellement.

7. M. Silver, dans ses remarques, n'a parlé que d'une résolution de l'Association des instituteurs protestants désapprouvant un changement dans les conditions exigées par les diplômes d'instituteurs et d'une résolution de même genre au comité exécutif de cette association, résolutions qui étaient toutes deux entre les mains du secrétaire du comité.

8. Deux fois. C'est-à-dire que des changements n'ont été faits qu'aux deux révisions quadriennales régulières qui ont eu lieu pendant les dix dernières années. Des livres ont été souvent recommandés.

9. Copie de cette liste est annexée à ce document.

10. Non, sauf ce qui a été dit en réponse à la question dix des questions posées par M. Mackenzie, le 9 février.

11. Ces contributions sont données page 168 (version anglaise) du rapport du surintendant de l'instruction publique de l'année 1897-98, et page 196 de la version française ou rapport de l'année 1904-05.

12. Il n'existe pas de statistiques spéciales des traitements payés dans ces comtes, faites séparément de celles de toute la province, mais il n'y a aucune raison de supposer que l'augmentation de la moyenne des traitements dans ces comtes n'est pas la même que celle des traitements de toute la province.

13. Aucune statistique n'existe pour pouvoir répondre exactement à cette question.

14. 313 instituteurs avec diplôme permanent, et 60 avec diplôme valable pour un an seulement.

15. 211 instituteurs avec diplôme permanent et 30 avec diplôme valable pour un an seulement.

16. Aucune limite de temps n'est imposée pour l'étude du latin, du grec ou du français. Les institutions consacrent un temps différent à ces sujets, suivant les progrès que font les élèves dans ces différentes matières.

17. 200, 200 et 100, respectivement.

**W. Paquet, employé
au palais de justice de Montréal
et les élections fédérales**

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Le gouvernement a-t-il été informé que M. Wilfrid

Paquet, employé du palais de justice de Montréal, a déserté son emploi pour s'occuper de l'élection fédérale de Maisonneuve, maintenant pendante?

2. Se propose-t-il de voir à ce que M. Wilfrid Paquet fasse son devoir comme employé du gouvernement et reste à son poste pendant les heures de bureau?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

1. Non;

2. Oui.

Chemin de fer au village de Compton

M. A. W. Giard (Compton): 1. Le gouvernement a-t-il décidé d'accorder une subvention pour venir en aide à la municipalité du village de Compton, pour la reconstruction et l'élévation du chemin conduisant à la station du même nom sur la ligne du chemin de fer du Grand-Tronc?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Dans la négative, quand le gouvernement donnera-t-il telle subvention?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Le gouvernement n'en est arrivé à aucune décision.

Conseil municipal et chemin de fer au village de Compton

M. A. W. Giard (Compton): 1. Quelle réponse le gouvernement a-t-il donné à une députation du conseil de la municipalité du village de Compton venue à Québec, en septembre dernier (1905), pour demander au gouvernement une subvention pour les aider à élever le chemin allant de ce village à la station du même nom, sur la ligne du chemin de fer du Grand-Tronc?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Le gouvernement a donné la réponse suivante: sous considération.

Mon premier livre

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Mon premier livre est-il encore distribué dans les écoles de la province de Québec?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de publier une nouvelle édition de cet ouvrage?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Non. Aucune distribution depuis à peu près 15 jours, la 2e partie étant épuisée.

2. À l'étude.

Écoles élémentaires de Wright et Northfield

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Est-il à la connaissance du département de l'Instruction publique que 9 écoles élémentaires de la municipalité de Wright et

Northfield n'ont aucun système de ventilation?

2. Dans l'affirmative, le département entend-il prendre des mesures pour obliger cette municipalité à se conformer aux exigences de la loi?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1.

Non.

2. D'après le bulletin de l'année 1904-1905 de l'inspecteur d'écoles chargé de la partie du district du comté de Wright où se trouve la municipalité scolaire de Wright et Northfield, la note "bien" est donnée à toutes les écoles à la question posée: sont-elles pourvues d'un système de ventilation suffisante?

Bibliothèque du département de l'Instruction publique

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Le gouvernement a-t-il confié à quelqu'un le soin de cataloguer les livres de la bibliothèque du département de l'Instruction publique?

2. Quand et à qui?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

Personne n'a été chargé de cataloguer les livres de la bibliothèque du département de l'Instruction publique.

M. J. Curot, inspecteur d'écoles

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Combien de maisons d'école y a-t-il dans le district d'inspection de M. J. Curot?

2. Quel est le nombre des maisons d'école dans lesquelles la ventilation fait défaut?

3. Dans combien de maisons d'école le mobilier est-il insuffisant?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1.

194 maisons d'école.

2. 163 maisons d'école

3. 150 maisons d'école

Terres de Hampden, Compton

M. A. W. Giard (Compton): 1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Hampden, comté de Compton?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre actuellement sous licence de coupe de bois, dans le même canton?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1.

33 000 acres, plus ou moins.

2. 8 517 acres.

Demande de documents:

Congrès de chasse et de pêche

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose,

appuyé par le représentant de Lévis (M. J.-C. Blouin) qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance et des résolutions en rapport avec le congrès de chasse et de pêche tenu sous la présidence de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, à l'hôtel Windsor, les 13 et 14 décembre dernier (1905).

Il rappelle aujourd'hui à la Chambre le but de ce congrès et les résolutions qui y furent adoptées. Les ressources de la province de Québec, dit-il, à ce double point de vue de notre chasse et de notre pêche sont immenses. Nos territoires, nos réserves, nos lacs et nos rivières n'ont pas d'égaux dans le monde entier.

Malheureusement, le manque de prévoyance, les transgressions manifestes de la loi, l'insuffisance de cette loi même et la grandeur de notre territoire ont été cause que certains endroits ont été saccagés, détruits. Le temps est venu d'y remédier.

La Chambre et le gouvernement devraient prendre en considération les résolutions adoptées au congrès du 14 décembre dernier et mettre à profit les travaux qui y ont été faits.

Je me rappelle, dit-il, les promesses du ministre de la Colonisation et je suis convaincu qu'il saura travailler à la protection de nos chasses et pêches, les plus belles du monde entier.

Les lois jusqu'à présent ont été relativement bonnes, mais nous n'avons pas encore inscrit dans les statuts les amendements aux lois réclamés par la grande masse des citoyens de cette province. Aujourd'hui j'ai confiance que nous pourrions (enfin) obtenir ce que nous réclamions depuis quelque temps. Car ces promesses qui nous furent faites vont avoir leur réalisation la plus complète par l'entremise de l'honorable ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries qui n'a cessé depuis qu'il a pris la direction de son département, de donner une impulsion active à la grande cause de la colonisation. Cette question éminemment patriotique et nationale, sur laquelle repose l'avenir de la province de Québec a été l'objet de toute son attention. Il s'est occupé aussi, d'une manière toute spéciale, de la grande cause que nous avons défendue durant le dernier congrès de chasse et de pêche et qui aura, je n'en doute pas, les meilleurs résultats pour la province de Québec et le pays tout entier.

L'abondance du gibier et du poisson attirera toujours l'attention de l'étranger. La présence au milieu de nous des visiteurs qui nous viennent des Etats-Unis, des provinces étrangères nous démontre combien l'on s'intéresse à la chasse et à la pêche. Nous devons profiter des avantages que nous avons pour montrer à ces messieurs toutes les ressources que nous possédons, et leur faire comprendre les bénéfices qu'ils peuvent reti-

rer un placement des capitaux, non seulement au point de vue sportif (sic) mais au point de vue commercial et industriel. Ces amateurs de chasse et de pêche qui nous visitent de temps en temps, dans leurs moments de loisir, saisissent au besoin l'occasion de se choisir un lopin de terre ou une bonne limite à bois.

Les revenus de cette province vont augmenter dans une proportion considérable. Les fourrures qui nous étaient enlevées par les grandes compagnies, exploitant de grands territoires, feront tomber dans le coffre public des sommes élevées.

Les licences dont on abusait un peu partout par leur cancellation, vont permettre le repeuplement de nos fleuves, de nos rivières et de nos lacs et vont empêcher, en même temps, certains spéculateurs qui bénéficiaient de l'argent que le trésor va retirer à l'avenir, de continuer leur oeuvre nefaste.

La prohibition de l'emploi des seines, des verveux, et autres engins de pêche, ainsi que la prohibition complète de l'usage de la dynamite et autres explosifs, nous fait augurer des jours meilleurs pour les "sportmen", pour les cultivateurs, pour les colons, et pour tous les citoyens.

NOUS avons à protéger le gros gibier, tel que le caribou, l'orignal, le chevreuil, d'une manière plus efficace. Les massacres qui ont eu lieu dans le passé, et l'abus que faisaient certaines personnes de leur permis de chasse, vont cesser je n'en doute pas; le système des coupons recommandé par le congrès et accepté par l'honorable ministre va mettre fin à l'exploitation du gibier et à la spéculation faite par certaines personnes qui ne se souciaient guère de la loi. Le coupon distribué par le ministre ou par ses officiers, à l'expéditeur, limitera au nombre de gibiers déterminé par la loi, les pièces que le chasseur veut expédier au destinataire.

Le gibier d'eau aura aussi sa protection dans le fait que les yachts à vapeur et à gazoline ne pourront plus le poursuivre et le chasser de nos parages.

La prohibition de l'usage des "jack-lights" lumières artificielles; vont empêcher les razzias qui s'opèrent durant la nuit.

Les braconniers et toutes les personnes qui seront tentées de violer la loi, seront à l'avenir poursuivis de plus près par les gardes-pêche et les gardes-chasse qui devront faire rapport à l'inspecteur de district, tel qu'il a été suggéré déjà par l'honorable ministre des Pêcheries.

L'usage de la dynamite et d'autres matières explosives devrait être incessamment prohibé sous peine d'emprisonnement, tel qu'il a été déjà résolu, et le gouvernement aura bien mérité en faisant cesser le brigandage pratiqué un peu partout dans cette province par l'usage de ces engins

destructeurs.

Il a été aussi fortement question d'augmenter la taxe sur les non-résidents. Les États-Unis, Ontario, Manitoba, Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse ont déjà des lois qui rapportent un revenu consistant en une taxe sur les étrangers.

L'incorporation de clubs, les baux de pêche, et les licences rapportaient peu de chose jusqu'à présent, mais à l'avenir les revenus provenant de ces sources vont se quintupler, vu que la province de Québec est déjà reconnue comme étant le paradis des chasseurs et de pêcheurs.

La prohibition de la seine, des filets, et des lignes dormantes au besoin, dans les lacs intérieurs et dans le Saint-Laurent et ses lacs, serait approuvée par la grande majorité de ceux qui ont véritablement à coeur la protection du poisson.

Les salmonidés et le poisson franc ont besoin d'être protégés et je sou mets humblement que les résolutions du congrès de chasse et de pêche devraient avoir l'approbation presque complète de l'honorable ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries et du gouvernement.

Il m'est inutile de répéter ici les déclarations que j'ai faites au congrès sur le compte des braconniers qui dévastent nos lacs et nos rivières et les lois les plus énergiques doivent être mises à effet, si nous ne voulons pas que notre riche patrimoine se détruise d'ici à peu d'années. La province de Québec est la victime de ces pilliers et de ces exploiters. Il faut que cela finisse. On a pillé jusque dans les profondeurs de nos lacs et de nos rivières et si nous tolérons encore un tel brigandage bientôt il ne nous restera rien, si ce n'est la honte de ceux qui l'auront toléré.

Loin de moi l'idée de vouloir empêcher le citoyen de se pourvoir de nourriture et de vouloir en fournir aux autres. Loin de moi l'idée d'empêcher le colon de subvenir à l'existence de sa famille.

Il est même nécessaire de protéger le colon de toutes façons possibles. Mais je ne puis m'empêcher d'attaquer encore une fois certaines personnes qui ne songent qu'à la spéculation du moment, en oubliant complètement les prévisions pour l'avenir.

Je demande pardon à cette honorable Chambre, Monsieur l'Orateur, de parler énergiquement mais j'ai voulu attirer votre attention sur les exploiters et les pilliers de rivières qui, sous de faux prétextes et au mépris de ce qu'il y a de plus sacré dévastent et détruisent notre domaine national.

La faune, jusqu'à présent, n'a rapporté aucun bénéfice à la province de Québec, de grandes maisons de commerce se sont emparées de fourrures, en ont fait un commerce étendu sans revenus pour le trésor. La Compagnie de la Baie d'Hudson, la maison

Réveillon et Frère et nombre d'autres, ont fait un commerce de peaux et de fourrures provenant au gibier tué dans cette province et nous n'avions jusqu'à présent que regardé faire. L'attention au gouvernement a été attirée sur cette exploitation commerciale, et nous verrons dès l'année prochaine, lors du discours sur le budget, un item spécial de rapport du trésorier provincial dans la colonne du crédit.

Me serait-il permis d'attirer l'attention au gouvernement sur la pêche de perles dans la province de Québec. Des Indiens, dit-on, connaissent l'existence de ces précieux coquillages, si l'expression est juste et ils pêchent dans nos parages depuis de longues années. Certains voyageurs trouvèrent étrange un jour le spectacle de vieux pêcheurs, de vieux marins et d'indiens occupés sur la grève à fouiller des amas de coquillage. Des recherches firent promptement découvrir il y a quelques années le but de ce travail mystérieux, et depuis lors d'aucuns sont devenus des pêcheurs de perles d'expérience, et des envois de perles ont lieu désormais périodiquement.

Quelques-unes sont grosses et de bonne valeur. L'une d'elles cueillie dans ces parages, fut vendue l'an dernier à un New-Yorkais pour mille piastres (\$1 000). Elles sont d'ordinaire d'une blancheur d'argent et il s'en trouve souvent qui sont évaluées à soixante ou à soixante et dix piastres. Les Indiens de cette contrée ont toujours connu dit-on, l'existence de ces perles et plusieurs rivières ont été exploitées par eux depuis des générations. Les agents de la Baie d'Hudson paient aujourd'hui de bons prix pour les perles que les Indiens peuvent leur apporter. Des marchands de Montreal font du commerce régulier avec les pêcheurs de perles et ont même sur les lieux des agents pour surveiller leurs intérêts. Il appert que ces recherches se font surtout sur la côte nord du Labrador qui appartient à Terre-Neuve, mais aussi dans les rivières qui ont leur source dans la province de Québec.

Le gouvernement ne pourrait-il pas percevoir de cette source quelques revenus appréciables?

Monsieur l'Orateur, j'ai attiré l'attention de cette Chambre sur la protection à donner au gros gibier, au gibier à plume et au gibier d'eau, aux salmonidés, au poisson franc, à la faune, et je dis que les citoyens de la province de Québec et les étrangers sont intéressés dans la solution de ce problème important.

Un grand nombre de colons et de cultivateurs sont intéressés immédiatement en ce qu'ils retirent une partie de la nourriture de leur famille, de la chasse et de la pêche. Les amateurs et les étrangers ont dans la chasse et dans la pêche une récréation salubre, comme ils n'en peuvent trouver ailleurs.

Permettez-moi de répéter avec l'écrivain "La pêche et la chasse retracent à l'enfance ses jeux, à l'âge mur, ses loisirs, à la vieillesse, ses distractions, au cœur sensible le ruisseau voisin du toit paternel, au voyageur le repos occupé des peuplades dont il a envié la douce quiétude, au philosophe l'origine de l'art".

La question qui reste sous considération ne l'est pas seulement pour la valeur des revenus. Ceci a été depuis longtemps admis, mais non pas suffisamment apprécié à venir jusqu'à aujourd'hui dans toute sa valeur. Lorsque la majorité du peuple de cette province portera intérêt à cette question et qu'il lui sera démontré que dans la protection du gibier et du poisson, il a un intérêt direct, le point sera gagné. La bonne volonté du peuple ne pourra être conquise par des privilèges exclusifs, mais sera gagnée en donnant des droits égaux à tous et en n'accordant de faveurs à personne. Chaque homme est intéressé à protéger sa part et il sait que si son voisin prend plus que ce auquel il a droit, il devra se protéger lui-même en même temps qu'il protégera les autres.

L'abondance du poisson et du gibier a porté les hommes irréfléchis et négligents à s'imaginer que cette ressource était inépuisable. Il faut maintenant les renseigner mieux. L'expérience des autres doit aujourd'hui avoir son effet. L'abondance provoquant une destruction meurtrière, si je puis m'exprimer ainsi, fut suivie de la rareté et dans certains cas de la disparition complète du gibier, et du poisson. Des résultats comme ceux-là nous arriveront infailliblement, si nous n'avons pas des lois restrictives qu'il faudra appliquer avec vigueur. Mais pour les mettre en force effectivement il faut avoir la bonne volonté du public, qui demeure dans cette province et qui tout en faisant respecter son territoire et ses propriétés, rend justice à ceux qui nous viennent de l'étranger. Il ne faut pas s'imaginer que la grande partie de ceux qui viennent dans la province de Québec durant leurs vacances rêvent d'avoir des privilèges extraordinaires. Ils sont prêts à payer et à bien payer pour leurs amusements sportifs (sic) mais ils demandent en retour de la bonne chasse et de la bonne pêche.

Actuellement la pêche et la chasse sont bonnes même excellentes sur de grandes superficies et cet état de choses peut continuer de même si nous le voulons bien.

Dans une large mesure, la protection du gibier et du poisson est relativement efficace dans la province et le pays généralement mais il y a des lacunes à remplir et nous devons amender nos lois de façon à ce que très peu de monde ait à se plaindre.

L'indifférence et en certains endroits l'hostilité de certaines personnes contre des mesures restrictives ont apporté de la

négligence dans l'exécution et la mise en force de la loi. Le public doit savoir que c'est son intérêt individuel de protéger le gibier et le poisson si nous voulons le conserver et le protéger. À ce point de vue le congrès a été très utile et il a rempli les plus grands services par la bouche de ceux qui y ont pris part et qui ont exprimé leurs différentes opinions.

En premier lieu, ceux qui ne croyaient pas aux bienfaits des clubs et qui s'imaginaient que nous ne pouvions retirer rien de bon de ces institutions, ont appris que des milliers de dollars sont dépensés annuellement par ces organisations en améliorations de toutes sortes; des sommes considérables sont laissées par elles un peu partout.

Les membres de ces clubs ont appris la valeur inappréciable des privilèges qu'ils possèdent et ils ont reconnu que la province de Québec doit retirer des revenus plus en accordance (sic) ses concessions et ces privilèges.

Après ces quelques considérations, qui sont d'un intérêt vital pour nous, je soumets humblement qu'il est du devoir du gouvernement, et de la députation de prendre en sérieuse considération les amendements de chasse et de pêche qui seront proposés je n'en doute pas.

Nous avons des richesses immenses, dans nos lacs et dans nos rivières, dans nos bois et dans nos forêts, protégeons notre gibier et notre poisson. Convertissons ces richesses encore inexploitées, en des revenus effectifs que nous pourrions consacrer à l'agriculture, à la colonisation, à la cause sacrée de l'éducation. Le gibier abonde aujourd'hui, mais il disparaît lentement et sûrement. L'héritage légué par nos pères doit être conservé integral pour nos fils, nos enfants.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. Monsieur l'Orateur, je vous disais, la semaine dernière, lorsque j'ai eu l'honneur d'exposer devant cette Chambre le programme que j'entendais suivre pour activer le mouvement colonisateur de cette province, que j'avais cru de mon devoir, à peine après avoir prêté le serment de membre du Conseil exécutif de Sa Majesté, comme ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, de visiter ma province pour me renseigner sur ses ressources et sur ses besoins.

Je vous le répète, je la croyais belle et riche, notre province, mais jamais je ne me serais imaginé qu'elle renfermât tant de richesses et nous cachât tant de beautés.

La fertilité naturelle de son sol, ses forêts verdoyantes, ses fleuves, ses rivières innombrables, ses lacs couronnés de la verdure sombre de nos conifères ou bordés de beau sable d'or, ses mines inépuisables, ses puissantes chûtes, ont stimulé en moi le désir de la bien servir et de contribuer à

l'agrandir et à la faire prospérer} (2), de faire servir, le mieux possible, toutes ces richesses naturelles à la prospérité de la population.

J'ai été surtout étonné de la richesse de sa faune et de ses pêcheries.

Après quelques jours passés dans la forêt vierge, sous la conduite de guides indiens, je suis resté stupéfait devant le capital énorme que nous offraient ses ressources cynégétiques et ichtyologiques.

Nos bois sont peuplés d'une grande quantité de gibier. L'ours, l'orignal, le caribou et le chevreuil y abondent.

Le gibier à plume nous fait tressaillir en s'envolant subitement au bruit de notre passage, laissant derrière lui une feuille morte qui tombe ou un roseau qui se redresse.

Le saumon remonte encore, en grand nombre, le courant de nos rivières; la truite et le poisson franc offrent à nos compatriotes une pêche fructueuse.

Cependant, si nous devons être orgueilleux de cette richesse nationale, (de notre chasse et de notre pêche) nous ne devons pas oublier la leçon d'expérience que nous offrent les autres pays. Chez eux, le gibier et le poisson ont disparu avec les années!

Dans notre Canada, dans notre province même, nous souffrons réellement de l'imprévoyance du passé. Quel est celui des honorables députés de cette Chambre qui n'a entendu parler de ces troupeaux innombrables de buffles peuplant par centaines de milles les vastes prairies de l'Ouest! Ils sont maintenant presque tous disparus!

L'élan ou le wapiti, l'hôte le plus élégant de notre forêt, a déserté pour toujours notre territoire de l'Est. Combien de rivières à saumon totalement dépeuplées!

Que de ruisseaux, où dans nos jours d'enfance, nous ferriions des truites frétillantes, armés d'une branche, d'un bout de fil et d'une épingle recourbée, ne nous offrent maintenant que des feuilles desséchées et des branchages morts!

Que de battures de nos beaux fleuves ont été dégarnies de nos poissons (blancs) francs!

Plus d'achigan, plus de doré et souvent même plus de perche!

Et nos lacs! Combien d'entre eux sont entièrement ruinés!

Si nous sommes sages, nous saurons tirer profit de cette pénible expérience.

Il est encore temps. Car, si dans plusieurs endroits notre chasse et notre pêche ont été partiellement détruites, je ne crains pas de dire que la province de Québec peut encore offrir les plus belles richesses cynégétiques du continent, je dirai même du monde entier!

Il n'est pas trop tard. En les protégeant d'une manière efficace, nous pourrions, tout en en profitant nous-même, conserver pour

ceux qui viendront après (derrière) nous cet héritage inappréciable.

Les premiers habitants de notre Amérique, si souvent taxés d'imprévoyance, ont pourtant bien compris l'importance de la protection du gibier et du poisson. L'Indien conservait avec un soin jaloux son territoire de chasse et de pêche. Avant l'arrivée des blancs, quoique le sauvage ne tirât que de la chasse et de la pêche sa subsistance et ce que réclamaient ses besoins domestiques, le castor et le saumon, l'élan et l'orignal, l'ours et la martre se trouvaient partout en abondance! Il savait que de son dard, de son piège et de sa flèche, il fallait faire un choix du gibier, tout comme l'éleveur prélève dans ses troupeaux ce qu'il destine au marché. (Il ne fallait détruire que la quantité nécessaire afin de leur permettre de se reproduire pour la saison prochaine.). Il ne songeait pas plus à tout massacrer que le propriétaire de "ranch" aujourd'hui à détruire tous ses animaux.

Nous avons plusieurs raisons de craindre que cette méthode ne soit aujourd'hui en partie changée pour notre plus grand désavantage.

Il est vrai que nous comptons un bon nombre de chasseurs et de pêcheurs prévoyants et raisonnables.

Mais d'un autre côté, que de braconniers, que de chasseurs insatiables qui tuent sans compter et sans discernement, que de pêcheurs qui laissent pourrir sur le rivage des monceaux d'alevins! que de poissonniers constatent, sans regret, que leurs seines et leurs filets sont garnis des oeufs de nos salmonidés ou de nos poissons francs!

Or, il ne faut pas oublier que ce gibier et ce poisson appartiennent à l'État et qu'aux représentants du peuple est dévolue la tâche de les protéger dans l'intérêt public et pour le plus grand bien de leurs constituants.

Or, comment le gouvernement pourrait-il remplir ce devoir d'une manière efficace? Quelles sont pour lui les meilleures méthodes à suivre?

J'ai cru, pour nous renseigner, devoir réunir en une convention tous les amateurs de chasse et de pêche du Canada et de la république voisine, ainsi que les diverses associations protectrices du gibier. Les officiers des différents clubs, les commerçants de fourrures ont été convoqués, et pendant deux jours nous avons étudié ensemble les moyens à prendre:

1. Pour protéger, de la manière la plus efficace possible, nos forêts giboyeuses et nos eaux poissonneuses.

2. Pour en retirer des revenus proportionnelles au capital énorme qu'elles représentent.

Il ne faut pas croire que nos lois de chasse et de pêche, M. l'Orateur, laissent beaucoup à désirer.

J'ai attentivement étudié les statuts

des provinces soeurs et les lois de plusieurs Etats de la république voisine. Si nous pouvons y recueillir des renseignements précieux pour améliorer nos lois, d'un autre côté, j'ai constaté, avec une grande satisfaction que, sur plus d'un point, les nôtres leur étaient supérieures.

Malheureusement, l'immensité du territoire de notre belle province, la diversité et l'étendue de ses cours d'eau et de ses lacs en rendent l'application difficile, j'oserais même dire presque impossible.

Comment, par exemple, depuis la côte nord du comté de Saguenay, depuis la Gaspésie jusqu'au lac Abitibi, enrayer le braconnage qui se pratique trop souvent sur une grande échelle, grâce à la complicité de puissants trafiquants en fourrure et des hôtels les plus importants de la province, qui ne craignent même pas de faire figurer sur le menu de leurs dîners et banquets le gibier dont la vente a été prohibée par cette législature?

Réprimer ce braconnage au moyen de la surveillance stricte des forêts et cours d'eau est une chose impossible pour un gouvernement; cela supposerait une armée de gardes-chasse et de pêche si considérable que les dépenses de surveillance dépasseraient toute limite raisonnable.

Un tel problème ne peut être résolu que par l'effet de l'initiative privée, et l'expérience nous enseigne que c'est là une garantie plus ou moins problématique.

Nous avons cependant, dans le passé, partiellement usé de ce moyen par la mise en vigueur de l'acte permettant l'existence corporative de clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Car il ne faut pas oublier que d'après la lettre du statut "le but et la fin de ces clubs sont d'aider à faire observer la loi et les règlements".

Notre système de protection peut cependant être sensiblement amélioré, malgré la modicité de nos revenus.

Nous avons l'intention de diviser la province en six districts, et de mettre chacun de ces districts sous la surveillance d'un inspecteur spécial.

Les divisions sont comme suit:

1. Ottawa comprendra les comtés de Pontiac, Ottawa, Montcalm, Joliette, Berthier. Ce qui représente à peu près une population de 148 000.

2. Montréal comprendra Montréal, Deux-Montagnes, Terrebonne, L'Assomption, Argenteuil, Hochelaga, Laval, Jacques-Cartier, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Huntingdon, Napierville, Saint-Jean, et Iberville, Missisquoi, Rouville, Verchères, Chambly, Saint-Hyacinthe, Richelieu et Yamaska, représentant en tout une population de 740 000.

3. Québec comprendra les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Trois-Rivières,

Nicolet, Champlain, Lotbinière, Portneuf, Québec, Lévis, Montmorency, renfermant une population de 365 000.

4. Sherbrooke comprendra Shefford, Bagot, Brome, Richmond, Wolfe, Sherbrooke, Stanstead, Artabaska, Compton, Mégantic, Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny et L'Islet, comprenant une population de 315 000.

5. Matapédia comprendra les comtés de Kamouraska, Temiscouata, Rimouski, Matane, Bonaventure, Gaspé, comprenant une population d'environ 138 000 habitants.

6. Saguenay comprendra Charlevoix, Saguenay, Chicoutimi et Lac-Saint-Jean, comprenant 70 000 naotants.

L'étendue de ces districts varie considérablement. Cependant, en en traçant les limites, j'ai eu surtout en vue (je me suis efforcé) de diviser le travail en parts égales.

Ainsi, la division du Saguenay est très vaste et ne renferme que 70 000 habitants, tandis que celle de Montreal, qui ne couvre qu'un dixième de l'étendue de la première, a une population de 740 000 (750 000). La surveillance de ce district occasionnera donc un travail aussi considérable bien que sa population soit plus compacte (quoique beaucoup plus concentrée).

Ottawa vient ensuite par l'étendue, mais dans cette division, comme dans celle de Québec, il y a beaucoup de territoires et de lacs loués à des clubs (de chasse et de pêche) et à des particuliers, ce qui diminue d'autant le travail de surveillance.

La division de Sherbrooke, qui se trouve contiguë aux Etats du Vermont, du New-Hampshire et du Maine, doit à sa position une importance particulière. C'est en effet dans ce district que le braconnage se pratique sur la plus large échelle.

La même remarque peut s'appliquer au district de Matapédia qui est limitrophe des Etats-Unis et ou Nouveau-Brunswick.

Dans ces deux districts, les étrangers ne se font pas scrupule de traverser la frontière pour violer impunément nos lois.

C'est mon intention de faire exercer une surveillance très rigoureuse sur toute la frontière de la ligne 45e, et je puis assurer cette Chambre que les braconniers seront punis avec toute la rigueur de la loi.

Certes, c'est là donner un territoire immense à chacun de ces inspecteurs, mais c'est un commencement.

Cet inspecteur, qui devra faire tenir au surintendant et à l'inspecteur général un rapport mensuel des contraventions aux lois de chasse et de pêche sur son territoire, aura sous sa direction immédiate tous les gardes-chasse et gardes-pêche qui l'habitent. Ces derniers devront, de leur côté, tenir l'inspecteur de leur district au courant de leurs faits et gestes, et lui faire connaître les plaintes qui auront été logées contre les braconniers et tous ceux pour qui la loi

semble lettre morte.

Nous avons actuellement un grand nombre d'officiers du département dont nous n'entendons parler que lorsqu'il s'agit pour eux de toucher leurs émoluments. Il est vrai que ce salaire est bien minime, mais est-ce là une raison pour ne pas remplir son devoir?

Nous sommes décidés de nous enquerir du zèle et de la capacité de ces titulaires, de ne garder que ceux qui sont en état de remplir efficacement la tâche qui leur est dévolue et de les disséminer, pour qu'une protection efficace s'exerce sur la plus grande étendue possible de notre immense province.

Chaque inspecteur sera responsable des illégalités commises dans son district. Il devra

en rendre compte au gouvernement. Les compagnies de chemins de fer du Pacifique et du Grand-Tronc m'ont offert gracieusement, pour ces inspecteurs, des "passes" sur leurs réseaux, afin d'aider le gouvernement dans cette réorganisation. Leurs dépenses de déplacement seront donc relativement modiques.

J'ai l'intime conviction que les autres compagnies de transport nous fourniront les mêmes avantages, pour nos gardes-chasse et gardes-pêche, car, plus que toute autre corporation, elles doivent porter intérêt à la conservation de nos richesses cynégétiques. Ne leur fournissent-elles pas un nombre incalculable de voyageurs et de sportsmen qui, toutes les saisons de l'année, parcourent sur leurs chemins de fer de longues distances, pour aller jouir de leurs heures de loisir et secouer la torpeur de leur vie de bureau, en s'enivrant du parfum de nos bois résineux ou en respirant à pleins poumons cette brise matinale qui fait rider les eaux de nos lacs.

Le regretté Arthur Buies, dans ce style magique et pailleté, dont il connaissait seul le secret, au cours d'un ouvrage sur la province de Québec, nous a donné la description suivante de notre gros gibier:

"Il y a longtemps que la province de Québec est reconnue comme le paradis des Nemrods amateurs, comme le pays par excellence pour les chasseurs et les pêcheurs de profession. Il y a longtemps que le superbe orignal, le plus grand des fauves du continent américain, haut de sept à huit pieds, quadrupède géant des forêts, qui porte lui-même une forêt sur sa tête, dont l'encolure est celle du lion, la force et la rapidité égales, les jambes comme des flèches rasant le sol et le sabot aussi dur, aussi meurtrier qu'un boulet de canon, est l'objet des exploits cynégétiques des sportsmen les plus audacieux des deux mondes. Il y a longtemps que le noble caribou, ce dandy des montagnes, svelte, élégant, gracieux, qui court dans les clairières des bois, le long des lacs et des précipices, avec le souci de l'art et la correction du gym-

naste, qui ne se laisse jamais prendre qu'avec des précautions infinies et une astuce raffinée, qui, lorsqu'il est blessé, se défend avec fureur, et dont l'ouïe est si délicate que les coureurs de bois sont obligés, pour arriver jusqu'à lui, de se traîner à plat ventre sur la neige, partage avec l'original la gloire d'être la plus magnifique victime, marquée d'avance aux coups des chasseurs infatigables, et convoitée par-dessus tous les autres. À un degré moindre, le grand cerf, le chevreuil, l'ours, le loup, la loutre, le carcajou, le lynx, et enfin le castor, modèle vivant de l'industrie et de la sagacité, le plus précieux des quadrupèdes pour les trappeurs dans leurs longues courses d'hiver, à travers les forêts, lorsqu'ils sont menacés d'inanition; et, toujours en diminuant dans l'échelle des proportions, mais non de l'utilité, la martre, le renard, le putois, le vison, l'hermine, l'écureuil gris font et feront encore longtemps l'objet des plus estimables convoitises et livreront, avec leur luxueuse fourrure, un élément indispensable de bien-être, de confort et d'élégance". (3)

Il nous arrive malheureusement, tous les jours, des rapports qui nous apprennent qu'il se pratique en plusieurs endroits de notre province, un massacre injustifiable de ces animaux: les plus beaux qui peuplent nos forêts.

Qui n'a pas constaté avec indignation (amertume) le sans-gêne avec lequel, tous les automnes, on expédie au marché, par nos voies ferrées, des centaines de gros gibiers?

L'excellent député de Sherbrooke, et docteur (M. P. Pelletier), ému de cet état de choses, a jeté le cri d'alarme! La province doit lui être reconnaissante!

Je suis bien certain (j'ai l'intense conviction) que tous les honorables députés de cette Chambre, comme lui, aiment leur province, comme lui veulent conserver ces richesses qui nous sont enviées par les provinces sœurs et par les Etats de la république voisine. Suivons donc de près ceux qui profitent de la neige durcie (du verglas) de l'hiver pour aller faire (pratiquer) une boucherie du gros gibier.

Punissons et punissons sévèrement ceux qui se rient des lois et tuent jusqu'à quinze originaux qu'ils laissent pourrir dans la forêt, sans aucune utilité pour eux ni pour leurs compatriotes!

Je le déclare sur le parquet de cette Chambre, il existe dans les archives du département de la Chasse et de la Pêche des rapports qui seraient incroyables s'ils ne venaient des quatre coins de la province et ne se confirmaient les uns les autres.

Nous avons décidé de prendre des mesures énergiques pour assurer une protection plus efficace de nos gibiers et de nos poissons.

Je vais faire une revue, aussi brève que possible, des principaux amendements qui

seront soumis à la considération de cette Chambre.

Je dois déclarer que ces amendements sont le résultat d'études nombreuses et d'observations personnelles.

J'ai aussi mis à contribution l'expérience des officiers du département de la Chasse et de la Pêche et les suggestions des sportsmen les plus en vue du Canada et des Etats-Unis.

La plupart des amendements à nos lois de chasse et de pêche ont été suggérés ou sanctionnés par le congrès de chasse tenu à l'hôtel Windsor, à Montréal.

Il ne se passe pas de saison de chasse sans qu'on lise dans les journaux d'énergiques dénonciations du massacre du gros gibier, qui se pratique dans nos grandes zones de chasse. Les rapports de nos gardes-chasse témoignent également du sans-gêne d'un trop grand nombre de chasseurs et de braconniers. Et les grandes quantités de chevreuil, d'original et de caribou qui sont expédiés des bois sont autant de preuves que la loi est violée avec une audace révoltante.

Nos voisins de la province d'Ontario et de l'Etat du Maine ont pris d'énergiques mesures pour enrayer ces massacres. Ils y ont réussi, en grande partie (dans une large mesure), grâce à un système de coupons, "tag system", établi par le département de la Chasse, lesquels coupons sont remis par les officiers du département à un nombre limité de chasseurs.

Une pièce de venaison sur laquelle ne se trouverait pas ce coupon ne peut être sortie du bois et expédiée.

Ce système défend aux compagnies de transport ainsi qu'aux "rouliers" publics d'expédier ou d'avoir en leur possession l'original, le caribou et le chevreuil et partie d'iceux à moins qu'il n'y soit attaché un coupon autorisant le transport (ainsi que la licence autorisant la chasse).

Après avoir étudié soigneusement ce système qui a produit de si bons résultats dans les autres provinces et Etats, et qui loin d'apporter aucune entrave à la liberté et à la récréation des sportsmen honnêtes, est recommandé par eux-mêmes, j'en suis venu à la conclusion de l'adopter, pour notre province, et l'article 1397 est amendé dans ce sens.

Je dois ajouter que ce coupon ne sera pas requis pour les colons qui chassent le gibier, visé par cet amendement, pour leur propre subsistance et celle de (leur) famille.

Il ne sera pas requis, non plus, pour ces animaux, quand ils auront été tués en dehors des limites de la province de Québec et qu'il sera fourni un affidavit à cet effet.

De prime abord, le système du coupon paraîtra peut-être, pour quelques chasseurs, une innovation propre à leur susciter (causer) des ennuis et des embarras. Mais telle n'a pas été l'expérience qu'en ont faite ceux qui

l'ont déjà vu mis en pratique. Des gens qui ont fait la chasse dans le Maine, le Nouveau-Brunswick et Ontario, où ce système fonctionne à la perfection, en disent beaucoup de bien. Il a été unanimement recommandé par la convention de chasse et de pêche de Montréal. Nos deux grandes associations protectrices de la pêche et de la chasse, celles de Québec et de Montréal respectivement, et l'association internationale connue sous le nom de "North American Fish and Game Protective Association", qui toutes se composent surtout des amateurs chassant le gros gibier dans la province de Québec, l'ont à plusieurs reprises recommandé au gouvernement. Feu M. L.-Z. Joncas, surintendant de la chasse et de la pêche, a aussi fait une étude spéciale de ce système et en a suggéré l'adoption dans plusieurs de ses rapports que l'on trouvera dans les archives du département.

Les amateurs de chasse qui ont demandé l'application de ce système savent bien qu'ils seront les premiers à profiter de l'interruption du massacre que l'on fait actuellement, et je suis sûr qu'après avoir fait une étude minutieuse de ses conditions et une expérience de sa mise en pratique, ceux qui ne le connaissent pas encore resteront convaincus qu'il est appelé à ajouter considérablement à leur amusement et à la protection du gros gibier. Comme je l'ai déjà dit, l'essai qu'en ont fait nos voisins témoigne de l'efficacité du système, et il est de notre devoir de savoir en profiter.

Le gibier à fourrure est une des grandes richesses naturelles dont notre province a été favorisée. Nos pelleteries sont classées au nombre des plus belles sur le marché de la vieille Europe et celui des États-Unis. Nous devons donc veiller à la protection de ce gibier qui devra nous rapporter, dans un avenir prochain, un revenu appréciable. C'est dans ce but que la prohibition de la chasse aux castors est continuée jusqu'au 1er novembre 1908.

Nous devons aussi veiller à la protection de la loutre, du vison, de la martre et du renard dont les fourrures atteignent de hauts prix.

Nous ne connaissons pas actuellement la valeur, même approximative, de l'industrie des pelleteries (de l'exploitation de nos gibiers à fourrure) dans cette province, car il n'est fait là-dessus aucun rapport au département de la Chasse. Nous n'en retirons non plus aucun revenu.

NOUS savons, cependant, que cette industrie est très considérable et très lucrative, et qu'on devrait la faire contribuer au revenu public.

Dans l'un de ses rapports au département de la Chasse et de la Pêche, M. de Puyalon, l'ancien inspecteur, estimait qu'un quart ou un cinquième des pelleteries exportées de l'Amérique du Nord par la

Compagnie de la Baie d'Hudson provenaient de la province de Québec et représentaient une valeur annuelle de \$800 000 à \$1 000 000. Et ces chiffres ne représentent que l'exploitation d'une seule compagnie de trafiquants.

C'est mon intention de mettre fin à ce système, et la loi devra être amendée de façon à obliger les compagnies, sociétés ou particuliers, qui font la chasse au gibier à fourrure, de faire rapport de leurs opérations dans les quinze premiers jours de mai de chaque année. Ce rapport devra indiquer la quantité et l'espèce de gibier à pelleterie tué durant l'année.

De cette façon, nous pourrions nous rendre compte de l'étendue et de la valeur du commerce de fourrure, et nous tâcherons de trouver un moyen d'en tirer quelques revenus pour la province.

La chasse du gibier à plume a toujours été, dans notre province, un des plus grands attraits du sportsman. C'est aussi celle qui est à la portée du plus grand nombre et qui par conséquent a le plus besoin de protection.

Au nombre de ces gibiers qui attirent plus particulièrement l'attention du chasseur, signalons: la perdrix, la bécasse, la bécassine et les différentes variétés de canards.

La prohibition de la vente de la perdrix est maintenue jusqu'au 1er octobre 1908, et elle comprendra à l'avenir la bécasse, ce gibier d'une chasse si difficile et si aimé des gourmets.

(L'ouverture de) la chasse au canard est retardée jusqu'au 15 de septembre, et elle ne sera pas permise le printemps, malgré certaines demandes qui m'ont été faites à cet effet. Avant de prendre cette détermination, j'ai étudié avec soin la question et c'est en vue de protéger la propagation de ce gibier que j'ai cru devoir maintenir l'interdiction de la chasse au canard, le printemps. On avait invoqué cet argument, en faveur de la chasse le printemps, que certaines variétés de canards ne faisaient que passer à travers notre province pour aller en pays étrangers et qu'il n'y avait pas de mal à les tuer au passage.

J'admets que cet argument peut avoir du bon, mais il ne faut pas oublier que cette chasse du printemps a donné lieu à de nombreux abus, et que sous prétexte de chasser le canard "de passage" on ne se faisait pas scrupule de tuer le canard noir, qui, lui, couve ici.

La chasse au canard est aussi interdite en tout temps, après le coucher du soleil.

Nous espérons aussi pouvoir mettre fin à de véritables massacres et à de réels gaspillages de ce beau gibier.

Quiconque rédige une loi de chasse et de pêche ou la met en vigueur doit se rappeler constamment la différence qui existe entre un sportsman et celui qui fait la

chasse dans un but de lucre.

Il faut protéger celui-là contre celui-ci.

Le premier se servira d'une arme ordinaire afin d'avoir plus de mérite à abattre son gibier; le second utilisera l'arme la plus meurtrière afin de tuer la plus grasse (grosse) quantité de gibier.

C'est afin de protéger les sportsmen véritables que nous avons résolu d'amender la loi, de manière à prohiber l'usage de tout fusil ayant plus que huit de calibre ou de tout fusil ou arme automatique.

Il sera aussi désormais défendu de capturer ou tuer les canards ou autres oiseaux aquatiques au moyen de vaisseaux, yachts, etc., mus par la vapeur ou autre force motrice.

une autre réforme qui est de nature à mettre fin à la fraude et qui devra recevoir l'assentiment de la Chambre, c'est celle qui décrète que tout sac, (paquet) enveloppe, boîte, etc., servant à transporter le gibier, doivent être confectionnés de manière à faire voir leur contenu, ou ce contenu doit être indiqué sur une étiquette, où se trouveront aussi le nom et l'adresse du propriétaire.

L'amendement de la loi en ce sens comportera aussi, comme sanction, une amende de \$10 au moins et de \$20 au plus.

Une semblable loi existe dans l'Ontario et chez nos voisins, les Américains.

Protéger les oeufs de notre gibier à plume, c'est en assurer la reproduction. Dans certaines parties de la province, la cueillette des oeufs s'est pratiquée sur une si grande échelle que certaines espèces de gibier sont disparues presque complètement.

Il y a certains gibiers qui couvent à des distances si considérables du littoral qu'ils se trouvent ainsi à l'abri de tout danger immédiat. Mais il en est d'autres qui font leur couvée (qui exécutent leur ponte) sur le littoral même et qui se trouvent ainsi constamment exposés. Parmi ces derniers, on peut citer le canard eider qui a une valeur commerciale très grande. Jusqu'à présent (autrefois), ce canard était en extraordinaire abondance, mais aujourd'hui il a diminué dans des proportions des plus inquiétantes.

L'amendement que nous avons introduit dans la loi défend absolument de déranger, endommager ou cueillir les oeufs d'aucune espèce d'oiseau, et ce, en tout temps de l'année.

C'est un fait admis que nos pêcheries sont les plus variées et les plus riches du continent américain. La réputation de nos lacs et de nos rivières s'établit de plus en plus à l'étranger, mais pour leur conserver leur renommée, il faut les protéger avec un soin jaloux.

Règle générale, les locataires de lacs et de rivières protègent leurs territoires, mais ce sont surtout les eaux qui se trouvent dans le domaine de la couronne qui ont

besoin de surveillance à l'encontre du braconnage.

Le droit de pêcher au filet dans les estuaires des rivières et des lacs a souvent été accordé avec une bien trop grande libéralité (facilité). Il en a été de même pour les seines, les rêts et les verveux.

Combien de lacs et de rivières autrefois fameux par leurs poissons ont été dépeuplés par une pêche illicite?

Je pourrais vous en citer des centaines qui auraient conservé leur renommée, si l'on avait adopté plus tôt des mesures de répression.

Le grand lac Nomingue, situé au nord de mon comté, était il n'y a pas bien des années le rendez-vous favori des pêcheurs de Montréal et des environs; aujourd'hui, la pêche y est à peu près nulle.

Mais le mal n'est pas sans remède. L'application rigoureuse de la loi, une surveillance active et le châtement sévère des délinquants peuvent encore sauver la situation et faire revivre les beaux jours d'autrefois.

C'est en vue d'arriver à ce résultat désirable que la nouvelle loi de pêche décrète la prohibition complète de la pêche aux filets et à la (main) seine dans les lacs intérieurs.

Ce genre de pêche constituait une souveraine injustice pour nos concitoyens en général, puisqu'il ne favorisait que quelques particuliers au détriment du grand nombre, permettant aux premiers, en détruisant le poisson qui est la propriété de l'État, d'en tirer profit à leur seul avantage.

Ainsi, si nous prenons comme exemple le lac Saint-Jean, nous voyons cinq ou six pêcheurs au filet s'employer à le dépeupler de sa fameuse ouananiche, qui, durant tant d'années, a été une grande source de revenu pour tout le pays avoisinant, grâce aux milliers d'Américains et autres pêcheurs qui y étaient attirés. Et, en même temps, il existait à Roberval un établissement de pisciculture pour réparer le mal que faisaient ces cinq ou six pêcheurs.

N'est-il pas simplement juste de faire cesser cet état de choses?

Est-il raisonnable que des capitalistes dépensent des milliers de dollars pour assurer la reproduction d'un poisson qui devra être ensuite capturé dans les filets des pêcheurs commerçants?

Poser cette question, c'est résoudre le problème et indiquer (appliquer) le remède.

La pêche au filet (rets) sera encore permise, à certains endroits, mais soumise à un contrôle sévère. Il en sera de même pour les verveux qui seront désormais numérotés et individuellement retracés dans leur usage (et dont le nombre sera déterminé).

Il y a aussi d'autres causes de dépeuplement des rivières, telles que la construction des voies ferrées, l'augmentation

de la consommation, la canalisation des rivières qui détruit les algues marines et les oeufs des poissons, la construction des scieries et des usines qui déversent dans les lacs et les rivières les sciures de bois, (les eaux résiduelles) et autres substances délétères (poisons).

Une autre cause de la diminution du poisson, c'est l'établissement des barrages, écluses, etc.

Le moyen de combattre efficacement ces obstacles à ce que le poisson remonte le cours des rivières, consiste dans la construction de passes migratoires.

Un amendement sera fait à la loi dans le but de rendre plus efficace l'établissement de ces passes migratoires. Il augmente, pour quiconque endommage ou obstrue une passe migratoire la pénalité de deux piastres à cinquante piastres ou trois mois d'emprisonnement au maximum.

La cueillette des oeufs de poisson pour la consommation est encore une cause de dépeuplement de nos eaux. Dans certains endroits, elle se pratique d'une façon désastreuse. En ce cas encore, il faudra avoir recours à la rigueur, et je déclare que je serai impitoyable envers ceux qui violeront la loi sur ce point.

La pêche durant l'hiver est une des formes les plus audacieuses du braconnage. Le nombre de lacs qui ont été ainsi épuisés (vidés) est très considérable.

Au nord-ouest de Montréal, on a vu (pendant bien des années) les braconniers du canton Hartwell se moquer (du public et) de la loi et faire de véritables massacres de notre truite.

Il en a été de même pour l'usage de la dynamite et d'autres matières explosibles.

Sur ce point, j'ai introduit dans la loi un amendement qui décrète l'emprisonnement sans option d'amende pour les coupables.

Il faut de toute nécessité mettre fin à ces désastreuses pratiques, et j'espère avoir l'approbation de la députation (et) de la province pour l'application des mesures de rigueur que j'ai introduites dans la loi.

Le meilleur moyen d'assurer la protection efficace de nos gibiers et de nos poissons, c'est de décréter des sanctions sévères de la loi et de les appliquer sans fausse pitié.

Je viens de parler de l'emprisonnement sans option d'amende pour ceux qui détruisent le poisson avec des matières explosives; il est temps d'ajouter que dans tous les cas de récidive, c'est encore la prison sans option de l'amende.

Un trouvera peut-être le châtiment rigoureux; cependant il ne compense pas le mal que nous font les braconniers.

Je puis dire, d'une manière générale, que toutes les pénalités ont été augmentées considérablement. Dans bien des cas, elles ont été doublées et même triplées.

La première offense est désormais punissable d'une amende de cinq piastres au moins et trente piastres au plus ou huit jours de prison. L'ancienne pénalité était de vingt piastres.

Pour une deuxième offense, \$20.00 au moins et \$60.00 au plus ou deux mois de prison. Enfin, pour une troisième infraction et toute récidive ultérieure, trente jours de prison au moins et trois mois au plus.

(Un autre amendement qui mérite aussi d'être signalé). Dans l'ancienne loi, l'amende appartenait en totalité à celui qui avait obtenu la condamnation; désormais, il devra partager avec la couronne qui en aura la moitié.

(Sur la pêche illégale) les pénalités sont augmentées dans la même proportion. Et comme les infractions à la loi de pêche, la troisième infraction et toute récidive ultérieure est punie d'un emprisonnement.

Pour la chasse à l'original, à la perdrix, et à la bécasse, etc., l'amende est de tant par tête de gibier tué en contravention de la loi.

Les appels qui autrefois ne pouvaient être faits qu'aux Cours de circuits de district pourront l'être maintenant à celles de comtés et le délai pour intenter une poursuite est prolongé de six à douze mois.

Un des moyens les plus propres à protéger (un des agents des plus actifs de protection de) notre chasse et notre pêche est la création de réserves. L'expérience du parc national des Laurentides est là pour témoigner de l'efficacité de ce système. Le gouvernement l'a si bien compris qu'il vient d'établir une autre de ces réserves dans la péninsule de la Gaspésie.

La nouvelle réserve a une superficie de plus de 2 500 milles carrés, ou près d'un million et demi d'acres. Elle est située dans le centre même de la péninsule gaspésienne, immense plateau d'une altitude considérable, couronné par les monts Shick-Shock, et couvert d'une luxuriante végétation sylvestre. En jetant un coup d'oeil sur la carte de cette partie du Canada, on verra de suite combien il importe, pour la protection des pêcheries intérieures de la région gaspésienne, que les forêts de l'intérieur soient également protégées avec soin. Douze à vingt grandes rivières prennent leur source dans ces montagnes ou leur voisinage, et de là, gagnent, la mer dans toutes les directions, celles qui coulent vers le nord et l'est allant se jeter dans le golfe Saint-Laurent, et celles qui coulent vers l'est déversant leurs eaux dans la baie des Chaleurs. À l'exception de la rivière Restigouche et de ses tributaires, ces rivières comprennent

presque tous les cours d'eau à saumons quelque peu importants de la rive sud, dans la province de Québec, ainsi que plusieurs pêcheries de truites. Entre autres, nous pouvons mentionner les rivières Matane, Cap-

Chat, Sainte-Anne, Madeleine, Darmouth, York, Saint-Jean, Bonaventure, Petite-Cascapédia, Nouvelle, Escuminac, Grande et Petite-Pados et Causapscal. Nous avons, plusieurs d'entre nous, visité de nouveau le théâtre de nos exploits d'autrefois, et nous avons pu y constater que, depuis la disparition des forêts, il nous est impossible de retrouver les ruisseaux et les cours d'eau où nous allons pêcher dans notre jeunesse, là où ne se voient maintenant que des lits de rivières desséchés ou à demi desséchés, qu'environnent en partie les mauvaises herbes. Il est vrai qu'un danger immédiat de voir la péninsule gaspésienne privée de bois et d'eau n'est pas à craindre, mais c'est assurément le fait d'une saine prudence de savoir prendre à temps des mesures préventives, vu surtout que le territoire en question doit être bientôt ouvert par un chemin de fer. Si la végétation forestière disparaissait à la source des importantes rivières que nous avons mentionnées, il en résulterait naturellement des inondations désastreuses au printemps, par suite du dégel trop rapide des neiges non abritées; des cours d'eau presque desséchés en été; la désagrégation du sol des versants, entraînée en grande quantité par les eaux torrentielles de la débâcle, et finalement, une transformation de toute la région devenue aride et déserte.

Le gouvernement exerce une surveillance plus étroite (stricte) dans ces réserves. Aussi, elles se peuplent rapidement de gibier et de poissons de toutes espèces.

Les eaux du parc national des Laurentides contiennent les plus beaux spécimens de "salmo fontinalis" qui existent; quelques uns atteignent même le poids de 8 à 9 livres.

Dans ces réserves, on prend des mesures spéciales pour protéger la forêt contre le feu, le gibier contre les braconniers. La pêche à la mouche est la seule permise, et le port d'armes à feu est interdit durant le temps où la chasse n'est pas permise.

Afin de populariser les rivières de ces parcs (réservés) il est accordé des permis gratuits d'admission aux touristes qui désirent les visiter sans avoir l'intention de pêcher ou chasser.

Depuis quelques années, nos territoires de chasse et de pêche ont eu une vogue considérable. La part que nous avons prise aux expositions sportives des Etats-Unis, la publicité faite dans les journaux et les brochures nous ont valu des milliers de touristes.

Il y a cependant beaucoup à faire.

C'est mon intention de m'entendre avec les compagnies de chemins de fer et de navigation et de les engager à faire plus de réclame qu'elles n'en ont faite jusqu'à présent à nos territoires sportifs. Elles sont d'ailleurs les premières intéressées à amener ici le plus grand nombre possible de sportsmen.

De son côté, le département de la Chasse et de la Pêche ne négligera rien de ce qui pourra populariser notre province au moyen de cartes, brochures, etc.

Nous avons actuellement en location de vastes territoires qui ont été loués à des prix relativement minimes. On avait alors l'excuse de la nécessité de faire connaître notre province, mais maintenant les circonstances ont changé et chaque fois qu'un renouvellement de bail est soumis à mon approbation, j'en augmente le prix, et les nouveaux baux et même les renouvellements ne sont jamais approuvés sans que j'aie un rapport détaillé de la valeur sportive des lacs, territoires de chasse, etc., et des facilités de communication.

Le prix minimum de location des territoires de chasse a été augmenté d'une à trois piastres par mille carré.

Une autre réforme que je me propose de mettre en pratique consistera à annoncer dans les journaux et les revues sportives nos territoires de chasse et de pêche et les adjuger aux plus offrants.

De cette façon, nous augmenterons nos revenus d'une manière appréciable et l'on ne verra plus de vastes territoires loués à des prix dérisoires.

Supposons pour un instant que la chasse et la pêche, dans cette province, relèvent d'une compagnie privée et non de l'Etat! Quel énorme revenu cette compagnie n'en retirerait-elle pas (ne se ménagerait-elle pas)?

Je ne pourrai jamais suffisamment convaincre les honorables députés de cette Chambre de l'importance du capital représenté par le département que l'honorable premier ministre a bien voulu me confier! Voyons quelles sources de revenu il nous offre:

1. L'autorisation (incorporation) des clubs;
2. Affermage (loyer) de lacs et de cours d'eau;
3. Affermage (loyer) de territoires de chasse;
 - A. Permis pour l'usage de seines, (licence pour permis, seines, rets) etc;
 5. Licence des non-résidents;
 6. Les entrepôts frigorifiques;
 7. Les pénalités et confiscations.

L'autorisation (incorporation) des clubs: ce revenu est insignifiant. Le gouvernement demande une somme de \$50 pour constituer légalement un club.

Baux de cours d'eau et territoire de chasse; notre province est, je crois, le seul Etat sur ce continent qui ait adopté cette politique d'affermier des territoires de chasse et de pêche. Comme je l'ai dit déjà, elle offre cet avantage de nous aider à protéger nos forêts et nos eaux.

Elle nous donne aussi la plus forte partie des revenus du département des

Pêcheries.

En effet, nos baux de chasse nous ont rapporté, l'an dernier, la somme de \$11 790.55, et les baux de pêche \$45 769.38.

Je trouve cependant que ces revenus pourraient sensiblement augmenter.

Nos principaux locataires se recrutent parmi nos amis a'au delà de la ligne 45. Il

nous en vient même de la Georgie pour chasser notre orignal et notre caribou ou pour pêcher notre saumon et notre truite.

Nos facilités de transport qui prennent de l'extension et s'améliorent chaque année font aussi augmenter le nombre de ces sportsmen. Comment en serait-il autrement? Ils jouissent, dans cette province, de privilèges énormes. Ils louent, pour une somme fixe, nos eaux poissonneuses et d'immenses territoires de chasse; ils y placent des gardiens, et pendant toute la durée du bail, ils ont la jouissance de ces territoires à l'exclusion même des résidents de cette province.

Je comprends que dans le passé ces messieurs aient pu profiter de cet immense avantage pour un montant relativement minime; mes prédécesseurs ont par là fait connaître notre province et ses ressources de toutes sortes.

Mais maintenant (M. l'Orateur), qu'elle est connue et qu'elle profite de l'ère de progrès qu'a fait lever, sur elle, comme sur tout le reste du dominion, la politique de notre chef distingué, Sir Wilfrid Laurier, les étrangers nous arrivent de tous côtés.

Tous les jours, notre province leur dévoile les secrets de ses richesses; un grand nombre de touristes qui viennent chez nous, tous les étés, font un pèlerinage dans la vieille cité de Champlain, qu'ils quittent pour se rendre (ils se laissent entraîner jusqu'au) au Lac-Saint-Jean et (jusqu') à la rivière Saguenay, ou (jusque) dans les vallées et les forêts de la Matapédia et de la Gaspésie.

Nous en sommes donc arrivés au moment où il faut orienter notre politique de manière à profiter le plus possible de ce capital merveilleux que la providence nous a confié sous forme de ressources naturelles.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de soumettre à cette Chambre un tableau que j'ai fait préparer tout exprès, d'après les documents officiels du département. Ce tableau donne l'étendue de certains territoires loués ainsi que le prix du loyer.

(Québec, 8 février 1906.)

Liste des principaux territoires loués à des clubs ou à des particuliers dans la province de Québec, donnant l'étendue de ces territoires, ainsi que le prix du loyer.)

Kippewa F. & G. Club.	
Territoire de chasse;	
522 milles carrés, prix	\$830.00
Territoire de pêche; tous les lacs et rivières compris dans ce territoire	277.00

John Loughrin.

Territoire de chasse;	
176 milles carrés, prix	176.00
Territoire de chasse; lac Manawin et les eaux comprises dans les limites 346, 347, 348, 470, 471 et	219
	176.00

Wawashekechee F. & G. Club.

Territoire de chasse;	
259 milles carrés, prix	394.00
Territoire de pêche; toutes les eaux dans les limites 329, 340 (430), 145, 374, 394 et 436	130.00

Laurentian F. & G. Club.

Territoire de chasse;	
356 milles carrés, prix	534.00
Territoire de pêche; lac La-Pêche, des Cinq-Rivières, Wessoneau, Popeloganing (Popeloganang), etc.	350.00

W. Russell, Hamilton.

Territoire de chasse;	
247 milles carrés, prix	600.00
Territoire de pêche; Petit-Lac-Saint-Jean, rivière Eternité	147.00

H. J. Beemer.

Territoire de pêche;	
révières Métabetchouan et tributaires. Grande et Petite-Périlbonka, Mistassini et tributaires, Ouatichouan et tributaires, partie des lacs Ouatichouan et tributaires, Aschouapmouchouan et tributaires, partie des lacs Ouatichouan, Bouchette et une lisière autour du Lac-Saint-Jean	380.00

Bostonnais Association.

Territoire de chasse;	
70 milles carrés, prix	70.00
Territoire de pêche; rivière Bostonnais.	50.00

Sainte-Anne-des-Monts F. & G. Club.

Territoire de chasse;	
280 milles carrés, prix	420.00
Territoire de pêche; les eaux comprises dans ce territoire et rivière Sainte-Anne-des-Monts	1 640.00

Squattek F. & G. Club.

Territoire de chasse;	
375 milles carrés, prix	375.00
Territoire de pêche; les lacs Squattek, des Aigles, aux Loutres, Eau-Claire, Green Brook	175.00

D. M. Barringer.

Territoire de chasse;	
170 milles carrés.	180.00
Territoire de pêche; les eaux comprises dans son territoire	50.00

McLachlin Bros.

Territoire de chasse;	
231 milles carrés, prix	202.00
Territoire de pêche; les eaux comprises dans son territoire de chasse	272.00

Pontiac F. & G. Club.

Territoire de chasse;	
145 milles carrés, prix	263.00
Territoire de pêche; eaux comprises dans ce territoire de chasse	103.00

E. C. Smith, (Vermont.)

Territoire de chasse;	
360 milles carrés, prix	540.00
Territoire de pêche; eaux comprises dans son territoire de chasse	180.00
Saxeginata F. & G. Club.	
Territoire de chasse;	
250 milles carrés, prix	300.00
Territoire de pêche; eaux comprises dans ce territoire de chasse	300.00
Triton F. & G. Club.	
Territoire de chasse;	
195 (130) milles carrés, prix	400.00
Territoire de pêche; (lac des Passes) rivières de la Croix et Batiscan	40.00 (400 000.00)
Penn. F. & G. Club.	
Territoire de chasse;	
195 milles carrés, prix	350.00
Territoire de pêche; le haut de la rivière	250.00
Métabetchouan	
Tourilli F. & G. Club.	
Territoire de chasse;	
355 milles carrés, prix	355.00
Territoire de pêche; les rivières Sainte-Anne et Tourilli	100.00
Saint-Maurice F. & G. Club.	
Territoire de chasse;	
127 milles carrés, prix	235.00
Territoire de pêche; rivière du Milieu et Weyagamack	125.00
Métabetchouan F. & G. Club.	
Territoire de chasse;	
170 milles carrés, prix	170.00
Territoire de pêche; lacs Najouaoualank (Majouaoualank), Naquagami et Kiskisink	313.00
Caughnawaya F. & G. Club.	
Territoire de chasse;	
431 milles carrés, prix	579.00
Territoire de pêche; eaux comprises dans ce territoire de chasse	105.00
Bear Lake F. & G. Club.	
Territoire de chasse;	
244 (214) milles carrés, prix	345.00
Territoire de pêche; eaux comprises dans le territoire de chasse	50.00
David Gillies Bros (Brasse).	
Territoire de chasse;	
239 milles carrés, prix	239.00
Territoire de pêche; eaux comprises dans son territoire de chasse	117.00
Que ressort-il de cette nomenclature?	
Deux points principaux:	

1. Les clubs détiennent d'immenses territoires;

2. Le montant des baux est très peu élevé. Un devoir nous incombe donc, c'est de limiter d'une manière raisonnable l'étendue des territoires et les eaux loués et de demander pour leur location un prix adéquat.

En effet, comme je le disais tout à l'heure, les communications sont plus faciles, la province est mieux connue, et grâce à notre nouveau système, la protection du gibier et du poisson sera plus efficace. Je crois qu'il sera d'une politique sage et

pratique de faire contribuer les amateurs de chasse et de pêche au coût de la protection du gibier et du poisson de notre province tout en leur donnant l'occasion, en même temps, d'augmenter le revenu provincial.

Je demande donc aux honorables députés de cette Chambre de m'aider dans cette tâche patriotique, et tous ensemble nous (ferons oeuvre pie car nous contribuerons à) pourrons réussir à faire augmenter quelque peu nos ressources trop minimes, hélas, pour faire prospérer, comme nous le voudrions, dans notre belle vieille province, la colonisation, l'agriculture et l'instruction publique.

Licences de pêche: nous avons retiré de ce chef une somme de \$4 884.59.

C'est là un bien faible montant mais, je le dis (l'avoue) sans crainte, M. l'Orateur, jusqu'à ce que l'important litige sur les pêcheries soit décidé entre le gouvernement et le pouvoir central, nous ne pouvons compter beaucoup sur l'augmentation de cet item; car l'émission de ces permis spéciaux sera contrôlée plus que jamais dans nos eaux intérieures, pour empêcher le dépeuplement (de parties importantes) de nos beaux fleuves, de nos rivières du sud, naguère si poissonneuses et de nos lacs intérieurs.

Taxe des non-résidents: dans le passé, pour des raisons que je donnais tout à l'heure, nous n'avons presque rien retiré de ce chef.

C'est pourtant là une des principales sources de revenus de ce département des provinces soeurs, à Terre-Neuve et aux États-Unis.

Je trouve dans un opuscule publié par le département de l'Agriculture des États-Unis, que les États du Colorado, de Georgie, de l'Idaho, du Maryland, du Minnesota, du Dakota-Nord, du Dakota-Sud, de l'Utah, exigent des non-résidents une licence de \$25.00 pour chasser sur leur territoire. Quelques États font même une différence entre les non-résidents et les étrangers et imposent à ces derniers, comme le territoire de Washington et l'État de Wyoming, une taxe de \$50.00. D'autres États exigent des licences variant de \$10.00 et \$15.00.

Le gouvernement de l'île de Terre-Neuve ne donne l'hospitalité sur ses territoires de chasse aux non-résidents que moyennant la somme de \$75.00.

Mais examinons sur ce point la politique de nos provinces soeurs.

Le Manitoba exige du non-résident la somme de \$25.00 et de l'étranger \$100.00.

La Colombie-Britannique, \$50.00 du non-résident.

Le Nouveau-Brunswick, \$50.00.

Les provinces de l'Ouest, \$25.00.

La Nouvelle-Ecosse, \$30.00, et enfin la province soeur d'Ontario, \$25.00.

Presque tous ces États ou provinces imposent (demandent) aussi aux résidents une

taxe variant de \$3.00 à \$1.00. Plusieurs d'entre eux (un grand nombre) obligent aussi le chasseur de payer certains montants pour les camps et les guides.

C'est là, je le répète, le plus clair des revenus de leurs départements de Chasse et de Pêche.

Or, quoique l'article 1415 de nos statuts refondus oblige toutes les personnes non domiciliées dans la province de nous payer une licence fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, avant de venir y faire la chasse, nous n'avons retiré de cette source que la somme de \$2 661.00 (\$2 561.00).

La raison en est bien simple. C'est que, prenant en considération les sommes payées à la province par les détenteurs de baux, le lieutenant-gouverneur en conseil, le 1er juin 1901, exemptait de cette taxe les chasseurs de la province d'Ontario et des Etats-Unis, membres de clubs de chasse et de pêche dans notre province.

Cet ordre en conseil était basé sur l'article 1416 qui dit: "1416. Chaque permis est délivré par le ministre ou par toute autre personne qu'il désignera, sur paiement des honoraires conformément au tarif établi par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"L'honoraire pourra être réduit, si le permis est délivré à un membre d'un club de chasse et de pêche qui est constitué en corporation en vertu des lois de la province et qui s'est conformé aux dispositions de ces lois, mais à condition que tel club soit locataire d'une réserve de chasse suivant l'article 1417a. Statuts refondus du Québec, 1416; 59 Victoria, chapitre 20, section 8; 60 Victoria, chapitre 25, section 5.

Pourquoi cette exemption a-t-elle été accordée? C'est parce que, dit l'ordre en conseil, ces clubs payaient à la province un revenu considérable.

Or, comme je l'ai dit tout à l'heure, par la demande, par les meilleures facilités de communication, par la diminution du gibier et du poisson dans les provinces et dans les Etats-Unis, la valeur de nos territoires sous bail a beaucoup augmenté. Je crois donc que maintenant il est à propos de ne plus exempter les membres de clubs de payer la licence que notre province leur impose, mais de s'en tenir à la lettre du statut qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil de réduire en leur faveur l'honoraire qui aura été fixé.

Or, un honoraire de \$25.00 pour la chasse et de \$10.00 pour la pêche a été décrété par le gouvernement, dans le cours de l'été dernier.

Je crois que maintenant il est juste que les membres de clubs, non-résidents, paient leur juste part, et comme les autres non domiciliés nous donnent \$25.00 par année.

Nous ferons cependant certaines réductions en faveur de ceux qui viennent chasser

et pêcher sur leurs réserves.

(Nous déduisons cependant de cette somme le montant qu'ils donnent à la province par la quote-part du prix du bail qu'ils sont appelés à nous payer).

Avec l'assentiment du premier ministre et de mes collègues, j'ai préconisé cette politique au congrès de chasse et de pêche, de Montréal, devant la Commission d'Ontario, à Ottawa, et devant un grand nombre de sportsmen, à Boston, Mass.

Le comité du gros gibier, du dernier congrès, composé en grande partie de non-résidents tant de la province d'Ontario que des Etats-Unis, a confirmé cette politique par une résolution très explicite.

Nos voisins américains ont exprimé leur entière satisfaction en nommant le ministre des Pêcheries de la province de Québec président de l'Association de chasse et de pêche de l'Amérique du Nord.

Et, je me fais l'écho de l'immense majorité de sportsmen de la province d'Ontario, en lisant, avec la permission de cette Chambre, un extrait d'un article du *Rod & Gun*, le journal sportif le mieux accrédité au Canada:

"M. White, of Pembroke, showed himself irreconcilable and wanted to argue that the province, having once made a bargain, was constrained forever from altering it, which of course would bring all government to an end. It may interest Mr. White to learn that in the old countries a man may not do as he pleases even on his property. In England, not only gun licenses but game-licenses have to be taken out annually before a landlord may shoot over his own property, and men like the Duke of Devonshire, although they bring up birds artificially, and pay for protecting them, have further to pay the state for the right to shoot their own birds on their own land.

"Mr. Prevost's proposals are so eminently fair and reasonable that we are sure sportsmen as a body will be found agreeable to their acceptance, and willing to work harmoniously with him in all he may find himself able to do for the more efficient protection of the fish and game of that wonderful province of Quebec, of which, even at present day, we know all too little" (4).

On a bien entendu quelques (il s'est bien soulevé des) récriminations isolées de la part (de quelques) d'intransigeants de la province soeur, qui se recrutent seulement chez ceux qui viennent passer la saison de chasse près des frontières, dans la vallée de l'Ottawa. L'un d'entre eux a cru devoir se plaindre d'une manière cavalière, dans certains journaux. Je comprends parfaitement leur façon d'agir, car ces messieurs ne considèrent que leur intérêt privé et ne pensent naturellement pas aux intérêts de la province en général (dans son entier "at

large").

M. White, avocat de Pembroke, a publié dans certains (nombre de) journaux canadiens et américains une lettre ouverte, adressée au ministre des Pêcheries. Si nous laissons de côté (en détachons) certains passages où l'on admire une fois de plus la morgue caractéristique (inhérente) de quelques-uns de nos compatriotes d'Ontario, ses arguments se résument comme suit:

1. Le bail donne au locataire le droit acquis ("vested right") de venir chasser et pêcher sur ses réserves sans payer de licence.

2. L'imposition d'un droit de licence sur les non-résidents serait un déni de la parole donnée (break of faith) de la part de la couronne, et plus que cela, une spoliation et une confiscation.

3. Pourquoi ne pas plutôt augmenter le prix des baux au fur et à mesure qu'ils expireront?

4. Aucun Etat du monde civilisé, du moins dans l'Empire britannique, ne consacrerait une injustice aussi monstrueuse.

M. White, un avocat éminent, me dit-on, n'a évidemment pas étudié nos statuts avant de saisir la presse américaine et canadienne de ses prétentions trop catégoriques. Il n'a même pas lu son bail, car il existe dans ce bail deux clauses qui détruisent d'un seul coup tout l'échafaudage de ses arguments.

je cite textuellement:

(Ledit locataire n'aura aucun recours contre le gouvernement de cette province, s'il lui survient quelque empêchement dans l'usage et la jouissance de ses droits de pêche provenant d'aucunes lois et règlements actuellement en vigueur ou qui pourront le devenir, ou d'aucun employé fédéral agissant légalement comme tel.

Le présent bail n'autorise pas le locataire à couper du bois sur les terrains dont il a l'usage pour les fins de son bail.)

"Ledit locataire devra, durant la possession et l'usage des terrains décrits dans le présent bail et dans l'exercice de son droit de faire la pêche dans les eaux avoisinant ces terrains, se conformer scrupuleusement aux exigences des lois et règlements, tant fédéraux que provinciaux, actuellement en vigueur ou qui pourront le devenir.

"Il sera loisible à Sa Majesté, représentée comme susdit, de mettre fin au présent bail en tout temps, en donnant un mois d'avis au locataire."

Donc, M. White, en sa qualité de président du club Nékabong (Mekalong), a signé un bail dans lequel il s'engage à se conformer aux lois édictées ou à être édictées par le gouvernement de cette province. Dans ce même acte, il soumet sa possession aux règlements de cette province, passes au à passer. Or, nos lois sont promul-

guées par cette législature et les règlements sont fixés par arrêté du conseil ou par le ministre, selon le cas.

Ce même M. White sait aussi que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, suivant bon plaisir, mettre fin à son bail; il a lui-même signé cette clause.

Et, (Or, M. l'Orateur) lorsque ce bail a été signé par notre protestataire (enragé) de Pembroke, l'article 1415 de nos statuts refondus était en vigueur, comme il l'est encore aujourd'hui.

"Nul, dit cet article, s'il n'est domicilié dans la province de Québec, ne peut y chasser, s'il n'est porteur d'un permis."

C'est là notre loi!

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, cependant, par ordre en conseil, réduire l'honoraire, si le permis est délivré à un membre d'un club de chasse et de pêche constitué en corporation en vertu des lois de cette province.

C'est là le règlement!

Donc, en principe, tout non-résident paye, qu'il soit ou non membre de club, M. White comme les autres!

Le lieutenant-gouverneur peut, suivant bon plaisir, imposer une licence sur les non-résidents ou la réduire, et les locataires, par la clause même de leur bail, sont tenus de s'y conformer.

En imposant cet honoraire, la province ne manque donc pas de bonne foi envers (vis-à-vis) les locataires de territoires de chasse et de pêche; elle ne fait qu'appliquer la loi et leur demande de se conformer aux clauses de leurs contrats.

Mais si nous prenons le cas particulier de M. White et si nous examinons attentivement les circonstances qui l'ont mis en possession du territoire que son club possède actuellement, nous trouvons que ce monsieur l'a obtenu en sous-main de M. Poupore, ancien député de Pontiac, et ce, avant l'ordre en conseil qui faisait une exception et dispensait les étrangers membres d'un club constitué légalement dans cette province, de payer la taxe de \$25.00.

Donc, il ne peut y avoir violation de la parole donnée envers M. White, puisque, quand il a obtenu son territoire, en 1901, l'ordre en conseil qu'il invoque aujourd'hui n'existait pas.

M. White oublie aussi dans ses arguments spécieux la véritable considération de son bail!

Pour une somme minime (dérisoire) de \$120.00 par année, son club possède, pour dix ans, le privilège exclusif de chasser sur une superficie de 35 milles carrés, dans les cantons de Waltham, Chichester, dans le comté de Pontiac, et le droit de pêche exclusif dans les lacs Germain, Nékabong, Jewel, Crockett, Deep, Two Islands et dans tous les cours d'eau et eaux mortes qui réunissent ces lacs, et en outre dans un bon nombre de

lacs compris dans le territoire de chasse que je viens de décrire, ainsi que dans le lac Calumet. Tous ces lacs magnifiques sont situés entre les lots 19 et 33 des rangs 9, 10, 11 et 12 du canton de Chichester.

Or, M. White et les membres de son club, quoique non-résidents dans cette province, ont le droit de faire payer une pénalité à tous les résidents qui tenteraient de chasser dans ce territoire que, par son contrat, la province lui réserve pour la modique somme de \$120.00.

C'est là une considération que les résidents comme les non-résidents sont obligés de payer.

Mais il ne faut pas confondre le prix de cette considération avec le montant du permis exigé des non-résidents.

Supposons que le lieutenant-gouverneur en conseil impose le paiement d'une licence aux résidents de notre province, ces derniers, quoique membres de clubs, seraient tenus de payer le permis de chasse en outre du prix de leur bail.

Pourquoi pas alors les non-résidents!

"Mais, s'écrie M. White, aucun Etat du monde civilisé, du moins dans l'Empire britannique, ne commettrait une pareille injustice."

Mais, M. White oublie, comme tant d'autres, qu'il a une poutre dans l'oeil.

La propre province fait payer des honoraires de licences aux résidents de la province de Québec, même quand ils sont membres de clubs dans la province d'Ontario.

Pourtant, tout comme M. White, ces messieurs dépensent des sommes d'argent considérables, dans l'Ontario, pour l'entretien de bâtisses, etc.

Le gouvernement de cette province, comme tout autre corps responsable de l'Empire britannique, a souci des devoirs de la couronne et respecte ses contrats à la lettre, mais il est aussi gardien jaloux de ses droits.

Depuis la Confédération, je ne crains pas de le dire, notre province donne l'exemple aux autres sur ce point.

Les minorités sont protégées, et jamais, dans un but plus ou moins avouable, nous ne nous sommes retranchés, derrière des textes plus ou moins ambigus de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, pour enlever à nos compatriotes d'origine différente les droits consacrés (indiscutables) par les lois et par l'usage.

M. White dit encore, dans sa lettre, que le gouvernement devrait plutôt augmenter le prix des baux au fur et à mesure qu'ils expireront.

Je prends note de sa suggestion, et je puis l'assurer que lorsque le bail du club dont il fait partie expirera, le prix en sera augmenté de manière à lui donner satisfaction.

Entrepôts frigorifiques: nous n'avons re-

tiré de ce chef, l'an dernier, que la modique somme de \$298.00. Je crois que nous pourrions augmenter ce revenu, en répartissant la taxe d'une manière plus équitable.

Une échelle d'honoraires sera fixée d'après l'importance des entrepôts et la quantité et l'espèce du gibier entreposé (emmagasiné). Les grands hôtels, les clubs importants devront nous payer des sommes raisonnables pour pouvoir servir en toute saison, du gibier à leur hôtes (dans leurs salles spacieuses).

Tous les gardiens d'entrepôts frigorifiques devront, d'après la nouvelle loi, fournir au département des Pêcheries, à certaines époques fixes de l'année, un état indiquant la quantité et l'espèce de gibier ainsi gardé.

J'espère donc, de cette manière, tout en rendant justice à qui de droit, augmenter le revenu de notre province.

(De mémoire d'homme, M. l'Orateur) A dater de l'époque des premiers établissements européens en Amérique, il s'est exporté de notre province, chaque année, des fourrures pour un montant d'argent considérable. Chaque année, des centaines de mille dollars de peaux de castor, de loutre, de vison, de renard, de lynx, de martre, de chat-sauvage, etc., sont exportées de notre province par des compagnies puissantes et prennent la route des grands pays d'Europe et des États-Unis.

La Compagnie de la Baie-d'Hudson, la maison Révillon et d'importantes sociétés et compagnies américaines ont établi dans notre province des comptoirs importants.

Ces gens font la traite des pelleteries avec les sauvages (indiens) et les trappeurs, et la province de Québec fournit aux pays étrangers des richesses incalculables sans en retirer un sou de revenu.

Le gouvernement étudie sérieusement les moyens à prendre pour retirer de ce chef un revenu (bénéfices) légitime.

Pourquoi ne retirerions-nous pas de cette exploitation des profits comme nous en retirons de nos forêts?

Les fourrures du Canada ont, depuis quelques années, considérablement augmenté de valeur. Une belle peau de loutre représente aujourd'hui \$75.00 et le prix du vison et de la martre a décuplé.

Un des amendements soumis à cette Chambre décrète qu'avant le 1er mai de chaque année, toutes les compagnies, sociétés et les particuliers qui font la traite ou le commerce des pelleteries devront fournir un état du nombre et de l'espèce de peaux dont ils font l'achat, et qu'ils livrent au marché.

Nous adoptons cette réforme dans le but de faire connaître à la province l'étendue et l'importance de ce genre d'exploitation, et sur les rapports qui me seront ainsi fournis, nous orienterons la politique que nous entendons suivre.

Je crois donc vous avoir prouvé, M.

L'Orateur, que notre province a besoin d'un service de protection beaucoup plus efficace de nos gibiers et de nos poissons. Je crois aussi vous avoir convaincu que nous pouvons retirer de ce capital merveilleux des revenus beaucoup plus considérables. C'est là aussi l'opinion du grand nombre des personnages distingués qui se sont fait un devoir d'assister au congrès que j'avais convoqué à l'hôtel windsor, en décembre dernier. Je ne me le cache cependant pas, l'application rigoureuse et juste de cette loi créera au ministre certains ennuis et lui donnera un surcroît de travail considérable.

Je demande aux honorables députés de cette Chambre de me prêter leur précieux concours dans cette tâche importante.

Je remercie tout spécialement les honorables députés de Sherbrooke (M. P. Pelletier), de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), de Beauharnois (M. A. Bergevin), de Bonaventure (M. J. H. Kelly), de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), de Soulanges (M. J.-O. Mousseau), de Montmagny (M. E. Roy) et de Pontiac (M. D. Gillies) et nombre d'autres, qui m'ont fourni (jusqu'à présent) de précieux renseignements et m'ont aidé dans les études et les recherches que je me suis imposées pour mener cette entreprise à bonne fin.

Je me rappelle que lors de mon séjour à Boston, j'ai eu l'honneur d'être reçu par des hommes publics distingués de cette merveilleuse ville américaine.

Comme j'exprimais mon opinion sur quelques-uns d'entre eux, mon cicérone me répondit avec un sourire expressif: "Je tenais à vous faire constater la différence entre un homme d'Etat et un politicien (a statesman and a politician.)"

Hélas! il existe dans cette province comme ailleurs des personnes qui se plaisent à exploiter les préjugés.

Certaine presse s'est faite l'écho de ces gens, et a contribué à faire répandre la triste nouvelle que le ministre des Pêcheries voulait enlever aux colons et aux cultivateurs le droit de chasser et de pêcher dans les limites de la province, pour en réserver le bénéfice aux étrangers, aux sportsmen anglais et aux gens riches.

Je déclare sur le parquet de cette Chambre, que ceux qui cherchent à exploiter ces malheureuses idées professent une doctrine contraire à la vérité et font preuve d'une démagogie malsaine.

Si on scrute quelque peu les motifs qui les animent, on constate bien vite qu'ils n'ont pour seul but que de protéger un chef cabaleur ou un électeur, qui dépeuple nos cours d'eau d'une façon inconsidérée et prive ainsi tous ses compatriotes (et ses paroissiens) de l'avantage de prendre un peu de poisson, comme dans le passé.

Non, la politique que nous entendons suivre n'a pas pour but de protéger quelques

sportsmen, elle aura pour effet d'empêcher la destruction irraisonnée des grandes richesses que la providence s'est plu à répandre dans notre belle province.

Elle a pour but de conserver pour tout le monde, pour le colon comme pour le cultivateur, pour l'ouvrier comme pour le capitaliste, pour le marchand comme pour l'homme de profession, pour le citadin comme pour celui qui habite la campagne, le plaisir sain et vivifiant (reposant) que procure une excursion de chasse et de pêche et l'avantage de pouvoir, pour de longues années à venir, se procurer à des prix raisonnables du gibier et du poisson.

D'ailleurs, le mot "sportman" ne comprend pas seulement l'étranger qui, au printemps et à l'automne, se dirige vers le nord ou le sud de la province, sous la conduite de guides de l'endroit, pour prendre un repos dont il a tant besoin, dans nos forêts ou sur nos cours d'eau; il comprend aussi le curé, le médecin, le marchand, l'ouvrier de nos villes et de nos villages, qui tous aujourd'hui déplorent la disparition de notre gibier et de notre poisson, surtout dans la partie sud de notre province.

Qui me contredira, messieurs, quand je dirai qu'à quarante milles autour de Montréal, le gibier est presque complètement anéanti et que nos fleuves et nos rivières ne nous offrent plus le quart des poissons que nous prenions il y a dix ans.

Les pêcheurs de profession, les poissonniers, sont les premiers à s'en plaindre. Sur les lacs Saint-Pierre, Saint-Louis, Deux-Montagnes, Saint-François, sur tout le haut du Saint-Laurent, sur l'Ottawa, sur la rivière Jésus, sur la rivière des Prairies, la pêche a diminué d'une façon surprenante.

Ils oublient, hélas! qu'ils en ont été les plus ardents destructeurs.

Les colons aussi qui voient leurs lacs superbes, au moyen de matières explosibles, de seines, de filets, de rets, de lignes dormantes, oublient eux aussi qu'ils tuent la poule aux oeufs d'or.

Pour l'appât de quelques dollars, ils vendent à vil prix des milliers de livres de truite et oublient que, par ce négoce imprévoyant, ils éloignent de leurs centres les touristes qui s'y rendent tous les étés, achètent leurs produits pour des prix plus que rémunérateurs, et le plus souvent bâtissent de riches maisons d'été.

La colonisation sportive: ces touristes augmentent ainsi l'évaluation municipale de nos paroisses de colonisation, ils aident à notre expansion nationale. En payant les taxes, ils contribuent aux dépenses occasionnées pour la voirie, ils aident à la construction et à l'entretien de nos maisons d'écoles.

La colonisation se trouve tellement favorisée, en certains cas, par la visite de ces sportsmen, que les dépenses faites par ces derniers constituent le principal appoint des

recettes des colons, qui gardent les chalets d'été et les réserves des pêcheurs ou des clubs étrangers, qui louent leurs services comme guides et trouvent marché pour leurs volailles, les oeufs, le beurre, les légumes, à leurs portes, et ce, souvent à plusieurs milles de distance de toute communication par chemin de fer. Ces visiteurs sportsmen font gagner à certains bons guides, dans cette province, jusqu'à deux et même trois piastres par jour.

Un résident du district du Lac-Saint-Jean a déclaré au congrès de la colonisation, tenu à Saint-Jérôme, que l'ouverture de la saison des touristes, dans cette partie du pays, crée toute une révolution dans le marché. Un dit que durant les premiers quinze jours de la saison, des produits comme le beurre, les oeufs, les légumes, les volailles et la viande de toute sorte augmentent de valeur de 20 à 25%. Les colons n'hésitent pas à dire qu'ils ont fait beaucoup d'argent depuis l'établissement des clubs et des grands hôtels dans cette partie de la province, et quelques-uns des orateurs au congrès, qui ont présenté des mémoires dans l'intérêt de la colonisation en général, ont exprimé l'avis que non seulement l'argent gagné des sportsmen constituait un appoint très important, mais même une aide essentielle, dans certains districts, qui permet aux nouveaux colons sans ressources de s'établir, et surtout dans les sections du pays où l'industrie n'a pu encore pénétrer. L'argent qu'ils tournent ainsi de suite permet aux colons de conjurer les besoins de leurs premières années de travaux sur les terres nouvelles et d'échapper au fatal système du crédit qui donne trop souvent à des spéculateurs sans scrupule l'occasion de plonger le pauvre colon dans des dettes dont il ne sortira pas sans laisser sa terre aux mains de ses créanciers.

La très grande partie de l'argent dépensé ici par les amateurs de chasse et de pêche vient surtout des étrangers, et c'est autant de capital apporté dans la province, qui passe dans les mains des guides, des gardiens, des agriculteurs et des canotiers, puis dans celles des marchands, des hôteliers et dans la caisse des chemins de fer. Ceux-ci à leur tour emploient un grand nombre de manoeuvres auxquels ils paient des gages échangés bientôt pour les produits de la ferme et du jardin.

J'ai donc raison de prétendre que la protection bien entendue de nos pêcheries et de nos chasses influe très directement sur le succès de la colonisation.

J'ai devant moi un rapport indiquant les progrès qu'ont fait depuis quelques années neuf municipalités du nord-ouest de mon comté (Terrebonne) situé, comme on le sait, dans un district qui attire chaque année un grand nombre de sportsmen.

La municipalité qui a été divisée depuis

lors en paroisse et village de Sainte-Agathe, avait, en 1890, une population totale de 1 304. En 1905, cette population avait plus que doublé, atteignant le chiffre de 2 693. La valeur de la propriété imposable a augmenté durant la même période de \$166 890 à \$619 910, soit une augmentation d'au moins \$453 020. La population totale des neuf paroisses en question a augmenté de 7 223 en 1890 à 11 273 en 1905, et la valeur de la propriété imposable, dans la même période, a augmenté de \$870 394 en 1890 à \$1 763 957 en 1905.

Peut-il y avoir des chiffres plus éloquents que ceux-ci?

Unissons-nous donc pour protéger nos richesses nationales.

Faisons sur cette question, comme sur tant, d'autres, l'éducation du peuple de notre province!

Soyons progressistes comme nos voisins les Américains, et, tout comme dans nos provinces soeurs, amendons nos lois de chasse et de pêche de manière à en rendre l'application plus facile et plus efficace.

Il n'y a pas que des considérations pratiques et économiques qui doivent nous engager à protéger nos forêts et nos eaux; mais nous devons aussi nous laisser convaincre et impressionner par des considérations morales.

Il avait bien raison, l'auteur américain qui disait: "L'animal, l'oiseau ou le poisson ont droit à l'existence, et si l'homme tient de la Providence un droit qui prime, en certains cas, celui que possède tout être vivant de se défendre, lui et les siens, contre la molestation et la destruction, il n'a pas reçu du Créateur la permission de poursuivre et de détruire sans relâche les oiseaux et les autres êtres non doués de raison, et de ne pas s'inquiéter de leur complète destruction. Il est le roi de la création, mais il ne lui est pas permis d'abuser de l'autorité et du domaine que Dieu lui a donné sur les autres êtres créés."

(Il avait bien raison cet auteur américain qui nous dit: "l'animal a le droit d'exister, qu'il soit oiseau ou poisson: si l'homme tient de la Providence des droits plus grands que ceux qu'elle a donnés aux autres êtres vivants de la création, celui de se défendre contre la destruction. L'homme n'a pas reçu du Créateur le droit de les poursuivre sans relâche et de les exterminer jusqu'à leur complète extinction, car s'il est le roi de la création, l'homme ne peut abuser de l'autorité qui lui a été dévolue par la Divinité.")

Ce sont à la fois des considérations morales et des considérations matérielles qui nous indiquent le sentier du devoir. En le suivant, nous aurons pour nous soutenir le témoignage d'une conscience satisfaite et la conviction sincère de contribuer au bien-être actuel et à la prospérité future de notre chère province de Québec.

(Nos ancêtres, Messieurs, nous ont conservé des richesses merveilleuses, marchons sur leurs traces, imitons les toujours.)

C'est ainsi que nous marcherons sur les brisées de nos ancêtres, qui nous ont conservé la merveilleuse richesse de nos chasses et de nos pêcheries dont nous profitons aujourd'hui, et en respectant la mémoire de la génération d'hier, que celle d'aujourd'hui remplisse son devoir envers celle de demain.

Applaudissements.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) dit qu'il rend respectueusement hommage à l'efficacité et au zèle ou nouveau ministre responsable de la chasse et de la pêche, dont le récent congrès à Montréal a été le premier pas vers la protection du gibier et ou poisson qui représentent une partie très importante des richesses naturelles de la province.

Il fait allusion à l'immense revenu que la province pourrait retirer par la protection du gibier et du poisson. Il cite en exemple le comté de Maskinongé, où une famille américaine a dépensé près de \$150 000 au cours des dix dernières années dans les environs de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, lieu de leurs réserves de pêches.

Il a également constate lors d'un séjour d'un an en Suisse, que la population là-bas avait découvert une grande source de richesses dans ses montagnes et ses lacs, et grâce aussi à la chasse et à la pêche.

Dans notre province, dit-il, le gibier et le poisson appartiennent à la population et devraient être protégés. De plus, le député de Terrebonne (l'honorable J.-B.-B. Prévost) mérite les remerciements de la Chambre pour les efforts qu'il a accomplis afin de leur accorder cette protection. Il espère que les riches aussi bien que les pauvres seront traités sur un pied d'égalité lors de la mise en vigueur de ces lois.

Le député de Terrebonne a droit à un hommage pour les efforts qu'il fait afin de procurer de l'argent au Trésor grâce à la chasse et à la pêche et il mérite aussi l'appui sincère de la Chambre et de la population. Il a pleinement confiance que les lois seront appliquées adéquatement et que leur mise en vigueur affectera aussi bien les riches que les pauvres, de façon à ce qu'une protection vraiment efficace soit accordée au gibier et au poisson qui, tel que le ministre a déclaré, appartiennent à la population.

L'honorable ministre à entre les mains un héritage qui pourrait rapporter de bons revenus au Trésor à chaque année.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) demande à ce que la pêche à la seine pour l'aloise soit permise pendant un mois, au printemps. C'est le seul temps de l'année où il est possible de prendre ce poisson, et pour les

cultivateurs de son comté, c'est une ressource appréciable.

Il paraît que ces pauvres gens ne vivent que de cette pêche qui dure à peine un mois. Lorsque les amendements à la loi de chasse et de pêche viendront, il aura l'opportunité probablement d'y glisser un amendement dans ce sens. Restera à le faire accepter.

La proposition est adoptée.

Maisons d'école insalubres

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le département de l'Instruction publique, ou aucun de ses membres, officiers ou employés, concernant les vices de construction au point de vue hygiénique, de certaines maisons d'école situées dans le district d'inspection de M. l'inspecteur Curot.

Adopté.

Taux d'intérêt

M. J.-A. Charet (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 128) amendant le code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Code civil articles 89 et 686

M. J.-A. Charet (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 121) amendant les articles 89 et 686 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

"The Canadian Eastern Railway Co."

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 100) constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Co."

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le

bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires d'écoles protestantes de Montréal

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 97) amendant les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, 5 Ldouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village du boulevard Saint-Paul

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 58) concernant le village du boulevard Saint-Paul.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente de Tobin et McCrea à "The Lotbiniere Lumber Company"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 98) ratifiant et confirmant un acte de vente fait par Edmond William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbiniere Lumber Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital des aliénés protestants

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 95) déclarant quels sont les placements qui peuvent être faits des fonds de l'Hôpital des aliénés protestants, augmentant ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Université McGill

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 83) concernant l'université McGill.

Adopté.

En comité:

Le préambule est adopté.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. Les collèges situés en dehors des limites de la province de Québec pourront devenir collèges de l'université McGill.

Cet article est remplacé par le suivant:

1. L'université McGill peut permettre aux collèges situés en dehors des limites de la province de Québec, de devenir collèges de l'université McGill, pourvu que ces collèges soient autorisés à en agir ainsi par la loi de la province du Canada, dans laquelle ils sont situés.

L'article est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Fraserville

M. N. Dion (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 85) amendant la charte de la ville de Fraserville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. (M) Dion (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôteliers de Québec

M. A. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 101) constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Godbout (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

Succession James O'Brien

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 94) concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

Compagnie T.-P. Pelletier

M. N. Dion (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 50) constituant en corporation la Compagnie T.-P. Pelletier.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. Dion (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 41) constituant en corporation l'Eglise du Messie (Unitarian) de Montréal, et ratifiant un certain acte de vente et transport fait par ladite Eglise;

- et bill (no 67) amendant la charte de la "Royal Trust Company".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis;

- bill (no 61) constituant en corporation les pauvres clarisses, de Valleyfield;

- bill (no 75) détachant des municipalités de Saint-Léon-de-Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire;

- et bill (no 93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec.

Charte de Lévis

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis. Les amendements sont lus pour la première fois.

Pauvres clarisses de Valleyfield

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 61) constituant en corporation les pauvres clarisses, de Valleyfield. Les amendements sont lus pour la première fois.

Saint-Nazaire de Dorchester

La Chambre procède à prendre en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 75) détachant des municipalités de Saint-Léon-de-Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire. Les amendements sont lus pour la première fois.

Propriétaires de billards et de jeux de quilles

La Chambre procède à prendre en con-

sidération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec. Les amendements sont lus pour la première fois.

Subsides

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la prise en considération ultérieure de deux résolutions rapportées le 21 février courant du comité des subsides. Ces résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Cour de circuit et bureau d'enregistrement

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 102) amendement le code municipal relativement à la Cour de circuit et au bureau d'enregistrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Contrepartistes

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender la loi des licences de manière que la taxe sur les courtiers en actions soit étendue de façon à s'appliquer à ce que l'on appelle "courtiers sur marge" (Bucket shops)? (5)

2. Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter, au cours de la présente session, une loi pour remédier aux lois usuraires?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. et 2. Le gouvernement a l'intention d'étendre la portée de la loi, de manière à la rendre aussi étendue et aussi équitable que possible.

Dépenses publiques

M. P.-É. Leblanc (Laval): 1. Quel est le montant des dépenses encourues par le gouvernement pendant l'année fiscale terminée le 30 juin 1905 et restées impayées avant cette date?

2. Quel est le montant de ces dépenses payées depuis cette date?

3. Quel est le montant de ces dépenses

non encore payées?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. \$56 921.30, comprenant:
Coroners \$8 133.41

Nota: Les comptes compris sous ce titre pour le semestre finissant le 30 juin, chaque année, sont rendus et payés après le 1er juillet suivant, de sorte que les paiements au compte de ce service pour l'exercice financier comprennent les dépenses pendant douze mois.

Protonotaires et greffiers de la Cour de circuit \$2 181.64
Dépenses contingentes des shérifs 33 634.57

Nota: Les comptes sous les deux chapitres ci-dessus, pour le trimestre finissant le 30 juin chaque année, sont rendus et payés après le 1er juillet suivant, de sorte que les paiements au compte de ces services pour l'exercice financier comprennent les dépenses pendant douze mois.

Divers. Administration de la justice 2 604.50
Ecoles du soir 1 248.00
Perception des licences 2 939.47

Nota: Contra. Il y avait entre les mains des percepteurs au 30 juin 1905, \$2 261.26, appartenant au revenu pour l'exercice financier finissant à cette date, ce qui tombe dans le revenu de l'exercice financier courant.

Traitements et dépenses contingentes des registrateurs 1 989.29
Immigration 297.91
Magistrats de district 82.44
Police 92.20
Archives canadiennes 75.50
Timbres de licences 95.44
Travaux publics et travail 3 546.93
\$56 921.30

2. \$56 921.30

3. Rien.

Des dépenses semblables encourues avant le 30 juin 1904, mais soumises ensuite et payées à même les recettes de l'année 1904-1905, se sont élevées à \$58 265.99

Dépenses encourues durant l'exercice se terminant le 30 juin 1904, restées non payées avant cette date:

Coroners \$7 828.09
Protonotaires et greffiers de la Cour de circuit 1 973.87
Dépenses contingentes des shérifs 34 237.31
Administration de la justice, divers 2 361.35
Ecoles du soir

Perception des licences, etc.	1	813.16
Traitements et dépenses contingentes des registrateurs		
Immigration		238.87
Magistrats de districts		183.78
Police		435.47
Archives canadiennes		
Timbres, licences, etc.		74.75
Travaux publics et travail	9 119.34	
	\$58 265 .99	

Examens des associés ès-arts

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1. Est-il affecté un montant aux examens des associés ès-arts?

2. Dans l'affirmative, à qui est-il payé et quel en est le montant?

3. Y a-t-il eu une augmentation de ce montant, ces années dernières?

4. Dans l'affirmative, qui a proposé et seconde la motion à cet effet au comité protestant du Conseil de l'instruction publique?

a. Y a-t-il eu une augmentation ces années dernières, de la somme payée aux personnes qui ont présidé aux examens finals, aux académies protestantes?

6. Dans l'affirmative, quel est le montant payé actuellement?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Oui.

2. Au trésorier de l'université McGill. Le montant est actuellement de \$500 par année.

3. En l'année 1900, le montant a été augmenté de \$200 au chiffre actuel.

4. La seule information que le gouvernement possède à ce sujet se trouve dans l'extrait suivant des procès-verbaux de la réunion du comité protestant, le 28 septembre 1900:

"À la demande du principal Peterson, il est résolu de contribuer \$500 aux frais des examens A. A."

5. Oui.

6. Trois piastres par jour et une allocation pour les dépenses de voyage à chaque examinateur, excepte l'inspecteur des écoles supérieures qui reçoit un traitement annuel.

Le montant total pour services, dépenses de voyage, etc., varie d'année en année. Les quatre derniers totaux ont été de \$764.00, \$786.80, \$726.90 et \$567.00.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon le journal The Gazette du 23 février 1906, ce discours aurait duré deux heures.

2. Nous disposons de deux versions de ce discours. La première est une brochure publiée en 1906 et la seconde fut rapportée

dans le Soleil du 24, 26, 27 et 28 février 1906. Bien que ces deux versions sont sensées être exhaustives, elles divergent. Nous avons choisi la première version et mis entre parenthèses les passages divergents ou les ajouts du Soleil.

3. Arthur Buies, La province de Québec, Québec, Département de l'Agriculture de la province de Québec, 1900, pp. 246-247.

4. "M. White, de Pembroke, se montrait irrécconciliable et cherchait à démontrer que dès le moment où la province avait conclu une entente, elle était contrainte de ne jamais la modifier; ce qui sans aucun doute conduirait n'importe quel gouvernement à sa perte. M. White sera peut-être intéressé d'apprendre que dans les Vieux Pays, un homme ne peut pas faire tout ce qu'il veut, même sur sa propre propriété. En Angleterre, un propriétaire doit renouveler à chaque année non seulement son permis de port d'armes mais aussi son permis de chasse avant de pouvoir chasser sur sa propre propriété. Des hommes comme le duc du Devonshire, qui élèvent des oiseaux de façon artificielle et paient pour les protéger, doivent de plus payer des droits à l'État pour chasser leurs propres oiseaux sur leurs propres terres.

"Les propositions de M. Prévost sont à ce point justes et raisonnables que nous sommes convaincus que l'ensemble des sportsmen consentiront à les accepter et à collaborer avec lui pour tout ce qu'il pourra faire afin de protéger plus efficacement le poisson et le gibier de cette merveilleuse province de Québec que, même aujourd'hui, nous ne connaissons pratiquement pas."

5. Il s'agirait ici de contrepartistes qui se portent vendeurs ou acheteurs contre leurs propres clients, au lieu d'en exécuter les ordres comme intermédiaires.

Séance du 23 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures (1).

Code municipal

M. C.-S. Cherrier (Laprairie): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial sur le code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre le rapport suivant:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement:

- bill (no 135) ajoutant l'article 753a au code municipal;

- et bill (no 126) amendant l'article 246 du code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 131) amendant les articles 535, 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du code municipal.

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 65) incorporant le chemin de fer du comte de Lévis.

Votre comité recommande aussi que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit étendu jusqu'au premier mars prochain, inclusivement.

Le rapport est adopté.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 46) constituant en corporation l'École de pharmacie de Montréal;

- et bill (no 40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 54) concernant la succession de feu Simon Lacombe;

- et bill (no 96) ratifiant un acte de partage intervenu entre les héritiers de la

succession de feu Félix Décarie.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit étendu jusqu'au premier jour de mars inclusivement.

Le rapport est adopté.

Introduction de bills:

M. G. Lafontaine (Maskinongé) (2) demande la permission d'introduire un bill (no 114) amendant de nouveau la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 113) amendant l'article 4905 des statuts réformés.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Chasse

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que, mercredi prochain, la Chambre se forme en comité général pour considérer une résolution concernant la chasse dans la province de Québec.

Adopté.

Loi des cités et villes

M. F.-H. Daigneault (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 127) amendant la loi des cités et des villes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-H. Daigneault (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies d'assurances

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 137) amendant les articles 5279 et 5284 des

statuts refondus. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Médecins et chirurgiens

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. C.-E. Côté) que le bill (no 120) amendement la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Interpellations:

Palais de justice et prisons

M. M. Perrault (Chambly): Quel est le montant total approximatif dépensé par la province depuis 1867 jusqu'au 1er juillet 1905, pour la construction des palais de justice et prisons?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) (3) répond qu'il est impossible de répondre à cette interpellation. Il suggère au représentant de Chambly de demander ces documents par avis de motion.

Taxe sur les banques

M. M. Perrault (Chambly): 1. Quel est le montant total du capital versé de toutes les banques réunies faisant affaires dans la province, sur lequel est basé la taxe en vertu de l'article 1145 des statuts refondus et des actes qui l'amendent.

2. Quel est le montant total de la taxe payée par ces mêmes banques à la province, basé sur le capital versé, sans tenir compte de la charge additionnelle pour chaque bureau d'affaires?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. \$70 385 517.17.
2. \$33 755.64.

Taxe sur corporations et compagnies commerciales

M. M. Perrault (Chambly): Est-ce l'intention au gouvernement de présenter une loi pour changer les dispositions des articles 1143, 1144 et 1145 des statuts refondus et des lois qui les amendent, à l'effet de fixer la taxe à un taux uniforme pour toutes les corporations et compagnies commerciales, basé sur le montant du capital versé?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Non.

Taxe spéciale sur le district judiciaire de Québec

M. M. Perrault (Chambly): 1. À quel montant s'élevait, au 1er juillet 1905, le total de la taxe spéciale d'un pour cent, imposée en vertu de 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16, sur le district judiciaire de Québec, comme fonds d'amortissement pour payer l'emprunt effectué par la province, en vertu des mêmes statuts?

2. Dans quelle banque ou institution financière cette taxe spéciale a-t-elle été déposée, et quel est le fonds capital que cet amortissement a produit au 1er juillet 1905?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): On a répondu à cette question par la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 février 1906. (Document de la session no 43)

Classification des terres publiques

M. P.-É. LeBlanc (Laval) (4): Le gouvernement a-t-il adopté quelques ordres en conseil pour la classification des terres publiques?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Non.

Vente de limites à bois

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Le gouvernement se propose-t-il de vendre des limites à bois cette année?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Où sont situées ces limites?

4. Quelle est leur étendue?

5. Sont-elles actuellement annoncées en vente? Si elles ne le sont pas déjà, quel est le délai minimum que le gouvernement se propose de donner entre la publication des annonces et le jour de la vente?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Oui.

2. Dans le mois de juin prochain.

3. Dans les agences Ottawa supérieur, Saint-Maurice, Saint-Charles, Saguenay, Gaspé, Lac-Saint-Jean, Bonaventure, Rimouski et Grandville.

4. A peu près 10 000 milles.

5. Non. Elles le seront bientôt.

Demande de documents:

Taxe sur les banques

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des banques faisant affaires dans la province, avec le chiffre du capital versé de chacune d'elles, et le

montant de la taxe payée annuellement par chacune d'elles, en vertu de l'article 1145 des statuts refondus et des lois qui l'amendent, mais sans tenir compte de la charge additionnelle pour chaque bureau d'affaires.

Adopté.

Recettes et paiements

M. P.-t. Leblanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) (5), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des recettes et des paiements de la province de Québec, depuis le 30 juin 1905 jusqu'à date.

Adopté.

Taxe scolaire à Montréal

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 99) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de ladite cité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose que ce bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 35) amendement la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) propose que ce bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer Québec et Baie-James

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 71) amendement la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec et Baie-James.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu pour la

troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Club Montefiore

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 37) concernant le club Montefiore. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Asile Sainte-Brigitte

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 42) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Chemin de fer urbain de Montréal

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 53) amendement les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ordre du Très Saint-Rédempteur

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 68) constituant en corporation l'ordre du Très Saint-Rédempteur. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Vente par les enfants de

**M. J. Morris et W. B. Lambe
à J. Robinson**

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"Quebec Northern Railway"

La Chambre procède, de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 90) constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Pauvres clarisses de Valleyfield

La Chambre procède, de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 61) constituant en corporation les pauvres clarisses de Valleyfield. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Saint-Nazaire de Dorchester

La Chambre procède, de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le conseil législatif au bill (no 75) détachant des municipalités de Saint-Léon-de-Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Propriétaires de billards
et de jeux de quilles**

La Chambre procède, de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Commissaires d'écoles catholiques
de Québec**

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 118) amendant la loi concernant l'éducation dans cette province, quant à certains pouvoirs ou bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Québec, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à 3 h 30.

NOTES

1. En vertu du règlement, la présence d'au moins vingt députés est requise pour qu'il y ait quorum. Or selon le Peuple de Montmagny du 2 mars 1906, il y aurait eu seulement quinze députés en Chambre.

2. Selon le Herald du 24 février 1906, aucun membre de l'opposition n'était en Chambre ce jour-là. M. G. Lafontaine est député conservateur.

3. Contrairement à la Presse, le Québec Chronicle du 24 février 1906 soutient que ce fut l'honorable McCorkill qui a répondu à cette interpellation.

4. Selon le Star et le Herald du 24 février, il appert que M. LeBlanc n'était pas en Chambre.

5. Messieurs LeBlanc et Tellier sont également députés conservateurs; voir note 2.

Séance du 26 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Dépôt de documents:

M. l'Orateur met devant la Chambre le bilan de la "Royal Trust Company" au 31 décembre 1905. (Document de la session no 45)

Introduction de bills:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) demande la permission d'introduire un bill (no 105) amendant la section 2, du chapitre 3, du titre XI des statuts refondus.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 115) amendant l'article 307 de la loi de l'Instruction publique.

Il ne s'agit pas de révolution.

C'est tout simplement pour permettre aux instituteurs de remplir les fonctions de secrétaire trésorier dans des municipalités.

Ce projet est destiné à permettre aux municipalités d'employer des instituteurs ou institutrices comme secrétaires des commissions scolaires, ce qui permettra aux contribuables de payer des salaires plus considérables, tout en ne faisant pas de plus fortes dépenses.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) demande la permission d'introduire un bill (no 151) contre l'usure.

Les usuriers auront fort à faire. Il s'agit de les prendre par leur côté faible, le paiement des intérêts usuraires.

Ce bill décrète ce qui suit:

Nonobstant toute loi à ce contraire, sur Déclaration assermentée par le défendeur qu'un contrat comporte usure, soit directement à sa face, soit indirectement par moyens détournés, la preuve testimoniale pourra être admise pour contredire tel contrat. Si le tribunal décide que le contrat est usuraire, toutes les dispositions concernant l'exécution des jugements seront suspendues et il pourra ordonner que le montant réclamé soit payé par versements et il fixera les montants et les échéances de ces versements à sa discrétion, suivant les circonstances.

À l'avenir, si la Chambre adopte cette loi, le juge qui estimera que des intérêts usuraires sont réclamés par le prêteur dans

une action au civil, pourra donner au débiteur, pour le paiement de ces intérêts, un délai qu'il jugera raisonnable. Selon sa discrétion, il pourra donc permettre au défendeur condamné de payer par acomptes et ce dans un délai plus ou moins long. L'on saisit de suite jusqu'à quel point l'usurier pourra en certains cas attendre des jours et des jours avant de rentrer dans ses petits bénéfices.

De plus, pour l'empêcher d'échapper à l'application de ce pouvoir discrétionnaire en se servant des termes mêmes de la loi, en changeant la nature du prêt à taux usuraires, l'on permettra la preuve par témoin pour établir la nature du contrat ou convention ayant donné naissance à l'action.

Les usuriers trouveront-ils encore un moyen de se jouer de la loi? L'application de cette loi permettra d'en juger.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Dépôt de documents:

Maisons d'école insalubres

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 22 février 1906, pour production d'une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le département de l'Instruction publique, ou aucun de ses membres, officiers ou employés concernant les vices de construction au point de vue hygiénique, de certaines maisons d'école situées dans le district d'inspection de M. l'inspecteur Curot. (Document de la session no 44)

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 45) ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique;

- bill (no 63) constituant en corporation "The Sovereign Fire Insurance Company";

- et bill (no 64) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean et les lois qui l'amendent.

Aussi, le Conseil législatif informe

l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 44) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental;
- bill (no 86) amendement la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé;
- et bill (no 92) autorisant les curés et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre no 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe.

Chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 44) amendement de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental. Les amendements sont lus pour la première fois.

Cnemin de fer Matane et Gaspé

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 86) amendement la loi constituant en corporation la Compagnie au chemin de fer de Matane et Gaspé. Les amendements sont lus la première fois.

Terre no 42 de la Longue-Pointe

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 92) autorisant les curés et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre no 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe. Les amenaements sont lus pour la première fois.

Ecole de pharmacie de Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 46) constituant en corporation l'Ecole de pharmacie de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 1) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Notre-Dame-de-Grâce

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâce.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession M. Simon Lacombe

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 54) concernant la succession de feu Simon Lacombe.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession M. Félix Décarie

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 96) ratifiant un acte de partage intervenu entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Pertes subies par la grêle

M. A. Giard (Compton): 1. Quels sont les comtés et les paroisses où le gouvernement a accordé des montants pour indemniser les cultivateurs des pertes subies par la grêle, depuis 1904, et quels sont les montants payés à chaque paroisse respectivement?

2. Par qui et à la demande de qui ces montants ont-ils été distribués?

3. Quels sont les noms des personnes qui ont reçu quelque indemnité?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Comté de Montmorency, paroisse Saint-Féréol \$500.00; comté de Montmorency, paroisse Saint-Tite-des-Caps, \$1 000.00; comté de Compton, paroisse Saint-Romain, \$500.00.

2. Comté de Montmorency, distribution faite par des employés du ministère de l'Agriculture. Demande faite par le député local du comté. Comté de Compton, distribution faite par un officier du ministère de l'Agriculture en compagnie de M. L.-S. Roberge, membre du Conseil d'agriculture.

Demande faite par les victimes de la grêle.

3. Paroisse de Saint-Féréol de Montmorency: Cléophas Lachance, Joseph Simard, Cyrille boucher, Magloire Giguère, Pierre Dupont, Pierre Bilodeau, Moïse Bérubé, Emilien Dupont, Elzéar Poulin, Albert Poulin, Pierre Leclerc, Alex. Huot, Joseph Drouin, Solyme Lessard, Damase Fortier, Jean Huot. Elie Côte, Elzéar Lessard, Louis Gagnon, David bilodeau, Joseph L'Heureux Sr, Joseph L'Heureux Jr, Veuve Joseph Morency, Octave Paré, François Michel, Téléphore Lachance, Bruno Poulin, Thomas Bolduc, Théodore Racine, Deméric Racine, Alfred Bilodeau, Alfred Giguère, Louis Caron, Octave Saint-Hilaire, François Simard, Joseph Lachance, Bruno Lachance, Alfred Racine, Veuve Phil. Paré, Hippolyte Paré, Thomas Bolduc, Joseph Paré.

Paroisse de Saint-Romain, comté de Compton: Damase Marceau, Adélard Bouffard, Joseph Marceau, Flavien Bélanger, Joseph Richard, Augustin Coulombe, Honoré bouffard, Joseph Belavance, Napoléon Belavance, Philémon Roy, Damase Roy, Joseph Nadeau, Joseph Bélanger, Joseph Gosselin, Damase Bouffard, Pierre Bouffard, Ambroise Roy, Georges Campeau, Cyrille Bureau, Paul Roy, Rémi Campeau, Alphonse Hallé, Edmond Fortin, Augustin Goudreau, James Allen, Majorique Roy, Jos. Boulanger, Guillaume Boulanger, Joseph Guay, Léon Roy, Alphé belanger, Joseph Isabelle (Chs), Napoléon Collet, Joseph F. Moore, rév. L. G. Pelletier, Joseph Audet, Omer Dion, Napoléon Blais (G.), Théodore Hallé, Pierre Gagné, Elzéar Hallé, Hippolyte Gagné, Nap. Blais (Damase), Eugène Coulomb, Adélard Collet fils, Barromé Hallé, Jérémie Guay, Adélard Collet père, Edmond Royer, Thomas Roy, Ferdinand Hallé, Henri Plante, G.-R. Morin, V. Boulanger, Joseph Isabelle (M).

Paroisse de Saint-Tite-des-Caps, comté de Montmorency: Jean Ferland, Veuve Nap. Jean, Athanase Drolet, Louis Jean, Joseph Cantin, Elie Audet, Joseph Martineau, Michel Martineau, Ovide Lavoie, F. Lachance, Pierre Laurent, Simeon Labranche, Azarie Ferland,

Veuve Tel. Renaud, Stanislas Asselin, Jules Boivin, Euxerie Vandal, Ovide Simard, Avila Vandal, Alfred Bouchard, Géo. Duchaine, Ben. Bolduc, Ls. Giguère, Cyprien Ferland, Clovis Côté, Ls. Paradis, Veuve François Paradis, Ths. Lachance, Ludger Dubeau, Ed. Girard, Joseph Lachance, Auguste Mercier, Veuve Pierre-Ls. Ferland, L. Goulet fils, Joseph Gauthier, Joseph Paradis, Ls. Goulet, Frs. Fillion, Bruno Cantin, Frs. Racine.

Argent du Pacifique Canadien

M. M. Perrault (Chambly): 1. À quelles fins le gouvernement destine-t-il la somme de \$1 164 380.00, balance au crédit de la province sur les \$7 000 000.00 que la Compagnie du Pacifique Canadien doit remettre prochainement, après que les emprunts de 1874 et 1876 auront été remboursés, au montant de \$5 835 620.00?

2. Dans quelle banque cette balance sera-t-elle déposée, et quel sera le taux d'intérêt que le gouvernement fixera pour le dépôt de cette somme en attendant son placement définitif?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. Le gouvernement a l'intention d'employer la balance des \$7 000 000 qu'il doit recevoir de la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, après remboursement des emprunts de 1874 et 1876, en remboursement de l'emprunt temporaire de \$700 000 et à compléter le crédit pour l'emprunt de 1878.

2. Réponse ci-dessus.

Emploi du temps dans les écoles

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Y a-t-il un tableau de l'emploi du temps en usage dans la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, est-il fourni gratuitement aux écoles?

3. Dans la négative, quel mode d'emploi de temps est suivi par les institutrices?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. et 2. Il n'y a pas et il ne peut y avoir un tableau unique de l'emploi du temps pour les écoles de la province.

3. En vertu du paragraphe 7 de l'article 145 des règlements du comité catholique du Conseil de l'instruction publique, chaque instituteur et institutrice est tenu de préparer pour ses classes un tableau de l'emploi du temps. De plus, voici ce que déclare le nouveau programme d'études des écoles catholiques, sous le titre "Tableau de l'emploi du temps": "Vu les conditions parfois considérablement différentes où se trouvent les écoles, il n'est pas imposé de tableau unique de l'emploi du temps. Mais chaque titulaire est tenu d'en préparer un pour son

école, et de le soumettre à l'approbation de l'inspecteur. Après approbation, cet horaire sera affiché, bien en vue, dans les salles de classes."

Education supérieure

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1. Quel montant est annuellement affecté à l'éducation supérieure?

2. Quelle partie de ce montant provient des licences de mariage et de l'intérêt sur le fonds des licences de mariage?

3. Quelle somme est payée annuellement à l'université McGill à même le montant affecté à l'éducation supérieure?

4. Quelle somme est payée annuellement à l'université du collège Bishop, à même le montant affecté à l'éducation supérieure?

5. De ces sommes ainsi payées aux universités, quelle proportion provient des honoraires de licences de mariage et de l'intérêt sur le fonds des licences de mariage?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): En supposant que les questions se rapportent seulement à l'éducation supérieure chez les protestants, les réponses sont:

1. Il varie d'année en année. La moyenne pour les quatre dernières années est de \$18 647.42.

2. Le montant provenant des honoraires de licences de mariage varie d'année en année avec le nombre des mariages sous licence. La moyenne, pour les quatre dernières années, des sommes portées au crédit du fonds de l'éducation supérieure provenant des honoraires de licence est \$3 985.28. L'intérêt sur le fonds des licences de mariage est \$1400 annuellement.

3. \$2 075.00. Ceci est à l'exclusion des \$500 payées pour subvenir aux dépenses du bureau de l'association ès-arts.

4. \$1 125.00.

3. Les honoraires de licences de mariage constituent 20% du fonds de l'éducation supérieure chez les protestants, à même lequel est payé le montant donné à McGill, et l'intérêt sur le fonds des licences de mariage constitue 8 pour cent. Il y a de légères variations pour les raisons déjà mentionnées, mais la moyenne totale pour les quatre dernières années est de 28 à 29%.

Contribution de Compton au département des Terres, Mines et Pêcheries

M. A. W. Giard (Compton): Pour quel montant le comté de Compton a-t-il contribué au département des Terres, Mines et Pêcheries de cette province, durant l'exercice financier termine le 30 juin 1905, pour toutes les sources du revenu.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): La branche des terres et celle des mines ont rapporté \$3 563.86. Le montant perçu par la branche des bois et forêts dans l'agence Saint-François qui comprend le comté de Compton et partie des comtés de Beauce et de Wolfe, est de \$12 103.84.

Montant de \$130 473.29

M. M. Perrault (Chambly): 1. À quelles dates respectives remontent les diverses avances représentées par le montant de \$130 473.29, à l'actif de l'état financier G au 30 juin 1905?

2. Quelle est la valeur de la réclamation de la province pour ces diverses avances, séparément?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome):

1. 12 octobre 1870. Compagnie de chemins à barrière de la rive nord \$15 000.00

pour réparer le pont Dorchester, en vertu de 33 Victoria, chapitre 48 et ordre en conseil no 228 du 27 septembre 1870. 5 septembre 1881. Pères trappistes, en vertu d'une résolution de la Chambre, 30 juin 1881 10 000.00

Ordre en conseil no 107, du 30 mars 1895, recommande que demande soit faite à la législature d'accorder la remise des \$10 000.00 et de l'intérêt, pour les raisons qui y sont données. Balance de prêts de graines de semence prêtées sous l'autorité de la loi 36 Victoria, chapitre 2, (1872) aux municipalités des comtés de Chicoutimi et de Charlevoix, mai 1872 25 646.40

Avance re tempête de vent et de pluie du 13 juin 1892 48 030.89

Avance faite entre le 24 août 1892, et le 30 juin 1893, sous l'autorité de la loi 55-56 Victoria, chapitre 38.

19 juin 1891. Avance à la Compagnie de chemins à barrière de Lévis 8 760.00

En vertu de l'ordre en conseil no 356 du 17 juin 1891, macadamisage du chemin de Beaumont. Avance aux soeurs de la Charité, Québec 23 000.00

Ce montant est la balance due par les soeurs de la Charité, Québec, pour avances faites pour réparations à l'asile des aliénés de Beauport, savoir: 12 avril 1894 \$19 395.60

1 mars 1895 25 000.00 44 395.60

En vertu de la loi 3 Édouard VII,

chapitre 4, ratifiant le contrat en date au 23 février 1903, fait avec les soeurs de la Charité, un règlement de cette réclamation a été fait pour \$25 000, remboursables en 100 paiements trimestriels de \$250 chacun, dont huit ont été faits. \$130 437.29

2. Le gouvernement est d'opinion qu'il n'est pas dans l'intérêt public de fixer une valeur à aucune des réclamations ci-dessus moindre que celle qu'elles comportent à leur face même.

Réclamation de M. Thomas McGreevy

M. M. Perrault (Chambly): 1. À quelle date remonte la réclamation in re feu l'honorable Thomas McGreevy, au montant de \$100000.00, tel qu'il appert à l'actif de l'état financier G des états financiers, au 30 juin 1905?

2. Quelle est la valeur de cette réclamation?

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): 1. Au 25 juin 1887.

2. Le gouvernement est d'opinion qu'il n'est pas dans l'intérêt public d'évaluer aucune des réclamations ci-dessus.

Terres du canton Winslow

M. A. W. Giard (Compton): 1. Combien y a-t-il d'acres de terre, dans le canton Winslow, comté de Compton?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre actuellement sous licence de coupe de bois, dans le même canton?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. 73 000 acres, plus ou moins.

2. 26 600 acres.

Demande de documents:

Palais de justice et prisons

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant cette Chambre un état donnant le montant total approximatif dépensé par la province depuis 1867 jusqu'au 1er juillet 1905, pour la construction des palais de justice et prisons.

Adopté.

Réclamation M. A.-B. Dupuis, Bonaventure

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous documents relatifs à la réclamation de M. A.-B. Dupuis, contre le gouvernement de la

province de Québec, au sujet de la cause de Robitaille vs LeBlanc, et de certains lots du canton Hamilton, dans le comté de Bonaventure.

Adopté.

Transmission d'immeuble par testament ou donation

M. J.-A. Charet (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 146.) amendant l'article 2098 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Statuts refondus, article 136

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 136) abrogeant la loi amendant l'article 4691 des statuts refondus.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Successions hors de la province

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 150) amendant le code de procédure civile en y ajoutant l'article 135a.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Autonomie municipale

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Gaspé (M. L.-J. Lemieux), que le bill (no 147) relatif au maintien d'autonomie des municipalités en ce qui concerne les chemins, les rues et les places publiques, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande que ce bill soit renvoyé pour étude

au comité de législation.

Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Vacance à la mairie

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin) que le bill (no 126) amendement l'article 246 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 131) amendement les articles 535, 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est retranché, il se lisait comme suit: 2. L'article 544 dudit code est amendé en y ajoutant les mots: "et le long" après les mots: "en front", dans la sixième ligne.

L'article 3 retranché par le comité permanent des bills privés est retranché, il se lisait comme suit: 3. L'article 546 dudit code, tel qu'il se lit à l'article 6116 des statuts refondus, et amendé par la loi 5 Édouard VII, chapitre 35, section 3, est de nouveau amendé en y ajoutant les mots: "et obliger les propriétaires des deux côtés d'un rang double ou d'une rue, à faire en commun les trottoirs sur un côté seulement, ainsi que les traverses qu'il y aura besoin".

Le comité étudie l'article 4 qui devient 2, il se lit comme suit: 4. L'article 773

audit code est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il sera cependant loisible au conseil de décréter par résolution ou règlement que ces travaux seront faits à la charge de la municipalité, ou d'une partie d'icelle".

Cet article est amendé en retranchant au commencement de la 4e ligne, les mots "résolution ou".

L'article est adopté.

Les articles 5, 6 et 7, devenus 3, 4 et 5 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écrits et affidavits hors de la province

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Beauce (M. J.-A. Godbout), que le bill (no 124) amendement les articles 1220, 2143 et 2144 du code civil, ainsi que l'article 30 du code de procédure civile, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Licences

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

Il désire abroger la licence permettant à la fois la vente en gros et en détail de liqueurs enivrantes, (1) et ce à la demande de l'Association des marchands de détail de la province. À l'avenir, il n'y aura que deux types de licences pour la vente des liqueurs enivrantes: l'une pour la vente en détail et l'autre pour la vente en gros.

Adopté.

Taxes

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les compagnies commerciales, les sociétés, les associations, les maisons d'affaires et les personnes.

Adopté.

Droits sur les successions

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les droits sur les successions.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande des explications.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) a l'intention de faire passer de \$3000. à \$5000. le montant sur lequel on devra commencer à payer une taxe, mais les droits sur les successions plus importantes seront augmentés. Les biens légués aux institutions de charité, si la valeur n'excède pas mille dollars, ne seront pas imposables. Il fait remarquer qu'il a étudié attentivement les lois américaine et anglaise et qu'il essaierait d'en arriver à la solution la plus équitable possible.

Un plus amples détails seront d'ailleurs fournis lors de leur deuxième lecture.

Adopté.

Automobiles

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les voitures automobiles.

Les personnes qui possèdent des voitures automobiles ne doivent pas être oubliées et le propriétaire, tout comme le chauffeur du véhicule-moteur, devra payer une licence. En plus, le gouvernement percevra une taxe allant de dix à cent dollars selon les chevaux-vapeur des voitures automobiles.

Adopté.

Taxes sur transferts de capitaux

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations.

Adopté.

Compagnies de fidéicommiss

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que demain, la Chambre se forme en comité

général pour considérer certaines résolutions concernant les compagnies de fidéicommiss.

Adopté.

"Homesteads"

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) que le bill (no 23) amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des "homesteads" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Cette loi pourvoit à ce que les colons aient le droit d'hypothéquer leurs terres, en certains cas, pour obtenir le moyen d'emprunter.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection du poisson et du gibier

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 18) amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J. C. J.

S. McCorkill.) que le bill (no 103) amendement la loi électorale de Québec, 1903, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.
Adopté.

En comité:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

2. L'article 63 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"63. Lorsque le nombre des électeurs dépasse deux cents dans une municipalité, le conseil de la municipalité doit, avant le premier décembre de chaque année, diviser, par un règlement fait en la manière ordinaire, la municipalité en autant d'arrondissements de votation qu'il y a de fois deux cents électeurs, et ajouter un arrondissement pour toute fraction excédant ce chiffre; pourvu, toutefois que l'étendue de chaque arrondissement n'excède pas six milles en longueur et six milles en largeur.

Les arrondissements de votation doivent contenir, autant que possible, un nombre égal d'électeurs.

Les limites de ces arrondissements doivent être bien définies et ne pas diviser un bien-fonds qui donne le droit de suffrage.

Dans la cité de Montréal, les arrondissements pour les fins de la votation aux élections municipales de la cité, seront les arrondissements de votation pour les élections provinciales.

Les officiers-rapporteurs des districts électoraux compris dans la cité de Montréal devront réunir les arrondissements de votation de la cité jusqu'à concurrence du nombre de deux cents électeurs sur les listes de ces arrondissements, et n'ouvrir qu'un seul bureau de votation pour ces arrondissements ainsi réunis."

Cet article est amendé en retranchant dans la neuvième ligne le mot "six" et en le remplaçant par le mot "huit", et en remplaçant dans la seizième ligne le mot "six" par le mot "huit".

Cet article est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son

concours.

Cour de circuit, Chicoutimi

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J. C. J. S. McCorkill.) que le bill (no 27) relatif aux séances de la Cour de circuit dans le district de Chicoutimi soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 20) amendement la loi de l'instruction publique, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante-quatre mille quatre cent huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses

contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas soixante et seize mille quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide aux cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture, en général, l'amélioration des chemins ruraux, y compris \$13 350.00 pour la Compagnie du chemin de fer de la rive sud (pour la construction de ponts sur les rivières Saint-François et Yamaska, balance du premier paiement et deuxième paiement de 10 paiements égaux) en vertu de 63 Victoria, chapitre 2, et pour \$2 500.00 pour le chemin de colonisation de Montfort, 10e paiement de 12 paiements égaux, en vertu de la loi 60 Victoria chapitre 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande au gouvernement s'il ne croit pas à propos d'encourager les municipalités à prendre charge de l'entretien des chemins publics dans leurs limites, sous forme de primes, par exemple. Là où ce système est en vigueur, l'on s'en trouve très bien.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) convient que le système prôné par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) serait le meilleur mais pour faire un mouvement efficace, il faudrait que le montant à la disposition du gouvernement fut plus considérable.

MM. J. Lafontaine (Berthier), G. Langlois (Montreal no 3), G. Lafontaine (Maskinongé; et J. Morin (Saint-Hyacinthe) prennent aussi part au débat.

La résolution est adoptée.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose:

3. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la Société d'horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée

à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Association laitière de la province de Québec, statuts refondus du Québec, article 174y et ordre en conseil no 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses et la mise en opération de la nouvelle École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurseries et fromageries et les inspecteurs, statuts refondus du Québec, article 1753a et 1753c (54 Victoria, chapitre 20, et 63 Victoria chapitre 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurseries et de fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite agricole de la province, pour l'année financière finissant le

30 juin 1907.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'Association agricole des Cantons de l'Est, (Exposition de Sherbrooke) pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas deux

cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity" pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "Magdalen Asylum" (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum" Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la maternité, aux soins des soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des aveugles, asile Nazareth, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté,

comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies Benevolent Society" Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infants Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux sœurs de la Miséricorde pour l'entretien d'enfants trouvés, pour l'année financière

finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young men's Hebrew Benevolent Society" Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

L'honorable G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) mentionne l'excellent travail accompli pour cette institution.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home" Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Women's Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide au "Hervey Institute", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la maison de refuge, Sainte-Cunegonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames caritables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière fi-

nissant le 30 juin 1907.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, pour les épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide à l'Hôpital général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'oeuvre du patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, orphelins, etc., asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

84. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

85. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

86. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital du Sacré-Coeur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

87. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

88. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

89. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

90. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière, finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

91. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

92. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Sainte-Anne, de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

93. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice des soeurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

94. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

95. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

96. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

97. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

98. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

99. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jean,

Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

100. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 h 30.

NOTES

1. Le député de Brome fait allusion à l'article 49 de la loi 63, Victoria, chapitre 12.

Séance du 27 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 74) constituant en corporation "The North Eastern Railway Company" et l'a adopté avec plusieurs amendements.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 124) amendant les articles 1220, 2143 et 2X44 du code civil ainsi que l'article 30 du code de procédure civile, concernant les écrits faits et les affidavits reçus hors de la province.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 15) amendant les articles 61, 639, 717 et 1041 du code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et le rapporte à votre honorable Chambre pour étude ultérieure: bill (no 139) amendant les articles 1025, 1472 et 1785 du code civil.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés:

- bill (no 120) amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec;

- bill (no 121) amendant les articles 89 et 686 du code civil.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, et a fait certains amendements audit bill qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Demande de documents:

École normale McGill

Conformément à l'ordre du jour, la

Chambre reprend le débat ajourné, mercredi, le 7 février dernier, sur la motion à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre:

1. Copie de tout règlement du comité protestant de l'Instruction publique, exigeant comme condition première d'avoir suivi les cours de l'école normale McGill, pour l'obtention du diplôme d'enseignement dans les écoles élémentaires;

2. Copie des requêtes faites contre tel règlement et adressées au comité protestant, spécialement les requêtes venant du comté de Richmond;

3. Copie des motions ou résolutions faites au comité protestant de l'Instruction publique demandant l'annulation de ces règlements, et spécialement de la motion de M. Gavin Walker;

4. Etat comprenant le nombre d'instituteurs des écoles protestantes ayant enseigné sans diplôme, chaque année, depuis 1898 jusqu'à présent;

5. Copie des résolutions du comité protestant demandant l'octroi de quelque partie de la somme de \$50 000 accordée aux écoles élémentaires, en vertu du statut 60 Victoria, chapitre 3, à l'école normale McGill et comment il a été employé.

M. l'Orateur annonce la reprise du débat.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) qui avait demandé l'ajournement du débat, laisse la parole au représentant de Montréal no 4 (M. G. W. Stephens, fils).

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4): Je suis très reconnaissant à l'honorable trésorier de m'accorder le privilège de continuer la discussion qui fut si bien amorcée par le député de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie). À mon humble avis, ce dernier a rendu un immense service à la province en introduisant la question de l'Instruction élémentaire dans le cours de nos débats. Ses observations ont surtout porté sur la récente décision du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique par laquelle on rejeta la motion qui visait à donner aux académies rurales le droit d'accorder des diplômes d'enseignement.

Ce qui m'a le plus frappé chez les observations du député qui a engagé ce débat, c'est le fait que les délibérations du comité protestant semblent avoir donné lieu à une confrontation entre les membres des villes et ceux des campagnes. L'honorable député devait être mal renseigné lorsqu'il a fait cette déclaration car, si l'on examine

les faits, il est clairement établi que cette motion, qui fut présentée par un membre provenant des campagnes, a été combattue et repoussée lors d'un amendement proposé par un autre membre provenant également des campagnes. Il s'ensuit donc que s'il y avait eu unanimité chez les membres des campagnes face à cette mesure, les académies rurales auraient reçu le pouvoir d'accorder des diplômes d'enseignement.

Le député de Richmond semble croire que l'université McGill et la ville de Montréal reçoivent plus que leur part de la subvention à l'instruction publique et il s'est donné beaucoup de peine afin d'évaluer la fortune de l'université McGill. Mais, Monsieur, cette grande école du savoir fut établie grâce à la générosité des distingués citoyens de Montréal et cette université n'appartient pas seulement à la ville de Montréal ou à la population de notre province, mais bien à tout le Canada, et parmi les universités du monde entier, le nom de McGill occupe une place de choix. Chez ceux qui viennent y chercher une instruction plus avancée, une forte majorité est originaire de la campagne. De plus, la ville de Montréal contribue au revenu global de la province, et ses citoyens versent annuellement plus d'un million de dollars en taxes afin que la province de Québec puisse progresser. Ainsi, on ne peut certainement pas dire que les villes ne font pas leur devoir ou qu'elles reçoivent, de quelque façon que ce soit, plus qu'elles ne devraient.

Or, Monsieur, je regrette vivement que la question de l'instruction soit débattue dans ce sens. Je désire parler en tant que Canadien. Nous avons un problème à régler dans notre province: améliorer l'instruction élémentaire de notre population, et nous devrions envisager la solution de ce problème tous ensemble, comme nous devons faire face à ce problème tous ensemble, car les efforts conjugués de tous les citoyens patriotes seront nécessaires si nous voulons donner une bonne instruction élémentaire aux enfants de la province. Mais quel est le problème? Si l'on résume la situation actuelle, il y a 200 000 enfants qui sont éduqués dans les écoles de la province et 250 000 qui ne reçoivent aucune éducation. Ces 450 000 enfants seront plus tard les pères et mères des générations futures. Ces enfants représentent l'actif le plus important que la province possède. Nos forêts, nos mines, notre agriculture, nos industries, toutes dépendent du développement de ces enfants. Si nous leur refusons la meilleure instruction possible, nous avancerons avec peine et nous retarderons le progrès de notre province. A l'heure actuelle, il n'y a aucun endroit sur le continent nord-américain, mis à part quelques États du Sud, où le manque d'instruction se retrouve de façon aussi générale que dans la province de Québec. Tandis que l'État,

l'Eglise, et la population dans ces pays, qui sont cités à travers le monde comme exemples de civisme et de sagesse, ont le bon sens d'unir leurs forces et leurs efforts afin d'accomplir le but même de leur existence, nous, dans la province de Québec, gaspillons notre temps, notre énergie et notre argent à nous quereller. On nous a jeté un sort, celui de l'indifférence, et il est temps de se réveiller.

Le but de l'instruction, me semble-t-il, n'est pas de produire une race d'hommes et de femmes professionnels, mais bien de produire d'utiles et de bons citoyens. Ainsi, Monsieur, je crois que si l'instruction élémentaire dans la province de Québec est dans une impasse et donne de piètres résultats, cela est dû au fait, et tous le comprendront facilement, que l'on ne peut s'attendre à avoir des enseignants si on leur offre des salaires de famine. Les réponses aux interpellations des dix derniers jours dans cette Chambre ont clairement établi que, dans la province, le salaire annuel moyen d'un enseignant catholique au primaire se chiffre à \$93., et que le salaire moyen d'un enseignant protestant de même niveau s'élève à \$150 par année. Dans le cas de l'enseignant catholique, cela équivaut à \$8. par mois ou à 27 cents par jour, et pour l'enseignant protestant, \$12. par mois ou 40 cents par jour. Ce fait m'a vraiment très surpris lors de l'étude de la question financière.

Alors, comment pouvez-vous demander aux parents de la province de préparer leurs fils et leurs filles à une carrière qui leur procurera un revenu encore moindre que celui d'un cireur de bottes?

D'après les statistiques disponibles, il semblerait que l'on prélève \$1 750 000 par année, sous forme de taxes de toutes sources, pour l'instruction élémentaire dans les districts ruraux. Il existe 5 000 écoles élémentaires dans la province. Ainsi, si tout cet argent est versé aux écoles des districts ruraux, il y aurait un montant annuel de \$350. par école. Vous payez les enseignants de ces écoles disons \$100 (1) en moyenne par année, et le coût de l'administration de chacune d'entre elles n'excède pas \$100; ce qui fait \$200 (2) par école.

Alors, Monsieur l'Orateur, la question qui se pose est de savoir où vont les derniers \$150 du montant alloué par école? Si nous pouvions mettre la main sur ces \$150, vous auriez une somme totale de \$750 000 par année qui pourrait être accordée pour l'augmentation du salaire des enseignants dans les écoles rurales. Si vous augmentez le salaire de ces enseignants de façon suffisante, et si vous conférez à la profession d'enseignant la dignité qui lui revient, vous n'aurez pas à craindre, Monsieur, qu'il y ait un manque d'enseignants pour instruire les enfants de notre province.

Mais, tant et aussi longtemps que l'État et la population se contenteront d'une instruction transmise dans de grandes difficultés et dans l'inconfort, à un taux de 30 ou 40 cents par jour, notre instruction élémentaire sera de qualité honteusement inférieure par rapport à la moyenne.

C'est très bien de se lever ici en Chambre et de critiquer les conditions qui existent; c'est aussi très bien de se rassembler une fois par année et de faire des discours plus ou moins éloquentes sur la situation de l'instruction, mais, Monsieur, toutes les paroles que nous prononçons sur le sujet ne valent rien du tout à moins que l'on se décide à faire quelque chose. À mon avis, la première chose à faire est de découvrir le vrai problème et de savoir si tout l'argent que l'État alloue à l'éducation atteint vraiment le but visé. Nous voulons savoir si, lorsqu'ils sont recueillis, les six mills (3) de taxes imposés dans les communautés rurales à des fins d'éducation sont vraiment alloués à l'éducation. Lorsque la Chambre se sera entendue, l'organisme responsable de la question de l'éducation dans notre province devrait entrer en contact avec chaque municipalité de la province. Mais cela ne peut se faire efficacement que par la mise sur pied d'un petit groupe itinérant d'experts en éducation, dont le devoir serait de se rendre dans toutes les écoles de campagne de la province et de présenter à la population des conférences sur l'éducation; tout comme vous avez commencé, il y a huit ou neuf ans, à donner aux fermiers de la province la chance de se familiariser avec les méthodes modernes et économiques de la fabrication du beurre et du fromage. Je crois qu'il faudrait intéresser les pères et mères des futures générations à ce travail.

Grâce à ce système, Monsieur, vous avez fait progresser l'industrie du beurre et du fromage dans notre province, et de telle façon qu'aujourd'hui, au point de vue quantité et qualité, le Québec occupe le premier rang parmi les provinces du dominion. Cela prouve que si vous donnez simplement aux gens de la province la chance d'entrer dans la compétition de la vie, ils possèdent le talent et l'habileté les rendant aptes à rivaliser avec n'importe quel peuple de la terre.

Celui qui remue le berceau dirige le monde, dit-on, alors faisons de cette personne un être fort, droit, courageux, fier et patriote, et vous élèverez sous le ciel bleu de notre pays nordique des Canadiens et des Canadiennes qui feront honneur à notre glorieux passe et seront les dignes ancêtres d'un avenir prometteur. Mais la seule force qui puisse nous permettre d'atteindre ce résultat, c'est la force du patriotisme; un amour de la patrie assez puissant pour faire naître dans le plus humble des coeurs le désir d'être un citoyen à la hauteur d'un

pays magnifique.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome): Depuis ces dernières années, dit-il, c'est la deuxième fois que l'on soulève la question de l'instruction protestante dans cette Chambre, et plus particulièrement la situation de l'instruction élémentaire protestante dans la province. Au cours de ces débats, le comité protestant du Conseil de l'instruction publique, en tant que groupe, et les représentants de l'université et de l'École normale ont été passablement critiqués.

Je tiens surtout à relever certains arguments et certains points énoncés lors du discours de mon très cher ami, le député de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie). Mon ami félicite le gouvernement, et à très juste raison, je crois, pour les efforts qu'il accomplit au niveau de l'éducation. Mon dernier exposé financier est trop récent pour que je m'avance à dire plus que mes prévisions des dépenses pour tous les secteurs de l'éducation qui, cette année, s'élèveront à au moins \$540 000, incluant la somme de \$100 000 accordée spécialement à l'instruction élémentaire.

J'ajouterais ici que certaines personnes semblent croire à tort que l'ensemble de cette somme de \$100 000 devrait être ou était allouée directement aux écoles élémentaires. Comment cela se fait-il? Il ne faut pas oublier qu'il y a beaucoup de dépenses qui se rattachent aux écoles élémentaires. Par exemple, tandis que certains d'entre nous cherchent à amoindrir les résultats produits par les Écoles normales, nos concitoyens catholiques, par l'intermédiaire de leur comité, sont à établir de nouvelles écoles normales dans les différentes régions de la province. Lorsqu'ils auront terminé, ils auront des écoles normales situées à Montréal, à Québec, à Rimouski, à Chicoutimi et à Sherbrooke, chacune avec résidence, ce qui est un avantage important pour ce cours.

On ne doit pas oublier non plus que la population protestante de la province - et plus spécialement celle des régions rurales - n'augmente pas aussi rapidement et au même rythme que la population catholique française. \$100 000 apparaît comme une somme assez rondelette, mais toutes proportions gardées, la part qui nous revient est comparativement minime.

La première accusation de mon honorable ami est que les villes de Québec et de Montréal étaient trop représentées au comité et que comme conséquence, les membres des villes dominaient les délibérations du comité et contrôlaient ses politiques. L'on serait porté à croire d'après l'esprit de mon honorable ami et des autres députés anglais de cette Chambre que la prédominance des membres des villes au comité est assez récente et que les maux dont ils se plaignent seraient dus à cette prédominance.

Étutions de plus près cette question. Voyons comment les deux sections de la province sont représentées au comité, et ce dès la Confédération jusqu'à aujourd'hui. Recherchons aussi d'où provient ce règlement répréhensible qui a fait qu'autant de critiques aient été adressées d'une part aux directeurs de l'université dont non seulement la minorité mais aussi la population tout entière est si fière, et d'autre part aux directeurs de l'École normale qui a tellement fait pour l'éducation protestante dans la province; deux institutions dont j'ai l'honneur d'être diplômé et auxquelles je dois beaucoup.

De la Confédération jusqu'en 1876, nous avions un Conseil de l'instruction publique composé de vingt et un membres, dont sept étaient Protestants. Parmi ces derniers, Sir A. T. Galt, de Sherbrooke, était le seul membre qui résidait ailleurs qu'à Québec ou à Montréal. En 1876, le Conseil fut divisé en deux comités. Le comité protestant fut alors constitué de douze membres, dont quatre résidaient à Québec, trois à Montréal et cinq dans d'autres régions. En 1897, le comité comptait onze membres ex officio et six membres associés, dont cinq étaient nommés par les membres du comité et un par l'Association des instituteurs protestants de la province. Parmi les dix-sept membres, trois demeuraient à Québec, sept à Montréal, six dans d'autres régions, et l'enseignant résidait à Huntingdon. En 1900, le comité était formé de douze membres ex officio et de six membres associés; trois étaient de Québec, sept de Montréal et sept d'autres régions. Le représentant des instituteurs était de Montréal.

En 1904-1905, le nombre de membres ex-officio était toujours le même, mais il y avait un membre associé de plus, pour un total de dix-neuf membres dont trois provenaient de Québec, sept de Montréal, et huit d'autres régions, sans oublier le représentant des instituteurs qui résidait dans les Cantons de l'Est.

Un peut donc constater que depuis 1897, les sections rurales de la province n'ont perdu aucune influence en ce qui a trait au nombre de membres.

Je connais au moins un ou deux représentants importants des districts ruraux au sein du comité protestant qui s'opposèrent à la révocation de ce règlement.

Maintenant, Monsieur, voyons ce qui en est de ce règlement qui soulève tant d'objections. Jusqu'à ce que mon honorable ami prenne la parole, j'avais la ferme conviction que l'université McGill et l'École normale étaient les initiateurs, les proposeurs principaux de cette résolution, et ce dans le but de forcer les instituteurs à aller à l'École normale afin d'obtenir leurs diplômes. C'est au moins ce qu'on alléguait ou insinuait.

En effet, le comité protestant n'est pas le seul responsable de ce règlement. Ce fut une suggestion des instituteurs protestants eux-mêmes. Ils avaient adopté cette résolution lors de l'assemblée annuelle de leur association à Sherbrooke.

Je vous ai déjà parlé de l'Association provinciale des instituteurs protestants. Cette association ne relève d'aucune région précise de la province: elle est provinciale. J'ai découvert que cette association avait chargé un comité d'étudier la très importante question de la formation professionnelle et que le président de ce comité était nul autre que notre estimé ami le Docteur J. M. Harper, grand spécialiste en matière d'enseignement.

Le 16 mai 1906 (sic), ce comité faisait les suggestions suivantes au comité protestant:

1. Qu'à l'avenir, les diplômes pour enseigner à l'élémentaire ne soient accordés qu'aux candidats qui auront reçu un certificat du Bureau central des examinateurs et qui auront suivi leurs cours de formation à l'École normale; il est également prévu, à moins que le comité protestant ne décide autrement, que les cas exceptionnels de demande d'admission à l'École normale pour une telle formation peuvent être étudiés par le principal de l'École normale et référés au comité protestant;

2. Qu'à l'avenir, les diplômes pour enseigner dans les écoles modèles ne soient accordés qu'aux candidats qui auront obtenu un certificat pour école modèle par le Bureau central des examinateurs et qui auront pris pendant au moins un an des cours de formation à l'École normale et réussi les examens nécessaires;

3. Qu'à l'avenir, les diplômes pour enseigner dans les académies ne soient accordés qu'aux candidats qui auront obtenu un certificat pour académie par le Bureau central des examinateurs; qui auront obtenu un diplôme de bachelier dans n'importe quelle université canadienne ou britannique et qui auront aussi suivi un cours de formation à l'École normale et réussi les examens nécessaires.

Ces recommandations étaient toutes signées par le Docteur Harper qui remplissait le rôle de président.

Le secrétaire-trésorier d'une municipalité scolaire de Shefford lui a même dit qu'il espérait que le comité protestant ne révoquerait pas ce règlement et que son conseil pouvait obtenir tous les instituteurs qu'il désirait car il leur offrait de bons salaires. Les noms de ces instituteurs sont dans nos dossiers.

Il (M. McCorkill) ne croit pas que le président de ce comité d'instituteurs fasse partie du personnel de l'université McGill ou de l'école normale McGill. S'il le connaissait, il le considérerait comme un homme maître de ses propres opinions et qui, en cette

occasion ou en toute autre occasion, ne se laisserait pas mener par la prétendue influence de McGill.

Ainsi, dit-il, il semblerait qu'un très important groupe de spécialistes en matière d'enseignement, dont le travail est étroitement lié à toutes les branches de notre système scolaire, serait en faveur d'un cours de formation obligatoire à l'école normale comme condition pour l'obtention d'un diplôme d'instituteur dans une école élémentaire, une école modèle ou une académie.

Cette idée, pour ainsi dire, a été formulée par les instituteurs eux-mêmes, et personne ne peut prétendre un seul instant qu'ils ont fait cette suggestion par égoïsme. Non, M. l'Orateur, comme je l'ai déjà dit, ils étaient inspirés par le plus sincère, le plus honorable et le plus patriotique de tous les sentiments.

Il est vrai que le règlement adopté par le comité ne correspond pas en tout point aux suggestions faites par les instituteurs.

Mon honorable ami essaie de discréditer l'école normale McGill. Il la décrit comme étant l'objet de la plus tendre sollicitude du conseil, la Mecque de tous les instituteurs qui désirent obtenir un diplôme pour enseigner à l'élémentaire.

Monsieur l'Orateur, cela ne fera pas progresser l'instruction élémentaire - l'instruction élémentaire protestante - de notre province si l'on porte quelque atteinte que ce soit à la seule école protestante de formation que nous ayons dans la province, lorsqu'il est dans notre intérêt et dans l'intérêt de notre province d'apporter un appui sensé et chaleureux à cette institution en encourageant nos concitoyens à l'appuyer également.

Qui peut estimer toute la gratitude que nous devons à cette institution pour le splendide travail accompli, et aussi à tous ceux qui, à un moment ou à un autre, ont fait partie de son personnel. Je ne sais pas combien d'instituteurs sont sortis de cette école depuis sa fondation en 1855, mais depuis les dix-huit dernières années, 2044 diplômes ont été accordés, dont la majeure partie était pour les écoles élémentaires; ce qui fait une moyenne de 114 par année. Grâce à cette école, des milliers de garçons et de filles ont reçu une formation aussi solide et aussi efficace que celle offerte dans n'importe quelle école publique du pays.

Mon honorable ami dit que les \$3000 accordés à l'école normale McGill et soustraits des \$50 000 qui nous ont été alloués par la loi 60, Victoria, chapitre 3 ont été utilisés à d'autres fins. Si tel est le cas, le gouvernement est autant à blâmer que le comité protestant, car cet argent nous fut attribué par un arrêté en conseil, et je n'ai aucune hésitation à dire que le gouvernement en assume l'entière responsabilité.

De plus, vous remarquerez que la

résolution du comité recommandant cette attribution d'argent fut adoptée à l'unanimité. Je cite ici un extrait du discours de mon honorable ami: "Proposé par M. Rexford,...". Ce dernier est un fils des Cantons de l'Est, tout comme mon honorable ami et moi-même. Il est également diplômé de l'école normale McGill, ancien secrétaire du comité protestant, ex-recteur du High School de Montréal et actuellement principal du "Diocesan Theological College" de Montréal et il est toujours resté en contact avec le comté de Brome, d'où il est natif, et que j'ai l'honneur de représenter à la législature. Et d'ailleurs, quel est le fils des Cantons de l'Est qui se dissocierait à jamais de sa région natale s'il n'y a qu'une distance raisonnable qui les sépare? Tels sont les diplômés de cette vieille école. Il y avait quinze étudiants comme celui-ci lorsque j'y suis entré. Je ne prendrai pas votre temps pour les critiquer ou pour décrire les importantes positions qu'ils occupent et le rôle imposant qu'ils remplissent pour le progrès et le développement de la province et du pays, ou pour souligner les empreintes qu'ils ont laissées et qu'ils continuent de laisser.

Je disais donc: "Proposé par M. Rexford, secondé par M. Masten, qui est aussi natif des Cantons de l'Est, et résolu à l'unanimité, et non pas à la majorité des voix: Que, dans l'opinion de ce comité, il est avantageux que, sur la part de \$50 000 qui revient aux Protestants en vertu de la loi 60, Victoria, chapitre 3, la somme de \$3000 par année soit accordée de façon permanente au bénéfice de l'école normale McGill, et allouée dans le but fixé par ce comité."

Mon honorable ami demande alors ce que le comité a fait, unanimement, notez-le bien, avec cet argent, et il poursuit: "Le sous-comité recommande que la subvention additionnelle de \$3000, versée au profit de l'école normale McGill soit répartie de la façon suivante:

1. Pour trois assistants supplémentaires dans les écoles modèles, de façon à donner aux directeurs de ces écoles plus de temps pour superviser les élèves-maîtres de l'École normale, \$1000;

2. Pour une aide additionnelle au docteur Robins, de façon à ce qu'il puisse consacrer tout son temps à préparer les élèves-maîtres aux tâches pratiques de l'enseignement et de l'administration, et que mademoiselle Robins soit nommée à cette fin au salaire de \$850.

3. Il recommande que les salaires du personnel de l'École normale soient augmentés ainsi:

Docteur Robins	\$200
Professeur Kneeland	200
Madame Cornu	100
Directeur de l'école des garçons	300
Directeur de l'école des filles	100"

Cet argent a été accordé avec le consentement unanime du comité, incluant les membres des villes aussi bien que les membres des campagnes, et avec le consentement unanime, je présume, des memores du gouvernement, car personne n'a démissionné pour cette raison. Donc, lorsque mon honorable ami accuse le comité d'avoir utilisé inadéquatement cet argent, il accuse également le gouvernement en place à cette époque.

Monsieur, je ne faisais pas partie du gouvernement lorsque ce arrêté en conseil a été passé, mais je suis bien prêt à accepter ma part de responsabilités pour avoir permis qu'il subsiste. Les deux premières sommes ont contribué à une formation plus efficace dans l'art de l'enseignement, partie très importante de l'apprentissage d'un instituteur. La dernière de ces sommes a permis d'augmenter les salaires des enseignants nommés à un taux qu'aucune personne raisonnable ne peut remettre en question.

Mon honorable ami s'oppose à ce que toute somme provenant de cette source soit payée à nos deux institutions protestantes. En vérité, \$3200 n'est pas une très grosse somme. On fait exception de McGill sous prétexte qu'elle est riche et que, comme la province, elle affiche un revenu excédentaire de \$87 829.

Si cela avait été le revenu réel des opérations financières annuelles de McGill, il y aurait certainement eu une discussion en faveur de l'affirmation de mon honorable ami. En tant que trésorier de la province de Québec, je suis convaincu que cela est loin d'être l'état réel des affaires.

Le comptable de l'université m'a certifié qu'il s'agissait en réalité d'un déficit, et non pas d'un surplus. Le déficit de la faculté de médecine s'élève à plus de \$5000., les autres facultés ont accumulé quant à elles un déficit de \$4 072.69; ce qui donne une moyenne de \$9072.69. De plus, si on examine les livres du gouvernement, la seule preuve que nous ayons que McGill ait reçu cette subvention gouvernementale c'est le paiement de ces malheureux \$2075.

Dans une annonce, on offrait aux instituteurs de \$540 à \$650 par année à Régina. Dans une autre annonce, mais cette fois de notre province, on offrait \$18 par mois pour un instituteur. Faisant allusion aux objections soulevées à propos des subventions de \$2075 à McGill et de \$1125 au Bishop's College de Lennoxville, et aux revendications afin que ces sommes soient allouées à la cause de l'éducation élémentaire, il fait remarquer que les portes de McGill sont ouvertes autant aux garçons des districts ruraux qu'aux garçons des centres urbains. En effet, les premiers réussissent beaucoup plus souvent que les derniers à remporter les bourses et les prix. Il demande alors si la population des districts ruraux a beaucoup

contribué à l'établissement de cette magnifique institution qui procure un tel honneur et une telle fierté à la province. Il est convaincu que ses propres électeurs ne reprochent pas à McGill les \$2075 qui lui ont été accordés par la province et ce afin de maintenir les rapports officiels qui les relient l'une à l'autre.

Il est évident, dit-il, que l'on ne peut reprocher à l'institution qui a tellement aidé de nombreux garçons de districts ruraux, de fils de fermiers ou de marchands locaux, la mince somme de \$2075 offerte par le Trésor provincial, et plus particulièrement si l'on sait que McGill ne peut équilibrer son budget même avec cette somme.

Après que tous les représentants protestants de l'extérieur des villes de Québec et de Montréal auront donné leur point de vue à ce sujet, je n'ai aucun doute que le comité considérera une deuxième fois la question d'annuler ou d'amender ce règlement qui fut le principal objet de ces attaques. Mais, Monsieur, avant de parler de ce que je considère être les raisons profondes de notre manque d'instituteurs dans nos écoles protestantes, j'aimerais attirer votre attention sur le fait que parmi les membres des districts ruraux faisant partie du comité, pas un seul n'est en faveur de l'abolition de ce règlement. De plus, je connais également un très important représentant à la Chambre des communes qui ne fait pas partie de ce comité mais qui depuis des années, est relié d'assez près aux niveaux supérieur et élémentaire de l'éducation dans les Cantons de l'Est et qui s'oppose fermement à l'abolition de ce même règlement. Il y a quelques semaines, il m'a même dit que tous les instituteurs de sa région étaient des diplômés de l'École normale.

Il fait remarquer qu'en ce qui a

aux licences d'instituteurs non-qualifiés, l'on se plaint, autant aux Etats-Unis qu'ici, du fait que là où ces instituteurs sont tolérés, il y a un certain manque de stabilité. Etant donné que les instituteurs ne sont pas stables et qu'ils changent de place après avoir enseigné une saison ou deux, la qualité de leur travail s'en trouve affectée. En Ontario, les instituteurs sans formation ne reçoivent qu'un simple permis, et ils ont droit au diplôme seulement lorsqu'ils ont fait leur cours à l'École normale. Au Nouveau Brunswick, ces mêmes instituteurs ne peuvent obtenir un certificat qu'à la condition qu'ils se qualifient plus tard en suivant un cours à l'École normale. Dans les autres provinces, les instituteurs qui n'ont pas suivi de cours à l'École normale ne reçoivent que des certificats de troisième classe. Dans l'Ouest, on reconnaît qu'il existe des cas spéciaux. Il croit que dans notre province, il y a aussi des cas spéciaux et qu'ils ont droit à une certaine considération. Il n'est pas prêt à dire que le comité protestant ne devrait pas

modifier sa récente résolution à ce sujet, mais il ne voudrait pas non plus que l'on retourne à l'ancien système.

L'on se plaint que les villes sont trop représentées dans le comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Je crois, ait-il, qu'il est juste et même excellent que les professeurs de nos grandes universités fassent partie de ce comité. Ils sont souvent plus à même de juger.

Je prétends que, toutes choses égales, d'ailleurs, toute la population protestante de notre puissance, en dehors de rares, de très rares exceptions, est responsable bien plus que le gouvernement et le comité protestant de l'état de choses qui règne là où les écoles ont rétrogradé ou là encore où elles n'ont pas marché de front avec le progrès général et la prospérité de la province.

Tous, nous devrions nous unir et travailler au but commun par tous les moyens possibles. Que chacun fasse son devoir et il sera plus facile pour le gouvernement de faire le sien. Tous les hommes publics devraient prêcher la croisade de l'éducation. Jamais on n'en parlera assez devant le peuple de cette puissance. C'est le seul moyen d'inculquer à tous et à chacun l'amour et l'orgueil de l'éducation.

M. G. Langlois (Montréal no 3): Je dois déclarer, dit-il, que je ne partage pas les opinions de l'honorable député de Brome (M. J. C. J. S. McCorkill) et du représentant de Montréal no 4 (M. G. W. Stephens, fils). Il est vrai que la responsabilité de l'état de choses actuel retombe sur la tête de tous, mais les gouvernements doivent en réclamer une très large part.

De 1884 à 1904, ainsi qu'il appert d'après les comptes publics, les frais d'administration de la justice se sont élevés de \$377 000 à \$650 000. Or, pendant la même période, le montant total dépensé pour l'instruction primaire s'est élevé de \$166 000 à \$183 000 seulement. Dans le premier cas, le gouvernement a augmenté ses crédits de 72%, et dans le second de 10% seulement. Est-ce que les besoins de l'instruction publique n'ont pas augmenté, durant ces vingt ans, dans la même proportion que les besoins de l'administration de la justice! Ainsi, de 1884 à 1904 les mêmes dépenses se sont élevées de \$2 022 000 à \$3 603 000. Cela ne correspond pas à l'augmentation de la population. Le gouvernement actuel, il est vrai, a fait un bon pas: \$50 000 ont été ajoutés cette année à la somme votée les autres années.

Si l'on prend le chiffre pour tête de la dépense faite pour l'éducation, l'on constate que la province de Québec arrive après toutes les autres.

Les autres provinces font beaucoup plus que nous pour l'instruction publique. Ainsi, lorsque l'Ontario dépense pour ces fins \$2.31

per capita, la Nouvelle-Écosse, \$2.13, le Nouveau-Brunswick, \$1.89, l'Île-du-Prince-Édouard, \$1.66, la Colombie-Britannique, \$2.75 et le Manitoba \$5.83, la province de Québec ne dépense pour ses écoles que \$1.42, per capita. Lorsque le Manitoba dépense \$10 par école, la province de Québec ne dépense que \$3.25.

Les habitants de cette province ne demandent pas mieux que de travailler à son avancement, mais ils veulent être aidés. Il faut s'occuper de l'éducation comme de l'agriculture et de la colonisation.

Après avoir traité la question des salaires dérisoires payés au corps enseignant, il (M. Langlois) dit que l'amélioration de notre instruction publique est pour tout citoyen, mais spécialement pour le gouvernement, le devoir impérieux du moment.

Bien qu'il soit convaincu de l'opportunité et même de la nécessité d'avoir des instituteurs formés adéquatement, il soutient également qu'il existe des cas spéciaux et qu'il est de plus en plus nécessaire d'accorder des permis temporaires aux instituteurs non-qualifiés.

Il croit que le gouvernement a tort de laisser au Conseil de l'instruction publique tout le soin de l'instruction publique. La législature devrait s'en occuper plus. Chaque député devrait prendre l'initiative de cette question.

Pourquoi, dit-il, ne ferait-on pas pour l'instruction publique ce que l'on a fait déjà pour l'industrie laitière, ce que l'on fait aujourd'hui pour la tempérance? Pourquoi n'entreprendrait-on pas une croisade de l'instruction publique? N'est-ce pas le seul moyen de réveiller le peuple et de le sauver? Pourquoi les représentants du peuple ne prendraient-ils pas leur juste part de responsabilités en cette matière, et ne s'intéresseraient-ils pas directement à la cause de l'amélioration de notre instruction publique?

Quant au système de diplômes donnés par le bureau central des examinateurs, il n'est pas bon, l'on en donne trop. Il faudrait se montrer plus sévère.

Il croit que le mal vient de ce que les diplômes sont donnés par le bureau central des examinateurs à des gens incompetents, et de ce que les instituteurs et institutrices ne sont pas suffisamment payés.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): Tout en terminant ce débat, j'aimerais remercier mes collègues de l'aide qu'ils m'ont accordée et pour la manière dont ils ont corroboré les déclarations que j'ai faites au sujet de la situation de l'éducation protestante dans les districts ruraux et du mécontentement qui existe face à l'administration du comité protestant de l'Instruction publique. Mes remerciements s'adressent surtout à mes collègues canadiens-français

qui, à cette occasion, ont exprimé les sentiments de leurs électeurs protestants.

Les Observations que j'ai faites à ce moment ont donné lieu à des critiques considérables de la part de certains messieurs qui occupent un rang assez important dans le monde de l'instruction au sein de notre province. L'un de ces derniers a déclaré que mon allocution comportait quelques contradictions et déclarations inexacts qui avaient pour effet de détruire mon raisonnement.

J'ai bien l'intention de démontrer que les déclarations de mon allocution qui sont remises en doute sont parfaitement exactes et par ailleurs que les observations de ceux qui ont essayé de les contester sont bel et bien en contradiction avec les faits et ne conviennent pas aux distinguées personnes qui les ont émises.

Tout d'abord, je m'attarderai aux observations faites par le principal Peterson lors d'entrevues avec le Star et le Herald. Il a

dit: "La législature de Québec a reçu du représentant de l'université McGill l'assurance que cette dernière possédait un revenu qui excédait les dépenses de près \$90 000. Mais cela a dû avoir lieu avant mon arrivée. Tout ce que je sais, c'est que l'on ne parle plus que de déficits annuels." Je n'ai aucune excuse à faire en ce qui regarde cette déclaration. Je renvoie la Chambre à la page 274 du Rapport du surintendant de l'Instruction publique, 1903-1904, où il est fait mention des chiffres suivants: revenu de l'université McGill, \$391 000; dépenses, \$303 161 ce qui donne de toute évidence un surplus de \$87 839. Cependant, il semble qu'à la page 294 ces chiffres se lisent ainsi: revenu, \$381 000; dépenses, \$363 161.86, ce qui donne un surplus de \$27 849.14. Il s'agit sans aucun doute d'une erreur typographique à la page 274, les chiffres exacts se retrouvant à la page 294.

Au cours de ces entrevues, le docteur Peterson poursuit ainsi: "La législature a de plus appris que l'université McGill ainsi que le collège Bishop's de Lennoxville, se partageaient entre eux la somme de \$3200 annuellement, et ce aux dépens des municipalités pauvres. On fait cette déclaration à chaque année et on la réfute aussi à chaque année.

Avec une dextérité de casuiste que personne ne peut égaler et afin d'induire en erreur le public qui n'est pas au fait des détails techniques de cette question et ainsi nuire à ma crédibilité et amoindrir l'effet de mes observations sur le public, le docteur Peterson a de plus déclaré: "En effet, cet argent provient du fonds pour l'éducation supérieure et les universités n'ont absolument aucun rapport avec quelque autre fonds, qu'il provienne des frais de licences de mariage ou de toute autre source." Cette déclaration, ajoute-t-il (M. Mackenzie), est absolument

fausse et ne correspond pas aux faits.

Toujours au sujet de la même question, le docteur Peterson, dans le Montreal Herald du 10 courant, prononce les paroles suivantes: "Lors de séances du comité protestant, je n'ai jamais voté sur des questions concernant cette subvention."

Lors de mon allocution, j'ai déclaré que cette somme allouée aux universités provenait des frais de licences de mariage et de l'intérêt rapporté par ce même fonds et que la distribution de cet argent était régie par les dispositions de l'article 450 de la loi scolaire, d'après lesquelles le comité est chargé de donner cet argent soit pour l'éducation supérieure, soit pour les municipalités pauvres ou aux deux à la fois. Étant donné la situation désastreuse de l'instruction dans les municipalités pauvres et leur absolu besoin pour cet argent, et considérant la fortune de l'université McGill et la prospérité comparable du collège Bishop's de Lennoxville, j'ai signifié au comité qu'il était de son devoir de remettre l'ensemble de cette somme aux municipalités pauvres. C'est ce que j'ai dit à ce moment-là, et je le répète maintenant.

J'en viens maintenant à l'une des plus extraordinaires révélations des procès-verbaux du comité. Après que la motion fut adoptée à la dernière séance, motion visant à réétudier la façon de distribuer l'argent provenant des frais de licences de mariage entre les municipalités pauvres et les universités afin de revenir à l'ancienne politique du comité en allouant la totalité de la somme, il semblerait que le gouvernement aurait été approché à ce sujet. Mais celui-ci ayant déjà passé un arrêté en conseil basé sur la première motion, il aurait refusé, en toute légitimité, de mettre ce projet en vigueur et de rescinder l'arrêté en conseil prévoyant la distribution de l'argent. Nous y trouvons donc ceci: "Le secrétaire a lu une copie de l'arrêté en conseil no 38 approuvant la distribution du fonds de l'éducation supérieure et des frais de licences de mariage ainsi qu'une lettre du procureur général de la province donnant les informations qui ont servi à concevoir l'arrêté en conseil."

Tout en revoyant les procès-verbaux du comité protestant en ce qui a trait au fonds des licences de mariage et à la part que les universités en reçoivent, il signale qu'il fut alors proposé par nul autre que le docteur Peterson, secondé par M. Ames: "Que ce comité apprend avec regret que le gouvernement provincial n'a pas agité en ce qui regarde la question du fonds des licences de mariage d'après le désir exprimé de ce comité tel qu'énoncé dans la résolution adoptée à la réunion du 24 novembre 1899. Rejetée par 7 voix contre 6."

Ne s'agit-il pas ici d'un vote de blâme envers le gouvernement pour avoir fait son devoir? Ces procès-verbaux contiennent une

tentative déliée de la part du docteur Peterson et de ses amis de reprendre l'argent alloué d'après l'article 450 de la loi scolaire et d'obtenir la totalité du fonds de licences de mariage pour les universités, ce qui fut sa politique depuis lors.

J'ai prétendu lors de mon allocution et je prétends toujours que les villes sont trop représentées au comité. Mon argument se basait sur la bonne vieille pratique constitutionnelle britannique de la "représentation d'après la population". Il est essentiellement question d'argent, de taxes et de gouvernement, mais pourquoi deux villes devraient-elles avoir la prépondérance dans un corps administratif dirigeant toute une province lorsqu'elles ne comptent que le tiers de la population du territoire qu'elles administrent? Je maintiens toujours mon idée et cette agitation se poursuivra tant qu'il n'y aura pas de changement dans la représentation de la population à ce comité.

Le docteur Peterson et M. Rexford disent aujourd'hui que les universités ne tiennent pas tellement à l'argent provenant du fonds de licences de mariage, mais ils ne veulent pas assumer la responsabilité d'un changement et demandent au gouvernement de le faire pour eux. D'après la loi, le comité a reçu l'autorité législative absolue dans cette affaire. Ils devraient faire leur devoir en ce qui concerne cette question ou alors se débarrasser de leur responsabilité, mais les hommes qui avouent être incapables d'accomplir le devoir qui leur a été confié sont indignes de remplir les postes qu'ils occupent.

Cela causerait un précédent dangereux si la législature intervenait dans les fonctions législatives d'un comité qui a déjà été investi de pouvoirs législatifs. Intervenir ne serait pas conforme à une politique sage et à un jugement éclairé. Ce serait une doctrine extrêmement dangereuse. On m'a déjà demandé pourquoi je n'avais pas moi-même présenté une loi visant à changer les règlements de l'École normale. J'ai répondu la même chose. J'hésiterais à adopter une telle ligne de conduite.

Le docteur Rexford m'a demandé pourquoi je n'utilisais pas mon temps pour changer l'article 450 du code. En tout état de cause, une telle mesure ne pourrait être introduite que par le gouvernement. Un simple député ne peut introduire une mesure ayant un effet sur le revenu de la couronne. Le docteur Rexford aurait dû savoir cela.

Le docteur Rexford a déclaré avec sarcasme que je soumettais que les membres associés ne soient plus nommés par le comité de façon à ce que je puisse moi-même devenir membre du conseil en substituant en leur lieu et place tous les députés protestants de cette Chambre en tant que membres ex-officio. Je nie avoir fait une telle déclaration et à ce propos, M. Rexford

a détourné mes paroles de leur contexte et délibérément dénaturé ce que j'avais dit.

J'ai même été accusé par le docteur Rexford de m'être livré à des allusions indignes envers un membre du comité qui, après plus d'un demi-siècle d'utiles services pour la cause de l'éducation, doit se retirer bientôt de la vie active. Je n'ai attaqué personne en particulier lors de mon discours. Les noms du docteur Robins et de M. Kneeland ont été mentionnés clairement dans les procès-verbaux de cette mémorable réunion lors de laquelle une partie des \$50 000, solennellement alloués par une loi de ce Parlement aux écoles élémentaires ont été utilisés à d'autres fins.

Cette question me ramène encore aux règlements de l'École normale. J'ai été informé de très bonne source que le docteur Robins ainsi que le professeur Kneeland - et M. Rexford l'admet lui-même dans l'une de ses lettres - étaient tous deux fortement opposés à l'adoption de ces malheureux règlements. Ils ont même prévenu le comité. Il semble donc que ces règlements aient été adoptés malgré les conseils d'hommes d'expérience comme le docteur Robins et le professeur Kneeland. Cela rend encore plus inexplicable la folie persistante du comité. Il paraîtrait aussi que le professeur Kneeland a tenté continuellement de les faire abolir.

D'après les procès-verbaux, je constate qu'il a proposé: "que des certificats temporaires pour enseigner dans les écoles élémentaires soient accordés aux personnes ayant réussi leur deuxième année d'académie et qui possèdent certaines aptitudes personnelles". Je vois aussi que le 5 septembre 1905, il proposa: "que l'on demande au gouvernement d'accorder des subventions immédiates aux universités et que le comité protestant soit affranchi de son devoir de recommandation". Le 30 mai 1904, il proposa, secondé par M. Whyte, "que des diplômes temporaires pour enseigner dans les écoles élémentaires soient remis par le Bureau central des examinateurs et que les inspecteurs puissent les renouveler pendant quelques années". Finalement, il obtint qu'un sous-comité fasse un rapport sur le manque d'instituteurs.

Je maintiens ma déclaration en ce qui a trait à l'École normale, et ce malgré le docteur Peterson et M. Rexford, selon laquelle tout est mis en oeuvre afin d'attirer les étudiants de l'école normale McGill vers l'université, que ce soit par des bourses ou par d'autres avantages. Il est peut-être vrai que très peu parmi ceux-ci s'en soient prévalus, tel que l'affirment ces messieurs, mais les avantages sont toujours là. J'ai déjà dit que l'École normale produisait un nombre insuffisant d'instituteurs pour l'élémentaire et qu'il n'y en avait eu que 44 en 1904. Cette année, les choses se sont améliorées quelque peu, car elle en a produit 67. Cependant, ces chiffres sont tout à fait insuffisants pour

répondre à la demande et à ce niveau, elle ne remplit pas la mission qui lui fut confiée.

Les rapports déposés en réponse à une question adressée au gouvernement révèle également un facteur important. Ces rapports démontrent que l'approvisionnement en instituteurs était suffisant de 1870 à 1887 et que de 1890 à 1897, période de sept ans précédant l'entrée en vigueur des nouveaux règlements, le nombre moyen d'instituteurs promus à chaque année était de 363.

Avec les nouveaux règlements, le nombre moyen d'instituteurs promus au cours des dernières sept années, soit de 1898 à 1905, s'est chiffré à 139 par année, comparativement à 224 pour les sept autres années qui précéderent cette période. Ceci causa donc une pénurie annuelle d'instituteurs. Malgré tout, la majorité du comité croit que ces règlements ne sont pas nuisibles.

J'ai confiance qu'ils poursuivront leurs efforts dans ce sens. La majeure partie des taxes provient surtout des fermiers et lorsque l'on verra que leurs profits moyens face aux investissements ne leur rapportent pas plus de deux pour cent par année et qu'il fut prouvé devant la Commission des tarifs que la moyenne de profits nets prévue pour une ferme, soit \$100 l'acre, ne s'élève qu'à \$98. par année, on ne peut s'attendre à ce qu'il y ait une augmentation rapide de taxes pour fins d'éducation chez les fermiers.

Le tardif rapport sur l'éducation que l'on vient tout juste de déposer démontre un état de choses encore plus alarmant pour 1904-1905 que pour 1903-1904. Le nombre d'instituteurs diplômés à l'emploi a baissé de 66 et 34 autres écoles élémentaires ont dû fermer leurs portes. Je demanderais au docteur Peterson et à son directeur de conscience, M. Rexford, de se pencher sur ces résultats. J'ai démontré que mes observations étaient assez justes et je maintiens chacune de mes déclarations. J'accuse le docteur Peterson ainsi que M. Rexford d'avoir délibérément refusé et amoindri les faits énoncés lors de mon allocution en remettant injustement en question leur véracité.

Par exemple, il nie qu'il n'y ait eu que 44 instituteurs à l'élémentaire promus lors de l'année scolaire 1903-1904. Il dit qu'il y en a eu 57. Lorsque j'ai fait mon discours, le dernier rapport du surintendant était celui de 1903-1904, et si M. Rexford voulait bien se donner la peine de regarder à la page 113 de ce volume, rapport portant la signature du docteur Robins lui-même, il verrait qu'au cours de cette année, il n'y a eu que 44 instituteurs à l'élémentaire qui ont reçu un diplôme, nombre que j'ai qualifié d'entièrement insuffisant et insatisfaisant.

De plus, lorsque j'ai fait ce discours, je n'ai attaqué aucun membre du comité. À cette occasion, j'ai été amené à nommer personnellement certains messieurs qui

m'avaient attaqué pour avoir accompli mon devoir. Ceux que j'ai dû condamner font partie de la majorité du comité et ont toujours voté afin de repousser ces réformes.

Il se peut très bien que le docteur P

et M. Rexford, retranchés comme ils le sont derrière les remparts de leur richesse et de leur influence, soient capables d'imposer pour un certain temps leur point de vue, mais un jour, la volonté de la population devra prévaloir.

Il termine en disant qu'il est lui-même très fier de McGill, tout comme chacun est fier de son "Alma mater", et que si on la laissait libre d'agir à son gré, il croit qu'elle serait très heureuse de céder la petite subvention qu'elle reçoit du Trésor public afin d'aider les écoles des municipalités pauvres. Par ce geste, elle se mériterait une place d'honneur dans le cœur des citoyens.

M. A. Jobin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. J.-O. Mousseau), que ce débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée.

Dépôt de documents:

Taxe sur les banques

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 février 1906, pour la production de la liste des banques faisant affaires dans la province, avec le chiffre du capital versé de chacune d'elles, et le montant de la taxe payée annuellement par chacune d'elles, en vertu de l'article 1145 des statuts refondus et des lois qui l'amendent, mais sans tenir compte de la charge additionnelle pour chaque bureau d'affaires. (Document de la session no 46)

Charte de Lévis

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 33) amendant la charte de la ville de Lévis. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 44) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec à Occidental. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Chemin de fer de Matane et Gaspé

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 86) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Terre no 42 de la Longue-Pointe

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill no 92) autorisant les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre no 42 du cadastre, de la paroisse de la Longue-Pointe. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Interpellations:

Écoles primaires

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quelle est la moyenne du montant dépensé par le gouvernement pour chaque école primaire dans la province de Québec, en 1904-05?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):
\$51.13.

Demande de documents:

Pont Yule

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, Je priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie d'ordres en conseil, documents, correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la puissance, la compagnie "Montreal Light, Heat & Power" ou toute personne, au sujet de la reconstruction du pont Yule, entre les comtés de Rouville et Chambly.

Ce pont fut emporté par une inondation et il s'ensuivit un procès qui est encore pendant. S'il y a appel, la décision finale peut n'être revenue que dans deux ans. En attendant, les contribuables de l'endroit sont privés de communication et comme le chemin qui se trouve interrompu par l'effondrement du pont dessert une grande partie des cantons de l'Est, on demande qu'il soit reconstruit au plus tôt. Il demande au gouvernement s'il a l'intention de voir à la

reconstruction du pont Yule entre les comtés de Chambly et de Rouville.

M. A. Girard (Rouville): Le pont Yule ne doit être reconstruit ni par les municipalités plus particulièrement intéressées de Chambly Canton et de Richelieu ni par les comtés de Chambly et Rouville. C'est un pont dont le gouvernement est propriétaire. C'est donc au gouvernement qu'il appartient de s'en occuper.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que, sans vouloir trop s'engager, il promet que le gouvernement fera tout son possible pour rendre justice aux intéressés et le député de Chambly, peut en tout cas assurer ses électeurs que nous n'avons pas l'intention de le châtier, pour les éloquentes discours de leur représentant. Ce pont, dit-il, était un très vieux pont, en assez mauvais état. Beaucoup de difficultés s'élevaient à propos de sa reconstruction et de son entretien. Bref, les municipalités adjacentes ont pris à charge les réparations et l'entretien et ont demandé un droit de passage. Un accident l'a tout à coup détruit à moitié. Le gouvernement a fait établir les responsabilités et a pris une action en dommages contre la "Montreal Heat, Light & Power Co.".

L'affaire est présentement "sub judice".

Nous espérons que jugement interviendra en faveur du gouvernement. C'est là l'unique raison et il n'y a pas eu de sa part la moindre négligence. Mais le gouvernement n'attendra pas ce jugement pour faire son devoir. Il faut que ce pont soit reconstruit le plus tôt possible. Il le sera. On comprend que la dépense est lourde. Les contribuables, de Rouville et Chambly, j'en ai la ferme certitude, auront à coeur de faire leur part de devoir et nous ferons le nôtre.

Adopté.

Vente de limites à bois

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie d'ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la dernière vente de limites à bois.

Adopté.

Classification des terres

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous

ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la classification des terres de la couronne, suivant la loi 4 Edouard VII, chapitre 13.
Adopté.

Réclamation de Thomas McGreevy

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des documents établissant la valeur de la réclamation de la province, in re feu l'honorable Thomas McGreevy, placée à l'actif, dans l'état financier G, au 30 juin 1905.

Adopté.

Taxes scolaires à Montréal

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langtois), que l'honoraire payé pour le bill (no 99) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de ladite cité, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce oui est dans l'intérêt de l'instruction publique.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15.

NOTES

1. Ce chiffre est tiré du Montreal Daily Witness du 28 février 1906 alors que le Herald de la même journée donne \$150.
2. Même chose; le Montreal Daily Witness indique \$200. alors que le Herald donne \$250.
3. Il s'agit ici de millièmes de dollar par dollar d'évaluation imposable.
4. Ce montant provient du Soleil et du Canada du 28 février 1906. Le Herald du même jour écrit \$530 000.

Séance du 28 février 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Rapports de comités:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): j'ai l'honneur de présenter à la Chambre Je quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion et pourvoyant à une application pratique de ladite clause;

- bill (no 89) amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal;

- bill (no 118) amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cite de Québec.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 76) amendant la charte de la cite de Montreal;

- bill (no 69) constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company";

- bill (no 70) constituant en corporation "The Dominion Corset Company";

- bill (no 77) concernant la "Sherbrooke Lumber Company";

- bill (no 87) concernant La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

Le promoteur du bill (no 84) constituant en corporation la Compagnie des boulevards de l'île de Montreal ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de le retirer.

Le rapport est adopté.

Charte de Montréal

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. W. H. Walker), que le bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal soit réimprimé.

Adopté.

Rapports de comités:

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le

sixième rapport du comité permanent de la législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 128) amendant le code de procédure civile et le rapporte à votre honorable Chambre pour étude ultérieure.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement: bill (no 82) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 38) amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski;

- bill (no 78) amendant la charte de l'"Imperial Trust Company";

- bill (no 80) ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company", en qualité de fidéicommissaire pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards.

Charte Saint-Germain de Rimouski

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 38) amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski. Les amendements sont lus pour la première fois.

"Imperial Trust Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 78) amendant la charte de l'"Imperial Trust Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Donation Drummond

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 80) ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company" en qualité de

fidéicommissaire pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards. Les amendements sont lus pour la première fois.

Introduction de bills:

M. G. Lafontaine (Maskinongé) demande la permission d'introduire un bill (no 117) amendant la loi concernant les établissements industriels.

Ce projet de loi a pour but de fixer à 10 heures la journée de travail de l'employé dans les établissements industriels mis en activité par la vapeur et l'électricité.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 110) amendant le code de procédure civile concernant la juridiction des cours.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 19) concernant les syndicats coopératifs. Il s'agit de l'organisation des caisses populaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L. Blanchard (Verchères) demande la permission d'introduire un bill (no 158) amendant l'article 426 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) demande la permission d'introduire un bill (no 152) amendant les articles 878, 879 et 880 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Maisons d'éducation indépendantes

M. G. Langlois (Montréal no 3): Le gouvernement a-t-il l'intention, pour rendre complètes ses statistiques sur l'instruction publique, de rechercher s'il existe ou non, dans la province de Québec, 188 maisons d'éducation qui ne font aucun rapport officiel au surintendant?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Le gouvernement se propose de prendre les moyens de connaître, aussi approximativement que possible, le nombre des maisons d'éducation indépendantes dans la province.

Ecole supérieure de coupe et de couture

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Le gouvernement a-t-il reçu un mémoire de la

Chambre de commerce du district de Montréal au sujet de l'établissement d'une école professionnelle dans cette ville?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement entend-il donner suite à ce mémoire.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Le gouvernement a reçu un rapport de la Chambre de commerce du district de Montréal, au sujet de la création, à Montréal, d'une école supérieure de coupe et de couture, et nous n'avons reçu aucun autre mémoire.

2. À l'étude.

Bibliothèque de l'Instruction publique

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. De combien de volumes se compose la bibliothèque du département de l'Instruction publique?

2. Existe-t-il un catalogue pour les livres de cette bibliothèque?

3. Dans la négative, est-ce l'intention du gouvernement de laisser plus longtemps cette bibliothèque sans catalogue?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. et 2. Comme il n'existe pas de catalogue de la bibliothèque du département de l'Instruction publique, il est impossible de donner le nombre des volumes qui composent cette Bibliothèque.

3. Sous considération.

Recensement de la population scolaire

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. De quelle façon est fait le recensement de la population scolaire, détaillée aux pages 230 et 232 du rapport du surintendant de l'Instruction publique?

2. La population scolaire, constatée aux pages 230 et 232 dudit rapport, comprend-elle tous les enfants de 5 à 16 ans, inscrits ou non sur les registres d'écoles dans la province de Québec?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre les moyens de faire recenser annuellement la population scolaire de la province de Québec?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. De la façon indiquée à l'article 274 de la loi de l'instruction publique, excepté dans les municipalités de Montréal et de Québec, ou les secrétaires-trésoriers ne font pas le recensement.

Celui publié pour ces deux cités, dans le rapport du surintendant de l'Instruction publique a été obtenu en appliquant à ces deux cités la proportion trouvée en comparant la population scolaire des autres municipalités de la province avec leur population totale.

2. et 3.: Oui.

Chemins de colonisation, Joliette

M. J.-M. Tellier (Joliette): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé, dans le comté de Joliette, à même les deniers votes pour chemins de colonisation, depuis le 1er juillet 1905?

2. Quel est le détail de ce montant?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1.. \$1 510.79.

2. Entretien du chemin Brassard, l'niver 1904-05, \$70.00; réparation du chemin Brassard, \$330.25; construction du pont de la rivière L'Assomption, à Saint-Côme, \$307.88; ouverture d'un chemin dans le canton Gouin,

\$602.66.

Demande de documents:

Conférenciers agricoles

M. A. Girard (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant la Chambre une liste des noms des conférenciers agricoles, nommés par le gouvernement de cette province, avec la liste des divers sujets qu'ils ont à traiter.

Il constate avec plaisir qu'on s'occupe beaucoup d'éducation depuis quelque temps. Mais il est une éducation dont il faut s'occuper surtout, et avant tout, c'est l'éducation de la classe agricole.

L'enseignement de l'agriculture c'était le premier article du programme de l'honorable Mercier. Il a été le premier à s'occuper pratiquement de cet enseignement, et la province lui en doit une éternelle reconnaissance. Mais tout n'est pas fini. Cette éducation agricole, il faut la continuer, la pousser plus avant pour que Québec marche d'égal à l'égal avec les autres provinces.

Ce que nos gouvernements, et surtout le gouvernement actuel, ont fait pour l'industrie du beurre et du fromage prouve trop les résultats qu'on peut obtenir par un bon enseignement pratique, un encouragement judicieux. Ce que nous avons fait dans l'industrie laitière nous devrions le faire pour tout ce qui touche l'agriculture.

Grâce aux efforts des gouvernements, le sol de la province a repris de sa vieille vigueur, l'élevage a rendu à nos campagnes la fertilité qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Il faut reconnaître nos torts. Nos cultivateurs n'ont pas toujours cultivé avec prévoyance. Maintenant, il semble, que sous l'impulsion donnée, il y a des améliorations. Il importe cependant que le gouvernement de Québec s'entende de suite avec celui d'Ottawa pour protéger les cultivateurs contre les marchands de mauvaises graines.

Les gouvernements devraient, de suite s'occuper d'instruire les cultivateurs sur la culture des arbres fruitiers du tabac et l'industrie du porc à bacon. Il faut faire pour ces industries agricoles ce que nous avons fait pour l'industrie du beurre et fromage.

Il croit que les cultivateurs de la province de Québec ne devraient plus se contenter de se livrer à l'industrie laitière.

Inutile de jeter les cultivateurs dans la culture du foin et des grains, dit-il. Le marché du foin nous est fermé. L'Ouest ne nous laisse pas d'espérance de lutte égale dans les grains. Donc cherchons ailleurs.

La culture du tabac est très payante. Les rapports de l'honorable M. Brodeur le montrent. Les comtés de Joliette, Berthier, Rouville, Champlain, Maskinongé, etc. s'en occupent et en retirent d'immenses profits.

Nous voyons par les livres officiels que les manufactures de tabac de la province emploient chaque année, comme matière première, 15 millions de livres de tabac. Sur ce chiffre, les cultivateurs fournissent 3 millions de livres seulement, les 12 autres millions sont importés des États-Unis surtout du Kentucky et de l'Indiana. Pourquoi ne serait-ce pas la province de Québec qui produirait ces 12 millions? Le tabac se cultive facilement dans notre province. Un cultivateur du comté des Deux-Montagnes, M. Israël Forget, ne produisait-il pas, l'année passée, 35 000 livres de tabac avec 36 arpents de terre? Mettez seulement 10 cents la livre, et cela fait \$3 500.

L'industrie du porc à bacon a fait ses preuves dans l'Ontario. Inutile d'insister. On compte à Montréal 16 maisons de bacon qui peuvent utiliser 70 000 porcs par semaine. Or, elles n'en emploient que 30 000 par semaine, faute de pouvoir s'en procurer davantage. Et encore, ces animaux viennent-ils à peu près tous de l'Ontario. Ces 16 maisons font pour \$400 000 d'affaires par semaine, soit \$20 000 000 par année. Si l'on consulte les livres officiels, on constate que depuis cinq ans il s'est vendu à ces maisons pour une moyenne de 12 millions de piastres par année. Sur ce chiffre, la province d'Ontario a fourni 11 millions, et la province de Québec 1 million seulement. D'autre part, il est indiscutable que nos cultivateurs, sans abandonner l'industrie laitière, peuvent produire la presque totalité du porc à bacon utilisé dans les fabriques de cette province. Ce serait autant de pris pour nous et cela sans trop d'efforts. L'élevage du porc à Bacon est une industrie très payante.

Quant à la culture des fruits l'on sait les marchés énormes que l'Europe nous ouvre.

Nos cultivateurs, ajoute-t-il, possèdent un million et demi de pommiers, produisant plus de deux millions de minots de pommes par année. C'est encore là une autre source de richesse.

Mais en cela il faut un système. Il faut grouper les cultivateurs, former des associations, des cercles agricoles pour permettre au travail de chacun de ne pas se perdre inutilement. Un particulier ne peut pas faire, c'est élémentaire, ce qu'une association fait si facilement. Les acheteurs étrangers n'iront jamais de cultivateur en cultivateur pour acheter leurs fruits, leurs porcs à bacon, leur tabac. Ils achèteront d'une association, ils traiteront en gros et non en détail.

Seulement, pour écouler leurs produits, porc à bacon, pommes ou tabac, il faut que nos cultivateurs se syndiquent exactement comme ils ont fait pour l'industrie laitière. C'est là pour eux la condition essentielle du succès. Mais avec cela - avec l'application de ces idées - ils ne tarderaient pas à s'enrichir en enrichissant notre province.

C'est dans ce sens que l'on doit instruire la classe agricole et la diriger vers le progrès et la fortune.

Je n'ai pas de doute, dit-il en terminant, que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable A. Tessier) travaillera dans ce sens. Le ministre de l'Agriculture est une souche dont les racines puisent, dans le sol, la sève qui doit alimenter le tronc en remontant jusqu'aux feuilles.

Il me paraît juste que l'on travaille plus que jamais à développer nos ressources agricoles en enseignant à nos cultivateurs la manière de les faire valoir.

M. W. H. Walker (Huntingdon) parle en tant que fermier. Il félicite le représentant de Rouville (M. A. Girard) pour le beau discours qu'il vient de prononcer, appuie sur quelques-unes des idées émises par celui-ci et engage le gouvernement à faire tous les sacrifices possibles pour la classe agricole.

Je puis dire à coup sûr que les conférenciers envoyés à chaque année par le ministère de l'Agriculture instruisent les fermiers de la province en ce qui a trait aux meilleures méthodes et aux dernières réformes dans le domaine de l'agriculture. J'ai moi-même assisté à des réunions qui ont eu lieu non seulement dans le comté que j'ai l'honneur de représenter mais aussi dans le comté voisin, Châteauguay. Ces conférences ont attiré plusieurs personnes et elles font beaucoup de bien. Tous les sujets reliés à une agriculture fructueuse y sont traités, telle la préparation du sol, la préparation des grains, la quantité de grains par acre, la rotation des cultures, l'ensemencement du trèfle en tant que fertilisant, l'élevage des porcs, des chevaux et du bétail, la culture des fruits, les produits laitiers, l'apiculture et finalement, la destruction des mauvaises herbes. Lorsqu'un fermier peut faire pousser deux brins d'herbe là où il n'en poussait qu'un seul avant, il est un bienfaiteur non seulement pour son comté, mais aussi pour lui-même. Mais lorsqu'un homme laisse ses

champs produire toutes sortes de mauvaises herbes au lieu de grains ou d'herbes à fourrage, il ne fait du mal qu'à lui-même, même s'il nuit à la localité dans laquelle il vit et à toute la province en général. À ce sujet, il (M. Walker) préconise la nomination de personnes chargées d'inspecter le foin et les grains afin qu'ils voient à ce que toutes les mauvaises herbes soient arrachées ou coupées avant les semailles.

Il est en faveur de donner plus de pouvoirs aux conseils locaux pour qu'ils puissent nommer des inspecteurs. Il fait valoir la nécessité d'inspecteurs spéciaux ayant le pouvoir d'exiger la destruction de certaines herbes nuisibles, et plus spécialement le laitron, avant la période des semailles. Il faut une grande surveillance et une protection complète pour l'acheteur, si l'on ne veut pas gâcher notre sol, dit-il.

Il serait bon que le gouvernement de Québec et d'Ottawa s'entendent sur cette question. Le cultivateur ne peut pas toujours de lui-même vérifier la valeur de la graine qu'il achète. Il y va de confiance.

Il attire l'attention de l'honorable ministre de l'Agriculture sur une mauvaise herbe en particulier, le crève-yeux (1) que l'on retrouve un peu partout dans la province. Dans notre agriculture, l'industrie laitière est un domaine que privilégient nos fermiers et elle a accompli de grands progrès depuis les quinze dernières années. Une bonne quantité de fromage a été produite et est toujours produite dans notre province, mais il semble que le fromage du Québec ne soit pas aussi reconnu sur le marché que celui de l'Ontario et il croit que les acheteurs de Montréal causent probablement beaucoup de tort, peut-être pour leurs propres profits.

Dans son comté, le progrès réalisé est surtout attribuable à l'honorable M. Fisher, ministre fédéral de l'Agriculture, qui, lors d'une visite dans son comté, leur a montré la façon de cultiver le maïs à ensilage et de construire des silos. Il fut le premier à construire un silo dans la province de Québec.

Après avoir parlé de la fabrication du fromage, de l'école laitière de Saint-Hyacinthe, de l'élevage du porc et avoir donné de bons conseils pratiques pour chacune de ces industries, il conclut en rendant hommage à Sir William C. McDonald. Grâce à sa générosité, la province aura à Sainte-Anne l'une des meilleures écoles d'agriculture en Amérique du Nord (2). Il termine en formulant l'espoir que le ministère de l'Agriculture permettra aux conférenciers agricoles de poursuivre le bon travail qu'ils accomplissent en enseignant aux fermiers de notre province la façon de tirer le maximum du sol sans détruire sa fertilité et avec la meilleure méthode possible. Plus le fermier obtiendra des informations en ce

qui a trait à son travail, plus il sera satisfait. Ainsi, il s'intéressera beaucoup plus à son métier et mieux encore, il aura plus d'argent à consacrer à l'instruction de sa famille et aux autres nécessités.

M. J.-E. Garon (L'Islet) félicite les députés de Rouville et Huntingdon des discours éloquents qu'ils viennent de prononcer. D'après lui, l'industrie laitière est encore la grande ressource de notre province. Nous avons fait jusqu'ici, sans doute, de grands progrès dans ce champ, dit-il, mais il n'y a pas à se dissimuler qu'il nous en reste encore de considérables à accomplir.

Pour ce qui regarde la question du porc à bacon, il croit qu'on ne doit s'engager dans cette industrie que prudemment. L'expérience d'Ontario est d'ailleurs là pour nous avertir. Aujourd'hui, les cultivateurs de l'Ontario adonnés à cette industrie se trouvent à la merci d'une combine de "Packers" qui leur paient le prix qu'ils veulent. Soyons donc prudents. Certaines régions, le district de Québec en particulier, ne lui paraissent pas très favorables au développement rapide de l'industrie du lard maigre. Nos cultivateurs font de bons et rémunérateurs profits avec le lard gras.

Le porc à bacon doit être d'une autre race que celui qui s'engraisse généralement dans notre province, et son engrais n'est pas le même non plus que celui qui se fait dans nos districts. Ces porcs destinés à faire du jambon doivent être principalement nourris de trèfle. D'ailleurs, la production du bacon dans Ontario a restreint la concurrence faite au lard de la province de Québec, et les prix qu'on obtient actuellement sont très rémunérateurs. Aussi longtemps que les prix se maintiendront, il croit que l'on devrait s'en tenir à l'élevage du porc gras. Nous avons peut-être dans l'état de choses actuel l'équilibre désiré entre deux productions de nature différente, de manière à en obtenir pour toutes deux le prix le plus élevé. Cela ne peut pas dire qu'il faille se garder de toucher à l'industrie du bacon, non, mais cela veut dire qu'en cela comme en bien des choses, il faut être prudent.

Il est quelquefois dangereux de révolutionner un système établi. Il faut cependant l'étudier et enseigner cette industrie à nos cultivateurs. Il y a de l'avenir pour Québec comme pour Ontario dans l'élevage du porc à bacon.

Il est content du représentant de Rimouski (L'honorable A. Tessier) comme ministre de l'Agriculture, et il ne se gêne pas pour le dire. Il insiste sur la surveillance à donner à l'industrie laitière.

Jamais un gouvernement ne travaillera trop, dit-il, à répandre l'éducation agricole dans notre pays. Les résultats obtenus déjà sont encourageants. Il faut continuer. Ainsi pour les produits laitiers il reste encore à

travailler la question de la classification qui est la plus importante, si l'on veut que nos produits aient du succès sur les marchés étrangers.

On devrait aussi dans les journaux prêcher la culture du trèfle. C'est là le meilleur moyen de combattre les mauvaises herbes.

Enfin le moyen unique d'arriver à quelques résultats satisfaisants, c'est par les associations. Le gouvernement ne pourra jamais trop aider les cultivateurs à s'unir et à travailler de concert au développement de notre province.

Aidons aussi la classe agricole en lui donnant d'excellents conférenciers que nous paierons bien, mais qui devront bien faire leur devoir et d'une manière compétente.

Il se plaint de la manière dont se fait l'impression du Journal d'agriculture, qui est défectueuse à bien des points de vue. Le papier est mauvais, les gravures médiocres et l'apparence générale laisse à désirer. Ce journal est le seul organe de la classe agricole, et il voudrait qu'on en fasse une publication digne des intérêts qu'elle représente et attrayante à tous les points de vue, non seulement pour ceux qui s'occupent exclusivement de questions agricoles, mais aussi pour le public en général.

A cet effet, il suggère d'en augmenter le format et d'en varier la rédaction, en intercalant parmi les articles traitant d'agriculture, de la littérature légère, des gravures attrayantes et des nouvelles d'intérêt général.

Il faudrait que le journal fut lu par la masse. C'est le seul moyen d'attirer son attention sur les questions agricoles qui y sont traitées, et nous n'atteindrons ce résultat qu'en rendant cette publication assez attrayante pour que sa lecture soit agréable et recherchée de tout le monde. Il faut forcer tous nos cultivateurs, nos écoliers, notre jeunesse en général à lire cette publication agricole, et pour arriver à ce but il faut faire le journal de manière à ce qu'ils soient portés à l'ouvrir, et qu'ils trouvent du plaisir à en lire au moins une partie.

Il insiste de nouveau sur la beauté, la grandeur, la noblesse de l'état agricole. Il demande que les conférenciers reçoivent toujours des instructions d'encourager le peuple de nos campagnes à rester attachés à son sol. Il proclame hautement les droits du cultivateur au respect des classes dirigeantes, il demande aussi à celles-ci de savoir reconnaître toujours le mérite de celui qui les nourrit, car tout provient de la terre, dit-il, et l'or ne vaut qu'en autant qu'il y a du blé, et il termine en faisant un éloge de l'esprit de travail, de l'énergie des vertus de la population de nos campagnes qui, dit-il, constitue une réserve où nous allons puiser sans cesse les éléments qui conduiront notre

pays vers les belles destinées que l'avenir lui réserve.

M. E. Roy (Montmagny) Il félicite le représentant de Rouville (M. A. Girard) d'avoir provoqué cette expression d'opinion favorable à l'agriculture. Il félicite aussi les députés qui ont parlé sur la question en termes aussi pratiques et aussi éloquents. Il représente un comté agricole. Il constate lui aussi les résultats merveilleux obtenus dans l'industrie laitière.

Les statistiques montrent que dans les dix dernières années l'agriculture a fait peu de progrès. Dans la province, la population rurale n'a augmenté que de 4 à 5 mille âmes. Mais la statistique ne veut pas dire que cela, et la vérité est que depuis dix ans la classe agricole a beaucoup prospéré grâce à l'industrie laitière et à l'abandon des systèmes de culture anciens et rétrogrades, et à leur remplacement par des méthodes plus perfectionnées. L'industrie laitière a été le point de départ d'une ère de progrès et de prospérité en agriculture dans notre province. Il faut continuer ce progrès en encourageant les industries qui sont les corollaires et le complément de l'industrie laitière telles que l'élevage des bestiaux et la production du porc à bacon. Il y a aussi un sérieux effort à accomplir pour l'amélioration des vaches laitières. Les cultivateurs ignorant à quels signes reconnaître une bonne vache laitière, se trouvent fort embarrassés. Il faudrait que des conférenciers agricoles alassent (sic) donner des conférences pratiques bien annoncées sur ce seul sujet. L'agriculture doit être payante si l'on veut que les gens s'y attachent. Le moyen c'est l'instruction et par la suite, la bonne culture.

Les conférenciers ne peuvent trop appuyer sur la culture des fruits et l'industrie du miel. Il y a de l'avenir dans ces industries agricoles.

En travaillant à la formation de syndicats, on peut développer dans nos campagnes des sources de richesses immenses. Ces deux industries rapportent beaucoup et coûtent peu. Voilà le secret.

Le journal d'agriculture doit travailler aussi dans ce sens. Pour cela, il faut qu'il soit plus lu et plus attrayant. Si l'on veut le voir dans toutes les maisons, il faut que tout le monde y trouve de quoi s'instruire sans s'y ennuyer.

Le premier devoir du gouvernement c'est de s'occuper de l'agriculture.

Un peuple qui n'a pas de besoins reste pauvre et ne fait point de progrès. Longtemps le cultivateur a semblé content de sa médiocrité mais depuis quelques années il veut une plus grande somme de bien-être et de confort, et il essaie ainsi d'augmenter ses revenus pour satisfaire ses Desoins nouveaux. Il faut l'aider.

Les terres se morcellent. Il faut donc que chaque parcelle produise le plus possible. Pour atteindre ce but il faut encourager et

presque créer la culture des fruits et l'agriculture. Un verger est non seulement un agrément, mais il peut être une bonne source de profit. Une ruche donne autant de profit qu'une vache.

Le gouvernement doit chercher à rendre le peuple heureux et prospère. Encourager l'agriculture, la faire progresser, rendre la profession du cultivateur rémunératrice et agréable, c'est assurer le progrès de l'éducation, car le peuple y consacrera plus d'argent si ses revenus augmentent. C'est assurer le progrès de la colonisation, car ils se feront agriculteurs et défricheront le sol lorsque le père sera content de sa profession de cultivateur; et travailler au progrès de celui qui nourrit la nation, c'est travailler sûrement au bien-être de cette nation même.

La Chambre interrompt ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 7 h 30

Chemin de fer de Lévis

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 65), constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis.

Adopté.

En comité:

Le préambule et les articles 1 à 21 sont adoptés. L'article 22 est remplacé et se lit comme suit: 22. Nonobstant tout ce qui est contenu dans la présente loi, à défaut par la compagnie et les municipalités respectives de Lévis, Bienville et Lauzon, d'en venir à une entente mutuelle au sujet du renouvellement et de l'extension, lors de ou avant l'expiration des vingt ans de la mise en vigueur de la présente loi, des termes et conditions contenus dans la résolution reproduite dans les cédules A, B et C respectivement, la compagnie aura le droit de continuer à exploiter et maintenir son réseau dans chacune desdites municipalités comme si elle l'exploitait sans arrangement avec ladite municipalité.

Cet article et les cédules A, B et C sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The North Eastern Railway Company"

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose,

selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 74) constituant en corporation "The North Eastern Railway Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de Saint-Michel-Archange

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 79) érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Conférenciers agricoles

La Chambre continue le débat ajourné sur la motion du représentant de Rouville (M. A. Girard) proposée aujourd'hui, à l'effet qu'il soit voté un ordre de la Chambre donnant les noms des conférenciers agricoles nommés par le gouvernement de cette province, avec la liste des divers sujets qu'ils ont à traiter.

M. L.-P. Bernard (Shefford) parle longuement des conférences agricoles. Elles doivent être pratiques avant tout, car les cultivateurs aiment à s'instruire pratiquement. Il faut aussi qu'à l'école primaire, on inculque aux enfants l'amour du sol et de sa culture. Il déclare que c'est à la petite école que l'on doit enseigner, d'abord à l'entant, la noblesse de l'agriculture. Puis il reproche aux libéraux de n'avoir pas mis un cultivateur dans le cabinet.

Il rappelle que l'on avait promis de donner aux cultivateurs un représentant de leur profession dans le cabinet, mais que cette réforme est encore à venir. Les Irlandais ont eu leur ministre dans le cabinet, mais les agriculteurs n'ont pas encore le leur.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) représente un comté agricole. Il traite de la question du porc à bacon et voit dans cette industrie une source de revenus pour nos cultivateurs qui égalera celle de l'industrie laitière.

Les sociétés coopératives font énormément de bien. Encourageons les cultivateurs à s'unir et à travailler de concert. L'avenir de Québec est dans les classes rurales; sachons les aider à se développer et à aimer le sol natal. Les conférenciers agricoles devraient traiter les sujets plus à fond et toujours dans un sens pratique. Il est loin de méconnaître l'importance de l'industrie laitière. Seulement il est d'avis que cette industrie ne doit pas exclure celle du porc à bacon. Il croit au contraire que ces deux industries peuvent et doivent marcher de pair pour le plus grand bien de la province et du pays.

En conclusion, il exalte le patriotisme, l'esprit de travail et d'honnêteté de nos classes rurales. Il voit en elles l'avenir et l'espoir de la province.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) parle des besoins des cultivateurs. Il parle, aussi, de l'engrais pour les petits cochons, de la nécessité de laver les bidons qui sentent l'étable, la bouse et du diable à son train (3).

Il insiste particulièrement sur les besoins de l'industrie laitière.

Il s'élève contre le luxe qui envahit nos campagnes et qui en est la plaie. Il faut que chaque député travaille pour sa part à enrayer ces goûts coûteux qui ruinent les cultivateurs.

M. C. F. Delage (Québec-Comté): Monsieur l'Orateur, je suis heureux que mon ami le député de Rouville (M. A. Girard) ait soulevé ce débat qui va nous permettre, à nous, les députés des comtés ruraux, d'exprimer notre opinion sur certaines questions qui intéressent la classe agricole, que nous avons l'honneur de représenter plus particulièrement dans cette Chambre.

Parler des conférences agricoles, monsieur l'Orateur, c'est parler, il me semble, si je ne me trompe et si je ne m'abuse, de l'instruction publique, de cette question qui passionne en ce moment tous les esprits, mais de l'instruction publique au point de vue agricole.

Trop longtemps hélas! l'on a cru dans cette province, monsieur l'Orateur, que pour tenir les manchons d'une charrue, semer le grain à la volée, couper à la faucille et même abattre un arbre, il n'était pas nécessaire de savoir lire, écrire et compter.

Mais heureusement cette idée qui a été la cause de la lenteur de nos progrès a vécu.

Et maintenant l'on est convaincu que le cultivateur comme l'industriel, le commer-

çant, l'homme de profession, pour se frayer un chemin, pour arriver au succès et contribuer à la prospérité générale, doit avoir non seulement un torse d'hercule, des muscles bien développés, mais aussi un cerveau bien équilibré et oien rempli, une intelligence cultivée.

Voilà le résultat de la campagne entreprise et menée avec succès par le gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé. Cette campagne doit être continuée.

C'est à l'école qu'il faut d'abord commencer le travail, en demandant, comme l'honorable secrétaire de la province l'a fait, à l'instituteur, de développer dans le cœur de l'enfant du cultivateur, dès son bas âge, l'amour, la fierté de sa noble profession, l'attachement au sol qui l'a vu naître, l'ambition de conserver et de transmettre intact le bien paternel. L'école primaire est l'endroit tout désigné pour obtenir les meilleurs résultats. L'enseignement primaire agricole se fera de cette manière. L'enseignement secondaire agricole sera donné par les conférenciers agricoles, les brochures agricoles, le journal d'agriculture.

J'ai été longtemps sous l'impression, monsieur l'Orateur, je l'avoue, que l'argent que l'on vote chaque année pour payer le salaire des conférenciers agricoles, était un capital mal placé et qui ne produisait pas le résultat désiré.

Mais depuis que j'ai l'honneur de représenter l'un des plus beaux comtés ruraux de cette province, depuis que j'ai le plaisir d'assister à ces conférences, d'entendre les leçons qui s'y donnent, d'en constater les résultats, mon opinion s'est considérablement modifiée, et je proclame sans crainte d'être contredit que cet argent est bien placé et rapporte au centuple.

Je saisis avec plaisir et empressement l'occasion qui m'est offerte de féliciter et remercier les conférenciers agricoles du département de l'Agriculture de cette province pour le zèle et le patriotisme avec lesquels ils s'acquittent de la tâche honorable qui leur a été confiée, "d'instruire nos cultivateurs". La réputation de MM. Dr. Grignon, Dalaire, Gustave Boyer, n'est plus à faire.

Je regrette toutefois de ne pouvoir en dire autant de ceux qui nous sont envoyés par le département de l'Agriculture d'Ottawa, faisant toutefois une exception pour des hommes comme MM. Drysdale, Chapais et Charron.

Il me semble que si l'on faisait un choix plus judicieux, consultait auparavant les officiers du département de l'Agriculture à Québec, les députés des comtés, l'on pourrait facilement tracer un programme qui conviendrait mieux à la classe agricole et répondrait davantage à ses besoins.

J'ajouterai, ces conférences devraient être données au commencement de l'hiver,

car à cette époque de la saison, les chemins sont plus beaux, les réunions plus faciles et par conséquent plus nombreuses.

En outre, si deux conférences peuvent être données le même jour, elles devraient l'être dans la même paroisse, car autrement il en résulte des inconvénients regrettables.

Je laisse à mon ami le député de Saint-Louis (M. G. Langlois) le soin de défendre le papier, l'impression, les gravures du Journal d'agriculture, il saura s'en tirer, j'en suis certain, comme toujours avec succès. La meilleure preuve que le journal est rédigé d'une manière intéressante, c'est que les cultivateurs de mon comté se plaignent de le recevoir d'une manière très irrégulière. Qu'il fasse donc cesser ce grief, et en bon libéral, je ne reprocherai à personne de faire imprimer le journal à Montréal, ce qui est probablement la cause du mal, comprenant que les partis politiques comme le cœur, ont "leurs raisons que la raison n'entend pas".

Enfin, le choix des brochures agricoles devrait toujours être fait avec soin, et la distribution faite avec la plus grande rapidité possible.

L'enseignement supérieur agricole, monsieur l'Orateur, existe-t-il dans notre province? Je ne le crois pas.

Je l'admets, notre système est assez perfectionné. Nous avons bien des cercles agricoles, des sociétés d'agriculture, un conseil d'agriculture, des stations d'arboriculture, des écoles d'agriculture, les écoles de Sainte-Anne, d'Oka, une école d'industrie laitière, celle de Saint-Hyacinthe, des écoles techniques, les écoles ménagères de Roberval et de Saint-Pascal.

Mais le système est-il complet? Non, il manque quelque chose. Un couronnement à l'oeuvre. J'ai dit un grand collège d'agriculture comme à Guelph, ou une ferme expérimentale.

C'est en regardant comment se font les choses que l'homme finit par les faire lui-même telles qu'elles doivent être faites. Il faut attacher le cultivateur au sol et rendre sa position enviable. Pour arriver à cette fin, trois facteurs, comme le disait l'honorable ministre des Terres (l'honorable A. Turgeon), doivent travailler de concert. La Providence, le gouvernement, la classe agricole. Cet idéal s'est réalisé en ces derniers temps.

La Providence nous a comblés depuis plusieurs années de ses faveurs les plus insignes, nous venons de passer par les sept années d'abondance. Rien d'étonnant qu'un hymne d'actions de grâce s'élève en ce moment de toutes parts.

La classe agricole est unie et les résultats sont là pour le prouver, secondons ses efforts. L'action du gouvernement doit aller plus loin.

Il y a quelques cinquante ans s'exprimait un désir de la part de la population

canadienne-française.

Il fallait un couronnement à notre système d'éducation, créer l'enseignement supérieur. Une université canadienne-française et catholique, s'imposait. "Comme une fleur sort de sa tige", l'université Laval sortit du vieux Séminaire de Québec, et l'on sait quelle évolution s'est produite depuis dans notre enseignement. Un désir semblable se manifeste en ce moment pour la création de l'enseignement supérieur agricole. La classe agricole mérite que nous travaillions de toutes nos forces afin qu'un désir si légitime et si clairement exprimé soit réalisé sous le plus court délai possible, elle y a droit, nous lui devons cette inarque de reconnaissance, notre intérêt exige que nous lui donnions cette preuve non équivoque de nos profondes sympathies. Ce n'est ni l'heure ni le temps de faire l'éloge de la classe agricole, mais elle a fait quelque chose pour la province, pour le pays, tous nous sommes sortis de ses rangs et nous en sommes fiers, tous nous pouvons dire avec orgueil et vérité "Pater meus agricola" (4).

C'est elle qui aux jours des dangers, a fourni les libérateurs du territoire. C'est elle qui aux jours des grandes crises de notre Histoire politique, a fourni ces tribuns dont la voix puissante a écarté l'orage, c'est chez elle que se fait le recrutement de notre cierge national, c'est la grande réserve de nos forces vives. Gouverner, monsieur l'Orateur, ce n'est pas seulement administrer, c'est prévoir; nous voulons pour notre province un avenir heureux, Drillant, de glorieux lendemains; la classe agricole, c'est l'espérance, c'est l'avenir; secondons ses efforts, outillons-la pour les luttes économiques qui se préparent, nous aurons fait notre devoir envers elle, envers notre province, notre pays, elle fera le sien ensuite, j'en suis certain; et grâce à elle, nous continuerons d'occuper longtemps encore, toujours, je l'espère, la place d'honneur que nous avons en ce moment dans la Confédération.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) traite des précautions à prendre pour arriver à fabriquer du bon Deurre.

M. E. Blanchard (Verchères) parle surtout l'industrie. Il préconise le système énoncé dans le dernier congrès agricole de Saint-Lin. Cependant il croit qu'il ne faut pas trop chercher à faire disparaître les petites beurreries. Elles font du bien. Une chose vers laquelle doit tendre notre énergie, c'est l'amélioration des chemins.

Il est d'avis que la somme consacrée annuellement au Journal d'agriculture ne rapporte pas grand chose aux cultivateurs. Peut-être pourrait-on employer cette somme d'une manière beaucoup plus avantageuse en s'y prenant autrement. Il ne fait aucun doute dans son esprit que des articles sur l'agricul-

ture publiés dans les journaux quotidiens feraient beaucoup plus pour la classe agricole que la publication du Journal d'agriculture.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) à titre de représentant du comté de Montcalm s'occupe surtout de la culture du tabac. L'on sait que le comté de Montcalm est l'un de ceux où l'on réussit le mieux cette culture. C'est une culture payante et plus facile qu'on ne le croit.

Il se produit dans son comté deux millions de livres de tabac par année et pour ce qui regarde cette industrie, Montcalm peut rivaliser avec l'Ontario. Aussi demande-t-il au gouvernement d'encourager par tous les moyens possibles la culture de ce produit.

Il remercie le ministre de l'Agriculture (l'honorable A. Tessier) pour le magnifique prix qu'il a donné lors de la récente exposition de tabac à Saint-Jacques.

Il espère que le gouvernement continuera à encourager cette industrie, et travaillera à guider les cultivateurs dans cette culture de tabac. Il y voit une source de revenu pour nos cultivateurs.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) fils de cultivateur, et représentant d'un comté de cultivateur, croit devoir ajouter quelques mots aux remarques déjà faites.

Il parle surtout des ressources que constitue pour notre province la culture du tabac et il exprime l'avis que l'on ne saurait trop faire pour l'encouragement et le perfectionnement de cette industrie.

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) à titre de membre du Conseil de l'agriculture, parle longuement du congrès de Saint-Louis. Certaines résolutions qu'on y a adoptées méritent d'être étudiées et mises en pratique. L'industrie laitière a fait d'immenses progrès. Il ne faut pas s'arrêter là. Il faut continuer dans cette voie qui a ramené la prospérité dans nos campagnes.

M. F.-H. Daigneault (Bagot) s'occupe de l'élevage des animaux et se plaint quelque peu de la difficulté de faire enregistrer les produits. Il y a là un progrès à faire et travailler dans ce sens est du devoir de la Législature.

Il parle de la nécessité d'avoir de bons conférenciers agricoles.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) traite du même sujet et parle de la culture des légumes et des fruits. Aux environs de Montréal cette culture rapporte beaucoup et les conférenciers devraient s'en occuper. Que l'on montre à nos cultivateurs à bien réussir cette culture qui donne de si faciles et si beaux revenus.

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) prend part à ce débat, comme agricul-

teur. Il est propriétaire d'une ferme et s'intéresse à l'agriculture, la plus grande ressource du Canada. Il félicite le député de Rouville (M. A. Girard) d'avoir soulevé cette importante question en Cnambre.

Il loue le métier de fermier, soutenant qu'une formation spéciale est nécessaire pour devenir avocat ou médecin, tandis qu'un fermier a besoin d'une intelligence très versatile. Lorsque vous rencontrez un fermier qui réussit, ait-il, inmanquablement il s'agit d'un homme qui possède une intelligence extraordinaire. Le député de Rouville a raison de dire qu'il est essentiel pour un agriculteur d'être suffisamment instruit. Il parle en se basant sur sa propre expérience, car pendant quelques années, il a été membre d'une association de fermiers qui se réunissaient une fois par mois afin de discuter de questions qui intéressaient les agriculteurs.

Il énumère les avantages que procurent les conférences que l'on donne aux fermiers en spécifiant cependant que les conférenciers devraient être les meilleurs conférenciers disponibles et que cette politique de donner des conférences devrait se poursuivre en employant que les meilleurs conférenciers. Il est inutile d'envoyer des conférenciers médiocres dans les comtés ruraux de la province, car les fermiers n'assisteront pas à leurs réunions.

Il insiste sur l'instruction qu'il faut donner aux cultivateurs, instruction qui n'est pas suffisante par les journaux et les livres mais qui doit être faite par des conférenciers intelligents.

L'agriculture, dit-il, exige des connaissances considérables; les cultivateurs ne sont pas toujours en état d'acquiescer ces connaissances. Pour parer à cet énorme inconvénient, il y a les conférenciers agricoles. Mais un conférencier, pour que ses travaux obtiennent de bons résultats, doit être un très bon conférencier. S'il est médiocre, ses efforts ne valent rien. Il importe donc de donner aux cultivateurs des conférences de premier ordre et c'est à quoi le gouvernement s'efforcera. Il a vu comment se font les choses et il croit que les conférenciers agricoles ne peuvent jamais être trop instruits et trop intéressants. Il ne faut pas qu'ils chassent les auditeurs.

Il croit que l'intelligence et l'instruction agricole sont plus utiles à un cultivateur que ne l'est la force de ses bras. L'instruction agricole se répand de jour en jour. C'est un devoir de tous de travailler à la répandre toujours de plus en plus au sein des masses. Elle est aussi importante que quoi que ce soit. Un cultivateur instruit de son état aime la terre et vit heureux en la travaillant oien et en y trouvant son bien-être.

Il faut qu'une ferme soit administrée avec intelligence sinon elle ne tardera pas à

se retrouver entre les mains des prêteurs. Il termine son discours en faisant l'éloge des producteurs de fromage de son comté qui ont accompli un travail quasi phénoménal. Il aurait assisté avec plaisir à leur congrès s'il ne s'était pas déroulé pendant la session; c'est également pour la même raison que le ministre de l'Agriculture n'a pas pu y assister.

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Je me fais un plaisir de féliciter les honorables députés qui ont pris part à cette discussion. Je félicite en particulier le député de Rouville d'avoir ouvert le feu de cette belle bataille où l'on ne trouve que des vainqueurs. Tous les orateurs ont lutté d'émulation pour servir la noble cause de l'agriculture et défendre les intérêts de la classe si intéressante des cultivateurs. Leurs discours nous laissent voir tout l'amour qu'ils portent au travailleur des champs et combien ils sont disposés à aider le gouvernement de leurs sages conseils et à le faire bénéficier des connaissances qu'ils ont acquises en agriculture et je les en remercie.

Il y a à peine douze mois, le chef du gouvernement m'appelait à succéder à l'éloquent et populaire ministre actuel des Terres de la couronne. La tâche qui m'était dévolue, je la savais lourde, mais ce que je savais aussi, c'est qu'en acceptant j'étais décidé à mettre dans l'accomplissement de mes devoirs toute la force, l'énergie et la bonne volonté dont je suis capable.

J'ai dû sans doute l'honneur qui m'est fait à mes longs états de services comme représentant d'un comté rural. D'ailleurs les choses de l'agriculture ne m'ont jamais été étrangères. Il y a plus de 20 ans, j'étais président de la société d'agriculture de Rimouski. Il y a 15 ans, j'étais élu président de la société qui fondait la première beurrerie coopérative dans mon comté et ces modestes honneurs, je me plais à me les rappeler, je les devais simplement à la confiance de mes concitoyens, car je n'étais pas alors ministre. Maintenant je me suis mis à l'oeuvre avec courage, déployant toute l'énergie dont j'étais capable. Il faut du temps et même bien des mois pour se familiariser avec tous les détails d'un ministère aussi important que celui de l'Agriculture, où il se présente tant de questions complexes et tant de demandes d'aide de toutes sortes et qu'il est impossible, avec la meilleure volonté du monde, de toujours satisfaire.

J'ai assisté à des congrès agricoles et d'industrie laitière à Chicoutimi, à Rimouski, à Saint-Lin, et à des expositions dans différentes parties de la province: Sherbrooke, Trois-Rivières, Brome, Joliette, et je suis convaincu que l'agriculture est toujours la source la plus vraie de la prospérité publique.

Parlant du Journal d'agriculture, il admet bien que ce journal n'est pas absolument aussi parfait qu'il devrait être, mais il n'est pas prêt à admettre que ce journal n'a pas rendu d'immenses services à l'agriculture. Malgré des lacunes non encore comblées, il contribue beaucoup à la diffusion de ces connaissances absolument nécessaires à notre époque.

Il a depuis seulement quelques mois subi des améliorations considérables et il fera dans un avenir rapproché des progrès plus grands encore.

On a parlé poursuit-il, de conférenciers et l'on s'est plu à vanter les bénéfices qui peuvent résulter pour les cultivateurs de conférences bien faites.

Voici ce qui se passe au département de l'Agriculture: Il y a deux conférenciers nommés par le gouvernement: le docteur W. Grignon et M. O.-E. Dallaire.

Des conférences sont aussi données par des experts ou des praticiens qui reçoivent \$5 par conférence, outre leurs frais de déplacement. Ainsi, M. Luc Dupuis, apiculteur, ou village des Aulnaies, comté de L'Islet, donne de temps à autre des conférences sur l'apiculture; M. Reynaud, d'Oka, professeur d'Horticulture fruitière donne des conférences sur la culture des fruits et des arbres fruitiers. Nous employons aussi messieurs Gustave Royer, médecin vétérinaire; M. Wilson, médecin vétérinaire; Lebel, cultivateur, et d'autres conférenciers auxiliaires.

Mon désir est de n'employer que des conférenciers compétents, en qui la classe agricole puisse reposer sa confiance. Mon intention est d'organiser un bureau d'examineurs et un conférencier ne pourra être employé par le département que s'il a un certificat de compétence de ce bureau.

Quant aux sujets traités par les conférenciers, ils sont mentionnés dans les rapports que les cercles agricoles doivent faire des conférences qu'ils entendent. Ces rapports doivent indiquer aussi le nombre approximatif de personnes présentes à la conférence.

Jusqu'à aujourd'hui, le principal sujet traité par les conférenciers a été l'industrie laitière et toutes les questions qui s'y rapportent. Nous n'avons pas raison de regretter d'avoir donné cette orientation à l'enseignement agricole, si nous considérons les progrès faits par cette industrie. Le dernier recensement nous apprend que, pendant la dernière décade, la production du beurre et du fromage a augmenté de 341% dans la province de Québec, tandis que dans l'Ontario, elle n'a augmenté que de 100%. Ce progrès va toujours en s'accroissant et M. Ruddick, le commissaire de l'Industrie laitière, déclarait dans une de ses conférences dans l'Ontario, que Québec tenait maintenant le premier rang dans la Confédération

quant à la valeur de la production du beurre et du fromage. L'an dernier, les exportations de beurre et de fromage du Canada ont augmenté de 5 1/2 millions de dollars et s'il faut en croire M. Ruddick, Québec a contribué à cet accroissement plus qu'aucune autre province. Nous avons eu, cette année, le plaisir d'inaugurer à Saint-Hyacinthe, une nouvelle école de laiterie qui, nous l'espérons, fera beaucoup pour la province.

Les conférenciers attirent aussi l'attention des cultivateurs sur les mesures à prendre pour améliorer l'espèce chevaline. Déjà cette propagande produit ses fruits. Le docteur Grignon et le département ont reçu plusieurs lettres venant surtout des officiers des cercles agricoles demandant les formules à signer pour l'organisation de syndicats d'élevage dans le but d'améliorer non seulement nos races de chevaux, mais encore celles des autres animaux de la ferme.

Le ministre a adressé aux secrétaires des cercles agricoles une circulaire au sujet de l'élevage du porc à bacon et de son désir d'encourager cette industrie. Peut-être ne conviendrait-il pas de développer cette industrie dans toutes les parties de la province indistinctement, mais il ne fait aucun doute qu'en général elle donnera d'excellents résultats.

Depuis quelque temps, les conférenciers engagent les cultivateurs à considérer les avantages que pourrait leur procurer l'industrie du bacon, spécialement en leur permettant d'utiliser les sous-produits de l'industrie laitière, le lait écrémé et le petit lait. Dans tous les pays où la fabrication du beurre est une industrie importante, celle du bacon se développe également. Il se vend des porcs à bacon pour plusieurs millions de dollars, tandis que notre province en vend pour moins d'un million, il est désirable de développer davantage l'industrie du bacon au milieu de nous et nos conférenciers cherchent à activer ce développement, mais avec discernement.

L'industrie du bacon est appelée à devenir payante. La province d'Ontario en fait sur une grande échelle et il ne voit pas pourquoi notre province n'en ferait pas autant.

Il en est ainsi de l'industrie du tabac qu'il faut à tout prix pousser de l'avant. Il faut profiter des avantages exceptionnels que possède notre sol pouvant produire un aussi bon tabac que le sol de tout autre pays.

Tous les pays remarquables par l'importance de leur production agricole, dit-il, ont travaillé et travaillent encore avec énergie à la diffusion des connaissances sur l'agriculture, et l'un des meilleurs moyens pour atteindre ce but, c'est l'enseignement aux cultivateurs adultes au moyen de conférences publiques. Ce système existe dans l'Ontario et les Etats-Unis, où les "Farmers

Institutes" sont organisés avec soin. Les gouvernements locaux et le gouvernement fédéral de nos voisins encourageant cette organisation féconde, là comme ici, en bons résultats (sic). C'est le moyen par excellence de faire pénétrer partout l'idée du progrès et de faire connaître les meilleures méthodes de culture-

On a dit et répété que l'agriculture était un art et une science. Ceci est vrai, car bien que pendant trop longtemps en certains endroits l'on a considéré l'instruction comme un bienfait superflu par l'homme de la campagne, il n'en est pas moins vrai que l'on a constaté de tout temps et surtout aujourd'hui que ce sont les cultivateurs les plus intelligents et qui par l'instruction se tiennent le plus au courant du progrès et de la science agricoles, que ce sont ces cultivateurs, dis-je, qui réussissent le mieux.

Je suis heureux de constater que dans notre province, on a beaucoup travaillé depuis quelques années pour gagner du terrain.

Nous avons vu avec plaisir des sociétés d'agriculture, des cercles agricoles et des particuliers s'occuper non seulement activement mais intelligemment de l'amélioration des races d'animaux de la ferme et tous ceux qui sont entrés dans cette voie méritent de sincères félicitations.

En Irlande, en Écosse, au Danemark, en France, aux États-Unis, partout en un mot où l'agriculture joue un rôle considérable dans la production nationale, ce problème de l'amélioration a reçu une attention particulière. C'est ainsi qu'en Irlande, l'on accorde des primes de conservation pour les bons animaux, afin de les garder aussi longtemps que possible dans la région où ils sont nés. En France, dans les comices agricoles, concours dans le genre de ceux organisés par nos sociétés d'agriculture, l'on décerne des prix, mais ces prix ne sont payables aux propriétaires des animaux que s'ils les gardent pendant un certain laps de temps à partir du concours. Dans ces pays l'on semble donc en quelque sorte jaloux de garder le plus longtemps possible les plus beaux types de race nés ou implantés dans la région et l'on a raison.

C'est à nous de nous appliquer à suivre leur exemple, car, à l'heure actuelle, les efforts de la concurrence sont plus acharnés que jamais. Si le progrès entraîne des bienfaits, on dirait qu'en même temps il accumule à plaisir les exigences et celui qui ne se rend pas compte de ces faits, qui n'en prend pas bonne note est certain de rétrograder. Nous voulons des réformes, mais non détruire, ne jouons pas le rôle de démolisseurs, pas de révolution, mais détruire les vieilles routines. Combattre les préjugés, améliorer: voilà notre devise.

Dans la province de Québec, nous avons, depuis nombre d'années, jeté les bases

d'associations qui peuvent rendre les plus grands services à la classe agricole. Nos sociétés d'agriculture, nos cercles agricoles, en contact constant avec les cultivateurs connaissent les besoins de la région, du comté et de la paroisse où se trouve leur champ d'opération, et, grâce aux subventions du gouvernement ils peuvent jouer un rôle très utile pour la classe agricole. Ils ont plus de ressources que les particuliers, ils peuvent donc avoir plus d'initiative et par un emploi judicieux de leurs fonds rendre de signalés services à l'agriculture.

Je lisais tout récemment dans un journal anglais de Toronto que si l'agriculture avait réalisé de grands progrès dans la province de Québec, il fallait attribuer ce fait aux sages directions données par le département d'Agriculture de la province, aux sociétés locales qui avaient su mettre ces conseils à profit.

Sans nous arrêter aux compliments n'ayons pas peur de rendre justice aux bons conseils comme au dévouement d'où qu'ils viennent, mais il ne faut pas pour cela s'arrêter en bonne voie.

L'agriculture, c'est la pierre fondamentale sur laquelle repose l'avenir de notre province. Nous savons que, depuis quelques années, le travail de l'homme des champs reçoit une rétribution beaucoup plus élevée que dans le passé.

Cette année encore les produits de la ferme se sont bien vendus. Le fromage a atteint un prix au-dessus de la normale et quant au prix du beurre nous avons obtenu de plus beaux résultats que jamais. Mais si nous sommes bien, si le cultivateur a fait encore plus d'argent que les années précédentes, ce n'est pas une raison pour ne pas vouloir en faire davantage. Nous sommes loin d'avoir atteint l'extrême limite de production de nos terres. Que les résultats actuels nous soient un encouragement pour l'avenir. Marchons de l'avant car nous serons les premiers à en bénéficier. Ne négligeons rien pour assurer le succès. Que nos sociétés d'agriculture, que nos cercles agricoles, que les compagnies d'exposition marchent d'accord pour développer la principale branche de nos industries nationales: l'agriculture.

N'oublions pas que nous avons un rôle à jouer dans la Confédération. Nous sommes la minorité mais une minorité qui compte et que l'on respecte. Si nous voulons maintenir notre motion, conserver notre influence en présence des développements rapides, énormes de l'Ouest, il nous faut continuer à augmenter notre population et surtout notre population saine et forte des campagnes.

Le meilleur moyen pour atteindre ce but, c'est de montrer que le métier d'agriculteur non seulement est noble, mais qu'il est payant. Quant au gouvernement je puis vous dire qu'il a conscience de

l'importance de sa tâche, qu'il ne négligera rien pour venir en aide aux bonnes volontés et que toutes les ressources qu'il peut avoir, il les mettra de bon cœur et avec discernement à la disposition de la classe agricole pour assurer la plus grande somme de prospérité et de bonheur dans nos familles canadiennes.

C'est dans la terre, l'amour du sol que reside l'espoir de notre race en Amérique. L'augmentation de notre population devra venir de nos campagnes. Si l'on tient à cette augmentation, il faut faire aimer la terre et l'on ne peut aimer la terre que si on la cultive intelligemment et y trouve le bien-être.

Les cultivateurs jouissent aujourd'hui d'une grande prospérité. Que les temps sont changés depuis les jours où les Canadiens français désertaient le sol de nos campagnes pour émigrer aux États-Unis.

Depuis quelques années, grâce aux sacrifices ou gouvernement, l'on ne voit plus de longues suites de nos frères s'en allant chaque année demander aux États-Unis le pain qu'ils ne pouvaient trouver ici. La prospérité agricole est revenue et avec elle l'amour de la terre et de l'agriculture.

Il exprime l'espoir que l'agriculture en notre province fera sous peu des progrès qui étonneront le pays.

Unissons donc nos efforts, dit-il, et le succès couronnera nos entreprises.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Terre no 42 de la Longue-Pointe

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. J.-A. Godbout), que l'honoraire payé pour le bill (no 92) autorisant les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre no 42 du cadastre de la Longue-Pointe, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une oeuvre de charité.

Adopté.

Restauration de la cathédrale de Joliette

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), que l'honoraire payé pour le bill (no 66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette, dans la restauration de la cathédrale de Joliette, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet des fins religieuses.

Adopté.

Elections contestées

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), que le bill (no 119) amendant la loi des élections contestées de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'à partir de lundi prochain, inclusivement, il y ait deux séances par jour; la première, de trois heures à six heures de l'après-midi; la seconde de huit heures du soir jusqu'à l'ajournement.

Adopté.

Comité conjoint sur la révision et la refonte des statuts généraux

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres avec mission d'étudier les rapports faits par la commission chargée de réviser et de refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la province et de faire rapport, et informant Leurs Honneurs que cette Chambre a nommé l'honorable M. Gouin et messieurs Champagne, Tellier, Taschereau, D'Auteuil, Mackenzie, Morin et Carter pour agir de la part de cette Chambre comme membres dudit comité conjoint.

Adopté.

Subsides

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) propose selon l'ordre du jour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Bro-mbe) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13 000 seront payées à même cette part dudit fonds à l'École polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre 23, article 17, telle qu'amendée par l'article 4 de 3 Edouard VII, chapitre 17.

\$4 000 de cette somme seront payées à l'université Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'École normale, et la somme de \$2 000 sera payée pour l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'Instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les "High Schools" de Québec et de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools" dont \$2000, pour la faculté de droit de l'université Laval, de Montréal, et \$2000 pour l'École de médecine et chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la

proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles, dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'École des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de

l'université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument national, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un ordre en conseil en vertu de 2 Edouard VII, chapitre 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'École de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Ces résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Genre de laitron dont le nom scientifique est: "soncnus arvensis".

2. Le député fait allusion au célèbre collègue Macdonald de Sainte-Anne-de-Bellevue, fondé en 1907 à la suite d'un don de Sir William Macdonald.

3. Ce passage est tiré de l'Événement du 1er et 28 mars 1906. Il faut noter cependant que ce journal conservateur a fait de M. Côme-Sérapiin Cherrier, député libéral, son souffre-douleur. Cette intervention est pourtant rapportée par deux autres journaux libéraux. Sans mentionner ce passage de l'Événement, le Soleil du 1er mars 1906 écrit que le député de Laprairie a fait de l'humour alors que le Canada du même jour précise qu'il a eu à "plusieurs reprises des traits d'esprit qui ont franchement amusé la Cnamhre".

4. Passage tiré de l'Évangile Saint-Jean,

chapitre 15, verset 1: "Ego sum vitis vera et pater meus agricola est". (Je suis le cep et mon père est le vigneron).

Première séance du 1er mars 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et des compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité recommande que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit étendu jusqu'au deuxième jour de mars courant.

Le rapport est adopté.

Code municipal

M. J.-E. Caron (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité spécial sur le code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 130) relatif aux corporations municipales et l'a rejeté.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph-de-Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux;

- et bill (no 72) amendement la charte de la "Nortn Soore Power Company".

Quant au bill (B) amendement la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet Limitée et lui accordant de nouveaux pouvoirs, votre comité trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit étendu jusqu'au deuxième jour de mars courant.

Le rapport est adopté.

Compagnie générale
du port de Chicoutimi

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis) que toutes les règles de cette Chambre se rapportant aux pétitions

pour bills privés et aux bills privés, sauf le paragraphe 2 de l'article 58 de ces règles, relatif aux frais d'impression et aux dépôts, soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Compagnie générale du port de Chicoutimi, ainsi qu'un bill basé sur cette pétition pour autoriser la vente des pouvoirs, droits et franchises de ladite compagnie et pour mieux définir certains de ces pouvoirs.

Adopté.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue: par M. Chauret, la pétition de la Compagnie générale du port de Chicoutimi.

Introduction de bills:

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 154) amendement la charte de la Compagnie générale du port de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que ce bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que la Compagnie générale du port de Chicoutimi a, par sa pétition, représenté qu'il est à propos que la loi qui la constitue en corporation, 4 Edouard VII, chapitre 86, soit amendée, de manière à définir plus clairement les droits de ladite compagnie en vertu de la sous-section 1 de la section 9 de ladite loi, et à augmenter en outre les droits de ladite compagnie en vertu de la sous-section 16 de la section 9;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:".

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Introduction de bills:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 112; amendant l'article 53a du code civil et l'article 1313 du code de procédure civile concernant les registres de naissances.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 155) amendant l'article 599 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 162) amendant l'article 1066 au code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.-E. Leblanc (Laval) (1) demande la permission d'introduire un bill (no 163) amendant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:**Assurance-feu pour les palais de justice et prisons**

M. M. Perrault (Chambly): Quel est le coût total annuel des primes d'assurance sur le feu payées par la province pour les palais de justice et prisons?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) \$15 975.48 par trois ans. Ceci comprend l'annexe au palais de justice de Montréal et le palais de justice de Sherbrooke.

Construction de l'Ecole d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. L'entreprise de la construction de l'École d'industrie laitière, à Saint-Hyacinthe, a-t-elle été donnée par contrat?

2. Dans l'affirmative, quels sont, d'après tel contrat:

(a): Le nom des contracteurs;

(b): Le coût de l'entreprise;

(c): La date du contrat;

(d): Les délais donnés pour l'exécution du contrat?

3. À combien se montent les sommes dépensées jusqu'à aujourd'hui pour l'exécution du contrat?

4. Y a-t-il eu des réclamations et charges extra produites par le ou les contracteurs?

5. Dans l'affirmative, quel en est le

montant?

6. Combien le gouvernement a-t-il payé sur ces réclamations?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): 1. Oui.

2. Le contrat a été accordé à MM. Dussault & Pageau pour la somme de \$47 939.35; ce contrat est du 17 avril 1905; les travaux devaient être terminés pour le 30 juillet 1905.

3. \$47 939.35.

4. Oui.

3. \$870.96.

6. Il les a toutes payées.

Inspecteurs de syndicats de beurreries et fromageries

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Existe-t-il des correspondances entre le gouvernement et les inspecteurs de syndicats de beurreries et fromageries pour l'augmentation de leur salaire?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire droit à leur demande et d'augmenter leur indemnité?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Oui.

2. À l'étude.

Sociétés de secours mutuels

M. G.-A. Lacombe (Montréal no (1): 1. Quel est, actuellement, dans la province de Québec, le nombre des membres faisant partie des sociétés de secours mutuels?

2. Quelle est la moyenne des sommes versées mensuellement par les membres de ces sociétés?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. 73 426 d'après le dernier rapport de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels.

2. \$101.583.95 1/4.

Société d'agriculture de Joliette

M. J.-M. Tellier (Joliette): La Société d'agriculture no 2 du comté de Joliette a-t-elle eu un octroi du gouvernement pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1905? Dans l'affirmative, à quelle date? Si elle n'en a pas eu, pourquoi en a-t-elle été privée?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Non. Parce qu'elle ne s'est pas conformée à la loi.

Deniers pour l'instruction élémentaire

M. J.-M. Tellier (Joliette): Quelle est l'autorité qui fait la répartition ou la distri-

bution des deniers votes pour l'instruction élémentaire dans cette province, en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3, telle qu'amendée par le statut 5 Edouard VII, chapitre 3?

L'honorable L.-R. Koy (Kamouraska): Suivant la loi, le revenu du fonds créé par l'acte 60 Victoria, chapitre 3, est employé sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, par le surintendant de l'Instruction publique.

Donation J. Dion à M. Filion

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 88), expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de ladite clause.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 89) amendement la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires d'écoles catholiques de Québec

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 118) amendement la loi concernant l'éducation en cette province quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 76) amendement la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité: (2)

Le préambule et les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8 du projet de loi qui se lit comme suit:

"8. L'article 48 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 63 Victoria, chapitre 49, section 3, est de nouveau remplacé par le suivant:

"48. Nulle personne ayant qualité pour voter comme locataire ou occupant ne peut être inscrite sur la liste des électeurs pour aucun des quartiers de la cité, si le premier décembre précédant la confection de la liste, elle doit à la cité quelque taxe ou taxe d'eau.

"Tout électeur qui, le ou avant le jour de la nomination, produit un certificat du trésorier établissant qu'il a payé ses taxes, a le droit d'obtenir du greffier de la cité un certificat l'autorisant à voter, et ce dernier conserve une copie des certificats qu'il a délivrés, laquelle peut être examinée par tout électeur qui en fait la demande.

"Le trésorier de la cité est tenu de fournir à tout contribuable qui offre de payer et qui de fait paye ses taxes et redevances municipales quelconques, un certificat à cet effet, qui fait preuve "prima facie" que tel contribuable ne doit plus rien à la cité, sans préjudice du droit de la cité de recouvrer le montant d'un compte qui aurait été oublié".

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose en amendement que la clause 48 de la charte soit abrogée.

Il ajoute un nouvel argument tiré de l'annexion récente des municipalités. Les citoyens de Sainte-Cunégonde et de Saint-Henri qui sont approvisionnés d'eau par une compagnie privée, ne peuvent pas être privés de leur droit de vote par la ville, faute de paiement. Ils se trouvent, par conséquent, dans une position plus avantageuse que le reste de la population et il ne croit pas juste de laisser subsister cette inégalité.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) combat cet amendement.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) s'oppose à cet amendement au nom de la ville. L'amendement est rejeté.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose un second amendement. Cet amendement reprend le texte de la clause 48 de l'ancienne loi sur la charte de Montréal (63 Victoria, chapitre 49, article 3) et se lit comme suit:

"48. Nulle personne ayant qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant, ne peut être inscrite sur la liste des électeurs pour aucun des quartiers de la cité, si le premier décembre précédant la confection de la liste elle doit à la cité quelque taxe ou taxe d'eau.

"Cet article enlève au propriétaire le droit d'être inscrit sur la liste pour le quartier seulement où sont devenues dues ces taxes".

Il demande que l'on rétablisse au moins dans la charte amendée la clause originale qui étend jusqu'au jour de la nomination le délai utile pour le paiement de la taxe d'eau.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) s'oppose de nouveau, au nom de la ville, à cet amendement.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) combat cette idée, s'attachant surtout à faire ressortir les immenses inconvénients qui résulteraient de l'adoption de ce bill. En somme, dit-il, je considère comme absolument impraticable le projet du représentant de Sainte-Marie.

Il dit que les échevins de Montréal, quoi qu'ils fussent quarante, n'avaient pas compris, avant le dernier jour, la portée de cet amendement et qu'ils le repoussent aujourd'hui, parce qu'il produirait un véritable chaos électoral. Il y aurait désormais deux sortes d'électeurs: les électeurs inscrits et les porteurs de certificat.

Pour éviter les fraudes, il faudrait modifier la loi électorale, changer la formule ou serment etc. En un mot le système est absolument impraticable.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) ne croit pas que la chose puisse venir maintenant devant le comité général.

M. G. W. Stephens, fils (Huntingdon) en demande le rejet.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) réclame le vote.

L'amendement étant mis aux voix, il est rejeté sur division.

L'article 8 est adopté.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne), l'amendement qui suit:

"Que dans le bill (no 76) amendement la charte de la cité de Montréal, le paragraphe 1 de l'article 353b de la charte de la cité de Montréal, tel qu'édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 34, soit retranché et remplacé par le suivant:

"1. La cité de Montréal devra, d'ici au premier juillet 1906, fournir un espace suffisant et pourvoir à la construction de halles ou d'abris convenables et nécessaires pour accommoder les cultivateurs et les jardiniers qui apportent leurs produits au marché Bonsecours.

"Aussi longtemps qu'elle ne se sera pas conformée audit article, après le premier juillet 1906, la cité ne pourra plus percevoir les argents qu'elle impose comme droits de marché".

Il prend la parole à ce sujet.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) appuie vigoureusement cet amendement.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) soulève un point d'ordre et demande le rejet de cet amendement alléguant que cet amendement dépasse les limites des avis donnés dans la Gazette officielle.

M. le Président (M. L.-P. Fiset, Saint-Maurice) maintient la motion du député de Jacques-Cartier.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) en appelle à l'Orateur.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport que la question d'ordre suivante a été soulevée en comité général:

L'honorable député de Jacques-Cartier a proposé l'amendement qui suit:

Que dans le bill (no 76) amendement la charte de la cité de Montréal, le paragraphe 1, de l'article 353b de la charte de la cité de Montréal, tel qu'édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 34, soit retranché et remplacé par le suivant:

"1. La cité de Montréal devra, d'ici au premier juillet 1906, fournir un espace suffisant et pourvoir à la construction de halles ou d'abris convenables et nécessaires pour accommoder les cultivateurs et les jardiniers qui apportent leurs produits au marché Bonsecours.

"Aussi longtemps qu'elle ne se sera pas conformée audit article, après le premier juillet 1906, la cité ne pourra plus percevoir les argents qu'elle impose comme droits de marché".

Objection ayant été faite que cet amendement n'était pas couvert par les avis

donnes par la corporation de la cité de Montréal, M. le Président (M. L.-P. Fiset, Saint-Maurice) ajoute qu'après avoir examiné les avis publiés dans la Gazette officielle, il a considéré que ces avis couvraient la motion de l'honorable député de Jacques-Cartier. Cependant il a été décidé de soumettre le point à M. l'Orateur, pour sa décision.

M. l'Orateur décide comme suit: Après avoir lu avec soin les avis publiés dans la Gazette officielle, ainsi que l'amendement du bill proposé par l'honorable député de Jacques-Cartier, je conclus que ledit amendement n'est réellement pas couvert par les avis et conséquemment hors d'ordre.

La Chamore se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal.

En comité:

Les articles 9 à 30 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 31 qui se lit comme suit:

31. Le paragraph 19 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 52, est remplacé par le suivant:

19. Agrandir le terrain communément appelé "Ferme Amos", aux fins d'établir un parc, en expropriant les terrains situés dans le quartier Saint-Denis, et les lots situés sur la rue Dufferin du côté ouest, de l'avenue Laurier à la rue Saint-Grégoire, et ce, au coût approximatif de quinze mille piastres.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose un amendement que la cité soit autorisée à dépenser dix-huit mille piastres au lieu de quinze mille piastres.

L'amendement est adopté.

L'article 31 est adopté.

Les articles 32 à 42 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 43 qui se lit comme suit:

"43. La cité pourra fabriquer, acheter ou autrement acquérir et en disposer de toute manière quelconque, du gaz ou de l'électricité pour l'éclairage, le chauffage ou pour des fins de force motrice, ainsi que toutes sortes d'appareils et d'articles se rapportant à cette industrie, et pourra disposer de et fabriquer tous sous-produits provenant d'icelle.

"1. La cité pourra acquérir les propriétés qui lui seront nécessaires pour les besoins de cette industrie par achat, location, expropriation ou autrement, et pourra construire, acheter ou louer tous les bâtiments, appareils, matériel et machines qu'elle jugera à propos d'avoir ou d'employer pour cette fin, et elle pourra les vendre, louer ou en disposer, en tout ou en partie, selon qu'elle le jugera convenable.

"2. La cité pourra louer et exploiter les

usines ou entreprises, en tout ou en partie, de toute personne, société, compagnie, syndicat ou corporation, faisant ou autorisée à faire toutes affaires se rapportant au gaz, soit pour l'éclairage, le chauffage ou pour des fins de force motrice, dans les limites du territoire de ladite cité.

"3. La cité pourra exercer les franchises et les droits (conférés par charte) de toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation, entre autres de la compagnie connue sous le nom de "la Compagnie de gaz de Montréal", dont elle pourra acquérir par location, achat ou expropriation, les franchises, les affaires, l'entreprise et les bâtiments, appareils, matériel, machines ou immeubles, en tout ou en partie.

"4. La cité pourra fournir du gaz ou de l'électricité, soit pour l'éclairage, le chauffage ou pour des fins de force motrice, aux citoyens ou habitants, dans les limites de son territoire actuel ou de tout autre territoire qu'elle pourra acquérir plus tard, par annexion; et elle pourra aussi fixer, par règlement, le prix ou taux du gaz ou de l'électricité qu'elle fournira.

"5. La cité, afin d'obtenir les fonds nécessaires pour l'établissement de l'industrie susdite, pourra émettre des obligations ou bons couvrant une période n'excédant pas quarante ans à partir de la date de leur émission, ou pourra effectuer un emprunt spécial avec un fonds d'amortissement pour le montant qui sera jugé nécessaire par le conseil, le tout, tel qu'il sera prescrit par un règlement adopté par le vote affirmatif des deux tiers de tous les membres de son conseil.

"6. La cité ne pourra exercer aucun des pouvoirs sus-énumérés, à moins que ce ne soit avec l'assentiment de son conseil, par le vote affirmatif des deux tiers de tous les membres dudit conseil".

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) fait remarquer qu'il est illogique de permettre aux membres du conseil d'acquérir des franchises que par vote majoritaire tandis que ces mêmes franchises pourraient être rachetées par le vote affirmatif des deux tiers des membres.

Il propose de remplacer dans la huitième ligne de la section 5, les mots suivants "des deux tiers" par les mots "de la majorité absolue" et de remplacer dans la troisième ligne de la section 6 les mots suivants "des deux tiers" par les mots "de la majorité absolue".

M. G. W. Stephens, fils (Huntingdon) appuie cet amendement.

L'amendement est adopté.

L'article 43 ainsi amendé est adopté.

Les articles 44 à 48 et les cédules A et B sont adoptées.

Le comité ayant étudié le bill, fait

rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 3) propose, en amendement, appuyé par le représentant de Chambly (M. M. Perrault) que le bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal, ne soit pas lu maintenant la troisième fois mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général pour l'amender en retranchant l'article 48 de ladite charte.

Et l'amendement étant soumis, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative.

La motion principale étant de nouveau soumise,

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 3) propose, en amendement, appuyé par le représentant de Chambly (M. M. Perrault) que le bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre pour l'amender en remplaçant la clause 8 de ce bill par la clause suivante:

"8. L'article 48 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplace par la loi 63 Victoria, chapitre 49, section 3, est de nouveau remplacé par le suivant:

"48. Nulle personne ayant qualité pour voter comme locataire ou occupant ne peut être inscrite sur la liste des électeurs pour aucun des quartiers de la cité, si le premier décembre précédant la confection de la liste, elle doit à la cité quelque taxe ou taxe d'eau.

"Tout électeur qui le ou avant le jour de la nomination, produit un certificat du trésorier établissant qu'il a payé ses taxes a le droit d'obtenir du greffier de la cité un certificat l'autorisant à voter, et ce dernier conserve une copie des certificats qu'il a délivrés, laquelle peut être examinée par tout électeur qui en fait la demande.

"Le trésorier de la cité est tenu de fournir à tout contribuable qui offre de payer et qui se fait payer ses redevances municipales quelconques, un certificat à cet effet, qui fait preuve "prima facie" que tel contribuable ne doit plus rien à la cité, sans préjudice du droit de la cité de recouvrer le montant d'un compte qui aurait été oublié".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Blanchard, D'Auteuil, Girard, Lacombe, Lafontaine (Maskinongé), Perrault, 7.

Contre: MM. Bergevin, Bissonnette

(Montcalm), Bissonnette (Stanstead), Caron (L'Islet), Carter, Champagne, Chauret, Côté, Decarie, Delage, Dorris, Duhamel, Dupuis, Fiset, Giard, Gillies, Godbout, Gosselin, Gouin, JoDin, Kaine, Kelly, Laferté, Langlois, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Marchidon, McCorkill, Morin, Mousseau, Neault, Panet, Pelletier, Pilon, Prevost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Stephens, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tascheau, Tellier, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Turgeon, Walker, 48.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant de nouveau soumise,

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose en amendement, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que ledit bill ne soit pas lu pour la troisième fois maintenant, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre pour l'amender en retranchant le paragraphe 1 de l'article 353b de la charte de la cité de Montréal, tel qu'édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 35, et de le remplacer par le suivant:

"1. La cité de Montréal devra, d'ici au premier juillet 1906, fournir un espace suffisant et pourvoir à la construction de halles ou d'abris convenables et nécessaires pour accommoder les cultivateurs et les jardiniers qui apportent leurs produits au marché Bonsecours.

"Aussi longtemps qu'elle ne se sera pas conformée audit article, après le premier juillet 1906, la cité ne pourra plus percevoir les argents qu'elle impose comme droits de marché".

M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'il n'est pas couvert par les avis.

Alors, la motion principale étant proposée, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Argent du Canadien Pacifique

L'honorable J. C. J. S. McCorkill (Brome) a une importante déclaration à faire. Il annonce qu'il a eu la chance de recevoir ce matin un paiement de \$7 000 000 comptant du C.P.R.

Il fait un bref historique de cette transaction. En 1884, le C.P.R. acheta à la province le chemin de fer reliant Québec et Ottawa, appelé Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, au prix de \$7 600 000. Sa construction avait coûté \$15 543 000 à la province. Il démontre que pendant six ans, le C.P.R. a versé \$100 000. annuellement, et

qu'il restait 7 millions à payer au gouvernement. À l'origine, cet argent devait être remboursé en deux versements partiels, le premier \$3 500 000 échéant le 1er mars 1904 et l'autre moitié le 1er mars 1906. Lorsque vint le temps de faire le premier paiement, le C.P.R. demanda au gouvernement de lui permettre de rembourser la somme complète en un seul versement et ce le 1er mars de cette année-là.

Selon l'entente, le C.P.R. notifia en 1894 qu'il était prêt à payer \$3 500 000 sur le montant plutôt que de continuer à payer un intérêt de 5%. La province lui demanda de garder cet argent puisqu'elle ne pouvait pas l'investir aussi avantageusement. Le taux d'intérêt qu'il offrit alors fut 4%, mais après quelques négociations, le C.P.R. accepta de payer 4 1/2%, ce à quoi le gouvernement consentit, à condition que le C.P.R. garantisse les débentures provinciales de 1874 échéant le 1er mai 1904. Cet arrangement fut approuvé et la majorité des détenteurs de débentures acceptèrent de garder leurs obligations tant ils avaient confiance dans le crédit de la province, mais à la condition d'en tirer 4 1/2%. Le C.P.R. remboursa ceux qui n'étaient pas intéressés à accepter cet arrangement.

Très tôt au cours de la session, on lui avait demandé si le C.P.R. solliciterait un délai pour le paiement de cette somme. Quant à lui, il n'avait jamais douté que la province pourrait récupérer le montant au complet dès qu'elle en ferait la demande, même s'il a déjà entendu un honorable député de la Chambre dire que la province ne reverrait plus un seul sou de ce montant. Le C.P.R. lui avait dit que cet argent serait payé à temps, et cette déclaration lui avait même été confirmée par écrit. Et puis, ce matin, nous voici avec un chèque représentant le montant total.

M. M. Perrault (Chambly): Sur quoi parlez-vous? Y a-t-il une motion devant la Chambre. Et s'il n'y en a pas, quel débat ajournerons-nous, si nous croyons nécessaire de l'ajourner?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande si l'on veut l'empêcher de donner l'explication qu'il a commencé à donner.

M. M. Perrault (Chambly): Pas du tout, mais comme j'ai l'intention de parler sur le sujet et que je ne veux pas m'exposer à ce qui m'est déjà arrivé, qu'on me ferme la bouche, je demande que les choses se fassent régulièrement.

M. l'Orateur décide que le trésorier a pris la parole avec le consentement unanime de la Chambre afin de donner ses explications ministérielles, et conséquemment, qu'il a le droit de continuer.

Le député de Chambly a suffisamment

d'expérience en ce qui a trait aux privilèges d'un député de la Chambre pour savoir quand et où il a le droit de répliquer et de formuler ses critiques.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) désire que chaque député de la Chambre ainsi que tous les citoyens de la province sachent qu'il entend utiliser cette immense somme pour le crédit de la province.

La loi 45 Victoria, chapitre 51, stipule de quelle façon cette somme doit être utilisée. Il y est dit qu'elle doit être allouée au remboursement de l'emprunt de 1878. Cependant, le gouvernement en est venu à la conclusion qu'il serait plus avantageux pour la province d'appliquer ce capital au remboursement de la balance des emprunts de 1874 et de 1876, et de l'emprunt temporaire de \$700 000 de 1897. Il a consulté plusieurs éminents financiers pour savoir si cet arrangement était souhaitable, ne voulant rien faire qui puisse détruire la confiance des détenteurs d'obligations. Il est toutefois convaincu que tant que l'argent sera utilisé à réduire la dette provinciale, l'on ne soulèvera aucune objection. Il certifie à la Chambre que chaque centin des sept millions de dollars sera alloué au crédit de la dette provinciale. Le bill visant à faire changer les dispositions originales est maintenant entre les mains des conseillers juridiques de la couronne et il sera présenté en Chambre dès que possible.

"The Quebec Paper Box Company"

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 69) constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The Dominion Corset Company"

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 70) constituant en corporation "The Dominion Corset Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Sherbrooke Lumber Company"

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 77) concernant la "Sherbrooke Lumber Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. Roy (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Foncière

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 87) concernant la compagnie d'assurance mutuelle La Foncière.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Germain de Rimouski

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 38) amendement la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"Imperial Trust Company"

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 78) amendement la charte de l'"Imperial Trust Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Donation Drummond

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 80) ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company", en qualité de fidéicommissaire, pour l'établissement d'un

hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Interpellations:

Terres à bois, Compton

M. A. W. Giard (Compton): 1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Emberton dans le comté de Compton? 2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licences de coupe de bois dans le même canton?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1.

18 400 acres. 2. 9 280 acres.

Demande de documents:

Ventes de terrains

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés à propos du fait que dans certaines villes de cette province les ventes de terrains pour taxes municipales sont faites par le shérif du district au lieu d'être faites par le greffier de la ville.

Adopté.

Vente et administration des terres publiques

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes les instructions générales ou particulières adressées par le ministre des Terres de la couronne ou son département, relativement à la vente ou à l'administration des terres publiques de cette province.

Adopté.

"The Southern Electric Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. J.-A. Godbout) que l'honoraire payé pour le bill (no 73) constituant en corporation "The Southern Electric Company", soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, attendu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Écrits et affidavits hors de la province

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill

(no 124) amendant les articles 1220, 2143 et 2144 au code civil ainsi que l'article 30 du code de procédure civile concernant les écrits faits et les affidavits reçus hors de la province.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 5 h 50.

Deuxième séance du 1er mars 1906.

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 8 h 30.

Introduction de bills:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 153) amendant le code de procédure civile relativement à la cession de biens.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 156) concernant le recouvrement des amendes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 157) amendant la loi concernant la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 159) amendant la loi du Darreau.

Il explique que dans certains districts on fait payer le plein montant de la contribution annuelle aux jeunes avocats qui ont été admis au barreau en janvier, ce qui est injuste tandis que dans d'autres districts, on ne leur en fait payer que la moitié. La nouvelle loi décrète que les avocats admis en janvier ne paieront que la moitié de la contribution annuelle.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Droits de coupe pour Bois de pulpe de Trois-Rivières

M. G. Lafontaine (Maskinongé): 1. Quel-

les sont les personnes ou compagnies qui ont payé au gouvernement des droits de coupe pour bois de pulpe exporté des Trois-Rivières, durant les années 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905?

2. Quel est le montant payé par chacune de ces personnes ou compagnies, pour chacune des années susdites, et aussi, pour combien de cordes de bois de pulpe ces montants ainsi payés acquittaient-ils les droits de coupe supplémentaires?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. "St. Maurice Lumber Co.", "Albrecht Pagenstecker" et "Union Bag & Paper Co."

2. 1900-1901, "St. Maurice Lumber Co.", \$9 330.10 sur 14 354 cordes. 1900-1901, "Albrecht Pagenstecker", \$8 323.25 sur 12 805 cordes. 1901-1902, "St. Maurice Lumber Co.", \$12 879.75 sur 19 815 cordes. 1901-1902, "Albrecht Pagenstecker", \$6 324.50 sur 9 730 cordes. 1901-1902, "Union Bag & Paper Co.", \$1 977.95 sur 3 043 cordes. 1902-1903, "St. Maurice Lumber Co.", \$10 175.10 sur 15 654 cordes. 1902-1903, "Albrecht Pagenstecker", \$1 833.65 sur 2 821 cordes. 1902-1903, "Union Bag & Paper Co.", \$4 143.65 sur 6 361 cordes. 1903-1904, "St. Maurice Lumber Co.", \$17 763.20 sur 27 328 cordes. 1903-1904, "Albrecht Pagenstecker", \$6 533.95 sur 10 083 cordes. 1903-1904, "Union Bag & Paper Co.", \$8 041.15 sur 12 371 cordes.

Taxes sur les cirques

M. G. Langlois (Montréal no 3): Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter la taxe sur les cirques?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome): Oui.

Réclamation M. Thomas McGreevy

M. M. Perrault (Chambly): 1. La province a-t-elle payé la réclamation de l'honorable Thomas McGreevy, telle que reconnue par la décision des arbitres Walter Shanly, Chas Odell et Sandford Fleming, le 14 juin 1882, et confirmée par un jugement de la Cour suprême du Canada, en date du 22 juin 1901?

2. Dans l'affirmative, la province a-t-elle réglé cette réclamation par compensation, créance antérieure ou argent comptant?

3. À quelle date ce règlement a-t-il été fait, et pour quel montant définitif?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome): 1. La province a payé la réclamation de l'honorable Thomas McGreevy telle que reconnue par la décision des arbitres Walter Shanly, Chas Odell et Sandford Fleming, le 14 juin 1882.

2. Par paiement de réclamation contre l'honorable Thomas McGreevy.

3. Il n'y a pas eu de règlement, mais le montant détermine par la décision a été entièrement payé.

Compagnie générale du port de Chicoutimi

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 154) concernant la compagnie générale du port de Chicoutimi.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) propose que le oill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de Bordeaux

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre au jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph de bordeaux et changeant son nom en celui de village de bordeaux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le oill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Primes aux institutrices et prix accordés aux municipalités scolaires

M. A. Jobin Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. J.-O. Mousseau), qu'il soit mis devant cette Cnamrre copie des documents se rapportant aux nouvelles primes annuelles à être payées aux institutrices et aux prix à être accordés à certaines municipalités scolaires.

M. l'Orateur, la question des écoles en est une pleine d'actualité. En effet, le sujet occupe l'opinion publique aussi bien dans les masses populaires que dans les cercles éclairés. Si je ne craignais d'exagérer ma pensée, je dirais que nous passons par une véritable crise scolaire. Les uns parlent des lacunes à combler, les autres des réformes à faire. Par toute la province, la presse

s'occupe sérieusement de cette grande cause qui intéresse à la fois la religion, la société et la famille.

C'est en effet un grand et beau problème, et dont la solution intéresse à un si haut degré l'avenir d'un peuple. Car il faut l'admettre, les richesses d'un pays s'accroissent avec ses lumières, et la prospérité dépend en grande partie de la bonne éducation des générations nouvelles. L'instruction est aussi nécessaire au peuple pour la conservation de ses libertés, car un peuple instruit est un peuple qui ne meurt pas. Aussi le gouvernement, je me plais à le dire, a-t-il fait de l'éducation populaire le premier article de son programme. A maintes reprises, le chef du cabinet s'est-il estimé heureux de pouvoir exprimer qu'il n'y ait plus dans nos paroisses un seul enfant qui reste privé du grand bienfait de l'éducation primaire. Car, plus que tout autre, il comprend que les hommes non instruits sont plus tard un malheur pour l'État.

En demandant la production de ces documents, je me suis proposé d'abord d'expliquer comment il se fait que la province d'Ontario est quelque peu en avant sur celle de Québec, en matière d'instruction publique; secondement, de démontrer que notre système d'enseignement est bon, et par les résultats obtenus, et parce que tous les droits y sont sauvegardés. Enfin, nous parlerons des réformes à faire en vue de l'amélioration et du perfectionnement de notre enseignement public.

Mais tout d'abord, je veux expliquer à cette honorable Chambre comment il se fait que sur certains points, notamment sur les dépenses faites par la province, et sur le salaire de nos instituteurs, notre province soit quelque peu sur un pied d'infériorité avec Ontario.

La raison en est bien simple, M. l'Orateur. Ouvrez l'histoire de notre pays, et entre autres choses, vous remarquerez que depuis la cession du Canada à l'Angleterre jusqu'en 1841, la province de Québec a été pratiquement privée d'un système d'instruction publique. En deux mots, sous le régime de la Constitution de 1791, la province d'Ontario a profité des deniers publics pour des fins d'éducation 50 ans avant la province de Québec. Ceci peut vous paraître étrange. Mais quand je vous aurai dit que le gouvernement était alors aux mains d'une oligarchie peu scrupuleuse, et il faut le dire, peu intelligente, quand vous vous rappellerez que nous n'avions pas encore conquis le gouvernement responsable, l'on comprendra facilement pourquoi notre province a été virtuellement privée d'un régime scolaire. Si l'Angleterre sut être juste à notre égard dans plusieurs grandes occasions, la bureaucratie, qui régnait alors au Canada, s'était décidée à nous débarrasser de ce qui cependant ne nous gênait aucune-

ment: notre langue et notre foi. Voilà pourquoi le gouvernement passa en 1801 une loi scolaire appelée "l'Institution royale", loi destinée dans l'esprit de ses auteurs à notre anglicisation. Par cette loi tout était dans les mains de la couronne: la formation d'un comité, la nomination des professeurs, le choix des livres, etc., enfin tout. Si bien que les instituteurs des écoles royales étaient pour la plupart protestants. Sur 17 de ces écoles établies dans les paroisses catholiques, 3 seulement avaient des professeurs catholiques.

Il répugnait nécessairement à nos coreligionnaires d'envoyer leurs enfants à ces écoles. D'ailleurs, Mgr Plessis, par patriotisme autant que par devoir de conscience, ordonna à son clergé de s'y opposer formellement. Aussi "l'Institution royale" n'a-t-elle eu que bien peu de succès. Pendant les 40 années de son existence, elle n'a eu que 84 écoles, dont 40 à peine à la fois.

Il y a bien eu aussi des "Ecoles de fabrique" (1825), et l'"Acte pour l'encouragement aux écoles élémentaires" (1829), mais tous ces essais de législation ne produisirent pas grand résultat.

Voilà donc une première raison qui explique la différence qu'il y a entre les deux provinces. En un mot, Ontario a bénéficié des deniers de l'État 50 ans avant la province de Québec.

Mais il y a encore une autre raison: Personne n'ignore que lors de l'union des deux Canadas, en 1841, la province d'Ontario est celle des deux provinces qui en a le plus profité. C'est un fait connu de tout le monde que la dette du Haut-Canada s'élevait alors à 6 millions de piastres. Ses revenus ne suffisaient plus pour payer l'intérêt et pour continuer les grandes améliorations entreprises; enfin, de l'aveu même des Haut-Canadiens, les finances d'Ontario étaient dans un état si embarrassé que la hideuse banqueroute se présentait à leurs regards. Ce qui manquait à leur prospérité, ils allaient le trouver dans leur union avec le Bas-Canada qui n'avait pas de dettes, et retirait des revenus considérables. Leur embarras financier allait alors disparaître.

Ce n'était pas le dernier sacrifice de la province de Québec en faveur d'Ontario. Non seulement Ontario a joui d'un régime scolaire 50 ans avant Québec, non seulement les ressources de notre province ont servi à payer les dettes d'Ontario, mais encore, M. l'Orateur, et ceci est de l'histoire, les revenus des biens Jésuites, à partir de 1846, ont été partagés entre les deux provinces, pour les fins d'éducation, malgré la protestation des évêques du Bas-Canada. Car ces biens des Jésuites avaient été donnés par les rois de France et certains particuliers, pour être employés à l'éducation des Français et à la propagation de la foi. Et cependant, Ontario a eu une bonne part de ces revenus.

Ces raisons suffiraient pour expliquer les quelques avantages matériels que possède Ontario sur Québec. Mais il y a encore plus. Ontario, vous le savez, se trouve dans de meilleures conditions climatiques et économiques. Le climat y est plus doux. La fertilité du sol y est plus grande. Chaque ferme rapporte annuellement dans Québec \$633.00, dans Ontario \$1 040.00. L'influence du capital anglais, qui s'est réfugié surtout dans Ontario a fait que l'industrie y est plus prospère. L'industrie rapporte par tête de la population et par année, \$111.37 dans Québec, \$130.00 dans Ontario. Les villes et les villages sont en plus grand nombre. Enfin la population y est beaucoup plus dense. En chiffres ronds, il y a 10 habitants par mille carré dans la province d'Ontario, tandis qu'il n'y en a que 5 dans Québec (chiffre exact: Québec 4.8, Ontario 9.9).

Si, à tout cela, vous ajoutez qu'il existe plus d'esprit public chez nos compatriotes anglais que chez les nôtres, vous aurez encore une raison de la différence. Quand je parle de manque d'esprit public chez nos compatriotes, je dois faire une honorable exception en faveur de notre clergé.

Ah! si les Bas-Canadiens eussent compté uniquement sur le gouvernement d'alors pour faire instruire leurs enfants, ils eussent été bien à plaindre. Mais, grâce à Dieu, la Providence nous avait donné un clergé qui, par ses sacrifices et son dévouement, a fondé nos maisons d'éducation. C'est de là qu'est sortie pour nous la force, la lumière, la vie, le salut de notre race. C'est là que s'est formé le clergé nombreux, zélé, moral et instruit qui a été la pierre fondamentale de notre nationalité.

C'est de là que sont sortis ces magistrats et ces politiques intègres, éclairés et patriotes, et qui ont toujours été à l'avant-garde pour la défense de nos libertés. C'est de ces institutions que sont sorties ces femmes admirables qui ont béni et purifié le foyer de la famille canadienne, qui ont fait nos aïeules et nos mères ce qu'elles ont été, et à qui nous devons ce qu'il y a de meilleur en nous.

Est-il étonnant qu'avec tous ces avantages, énumérés plus haut, Ontario soit quelque peu en avant sur Québec, en matière d'instruction publique? Ce qu'il y a plutôt d'étonnant c'est de voir que notre province, malgré les injustices commises, malgré la différence des conditions économiques, figure encore avec honneur au tableau de l'enseignement public au Canada.

Voyons d'abord les sacrifices que fait notre population pour faire instruire ses enfants. Les honorables députés de Saint-Laurent, (M. G. W. Stephens, fils), et de Saint-Louis, (M. G. Langlois), ont affirmé, avec l'appui de chiffres officiels, que c'était la province de Québec qui dépensait le

moins. Par exemple Ontario dépensait par tête ue la population \$2.52 par année, et Québec \$1.42. Si nous consultons l'annuaire statistique de 1904, nous voyons en effet que chaque famille dans Québec dépense annuellement pour des fins d'éducation \$7.12, et dans Ontario \$10.37. Eh bien! M. l'Orateur, je dis que ceci n'est pas juste à notre endroit. Dans ce calcul, l'on ne tient nullement compte des dépenses faites par le grand nombre de nos maisons d'écoles libres, attendu que ces maisons ne font au gouvernement aucun rapport de leurs opérations. Or l'on ne peut nier qu'elles ne représentent un facteur considérable dans les oepenses encourues par notre population pour l'enseignement. S'il était possible de calculer ces dépenses, je crois que la différence entre les cniffres officiels serait de beaucoup diminuée, sinon nulle.

L'honorable député de Saint-Laurent a ose affirmer que notre population était par trop indifférente aux choses éducationnelles. Malgré toute l'estime que j'ai pour mon honorable ami, je suis obligé de m'inscrire en faux contre cette affirmation.

La population de Québec a fait autant, quoi qu'on en dise, que celles des autres provinces. Et comment! notre population est indifférente au sujet de l'instruction!

Mais comment se fait-il que depuis 10 ans il s'est construit 1827 maisons d'école, et cela suivant toutes les règles de l'hygiène? Durant la seule année 1903-1904, les municipalités scolaires ont dépensé pour la même fin \$325 522. Notre population est indifférente! Mais alors comment expliquer que durant les sept dernières années (1898-1905) les taxes générales scolaires ont augmenté de \$1 033 137? Durant la même période, le nombre des élèves a augmenté de 40 486, c'est-à-dire de 4%, tandis que les taxes municipales ont augmenté de 8%. (1898: \$1 880 000; 1905: \$2 005 000). N'est-ce pas un fait connu de tout le monde que le nomrre des illettrés, durant la dernière décade, a diminué de 11% dans Québec, tandis qu'il n'a diminué que de 3% dans Ontario.

	Québec	Ontario
1891	40.98%	21.48%
1901	29.02%	18.13%

Le fait suivant va démontrer l'intérêt que porte notre peuple aux choses de l'éducation. Comme je viens de vous le dire, les villes et les villages sont en plus grand nombre dans Ontario que dans Québec, et la population y est deux fois plus dense. La fréquentation des écoles y est donc plus facile. Cependant la présence moyenne dans les écoles d'Ontario est 37.80%, tandis que dans Québec, elle est de 70.37% (Annuaire de 1904).

L'on parle Deaucoup du manque de connaissances pédagogiques de nos maîtres et maîtresses d'écoles. Le fait suivant va quel-

que peu infirmer cette assertion. Faute de plus de détails, je suis obligé de prendre l'ensemble de la population du Canada. Sur les 3 052 840 de langue anglaise, 126 978 parlent l'anglais et le français, tandis que sur 1 649 978 de Canadiens Français, 529 552 parlent les deux langues, autrement dit: 32% de la population française parlent les deux langues officielles du pays, et 8% seulement de la population anglaise sont capables d'en faire autant.

Je ne ferai que mentionner les succès remportés par notre province dans les grandes expositions universelles de Chicago et de Paris. À cette dernière, si le Canada a remporté le grand prix sur tous les pays, cela est dû uniquement à la province de Québec.

Du reste, ce n'est pas seulement par les chiffres, par le nombre de personnes sachant lire et écrire tant bien que mal, que l'on peut juger de l'instruction réelle d'un peuple, de la force morale et sociale d'une nation. Car le véritable "critérium" d'une civilisation, vous le savez mieux que moi, M. l'Orateur, ce n'est pas le chiffre de sa population, ni la grandeur des villes, ni l'abondance des récoltes, mais l'espèce d'hommes que le pays produit. Sous ce rapport, la province de Québec peut souffrir la comparaison avec n'importe quelle province du Canada, particulièrement Ontario.

Dans la grande lutte pour la primauté que se livrent les races, l'augmentation du chiffre des naissances est un élément important de force. Si nous ouvrons les livres du recensement de 1901, nous voyons que, pour le Canada, la proportion des naissances est de 28.80 par mille, et celle des décès est de 13.94. Dans Ontario, la proportion est de 24.54 pour les naissances, et 13.51 pour décès. Dans Québec, la proportion est de 37.53 pour naissances, et de 18.54 pour les décès. La province d'Ontario a augmenté sa population durant la dernière décade de 686 622, c'est-à-dire de 3 1/5%, tandis que dans Québec, l'augmentation a été de 160 363, c'est-à-dire de 10 2/5%. Et chose digne de remarque, c'est que la province d'Ontario a reçu dans son sein beaucoup plus d'émigrants que la province de Québec. De 1891 à 1901, Ontario a reçu 319 494 émigrants, et Québec 87 536.

À ce propos, permettez-moi, M. l'Orateur, une digression afin de satisfaire un peu à la vanité nationale. Durant cette décade, la race canadienne-française au Canada a augmenté sa population de 244 397, i.e., de 17 1/3%, et cela sans émigrants. Les Canadiens des autres races ont augmenté de 293 679, i.e., de 8 1/2%, et cela avec des milliers d'émigrants.

Je profiterai de cette occasion de natalité (sic) pour expliquer la différence considérable qu'il y a entre le nombre des illettrés d'Ontario (18.13%) et de Québec

(29.02%) Cette différence si grande vient de ce qu'il y a deux fois plus d'enfants au-dessous de 5 ans dans Québec que dans Ontario. Ainsi il y a 7.90% sur la population totale d'Ontario, au-dessous de 5 ans, tandis que dans Québec, la proportion est de 14.41%. Ce qui fait que pour la population au-dessus de 5 ans, 85.39% savent lire et écrire dans Québec et 89.77% dans Ontario. De telle sorte que si l'on tient compte du très grand nombre d'enfants dans Québec, l'on voit que la différence relative au nombrre des illettrés entre les deux provinces ne paraît pas si grande que de prime abord.

À propos de cette question des illettrés, l'honorable député de Saint-Laurent (M. O. W. Stepnens, fils) a affirmé que la province de Québec en avait le plus grand nombrre. Je regrette pour mon honorable ami que les chiffres officiels viennent infirmer sa proposition. Prenons d'abord la population totale, Québec a bien 29.02% ne sachant ni lire ni écrire. Mais la Colombie-Britannique en a 31.29%, et les Territoires-du-Nord-Ouest, 45.66%. Prenons maintenant la population au-dessus de 5 ans. Si l'on excepte Ontario, Québec se trouve en avant de toutes les autres provinces de la Confédération relativement au nombrre des illettrés. Donc...

Maintenant, si nous envisageons notre éducation au point de vue de la moralité, nous voyons que la province de Québec l'emporte, et de beaucoup, sur celle d'Ontario. Personne n'osera nier que les divorces ne soient un malheur pour un pays. Eh bien! depuis la Confédération, Ontario a eu 229 divorces et Québec 58. La proportion par 100 000 de la population est 10 1/2% pour Ontario, et 3 1/2% pour Québec, ou encore il y a un divorcé par 9 533 habitants dans Ontario et, dans Québec, un divorcé par 28 429 habitants.

À propos des condamnations pour ivresse, je ne crois pas qu'aucune des deux provinces ait des reproches à faire à l'autre. Mais il en est tout autrement pour toutes les autres offenses.

Prenons par exemple les détenus dans les prisons provinciales pour 1904: Ontario a 1 détenu par 1 692 habitants; Québec a 1 détenu par 4 480 habitants (3).

Pour les condamnations de toute nature durant la période écoulée entre 1892 et 1903, i.e. 12 ans; Ontario a 1 condamnation par 100 naîtants; Québec a 1 condamnation par 172 habitants.

Durant la même période de temps: Ontario 27 condamnations à mort; Québec 14 condamnations à mort, ce qui fait 1 condamné à mort par 80 000 habitants dans Ontario et 1 condamné à mort par 117 000 habitants dans Québec.

Quant aux infractions justiciables du jury depuis 1898 à 1903, i.e. 13 ans: Ontario, 1 condamne par 756 habitants; Québec, 1

condamné par 1 000 habitants.

Jeunes délinquants au-dessous de 21 ans: Ontario a 1 délinquant par 2 177 habitants; Uuébec a 1 délinquant par 2 917 habitants.

J'en passe et des meilleurs.

C'est avec un sentiment de légitime fierté que je vous fais connaître ce beau côté de notre éducation. Car, si au point de vue de la moralité nous occupons une aussi belle position, cela est incontestablement dû aux bons principes que nous avons puisés sur les bancs de l'école. Et d'ailleurs à ceux qui nous diront que nous sommes des arriérés en matière d'instruction, nous pourrions répondre victorieusement que c'est chez nous, dans notre chère province de Québec que, proportion gardée, il y a le plus d'honnêtes gens. Nous pourrions répondre que c'est chez nous, que se sont conservées, dans toute leur pureté, nos moeurs domestiques, et que c'est là le gage le plus assuré de notre avenir comme peuple.

Un grand économiste, M. Claudio Janet, a dit quelque part: "Grand problème de droit public qui se pose dans toutes les sociétés démocratiques, à savoir d'assurer la large diffusion de l'enseignement populaire, et en même temps de sauvegarder les principes de religion, de responsabilité parentale, d'autorité domestique sans lesquelles l'instruction publique devient la négation même de l'éducation et se retourne contre son but".

Eh bien! M. l'Orateur, nous pouvons dire, à la louange de nos devanciers: ce problème a été résolu dans la province de Québec. Grâce à la sagesse de nos pères, les droits de la famille, de l'Église et de l'État ont été sauvegardés.

Personne dans cette Chambre, que je sache, ne contestera les droits des parents en matière d'instruction. Leurs droits sont quelque chose d'imprescriptible, d'inviolable même. Par droit naturel, les parents ont seuls l'autorité de faire donner à leurs enfants l'éducation qui leur convient.

Personne non plus ne peut nier que l'Église a des droits en matière d'éducation. C'est le protestant Guizot (4) qui disait: "Il faut, pour que l'instruction soit vraiment bonne et socialement utile, qu'elle soit profondément religieuse".

C'est le libéral Cousin (5) qui affirmait: "Nous sommes les premiers à vouloir et à vouloir fortement dans l'intérêt bien entendu de la religion, qu'elle reste dans le sanctuaire; mais l'école publique est un sanctuaire aussi, et la religion y est au même titre que dans l'église et dans le temple".

Pour nous, chrétiens, l'Église a été investie par l'auteur de tout pouvoir, du droit d'enseigner toutes les nations, d'instruire les intelligences, de conduire les consciences, de façonner les caractères; n'est-ce pas là toute l'éducation. La religion

est la principale assise de toute société. Mieux que toute autre, la morale chrétienne nous enseigne nos devoirs envers Dieu, envers la société et envers nous-mêmes. En un mot, le développement intellectuel, quand il est uni au développement religieux, est excellent.

L'Etat a aussi son rôle à jouer dans l'éducation. Il a un droit qu'on ne peut lui nier, droit indirect sans doute, mais droit réel. Les fonctions de l'Etat sont de protéger les droits des membres de la société, et d'aider leurs intérêts. Il ne saurait donc ni supprimer ses droits, ni les absorber, ni se substituer entièrement aux membres de la société pour l'exercice des droits qui leur sont propres et particulièrement chers.

L'Etat n'a donc pas de droit direct sur l'éducation. Ce n'est pas à lui de se faire instituteur. Mais en sa qualité de protecteur et de gardien du bien-être de la société, il a un droit indirect, il doit voir à ce que les bienfaits de l'éducation se répandent sur toutes les classes de la société, pauvres comme riches.

Qu'on resserre la mission de l'Etat dans les bornes les plus étroites, toujours accordera-t-on qu'il doit au moins protéger les personnes et les propriétés. Or, quel danger les menaces plus que l'ignorance grossière des classes inférieures, d'où naissent le désordre, la misère et le crime?

Il faut donc que l'Etat intervienne pour une part dans les dépenses pour l'enseignement, parce qu'il est nécessaire et juste que les districts riches viennent en aide aux Districts pauvres, attendu qu'il s'agit d'un service d'intérêt général.

Loin de moi la prétention de vous donner un cours d'économie sociale. D'ailleurs, vous connaissez ces choses mieux que moi. Mais j'ai cru qu'il était bon de rappeler les principes sur lesquels doit être basé tout bon système d'enseignement public. Or, M. l'Orateur, droit naturel, primordial, direct, du père de famille, droit divin de l'Eglise, droit indirect de l'Etat, tout est sauvegardé dans notre système d'instruction publique.

Je n'hésite donc pas à dire que c'est dans notre province qu'existe la liberté scolaire dans le véritable sens du mot. Ici on ne marchand pas, comme dans la plupart des autres provinces du Canada, ici on ne marchand pas la justice et la protection des droits de la minorité. Dieu merci! Celle-ci conserve ses droits dans toute leur plénitude. Et nous pouvons le dire avec orgueil, la province de Québec jouit de la plus grande somme de liberté scolaire. En effet, liberté complète du père de famille, protection généreuse des droits de la minorité, contrôle de l'église au point de vue moral et religieux, contrôle de l'Etat; tout est assuré.

Aussi, notre système d'enseignement public est-il bon, doit-il être conservé dans toute son intégrité, non seulement parce qu'il a produit de bons résultats, mais encore et

surtout parce que les droits de tous y sont sauvegardés.

Est-ce à dire pour cela que ce système soit parfait? Non, M. l'Orateur, et personne non plus le prétend. La perfection n'étant pas de ce bas monde.

Aussi, que le salaire de nos instituteurs ne soit pas suffisant; j'en conviens. Que bon nombre de nos maîtresses d'écoles manquent de connaissances pédagogiques, je l'admets. Que 1 300 sur les 8 000 salles de classe, sous le contrôle du gouvernement n'offrent pas toutes les conditions hygiéniques, je l'admets encore. Mais, s'ensuit-il de là qu'il faille tout réformer pour faire disparaître quelques défauts? En deux mots, ces imperfections relèvent-elles du système lui-même, ou bien du manque de ressources pécuniaires dans lequel nous nous trouvons? Personne ne refusera d'admettre avec moi que si la province avait plus de ressources à sa disposition, elle remédierait à tous les maux dont on se plaint.

Et cependant, M. l'Orateur, nos grands novateurs en matière scolaire, particulièrement ceux qui n'ont jamais fait d'enseignement, nous proposent comme panacée devant guérir tous nos maux, la création d'un ministère de l'Instruction publique. Eh bien! Je vous le demande croit-on qu'un ministère de l'Instruction publique ferait entrer plus d'argent dans le Trésor provincial ou municipal? Au contraire, ça serait une nouvelle source de dépenses. Mais alors est-ce que le gouvernement aurait plus de ressources pour aider aux municipalités scolaires pauvres? Est-ce que les instituteurs seraient mieux rétribués? Est-ce que ce ministère se chargerait de reconstruire à ses frais les 1 300 écoles sur 6 000 qui ne répondent pas aux conditions hygiéniques? Est-ce que ça rendrait plus compétentes les maîtresses d'écoles passées par le bureau central? Non monsieur, il faut l'avouer; ce nouveau ministère ne remédierait en rien aux lacunes dont on se plaint.

Mais que veulent donc les apôtres de ce nouvel évangile? Ce qu'ils veulent, en fin de compte c'est, suivant l'exemple de certains pays de l'Europe, la mainmise de l'Etat sur l'éducation. Mais, Dieu merci, nous avons un gouvernement qui a su résister à tous les assauts de cette campagne scolaire. Mieux que tout autre, il comprend que l'intrusion de la politique dans l'éducation serait un malheur. Mieux que tout autre, il comprend que le véritable remède aux maux dont on se plaint, c'est de l'argent. C'est pourquoi il a mis en tête de son programme, le rajustement du subside fédéral. Et en attendant ce jour heureux où le gouvernement fédéral fera justice à notre demande, notre gouvernement n'en travaille pas moins malgré la pénurie de ses ressources à relever le niveau éducationnel, soit en accordant des primes où en venant

en aide aux municipalités scolaires pauvres, soit en fondant de nouvelles écoles normales. J'ai aussi tout lieu de croire que le gouvernement aura le courage d'exiger un minimum de salaire pour les instituteurs en forçant les municipalités à se taxer davantage. Je sais qu'il y aura des récriminations. Je sais qu'il en coûtera au gouvernement de faire exécuter ces lois. Mais l'exemple du passé devra l'encourager. Qu'on se rappelle les misères sans nombre et les troubles qu'a eus le Dr Meilleur, le premier surintendant de l'Instruction publique (1841 à 1856) pour établir les commissions scolaires dans nos campagnes. Nos cultivateurs faisaient plus que se montrer réfractaires à l'idée des taxes scolaires. En certaines paroisses, il y eut même des émeutes. Cependant le surintendant, aidé des autorités civiles et religieuses, n'en persévéra pas moins, et il finit par triompher. Il en sera de même pour ces nouvelles taxes. J'aime à croire que le gouvernement, encouragé par cet exemple, ne faillira pas à la tâche, et forcera les municipalités scolaires à taxer davantage afin d'assurer un meilleur traitement à leurs instituteurs.

Un dernier mot et je termine. Je ne regrette qu'une chose, c'est d'avoir été aussi long. Mais pour répondre à ceux qui dénigrent systématiquement notre province, il fallait démontrer que, si, sous certains rapports de prospérité matérielle, nous sommes quelque peu inférieurs à l'Ontario, cela est dû à un état de choses indépendant de notre volonté. Cela est dû aux injustices commises sous le régime de la Constitution de 1791, et qui ont permis à la province d'Ontario de profiter des deniers de l'Etat 50 ans. avant la province de Québec.

Il me fallait aussi prouver que sous d'autres rapports, et non des moins importants, sous le rapport surtout de l'efficacité de l'enseignement et de la moralité, il me fallait prouver, dis-je, que la province de Québec l'emportait de beaucoup sur celle d'Ontario.

Enfin, je voulais démontrer que, en matière scolaire, la province de Québec jouissait de la constitution la plus libérale, et cela compris dans le sens politique du mot.

Nous pouvons donc dédaigner des insultes aussi méprisables que celles du Times, journal aussi malveillant que mal renseigné, qui a osé affirmer que la province de Québec était une "Disgrace nationale". Nous, une "Disgrace nationale". Mais, est-ce parce que, proportion gardée, c'est chez nous qu'il y a le moins de criminels et le plus d'honnêtes gens? Ah! Monsieur l'Orateur, ne nous en laissons pas imposer par ces fanatiques ignares qui, en haine de nos écoles confessionnelles, ne cessent de représenter nos pères et nos frères comme des ignorants. Sous ce rapport, comme sous tous les autres

rapports, nous pouvons, répétant le mot d'Isidore Bédard: "Marcher tête levée".

Nous avons dans Québec, un système d'instruction qui donne la plus grande somme de garanties aux parents. La liberté individuelle y est protégée, les droits des parents et de l'Eglise sont reconnus et respectés.

Aussi, loin d'avoir honte de ma province, j'en suis fier, et je l'aime. Je l'aime, ma province, parce que comme père de famille, je puis faire donner à mes enfants l'éducation de mon choix. Je puis les faire instruire dans la langue et la foi de mes pères.

Je l'aime ma province, comme libéral, parce que toutes les libertés et tous les droits y sont respectés et parce que, Dieu merci, nous ne connaissons pas les tyrannies de l'Etat accapareur et omnipotent.

Je l'aime enfin, parce que l'Eglise et l'Etat y vivent en harmonie et travaillent d'un commun accord au véritable progrès de la société.

J'espère qu'il en sera longtemps ainsi. Et pendant que notre ancienne mère patrie déchire, non sans expiation, le livre de sa destinée, la province de Québec gardera son caractère chrétien. Fidèle à son passé, elle maintiendra de plus en plus son alliance avec l'Eglise, sûre que, par ce moyen, elle marchera vers un avenir plein de gloire.

M. G. Langlois (Montréal no 3) est heureux de profiter de la circonstance pour dire publiquement toute sa pensée sur la question.

Le député de Québec-Est (M. A. Jobin) a fait un bel éloge du clergé, je veux aller plus loin. Je déclare que les seuls hommes qui, jusqu'ici, ont chez nous fait leur devoir en faveur de la cause de l'instruction publique, ce sont les membres du clergé.

D'abord, dit-il, au risque de scandaliser le député de Saint-Roch, je tiens à dire que le clergé de Québec a droit à toute notre admiration et que si toutes les classes de la société et les gouvernements en avaient fait autant que lui pour l'éducation, elle serait plus avancée qu'elle ne l'est actuellement.

Mais il croit qu'il y a danger à se remettre de tout ce soin sur un seul corps et demande que tous en aient leur part.

Mais les gouvernements et le public se sont trop désintéressés des choses de l'éducation.

On m'a fait, dit-il, un crime de me prononcer en faveur d'un ministère de l'Instruction publique. Je ne crois pas être plus franc-maçon que le député de Saint-Roch (M. A. Jobin), en disant aujourd'hui que je n'ai pas changé d'opinion et qu'il n'y a pas là de quoi à révolutionner le pays. Le parti libéral a voté à l'unanimité pour cette mesure sous le gouvernement Marchand, l'un des plus grands chefs que le parti libéral ait

jamais eus en cette province, sans pour cela s'attirer d'autres foudres que celles des saintes feuilles, la Vérité et la Croix.

Il veut bien reconnaître que le moment n'est peut-être pas venu pour cette innovation, mais il revendique le droit d'agiter quand il voudra cette idée sans être taxé d'impiété ou de trahison. Le député de Québec-Est a parlé de la main mise de l'Etat sur l'éducation. Une telle prétention comporte certainement une forte dose de ridicule. Personne chez nous n'est en faveur d'un pareil attentat. Le député de Québec-Est a parlé du progrès de notre province; nul ne le nie ce progrès. On a prétendu, ajoutait-il, que je niais les progrès accomplis. Non, je l'admets, et avec plaisir, il y a eu des progrès. Ce serait trop malheureux si la chose n'était pas. Nous avons fait jusqu'ici de grand progrès, nous en faisons encore de considérables tous les jours. Mais d'un autre côté, il n'y a pas à se le dissimuler que sous le rapport de l'instruction publique, nous sommes loin de bien avancer. Malheureusement aussi il y a eu des faiblesses. Et nous devons avoir le courage de l'avouer.

Il cite l'exemple d'un certain nombre de comtés où, de 1891 à 1901, les salaires payés aux instituteurs ont diminué de \$125 à \$99, de \$116 à \$97 de \$132 à \$129 de \$115 à \$107 par exemple comme dans une vingtaine de comtés dont il donne les noms. Que l'on prenne les comtés de Bagot, Champlain, Chicoutimi, Iberville, Lac-Saint-Jean, Montmagny, Portneuf, Terrebonne, Vaudreuil, Yamaska; depuis dix ans, le traitement des instituteurs a diminué. Est-ce dire que les gens s'y intéressent, à l'éducation?

Quant à l'assistance aux écoles, ce qui semole donner un avantage à Québec sur Ontario, c'est que dans Ontario l'on calcule cette assistance moyenne de cinq à vingt ans, à Québec, de cinq à seize ans seulement.

J'ai passé, dit-il, pour un révolutionnaire dangereux, un réformateur, un novateur, pour avoir eu le courage de dire ce que je pensais sur certains faits connus de tout le monde. Novateur! Comment? Réformateur! Pourquoi? Parce que j'ai eu le courage de dire la vérité, de la montrer toute nue. Lorsque j'ai attaqué le livre de M. Magnan, Honneur à Québec, quant à l'exactitude de ses faits, je croyais avoir le droit et raison de le faire, M. Magnan me donne raison aujourd'hui, il a avoué s'être servi de documents incomplets. Pourtant on m'a montré au pays comme un homme dangereux. Or, il n'y a pas de révolutionnaires en notre province, du moins, il n'en connaît point. Et ses adversaires, s'ils veulent être loyaux, doivent reconnaître sa bonne foi.

Il a demandé une enquête sur l'instruction publique et il ne désespère pas de voir le gouvernement se rendre à cette

suggestion au moment opportun. Cette enquête s'impose si l'on veut que le peuple sache à quoi s'en tenir. L'orateur peut se tromper, il peut s'abuser sur bien des points, mais s'il a tort, est-ce que l'enquête n'aidera pas précisément ses adversaires à lui démontrer son erreur. Et tout le monde sait qu'en tous cas la lumière ne peut jamais faire de mal. Il dénonce le morcellement des municipalités scolaires dont il résulte des inconvénients de tous genres.

Parlant des inspecteurs d'écoles, il déclare qu'il faut à tout prix s'arranger de manière à bien payer les inspecteurs, pour les obliger en même temps à ne s'occuper que des écoles.

Il cite quelques chiffres et termine en disant que la discussion qu'il a faite sur l'éducation est pour lui un devoir.

Et c'est parce que j'ai la prétention d'aimer ma province autant que mon ami de Québec-Est, dit-il, que je demande la réforme de notre instruction publique.

Il (M. Langlois) veut essayer de faire pour l'éducation ce que d'autres députés ont fait pour l'agriculture et la colonisation. Il ne croit pas qu'on puisse le taxer d'essayer de révolutionner l'enseignement, parce qu'il demande de payer mieux les instituteurs et les inspecteurs d'écoles et de bâtir de meilleures maisons d'école.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) blâme le député de Saint-Roch (M. A. Jobin) d'avoir soulevé la question de moralité entre Ontario et Québec. Ce n'est pas la place ni le temps de parler de cette question et le député de Saint-Roch devrait savoir que l'état de la population d'Ontario n'étant pas le même que le nôtre, la densité de sa population étant plus grande, toute comparaison est boiteuse. Il ne s'explique pas les chiffres cités par le député de Québec-Est au sujet de la criminalité comparée dans l'Ontario et dans Québec. Le député de Québec-Est a évidemment grand tort de mettre le public sous l'impression que l'instruction est la mère du crime et que plus les gens sont ignorants meilleurs ils sont. Il est heureux que sans y penser, il ait lui-même donné l'explication vraie de ces chiffres, lorsqu'il a rappelé que la population est beaucoup plus dense dans l'Ontario que par ici. Or, il est reconnu que la criminalité est toujours en raison directe de la densité de la population; pourquoi donc le représentant de Québec-Est a-t-il voulu dire que l'instruction engendre le crime. D'où l'on peut tirer cette conclusion qu'il n'est rien de plus salutaire que l'ignorance pour la vertu et le bonheur du peuple et que par conséquent il vaut mieux que nos gens restent ignorants.

Il s'étonne de voir un libéral attaquer l'idée d'un ministère de l'Instruction publique. Cette idée a longtemps été le programme des libéraux et des chefs vénérés du parti

l'ont proclamée en mainte circonstance. Jamais les conservateurs ne l'ont dénoncée, il fallait que cette tâche échût à un libéral.

Autrefois, dit-il, nous nous battions pour ces idées contre les ultramontains, aujourd'hui c'est des rangs du parti libéral lui-même que naissent nos adversaires.

Il se plaint qu'un libéral reprenne aujourd'hui contre des amis politiques les accusations des Conservateurs qui ont provoqué Laurier et Mercier dans ces luttes gigantesques pour la revendication des principes libéraux.

Il reproche encore au député de Québec-Est d'avoir parlé du clergé dans son discours. Les véritables ennemis du clergé dit-il, ce sont ceux qui le font intervenir à propos de tout et à propos de rien dans toutes les discussions. C'est un tort aussi de mettre le clergé et la religion en cause dans toutes les questions, dit-il. Personne ne songe à attaquer la religion et le clergé. Le clergé, c'est le seul corps de la population qui a fait son devoir jusqu'à présent au point de vue de l'éducation. Pourquoi dire qu'on veut l'attaquer parce qu'on demande certaines réformes qui s'imposent? La question de l'augmentation des deniers votés pour l'éducation de la taxe scolaire, du paiement des instituteurs, de la construction de nouvelles maisons d'école, de l'assistance à ces écoles, ne sont pas des questions à révolutionner le monde. Personne ne croit devenir révolutionnaire pour aimer à ce que le nombre d'illettrés diminue tous les jours dans Québec.

Ceux qui travaillent dans ce sens ont droit à voir leurs opinions respectées. Ils aiment tout autant leur pays que ceux qui disent que tout est parfait dans notre système actuel.

M. A. Jobin (Québec-Est) ajoute quelques mots. Il proteste contre les affirmations du député de Saint-Louis sur M. Magnan.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable J.-B.-B. Prévost), que ce débat soit ajourné.

Adopté.

Annonces de ventes d'immeubles

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 15) amendement les articles 61, 639, 717 et 1041 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la pêche

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 25) amendement la loi de la pêche soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la Gazette officielle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuels, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, (1 Édouard VII, chapitre 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux mine cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer du bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du Saint-Laurent (ordre en conseil no 51, Du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer un an d'intérêt au 30 juin 1907, à 3% par année, sur \$25 000, prix d'achat de la cour à bois, achetée à Québec, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Travaux de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill), que lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi prochain, elle s'ajourne à samedi prochain, à onze heures de l'avant-midi.

M. J.-M. Tellier (Joliette) ne comprend pourquoi il devrait y avoir une séance samedi lorsqu'il a encore bon nombre de bills à l'ordre du jour qui n'ont pas reçu leur troisième lecture.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'il y aura une réunion du comité de la législation samedi à dix heures et que la Chambre siégera à onze heures.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Selon un entrefilet de l'Événement du 1er mars 1906, le député de Laval souffre de pleurésie et est hospitalisé à l'Hôtel-Dieu; il ne serait donc pas en Chambre pour introduire ce bill.

2. Les journaux qui ont fait écho à ce débat ne s'entendent pas sur l'ordre des intervenants. Nous avons choisi celui de la Presse du 2 mars 1906 qui nous semble le plus plausible.

3. Les chiffres qui précèdent sont tirés du Soleil du 6 mars 1906 et ne correspondent pas à ceux fournis par l'Union des Cantons de l'Est et le Cultivateur. L'Union des Cantons de l'Est du 3 mars 1906 indique 9000 au lieu de 9533 et 28 050 au lieu de 28 429. Le Cultivateur du 10 mars 1906 quant à lui donne 1962 au lieu de 1692 et 4488 au lieu de 4480.

4. Il s'agit probablement de François-Pierre-Guillaume Guizot (1787-1874), homme politique et historien français.

5. L'orateur parle de M. Victor Cousin (1792-1867), philosophe et homme politique français.

Première séance du 2 mars 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Rapports de comités:

M. G. Langlois (**Montréal no 3**): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 55) amendement la charte ou Crédit municipal canadien auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Code municipal

M. P. Pelletier (**Sherbrooke**): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité spécial sur le code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 132) amendement le code municipal en y ajoutant l'article 4760 et l'a adopté sans amendement.

Dépôt de documents:

Pont Yule

L'honorable L.-R. Roy (**Kamouraska**) dépose sur le Bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 27 février 1906, demandant copie d'ordres en conseil, documents, correspondance entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la puissance, la compagnie "Montreal Light, Heat & Power" ou toute personne, au sujet de la reconstruction du pont Yule, entre les comtés de Rouville et Chambly. (Document de la session no 47)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier au conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 50) constituant en corporation la Compagnie T.-P. Pelletier;
- bill (no 58) concernant le village du boulevard Saint-Paul;
- bill (no 83) concernant l'université McGill;
- bill (no 85) amendement la charte de la ville de Fraserville, 1903;
- bill (no 94) concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien;
- bill (no 95) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Hôpital

des aliénés protestants, augmentant l'étendue de ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits;

- bill (no 97) amendement les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, 5 Edouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal;

- bill (no 102) amendement le code municipal concernant la cour de circuit et le bureau d'enregistrement de comté;

- bill (no 127) amendement la loi des cités et villes, 1903.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 35) amendement la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;

- bill (no 52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company";

- bill (no 57) amendement la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, tel qu'amendé par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la "Financial Corporation, en celui de la "Financial and Trust Corporation";

- bill (no 98) ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company".

Charte de Saint-Hyacinthe

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 35) amendement la charte de la cité de Saint-Hyacinthe. Les amendements sont lus pour la première fois.

"Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

"Financial and Trust Corporation"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 57) amendement la

loi 3 Édouard VII, chapitre 102, et changeant le nom de la "Financial Corporation" en celui de la "Financial ana Trust Corporation". Les amendements sont lus pour la première fois.

**Vente de Tobin et McCrea à
"The Lotbinière Lumber Company"**

La chamore procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bil (no 98) ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Loi de la pêche

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que toutes les entrées dans le Journal de la Chambre du 1er mars courant, relatives au bill (no 25) amendant la loi de la pêche de Québec, soient rescindées.

Adopté.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 25) amendant la loi de la pêche de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la ChamDre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Les articles 1, 3 à 9, et 11 à 16 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Pêche

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la pêche dans la province de Québec.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose:

1. Que toute personne non domiciliée dans la province qui désire y faire la pêche, devra payer, pour un permis spécial à cet effet, un honoraire qui sera fixé par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, mais qui ne devra jamais excéder vingt-cinq piastres.

Adopté.

2. Que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries pourra nommer des inspecteurs des pêcheries, dont les devoirs et les attributions seront définies dans la loi qui sera basée sur ces résolutions ou par les règlements faits sous son empire et dont le traitement devra, s'il y a lieu, être fixé par le ministre par commission ou autrement, et, dans l'un et l'autre cas, être payé à même les revenus provenant de l'opération de ladite loi.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'examen du bill (no 25) amendant la loi de la pêche de la province de Québec.

Loi de la pêche

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose de nouveau que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 25) amendant la loi de la pêche de Québec.

Adopté.

En comité:

Les articles 2 et 10 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 22) amendant la loi de la chasse de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que la Chambre se forme

immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. L'article 1396 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 44, section 1, et amendé par la loi 3 Édouard VII, chapitre 23, section 1, est de nouveau amendé:

a. En remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. De chasser, tuer ou prendre le chevreuil et l'orignal, entre le premier jour de janvier et le premier jour d'octobre de chaque année; sauf dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac, où il est défendu de les chasser, tuer ou prendre entre le premier décembre d'une année et le premier octobre de l'année suivante".

b. En remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. De chasser, tuer ou prendre le caribou entre le premier jour de février et le premier jour d'octobre de chaque année".

Le premier paragraphe de l'article 1 est retranché.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

2. L'article 1397 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1, est remplacé par le suivant:

"1397. 1. Il est défendu aux compagnies de chemins de fer, de bateaux à vapeur et autres, ainsi qu'aux rouliers publics, de transporter ou d'avoir en leur possession l'orignal, le caribou, le chevreuil, en tout ou en partie, ou la chair, la tête et la peau verte d'aucun de ces animaux pendant la saison de prohibition à moins qu'il n'y soit attaché un coupon (tag) émis par le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, autorisant ce transport.

2. Il est défendu, après les quinze premiers jours de prohibition, aux compagnies de chemin de fer, de bateaux à vapeur et autres, ainsi qu'aux rouliers publics, de transporter l'orignal, le caribou, le chevreuil, la chair ou la tête, en tout ou en partie, ou la peau verte d'aucun de ces animaux.

3. Les deux paragraphes précédents ne s'appliquent pas au transport de l'orignal, du caribou et du chevreuil ou de la chair, en tout ou en partie, ou de la tête et de la peau verte d'aucun de ces animaux, s'il y est attaché un affidavit attestant qu'ils ont été tués ou pris dans une autre province de la puissance ou Canada, en conformité des lois de cette province ou dans un des États-Unis d'Amérique.

4. Tout sac, paquet ou coffre, toute boîte ou valise ou tout autre réceptacle servant à transporter le gibier doivent être confectionnés de manière à faire voir leur

contenu et la description de leur contenu et les nom et adresse du propriétaire y doivent être indiqués sur une étiquette à cet effet.

5. Toute compagnie de chemin de fer, de bateaux à vapeur ou autre, ou les rouliers publics ou toute personne favorisant, de quelque manière que ce soit, la contravention à cet article, est passible d'une amende de dix piastres au moins et de vingt piastres au plus pour chaque infraction.

6. Néanmoins, il est loisible au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries d'accorder, en tout temps, des permis de transport lorsqu'il a été prouvé, à sa satisfaction, que l'orignal, le caribou ou le chevreuil ou partie d'iceux, que l'on désire transporter, ont été pris ou tués dans un temps où la chasse en est permise et d'une manière légale.

7. Pour tous permis ou coupons mentionnés dans cet article il peut être exigé un honoraire dont le ministre fixe le montant, suivant les circonstances, mais qui ne doit pas excéder cinq piastres".

M. L.-A. Taschereau (Montmorency)

doute de l'efficacité du système des coupons, par lequel une compagnie de chemin de fer ne pourra plus à l'avenir se charger de l'expédition du gros gibier, à moins qu'à chaque pièce soit attaché un de ces coupons indiquant le nom du propriétaire de la pièce abattue.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) explique que c'est là une loi qui existe aux États-Unis et dans le Nouveau-Brunswick et qui donne de très bons résultats. Elle permet au gouvernement d'empêcher les carnages inutiles du gros gibier.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) croit que cette clause est le meilleur moyen de protéger le gibier. Il l'a vu en pratique dans une région voisine de Gaspé, au Nouveau-Brunswick, dans l'État du Maine et ailleurs où il a pu se rendre compte qu'il donne de bons résultats.

M. J.-É. Garon (L'Islet) suggère que les agents des chemins de fer fassent la distribution de ces coupons.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) l'informe qu'il est présentement en pourparlers avec les compagnies de chemins de fer afin que leurs chefs de gare vendent les licences au nom du gouvernement.

M. J.-M. Tellier (Joliette) se rallie à cette idée.

Cet article est amendé en retranchant dans la sixième ligne du second paragraphe les mots: "pendant la saison de prohibition", et dans la première ligne du troisième

paragraphe lies mots suivants: "après les quinze premiers jours de prohibition".

L'article est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

3. L'article 1399 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1, et amendé par la loi 2 Edouard VII, chapitre 14, section 1, est de nouveau amendé:

a. En remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. Le castor, en aucun temps jusqu'au premier novembre 1908 pour la zone no 1, et, après cette date, entre le premier d'avril et le premier jour de novembre de chaque année";

b. En remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

"3. Le lièvre, entre le premier jour de février et le premier jour de décembre de chaque année, et l'ours entre le premier jour de juillet et le vingtième jour d'août de chaque année".

c. En remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

4. Le rat musqué entre le premier et le dernier jour d'avril de l'année.

a. En y ajoutant le paragraphe suivant:

"Toute compagnie, société, ou personne faisant le commerce, de fourrures qui, en vertu de quelqu'une des dispositions de cette loi, a chassé ou fait chasser les animaux à fourrure mentionnés dans cet article, est tenue de faire rapport dans les quinze premiers jours du mois de mai de chaque année, au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, de la quantité et de l'espèce de ces animaux qu'elle a tués".

Cet article est amendé en remplaçant dans la première ligne du paragraphe 4, les mots "entre le premier et le dernier jour d'avril de l'année" par les mots suivants: "en aucun temps de l'année excepté dans le mois d'avril" et dans la neuvième ligne de la section d, en remplaçant le mot "tués" par les mots suivants: "tués ou achetés ou mis sur le marché dans la province de Québec".

L'article est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

6. L'article 1401 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1, est amendé:

a. En remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots: "de septembre" par les mots: "d'octobre";

B. En retranchant, dans les treizième et quatorzième lignes, les mots: "le pigeon-voyageur (tourte)".

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) consent à ce que cette partie du bill soit retirée et en conséquence, la saison de chasse dans la province demeurera la même

que celle prévue dans la loi actuelle.

Cet article est amendé en remplaçant dans la quatrième ligne, le mot "octobre" par le mot "novembre".

L'article est adopté.

L'article 7 est ajouté et se lit comme suit:

7. L'article 1401e est amendé en ajoutant la clause suivante: 4. Le castor - La prohibition de tuer le castor en aucun temps jusqu'au premier novembre 1908 ne s'applique pas à la zone no 2.

Cet article est adopté.

Les articles 8 à 21, 22 à 24, 26 et 27 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 28 qui se lit comme suit:

28. L'article 1418a est inséré dans les statuts refondus après l'article 1418, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1:

"1418a. Tout inspecteur doit, à la fin de chaque mois, transmettre au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries un rapport de ses procédés et des procédés des gardes-chasse sous son contrôle pendant le mois précédent, ainsi que des infractions à la loi de chasse parvenues à sa connaissance durant la même période".

Cet article est amendé en remplaçant dans la quatrième ligne, les mots "à la fin de chaque mois" par les mots "tous les deux mois" et en remplaçant dans la septième ligne, les mots "le" par les mots "les deux".

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 29 qui se lit comme suit:

29. L'article 1419 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1, est remplacé par le suivant:

"1419. Tout garde-chasse doit, à la fin de chaque mois, transmettre au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries ou à l'inspecteur de son district, un rapport de ces procédés pendant le mois précédent, ainsi que des infractions à la loi de chasse parvenues à sa connaissance durant la même période".

Cet article est amendé en remplaçant dans la quatrième ligne, les mots "à la fin de chaque" par les mots "tous les deux" et en remplaçant dans la septième ligne les mots "le mois" par les mots "les deux mois".

Cet article est adopté.

Les articles 30 et 31 et les formules A, B et C sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant la chasse dans la province

de Québec.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose:

1. Qu'aucune personne ne peut chasser l'original, le caribou ni le chevreuil sans être munie d'une licence spéciale délivrée par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, ou par toute personne autorisée par ce dernier; et que le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un tarif d'honoraires pour ces licences.

Adopté.

2. Qu'à même les terres publiques éloignées des établissements de colons, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, d'ériger des territoires de chasse dont aucun ne doit excéder deux cent milles carrés, pourvu que ces terres ne soient pas subdivisées en lots ou soient impropres à la culture; que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut louer, soit à l'encan, soit de gré à gré, tout tel territoire de chasse à une ou à plusieurs personnes pour une période n'excédant pas dix années, au prix annuel de pas moins de trois piastres par mille carre, convenu entre lui et le ou les locataires et payable d'avance sous peine de forfaiture du bail, et que le ministre peut insérer dans tout tel bail les clauses et stipulations jugées nécessaires dans l'intérêt public.

Adopté.

3. Que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut payer, à même les revenus provenant de l'exécution des lois concernant la chasse, une somme de quinze piastres, à toute personne habitant la province de Québec, qui lui transmet un certificat d'un juge de paix d'un district judiciaire constatant que telle personne a prouvé, sous serment, à sa satisfaction, qu'elle a tué un loup dans ce district et qu'elle lui a présenté le loup ou la tête du loup avec la peau et les oreilles entières, et que ce juge de paix a, avant de délivrer ce certificat, fait couper et brûler les oreilles et la peau du crâne de tel loup.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé trois résolutions lesquelles sont lues deux fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé

d'examiner le bill (no 22) amendant la loi de la chasse de Québec.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 22) amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité reconsidère l'article 1 qui se lit comme suit:

1. L'article 1396 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1, et amendé par la loi 3 Édouard VII, chapitre 23, section 1, est de nouveau amendé:

a. En remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

"1. De chasser, tuer ou prendre le chevreuil et l'original, entre le premier jour de janvier et le premier jour d'octobre de chaque année; sauf dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac, où il est défendu de les chasser, tuer ou prendre entre le premier décembre d'une année et le premier octobre de l'année suivante".

b. En remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. De chasser, tuer ou prendre le caribou entre le premier jour de février et le premier jour d'octobre de chaque année".

Cet article est amendé en remplaçant dans le deuxième paragraphe, le mot octobre par le mot septembre.

Cet article est adopté.

L'article 4 est reconsidéré, il se lit comme suit:

4. L'article 1400 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1, et amendé par les lois 1 Édouard VII, chapitre 12, section 2, 2 Édouard VII, chapitre 14, section 2, et 3 Édouard VII, chapitre 23, section 3, est de nouveau amendé:

a. En remplaçant la clause (a) du paragraphe 1 par la suivante:

"Les bécasses, les bécassines, les pluviers, les courlis, les chevaliers et les maubèches, entre le premier jour de février et le quinzième jour de septembre de chaque année; les perdrix grises et de savane, entre le quinzième jour de décembre et le quinzième jour de septembre de chaque année, et les perdrix blanches (ptarmigan), entre le premier jour de février et le premier jour de novembre de chaque année;"

b. En remplaçant la clause (b) du paragraphe 1 par la suivante.

"(b) Les macreuses, les sarcelles ou les canards sauvages d'aucune espèce, excepté les harles (becs-scies), les huards et les goélands, entre le premier jour de mars d'une année et le quinzième jour de septembre de

la même année."

c. En remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. De déranger, endommager, cueillir ou enlever, en aucun temps, les oeufs d'aucune espèce de gibier à plume. Les vaisseaux ou chaloupes employés à déranger, cueillir ou enlever les oeufs d'aucune espèce aedits oiseaux, peuvent, ainsi que les oeufs, être confisqués et vendus.

Néanmoins, les habitants de cette partie de la province comprise dans la zone no 2, telle que définie par cette loi et ceux du comté de Gaspé, peuvent pour leur nourriture seulement, y chasser, tuer ou prendre les oiseaux mentionnés dans le paragraphe b du présent article en tout temps de l'année, sauf entre le premier juin et le premier août".

Cet article est amendé en remplaçant dans la dixième ligne et dans la douzième ligne le mot "quinzième" par le mot "premier" et dans la vingtième ligne, le mot "quinzième" par le mot "premier".

Cet article est adopté.

L'article 8 est reconsidéré, il se lit comme suit:

8. L'article 1403 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1, est remplacé par le suivant:

"1403. 1. Il est défendu de se servir, pour la chasse des oiseaux, d'aucune arme à feu ayant plus que huit de calibre, et pour la chasse des oiseaux et des animaux protégés par cette loi, d'aucun fusil ou arme automatique.

2. Il est défendu de chasser, capturer ou tuer les canards, outardes ou autres oiseaux aquatiques au moyen de vaisseau, yacht, etc., mus par la vapeur ou autre force motrice".

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, en amendement, de le remplacer par le texte suivant:

8. Les articles suivants sont insérés dans les statuts refondus après l'article 1402, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1:

"1402a. Si quelqu'un est trouvé dans une partie quelconque d'une rivière ou d'une baie où les canards, les oies sauvages ou autres oiseaux aquatiques gisent ou se rassemblent généralement, dans un bateau ou une embarcation quelconque, avec une arme à feu ou une lumière à projection ou autre lumière propre à attirer lesdits oiseaux, ou s'il est prouvé qu'une personne s'est trouvée dans une partie quelconque de telle rivière ou baie avec une lumière à projection ou une autre lumière propre à attirer lesdits oiseaux, cela constituera une preuve suffisante pour établir que ladite personne est allée dans ladite rivière avec l'intention de tuer lesdits oiseaux à l'aide de ladite lumière à projection ou autre lumière propre à attirer

ces dits oiseaux; et il incombera à ladite personne de prouver qu'elle s'est trouvée là sans aucune intention d'enfreindre les dispositions de la loi.

"1402b. Toute personne ou toutes personnes, sans aucun permis, ayant en sa possession un engin de pêche ou de chasse prohibé par la loi sera présumée violer la loi, et ladite présomption sera suffisante pour établir que ladite personne ainsi trouvée, a pêché ou chassé illégalement, et il incombera à cette personne de démontrer qu'elle possédait cet engin pour aucun objet illégal.

"1402c. Toute personne, que ce soit un serviteur, un associé ou autre, qui en accompagne ou aide une autre à enfreindre les lois de la pêche ou de la chasse, sera également coupable d'infraction à la loi, de la même manière que celui qui accomplit réellement l'acte illégal".

L'amendement est adopté.

L'article est adopté.

L'article 21 est reconsidéré, il se lit comme suit:

21. L'article 1414a est inséré dans les statuts refondus, après l'article 1414, tel qu'édicte par la loi 62 Victoria, chapitre 24, section 1:

"1414a. Nulle personne ne peut chasser l'original, le caribou et le chevreuil si elle n'est porteur d'un permis spécial (license) délivré par le ministre ou par toute personne par lui autorisée.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un tarif en paiement des honoraires de ce permis.

Cette disposition ne s'applique pas au colon de bonne foi qui peut chasser les animaux mentionnés dans cet article pour sa subsistance et celle de sa famille".

Cet article est amendé en remplaçant dans la septième ligne, les mots "au colon de bonne foi qui peut" par les mots "aux personnes domiciliées dans la province qui peuvent" et dans la neuvième ligne en remplaçant les mots "sa famille" par les mots "leurs familles".

Cet article est adopté.

Les articles 25 et 30 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Société d'industrie laitière

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 17) amendement la loi relative à la Société d'industrie laitière de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que la Chambre se forme

immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Les articles 1, 2, 4, 6, 8 et 9 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Kamouraska (l'honorable L.-R. Roy; que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant l'Association de l'industrie laitière de la province de Québec.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Ces amendements, ont été précédemment soumis et adoptés, après étude, par la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

Il s'agit d'améliorer toujours le système d'inspection des beurseries et fromageries. Le gouvernement est décidé d'accorder une prime variant de \$25 à \$100 aux inspecteurs qui démontreront le plus de capacités et montreront les plus beaux résultats dans leurs inspections.

Ce sont les inspecteurs eux-mêmes qui ont demandé la chose et il paraît certain que c'est le meilleur moyen d'obtenir de jour en jour de meilleures inspections et par suite une meilleure production.

C'est là l'amendement principal; les autres ont trait à des questions de détail.

Il propose:

1. Que le ministre de l'Agriculture soit autorisé à accorder à chaque inspecteur de syndicat une prime d'encouragement variant de vingt-cinq piastres à cent piastres.

Adopté.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la Société d'industrie laitière de la province de Québec la somme nécessaire à la direction et à la surveillance générale des syndicats comprenant le traitement des inspecteurs généraux et de leurs assistants, ainsi qu'au maintien et au fonctionnement du bureau d'examineurs nommés par la société, dans le but de faire l'examen des candidats à la charge d'inspecteur pour surveiller la production et l'approvisionnement du lait, et la fabrication du beurre et du fromage, dans les établissements organisés par les propriétaires de beurseries et de fromageries, pourvu que la société et les inspecteurs se soient

conformés aux conditions imposées par le lieutenant-gouverneur et aux règlements faits à ce sujet, et pourvu aussi que le montant accordé à la société ne dépasse pas la somme de huit mille piastres annuellement.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'examen du bill (no 17) concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 17) concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

Les articles 3 et 7 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Statuts refondus, section 2
du chapitre 3, du titre XI**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill (no 105) amendement la section 2 du chapitre 3, du titre XI des statuts refondus.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Loi des terres publiques

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable J.-B.-B. Prévost), que le bill (no 12) amendement la loi concernant les terres publiques soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé

à un comité de toute la Chambre.

Interpellations:

Educational Record of the Province of Québec

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1. L'Educational Record of the Province of Québec est-il subventionné par la province?

2. Dans l'affirmative, quel montant reçoit-il?

3. Le montant de la subvention a-t-il été augmenté depuis dix ans?

4. Dans l'affirmative, de combien?

5. Qui a suggéré ou autorise cette augmentation?

6. À qui le magazine est-il distribué?

7. M. W. Peterson, qui a publié un article sous son nom dans le numéro de janvier dudit magazine, est-il membre du comité protestant ou Conseil de l'instruction publique et le principal de l'université McGill?

b. Le gouvernement sait-il que ledit article contient des avances comme celui-ci: "Au comité protestant, par exemple, le membre résidant dans une ville est "suspect" aux yeux de la petite clique bruyante qui aime tant à étaolir ses idées dans la presse de la province de Québec", ce qui peut-être fort désagréable pour plusieurs électeurs de cette province?

9. Le gouvernement sait-il que ledit article contient plusieurs énoncés grossièrement erronés?

10. Le gouvernement assume-t-il quelque responsabilité dudit article ou de sa publication?

11. Le gouvernement a-t-il l'intention de cesser de payer une subvention audit "magazine"?

12. Le gouvernement assume-t-il quelque responsabilité des entrevues au sujet des questions d'éducation dans cette province accordées, par le Dr Peterson, membre du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, au Star, lesquelles entrevues ont été publiées dans ce journal les 9 et 10 de février courant?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Oui.

2. \$1 494.00.

3. Oui.

4. \$744.00.

3. Le secrétaire de la province.

b. En considération du subside, le magazine est distribué gratuitement à toutes les écoles élémentaires, écoles modèles et académiques protestantes, à tous les secrétaires-trésoriers, les commissions scolaires protestantes, aux membres du comité protestant, aux inspecteurs d'écoles protestantes, aux membres de l'Assemblée législative, et à différentes institutions

d'éducation.

7. Oui.

b, 9, 10, 11 et 12. Non.

Vente de terrains pour taxes municipales

M. P.-É. LeBlanc (Laval) (1): 1. Existe-t-il de la correspondance entre le gouvernement et les intéressés à propos des frais occasionnés par le fait que dans les villes de cette province les terrains vendus pour taxes municipales, le sont par le shérif du district au lieu de l'être par le greffier de la municipalité?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender la loi concernant l'incorporation des cités et villes pour remédier à cet état de choses?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

1. Non.

2. À l'étude.

Liste de paye du shérif de Québec

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Quelles sont les personnes dont les noms figurent sur la liste de paye du shérif de Québec?

2. Quelle est la nature de leur emploi respectif?

3. Quel est leur salaire respectif?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

L'honorable Charles Langelier, shérif, \$3 000; J.-Bte Amyot, assistant-shérif et greffier réviser de la liste des jurés, \$1 900.00; J. J. Dunlop, comptable, \$1 400.00; Édouard Bégin, assistant-shérif, \$1 200.00; Lomer Hamel, commis, \$1 000.00; Edgar Auger, commis, \$730.00 et Albert Delâge, commis, \$600.00.

Limites à bois

M. J.-M. Tellier (Joliette): 1. Quelle quantité de limites à bois le gouvernement a-t-il vendu dans le cours de l'exercice financier finissant le 30 juin 1905?

2. Quel montant cette vente a-t-elle produit et quel est le prix moyen obtenu par mille?

3. Quelle quantité de limites à bois le gouvernement avait-il annoncé en vente?

4. Comment le gouvernement avait-il annoncé cette vente, et quel est le délai qui s'est écoulé entre la première publication de l'avis de vente et la vente?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

1. 236 1/3 milles carrés.

2. \$389 720.83, et la moyenne par mille, \$165.04.

3. 6 149 milles carrés.

4. Cette vente a été annoncée dans la

Gazette officielle et autres journaux, et il s'est écoulé 40 jours entre la première publication de l'avis de la vente et la vente.

Meurtrier Fouquet

M. A. W. Giard (Compton): 1. Dans le cas du meurtrier Fouquet, mentionné à la page 38 des rapports de la Chambre et procès-verbaux de cette session, a-t-il été tenu des enquêtes de coroner?

2. Dans l'affirmative, combien?

3. Quel est le coût de ces enquêtes respectives?

4. Quel est le coût des examens médicaux?

5. Quel est le montant payé pour la taxation des témoins à l'enquête?

6. Quels sont les noms des témoins qui ont été taxés, et quel montant chacun d'eux a-t-il reçu?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

1. Une.

2. Une.

3. \$33,35.

4. \$5.00.

5. Aucun.

6. Aucun.

Terre du canton de Chesham

M. A. W. Giard (Compton): 1. Comoien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Chesham dans le comté de Compton?

2. Comoien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de Bois dans le même canton?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1.

50 800 acres.

2. 34 800 acres.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier au Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 71) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Québec & Baie-James;

- bill (no 99) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de ladite cité.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue;

- et bill (no 56) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf.

Charte de Sainte-Anne-de-Bellevue

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Les amendements sont lus pour la première fois.

Chemin de fer du comté de Portneuf

La Chambre procède à prendre en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 56) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf. Les amendements sont lus pour la première fois.

Remises d'honoraires

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) suggère de remettre les honoraires payés sur les bills concernant l'instruction publique et les institutions de charité.

La suggestion est acceptée.

École de pharmacie de Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. L.-J. Lemieux), que l'honoraire payé pour le bill (no 46) constituant en corporation l'École de pharmacie Laval de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'éducation.

Adopté.

Servantes du Très Saint-Sacrement

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) propose que l'honoraire payé pour le bill (no 36) constituant en corporation la congrégation des servantes du Très Saint-Sacrement, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction vu que ce bill se rapporte à une institution religieuse.

Adopté.

Ordre du Très Saint-Rédempteur

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose que l'honoraire payé pour le bill (no 68) constituant en corporation l'ordre du Très Saint-Rédempteur, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Adopté.

Commissaires d'écoles protestantes de Montréal

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose que l'honoraire payé pour le bill (no 97) amendant les lois 4 Édouard VII, chapitre 50, 5 Ed. VII, chap. 91 et interprétant

certaines dispositions du statut 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'éducation.

Adopté.

Donation Drummond

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que l'honoraire payé pour le bill (no 80) ratifiant un acte de donation d'une propriété, faite par Sir George A. Drummond, en faveur de la "Royal Trust Company", en qualité de fidéicommissaires, pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, attendu que ce bill concerne une institution de charité.

Adopté.

Hôpital des aliénés protestants

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que l'honoraire payé pour le bill (no 95) définissant les placements qui pourront être faits aux fonds de l'Hôpital des aliénés protestants, augmentant l'étendue de ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Adopté.

Institut Trafalgar

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que l'honoraire payé pour le bill (no 47) définissant les placements qui pourront être faits aux fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Adopté.

Université McGill

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose que l'honoraire payé pour le bill (no 83) concernant l'université McGill, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une maison d'éducation.

Adopté.

Boulevards de l'Île de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que l'honoraire payé pour le bill (no 84) incorporant la Compagnie des boulevards de l'Île de Montréal, soit remis, moins les frais

d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 2 mars 1906

Sous la présidence de
l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 8 heures.

Crédit municipal canadien

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 55) amendement la charte du crédit municipal canadien.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Hyacinthe

La Chambre procède, de nouveau, à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 35) amendement la charte de la cité de Saint-Hyacinthe. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Financial and Trust Corporation"

La Chambre procède, de nouveau, à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 57) amendement la loi 3 Édouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Édouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la "Financial Corporation" en celui de "The Financial and Trust Corporation". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Vente de Tobin et McCrea à "The Lotbinière Lumber Company"

La Chambre procède, de nouveau, à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 98) ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois

et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Sainte-Anne-de-BeUevue

La Chambre procède, de nouveau, à prendre en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Chemin de fer du comté de Portneuf

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 56) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Registres de naissance

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 112) amendant l'article 53a du code civil et l'article 1313 du code de procédure civile concernant les registres de naissance, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des terres publiques

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 12) amendant la loi concernant les terres publiques.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Ce bill fait disparaître le système des enregistrements de transports.

Il crée aussi des réserves forestières.

Ces réserves peuvent être établies sur ordre en conseil. Le but c'est le maintien et la conservation de la forêt et la production et conservation et aussi la culture des arbres. Elles serviront aussi à assurer leur approvisionnement constant de bois de commerce et à perpétuer et régulariser les cours des causes (sic) qui prennent source dans ces limites.

Il déclare qu'il est de l'intention du gouvernement de fixer à 14 pouces le diamètre réglementaire de l'épinette. Il peut assurer la Chambre que les propriétaires de limites accepteront cette condition.

Ce projet de loi rappelle la clause de la loi des terres obligeant l'enregistrement des transports de lots sous peine de nullité. Il admet que cette loi a été un embarras.

M. J.-M. Tellier (Joliette) croit que le ministre devrait ajouter en justice, pour les conservateurs, que cette disposition de la loi a été insérée dans le statut malgré l'opposition d'alors, ce qui devrait démontrer au gouvernement que tout ce qui vient des conservateurs n'est pas mauvais.

Il ajoute qu'en 1904 les conservateurs ont également demandé la création de réserves forestières que l'on a refusé dans le temps. Aujourd'hui l'on admet que les conservateurs avaient raison.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) ajoute que dans ces réserves, avant longtemps, il ne sera probablement pas permis de couper le bois de moins de 14 pouces de diamètre à la souche.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour supérieure

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) que le bill (no 157) amendant la loi concernant la Cour supérieure soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi du barreau

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 159) amendant la loi du barreau soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Cnamore.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le oui au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 22) amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Statuts refondus, section 2 chapitre i, titre XI

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 105) amendant la section 2 du chapitre 3, du titre XI des statuts refondus.

Adopté.

En comité:

Le titre est amendé en ajoutant, après le mot: "refondus", les mots suivants: "et l'article 4697 desdits statuts, tel qu'amendé par 4 Édouard VII, chapitre 33".

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est remplacé par le suivant:

2. L'article 4697 desdits statuts, tel qu'amendé par 4 Édouard VII, chapitre 33 est de nouveau amendé en ajoutant après le paragraphe G, le paragraphe suivant:

"Si la compagnie change dans les limi-

tes de la province le siège principal de ses affaires, elle devra en donner avis par écrit au secrétaire de la province".

L'article 2 devenu 3 est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Recouvrement des amendes

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill), que le bill (no 156) concernant le recouvrement des amendes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité ajoute cet article au bill:

3. L'article 1048 du code municipal, tel qu'amendé par la loi 57 Victoria, chapitre 51, section 10, est remplacé par le suivant:

"1048. Les amendes recouvrées en vertu des règlements municipaux ou des dispositions de ce code appartiennent, à moins qu'il n'en soit autrement réglé, pour une moitié au poursuivant et l'autre moitié à la corporation municipale.

Si la poursuite est intentée au nom de la corporation, l'amende appartient toute entière à la corporation.

Si l'amende est due par la corporation, elle appartient pour moitié au poursuivant et pour l'autre moitié à la couronne, et la moitié de la couronne doit, dans ce cas, être payée au percepteur du revenu du district".

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2), MM. J.-M. Tellier (Joliette) et E. Roy (Montmagny) prennent part à ce débat.

L'article est adopté.

L'article 3 devenu 4 est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations;

Taux de change sur emprunts

M. M. Perrault (Chambly): Quelle est la raison de la différence entre le taux de change à \$4.86 2/3 le louis sterling pour les obligations en rapport avec les emprunts de 1874 et 1876, et le taux de change à \$1.00 le louis sterling pour les obligations en rapport avec l'emprunt de 1878?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome): Il fut disposé à New York de l'emprunt de 1878 et le gouvernement reçut cinq dollars au louis sterling pour les bons-obligations, lesquels sont remboursables à New York ou à Londres au choix du détenteur. S'ils sont présentés à New York pour remboursement, ces bons-obligations sont remboursables au même taux de cinq dollars le louis sterling, tel que mentionné au dos de chaque bon-obligation.

Compagnies de fidéicomis

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre ou jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin,) que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaine résolution concernant les compagnies de fidéicomis.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ladite résolution et qu'il la recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose qu'afin de défrayer les dépenses du bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicomis, une somme n'excédant pas trois mille piastres soit annuellement payée au trésorier de la province par les compagnies de fidéicomis faisant affaires dans la province; que cette somme soit imposée au pro-rata du capital payé de chaque compagnie, et que le certificat du trésorier de la province soit décisif quant au montant que chaque ou toute compagnie doit payer en vertu de cette résolution.

Adopté.

Résolution à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois sur

division et adoptée sur division.

Introduction de bills:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 106) concernant les compagnies de fidéicomis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Subsides

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. M. Perrault (Chambly) déclare qu'il a quelques discours encore à prononcer sur le budget. Il annonce qu'il va profiter de l'occasion pour démontrer qu'il avait raison, lorsqu'il a prétendu que le discours du trône ne disait pas la vérité.

Il va enfin prouver la grave déclaration qu'il avait faite à l'occasion du discours du trône et montrer que le surplus du trésorier n'en est pas un. Ce n'est que la semaine prochaine qu'il entrera dans le coeur du débat (2).

M. le Président (M. G. Lafontaine, Maskinongé) fait remarquer qu'il n'y a pas quorum.

M. M. Perrault (Chambly): C'est en vain qu'on cherche à briser le quorum pour m'empêcher de parler; si je ne parle pas aujourd'hui, je parlerai demain.

Il signale plusieurs erreurs dans les comptes publics et les réponses que le gouvernement a données à ses questions. Il croit que l'on a fait des surplus avec des emprunts temporaires. Ces emprunts temporaires faits à un taux assez élevé ont exigé des services d'intérêt dont la capitalisation représente un total de 3 000 000 et plus. Il est temps d'en finir avec ce système, c'est pourquoi il demande qu'on ajoute à la dette fondée l'emprunt temporaire afin de sauver une somme d'intérêt à la province. Il met la faute sur le système défectueux de comptabilité et insiste pour que le gouvernement, qui est un gouvernement de réforme, change ce système. C'est grâce à ce système que l'on voit figurer des réclamations réglées depuis longtemps et qui ne représentent plus rien pour la province.

Il dit qu'au lieu de consacrer une partie des sept millions au rachat de l'emprunt temporaire de \$700 000, il vaudrait bien mieux affecter la somme entière au remboursement des vieux emprunts portant intérêt à 5 et à 4 1/2%; on verserait l'emprunt temporaire dans la dette qui serait ensuite consolidée à 3 ou 3 1/2. Il parle pendant plus d'une heure et termine en

disant: à suivre à la prochaine fois.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome)

propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme gratification aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas soixante-treize mille cinq cent soixante et quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'entretien, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes d'eau des édifices publics, en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année

financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

±2. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille six cent sept piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'un édifice, à Montréal, pour l'usage des bureaux d'enregistrement et autres bureaux publics de la cité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût de casiers en acier et l'ameublement des bureaux des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'un pont en fer à Notre-Dame-de-Lourdes, comté de Mégantic, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide à la construction et pour le mobilier du palais de justice du district de Saint-François, cité de Sherbrooke, 2 Édouard VII, chapitre 6, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'une nouvelle école d'industrie laitière à Saint-Hyacinthe: mobilier, machines et achèvement de la bâtisse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'une annexe et d'une voûte au palais de justice et à la prison de Sweetsburg, district de Bedford, pour

l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des édifices publics et "Loi des établissements industriels" 57 Victoria, chapitre 29 et 30, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, 1 Édouard VII, chapitre 31, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres et Forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes en suspens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Parc des Laurentides, 58 Victoria, chapitre 22, section 33, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des études sur l'industrie forestière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la ligne frontière entre Québec et Ontario, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'exploration du Labrador, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection et de classification des terres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'immigration; bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Women's National Immigration Society", de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût de publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la pêche et de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes en suspens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme subvention à la retraite Belmont, Institut MacKay, pour l'année financière finissant le

30 juin 1907.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre: bill (no 43) amendant la charte du Chemin de fer Québec-Central.

Chemin de fer Québec-Central

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 43) amendant la charte du Chemin de fer Québec-Central.

Les amendements sont lus pour la première et pour la deuxième fois et sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Le député de Laval, M. Pierre-Lvariste Leblanc, serait absent de la Chambre depuis le 1^{er} mars 1906 à la suite d'une attaque de pleurésie.

2. Selon la Patrie du 3 mars 1906, plusieurs députés quittent la Chambre. Il n'en reste plus que sept, le quorum étant de vingt. Malgré l'intervention du Président, la séance se continue quand même (voir l'Événement du 3 mars 1906).

Séance du 3 mars 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 11 h 30 (1).

"North Shore Power Company"

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 72) amendement la charte de la "North Shore Power Company".

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le préambule du bill qui se lit comme suit:

Attendu que la "North Shore Power Company" a, par sa pétition, demandé qu'une loi soit passée amendement la loi qui la constitue en corporation ainsi que les divers amendements qui lui ont déjà été accordés, en vue d'augmenter la valeur des immeubles que la compagnie peut posséder et contrôler; d'augmenter son capital-actions et ses pouvoirs d'emprunt et d'émissions d'obligations, pour subvenir aux besoins devenus urgents par suite de l'augmentation de ses affaires; d'étendre les pouvoirs et les opérations de la compagnie aux comtés de Saint-Maurice, Champlain, Portneuf, Québec, Montmorency et à l'île d'Orléans; d'autoriser la compagnie à faire des placements sur le stock et les obligations d'autres compagnies et à exercer les droits, privilèges, franchises et les droits organiques d'autres compagnies ou corporations et à fusionner et s'unir avec telles compagnies et corporations; et attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) propose que le mot "Portneuf" soit remis dans le préambule du bill.

Il se prononce fortement en faveur de cette motion.

M. A. Girard (Rouville) s'oppose à l'amendement. Il dit que d'autres compagnies déjà en exploitation dans Portneuf se trouveraient à souffrir de cette concurrence. Les compagnies existantes ont des droits acquis et c'est sous la réserve (expresse) de la protection de ces droits que des capitaux étrangers leur ont été fournis.

M. E.-A. Panet (Portneuf) s'objecte à l'amendement. Il plaide en faveur de quatre compagnies électriques du comté de Portneuf: celles de Saint-Raymond, Saint-Basile, Pont-Rouge et Saint-Casimir.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) insiste sur l'amendement, parce que les compagnies de Portneuf n'ont pas de privilège exclusif et qu'il y a une raison d'ordre public pour donner à la "North Shore" le pouvoir demandé.

Il s'objecte vigoureusement à ce genre de monopole. Je proteste, dit-il, contre ce genre de contrôle exclusif que l'on admet depuis quelques temps au comité des bills privés. Le soleil luit pour tout le monde. La Chambre, en accordant un acte d'incorporation, ne donne pas de pouvoirs exclusifs. Libre aux autres compagnies de faire de la concurrence.

Il fait remarquer que le représentant de Rouville (**M. A. Girard**) est intéressé à défendre les compagnies de Portneuf.

M. A. Girard (Rouville) répond qu'il n'est pas du nombre des avocats qui traînaient leur bureau à la Chambre.

Il accuse le représentant de Montmorency (**M. L.-A. Taschereau**) d'être de mauvaise foi.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) le rappelle à l'ordre.

M. A. Girard (Rouville) se rétracte.

M. E. Roy (Montmagny) parle dans le même sens que le député de Montmorency. La concurrence, dit-il, est dans l'intérêt du public. Il y a trop de compagnies qui profitent de ces genres de contrôles pour exploiter le public. Les compagnies de Portneuf sont de petites compagnies qui desservent à peine un village ou deux. La "North Shore" est puissante et le public en bénéficiera.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) (2) déclare que si un vote est pris, le représentant de Rouville (**M. A. Girard**) peut compter sur lui.

L'amendement est adopté sur division (14-10).

Le préambule est amendé en retranscrivant dans la dixième ligne, les mots "Portneuf, Québec, Montréal et à l'île d'Orléans" et en les remplaçant par le mot "Portneuf".

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

6. La section 5 de la loi 60 Victoria, chapitre 77, est remplacée par la suivante:

"5. La compagnie pourra, dans les comtés de Saint-Maurice, Champlain, Portneuf, Québec, Montmorency et dans l'île d'Orléans, acquérir, posséder, exploiter, louer,

manufacturer, transmettre, fournir, vendre et acheter, et autrement utiliser des forces motrices hydrauliques, électriques, à vapeur et tous autres pouvoirs pour les fins d'éclairage, de chauffage, de fabrication et toutes autres fins industrielles ou utiles auxquelles ces forces motrices pourront servir, de l'électricité, du gaz et autres lumières, des moulins, faïriques et toutes autres usines, des outillages et appareils requis pour ces fins, et elle pourra poser ses fils métalliques et conduits sous terre, selon que cela sera jugé à propos, et dans autant de squares, rues, chemins publics, ruelles et places publiques, qu'il pourra être nécessaire, pour fournir la lumière, le chauffage et la force motrice, sans cependant causer de dommage inutile, et en fournissant toutes les facilités convenables pour la libre circulation dans lesdits squares, rues, chemins publics, ruelles et places publiques, pendant l'exécution des travaux.

Cet article est amendé en remplaçant dans la quatrième ligne, les mots "Portneuf", Québec, Montmorency et dans l'île d'Orléans" par le mot "Portneuf".

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

7. La section 6 de la loi 60 Victoria, chapitre 77, est remplacée par la suivante:

"6. La compagnie pourra aussi ériger au-dessus de la terre, et avec la permission du propriétaire, au-dessus des bâtiments, toutes constructions nécessaires, y compris des poteaux et supports pour conduire des fils métalliques et l'électricité ou autre force motrice le long des ou à travers les rues, routes et chemins publics, ou sur tout cours d'eau dans les comtés de Saint-Maurice, Champlain, Portneuf, Québec, Montmorency, et dans l'île d'Orléans; pourvu que le public ne soit assujéti à aucune incommodité inutile, en se servant de ces rues, routes, chemins publics ou cours d'eau et que la navigation ne soit pas interrompue; pourvu aussi que le conseil municipal de toute cité, ville ou village constitué en corporation, s'il le juge nécessaire, ait le droit de surveiller et de prescrire la manière dont ces rues, routes et chemins publics seront ouverts pour l'érection des poteaux et la pose de fils métalliques sous terre; pourvu aussi que les surfaces de ces rues soient dans tous les cas remises, autant que possible, dans leur état primitif par la compagnie et à ses frais; et pourvu aussi que les fils métalliques puissent être coupés, en cas de besoin, pour éteindre les incendies, par ordre du préposé à la direction du corps des pompiers, dans lequel cas la compagnie n'aura pas droit d'être indemnisée de la perte de ces fils métalliques, mais dans le cas où les fils métalliques seraient ainsi coupés, la compagnie ne sera responsable envers ses clients d'aucune interruption ou inexécution de ses contrats

pour cette cause".

Cet article est amendé en remplaçant dans la neuvième ligne, les mots "Portneuf", Québec, Montmorency et dans l'île d'Orléans" par le mot "Portneuf".

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

8. La section 15 de la loi 60 Victoria, chapitre 77, est remplacée par la suivante:

"15. La compagnie pourra acquérir la propriété ou l'usage de tous brevets, droits de brevets ou franchises, concernant l'électricité, le gaz et autres luminaires ou pouvoirs moteurs, et pourra acquérir les droits, privilèges, franchises et contrats accordés jusqu'à présent à d'autres compagnies ou particuliers dans les limites des comtés de Saint-Maurice, Champlain, Portneuf, Québec, Montmorency et dans l'île d'Orléans, et elle pourra émettre des actions libérées, bons ou obligations pour le payement de tels achats ou contrats, et pour tous services qu'elle sera obligée de payer, de même que pour le payement de tous droits de passage, matériel, chartes, franchises et privilèges, ainsi que de tous meubles et immeubles acquis, et elle pourra aussi manufacturer des machines protégées par des brevets dont la compagnie aura acquis la propriété".

Le premier paragraphe de l'article 4668 des statuts refondus ne s'y appliquera pas.

Cet article est amendé en remplaçant dans la neuvième ligne, les mots "Portneuf", Québec, Montmorency et dans l'île d'Orléans" par le mot "Portneuf".

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

9. La section 19 de la loi 60 Victoria, chapitre 77, est remplacée par la suivante:

"19. La compagnie pourra construire, entretenir et exploiter des tramways, à partir de, et jusqu'à tout endroit, ou tous endroits dans les comtés de Saint-Maurice, Champlain, Portneuf, Québec, Montmorency et dans l'île d'Orléans, en employant comme pouvoir moteur, les animaux, l'électricité, la vapeur ou autres moyens de locomotion.

Cet article est amendé en remplaçant dans la cinquième ligne les mots "Portneuf", Québec, Montmorency et dans l'île d'Orléans" par le mot "Portneuf".

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

10. Les sections suivantes sont ajoutées après la section 24 de la loi 60 Victoria chapitre 77:

"24a. La compagnie pourra exercer les droits, privilèges, franchises et droits organiques de toute compagnie ou corporation possédant des pouvoirs de semblable nature, dans les limites territoriales assignées à la compagnie par la présente loi, où ces privilèges, franchises ou droits organiques

peuvent être exercés pour les affaires et l'entreprise de la compagnie.

"24b. La compagnie pourra louer et exploiter les travaux ou entreprises, soit en totalité soit en partie, de toute personne, compagnie ou corporation poursuivant ou autorisée à poursuivre quelque entreprise comprise dans les fins de la compagnie, et elle pourra acquérir, posséder le stock ou les bons de toute compagnie ou corporation ayant le pouvoir de faire quelques affaires semblables, et en disposer.

"24c. La compagnie pourra se fusionner ou s'unir avec toute corporation sur le stock ou les obligations de laquelle elle est autorisée à faire des placements, à telles conditions dont les deux compagnies pourront convenir.

Cet article est amendé en ajoutant après le mot "disposer", dans la quinzième ligne et après le mot "convenir", dans la dix-neuvième ligne, les mots "le tout dans les limites territoriales assignées à la compagnie par la présente loi."

Cet article est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Eglise "Messiah"

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies) que l'honoraire payé pour le lill (no 41) constituant en corporation l'Eglise au Messie (Unitarian), de Montréal, et ratifiant un acte de vente et transport fait par ladite Eglise, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Adopté.

Interpellations:

Ferme modèle de Compton

M. A. W. Giard (Compton): 1. Le gouvernement a-t-il vendu la ferme modèle de Compton?

2. Dans l'affirmative, cette vente a-t-elle été faite à l'encan ou par vente privée?

3. Si elle a été faite à l'encan, quels sont les noms des enchérisseurs et le montant offert par chacun d'eux?

4. Si elle a été faite par vente privée, quels sont ceux qui ont fait des offres au

gouvernement pour ladite ferme, et quel est le montant offert par chacun d'eux?

5. Quels sont les noms des acquéreurs de cette ferme?

6. Combien a rapporté le roulant de cette ferme?

7. Combien a rapporté le fonds, y compris les bâtisses?

8. Combien y avait-il de chevaux pour le service, lorsque la vente a été effectuée, et quel montant a rapporté la vente de chacun de ces chevaux?

9. Combien y avait-il de vaches laitières sur cette ferme, à l'époque de la vente?

10. Quel a été le prix de vente de chacune d'elles, séparément?

11. Reste-t-il quelque chose non vendue sur cette ferme?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Oui.

2. Après demande de soumissions par voie des journaux.

3. et 4. Les soumissionnaires étaient les suivants:

Dominique Bolduc \$11 250

John M. LeMoyne 11 000

E. Bjorkeland 11 500

ce dernier avec conditions de paiement non acceptables.

5. Dominique Bolduc.

6. et 7. Le tout a été vendu en block pour \$12 095.

8. 8 chevaux.

9. 25 vaches,

10. et 11. Non.

Grêle de 1904 dans Compton

M. A. W. Giard (Compton): Quel est le nom de l'officier du ministère de l'Agriculture, mentionné à la page 227, no 25 des procès-verbaux de cette Chambre, 1906, comme ayant distribué les montants accordés pour indemniser les colons du comté de Compton des pertes subies par la grêle depuis 1904.

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Olivier Bresse.

Carte des concessions forestières sous licence de coupe

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire dresser une carte des concessions forestières actuellement sous licence de coupe?

2. Dans l'affirmative, cette carte indiquera-t-elle les concessions qui sont exploitées et celles qui ne le sont pas, ainsi que la date à laquelle ces dernières ont cessé de l'être?

1. Le gouvernement a-t-il aussi l'intention de faire une carte des concessions hydrauliques, indiquant le nombre de ces concessions qui sont exploitées?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): À l'étude.

École polytechnique de Québec

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. L'honorable secrétaire de la province a-t-il reçu la demande d'un octroi destiné à l'ouverture et au maintien d'une école polytechnique en la cité de Québec?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement d'accorder cet octroi?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

Non.

Réclamations du gouvernement

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 l'honorable L. Gouin) (3) que, lundi prochain, à la première séance, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le paiement des réclamations du gouvernement.

Adopté.

Prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 l'honorable L. Gouin), qu'à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et au subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province.

Adopté.

La séance est levée à 12 h 30.

NOTES

1. Le Peuple de Montmagny dans sa livraison du 9 mars 1906, indique que seulement 30 députés étaient présents sur une possibilité de 74.

2. Le passage doit être pris avec réserve, car il nous est signalé par l'Événement du 3 mars 1906 dont les comptes rendus sont souvent défavorables aux libéraux. Le quotidien conservateur ajoute que l'intervention de M. Cherrier a soulevé l'hilarité générale puisqu'il sortait de son sommeil et

qu'il a pris la parole "un cigare à demi éteint entre les doigts". Selon la même source, M. Marchildon, député de Nicolet, l'aurait coiffé "d'un immense bonnet d'âne qu'on aurait dit fait sur commande".

3. D'après l'Événement du 5 mars 1906, le premier ministre, l'honorable L. Gouin, était absent.

Première séance du 5 mars 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 15 h 30.

Introduction de bills:

M. P.S.G. Mackenzie (Richmond) demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. O. H. Kelly), la permission d'introduire un bill (no 165) amendant le code municipal pour pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales.

Accordé à l'unanimité. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 164) amendant l'article 2036 du code civil.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande des explications.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit qu'il s'agit d'hypothèques judiciaires et qu'il donnera de plus amples détails à la seconde lecture.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Dépôt de documents:

Rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurances

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le vingt-troisième rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurances de la province de Québec, pour l'année 1905. (Document de la session no 48)

Palais de justice de Montréal

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dépose sur le bureau de la Chambre un état relatif au palais de justice de Montréal, annexe, etc., qui se lit comme suit:

Palais de justice, annexe, au 1er mars 1906; \$170 285.60. Palais de justice, Sherbrooke, au 1er mars 1906; \$159 061.81 dont \$30 000.00 payées par la cité de Sherbrooke (\$15 000 de débetures, \$15 000 par chèque remis au gouvernement sur échange de terrain), \$45 000.00 en débetures par les comtés de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond, plus \$1 050 prime sur icelles débetures. École de laiterie Saint-Hyacinthe, payé au 1er mars 1906; \$62 837.85. (Document de la session no 49)

Interpellations:

Construction de l'école normale Jacques-Cartier

M. M. Perrault (Chambly): 1. La balance de l'item de \$5 391.11, intitulé "Prêt pour la construction de la nouvelle école normale Jacques-Cartier" a-t-elle été remboursée sur le produit de la vente de propriétés à Montréal, tel qu'il appert à l'état no 4 des comptes publics de 1904-1905?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les propriétés en question?

3. A quelle date ce remboursement a-t-il été fait?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):

1. Le montant de l'emprunt par le gouvernement pour la construction de l'école normale Jacques-Cartier était de \$138 348.02. Il a été reçu des produits de la vente de propriétés la somme de \$102 145.33, de laquelle somme il a été payé pour les dépenses de la vente \$5 742.45, laissant \$96 402.92 pour être appliqué au remboursement de l'emprunt. Le montant de \$5 391.11 étant la balance des produits de la vente, est encore dû.

2. La propriété du Château Ramezay, Montréal.

3. Les montants reçus ont été comme suit:

30 juin 1894	\$ 1 805.05
12 mars 1895	\$94 985.59
4 avril 1896	5 354.69 100 340.28
	\$102 145.33

Voyez comptes publics, 1893-4, page 8, et 1894-5 page 8.

Demande de documents:

M. L. Gendron, agent des terres

La motion du représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau) pour que les documents relatifs à une enquête tenue récemment sur certaines accusations portées contre M. L. Gendron, agent des terres, étant appelée:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) ajourne la motion.

Sociétés de colonisation

M. A. Girard (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. J. Morin), qu'il soit mis devant cette Chambre

une liste des noms des diverses sociétés de colonisation en cette province avec une copie de leur constitution.

Adopté.

Taxation des chemins de fer

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. J. H. Kelly), 1. qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: Quelles compagnies de chemins de fer ont payé la taxe imposée par la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 2;

2. Quelles compagnies de chemins de fer ont payé la taxe imposée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1, et les dates de ce paiement;

3. Le montant encore dû à la province par les compagnies de chemins de fer, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1.

Adopté.

Soeurs Saint-François d'Assise

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Hochelaga (M. J.-L. Décarie), que l'honoraire payé pour le bill (no 32) constituant en corporation les soeurs de Saint-François-d'Assise, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill se rapporte à une institution religieuse.

Adopté.

Entretien de ponts

M. E. Roy (Montmagny) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. C.-E. Côté) que l'honoraire payé pour le bill (no 62) amendement la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Chemins municipaux

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bonaventure (M. J. H. Kelly), que le bill (no 132) amendement le code municipal en y ajoutant l'article 476b soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. L'article suivant est inséré dans le

code municipal après l'article 476a tel qu'il se lit à l'article 6096 des statuts refondus:

476b. Ordonner qu'aucun mur ou qu'aucune clôture excédant une certaine hauteur ne soient érigés ou entretenus le long des chemins municipaux ou dans un rayon de quarante pieds de ces chemins.

Cet article est amendé en ajoutant après le mot "chemins" dans la septième ligne, les mots "après l'entrée en vigueur du règlement".

Cet article est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu pour la première fois.

Établissements industriels

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (M. N. Lemay), que le bill (no 117) amendement la loi concernant les établissements industriels soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il fait un discours de vingt minutes où il explique que son bill a pour but d'empêcher les patrons des établissements où la vapeur est la force motrice de faire travailler leurs employés plus de dix heures par jour.

Il insiste sur l'importance de la mesure qu'il soumet pour la deuxième fois devant la Chambre. L'an dernier, le premier ministre a demandé que le projet fut remis à cette session, promettant de faire quelque chose pour les ouvriers. Il s'étonne par conséquent que le premier ministre refuse de donner son opinion sous prétexte qu'il ne connaît pas ce qu'il y a dans le bill. En tout cas, il espère que l'on fera quelque chose dans le sens indiqué par ce projet.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) répond que le bill sera étudié en comité de législation. Il demande que ce bill soit envoyé à ce comité.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Usure

M. G. A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chambly (M. M. Perrault) que le bill (no 151) contre l'usure soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Code de procédure civile, articles 878, 879 et 880

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant de Deux-Montagnes (M. H. Champagne) que le bill (no 152) amendant les articles 878, 879 et 880 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Bills privés

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill), que le deuxième et le troisième paragraphe de la 58e règle de cette Chambre soient remplacés par les suivants:

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemins de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas".

Comme explication, il dit qu'il s'agit pour l'avenir de faire déposer les bills quinze jours avant la session au lieu de huit jours.

Adopté.

Compagnies de fidéicommiss

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le bill (no 106) concernant les compagnies de fidéicommiss soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport sans amendement.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droits sur les successions

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que la Chambre se forme en comité général pour examiner certaines résolutions concernant les droits de succession.

Adopté sur division.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose:

1. Que toute transmission, par décès, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, situés dans la province, soit frappée des droits suivants, calculés sur la valeur du bien transmis, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès:

1. En ligne directe ascendante ou descendante; entre époux; entre beau-père ou belle-mère et gendre ou belle-fille:

Dans les successions dont la valeur, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès:

a. N'excède pas la somme de cinq mille piastres, nulle taxe n'est exigible.

b. Excède cinq mille piastres, mais n'excède pas dix mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 1%;

c. Excède dix mille piastres, mais n'excède pas cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 1 1/4%;

d. Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas soixante-quinze mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 1 1/2%;

e. Excède soixante-quinze mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 2%;

f. Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 3%;

g. Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 4%;

h. Excède deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 5%.

Pour les fins des alinéas a, b, c, d, e, f, g et h, la somme de cinq mille piastres v mentionnée doit être déduite de la succession entière, et non de la part de chaque personne avantagée.

Pourvu que lorsque la valeur d'une succession telle que décrite au paragraphe 1 de cette résolution excède cent mille piastres, et que le montant transmis de la manière susdite à toute personne mentionnée au paragraphe 1 de cette résolution excède le montant ci-après mentionnée, un droit additionnel soit payé sur le montant ainsi transmis, en sus des taux mentionnés dans les clauses, a, b, c, d, e, f, g et h, de cette résolution, comme suit:

a. Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres: 1%;

b. Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres: 1 1/2%;

c. Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas six cent mille piastres: 2%;

d. Excède six cent mille piastres, mais n'excède pas huit cent mille piastres: 2 1/2%;

e. Excède huit cent mille piastres: 3%.

2. En ligne collatérale:

a. Si le successeur est frère, soeur ou descendant du frère ou de la soeur du défunt:

Si la succession n'excède pas dix mille piastres: 5%;

Si elle excède dix mille piastres: 5 1/2%.

b. Si le successeur est frère ou soeur, ou descendant du frère ou de la soeur du père ou de la mère du défunt:

Si elle n'excède pas dix mille piastres: 6%;

Si elle excède dix mille piastres: 6 1/2%.

c. Si le successeur est frère, soeur ou descendant du frère ou de la soeur de l'aïeul ou de l'aïeule du défunt:

Si elle n'excède pas dix mille piastres: 7%;

Si elle excède dix mille piastres: 7 1/2%.

d. Succession entre tous autres collatéraux:

Si elle n'excède pas dix mille piastres: 8%;

Si elle excède dix mille piastres: 9%;

3. Si le successeur n'est pas un parent: 10%.

Pourvu que lorsque la valeur de tous biens imposables excède cinquante mille piastres et que le montant transmis de la manière susdite à toute personne en ligne collatérale ou à tout étranger, excède le

montant ci-après mentionné, un droit additionnel soit payé sur le montant ainsi transmis, en sus du droit mentionné dans les clauses a, b, c et d de ce paragraphe:

a. Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres: 1%;

b. Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres: 1 1/2%;

c. Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres: 2%;

d. Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent cinquante mille piastres: 2 1/2%;

e. Excède deux cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres: 3%;

f. Excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent cinquante mille piastres: 3 1/2%;

g. Excède trois cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres: 4%;

h. Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent cinquante mille piastres: 4 1/2%;

i. Excède quatre cent cinquante mille piastres: 5%.

Le mot "bien", dans le sens de la présente résolution, comprend tout bien, meuble ou immeuble réellement situé ou payable dans les limites de la province, soit qu'à l'époque de sa mort la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la dette soit ou ne soit pas payable dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province, ou hors de ses limites; et tous les biens meubles, quel que soit l'endroit où ils sont situés appartenant à des personnes ayant leur domicile (ou résidence) dans la province de Québec, à la date de leur décès.

2. Que les polices d'assurance sur la vie effectuées ou appliquées en vertu des dispositions de l'article 5581 des statuts refondus seront sujettes aux droits susdits de la même manière que tout autre bien mobilier.

Il ne doute pas que la mesure proposée soit considérée comme beaucoup plus juste que celle qui existe actuellement. Le gouvernement désire que ceux qui sont plus à l'aise soient appelés à contribuer plus largement au revenu de la province. Les principes qui existent dans d'autres pays, particulièrement en Angleterre, ont été adoptés dans ce bill.

Il ajoute qu'il est basé sur la loi ontarienne et qu'en conséquence, ce sont les plus grosses successions qui auront à contribuer le plus au Trésor provincial. Lorsque la succession sera léguée à un seul héritier, les droits seront plus élevés que si cette même

succession était répartie entre plusieurs héritiers.

L'augmentation visera surtout les successions importantes et ce sera les riches qui seront les plus touchés par la nouvelle échelle des droits sur les successions.

Il croit que cette nouvelle loi sera perçue comme étant plus juste que la loi actuelle. Toutes les successions qui ne s'élèvent pas à plus de \$5000 (au lieu de \$3000) seront exemptées de ces droits, et dans le cas d'institutions charitables, il n'y aura aucun droit à payer sur les legs de \$1000 ou moins, et il croit que ce chiffre englobe la plupart des legs de ce genre.

M. J. M. Tellier (Joliette) voudrait que l'on précise quel sera le montant total de l'augmentation produite par cette mesure. Il remarque que l'on augmente considérablement les droits sur les héritages et il désirerait savoir de combien le revenu se trouvera accru par ce fait.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) signale qu'un simple coup d'oeil aux comptes publics prouve qu'il n'y a rien de plus fluctuant et incertain que le montant provenant de ces droits sur les héritages. Ainsi, en 1903-1904, ils étaient estimés à \$200 000 ou \$250 000 mais n'ont rapporté que \$153 000, tandis que l'année suivante, toujours avec les mêmes taux, ils ont atteint \$450 000.

En partant de cela, on voit qu'il n'y a aucune possibilité, si mince soit-elle, d'évaluer ce montant.

M. J.-M. Tellier (Joliette) s'oppose à la deuxième résolution et s'interroge au sujet des polices d'assurances. Il est d'avis qu'étant donné que ces dernières ne peuvent être saisies lorsqu'elles favorisent une épouse, le gouvernement ne devrait pas y toucher. Il considère que c'est là une loi nouvelle, l'ancienne loi établissait que les polices d'assurance ne forment pas partie de la succession.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) ajoute que la nouvelle mesure favorise encore plus les héritiers de petites successions que la loi actuelle. Au lieu de taxer toutes les successions de plus de \$3000, seulement celles qui dépassent \$5000 le seront maintenant. De plus, pour les successions allant de \$5000 à \$10 000, les droits perçus seront les mêmes. Ce ne sont que les grosses successions qui seront amenées à contribuer plus qu'auparavant, car celles-ci sont plus à même de le faire que les successions de moindre importance.

Le comité ayant étudié lesdites résolutions, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Licences

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 d'honorable L. Gouin), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

Adopté sur division.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose:

1. Qu'il soit payé dans la cité de Montréal, sur chaque transfert d'une licence fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, cent pour cent du droit de licence; sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pendant plus d'un an, deux cents piastres. Que, lorsque le transfert est accordé à cause de la mort du porteur de licence, il soit payé une somme de vingt-cinq piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé; que, lorsqu'il est accordé par suite d'une cession volontaire ou judiciaire dans un cas d'insolvabilité "bona fide", il soit payé une somme de soixante-quinze piastres au percepteur du revenu de la province, au moment où le transfert est accordé, et que dans le cas de compagnies à fonds social prenant leurs licences au nom de l'un de leurs employés, chaque fois qu'une telle compagnie transporte sa licence de l'un à l'autre de ses employés, le montant à payer au percepteur, lors de l'octroi du transfert, soit aussi de vingt-cinq piastres.

2. Que dans la cité de Québec, il soit payé pour le transfert d'une licence, quand il est accordé par suite d'une cession judiciaire ou volontaire dans un cas d'insolvabilité "bona fide", une somme de cinquante piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé.

3. Que dans tout endroit de la province, excepté dans les cités de Québec et Montréal, la taxe sur le transfert d'une licence par une personne munie de licence qui quitte sa maison, ou par les représentants d'une personne munie de licence, dans le cas de décès de cette dernière, soit payable au percepteur du revenu de la province, comme suit:

- a. Dans toute cité, cinquante piastres;
- b. Dans toute ville, quarante piastres;
- c. Dans toute autre municipalité, vingt-cinq piastres.

4. Qu'à mesure que le nombre de magasins licenciés pour la vente de liqueurs en détail diminuera graduellement dans la cité

de Montréal, le droit sur ces licences soit proportionnellement augmenté, de manière que le revenu total en provenant reste en tout temps ce qu'il était avant la réduction du nombre de licences.

5. Que les ventes par encan de liqueurs enivrantes soient sujettes à un droit de cinq pour cent sur le prix, droits payés, des liqueurs vendues, qu'elles soient vendues en douane ou autrement.

6. Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province et préalablement à l'octroi de chaque licence, les droits suivants soient payables:

1. Pour chaque licence de magasin de liqueurs de gros:

a. Dans la cité de Montréal, cinq cent cinquante piastres;

b. Dans la cité de Québec, quatre cent cinquante piastres;

c. Dans toute autre cité, trois cent cinquante piastres;

d. Dans toute ville, deux cent cinquante piastres;

e. Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres.

2. Pour chaque licence autorisant la vente à l'encan de liqueurs enivrantes par un encanteur licencié comme tel, en vertu des dispositions des articles 231 à 248 de la loi des licences de Québec:

Pour chaque jour de vente de ces liqueurs:

a. Dans la cité de Montréal, trente piastres;

b. Dans la cité de Québec, vingt-cinq piastres;

c. Dans toute autre cité ou ville, vingt piastres;

d. Dans toute municipalité, dix piastres.

3. Pour chaque véhicule servant à un colporteur, dix piastres.

4. Pour les tables de billard, autres que celles dans un club:

Dans les villes:

1. Pour la première table, quarante piastres;

2. Pour chaque table en sus de la première, vingt piastres.

5. Pour chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou caravane d'animaux sauvages:

a. Dans les cités de Montréal et de Québec, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, cinq cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition; et pour chaque exhibition adjointe (side show), trente piastres pour chaque jour;

b. Dans les autres parties de la province, deux cent cinquante piastres pour chaque jour; et chaque exhibition adjointe (side show), quinze piastres pour chaque jour.

7. Que l'honoraire pour l'enregistrement de toute personne résidant dans la

province, qui n'est pas membre d'une Bourse quelconque et qui y fait des opérations de Bourse de toute nature et description, doit être de trois piastres dont deux piastres appartiendront au fonds du revenu consolidé et une piastre au percepteur.

8. Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province préalablement à l'octroi de chaque licence, sur chaque licence semi-annuelle pour une personne ne résidant pas dans la province, pour agir comme voyageur de commerce, en sollicitant ou en prenant des commandes pour, ou en vendant, ou en annonçant ou en offrant en vente des effets, produits ou marchandises, autres que des boissons enivrantes, sur échantillon, catalogue ou liste de prix, pour une personne, une société ou une corporation n'ayant pas de siège d'affaires en Canada, les sommes suivantes soient payables:

Vendant aux marchands de gros seulement, cent piastres; vendant aux marchands de détail, deux cents piastres; vendant aux consommateurs, quatre cents piastres.

Cependant, tout voyageur de commerce prenant des commandes pour des machines, matériel, outils et fournitures pour fabriques, lorsque ces articles ne peuvent être obtenus dans cette province, quoique vendant au consommateur, doit payer cinquante piastres pour cette licence.

9. Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province, préalablement à l'octroi de chaque licence, il soit payé par toute personne ne résidant pas dans les limites de cette province, qui vient dans cette province pour y faire le commerce d'actions, de bons, d'obligations, ou d'actions-obligations, soit en son nom personnel soit au nom de toute société ou compagnie ayant son bureau principal en dehors de la province, ou de tout courtier ou autre personne ne résidant pas dans la province, pour une licence à cet effet avant de commencer à faire affaires une somme de cent piastres, et que cette licence soit accordée pour six mois et expire le premier jour du mois de mai ou de novembre (selon le cas) postérieur à son émission.

10. Qu'en outre de l'honoraire payable au percepteur du revenu de la province, préalablement à l'octroi de chaque licence, il soit payé par tout courtier, société de courtiers, ou personne, dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors des limites de la province, désirant y faire affaires par un agent ou un représentant en faisant le commerce ou en prenant des commandes pour le commerce d'actions, bons, obligations, actions-obligations, d'ici, dans cette province, avec tout courtier ou société de courtiers ou personne en dehors de ladite province pour une licence en faveur de tel agent ou tel représentant dans un bureau ou une place d'affaires fixes, la som-

me de deux mille piastres annuellement, avant de commencer à faire telles affaires.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande au trésorier quelle somme il compte retirer en plus de la somme ordinaire, comme résultat de l'augmentation du prix des licences perçues par suite de ces amendements.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) lui répond qu'il est assez difficile de donner ainsi d'avance un chiffre exact, mais que la province bénéficiera mieux qu'avant de la loi des licences telle qu'amendée.

Il prétend qu'on ne peut produire aucune estimation qui soit vraiment juste puis explique pourquoi ces changements ont été proposés. La réduction du taux de transfert de licences à Montréal, qui passa de 300% de leurs coûts à 100%, a été effectuée suite à certaines plaintes selon lesquelles ce taux était beaucoup trop élevé. Il a fixé un tarif pour le transfert de licences dans les municipalités rurales car les percepteurs du revenu ont découvert qu'elles circulaient beaucoup et ils ont donc recommandé une taxe proportionnelle. Le trésorier ajoute alors qu'il a envoyé une copie de ces mesures aux archevêques de Montréal et de Québec, au secrétaire de la "Dominion Alliance" et à tous les autres que la question des licences intéresse, et presque toutes les dispositions ont été approuvées par ces autorités. Il

explique qu'il a aboli la licence combinée de gros et de détail à la demande de commerçants de Montréal et de Québec. L'introduction de licences spéciales aux encanteurs qui vendent des liqueurs enivrantes est tout à fait nouvelle. Il n'a jamais été convenu qu'une licence d'encanteur leur permettrait de vendre des liqueurs. Maintenant, avec la nouvelle loi, ils doivent obtenir une licence spéciale pour avoir le droit de vendre la marchandise de personnes décédées ou remise sur le marché pour cause d'insolvabilité, etc. Avant qu'un encanteur puisse se mettre à vendre en public des liqueurs dans les circonstances mentionnées ci-haut, il doit obtenir une licence spéciale à cette fin, et ce n'est qu'à ces conditions qu'il pourra vendre des liqueurs enivrantes.

M. A. Jobin (Québec-Est) demande si c'est l'intention de diminuer le nombre des licences de restaurant à Québec.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) répond qu'à mesure qu'une licence sera enlevée pour inconduite, elle ne sera pas donnée à un autre, et cela jusqu'à ce qu'il ne reste que cent licences.

Selon la nouvelle loi, pour chaque jour de vente de ces liqueurs, les encanteurs auront à payer \$30 dans la cité de Montréal, \$25 dans la cité de Québec, \$20 dans toute autre cité ou ville et \$10 dans toute munici-

palité.

Faisant allusion à l'honoraire de \$3 pour l'enregistrement de toute personne résidant dans la province, qui n'est pas membre d'une Bourse quelconque et qui y fait des opérations de Bourse de toute nature, il (M. McCorkill) souligne que cet honoraire a été imposé afin que toutes les maisons d'affaires qui font des opérations boursières aient à s'enregistrer. Le gouvernement désire avoir de façon officielle le nom de toutes ces maisons d'affaires et il leur demande donc d'inscrire leurs noms sur cette liste. Voilà pour ce qui est de cet honoraire.

Pour ce qui est des taxes imposées aux voyageurs de commerce tel que prévu par la nouvelle loi, il déclare que la loi de l'année dernière était considérée comme excessive dans plusieurs cas, mais non dans tous les cas. À ce moment, la taxe s'élevait à \$300 pour tout voyageur de commerce ne résidant pas dans la province et vendant des marchandises pour une société n'ayant pas de siège d'affaires au Canada. On s'est plaint à propos de cette taxe, on s'est plaint du montant de la taxe elle-même et, en réalité, on s'est plaint du principe même de cette taxe. Le problème se résumait dans cette simple question: "Que serait une taxe raisonnable?" Cette année, la taxe sera divisée en deux périodes et il croit que l'on considérera cela plus juste à tous les niveaux.

La nouvelle loi, telle que présentée par les résolutions, stipule que les sommes suivantes seront payables sur chaque licence semi-annuelle pour une personne ne résidant pas dans la province, pour agir comme voyageur de commerce, en sollicitant ou en prenant des commandes pour (sic), ou en vendant des effets, produits ou marchandises, autres que des boissons enivrantes, ou en annonçant ou en offrant en vente ces mêmes effets sur échantillon, catalogue ou liste de prix, pour une personne, une société ou une corporation n'ayant pas de siège d'affaires au Canada: vendant aux marchands de gros seulement, \$100; vendant aux marchands de détail, \$200; vendant aux consommateurs, \$400.

Cependant, tout voyageur de commerce prenant des commandes pour des machines, matériel, outils et fournitures pour fabriques, lorsque ces articles ne peuvent être obtenus dans cette province, quoique vendant au consommateur, doit payer \$50 pour chaque licence.

L'un des changements importants à la loi des licences, déclare-t-il, est la suppression de la licence pour le commerce en gros et en détail. L'abolition de cette licence a été demandée par tous les marchands de détail de Québec et de Montréal et par plusieurs marchands de gros.

Quant aux licences exigées aux courtiers qui ne sont pas membres d'une Bourse, il signale qu'il est très facile de

rejoindre un courtier qui est membre d'une Bourse, mais il est bien connu qu'il existe d'autres parties qui font le commerce d'actions dans notre province. Il ne lui semble pas nécessaire d'entrer dans les détails en ce qui concerne ces parties, mais il n'est que juste qu'elles contribuent au revenu provincial et qu'elles s'enregistrent afin d'être reconnues. Il explique alors les changements qui touchent les voyageurs de commerce. Pour ce qui est des critiques adressées à propos de cette taxe, il déclare qu'il était déjà prévu que l'on s'élèverait contre les importations de ce genre.

Pour le moment, il s'oppose aux changements proposés aux taxes des banques et des sociétés commerciales. Certains de ces changements n'ont pas encore été tout à fait précisés, et dès que le comité aura décidé de rapporter les autres résolutions du bill, il proposera que le comité se lève, fasse rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Le comité ayant étudié lesdites résolutions, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Droits sur les successions

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier certaines résolutions concernant les droits sur les successions.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose:

1. Que toute transmission, par décès, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, situés dans la province, soit frappée des droits suivants, calculés sur la valeur du bien transmis, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès:

1. En ligne directe ascendante ou descendante; entre époux; entre beau-père ou belle-mère et gendre ou belle-fille:

Dans les successions dont la valeur, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès:

a. N'excède pas la somme de cinq mille piastres, nulle taxe n'est exigible;

b. Excède cinq mille piastres, mais n'excède pas dix mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 1%;

c. Excède dix mille piastres, mais n'excède pas cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 1 1/4%;

d. Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas soixante-quinze mille

piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 1 1/2%;

e. Excède soixante-quinze mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 2%;

f. Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 3%;

g. Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 4%;

h. Excède deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres, en valeur au-dessus de cinq mille piastres: 5%;

Pour les fins des alinéas a, b, c, d, e, f, g et h, la somme de cinq mille piastres y mentionnée doit être déduite de la succession entière, et non de la part de chaque personne avantagée.

Pourvu que lorsque la valeur d'une succession telle que décrite au paragraphe 1 de cette résolution excède cent mille piastres, et que le montant transmis de la manière susdite à toute personne mentionnée au paragraphe 1 de cette résolution excède le montant ci-après mentionné, un droit additionnel soit payé sur le montant ainsi transmis, en sus des taux mentionnés dans les clauses a, b, c, d, e, f, g et h, de cette résolution, comme suit:

a. Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres: 1%;

b. Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres: 1 1/2%;

c. Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas six cent mille piastres: 2%;

d. Excède six cent mille piastres, mais n'excède pas huit cent mille piastres: 2 1/2%;

e. Excède huit cent mille piastres: 3%.

2. En ligne collatérale:

a. Si le successeur est frère, soeur ou descendant du frère ou de la soeur du défunt:

Si la succession n'excède pas dix mille piastres: 5%;

Si elle excède dix mille piastres: 5 1/2%.

b. Si le successeur est frère ou soeur, ou descendant du frère ou de la soeur du père ou de la mère du défunt:

Si elle n'excède pas dix mille piastres: 6%;

Si elle excède dix mille piastres: 6 1/2%.

c. Si le successeur est frère, soeur ou descendant du frère ou de la soeur de l'aïeul ou de l'aïeule du défunt:

Si elle n'excède pas dix mille piastres: 7%;

Si elle excède dix mille piastres: 7 1/2%.

d. Succession entre tous autres collatéraux:

Si elle n'excède pas dix mille piastres: 8%;

Si elle excède dix mille piastres: 9%;

3. Si le successeur n'est pas un parent: 10%.

Pourvu que lorsque la valeur de tous biens imposables excède cinquante mille piastres et que le montant transmis de la manière susdite à toute personne en ligne collatérale ou à tout étranger, excède le montant ci-après mentionné, un droit additionnel soit payé sur le montant ainsi transmis, en sus du droit mentionné dans les clauses a, b, c et d de ce paragraphe:

a. Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres: 1%;

b. Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres: 1 1/2%;

c. Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres: 2%;

d. Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent cinquante mille piastres: 2 1/2%;

e. Excède deux cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres: 3%;

f. Excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent cinquante mille piastres: 3 1/2%;

g. Excède trois cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres: 4%;

h. Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent cinquante mille piastres: 4 1/2%;

i. Excède quatre cent cinquante mille piastres: 5%.

Le mot "bien", dans le sens de la présente résolution, comprend tout bien, meuble ou immeuble réellement situé ou payable dans les limites de la province, soit qu'à l'époque de sa mort la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la dette soit ou ne soit pas payable dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province ou hors de ses limites; et tous les biens meubles, quel que soit l'endroit où ils sont situés appartenant à des personnes ayant leur domicile (ou résidence) dans la province de Québec à la date de leur décès.

M. J.-M. Tellier (Joliette) pose une question au sujet des revenus occasionnés par cette mesure.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) répond qu'il est absolument impossible de prédire ce que ces droits pourront rapporter de plus, attendu que la recette provenant de cette source, est celle qui varie le plus.

Adopté.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose:

2. Que les polices d'assurance sur la vie effectuées ou appliquées en vertu des dispositions de l'article 5581 des statuts refondus seront sujettes aux droits susdits de la même manière que tout autre bien mobilier.

Quant aux polices d'assurances, il s'agit de celles payées à la succession en général, et de faire disparaître certains doutes.

M. J. M. Tellier (Joliette): Pourquoi faire disparaître un doute. A-t-on voulu atteindre déjà quelques-unes de ces polices?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome): On ne pouvait pas les atteindre parce qu'elles ne voulaient pas payer.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Et maintenant, elles vont payer. Quant au revenu provenant de cette source, le trésorier ne peut pas le dire, c'est assez drôle de la part d'un homme de sa position.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois, la deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Intraduction de bills:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 109) concernant les droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Réclamations du gouvernement

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour examiner certaines résolutions concernant le paiement des réclamations du gouvernement.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose qu'il soit loisible au lieutenant-

gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos, afin de sauvegarder les intérêts de la province et de lui éviter une perte d'argent, d'autoriser le trésorier de la province à retenir sur tout dépôt fait au département du Trésor, en vertu d'un statut ou autrement, le montant de toute créance qui peut être due à la couronne par la personne qui a fait le dépôt ou à qui le dépôt est payable, et d'appliquer cette somme à l'acquittement de telle réclamation. Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois, la deuxième fois sur division et adoptée sur division.

Introduction de bills:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 161) concernant le paiement des réclamations du gouvernement.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

Taxes sur les transferts de capitaux

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations.

Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill fait une importante déclaration. Il a déjà reçu plus de \$21 000 de taxes sur les transactions boursières et avant la fin de l'année, il s'attend à recevoir \$50 000. Cette déclaration est reliée à la nouvelle mesure affectant cette taxe. Le taux de cette taxe demeure inchangé, mais le bill est présenté afin de rendre la loi plus efficace et pour empêcher la fuite de toute personne qui devrait contribuer au revenu. Il (M. McCorkill) explique alors que cette mesure est le résultat de plusieurs arrêtés en conseil et d'entretiens répétés avec les membres de la Bourse. Les changements y ont été introduits

à la demande de plusieurs trusts et de compagnies. Ces innovations ont été soumises à bon nombre de banquiers et de financiers qui ont eu le temps nécessaire pour les étudier.

Il démontre ensuite qu'il est assez facile de rejoindre les membres de la Bourse, car toutes les transactions y sont enregistrées. Il n'est pas aussi facile de rejoindre les autres.

M. J.-M. Tellier (Joliette) (1) critique sévèrement les délais ministériels imposés dans cette affaire en l'absence du député de Laval (M. P.-É. LeBlanc), qui est retourné à la maison aujourd'hui avec Madame LeBlanc, se remettant peu à peu de l'attaque de pleurésie qui l'a forcé à entrer à l'hôpital la semaine dernière. Ces délais ont reçu une telle approbation, même chez les députés les plus indépendants de chaque côté de la Chambre, que l'un des députés libéraux les plus importants à la législature s'est rendu jusqu'à la tribune de la presse et a exprimé le souhait que les journalistes ne passent pas sa protestation sous silence.

Il proteste contre l'habitude du gouvernement, d'attendre à la dernière heure, pour soumettre ses mesures, c'est une habitude regrettable et qui s'aggrave chaque année. Les principales mesures du gouvernement ont été soumises jeudi dernier, et elles ont été votées aujourd'hui. Rien d'étonnant donc, que l'on sache si peu ce qui se passe à la Chambre.

L'excuse du député de Brome, qui n'est pas de nature à convaincre la Chambre que ces mesures ont été soumises au gouvernement dès qu'il a été possible de le faire, démontre également que plusieurs des parties intéressées à la législation proposée ont été informées des intentions ministérielles. Au cours des derniers mois, dit-il, les courtiers ont maintenu des contacts réguliers avec les ministres en ce qui a trait aux nouvelles mesures qui les concernent. De plus, les banquiers et les sociétés commerciales ont été avisés à l'avance des intentions du gouvernement à leur sujet; ils ont même déjà rencontré quelques uns des ministres.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose:

1. Que pour subvenir aux besoins du service public, il soit prélevé une taxe sur toute mutation de propriété résultant de la vente, du transport ou de la cession faite ou mise à effet dans la province, d'actions de bons, d'obligations, ou d'actions-obligations émises par toute corporation ou compagnie.

Adopté.

2. Que cette taxe soit prélevée en argent ou au moyen de timbres adhésifs frappés suivant les lois de cette province, et notamment en conformité des dispositions des statuts refondus concernant les timbres, et

suivant tout arrêté en conseil passé ou qui pourra être passé à ce sujet.

Adopté.

3. Que le montant d'argent qui sera payé, ou des timbres qui seront apposés soit de deux centins par chaque cent piastres et fraction de cent piastres de la valeur au pair de ces actions, obligations, actions-obligations ou bons vendus, transférés ou cédés.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois, la deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Introduction de bills:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 108) concernant la taxe sur les transferts d'actions de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du Jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose:

Attendu que, par la loi de Québec, 45 Victoria, chapitre 21, le prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental a été affecté comme suit, au paiement de certains emprunts de la province non payés à cette époque, savoir:

À l'emprunt en vertu de 41 Victoria, chapitre 1 (1878): \$3 000 000.00; à l'emprunt en vertu de 39 Victoria, chapitre 4 (1876): \$4 059 773.33; à l'emprunt en vertu de 37 Victoria, chapitre 2 (1874): \$540 226.67.

Attendu que, par la loi de Québec, 49 Victoria, chapitre 2, la somme de

\$2 394 000.00, accordée en vertu de la loi du dominion, 47 Victoria, chapitre 8, par le gouvernement de la puissance du Canada au gouvernement de la province de Québec, pour avoir construit le chemin de fer de Québec à Ottawa, devrait servir à éteindre d'autant l'emprunt fait en vertu de la loi 37 Victoria, chapitre 2, laquelle somme de \$2 394 000.00, est encore entre les mains du gouvernement du dominion, sur laquelle il paie l'intérêt semi-annuellement, le capital étant sujet à être demandé par la province de Québec;

Attendu que certaines obligations des trois emprunts ci-dessus mentionnés ont été converties en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 2, et que les balances non payées de ces emprunts sont actuellement comme suit, savoir:

L'emprunt de 1874 dont l'échéance fixée au 1er mai 1904 a été retardée au 1er mai 1906: \$2 723 873.33; emprunt de 1876, dû le 1er mai 1906: \$3 111 746.67; emprunt de 1878, dû le 1er novembre 1908: \$2 698 000.00

Attendu que la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique a payé le 1er mars 1906, les sept millions de piastres qu'elle devait, comme balance du prix de vente dudit chemin de fer;

Attendu qu'il est de l'intérêt public que la balance non payée de l'emprunt de 1874, due le 1er mai 1906, soit payée à même le prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, payé le 1er mars 1906, et d'obvier ainsi à la nécessité de garder deux millions six cent quatre-vingt-dix-huit mille piastres, montant non payé de l'emprunt de 1878, en dépôt, à un taux peu élevé d'intérêt;

Et attendu qu'un crédit pour le paiement de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, devenant dû le 1er novembre 1908, égal au montant total de cet emprunt, doit être maintenu; qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que la somme de \$2 723 873.33 sur la somme de \$3 000 000.00, partie du prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, affectée par la loi de Québec, 45 Victoria, chapitre 21, section 3, soit transférée et affectée au paiement des obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi de Québec 37 Victoria, chapitre 2.

Adopté.

2. Que les \$2 394 000.00 ci-dessus mentionnées, accordées par le gouvernement de la puissance au gouvernement de Québec, et affectées par la loi de Québec 49 Victoria, chapitre 2, au paiement de l'emprunt fait en vertu de la loi de Québec, 37 Victoria, chapitre 2, soient transférées et affectées au paiement d'un montant équivalent d'obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi de Québec, 41 Victoria,

chapitre 1, et que la somme de \$304 000.00 sur les \$7 600 000.00, prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, étant partie de la balance du prix de vente dudit chemin de fer restant après paiement des obligations en cours des emprunts faits en vertu des lois 37 Victoria, chapitre 2, et 39 Victoria, chapitre 4, restera affectée au paiement d'une partie équivalente des obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, ce montant avec les \$2 394 000.00 ci-dessus affectées, équivalant aux \$2 698 000.00 d'obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, devenant dû le 1er novembre 1908.

Adopté.

3. Que l'intérêt sur la somme de \$2 394 000.00 qui se trouve entre les mains du gouvernement de la puissance, et sur la somme de \$304 000.00, partie du prix placé du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, soit employé au paiement de l'intérêt sur l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1.

Adopté.

4. Que la balance de \$7 600 000.00, prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, après déduction faite des \$2 723 873.33, affectées par la présente loi au paiement des obligations restant dues de l'emprunt de 1874, et des \$304 000.00 affectées par la présente loi au paiement de partie de l'emprunt de 1878, et des \$3 111 746.67, affectées par la loi 45 Victoria, chapitre 21, au paiement de l'emprunt de 1876, savoir: \$1 460 380.00, soit affectée au paiement de l'emprunt temporaire de \$700 000.00 fait par la province le 30 juin 1897, et au paiement du fonds d'amortissement des actions inscrites trois pour cent émises en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 2.

Adopté.

5. Que nonobstant les résolutions précédentes, tout porteur des obligations restant dues et l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, puisse, le premier jour de mai ou le premier jour de novembre de toute l'année précédant l'échéance de cet emprunt, le premier de novembre 1908, présenter ses obligations à la Banque de Montréal, à Londres, ou à l'agence de la Banque de Montréal, à New York, pour paiement, en donnant trois mois d'avis à cet effet au trésorier de la province, à Québec.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois, la deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Introduction de bills:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 111) concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 5 mars 1906

Sous la présidence

de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 8 heures.

Réclamations du gouvernement

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que le bill (no 161) concernant le paiement des réclamations du gouvernement soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droits sur les successions

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que le bill (no 109) concernant les droits sur les successions soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait de quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le bill (no 111) concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Vic-

toria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Prêt usuraire

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 24) amendement l'article 1149 du code civil en ce qui regarde les jugements dans les actions pour intérêt usuraire.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. L'article 1149 du code civil est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Toutefois, si la dette se compose d'intérêts dépassant le taux légal et qui lui paraissent usuraires, ou si elle comprend de tels intérêts, le tribunal peut ordonner que ces intérêts ou cette partie d'intérêts usuraires soient payés par versements, et fixer les montants et les échéances de ces versements à sa discrétion, suivant les circonstances".

Cet article est amendé en ajoutant, après le mot "intérêts" dans la cinquième ligne, les mots: "que ces intérêts soient appelés intérêts ou qu'ils soient réclamés à titre d'escompte, de déduction sur avance, de commission ou autrement".

Cet article est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Il déclare qu'il a pour but la protection des pauvres gens et que, comme le Parlement fédéral doit à sa prochaine session passer une loi contre l'usure, il appartient à la législature de Québec d'en faire autant et d'appuyer dans l'intérêt du public, le gouvernement fédéral.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndicats coopératifs

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill) que le bill (no 19) concernant les syndicats coopératifs soit

maintenant lu pour la deuxième fois.

La loi de M. Chicoyne (2), dit-il, n'a peut-être pas atteint complètement son but en n'admettant que des cultivateurs dans ces syndicats. À l'avenir toute personne pourra en faire partie. Il demande pourquoi l'on ne profiterait pas de l'occasion pour donner aux commerçants, aux industriels, aux boulangers, ferblantiers, etc., les mêmes privilèges qu'on désirait accorder à la classe agricole.

Il faut absolument faire connaître l'importance de ce genre de sociétés. Au Canada, contrairement aux autres pays, nous dépensons avec trop de libéralité. Ailleurs, combien ne sait-on pas de ces belles fortunes amassées par l'économie du "sou". Nous nous gaspillons inutilement.

Les sociétés coopératives développent l'idée de l'épargne populaire. Il concède la paternité de cette loi à M. Alphonse Desjardins.

Il existe à Lévis une caisse d'épargne de ce genre qui donne de très beaux résultats. Dans notre province nous avons fait des progrès dans l'agriculture, le commerce, etc., et il importe maintenant de faire comprendre ce que peut faire l'épargne. Il s'appuie sur l'autorité de M. Méline (3) et d'un certain philosophe chinois pour établir l'utilité de la coopération.

M. A. Girard (Rouville) approuve les paroles du premier ministre. Ce sujet est de la plus haute importance et mérite que tout le monde s'en occupe. Faisons l'éducation populaire. Toutes les branches de commerce, dit-il, ont leurs associations, pourquoi les cultivateurs ne s'uniraient-ils pas eux aussi?

Il dit qu'une société a besoin pour réussir de la coopération de ses membres.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

4. Telle société sera formée de personnes aptes à contracter et domiciliées dans la province.

Cet article est amendé en remplaçant dans la deuxième ligne, le mot "province" par les mots "circonscriptions sociales".

Cet article est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

6. Les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture pourront, avec la permission du ministre de l'Agriculture, prendre des actions

dans tel syndicat.

Cet article est amendé en ajoutant dans la troisième ligne, après le mot "syndicat", les mots "Les commissions scolaires et les municipalités de cité, ville, village, paroisses et cantons sont autorisées à prendre de telles actions".

Cet article est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

8. Le montant de chaque part ou action de la société sera de cinq piastres.

Cet article est amendé en remplaçant dans la deuxième ligne, les mots "de cinq piastres" par les mots "celui fixé par les règlements, mais il ne devra pas être moins d'une piastre".

Cet article est adopté.

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

11. La société sera constituée au moyen d'une déclaration, conforme à la cédule A de la présente loi, signée en double par les membres fondateurs, devant deux témoins.

L'un de ces doubles restera aux archives de la société, et l'autre sera remis sans délai au greffier ou secrétaire-trésorier du conseil municipal ayant juridiction sur la municipalité où sera situé le siège de la société; lequel greffier ou secrétaire-trésorier devra en donner copie authentique à toute personne qui en fera la demande, le tout sur paiement de ses honoraires accoutumés.

Cet article est amendé en ajoutant après le mot "accoutumés" dans la dixième ligne, le paragraphe suivant:

"La présente loi s'appliquera aux sociétés existantes et en confirmera les statuts, règlements, actes et opérations depuis leur organisation en ce qu'ils ne sont

pas incompatibles avec ladite loi, pourvu que leur principal corps administratif ou bureau de direction adopte une résolution à cet effet, dont copie devra être déposée tel que prescrit dans le présent article, et les officiers en charge continueront en fonction jusqu'à l'expiration de leur mandat ainsi que prévu par lesdits règlements, mais cette disposition n'affectera pas les causes pendantes".

Cet article est adopté.

L'article 12 est adopté.

Les articles 13 et 14 sont retranchés.

Les articles 15 à 29 devenus 13 à 27 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 30 devenu 28 qui se lit comme suit:

28. Elle se prononcera sur les questions de prorogation de la société, de sa dissolution ou de modifications aux règlements. Elle infirmera ou approuvera les décisions du conseil d'administration ou de la commission de crédit, suivant le cas, chaque fois qu'appel sera interjeté à cette fin par deux sociétaires; pourvu que les contrats faits avec des tiers n'en soient pas affectés.

Les modifications aux règlements ne pourront être votés valablement que par les trois quarts des sociétaires présents à une séance de l'assemblée spécialement ajournée dans ce but à une date ultérieure avant terme.

La dissolution ne pourra être décidée si dix membres au moins s'y opposent.

Cet article est amendé en retranchant les mots "avant terme" dans la onzième ligne et en remplaçant dans la première ligne, les mots "de prorogation de" par le mot "intéressant".

Cet article est adopté.

Les articles 31 à 52 devenus 29 à 51 sont adoptés.

Le comité étudie la cédule A qui se lit comme suit:

CÉDULE A

Loi des syndicats de Québec, 1906

Les soussignés déclarent qu'ils deviennent membres d'une société coopérative à responsabilité limitée, sous le nom de.....avec sa principale place d'affaires à....., dans le comté de....., et qu'ils souscrivent le montant du capital de \$5.00 respectivement indiqué en regard de leur noms.

Daté à

ce

19

Témoins	Nom	Prénoms	Occupation	Résidence	Nombre d'actions de \$

Cette cédule est amendée en re-tranchant le chiffre \$5.00.

La cédule est adoptée.

Le comité avant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Ventes de limites à bois

M. J.-É. Caron (L'islet) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata CM N. Dion), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous documents relatifs à la vente des limites à bois dans cette province.

Je ne veux, en quoi que ce soit, dit-il, critiquer le gouvernement. Seulement j'aimerais à avoir des renseignements de la bouche même du ministre des Terres et Forêts. J'approuve entièrement le gouvernement sur cette question. Il déclare parler en tant qu'ami véritable du gouvernement et du ministre des Terres et Forêts, mais il aimerait savoir si la province croit que ces ventes sont absolument nécessaires. Il a l'impression que celle-ci se défait progressivement d'un de ses héritages les plus précieux. Il ajoute qu'autrefois ces ventes étaient bien vues du public de la province, mais qu'aujourd'hui, il semblait opposé à cette politique de la vente des limites à bois. Il déclare qu'il demande ces documents, afin de se renseigner et de constater par lui-même si le gouvernement est justifiable de continuer cette politique de ventes de limites. S'il pouvait être assuré que ce sacrifice est absolument nécessaire, il continuerait d'appuyer cette politique de sacrifice de nos limites à bois.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): L'honorable député de L'islet a attiré l'attention de la Chambre sur une question de la plus haute importance, qui a été souvent débattue dans le passé, sur laquelle il y a de grandes divergences d'opinion et sur laquelle aussi, j'en ai bien peur, nous ne sommes pas prêts de tomber d'accord. On conçoit que ce projet doive être discuté avec bonne foi et sans parti pris.

Je vais répondre à l'honorable député avec une entière franchise. Le ton de son discours m'y invite et d'ailleurs je sais qu'il y a dans la province de braves gens, des hommes de bonne foi, animés des meilleures intentions, qui voient avec inquiétude,

quelques-uns même avec alarme, notre politique sur ce sujet.

Il y en a d'autres aussi, je le sais, qui, mal informés ou mieux informés, se contentent de la traiter sans loyauté, en adversaires irréductibles et qui, sur ce terrain comme sur tous les autres, se contentent de faire du dénigrement systématique ou du persiflage à jets continus. En répondant à l'honorable député, je vais passer par-dessus la tête de ces derniers pour chercher à atteindre ceux qui croient que les affaires publiques, dans ce pays, doivent être traitées comme toutes les autres affaires, avec bonne foi et sans parti pris.

Je pourrais d'abord arguer que cette loi si vivement critiquée n'est pas une loi libérale, qu'elle n'a pas été introduite dans nos statuts depuis 1897, qu'elle est l'oeuvre d'un gouvernement conservateur et que sa partie la meilleure, celle qui consacre le principe de la publicité et des enchères publiques, a été insérée sur les représentations et grâce aux efforts de l'infime minorité libérale, qui siégeait dans cette Chambre de 1868 à 1872. On en connaît le mécanisme, je vais l'indiquer en deux ou trois phrases.

Le département des Terres annonce dans la Gazette officielle et dans tous les grands journaux qu'à une date déterminée, il offrira en vente aux enchères publiques une certaine superficie de concessions forestières situées sur une rivière ou desservies par telle rivière. Aucune concession n'est ainsi mise en vente avant qu'une inspection sérieuse en ait été faite, de sorte que le ministre est exactement renseigné sur sa valeur et, si les enchères n'atteignent pas un prix assez élevé, elle est immédiatement distraite de la vente. On voit que les précautions sont prises pour protéger l'intérêt public et pour empêcher la répétition d'actes odieux de favoritisme, comme il en a été commis sous l'empire de l'ancienne loi.

Je tiens à relever certains avancés faits par des journalistes au sujet des avis et enchères publiques. Tout s'est fait régulièrement sous ce présent régime et on a eu tort de mettre en doute l'esprit de justice et d'équité qui a toujours animé la présente administration.

Mais on dit: la publicité n'est pas réelle. Les acheteurs, dans un délai de trente, quarante ou soixante jours, n'ont pas le temps de se renseigner sur la mise en valeur des concessions offertes en vente, et il n'y a pas conséquemment de concurrence sérieuse. Cette objection est plausible; elle paraît même formidable à première vue à ceux qui ne sont pas dans le commerce, ou qui n'ont qu'une connaissance superficielle de la question. En réponse à une interpellation, j'informais la Chambre, il y a quelques jours, que le gouvernement se proposait d'offrir en vente au mois de juin prochain à peu près

10 000 milles carrés de concessions forestières. Or, comment se décomposent ces 10 000 milles? Il y en a à peu près 8 000 milles qui ont été offerts en vente l'an dernier, et quelques 5 000 milles les années précédentes, à peu près 7 000 milles qui l'ont été en 1903 et même en 1904 et qui, dans une grande proportion - proportion qui diminue au fur et à mesure que l'on remonte plus loin - l'ont été avant 1904; de telle sorte que le commerce est exactement renseigné non pas depuis des mois, mais depuis des années, sur ce que nous offrons en vente. Mon argument porte aussi bien sur les nouvelles annonces que sur les anciennes, puisque les nouvelles concernent des concessions adjacentes qui ne sont que le prolongement naturel des premières.

Je pourrais aussi montrer - l'argument n'est pas nouveau - qu'il y a eu des ventes de limites ou des affermages de coupe sous tous les gouvernements conservateurs, les meilleurs comme ceux qui ont été moins bons, sous messieurs Chauveau, Ouimet, De Boucherville, Chapleau, Flynn et Taillon, et que le produit de ces ventes a toujours été porté dans la colonne des recettes ordinaires. C'est là une question de comptabilité qui n'est qu'accessoire dans ce débat et qui n'est pas nouvelle, car, dès 1872, l'un des chefs éminents du parti libéral, le regretté M. Holton, soutenait contre M. Langelier, devenu l'honorable juge François Langelier, la même doctrine que nous avons faite nôtre et qui est d'ailleurs la doctrine de tous les économistes, attendu qu'il n'y a pas aliénation du fonds, aliénation du domaine public, aliénation du capital et que l'opération communément et erronément appelée vente de limites n'est qu'un affermage de coupe, une prime d'adjudication, un bonus pour le privilège de faire la récolte du bois et, comme il est facile par des lois et des règlements d'assurer la constance et la régularité de ces récoltes, c'est dire qu'il est facile d'en constituer une source annuelle de revenu.

Je pourrais aussi invoquer les exigences du fisc, la nécessité de trouver chaque année de 200 000 à 300 000 piastres pour faire face à une situation impérieuse, ou à des obligations pressantes que nous ne pouvons même pas temporairement écarter. Le gouvernement actuel peut avoir des défauts, ce n'est qu'un gouvernement d'hommes, mais il est un reproche qu'on ne lui a jamais adressé, celui d'extravagance. Nous administrons les affaires publiques depuis 1897 et nos plus irréconciliables adversaires ne nous ont jamais accusés d'avoir lancé la province dans des folles aventures. Je puis donc demander à la députation et au pays: où prendrez-vous l'argent absolument indispensable à l'administration des affaires publiques? La députation et le pays sont en présence de deux systèmes: la taxe directe ou l'affermage du domaine public. Ce ne

sont pas des articles de foi et la députation et la province sont parfaitement libres de recourir au premier mode et de conserver nos forêts pour un avenir plus ou moins éloigné et attendre une hausse éventuelle, mais problématique, car les plus beaux calculs seraient gâtés si l'on trouvait un substitut aux pâtes de bois pour la fabrication du papier, ou si nos forêts devenaient la proie des flammes comme elles l'ont été trop souvent dans le passé.

Mais je n'ai pas besoin de ces arguments pour défendre notre politique. Notre politique serait mauvaise si elle ne pouvait être défendue que par des arguments "ad-hominem"; notre politique ne serait qu'une politique d'expédients et d'opportunisme, si elle ne pouvait être défendue que par des considérations budgétaires. J'ai promis de parler avec une entière franchise et je ne veux pas recourir à des subterfuges, ni chercher par de vaines récriminations à faire dévier ce débat. Nous avons un problème complexe et difficile et nous devons l'envisager comme des hommes. Je n'hésite pas à dire, et j'espère pouvoir le prouver, que notre solution à ce problème est la seule bonne, la seule pratique et la seule progressive.

Nous comptons sur l'initiative individuelle pour la mise en valeur de nos forêts, c'est là une proposition indiscutable. Il faut donc satisfaire aux exigences du commerce. Or, le commerce demande-t-il de nouvelles ventes?

Ici, il (M. Turgeon) soumet une très longue liste de demandes qui lui ont été adressées par des maisons canadiennes et des capitalistes étrangers.

On a parlé beaucoup depuis quelque temps de la nationalisation des services publics. Je ne crois pas que nos idées économiques soient rendues jusque là. Le temps peut-être les changera.

Il est des pays où l'on pousse le socialisme d'État jusqu'à ses plus extrêmes limites et où l'on réclame non seulement la nationalisation des voies de transport et des grands services publics, mais où l'on réclame même l'exploitation par l'État du tréfonds du domaine public, comme les carrières et les mines. Si ces pays possédaient nos belles forêts, on en demanderait sans doute l'exploitation par l'État. Mais ces doctrines n'ont pas cours dans notre province. Nous ne sommes pas des collectivistes, mais des individualistes et l'administration de notre seul chemin de fer de l'État, l'Intercolonial, n'est pas de nature à modifier notre opinion.

Si nous comptons sur l'initiative individuelle, il convient donc de ne pas la décourager ni de détourner son activité vers d'autres fins ou vers d'autres lieux. Mais, et c'est là le suprême argument de ceux qui attaquent notre politique, pourquoi ne pas garder nos forêts pour les vendre dans vingt-

vingt ou dans cinquante ans à un prix beaucoup plus élevé? La hausse éventuelle de nos forêts, je le sais, fait partie du credo politique de quelques députés et de beaucoup de citoyens dans cette province. On oublie que l'exploitation forestière, comme toutes les autres industries, est sujette aux aléas et aux fluctuations économiques. On dit qu'il y aura plus-value; c'est possible. Mais il peut y avoir aussi une moins-value. S'il y a une plus-value, si la hausse qui s'est fait sentir dans ces dernières années se maintient, il sera facile pour le gouvernement, en 1910 et les années suivantes, d'augmenter proportionnellement les droits de coupe de façon à ce que la province retire du domaine public tout ce qu'elle peut légitimement en retirer, et s'il y a une moins-value, nous sommes encore du bon côté. Considérée à ce point de vue, qui est un point de vue strict d'affaires, on admettra que notre politique n'est pas mauvaise et que les risques ne sont pas pour le gouvernement.

Une fois vendue, la concession forestière est frappée d'un impôt de \$3.00 par mille carré. Savez-vous combien nous rapporte cette vente foncière? A peu près \$240 000 par année, ce qui à 3% représente l'intérêt sur un capital de six millions. Mais le plus grand avantage, à mon sens, de l'affermage du domaine public, c'est la protection contre la coupe illégale et contre le feu. Je n'ai pas besoin d'insister sur ce dernier point. La grande enquête de la Commission de colonisation a mis au jour des statistiques qui font frémir, et, tout récemment, un député de cette Chambre, très familier avec ces questions, me disait que dans son seul district, disons le comté de Pontiac pour ne pas trahir l'incognito, un seul incendie avait détruit plus de pins qu'il n'en faudrait pour payer toute la dette actuelle de la province de Québec. N'avons-nous pas intérêt à mettre la plus grande partie de notre territoire boisé sous licence, afin que le licencié, le fermier, le plus directement intéressé, puisque toute sa fortune y est investie, nous aide & le protéger contre cet élément destructeur? N'avons-nous pas intérêt à rechercher sa collaboration, surtout maintenant qu'en vertu des nouveaux arrangements, les licenciés se chargent de tous les frais de protection et que le gouvernement n'a conservé que la surveillance et le contrôle?

Je n'aurais pas besoin, il me semble, d'insister davantage, mais il est un dernier argument. Nous avons des chutes dans la province, non pas des centaines, mais des milliers. Nos rivières de la région septentrionale surtout en sont abondamment pourvues. Tous ces grands fleuves du Nord, charrient entre leurs rives à peine connues des forces et des énergies dont il est impossible de préciser l'étendue et qui déconcertent tous les calculs. Il est impos-

sible d'utiliser ces chutes à moins d'y adjoindre des concessions forestières. Je puis dire, en passant, que je ne suis pas de ceux qui croient que le système de location de nos chutes par bail emphytéotique à longs termes doit être écarté avec dédain. C'est une question au contraire qui mérite d'être mûrie et sérieusement considérée. Jusqu'ici ce système n'a pas été considéré possible; nos chutes ne peuvent être développées qu'à l'aide d'un capital considérable. Prenez Shawinigan, où nous avons imposé l'obligation de dépenser 4 000 000 de piastres dans l'espace de quelques années. Je pourrais multiplier des exemples. Le capital toujours craintif refuse de s'engager à moins d'avoir un titre parfait et définitif. Eh bien, nous ne pourrions pas disposer de nos chutes par vente ou location où nous n'en retirerions qu'un prix ridiculement bas, nous paralyserions l'essor économique de notre province, la mise en valeur de nos incomparables richesses du Nord, si nous ne mettions en même temps en vente des concessions forestières dans le voisinage de ces chutes pour les alimenter et en rendre l'exploitation profitable.

Voilà les quelques observations que je désirais faire. On ne me reprochera pas d'avoir évolué autour de la question: je l'ai attaquée de front. Je l'ai fait sans phrases, sans développements oratoires, et je m'estimerais heureux si je réussissais à dissiper les préjugés et si je parvenais surtout à faire partager par mes collègues quelque chose de la forte conviction qui m'anime sur cette question.

Il répète en terminant que le moyen le plus efficace de protection de nos forêts est de les affermer pour un certain nombre d'années et il est convaincu que la politique adoptée par le gouvernement est la plus patriotique.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) reconnaît que la situation actuelle est très délicate et que la question de nos limites à bois est de première importance. Cependant, il ne peut s'empêcher d'attirer l'attention des députés de la Chambre sur la situation qui prévaut actuellement dans le comté de Bonaventure.

Il y a trente-cinq ou quarante

gouvernement en place à ce moment décida de vendre nos limites à bois. Puis, un jour, plus de cinq mille milles carrés des limites à bois du comté de Bonaventure et, en réalité, de la province de Québec, furent vendues pour la misérable somme de trois mille cinq cents dollars. Depuis ce temps, les détenteurs de limites n'ont pas exploité ces limites, ils les ont toujours utilisées que pour la simple spéculation, et aujourd'hui, ils demandent un demi-million de dollars pour ces mêmes limites. Il est vrai que le gouvernement reçoit un certain revenu par mille de terres louées. Mais même si le

détenteur de limites paie pour la location de terres, dans plusieurs cas la valeur de chacune de ses limites augmente prodigieusement. Alors, serait-il possible que le gouvernement de la province, dont le capital est ainsi placé entre les mains de détenteurs de limites, que le gouvernement, disais-je donc, puisse tirer quelque profit de l'augmentation annuelle de la valeur de ces limites? Si les exigences du marché font que l'on doit vendre ainsi de vastes étendues de nos terres publiques, peut-être pourrions-nous alors insérer une clause dans la loi actuelle qui obligerait l'acheteur à exploiter sa limite. À Terre-Neuve et dans bien d'autres endroits, les lois exigent que le détenteur de limites qui a acheté une limite de la couronne en exploite à chaque année une certaine partie, et ce proportionnellement au nombre de milles carrés qu'il possède. Si une telle clause était insérée dans la loi, elle nous protégerait des spéculateurs qui achètent ces vastes étendues de limites à bois non pas afin d'en faire le commerce mais seulement pour la spéculation. Autrefois, vers 1848 je crois, la loi prévoyait dans notre province que le détenteur de limites qui n'exploitait pas sa limite devait payer un montant équivalant au prix de la location pour la première année. La deuxième année, il devait payer le double si la limite n'était toujours pas exploitée, la troisième année, le triple, et ainsi de suite. Il en résulta donc que la troisième année de l'entrée en vigueur de cette loi, la capacité de production de notre province dépassa de beaucoup la demande des consommateurs et des milliers, que dis-je, des millions de coupes de bois restèrent chez leurs propriétaires, une perte totale pour ces derniers. Certains marchands de bois et propriétaires de limites, MM. Robitaille, sont possesseurs de limites considérables qu'ils n'exploitent pas. J'ai signalé ce fait afin de démontrer à quel point cette question est délicate et comment le gouvernement actuel, qui est à étudier cette question nationale, peut tirer profit des expériences passées. Étant donné l'état de choses actuel, nous sommes obligés soit de vendre nos limites, de taxer nos citoyens ou d'augmenter notre dette. Ce n'est donc pas une situation facile. Mais il nous faut cependant espérer que le premier ministre réussira à obtenir de meilleures conditions et que dès que nos subsides seront augmentés, le gouvernement se mettra en devoir d'étudier la meilleure démarche à suivre dans cette question des terres de la couronne, et ce pour le plus grand bien de notre province.

M. J.-M. Tellier (Joliette) admet l'importance de la question à tous les points de vue. Il est certain que l'opinion publique s'inquiète des ventes réitérées du domaine public. Le député de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) nous dit que le mérite des

ventes à l'enchère revient au parti libéral. Or, un document déposé devant la Chambre démontre que en 1873 aucune vente de limite n'a été faite autrement qu'à l'enchère publique.

C'est à partir de ce moment que toutes les ventes de limites ont commencé à se faire à l'enchère, et non pas seulement depuis 1897.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) fait remarquer que le député de Joliette l'a mal compris, car il n'a jamais dit une telle chose.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Il (M. Turgeon) nous dit encore que l'on vend simplement la coupe du bois. N'est-il pas vrai que toutes ces affermages ne sont rien autre chose que des baux à perpétuité, c'est-à-dire que celui qui achète est maître de tout le bois, non seulement du bois actuel, mais de tout le bois qui pourra pousser sur le territoire affermé. Dire qu'on ne vend pas n'est donc pas un argument. Quand un particulier vend tout le bois sur sa propriété, ne se prive-t-il pas de ce même bois pour l'avenir? Mais il y a les exigences fisc (sic). Il faut vendre du bois ou taxer, dit-on. C'est le plus gros argument du ministre, mais ce n'est pas une raison. Il nous reste à peine cent mille milles de limites à vendre, et du train que nous y allons, cela ne durera pas longtemps. Baliverne aussi que ce prétexte des exigences du commerce.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) répond en disant que dans sa région, les limites sous licence ne sont pas exploitées. Le commerce n'en a donc pas besoin.

La proposition est adoptée.

Barreau

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 155) amendement l'article 599 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. E. Roy (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre: bill

(no 134) amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

Compagnies à fonds social

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 134) amendant la loi corporative des compagnies à fonds social. Les amendements sont adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Chemins municipaux

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau les amendements faits en comité général au bill (no 132) amendant le code municipal en y ajoutant l'article 476b. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

M. P.S.G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. D. Gillies (Pontiac) propose en amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. W. H. Walker) que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Ce bill soit renvoyé au comité général pour le reconsidérer".

L'amendement est adopté.

En comité:

L'article 1 est reconsidéré, il se lit comme suit:

1. L'article suivant est inséré dans le code municipal après l'article 476a tel qu'il se lit à l'article 6096 des statuts refondus:

476b. Ordonner qu'aucun mur ou qu'aucune clôture excédant une certaine hauteur ne soient érigés ou entretenus le long des chemins municipaux ou dans un rayon de quarante pieds de ces chemins après l'entrée en vigueur du règlement.

Cet article est amendé en retranchant dans la sixième ligne les mots "ou entretenus" et après le mot "chemin" dans la huitième ligne, les mots "après l'entrée en vigueur du règlement".

Cet article est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. P.S.G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Primes aux institutrices et prix accordés aux municipalités scolaires

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi, le 1er mars dernier, à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre copie des documents se rapportant aux nouvelles primes annuelles à être payées aux institutrices et aux prix à être payés à certaines municipalités scolaires.

M. E. Roy (Montmagny): Depuis quelques années, dit-il, cette question de l'instruction publique s'agite dans toute la province.

Il voit dans cette agitation le désir de la population d'améliorer notre système. Tout le monde s'entend sur un point. Notre système n'est pas parfait, il demande des améliorations. C'est par la discussion des améliorations à faire qu'on éveillera l'attention du public et des intéressés. Il n'y a divergence d'opinions que sur les moyens. On s'est écarté du sujet.

Dans la province de Québec, tous les citoyens devraient travailler en faveur de la cause de l'instruction. Il y a divergence d'opinions, il est vrai, quant aux moyens à prendre pour réaliser l'idéal rêvé, mais quant au fond de la question tout le monde est d'accord. La question n'est pas de savoir si nous sommes supérieurs à la province d'Ontario, mais d'adopter des moyens pour encourager et favoriser l'instruction, non seulement dans nos écoles modèles, universités et couvents, mais même dans nos écoles primaires.

Le fameux livre Honneur à Québec, de M. Magnan, avait du bon, mais il a eu le tort d'arrêter le mouvement qui commençait à se créer.

Tout le monde l'avoue, il y a beaucoup à faire.

L'État doit voir à ce que chaque citoyen ait toutes les facilités possibles de s'instruire. Au père de famille revient le droit de choisir le genre d'instruction à faire donner à ses enfants. Voilà le principe fondamental.

Malheureusement certains esprits étroits ont jeté des cris d'alarme et on en est rendu dans Québec à ne pouvoir parler de questions d'éducation sans être mis au ban de l'opinion et passer pour des révolutionnaires. Quelques publicistes ont tellement détourné la question que maintenant c'est attaquer le clergé et la religion que de demander des réformes bien ordinaires et qui s'imposent.

Chose certaine, c'est que notre loi est bonne; et si elle était strictement appliquée elle produirait tous les résultats voulus. Avouons-le, il y a quelqu'un qui ne fait pas

son devoir. Qui? je ne le sais pas. On ne peut se renseigner par les rapports officiels; il y a trop d'écoles indépendantes qui n'en fournissent pas au gouvernement. Il devrait y avoir moyen de connaître ce qui s'y passe. On a dit que dans Montmagny, les salaires d'instituteurs ont diminué depuis quelques années. En examinant le rapport du surintendant, l'on serait tenté de le croire, mais ce rapport ne donne pas une statistique complète. Dans la seule ville de Montmagny, il y a trois ou quatre écoles indépendantes qui ne font aucun rapport, mais dont les professeurs sont cependant comparativement bien rémunérés.

Revenant à la question des moyens à prendre pour perfectionner notre système d'enseignement, il (M. Roy) dit que l'initiative doit venir du Conseil de l'instruction publique. Si le progrès n'est pas aussi rapide qu'ailleurs, c'est donc qu'il y a quelqu'un qui ne fait pas son devoir. On dit qu'il ne faut pas toucher au Conseil de l'instruction publique. Eh bien, il veut dire toute sa pensée, malgré qu'il soit dangereux de parler d'instruction publique dans cette province. Ici, il se plaint qu'il y ait des écoles qui comptent un trop grand nombre d'élèves. Tout citoyen pourra se plaindre de cet état de choses, mais qui voudra porter la plainte dont la conséquence sera l'augmentation de taxes. C'est le département de l'Instruction publique qui devrait faire ce que les contribuables n'osent pas faire. En résumé, il dit que tout le monde s'accorde à vouloir le progrès, mais il y a quelque chose qui ne va pas, et pour savoir où est le défaut, il faut discuter. En somme, il a confiance dans le gouvernement, et il est sûr que celui-ci fera son devoir et prendra l'initiative voulue quand le temps sera venu.

L'important, dit-il, c'est de faire l'éducation du peuple, lui apprendre à aimer les bienfaits de l'éducation et à accepter les sacrifices qu'il faut faire chaque jour dans ce but.

C'est en agitant ces questions qu'on éveillera en lui le désir de mieux faire.

M. L.-P. Bernard (Shefford) ne peut pas partager l'opinion qu'il y a de grandes réformes à opérer, puisque le député de Montmagny (M. E. Roy) lui-même n'a pas pu montrer les réformes à faire. Il adhère vigoureusement au principe que la direction de l'enseignement appartient à l'Église et au père de famille. Quand au rôle du Conseil de l'instruction publique, il est digne d'éloges. C'est lui qui, en 1897, demandait de fixer à \$100 par année le minimum du salaire des instituteurs et c'est le gouvernement qui a refusé de mettre ce règlement en vigueur. Ce n'est pas à coup de législation qu'on améliorera l'éducation. Chez nous, la loi ne nous oblige pas à payer plus qu'ailleurs, et cependant, les cultivateurs comprennent leur

devoir et payent convenablement leurs instituteurs. Le cas d'une école encombrée ne prouve pas que le Conseil de l'instruction publique ne fait pas son devoir. J'ai connu, dit-il, des cas semblables où le surintendant ayant voulu appliquer les règlements du conseil, en fut empêché par le député au comté, qui intervint pour montrer que dans les circonstances il valait mieux tolérer que fermer l'école.

Nos écoles dans la province de Québec ne laissent rien à désirer. Certes, il y a des réformes à faire, il s'en fait tous les jours, mais ce qui l'étonne, c'est que les demandes de bouleversements ne viennent pas de la campagne, mais des députés de la ville. Les réformes sont réclamées au nom de la population non par les députés ruraux, mais par les représentants des villes.

Il refute ensuite avec énergie l'avancé du député de Montmagny que la jeune génération actuelle n'est pas aussi instruite que ses devancières et il termine par une revendication des bienfaits de notre système d'enseignement dont la base repose sur la religion et la morale chrétiennes.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) blâme d'abord la conduite de ceux qui, dans les journaux, font du capital politique avec cette question de l'instruction publique.

Il dit que l'on, devrait s'entendre sur la question d'éducation et abandonner tous les préjugés qui nous ont fait du mal dans le passé. Pour sa part, il n'hésite pas à reconnaître que les préventions qu'il avait contre certaines maisons d'éducation sont tombées devant les résultats qu'il a pu constater lui-même. Il a visité toutes les écoles de son comté et il a été surpris des progrès accomplis, et s'il en reste encore beaucoup à assurer, il n'en est pas moins vrai que les résultats actuels ne justifient personne de crier: "Honte à la province de Québec!" Nos écoles, déclare-t-il, peuvent rivaliser avec celles de n'importe quelle province.

Il admet qu'il y a beaucoup à faire et c'est surtout dans l'école primaire que nous avons beaucoup à faire. Il nous faut des méthodes plus pratiques.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Richelieu (L.-P.-P. Cardin), que ce débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Écoles protestantes

M. C. B. Carter (Montréal no 5) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (M. W. H. Walker) que le bill (no 129) amendant les dispositions spéciales concernant les écoles publiques de la cité de Montréal en ce qui

regarde les écoles placées sous le contrôle du bureau des commissaires d'écoles protestantes, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Introduction de bills:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), la permission d'introduire un bill (no 104) amendant l'article 566 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à minuit trente.

NOTES

1. M. Tellier répond au nom de l'opposition en l'absence du député de Laval (M. P.-É. LeBlanc), victime d'une attaque de pleurésie le 1er mars 1906. Le député de Laval était de retour à la maison dès le 5 mars 1906, soit la journée même où fut prononcé ce discours. Peut-être M. Tellier en a-t-il fait mention en Chambre? Voilà pourquoi nous avons mis ce commentaire du Star du 6 mars 1906.

2. Jérôme-Adolphe Chicoyne (1844-1910) fut député conservateur de la circonscription de Wolfe de 1892 à 1904.

3. Il s'agit sans doute de M. Jules Méline (1838-1925), homme politique français.

Première séance du 6 mars 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Rapports de comités:

Comité conjoint des impressions de la législature

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des impressions de la législature. Voici le rapport:

Votre comité a élu président l'honorable M. Gouin. Votre comité recommande que le document suivant soit imprimé: (no 34) Rareté des instituteurs.

Le rapport est adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il accède à sa demande de former un comité mixte des deux Chambres pour examiner les rapports faits par la commission pour réviser les statuts d'une nature générale et permanente et qu'il a nommé les honorables MM. Allard, Archambeault, Chapais et Mathieu pour agir de la part de cette Chambre comme membres de tel comité mixte.

Subsides aux chemins de fer

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill), que demain, à la première séance, la Chambre se forme en comité général pour considérer des résolutions concernant les subsides à être accordés à certaines compagnies de chemins de fer.

Adopté.

Acte de l'Amérique du Nord britannique

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill) que demain, à la première séance, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant des amendements à être faits à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Adopté.

Licences

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par

le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour considérer les résolutions sur les licences.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose:

1. Qu'il soit payé dans la cité de Montréal, sur chaque transfert d'une licence fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, cent pour cent du droit de licence; sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pendant plus d'un an, deux cents piastres. Que, lorsque le transfert est accordé à cause de la mort du porteur de licence, il soit payé une somme de vingt-cinq piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé; que, lorsqu'il est accordé par suite d'une cession volontaire ou judiciaire dans un cas d'insolvabilité "bona fide", il soit payé une somme de soixante-quinze piastres au percepteur du revenu de la province, au moment où le transfert est accordé, et que dans le cas de compagnies à fonds social prenant leurs licences au nom de l'un de leurs employés, chaque fois qu'une telle compagnie transporte sa licence de l'un à l'autre de ses employés, le montant à payer au percepteur, lors de l'octroi du transfert, soit aussi de vingt-cinq piastres.

Adopté.

2. Que, dans la cité de Québec, il soit payé pour le transfert d'une licence, quand il est accordé par suite d'une cession judiciaire ou volontaire dans un cas d'insolvabilité "bona fide", une somme de cinquante piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transport est accordé.

Adopté.

3. Que, dans tout endroit de la province, excepté dans les cités de Québec et Montréal, la taxe sur le transfert d'une licence par une personne munie de licence qui quitte sa maison, ou par les représentants d'une personne munie de licence, dans le cas de décès de cette dernière, soit payable au percepteur du revenu de la province, comme suit:

- a. Dans toute cité, cinquante piastres;
- b. Dans toute ville, quarante piastres;
- c. Dans toute autre municipalité,

vingt-cinq piastres.

Adopté.

4. Qu'à mesure que le nombre de magasins licenciés pour la vente de liqueurs en détail diminuera graduellement dans la cité de Montréal, le droit sur ces licences soit proportionnellement augmenté, de manière que le revenu total en provenant reste en tout temps ce qu'il était avant la réduction du nombre de licences.

Adopté.

5. Que les ventes par encan de liqueurs enivrantes soient sujettes à un droit de cinq pour cent sur le prix, droits payés, des liqueurs vendues, qu'elles soient vendues en douane ou autrement.

Adopté.

5a. Que, dans la cité de Québec, le nombre des licences de tavernes, d'hôtels et de restaurants soit réduits à cent vingt-cinq, à partir du premier mai 1907, et que les honoraires et droits pour ces licences soient, vu cette diminution, augmentés proportionnellement, de manière que le revenu qui en découle, reste le même qu'avant cette réduction.

Il (M. McCorkill) annonce l'intention du gouvernement de réduire les licences dans la cité de Québec de 150 à 125.

Adopté.

6. Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province et préalablement à l'octroi de chaque licence, les droits suivants soient payables:

1. Pour chaque licence de magasin de liqueurs de gros:

a. Dans la cité de Montréal, cinq cent cinquante piastres;

b. Dans la cité de Québec, quatre cent cinquante piastres;

c. Dans toute autre cité, trois cent cinquante piastres;

d. Dans toute ville, deux cent cinquante piastres;

e. Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres.

2. Pour chaque licence autorisant la vente à l'encan de liqueurs enivrantes par un encanteur licencié comme tel, en vertu des dispositions des articles 231 à 248 de la loi des licences de Québec:

Pour chaque jour de vente de ces liqueurs:

a. Dans la cité de Montréal, trente piastres;

b. Dans la cité de Québec, vingt-cinq piastres;

c. Dans toute autre cité ou ville, vingt piastres;

d. Dans toute municipalité, dix piastres.

3. Pour chaque véhicule servant à un colporteur, dix piastres.

4. Pour les tables de billard, autres que celles dans un club:

Dans les villes:

1. Pour la première table, quarante piastres;

2. Pour chaque table en sus de la première, vingt piastres.

5. Pour chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou une caravane d'animaux sauvages:

a. Dans les cités de Montréal et de Québec, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, cinq cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition; et pour chaque exhibition adjointe (side show), trente piastres pour chaque jour;

b. Dans les autres parties de la province, deux cent cinquante piastres pour chaque jour; et chaque exhibition adjointe (side show), quinze piastres pour chaque jour.

Adopté.

7. Que l'honoraire pour l'enregistrement de toute personne résidant dans la province, qui n'est pas membre d'une Bourse quelconque et qui y fait des opérations de Bourse de toute nature et description, doit être de trois piastres, dont deux piastres appartiendront au fonds du revenu consolidé et une piastre au percepteur.

Adopté.

8. Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province préalablement à l'octroi de chaque licence, sur chaque licence semi-annuelle pour une personne ne résidant pas dans la province, pour agir comme voyageur de commerce, en sollicitant ou en prenant des commandes pour, ou en vendant, ou en annonçant ou en offrant en vente des effets, produits ou marchandises autres que des boissons enivrantes, sur échantillon, catalogue ou liste de prix, pour une personne, une société ou une corporation n'ayant pas de siège d'affaires en Canada, les sommes suivantes soient payables:

Vendant aux marchands de gros seulement, cinquante piastres; aux marchands de détail, cent piastres; vendant aux consommateurs, deux cents piastres.

Cependant tout voyageur de commerce prenant des commandes pour des machines, matériel, outils et fournitures pour fabriques, lorsque ces articles ne peuvent être obtenus dans cette province, quoique vendant au consommateur, doit payer cinquante piastres pour cette licence.

Adopté.

9. Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province, préalablement à l'octroi de chaque licence, il soit payé par toute personne ne résidant pas dans les limites de cette province, qui vient dans cette province pour y faire le commerce d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations, soit en son nom personnel soit au nom de toute société ou compagnie ayant son bureau principal en dehors de la province, ou de tout courtier ou autre

personne ne résidant pas dans la province, pour une licence à cet effet avant de commencer à faire affaires, un somme de cinq cents piastres, et que cette licence soit accordée pour six mois et expire le premier jour du mois de mai ou de novembre (selon le cas) postérieur à son émission.

Adopté.

10. Qu'en outre de l'honoraire payable au perceuteur du revenu de la province, préalablement à l'octroi de chaque licence, il soit payé par tout courtier, société de courtiers, ou personne, dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors des limites de la province, désirant y faire affaires par un agent ou un représentant en faisant le commerce ou en prenant des commandes pour le commerce d'actions, bons, obligations, actions-obligations, d'ici, dans cette province, avec tout courtier ou société de courtiers ou personne en dehors de ladite province pour une licence en faveur de tel agent ou tel représentant dans un bureau ou une place d'affaires fixes, la somme de deux mille piastres annuellement, avant de commencer à faire telles affaires.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois, la deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Introduction de bills:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 21) concernant les licences.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Droits sur les successions

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 109) concernant les droits sur les successions.

Adopté.

En comité:

L'article 1 est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour

étudier le bill (no 111) concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur les transferts de capitaux

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le bill (no 108) concernant les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. Pour subvenir aux besoins du service public, il est imposé, conformément aux règles ci-après, une taxe sur toute mutation de propriété résultant de la vente, du transport DU de la cession faite ou mise à effet dans la province, d'actions (shares), d'obligations (debentures), d'actions-obligations (debenture-stock) ou de bons (bonds) émis par toute corporation ou compagnie.

Cet article est amendé en ajoutant après le mot "compagnie", dans la septième ligne, les mots "excepté la première émission d'actions jusqu'au montant d'un million de piastres".

Cet article est adopté.

Les articles 2 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

9. Aux fins de constater si la taxe imposée par la présente loi a été payée, le trésorier de la province pourra autoriser par écrit un officier de son département, ou toute autre personne, à examiner les livres et documents de toute corporation, compagnie, société ou personne s'opposant à cet examen encourra la pénalité édictée par

la section 7 de cette loi, laquelle sera recouvrable de la manière y prescrite; mais la personne qui fait cet examen doit préalablement prêter serment de ne divulguer aucun renseignement ainsi obtenu par elle si ce n'est au trésorier de la province.

Cet article est amendé en retranchant dans la troisième ligne les mots "ou autre personne".

Cet article est adopté.

Les articles 10 à 17 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus deux fois.

Hypothèque judiciaire

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Brome d'honorable J.C.J.S. McCorkill), que le bill (no 164) amendement l'article 2036 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes sur les automobiles

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les voitures automobiles.

Adopté sur division.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) retire les clauses 12 et 13. Ces clauses prévoient une taxe sur les automobiles de \$1 par force, jusqu'à dix forces, etc., jusqu'à \$100 pour les voitures de 25 forces et plus. Le gouvernement retire cette clause et il ne reste des résolutions que la partie qui réglemente l'automobilisme.

Ces clauses imposent un dépôt de \$500

à tout étranger entrant dans la province au volant d'un véhicule automobile. Enfin, elles prévoient une vitesse maxima de A milles à l'heure la nuit.

Il fait une déclaration à propos du retrait de la taxe annuelle proposée sur les automobiles, taxe allant de \$10 à \$100. Ses paroles sont loin d'être flatteuses pour les propriétaires d'automobiles.

Il ajoute que parmi tous les gens qu'il a déjà rencontrés, il croit que les propriétaires d'automobiles sont vraiment les plus singuliers. Il parle alors d'un propriétaire d'automobiles qu'il connaît depuis un certain temps, qui est un excellent citoyen et également soldat. L'autre jour, ce dernier lui a dit qu'il estimait qu'il ne devrait y avoir aucune taxe imposée aux automobiles jusqu'à ce que les routes de la province soient macadamisées comme en Europe. Naturellement, cela coûterait des millions de dollars et lorsque le trésorier lui a demandé ce qu'il serait prêt à payer pour l'utilisation de telles routes, il lui a répondu qu'il serait probablement prêt à payer \$1 par cheval-vapeur, ce qui serait à peu près équivalent à \$20 par automobile. Un marchand de Montréal lui a également proposé l'année dernière d'établir de très fortes taxes pour les automobiles. Depuis ce temps, ce même marchand s'est lancé dans le commerce de l'automobile et aujourd'hui, il s'oppose à toute taxe sur les automobiles. Tout dépend du côté où l'on se situe.

Il explique qu'au tout début, le bill n'avait pas été proposé afin de recueillir de l'argent. Il visait simplement à protéger les citoyens de la province, Il parle ensuite des accidents qui surviennent dans certaines régions des Cantons de l'Est et qui sont causés par des automobiles qui traversent la frontière séparant le Canada des États-Unis. Ces personnes, après avoir fait des désastres considérables, se dépêchent de retourner chez elles le plus vite possible. Il propose qu'un dépôt soit exigé de toutes les automobiles provenant de l'extérieur de la province, sauf pour certains cas spéciaux. Lors de l'élaboration de son bill, il a étudié les lois du Maine, du Vermont, de New York et du Massachusetts à ce sujet. En le rédigeant, il s'est aperçu que la législature de New York était présentement à étudier un bill visant à taxer les automobiles et c'est à ce moment qu'il avait ajouté les clauses 12 et 13 à cette loi, qu'il retire aujourd'hui, car la province poursuit actuellement un plus gros gibier. Plus tard, lorsqu'il y aura un plus grand nombre d'automobiles dans le pays, la question de la taxe sera réétudiée. Les seuls frais imposés par le bill s'élèvent à \$5 pour l'enregistrement et \$5 annuellement pour la licence. Chaque automobile sera numérotée et le numéro qui lui sera assigné par le trésorier lors de son enregistrement devra être clairement peint sur le devant et le

derrière du véhicule. Il propose:

1. Que l'expression "véhicule-moteur" dans les présentes résolutions comprendra tous véhicules mus par tout pouvoir autre que la force musculaire, à l'exception des chars de chemin de fer et de tramway, et des véhicules-moteurs ne circulant que sur des rails ou voies ferrées, ainsi que des machines routières, et des locomotives de traction; et que le mot "chauffeur" signifiera une personne habile à conduire des véhicules-moteurs, et qui gagne habituellement sa vie à conduire ces véhicules.

Adopté.

2. Que toute personne qui fera l'acquisition d'un véhicule-moteur devra, pour chaque tel véhicule qu'elle possèdera, produire au bureau du trésorier de la province une déclaration indiquant son nom et son adresse, ainsi qu'une description sommaire du véhicule-moteur qui devra être enregistré, de même que le nom du manufacturier, le numéro de fabrique, le genre du véhicule, le pouvoir moteur et sa force, sur un blanc fourni à cette fin par le trésorier de la province, et qu'elle devra payer un honoraire d'enregistrement de cinq piastres, honoraire qui devra être envoyé en même temps que sa demande.

Adopté.

3. Que sur réception de cette déclaration, le trésorier de la province devra immédiatement enregistrer ce véhicule-moteur dans un livre tenu à cette fin, dans le département, et lui assigner un numéro distinct.

Adopté.

4. Que le trésorier de la province devra, après cet enregistrement, délivrer au propriétaire du véhicule-moteur, un certificat signé par lui, et portant la date de son émission, contenant les détails indiqués dans la déclaration produite à son bureau, avec le numéro assigné à ce véhicule, ainsi qu'une plaque ou sceau en métal ou en cuir de deux pouces de largeur sur trois pouces de longueur sur lequel seront estampés en lettres et en chiffres lisibles les mots: "automobile enregistrée no... (ou selon le cas) province de Québec" le numéro enregistré y étant inscrit; que ce sceau devra être placé dans un endroit en vue du véhicule, et le numéro ainsi délivré devra être peint en lettre de quatre pouces de hauteur et d'un pouce de largeur et d'une couleur distincte et voyante, et tenu propre et libre de poussière ou de boue, sur l'avant et l'arrière du véhicule s'il s'agit d'automobiles, et à l'arrière, s'il s'agit de cycles-moteurs, de manière à être facilement distingué avec le mot "Québec" au-dessous, en lettres de mêmes dimensions, sous la pénalité édictée par la loi basée sur ces résolutions; et que le certificat d'enregistrement devra être placé dans un endroit facilement accessible

du véhicule-moteur, qui y est décrit.

Adopté.

5. Que le propriétaire d'un véhicule-moteur qui réside dans une autre province du Canada, n'est pas tenu, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, d'enregistrer ce véhicule avant d'en faire usage dans cette province, pourvu que ce véhicule porte un numéro indiquant qu'il a été enregistré ailleurs, et que tel propriétaire ait donné au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité dans ou à travers laquelle il fait usage de son véhicule-moteur, un avis par écrit indiquant son nom, sa résidence, le numéro et la date de l'enregistrement du véhicule-moteur, ainsi que le nom de la province où ledit véhicule moteur est enregistré, sous la pénalité ci-après édictée.

Adopté.

6. Que le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule-moteur, qui ne réside pas en Canada, tombera sous l'effet de la deuxième des présentes résolutions, et devra fournir au trésorier de la province un cautionnement de la manière et suivant la formule que ce dernier peut déterminer, pour un montant de cinq cents piastres comme garantie de tout dommage qu'il pourra causer en conduisant son véhicule dans la province de Québec.

Que le trésorier de la province pourra, cependant, à sa discrétion, faire telles exceptions individuelles aux dispositions de la présente section qu'il jugera convenables, quand des garanties suffisantes sont données que tout dommage causé sera dûment payé.

Adopté.

7. Que tout manufacturier ou marchand de véhicules-moteurs pourra, au lieu d'enregistrer chaque véhicule-moteur possédé ou contrôlé par lui, demander un numéro ou une marque générale et distinctive, et le trésorier de la province, s'il est convaincu des faits exposés dans ladite demande, pourra y faire droit, et émettre en faveur du requérant un certificat d'enregistrement contenant le nom, la place d'affaires et l'adresse du requérant et le numéro ou la marque générale distinctive qui lui aura été assignée, ledit certificat étant fait suivant telle formule et contenant tels détails additionnels et dispositions que le trésorier de la province pourra déterminer; et que tous les véhicules-moteurs fabriqués ou possédés par ce fabricant ou marchand devront jusqu'à ce qu'ils soient vendus ou donnés à louage ou prêtés, pour une période de plus de cinq jours consécutifs, être regardés comme étant suffisamment enregistrés sous tel numéro ou marque générale distinctive. Que l'honoraire pour le certificat d'un manufacturier ou d'un commerçant sera de dix piastres. Que rien de ce qui est contenu dans la présente résolution ne devra être interprété comme s'appliquent à un véhicule-moteur employé

par un fabricant ou un commerçant pour son usage personnel ou le louage.

Adopté.

8. Que toute personne désirant conduire un véhicule-moteur autrement qu'en qualité de chauffeur, devra préalablement obtenir une licence de conducteur, valide pour un an, qu'il demandera au trésorier de la province, et laquelle sera émise en sa faveur, de la manière et suivant la formule que ledit trésorier de la province pourra déterminer, et qu'avant qu'une licence de conducteur soit accordée, le requérant devra fournir, en ce qui regarde son habileté, telle preuve que peut exiger le trésorier de la province.

Adopté.

9. Que toute personne qui désire faire fonctionner un véhicule-moteur comme chauffeur, devra préalablement obtenir une licence de chauffeur; qu'à cette fin, elle devra produire au département du trésorier, sur une formule en blanc qui lui sera fournie par ledit département, une déclaration qui contiendra son nom et son adresse, et la marque de commerce, les nom et pouvoir moteur du véhicule qu'elle est capable de faire fonctionner. Cette déclaration sera produite et conservée dans le département, et un numéro sera assigné à ce chauffeur.

Adopté.

10. Que le trésorier de la province accorde alors au requérant une licence de chauffeur et lui délivre un insigne de métal de telles grandeur et dimensions qu'il choisira, avec les mots: "Chauffeur enregistré No... Québec", estampés ou imprimés sur cet insigne, et que ce chauffeur devra constamment porter cet insigne quand il fera fonctionner un véhicule-moteur sur les chemins publics, sous peine de l'amende édictée par la loi basée sur ces résolutions; et qu'aucune telle licence de chauffeur ne sera accordée avant que le requérant ait donné la preuve de son habileté à cette fin, qui peut être requise par le trésorier de la province.

Adopté.

11. Que chaque licence de conducteur et de chauffeur expirera le premier jour d'avril de chaque année et sera renouvelable à cette date; que l'honoraire pour chaque telle licence et son renouvellement sera de cinq piastres, et que le montant dudit honoraire devra être envoyé en même temps que la demande; que chaque porteur d'une licence en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions devra porter sa licence sur lui quand il conduira un véhicule moteur, et que le trésorier de la province pourra en tout temps suspendre ou annuler toute licence pour toute violation de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ou quelqu'un des règlements faits à ce propos.

Adopté.

12. Que le lieutenant-gouverneur en

conseil pourra faire un tarif des honoraires que le trésorier de la province pourra exiger, pour l'émission du certificat et du sceau mentionnés dans les présentes résolutions, en changeant les sommes y mentionnées, et aussi tous tels règlements nouveaux qu'il jugera nécessaires pour l'exécution efficace de la loi qui sera basée sur ces résolutions.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois, la deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Introduction de bills

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome)

demande la permission d'introduire un bill (no 30) concernant les voitures automobiles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Commissaires d'écoles catholiques de Québec

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L.-P.-P. Cardin), que l'honoraire payé pour le bill (no 118) amendement la loi concernant l'éducation en cette province quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Québec soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'instruction publique.

Adopté.

Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. M. Perrault), que l'honoraire et l'amende payés pour le bill (no 89) amendement la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une société de bienfaisance et d'éducation.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant pour lequel il demande le concours de cette Chambre: bill (E) amendement la loi concernant les chemins de fer.

Introduction de bills:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

propose, appuyé par le représentant de

Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill) que le bill (E) du Conseil législatif amendant la loi concernant les chemins de fer soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:

Inspecteurs d'écoles

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. J.-C. Blouin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Combien il y a d'inspecteurs d'écoles dans cette province;
 2. Leurs noms;
 3. Leur âge;
 4. Le district assigné à chacun d'eux;
 5. La date de leur commission.
- Adopté.

Interpellations:

Inspecteurs d'écoles

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. Est-il à la connaissance de l'honorable secrétaire de la province que des inspecteurs des écoles exercent un autre emploi que celui d'inspecteurs des écoles?

2. Si la réponse est affirmative, est-ce l'intention de l'honorable secrétaire de la province de prendre des moyens pour qu'à l'avenir ils consacrent tout leur temps à l'exercice de la fonction importante qui leur a été confiée?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) 11 est probable que quelques inspecteurs exercent un autre emploi que celui d'inspecteur d'école; mais le département de l'Instruction publique et le gouvernement n'en ont pas été informés officiellement.

Inspecteurs d'écoles, limite d'âge

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. Est-ce l'intention du gouvernement de fixer une limite d'âge pour l'exercice de la fonction d'inspecteur des écoles dans cette province?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un surintendant aux inspecteurs des écoles dans cette province?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): À l'étude.

"Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company"

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements

faits par le Conseil législatif au bill (no 52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company".

Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Recettes et paiements

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 février 1906, pour la production d'un état détaillé des recettes et des paiements de la province de Québec, depuis le 30 juin 1905 jusqu'à date. (Document de la session no 50)

Inspecteurs d'écoles

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 6 mars 1906, demandant:

1. Combien il y a d'inspecteurs d'écoles dans cette province?
2. Quels sont leurs noms?
3. Quel est leur âge?
4. Quel est le district assigné à chacun d'eux?
5. Quelle est la date de leur commission. (Document de la session no 51)

Rapports municipaux

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports municipaux pour l'année finissant le 31 décembre 1904. (Document de la session no 52)

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 6 mars

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 8 heures.

Travaux de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon) qu'à partir de mercredi prochain inclusivement, il y ait trois séances par jour, la première de 11 heures a.m. à 1 heure p.m., la deuxième de 3 heures à 6 heures p.m., la troisième de 8 heures p.m. jusqu'à l'ajournement. Adopté.

Taxes sur les transferts de capitaux

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 108) concernant les taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations. Les amendements sont adoptés.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droits sur les successions

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 109) concernant les droits sur les successions.

Adopté.

En comité:

L'article 1 est reconsidéré.

Le comité étudie la section 1191e qui se lit comme suit:

"1191e. Toute propriété transmise par donation entrevifs ou pour une considération disproportionnée, non faite de bonne foi, douze mois avant la mort du défunt, sera sujette aux droits en vertu de cette section, comme faisant partie de la succession du défunt.

Rien de contenu dans le présent article ne rendra sujette aux droits toute propriété transportée de bonne foi pour une valeur équivalente à sa valeur réelle.

M. J.-M. Tellier (Joliette) s'oppose à cette clause et fait remarquer encore une fois la précipitation avec laquelle on légifère dans les derniers jours de la session. On expose la Chambre à voter beaucoup de choses dont elle ne se rend pas parfaitement compte. Ainsi, en jetant un coup d'oeil sur ce bill il s'aperçoit que l'on revient de nouveau avec le projet de taxer jusqu'aux donations.

Il ajoute qu'une tentative semblable avait été faite par l'honorable M. Duffy il y a trois ou quatre ans et que c'était un pas vers la taxation des donations, ce à quoi les libéraux s'opposent tant depuis 1892.

Sans s'arrêter à rappeler que par cette clause les libéraux montrent encore une fois leur défaut de sincérité, il croit que c'est aller fort loin sur le terrain de la taxation. De plus, il voudrait savoir pourquoi le trésorier n'a pas parlé de cette intention de taxer les donations lorsqu'il a expliqué ses

résolutions, hier.

Il ne voit pas comment le gouvernement puisse imposer aucun droit sur les donations, et c'est ce qui va arriver avec la nouvelle clause. Il s'étonne de ce que, lors de l'adoption des résolutions sur les successions, le trésorier n'ait pas jugé à propos de parler de ce changement important de la loi, changement qui n'appert pas dans les résolutions.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) répond que s'il n'a pas mentionné cette clause dans ses explications, c'est parce que les résolutions n'en parlaient pas.

M. J.-M. Tellier (Joliette): De sorte que si je ne m'étais pas adonné à lire cette clause, la loi serait passée sans que personne autre que le gouvernement qui a intérêt à ce qu'elle soit votée s'en fut aperçu. Et c'est cela qu'on appelle légiférer.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome): Ne vous excitez pas!

M. J.-M. Tellier (Joliette): Je ne m'excite pas du tout, mais je pose une question et répondez-y, si vous êtes capable. Est-il vrai, oui ou non, que le trésorier a donné ses explications sans dire un mot de cette clause?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Mais il est inutile de croire que nous voulions tromper la Chambre. Les résolutions comprenaient cette clause, pas en détail, mais elles couvraient ce sujet.

M. J.-M. Tellier (Joliette) Mais qui dit la vérité? Est-ce le premier ministre, qui prétend que les résolutions d'hier couvraient le sujet, où le trésorier, qui avoue n'avoir pas donné d'explications, hier, parce que les résolutions ne disaient rien de cette taxe. Et j'aimerais à (sic) savoir pourquoi elles n'en parlaient pas quand il est admis qu'aucune taxe ne peut être imposée sans une résolution de la Chambre. Je ne suppose pas que ces résolutions soient présentées sans qu'il en ait été question au conseil des ministres, et à cause de cela j'aime mieux croire le premier ministre, mais je demande au trésorier pourquoi il ne nous a pas averti hier, lorsque nous avons demandé des détails. En tout cas, cette clause du projet de loi est nouvelle, et je proteste contre ce système de nous imposer à la dernière minute des taxes additionnelles qu'on essaie de faire passer à la sourdine. On appelle quelqu'un au fauteuil, on lui met un projet de loi entre les mains et l'on crie aussitôt: adopté.

On dit que ce sont les donations non faites de bonne foi qui seront taxées, mais y a-t-il quelque chose dans la loi pour établir la bonne foi ou la mauvaise foi d'une

donation. Si l'on veut taxer les donations en général que l'on fasse une loi générale, mais que l'on ne vienne pas créer des exceptions qui nous mettront sous le coup de l'arbitraire.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) réplique que la même loi existe dans plusieurs endroits et cite celle de l'Ontario dans ce domaine.

M. J.-M. Tellier (Joliette) rétorque que cette loi existe en Ontario depuis 1897 et ce malgré que les libéraux lui aient trouvé des défauts à ce moment. Les dispositions sont inadéquates et l'interprétation est arbitraire.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande de suspendre l'étude de cette clause.

Cette section est retranchée.

Les sections 1191i et 1191j sont retranchées, elles se lisent comme suit:

"1191i. Le registrateur de toute division d'enregistrement ne doit enregistrer aucun transport d'immeuble ni aucune hypothèque ou réclamation de quelque nature que ce soit, sans avoir obtenu la preuve que les droits de succession voulus ont été payés sur toute la succession.

"1191j. Aucune banque ou autre corporation ne doit transporter de dépôts ou d'actions avant que le droit de succession ait été payé.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Voitures automobiles

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le bill (no 30) concernant les taxes sur les voitures automobiles soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie la clause 7 qui se lit

comme suit:

7. Le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule-moteur qui ne réside pas en Canada, tombe sous l'effet de la section 2 de la présente loi, et doit de plus fournir au trésorier de la province un cautionnement de la manière et suivant la formule que ce dernier peut déterminer, pour un montant de cinq cents piastres comme garantie de tout dommage qu'il peut causer en conduisant son véhicule dans la province de Québec.

Le trésorier de la province peut cependant, à sa discrétion, faire telles exceptions individuelles aux dispositions de la présente section selon qu'il le jugera convenable, quand des garanties suffisantes sont données que tout dommage causé sera dûment payé.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) s'y oppose car \$500 est un montant beaucoup trop élevé pour être exigé comme garantie pour un automobiliste en visite.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) suggère de réduire le montant de la garantie à \$100.

Cet article est amendé en remplaçant dans la cinquième ligne le mot "cinq" par le mot "un".

L'article est adopté.

Les articles 8 à 15 sont adoptés.

Les articles 16 à 20 sont retranchés.

Les articles 21 à 31 devenus 16 à 26 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 32 devenu 27 et qui se lit comme suit:

27. Un véhicule-moteur ne peut être conduit à une vitesse plus grande que six milles à l'heure dans les limites d'une cité, d'une ville ou d'un village ni à une vitesse plus grande que quinze milles à l'heure dans toute autre municipalité.

Cet article est amendé en remplaçant dans la cinquième ligne, le mot "municipalité" par le mot "localité".

Cet article est adopté.

Les articles 33 à A3 devenus 28 à 38 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 44 devenu 39 qui se lit comme suit:

39. Toute somme devenant due à la couronne, en vertu de la présente loi, constitue une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice.

Cet article est amendé en ajoutant dans la troisième ligne, après le mot "privilégiée" les mots "sur le véhicule-moteur".

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 45 devenu 40 et qui se lit comme suit:

40. Les taxes et les honoraires imposés par la présente loi forment partie des fonds du revenu consolidé de la province.

Cet article est amendé en retranchant dans la première ligne, les mots "taxes et".

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 46 devenu 41 qui se lit comme suit:

41. Une partie de ces taxes peut être appliquée de temps à autre, par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, au paiement des dépenses encourues pour l'exécution de la présente loi.

Cet article est amendé en remplaçant dans la première ligne, le mot "taxes" par le mot "honoraires".

Cet article est adopté.

Les articles 47 et 48, devenus 42 et 43 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Barreau

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 155) amendant l'article 599 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Chemin fermé

M. É. Blanchard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 135) ajoutant l'article 753a au code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Écoles publiques de Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (M. L.-J. Lemieux), que le bill (no 133) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

À Montréal, il y a 9 commissaires d'école, dont trois sont nommés par l'évêque, trois par le conseil municipal et trois par le gouvernement. L'année dernière, il a proposé une législation semblable, qu'il retira parce qu'il voulait donner à l'opinion publique et au Parlement l'occasion d'étudier cette question.

Il a remanié son bill de façon à exempter de l'élection populaire les membres

religieux de la commission.

Le budget de la commission scolaire s'élève à la somme de \$3 000 000 (1).

D'après une nouvelle augmentation de taxes, il atteindra cette année plus de \$4 000 000. Certaines lois ont déjà permis à cette commission d'emprunter en 1900, \$1 000 000; en 1904, \$2 000 000; en 1906, \$250 000.

L'on sait que d'après notre code scolaire, les commissaires scolaires sont électifs dans toute la province, excepté à Montréal et à Québec.

Je demande, dit-il, que Montréal soit traité comme le reste de la province. Rien de plus. Je crois que les citoyens de Montréal ont autant droit que ceux des autres parties de la province d'avoir un contrôle sur les deniers qu'ils paient. Personne ne peut savoir ce qui se passe. Il ne voit pas de raison pour qu'on prive la ville de Montréal du privilège accordé à tout le reste de la province, c'est-à-dire, l'éligibilité des commissaires d'écoles. Il est dans la constitution anglaise un principe qu'on ne doit point méconnaître: "No taxation without representation". Pas de taxe sans représentation.

Il soutient qu'il n'est que juste que les commissaires qui administrent les fonds scolaires soient élus par les contribuables qui paient pour ces mêmes fonds.

La chose n'est pas nouvelle. Dans la plupart des grandes villes des États-Unis, d'Ontario et d'ailleurs, on élit les commissaires d'écoles. Dès 1882, une commission royale nommée par le gouvernement de Québec a établi que les fonds de la commission scolaire avaient été mal administrés et que le seul remède était l'éligibilité d'une certaine partie des commissaires d'écoles. Aujourd'hui, on élève le taux de la taxe scolaire à Montréal et il est juste que les contribuables soient à l'avenir consultés.

Le système que nous avons est celui du Tammany de New York, qui nomme des commissions pour se créer du patronage. Hamilton, Toronto, Kingston élisent leurs commissaires, pourquoi Montréal n'aurait-il pas le droit d'en faire autant?

Sur 19 municipalités scolaires, quatre élisent déjà leurs commissaires.

Est-il juste que ce corps soit irresponsable? Ne vaut-il pas mieux, au contraire, qu'il soit nommé par le peuple. Il cite le nom d'un grand nombre de citoyens de Montréal qui appuient le principe de son bill et les nombreuses interviews qu'il a publiées dans son journal sur ce sujet.

Tous les députés de Montréal sont pour cette loi. Des citoyens comme l'ex-maire Laporte, S. Beaudin, D. Rolland, P. Godin, V. Geoffrion, etc., se sont prononcés pour ce changement.

Ce bill ne comporte pas le moins du monde une injure à l'égard des commissaires

actuels. Seulement, il importe d'éveiller l'intérêt du public sur les actes de leurs représentants à la commission scolaire, et cela ne sera possible que le jour où ces représentants seront choisis par les contribuables. Personne ne s'occupe des délibérations du Conseil législatif ni de celles du Sénat d'Ottawa. Pourquoi? Uniquement parce que les membres de ces deux corps sont irresponsables au peuple et que le peuple ne peut les atteindre. Aussi longtemps que les commissaires d'écoles seront irresponsables au peuple, il sera impossible d'attirer sur leurs actes l'attention publique.

Pourquoi serait-il mal pour la ville de Montréal, d'élire des commissaires d'écoles alors que déjà les quartiers Hochelaga, Saint-Denis, Duvernay, Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Cunégonde et Saint-Henri élisent des commissaires?

Il prétend qu'à moins que son bill ne passe, jamais les municipalités scolaires de Saint-Henri ou de Sainte-Cunégonde ne consentiront à entrer dans la municipalité scolaire de Montréal.

En terminant, s'adressant aux représentants des comtés ruraux, il (M. Langlois) leur demande s'il n'est pas juste que la ville de Montréal, avec son budget de \$500 000 (2), obtienne le même privilège que les municipalités de campagne qui disposent d'un budget scolaire de \$1 000 ou \$1 200.

M. J.-A. Chauret (**Jacques-Cartier**) est heureux d'appuyer le projet du représentant de la division Saint-Louis. Il connaît bien les citoyens de Montréal et il croit être au courant de leurs vrais intérêts. Les contribuables de Montréal, la chose est incontestable, ont droit au contrôle de leur argent. Et d'après lui, il n'existe aucune raison pour qu'on refuse à la ville de Montréal les droits dont jouissent les municipalités rurales.

M. J.-M. Tellier (**Joliette**) répond à l'invitation faite par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois) aux députés ruraux. Pourquoi demande-t-on un changement?

Depuis vingt ans les choses vont bien. Le député de Saint-Louis ne lui a pas donné de raisons; il votera donc contre ce changement.

Au principe de la représentation populaire invoquée par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois), il répond par cet autre principe, que toute législation doit remédier à un mal existant ou procurer un bien nouveau. Quel est le mal qu'on veut faire disparaître, quel est le plus grand bien qu'on désire obtenir? On ne l'a pas dit. Actuellement, la commission se compose de trois représentants de chacune des autorités religieuses, municipales ou gouvernementales. C'est une représentation au second degré.

Mais combien ne trouve-t-on pas d'exemples de cette représentation au second degré, dans les corps publics.

Quel est celui de ces commissaires qui ne convient pas au député de Montréal no 3? Au principe de la représentation nécessaire à l'impôt, il (M. Tellier) répond qu'en réalité, c'est la législature, et non la commission scolaire, qui autorise à taxer pour les fins scolaires, et les contribuables de Montréal sont largement représentés dans le corps qui décrète l'impôt. D'ailleurs, les membres laïques de la commission sont nommés par deux autorités qui représentent directement le peuple de Montréal. Il considère que cette mesure n'a pas sa raison d'être.

M. N. Lemay (**Lotbinière**) croit que la commission scolaire de Montréal est bien telle qu'elle est; et il se déclare franchement opposé au projet du représentant de Montréal no 3.

M. A. Girard (**Rouville**) conteste au député de Joliette comme au député de Lotbinière leur prétention de connaître mieux que les députés de Montréal les intérêts des citoyens de Montréal. A Marieville, dernièrement, les contribuables ont consacré \$12 000 à la construction d'une école. Auraient-ils été bien encouragés à faire ce sacrifice s'ils avaient eu pour représentants à la commission scolaire des gens irresponsables au peuple.

M. F.-X. Dupuis (**Châteauguay**) appuie chaleureusement les énoncés des députés de Montréal no 3 et de Rouville.

Les gens de Montréal sont eux-mêmes les meilleurs juges de leurs intérêts. Il défie aucun membre de cette Chambre opposé au bill du représentant de Montréal no 3 d'aller à Montréal soutenir ses prétentions. Ce n'est pas, dit-il, aux gens de Chicoutimi, de la Gaspésie ou des Cantons de l'Est qu'il appartient de juger ce qui convient le mieux à Montréal; c'est cette ville elle-même. Or, il est facile de démontrer que les contribuables montréalais sont en faveur de l'idée émise par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois) qui a donné tout à l'heure plusieurs preuves de ce fait. Il en cite une autre. Dernièrement, une partie du faubourg Saint-Joseph, c'est-à-dire une partie de la ville de Montréal, a demandé la permission de s'annexer, pour les fins scolaires à la municipalité scolaire de Sainte-Cunégonde, et cela pour avoir le droit de prendre part à l'élection de leurs commissaires d'écoles et de prendre part à l'administration de ses deniers.

Il ajoute qu'il n'a pas eu le temps d'étudier tous les détails et que ce bill n'entrera en vigueur qu'en 1908. Il demande qu'il soit reporté à la prochaine session afin d'être examiné plus en profondeur.

Ce projet va sûrement soulever des objections. D'autre part, il a des côtés attaquables, tel que la clause fixant à quinze le nombre des commissaires d'écoles. En conséquence, il propose que le bill soit adopté en deuxième lecture sur division, et renvoyé pour étude à la prochaine session.

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) appuie ce bill et déclare qu'il lui paraît étrange de voir les députés des comtés ruraux s'opposer à la mesure lorsque les six représentants de Montréal l'approuvent. Le simple fait que les députés de Montréal appuient ce bill lui semble une raison suffisante pour qu'il soit adopté. Il considère que l'adoption de ce bill améliorerait le système scolaire de la cité de Montréal. Étant donné que les députés de Montréal sont eux-mêmes en faveur du bill, il l'appuie fortement.

M. G. Langlois (Montréal no 3): J'admire, dit-il, le raisonnement du député de Joliette et je serais même d'avis, puisqu'on semble tenir tant à l'irresponsabilité de la commission scolaire de Montréal, qu'on rendit aussi irresponsable le conseil de ville. Et pourquoi aussi, ne remplacerait-on pas la législature par un corps irresponsable de quinze membres, par exemple? Ça serait économique et parfait. Il est vrai que nos pères se sont révoltés précisément pour obtenir la participation directe du peuple à l'administration de ses deniers, mais sans doute, ils ont eu tort, et le député de Joliette a raison. Je paie comme taxes scolaires \$36 par année. L'an prochain j'en paierai \$45. Je ne m'en plains pas et j'en paierai \$60 et \$70 s'il le faut. Mais ce que je réclame, non point comme novateur, non point comme apôtre, mais comme contribuable, c'est le droit de surveiller moi-même l'administration de cet argent que je verse pour l'instruction publique.

Qui peut raisonnablement me refuser ce droit?

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) dit qu'il a eu l'occasion ces jours-ci de consulter, au sujet de la question présentement débattue, les contribuables de Saint-Jean-Baptiste, de Hochelaga, de Delorimier, de Saint-Louis du Mile-End, de Sainte-Cunégonde et de Saint-Henri. Or, tous ces gens l'ont prié de voir à ce que leurs droits d'élire leurs représentants dans la commission scolaire leur soient conservés après l'annexion. Cela montre comme les citoyens de Montréal tiennent à élire eux-mêmes leurs commissaires d'écoles. Laissons au peuple le choix de ses représentants, le contrôle aussi direct que possible de ses deniers.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) se déclare en faveur du projet présenté par le représentant de Montréal no 3 (M. Langlois).

Il rappelle que dans nos campagnes, le curé lui-même comme commissaire d'école, est soumis à l'élection du peuple. À Montréal on veut être plus généreux que cela, on veut laisser à l'archevêché le choix des prêtres, membres de la commission. Comme député de la ville de Montréal, il croit devoir appuyer la législation proposée par le représentant de Montréal no 3.

Il connaît bien le sentiment du peuple de Montréal à ce sujet et il peut assurer ses collègues que tous les contribuables de la métropole sont en faveur du projet.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2). La division que j'ai l'honneur de représenter ici, dit-il, et qui n'a pas l'avantage d'élire ses commissaires d'écoles, se trouve affectée par le bill que propose le député de Saint-Louis. Je crois donc, à ce sujet, devoir dire quelques mots.

La commission scolaire de Montréal comprend 9 membres, dont 3 élus par le gouvernement, 3 par le conseil de ville, et 3 par l'autorité religieuse. Le député de Joliette s'est déclaré opposé au (3) nous discutons en ce moment. Eh bien, que dirait le député de Joliette si on imposait aux citoyens de sa ville un commissaire d'école demeurant à Saint-Thomas, par exemple? Et c'est cependant ce qui existe à Montréal, où M. l'échevin Vallières est commissaire d'école bien qu'il demeure dans le quartier Saint-Denis, qui a sa commission scolaire à part. On prétend qu'il vaut mieux que ce soit le gouvernement plutôt que le peuple qui élise les commissaires d'écoles. C'est une question à débattre mais est-ce que l'on peut refuser à la ville de Montréal le droit d'être traitée comme les autres municipalités de la province. C'est aux députés de Montréal qu'il appartient de se prononcer sur cette question et ce sont les députés de Montréal qu'il importe de consulter.

On ne semble peut-être pas comprendre l'état actuel de la ville de Montréal. Tout les représentants de Montréal sont en faveur de l'élection des commissaires par le peuple, tel que le décrète le code scolaire pour les autres municipalités.

Or, ils se sont déclarés en faveur de l'idée exposée par le député de Montréal no 3 (M. Langlois).

"Question nouvelle", a dit à ce sujet le représentant de Lotbinière (M. N. Lemay). Le premier ministre est plus vieux que le député de Lotbinière et il se souvient de faits dont le député de Lotbinière ne paraît pas avoir eu connaissance. La question soulevée actuellement n'est pas nouvelle. Il y a vingt ou vingt-cinq ans, en effet, une agitation considérable s'est faite à Montréal dans le but d'assurer l'élection des commissaires par les contribuables de la ville. Et, à ce propos, un journal publiait à la date du 13 avril 1884, l'article suivant.

Ici il donne lecture d'un article très énergique en faveur de l'élection des commissaires par le peuple. Puis il ajoute: Cet article est violent, n'est-il pas vrai, Monsieur l'Orateur? Toutefois, je pense que beaucoup de bons chrétiens de cette Chambre pourront ne pas trop s'en scandaliser. En effet, cet article est de la plume de feu, le sénateur Trudel. De telle sorte que le député de Saint-Louis, qui a commencé sa carrière à "L'Étendard" se trouve, en proposant son projet "actuel", à se faire simplement l'exécuteur testamentaire de son ancien patron, feu le sénateur Trudel, dont les bons principes ne peuvent être mis en doute.

Les Anglais, comme je le vois, demandent aussi la même chose.

Je le déclare, je suis en faveur du principe du bill. Mais je n'ai pas eu le temps de l'étudier comme j'aimerais le faire. Il y a des détails qui peut-être demanderaient considération.

Je demanderai donc à cette Chambre d'adopter cette loi en seconde lecture et d'attendre jusqu'à l'année prochaine pour permettre aux députés de l'étudier et à l'opinion publique de se prononcer. Quant à moi, je ne me sens pas en état de la passer cette année.

M. G. Langlois (Montréal no 3) accepte les conclusions du premier ministre et demande l'acceptation de la seconde lecture.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Demande de documents:

Accusations contre le député d'Ottawa

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des documents relatifs à une enquête tenue récemment sur certaines accusations portées contre M. L. Gendron, agent des terres.

Il fait allusion aux accusations portées contre le député d'Ottawa (M. F.-A. Gendron) dans La Libre Parole et déclare que des poursuites ont été intentées au criminel et au civil contre M. Huard, qui était à ce moment directeur de ce journal. Pendant l'enquête, on a déclaré sous serment que l'auteur de cet article était le docteur Jobin, député de Québec-Est.

Ces accusations, venant d'un député, revêtent une importance considérable.

En agissant ainsi, dit-il, en substance, je crois faire mon devoir de député en demandant à un autre député de faire amende honorable au collègue qu'il a accusé injustement et criminellement. J'ai retardé la discussion de cet avis de motion pour permettre à l'auteur de ces accusations, M.

le représentant de Québec-Est de s'expliquer ou du moins d'agir.

La Libre Parole traîne dans la boue la réputation des citoyens. Bien peu jusqu'à présent ont échappé à ses coups. Le député d'Ottawa, dans un article de ce journal, a été accusé d'avoir détourné \$200 000 au gouvernement et de plus d'avoir brûlé les livres de comptabilité du département. Le député d'Ottawa a pris des procédures et dans le plaidoyer du défendeur, on a réaffirmé que les accusations portées étaient vraies en substance.

Il ajoute que lorsque cet article diffamatoire a été publié, le ministère des Terres de la couronne a ordonné qu'une enquête soit tenue et, semble-t-il, cette enquête a finalement avantagé le député d'Ottawa. Je dis, poursuit-il, que les accusations portées sont fausses du début à la fin et que l'affaire est fabriquée de toutes pièces.

En tant que député de la Chambre et en tant que représentant du député d'Ottawa, il demande au député de Québec-Est (M. A. Jobin) si ces accusations sont fondées. S'il sait quoi que ce soit contre l'agent des Terres à Hull, il est de son devoir de le dire en Chambre, sinon, il est de son devoir de rétracter ce qu'il a publié, car le nom et la réputation du député d'Ottawa sont en jeu.

Maintenant, ajoute-t-il, que nous connaissons l'auteur de cet article libelleux, il me reste que deux choses à faire. Si les faits sont vrais, le député de Québec-Est doit demander une enquête. C'est son devoir comme député. S'ils sont faux, il doit se rétracter publiquement.

D'ailleurs, le ministre des Terres (l'honorable A. Turgeon) a fait faire une enquête, à lui d'en donner le résultat.

M. A. Jobin (Québec-Est) demande de ne rien ajouter sur l'incident avant d'avoir lu le rapport de l'enquête.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Je n'interviendrai pas en aucune manière dans ce débat en autant qu'il touche un litige encore pendant devant nos tribunaux. Mais comme certaines gens ont critiqué l'action du gouvernement en cette affaire, il est de mon devoir de remettre ces choses au point.

L'attitude du gouvernement a été irréprochable. J'étais absent lorsque parut cet article. Le premier ministre et mon collègue, le représentant de Kamouraska (l'honorable L.-R. Roy), qui me remplaçait, ordonnèrent immédiatement une enquête. À mon retour, je poussai les choses et je puis assurer la Chambre qu'elle a été conduite avec impartialité et sans faiblesse.

L'agent du gouvernement et son prédécesseur, le député d'Ottawa (M. F.-A. Gendron), ont été complètement exonérés.

Je suis heureux de profiter de la circonstance pour les en féliciter.

Le gouvernement produira les documents de cette enquête et je regrette que la chose ne soit pas venue avant pour que la Chambre ait pu juger par elle-même de cette affaire, qui a eu tant de retentissement. Car je crois que le rapport des enquêteurs doit avoir autant de publicité que l'accusation qui en a fait l'objet.

M. A. Jobin (Québec-Est) demande l'ajournement du débat.

Il dit qu'avant de répondre au député de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), il attendra que l'on dépose les documents promis par le ministre.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) assure que le rapport de cette enquête sera mis devant la Chambre dès aujourd'hui (4).

Il ajoute qu'il fera déposer le rapport et tous les documents devant la Chambre et le député de Québec-Est pourra en prendre connaissance s'il le souhaite. Il dit que si le débat est ajourné, les documents ne peuvent être produits.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) trouve étrange la prudence du représentant de Québec-Est.

Il signale que ce dernier aurait dû s'informer adéquatement, en prenant les mêmes précautions, avant de lancer une attaque contre un de ses collègues de la Chambre sans connaître exactement les faits. Il dit qu'il a une pauvre idée du libéralisme du représentant de Québec-Est.

La motion est adoptée.

Corporations scolaires

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Gaspé (M. L.-J. Lemieux) que le bill (no 115) amendement l'article 307 de la loi de l'Instruction publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il demande l'adoption de cette loi permettant aux instituteurs de remplir en même temps les positions de secrétaire-trésorier ou d'assistant secrétaire-trésorier. C'est, dit-il, pour leur permettre de vivre dans les endroits pauvres.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) y voit des objections.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Je comprends, j'approuve l'idée de cette loi, dit-il, mais j'y vois des inconvénients. La loi est trop générale. Si le député de Saint-Louis remettait cette loi à l'année prochaine, nous aurions peut-être le temps de l'étudier et de la rendre moins générale et faire disparaître ainsi certaines parties qui peuvent lui nuire.

La proposition est rejetée sur division.

Demande de documents:

École normale McGill

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi, le 7 février dernier, sur la motion à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des documents concernant:

1. Tout règlement du comité protestant de l'Instruction publique exigeant comme condition première d'avoir suivi les cours de l'école normale McGill, pour l'obtention du diplôme d'enseignement dans les écoles élémentaires;

2. Copie des requêtes faites contre tel règlement et adressées au comité protestant, spécialement les requêtes venant du comté de Richmond;

3. Copie des motions ou résolutions faites au comité protestant de l'Instruction publique, demandant l'annulation de ces règlements, et spécialement de la motion de M. Gavin Walker;

4. État comprenant le nombre d'instituteurs des écoles protestantes ayant enseigné sans diplôme, chaque année, depuis 1898 jusqu'à présent;

5. Copie des résolutions du comité protestant demandant l'octroi de quelque partie de la somme de \$50 000 accordée aux écoles élémentaires, en vertu du statut 60 Victoria, chapitre 3, à l'école normale McGill, et comment il a été employé.

La motion est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 18) amendement la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier;

- bill (no 20) amendement la loi de l'Instruction publique;

- bill (no 23) amendement la loi concernant la protection des colons et l'établissement des "homesteads";

- bill (no 27) relatif aux termes et séances de la cour de circuit dans le district de Chicoutimi;

- bill (no 103) amendement la loi électorale de Québec, 1903;

- bill (no 119) amendement la loi des élections contestées de Québec;

- bill (no 136) abrogeant la loi amendement l'article 4691 des statuts refondus;

- et bill (no 154) amendement la charte de la compagnie générale du port de Chicoutimi.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 22) amendant la loi de la chasse de Québec;
- bill (no 118) amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- et bill (no 74) constituant en corporation "The North Eastern Railway Company".

Chasse

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 22) amendant la loi de la chasse de Québec. Les amendements sont lus pour la première fois.

Commissaires d'écoles catholiques de Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 118) amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec. Les amendements sont lus pour la première fois.

"The North Eastern Railway Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 74) constituant en corporation "The North Eastern Railway Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

La séance est levée à minuit trente.

NOTES

1. Les journaux ne s'entendent pas tous sur ce chiffre. Le montant est tiré du Soleil du 7 mars 1906 alors qu'à la même date, le Canada mentionne \$500 000 et l'Événement, \$300 000.

2. Voir la note précédente.

3. Mot manquant. Ce passage est tiré du Canada, 7 mars 1906.

4. Il est passé minuit et au moment où le ministre prononce ces paroles, il s'agit donc du 7 mars 1906.

Première séance du 7 mars 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 11 heures.

Adopté.

Rapports de comités:

Chemin fermé

Refonte des statuts

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial conjoint nommé pour étudier les rapports de la commission de la refonte des statuts de Québec. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Archambeault son président et il demande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Il recommande que les membres qui le composent étudient pendant la vacance parlementaire, séparément, le premier rapport de la commission de manière à pouvoir, lorsqu'ils seront constitués de nouveau en comité, à la prochaine session, faire les observations qu'ils croiront à propos relativement au travail de la commission, et suggérer les modifications, additions et omissions qu'ils croiront nécessaires.

Il recommande aussi qu'une copie du rapport de la commission soit transmise à chacun des juges de la Cour du banc du roi et de la Cour supérieure, aux magistrats de district, au secrétaire général du barreau, aux secrétaires des diverses sections du barreau et au secrétaire de la chambre des notaires.

Il recommande enfin que la description de divers comtés contenue dans le rapport soit transmise aux registrateurs, aux greffiers et secrétaires-trésoriers des différentes municipalités, ainsi qu'aux secrétaires des associations de bibliothèques de la province, avec prière d'adresser à la commission les suggestions qu'ils croiront requises pour assurer l'exactitude du rapport de la commission.

Le rapport est adopté.

Indemnité des députés

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que la réduction de \$5.00 par jour, mentionnée à l'article 149 des statuts refondus de la province de Québec, ne soit pas faite pour douze jours, dans les cas des députés de l'Assemblée législative qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours, et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

H. É. Blanchard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 135) ajoutant l'article 753a au code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. É. Blanchard (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Éclairage des municipalités rurales

M. P.S.G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour que le bill (no 165) amendement le code municipal pour pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. P.S.G. Mackenzie (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P.S.G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saint-Nazaire de Dorchester

M. A. Morisset (Dorchester) propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. A. Marchildon), que l'honoraire payé pour le bill (no 75) détachant des municipalités de Saint-Léon-de-Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire", soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu les ressources très limitées de cette municipalité.

Adopté.

Demande de documents:**Bilan financier
de la province**

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des documents, correspondance, etc., depuis le 1er juillet 1897, entre le gouvernement et les agents financiers européens, ou toute personne, au sujet de la préparation du bilan général des affaires de la province, y compris les valeurs immobilières à son actif, en vue d'un nouvel emprunt, ou d'une consolidation définitive de toute la dette publique.

Adopté.

Interpellations:**Terres sous licence de
coupe de bois dans Compton**

M. A. W. Giard (Compton): 1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Marston, dans le comté de Compton?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. 70 700 acres.

2. 31 680 acres.

**Terres sous licence de coupe
de bois dans Brome**

M. A. W. Giard (Compton): 1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de Brome?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. 300 455 acres.

2. Aucun.

**Terres sous licence de coupe
de bois dans Stanstead**

M. A. W. Giard (Compton): Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de Stanstead?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. 260 600 acres.

2. Aucun.

**Terres sous licence de coupe de
bois dans Sherbrooke**

M. A. W. Giard (Compton): 1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de

Sherbrooke?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. 140 300 acres.

2. Aucun.

**Terres sous licence de coupe
de bois dans Chambly**

M. A. W. Giard (Compton): 1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de Chambly?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. 101 529 acres.

2. Aucun.

Licences

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que le bill (no 21) concernant les licences soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. M. Perrault (Chambly) critique le système financier du gouvernement.

Il prétend que le gouvernement est complètement entre les mains de la Banque de Montréal et que c'est cette institution qui a créé des misères aux gouvernements Mercier et Taillon, lorsque ceux-ci se sont présentés sur les marchés européens.

M. P.-H. Roy (Saint-Jean) parle dans le même sens et désire que toutes les banques soient taxées de la même façon.

Les honorables J.C.J.S. McCorkill (Brome) et L. Gouin (Montréal no 2), et MM. F.-X. Dupuis (Châteauguay), G. Langlois (Montréal no 3), G.-A. Lacombe (Montréal no 1), J.-M. Tellier (Joliette) et J. H. Kelly (Bonaventure) prennent part à la discussion.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

2. Le paragraphe 17 de l'article 2 de ladite loi, tel qu'amendé par la loi 5 Édouard

VII, chapitre 13, section 1, est de nouveau amendé!

a. En remplaçant les mots "toute municipalité", dans les cinquième et sixième lignes, par les mots: "tout territoire".

b. En ajoutant audit paragraphe les mots suivants:

"L'établissement de l'embouteilleur doit être situé dans les limites de la municipalité, dont le conseil a confirmé son certificat de licence; et il n'est permis à aucun embouteilleur d'avoir quelque établissement pour l'embouteillage, ou local pour l'emmagasinage des liqueurs fermentées mentionnées dans le présent paragraphe, ailleurs que dans le territoire couvert par sa licence".

MM. J.-M. Tellier (Joliette) et F.-X. Dupuis (Châteauguay) protestent contre cette clause. Selon eux, on a toujours compris que cet embouteilleur ne pouvait pas vendre ailleurs que dans la municipalité où il avait sa licence, mais le trésorier voudrait étendre l'effet de cette licence à tout le comté.

Il y voit un danger pour la morale publique.

M. J.-M. Tellier (Joliette) voudrait empêcher les embouteilleurs de colporter leurs marchandises de maison en maison dans tout un comté.

Cet article est amendé en retranchant la section dudit article.

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

3. Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 2 de la loi 63 Victoria, chapitre 12, après le paragraphe 21:

"21a. Une licence d'encanteur pour la vente des liqueurs donne le droit de vendre des liqueurs enivrantes dans les quantités mentionnées au paragraphe 10 de cet article, lorsque ces liqueurs forment partie du fonds de commerce d'une personne décédée ou de quelqu'un qui, pour cause d'insolvabilité ou autrement, vend son fonds de commerce, ses marchandises ou effets".

Cet article est amendé en ajoutant dans la section 21a dudit article, après le mot "effets" les mots "dans la municipalité où il faisait affaire".

Cet article est adopté.

Le comité est adopté.
L'article 4 étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

5. 1- Le deuxième paragraphe de l'article 26 de ladite loi, tel qu'amendé par la loi 2 Édouard VII, chapitre 13, section 5, est remplacé par le suivant:

"Nonobstant les dispositions du premier paragraphe du présent article, la préférence doit être donnée, pour ce qui regarde les requêtes pour licences d'hôtels, aux locaux spécialement construits et

aménagés pour servir comme hôtels, pourvu que ces hôtels contiennent vingt-cinq chambres ou plus".

2- Le paragraphe précédent de la présente section ne doit pas être interprété comme déclarant que la loi était antérieurement différente de la loi présentement édictée.

3- Le troisième paragraphe dudit article 26 de ladite loi est amendé en y ajoutant ce qui suit: "sauf dans les cas où le locateur demande au porteur de licence une augmentation de loyer ou refuse de renouveler le bail en sa faveur pour des raisons jugées insuffisantes par les commissaires des licences."

Cet article est amendé en ajoutant après le mot "chambres", les mots "à coucher" dans la cinquième ligne du second paragraphe.

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

6. L'article 28 de ladite loi 63 Victoria, chapitre 12, tel qu'amendé par la loi 1 Édouard VII, chapitre 11, section 2, et 5 Édouard VII, chapitre 13, sections 12 et 13, est remplacé par le suivant:

"28. Dans la cité de Montréal, le nombre des licences d'hôtels et de restaurants est pour le présent limité à un maximum de quatre cents; dans la cité de Québec, à un maximum de cent vingt-cinq à partir du premier mai 1907; dans la cité de Saint-Henri, à un maximum de trente et une; dans la cité de Sainte-Cunégonde, à un maximum de vingt-trois; dans la cité de Trois-Rivières, à un maximum de douze; dans la ville de Saint-Jean, à un maximum de onze; dans la cité de Valleyfield, à un maximum de dix; dans la cité de Saint-Hyacinthe, à un maximum de dix-huit; dans la ville de Maisonneuve, à un maximum de vingt-quatre; dans la ville de Lachine, à un maximum de neuf; dans la cité de Sorel, à un maximum de dix-sept; dans la ville d'Iberville, à un maximum de quatre, et dans la cité de Hull, à un maximum de trente-quatre, respectivement; mais en ce qui regarde la cité de Hull, ce nombre sera réduit, quand les porteurs de licences actuels cesseront leurs affaires, à un maximum de vingt; et ces nombres devront être excédés à l'avenir que lorsque la population desdites cités aura augmenté au point que l'augmentation du nombre des licences d'hôtels et de restaurants puisse être faite de telle manière qu'il n'y ait jamais plus qu'une licence de ce genre pour chaque millier d'âmes de la population de chacune desdites cités; et cette proportion devra être conservée par la suite.

La disposition du paragraphe immédiatement précédent, concernant le maintien des licences dans le territoire des municipalités annexées, est sujette à toute

réduction générale qui peut être faite par la suite du nombre des licences dans les cités de Montréal et de Québec.

Dans le cas d'annexion à la cité de Québec ou à la cité de Montréal, de quelques municipalités avoisinantes, le nombre de licences en vigueur dans cette municipalité annexée, à la date de l'annexion, sera ajouté au nombre de licences fixé par ledit paragraphe pour chacune des cités de Québec et de Montréal, mais de telle manière que le nombre de licences ainsi en vigueur dans chaque telle municipalité annexée soit maintenu après l'annexion, dans le territoire appartenant antérieurement à la municipalité. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux cités de Saint-Henri et de Sainte-Cunégonde, de Montréal, et à toutes autres municipalités annexées ou qui peuvent être annexées à l'une ou l'autre desdites cités de Québec et de Montréal.

Vu la diminution du nombre des licences dans la cité de Québec à cent vingt-cinq à partir du premier mai 1907, le droit sur ces licences sera augmenté proportionnellement, de manière que le revenu total en provenant reste en tout temps le même qu'il était avant la réduction du nombre des licences.

Cet article est amendé en ajoutant après le mot "dans" dans la première ligne de la section 28, les mots "les limites de la cité de Montréal, telles qu'elles existaient le 1er janvier 1905" et dans la quatrième ligne de la même section, en remplaçant les mots "vingt-cinq" par les mots "cinquante pour l'année 1906-1907, et un maximum de cent vingt-cinq", et dans la cinquième ligne de la même section, en remplaçant les mots "la cité de" par les mots "le quartier de"; et dans la sixième ligne de la même section, en remplaçant les mots "de la cité de" par les mots "du quartier de" et dans la neuvième ligne, en remplaçant le mot "onze" par le mot "douze" et dans la quatorzième ligne de la même section en remplaçant le mot "dix-sept" par le mot "dix-huit" et dans la quarantième ligne de la même section, en remplaçant les mots "cités de" par les mots "quartiers de".

Cet article est adopté.

Les articles 7 et 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

10. L'article 46 de ladite loi, tel qu'amendé par la loi 5 Édouard VII, chapitre 13, sections 18, 19 et 20, est de nouveau amendé.

a. En ajoutant ce qui suit au paragraphe 4:

"et avant que la demande d'une licence de club soit prise en considération par le trésorier de la province, cette demande doit avoir été affichée pendant quinze jours à un endroit bien en vue, ouvert au public, dans le bureau du greffier des commissaires de

licences, si c'est dans l'une des cités de Montréal ou de Québec, et dans celui du greffier ou du secrétaire-trésorier de la cité dans toutes autres cités, et la demande, lorsqu'elle est adressée au trésorier de la province, doit être accompagnée d'un certificat dudit greffier ou dudit secrétaire-trésorier attestant que cette formalité a été accomplie.

b. En y ajoutant les paragraphes suivants:

"6. Il ne doit être émis aucune licence autorisant la vente de liqueurs enivrantes dans un club, à moins que la maison de ce club ne soit à une distance d'au moins soixante pieds de tout hôtel ou restaurant muni de licence, situé sur le même côté de la rue."

"7. Aucune buvette n'est tolérée dans un club licencié en vertu de la présente loi."

"8. Le trésorier de la province peut, à sa discrétion, faire faire l'inspection de tout club licencié en vertu de la présente loi, par tout officier et à telles époques qu'il jugera convenables, afin de s'assurer si les prescriptions de la loi sont observées dans ce club; et à cette fin, cet officier doit avoir accès à toutes les parties du club ainsi qu'aux livres et aux pièces justificatives qui s'y rattachent, et le refus de permettre cette inspection constitue une offense tombant sous le coup de l'article 119."

Cet article est amendé en remplaçant dans la huitième ligne de la section a. les mots "cité" et "cités" par les mots "municipalité" et "municipalités".

Cet article est adopté.

Les articles 11 à 23 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 24 qui se lit comme suit:

24. L'article 89 de la loi 63 Victoria, chapitre 12, est amendé en remplaçant le mot: "comté", dans la cinquième ligne, par le mot: "territoire".

Cet article est retranché.

Les articles 25 à 33 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 7 mars 1906

Sous la présidence de
l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Article de La Patrie

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la parole sur une question de privilège. Dans une de ses lettres, dit-il, le correspondant parlementaire de la Patrie a récemment

parlé d'un article soit disant écrit par lui et intitulé "Honte à la province de Québec". Le député de Saint-Louis a déjà assez à se justifier des actes qu'il a commis, pour qu'on ne lui en reproche pas encore d'imaginaires. Jamais il n'a écrit l'article en question. Tout ce qu'il a fait, ça été de reproduire autrefois dans la Patrie un article d'un journal d'Ottawa intitulé "A national disgrace" qui était traduit du Citizen et où l'on faisait le procès de notre système d'instruction publique. Il avait pour but, en reproduisant cet article, de montrer dans quel discrédit nous étions aux yeux des autres provinces à cause de nos écoles

Commissaires d'écoles catholiques

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 11B) amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The North Eastern Railway Company"

La Chambre procède, de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 74) constituant en corporation "The North Eastern Railway Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Licences

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 21) concernant les licences.

Adopté.

En comité:

L'article 24 est réintégré, il se lit comme suit:

24. L'article 89 de la loi 63 Victoria, chapitre 12 est amendé en remplaçant le mot "comté" dans la cinquième ligne par le mot "territoire".

Cet article est adopté.

Le comité étudie l'article 34 qui se lit comme suit:

34. L'article suivant est ajouté après l'article 162 de la loi 63 Victoria, chapitre 12:

"162a. Nonobstant toute loi spéciale au contraire, tout conseil municipal ou cor-

poration municipale, prélevant plus qu'il n'est permis par l'article 162 pour les objets y mentionnés, peut être forcé de rembourser, en tout temps, au porteur de licence, ou à ses représentants légaux, cette surcharge comme étant illégale et ayant été indûment exigée."

Cet article est amendé en ajoutant dans la première ligne de la section 162a après le mot "spéciale" les mots "de cette législature".

Cet article est adopté.

Les articles 35 à 59 sont adoptés.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, article 366

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que le bill (no 104) amendant l'article 566 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est ajouté, il se lit comme suit:

2. La présente loi n'affectera aucun établissement d'embouteilleur, actuellement existant jusqu'au premier mai 1907.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Demande de documents:

Réclamation du Québec auprès du fédéral

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des réclamations pendantes entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la puissance du Canada, avec indication de leur nature, de la date à laquelle elles ont été faites et des dernières

procédures effectuées pour en arriver à une solution.

L'un des paragraphes du discours du Trône parle de certaines réclamations pendantes entre les deux gouvernements fédéral et provincial.

Le gouvernement de cette province a eu la louable préoccupation d'assurer le règlement de ces réclamations.

Cette préoccupation, louable au point de vue d'une saine administration, l'est davantage encore au point de vue du souci bien connu du gouvernement pour le réajustement du subside fédéral.

De fait, n'est-il pas à propos de recouvrer d'abord tout ce qui nous est dû en simple justice, avant de songer à faire décréter par le Parlement qu'on a mal établi notre créance.

Si je suis bien informé - et ma motion a pour objet de me mieux informer - ces réclamations seraient nombreuses et importantes: ce seraient la délimitation des frontières de la province à l'est, le remboursement de nos frais d'administration de la justice criminelle, le droit exclusif des législatures locales de légiférer et sur les pêcheries et sur le droit de propriété de ces pêcheries.

Ce dernier item, très intéressant, a toute une histoire.

Par le traité de Washington, 1871, il fut stipulé qu'Américains et sujets britanniques avaient en commun le droit de faire la pêche maritime dans les provinces de Québec, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, avec droit réciproque sur la côte orientale des États-Unis.

Inauguré en 1873, le traité cessa d'avoir effet en 1885.

Une commission chargée de fixer le chiffre de l'indemnité accorda \$5 500 000 au gouvernement impérial, qui remit à celui du Canada la somme de \$4 490 000.

La province de Québec a droit à une part dans cette somme et, déterminée d'après l'importance de ses pêcheries, proportionnellement aux pêcheurs des autres provinces, cette quote-part s'élève au moins à \$1 425 000, laquelle somme, accrue des intérêts, forme un montant de \$3 393 000.

En dépit de demande dûment faite, le pouvoir central a gardé cette somme qu'il a appliquée aux services publics du gouvernement fédéral.

Cette Chambre a confiance que le gouvernement règlera heureusement ces réclamations et fera l'impossible pour obtenir un juste remboursement aux provinces des indemnités payées au gouvernement d'Ottawa pour des choses qui appartenaient aux provinces.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) félicite d'abord le député de Soulanges pour

le beau discours qu'il vient de prononcer.

Avant l'entrée en vigueur des dispositions du traité de Washington de 1871 relatives aux pêcheries, l'on reconnaissait aux pêcheurs américains le droit de faire la pêche dans nos eaux canadiennes. Cet état de choses existait grâce à la convention de Londres de 1818.

De là, nombreuses difficultés s'aggravant chaque jour.

En 1871, par le traité de Washington, il fut convenu que les pêcheurs américains auraient en commun avec les sujets anglais, pendant douze années à partir de l'entrée en vigueur de ces dispositions, le droit de pêcher sur les côtes, grèves, havres, baies et anses des provinces de Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et des colonies de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve. On leur accordait de plus la liberté de faire sécher leur poisson sur les Îles-de-la-Madeleine et sur les grèves de ces provinces.

Les mêmes droits furent reconnus aux sujets anglais en ce qui regarde la pêche dans les eaux américaines.

Mais comme il fut bientôt reconnu que les avantages conférés aux pêcheurs américains étaient de beaucoup supérieurs à ceux accordés aux sujets anglais, les plénipotentiaires s'entendirent par ce traité pour qu'une commission fut créée afin de déterminer la valeur de l'excédent des avantages accordés aux citoyens américains et de fixer le montant d'une indemnité à être payée par les États-Unis à la Grande-Bretagne.

La chose n'était que juste.

Les dispositions de ce traité entrèrent en force le 1^{er} juillet 1873,

La commission d'arbitrage ne se réunit à Halifax que le 17 juin 1877. Elle fut présidée par M. Maurice Delfosse, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges; l'honorable M. H. Kellogg y représentait les États-Unis, et Sir Alexander T. Galt, K. C. M. G., la Grande-Bretagne.

Après de longues discussions, le 23 novembre 1877, la commission rendit son jugement.

La réclamation de la Grande-Bretagne, en ce qui regarde le Canada, s'élevait à la somme de \$12 000 000; le jugement lui accorda \$5 500 000.

Ce montant fut alors payé par les États-Unis au gouvernement impérial, soit \$4 490 332.64 pour le Canada et \$1 000 000 pour Terre-Neuve. De suite le gouvernement impérial versa cette somme dans le Trésor du gouvernement fédéral du Canada.

Lors de ce paiement, la doctrine constitutionnelle reçue généralement, en ce qui regarde la propriété des pêcheries, voulait que le gouvernement fédéral fût le seul et unique propriétaire de tout le poisson qui se trouve dans les eaux navigables du Canada. C'est en se basant sur cette théorie que le gouvernement d'Ottawa touchait la part

d'indemnité accordée au Canada.

Nous prétendons, nous, que cette somme de \$4 490 332.64 appartient aux provinces, dans les eaux desquelles les pêcheurs américains sont venus faire la pêche pendant si longtemps et à l'exemple de toutes les autres provinces, nous réclamons maintenant notre part de l'indemnité versée par les États-Unis dans le Trésor impérial et remise au Canada. Chacune des intéressées a produit sa réclamation.

Le gouvernement fédéral les a toutes repoussées, se basant toujours sur le motif constitutionnel que nous avons antérieurement cité.

En 1879, l'Ile-du-Prince-Édouard protesta contre la décision qu'avait prise à ce sujet le pouvoir central.

En 1880, les provinces de Québec, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Édouard présentèrent au gouvernement fédéral une requête dans laquelle ils exposaient leur opinion sur cette question. Cette requête fut rejetée.

Les provinces ne se tinrent pas cependant pour battues. Elles décidèrent d'en appeler de la décision fédérale.

Les législatures de Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et de l'Ile-du-Prince-Édouard adoptèrent des résolutions dans ce sens.

Vers 1894 ou 1895, la question fut même soulevée devant la Chambre des communes, mais sans résultat pratique.

En 1898 les procureurs généraux des provinces intéressées portèrent leurs demandes devant le Conseil privé et y combattirent les prétentions du gouvernement fédéral.

Les provinces eurent gain de cause et les prétentions d'Ottawa furent reconnues erronées et mal fondées, et il fut établi clairement que la propriété des pêcheries revenait de droit aux provinces.

Je cite le texte même du jugement du Conseil privé.

"Leurs Seigneuries sont d'opinion que la section 91 de l'Acte de l'Amérique britannique du nord n'a donné à la puissance du Canada aucun droit de propriété relativement aux pêcheries. Leurs Seigneuries ont déjà remarqué la distinction qu'il faut faire entre les droits de propriété et la juridiction législative. C'est la juridiction législative seulement qui a été conférée sous le titre "Pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur" dans la section 91. Cette disposition laisse intacts tous les droits de propriété relatifs aux pêcheries que possédaient antérieurement les particuliers ou les provinces. Toutes les concessions que les provinces auraient pu faire légalement en vertu de leurs droits de propriété avant cette époque pouvaient légalement se faire après que cette disposition fût devenue loi."

De cette somme de \$4 490 332.64 nous

réclamons depuis 1902 la somme de \$1 425 825 et les intérêts, formant en tout un capital de \$3 393 531.

Dès 1879, toutes les autres provinces ont réclamé leur part, Ottawa a toujours refusé: "Les grandes eaux nous appartiennent" répond le gouvernement fédéral.

Depuis ce jugement si clair du Conseil privé, il nous semble que les réclamations des provinces sont indiscutables.

En outre de ceci, il existe d'autres réclamations ayant la même base.

Depuis le 1er juillet 1867, le gouvernement du Canada, s'appuyant sur ces principes et en conformité avec la loi 31 Victoria chapitre 60, a consenti des baux et émis des licences autorisant la pêche dans les eaux intérieures et maritimes comprises dans les limites de la province de Québec.

Depuis la même époque Ottawa a perçu des amendes imposées aux personnes qui ont fait la pêche dans ces eaux sans baux ni licence.

Le montant des deniers ainsi perçus pour ces baux, licences et amendes depuis le 1er juillet 1867 à janvier 1902 s'élève à une somme de \$490 000.

Nous avons encore une troisième réclamation. Après l'entrée en vigueur du traité de Washington, en 1885, les difficultés ont recommencé entre les pêcheurs.

Un nouveau traité fut conclu à Washington le 15 février 1888.

Les plénipotentiaires chargés de défendre les intérêts des gouvernements qui prirent part aux négociations furent Sir Lionel Sackville West, l'honorable Joseph Chamberlain, Sir Charles Tupper d'un côté, et le président des États-Unis, Thomas Bayard, W. Putnam et James Angell, de l'autre.

En attendant la ratification de ce traité par le Sénat américain, les navires américains furent admis dans nos eaux. On adopta un "modus vivendi".

Le Sénat américain crut devoir rejeter le traité. Le "modus vivendi" prit nécessairement fin et tout fut à recommencer.

Le gouvernement crut devoir alors accorder des permis aux pêcheurs américains, concédant certains droits accessoires aux droits de pêche dans les baies à travers la province.

Ces permis ont été des sources de revenus. En interprétant toujours le jugement du Conseil privé, tel qu'il importe de l'interpréter, nous croyons avoir le droit de réclamer notre part dans les argents perçus par le moyen de ces permis.

De ce chef nous réclamons \$43 722.

C'est donc dire, en résumé, que nous avons une réclamation générale de plus de \$4 000 000.

Cette question est claire et mérite toute l'attention des députés de cette Chambre. Je ne vois pas pourquoi nous n'obtien-

driens pas justice.

Mon prédécesseur, l'honorable M. Parent, a produit en 1902 une réclamation générale basée sur les faits que je viens d'énoncer.

J'espère, pour le bien de Québec, que nous réussirons à obtenir ce qui nous est dû.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que la province bénéficiera de ce règlement et sera reconnaissante envers ceux qui ont su mettre cette affaire en marche et ceux qui réussiront à nous faire rendre justice.

La proposition est adoptée.

Primes aux institutrices et prix accordés aux municipalités scolaires

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi, le 1er mars dernier, sur la motion à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre les documents se rapportant aux nouvelles primes annuelles à être payées aux institutrices et à certaines municipalités scolaires.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) (1) dit qu'ayant été secrétaire de la province, on comprendra donc qu'il s'intéresse beaucoup à l'instruction publique.

Il demande la bienveillance de la Chambre et croit qu'il est de son devoir de travailler lui aussi à cette belle et noble cause, en lui faisant part de l'expérience qu'il a acquise par les études spéciales qu'il s'est imposées sur cette question.

Il prétend que depuis 1897, date où un débat fameux a remis sur le tapis les choses de l'éducation, il y a eu des progrès sensibles d'accomplis. Il espère que la présente discussion produira les mêmes résultats.

En 1897, le cabinet Marchand a voulu établir un ministère de l'Instruction publique, mais il n'a pas réussi. Il ne s'est pas croisé les bras pour tout cela. Il a augmenté les fonds versés à l'instruction publique.

Son premier effort a été de relever la capacité du personnel enseignant en remplaçant les bureaux d'examineurs par un bureau central qui rend des services immenses en attendant que les écoles normales puissent fournir un nombre suffisant d'instituteurs compétents.

Les membres de ce corps sont en général d'une compétence indiscutable. Sans doute, il s'y trouve des gens qui ne valent pas beaucoup. Mais c'est comme dans tous les corps, où il y a des bons et des mauvais.

Il a fait disparaître les nombreux petits bureaux existant alors et centralisé le contrôle du Conseil de l'instruction publique au point de vue de la plus grande facilité de s'assurer des capacités des maîtres et institutrices. On s'y montre plus sévère. On y demande plus de capacité.

La création d'un système de conférences pédagogiques fait aussi beaucoup de bien. Il faudrait dire la même chose de l'établissement des concours entre écoles, système qui a pris naissance dans le comté de Saint-Jean. Le gouvernement l'encourage au moyen de primes.

Il demande que l'on établisse un plus grand nombre d'écoles normales.

Énumérant tout ce qui a été fait pour l'éducation, il montre par le rapport des inspecteurs d'écoles les résultats obtenus. En 1897 la note générale des inspecteurs était doléante; cette année, elle est consolante.

Un seul inspecteur, M. Curot a été pessimiste dans ses conclusions mais, franchement, ce pédagogue n'est pas fameux.

Parlant du rapport de M. Curot, dont le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois) s'est surtout prévalu, il remarque qu'il y a quelques années ce M. Curot ne donnait aucuns détails sur son district d'inspection. En 1898, M. Curot a commencé à donner des détails et des conseils, et c'est dans ce domaine surtout qu'il indique son penchant à l'exagération, lorsqu'il suggère qu'on enseigne la sténographie aux enfants des écoles élémentaires, c'est-à-dire aux enfants de 5 à 14 ans. Il ne faut donc pas s'alarmer outre mesure des plaintes de M. Curot. En outre, M. Curot a demandé à retirer les plus graves allégués de son rapport.

M. G. Langlois (Montréal no 3) dit que les discours faits sur la question scolaire ne sont pas basés sur le rapport de M. Curot.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) répond que le rapport de M. Curot, en somme, ne montre pas une compétence qui puisse autoriser les réformateurs à outrance à se baser sur ce document pour étayer leurs plaintes.

Puis, il donne lecture des opinions si favorables au système de la province de Québec exprimées par les plus hautes autorités lors du grand concours de l'Exposition de Paris. À l'Exposition de 1900, dit-il, nos écoles ont été admirées. La province de Québec a obtenu des résultats dont elle peut à bon titre se louer. Les Français eux-mêmes ont fait l'éloge de nos écoles. Je lis, dit-il, dans un journal de Paris "L'enseignement canadien-français nous semble plus pratique que le nôtre".

Cette opinion a été confirmée par un Français distingué, M. Siegfried qui, après avoir accompagné Monsieur l'inspecteur Vien dans quelques-unes de nos écoles élémentaires, n'a pu taire son admiration.

Il rappelle la visite de MM. Siegfried, en 1905, à une école de la Côte-Nord, pendant que la classe se faisait comme tous les jours et qui faisait dire à ces messieurs qu'en France on ne rencontrait pas toujours des écoles aussi bien tenues que celles de la

province de Québec.

Je ne veux pas dire, ajoute-t-il, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais il faut rendre justice.

Il relève plusieurs chiffres du représentant de Montréal no 3 sur cette question et il en démontre la fausseté.

Quant à la question des illettrés, c'est une inconséquence. Les rapports cités comptent parmi les 29% des illettrés, plus de 14% d'enfants au-dessous de 5 ans. Je ne sache pas qu'il faille donner de l'instruction aux enfants encore au berceau.

Québec, malgré toutes ses charges, dépense annuellement 14% de son revenu pour l'éducation.

Nous consacrons 12% du chiffre total de nos taxes à l'instruction publique, c'est-à-dire le double du pourcentage de 1867. S'il est vrai de dire que l'arbre se juge au fruit, nos écoles valent au moins celles des autres provinces, car les hommes qu'elles forment nous représentent très dignement à Ottawa, à côté des députés des autres parties du pays.

Il parle longuement de nos hommes publics, de nos professionnels, et dit en terminant qu'ils peuvent subir la comparaison avec ceux des autres provinces.

Il termine par une citation très encourageante du rapport d'un inspecteur d'écoles.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

Monsieur l'Orateur, comme on l'a dit et répété bien des fois, la question de l'instruction publique est une cause d'intérêt général, une cause commune à laquelle tous les amis de l'éducation, tous ceux que préoccupent l'avancement et le progrès de cette province, doivent donner leur attention.

C'est dans cette pensée que je suis heureux de remercier, en ce moment, les honorables membres de cette Chambre qui ont pris part au débat, et que c'est pour moi un agréable devoir de les féliciter des éloquents discours qu'ils ont prononcés sur cette importante question à laquelle se rattache, en grande partie, notre avenir national.

Nous aurions mauvaise grâce à nous plaindre des divergences d'opinions qui se sont fait jour durant ce débat et dans le cours de la discussion qui s'est faite depuis quelque temps dans la presse et dans le public. Du choc des idées jaillit la lumière, et je suis convaincu que tous les honorables députés de cette Chambre n'ont en ce moment qu'une seule et même pensée, un seul et même désir patriotique: celui de faciliter à l'administration l'accomplissement de la tâche importante qui lui a été confiée par les électeurs de cette province, en accélérant davantage les progrès de l'instruction publique, par un travail consciencieux dirigé vers l'éducation du peuple.

Qu'il me soit donc permis, puisque je dois, en quelque sorte, résumer ce débat et parler au nom du gouvernement, de dire que ces divergences d'opinions auxquelles je faisais allusion reposent sur des craintes plutôt factices que réelles, et de prouver cette prétention non seulement par les déclarations de l'honorable chef de ce gouvernement, mais aussi par des arguments tirés de notre histoire politique et qui viennent étayer de leurs poids la position prise par l'administration actuelle.

En effet, Monsieur, les affirmations fréquentes de l'honorable premier ministre, celles de plusieurs de ses collègues, toutes reproduites dans la presse, que l'administration libérale est opposée au rétablissement d'un ministère de l'Instruction publique dans cette province, devraient, ce me semble, rassurer les esprits les plus timorés, absoudre le gouvernement de l'accusation qu'on porte contre lui en certains quartiers, de vouloir s'emparer de l'instruction publique et de la soustraire à l'influence légitime du clergé.

J'admets que plusieurs esprits éclairés dans cette province, tout en acceptant ces déclarations officielles, n'en persistent pas moins à croire que la création d'un ministère de l'Instruction publique serait de nature à accélérer vivement les progrès de l'éducation chez nous. Je respecte cette opinion, mais je dois dire qu'elle ne me paraît pas être prouvée par les leçons du passé et les faits de notre histoire.

Jetons un regard en arrière pour nous convaincre que les raisons données par nos prédécesseurs pour renoncer au ministère de l'Instruction publique pour adopter le système actuel sont des raisons d'efficacité et d'ordre politique.

M. l'Orateur, en 1867, l'honorable M. Chauveau, appelé comme premier ministre à la formation de la première administration de cette province, fut en même temps le premier ministre de l'Instruction publique. Des études spéciales faites dans les différents pays de l'Europe qu'il avait visités spécialement dans ce but et l'expérience qu'il avait acquise sous l'Union comme successeur du premier surintendant, le docteur Meilleur, l'appelaient plus que tout autre à la direction d'un département aussi important.

En 1871 et 1872, le ministère de l'Instruction publique fut encore confié au premier ministre, l'honorable G. Ouimet, appelé alors à la formation de la seconde administration provinciale.

En 1874, le ministère de l'Instruction publique fut encore confié au premier ministre, l'honorable M. de Boucherville, appelé alors à la formation de la troisième administration de la province.

Lorsque les honorables MM. Chauveau, Ouimet et de Boucherville acceptèrent

comme ministres de l'Instruction publique la direction d'un département aussi important, ils ne furent jamais accusés par leurs contemporains de radicalisme et de vouloir soustraire l'enseignement à l'influence légitime du clergé, c'est-à-dire au contrôle du Conseil de l'Instruction publique.

Lorsque l'on décidait, en 1875, l'abolition du ministère de l'Instruction publique pour substituer au ministre un surintendant, comme sous l'Union, on n'invoqua jamais à l'appui du changement aucune de ces accusations contre les trois ministres dont je viens de parler, et je ne puis faire mieux que de citer les raisons que l'honorable M. de Boucherville, aujourd'hui le doyen de notre Conseil législatif, invoquait à l'appui de ce changement, raisons que nous trouvons à la page 5 du rapport du ministre de l'Instruction publique pour l'année 1874 et 1875:

"La position dans laquelle se trouve le ministre de l'Instruction publique, en prenant la direction d'un département aussi important et dont nécessairement il ne connaît que peu de choses, est extrêmement difficile. Les nombreuses occupations dont il est chargé ne lui laissent presque pas de temps pour suivre les détails du fonctionnement et pour voir ce qui est très important, à ce que d'année en année on fasse entrer dans le système tout ce qui peut l'améliorer, en s'aidant pour cela de l'expérience des autres nations. D'où il suit que cette charge ne peut être occupée avantageusement pour le pays que par un homme compétent en la matière, dévoué, ami de l'éducation et pouvant consacrer tout son temps à cette tâche difficile.

"Ses fonctions n'étant sujettes à révocation que sous bon plaisir, il aurait le temps de faire les études requises et d'acquérir une expérience absolument nécessaire.

"Ces raisons m'ont décidé à rétablir la charge de surintendant, complètement séparée de la politique".

Ces raisons, je crois, sont concluantes. J'ajouterai, pour ce qui me concerne, qu'en 1897, lorsque j'eus l'honneur de siéger pour la première fois dans cette législature, j'ai été en faveur du projet de loi qui fut alors présenté pour rétablir le ministère de l'Instruction publique. Avec l'honorable M. Marchand, M. Gilbert Dechène, M. Robidoux et j'ajouterai mon excellent ami et prédécesseur au département, l'honorable représentant de Québec-Centre (M. A. Robitaille), j'ai voté pour cette mesure, de bonne foi et la croyant dans les meilleurs intérêts de la province. Je dois avouer qu'à cette époque et même jusqu'à la dernière session, la pratique constante de ma profession comme avocat ne m'avait pas permis de consacrer à cette question si importante l'étude et la réflexion requises et que mes opinions se sont modifiées sur ce sujet, spécialement depuis que l'honorable premier ministre a bien voulu

m'honorer de sa confiance en m'appelant à faire partie de son ministère comme secrétaire de la province.

Je me suis rappelé davantage que sous les différentes administrations qui se sont succédées dans cette province et spécialement de 1886 à 1896 - je mentionne particulièrement cette époque parce que les deux partis politiques dans cette province étaient représentés dans cette Chambre puisqu'il existait au moins une opposition commandée alors par un chef reconnu - je me suis rappelé davantage, dis-je, que les argents votés chaque année durant cette période pour venir en aide à la colonisation et sous le contrôle absolu du ministre de ce département étaient bien des fois distribués de préférence dans les comités représentés par les députés ministériels. Les députés de l'opposition se plaignaient alors - et si ma mémoire ne me fait pas défaut - l'honorable député de Joliette (M. J.-M. Tellier), qui se trouvait alors comme aujourd'hui dans l'opposition, se plaignait lui-même que la cause sacrée de la colonisation était souvent sacrifiée aux intérêts d'un parti politique.

Je veux bien admettre que nous n'aurions pas aujourd'hui à redouter ces exigences de la politique si la distribution des argents votés pour l'Instruction publique était sous le contrôle absolu d'un ministre, la presque totalité de la députation étant ministérielle. Mais peut-être que dans un avenir sans doute bien éloigné, les deux partis politiques dans cette province seront plus également représentés dans cette Chambre et que ces exigences politiques que l'on déplorait autrefois dans la distribution des argents de la colonisation se présenteraient à nouveau dans la distribution des argents pour venir en aide à l'Instruction publique dans cette province.

Et d'ailleurs, la création d'un ministère de l'Instruction publique serait-elle une panacée aux différentes plaintes formulées aujourd'hui contre l'efficacité de notre système scolaire? Avec le modeste budget que nous votons chaque année pour l'Instruction publique dans cette province, un ministre au lieu d'un surintendant, tel que nous l'avions de 1867 à 1875, serait-il en état de les faire disparaître dans quelques années?

Voici ce que disait à ce sujet, il y a quelques semaines, un homme d'une grande expérience dans tout ce qui concerne l'Instruction publique dans cette province, dans une entrevue au Montreal Star, le révérend C. Shaw, président du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique et principal du "Westleyan Theological College".

Question: "Que pensez-vous de l'idée d'avoir un ministre de l'Instruction publique?"

Réponse: "J'ai assez de confiance dans le jugement de nos compatriotes protestants

pour croire qu'ils ne se soumettront jamais à cela. Nous ne voulons pas ravalier les intérêts sacrés de l'éducation en les mettant dans le champ de la "partisanerie" politique, comme la chose se fait souvent dans Ontario."

Remarquons aussi que dans la province d'Ontario, dont le système scolaire est parfois tant vanté, l'on veut imiter aujourd'hui notre province, en adjoignant au ministre de l'Instruction publique, un expert en éducation savoir, un surintendant.

Voici ce que disait à ce sujet le Mail and Empire, journal ministériel, au commencement de février dernier:

"Certainement, un changement important sera la nomination d'un expert en éducation au poste de surintendant général. Cet officier tendra à séparer le système d'éducation des choses politiques. Le contrôle ministériel a introduit la politique; la "superintendance" l'en chassera; tandis que la permanence du ministère assurera à la législature la responsabilité devant le peuple. Un autre avantage au compte du nouveau système sera d'assurer la continuité dans la direction. Les ministres de l'Éducation partent et arrivent, mais le surintendant familial avec le passé, et mis au fait des besoins de l'avenir, sera toujours leur guide."

Voilà la réforme qu'on va mettre à l'essai dans la province soeur.

Tel est, Monsieur, l'historique exact de ce qui s'est passé dans la province de Québec au sujet de la création d'un ministère de l'Instruction publique et du changement qui a été décrété en 1875 et qui est, depuis cette date, en vigueur dans cette province. Si je voulais ouvrir ici une parenthèse et faire de cette question ce que certains de nos adversaires ont fait - un léger brin de capital politique - je dirais que ceux qui, les premiers, ont eu l'idée de créer un ministère de l'Instruction publique responsable à la Chambre, et qui par conséquent ont donné prise à toutes les accusations qu'on a dirigées contre nous de vouloir laïciser l'enseignement, ce sont non pas les libéraux mais les conservateurs, et que nous pouvons, en toute liberté, répondre à nos adversaires: médecins, guérissez-vous vous-mêmes. MM. Chauveau, Ouimet et de Boucherville sont les chefs de la vieille école conservatrice en cette province, et ce sont eux qui ont été responsables de la création de ce ministère. Est-il étonnant, Messieurs, qu'à la suite de ces modèles dont personne ne songe à contester l'orthodoxie, un certain nombre de personnes de bonne foi se soient laissées entraîner à croire comme ces messieurs ont cru en l'efficacité d'un ministère de l'Instruction publique.

Ce que je viens de dire est, je crois, de nature à convaincre la population de cette province que les idées et les intentions du gouvernement sont au-dessus de tout reproche et de soupçon et j'arrive

maintenant à l'étude des critiques qui ont été faites sur notre système actuel et à l'examen des réformes qu'on suggère au fonctionnement de nos lois scolaires.

Les principales plaintes qui ont été formulées contre l'efficacité de notre système scolaire peuvent se résumer dans les suivantes:

1. Insuffisance des salaires payés aux institutrices par nos commissions scolaires;

2. Incompétence des membres du corps enseignant;

3. Nécessité de créer de nouvelles écoles normales pour former de bons instituteurs et de bonnes institutrices;

4. Négligence du bureau des examinateurs distribuant des milliers de diplômes pour l'enseignement à des jeunes filles souvent incompetentes;

5. Le grand nombre de maisons d'écoles défectueuses, sous le rapport de l'hygiène, dans lesquelles les enfants et les institutrices compromettent leur santé;

6. Inspection des écoles insuffisantes et salaire des inspecteurs d'écoles trop peu élevés;

7. Morcellement des municipalités scolaires.

Ces différentes plaintes sont-elles fondées ou sont-elles exagérées?

Si elles sont fondées, pouvons-nous y apporter un remède immédiat et, pour atteindre ce but, devons-nous changer ou modifier considérablement notre système scolaire qui nous a été légué par des hommes qui ont fait leur marque dans l'histoire politique de cette province et qui est le fruit de leur expérience, de leur travail et de leur dévouement pour cette belle cause de l'instruction publique?

Avant de répondre à ces différents griefs, je crois qu'il est important de jeter un coup d'oeil sur le passé et après s'être rendu compte des obstacles nombreux qui entravèrent d'abord l'exécution de nos premières lois sur l'instruction publique - je veux parler des lois de 1846 et de 1849 - des faibles ressources des contribuables de cette province à cette époque et depuis, comparées à celles d'Ontario où l'immigration se recrutait dans les classes du commerce et de l'industrie, d'examiner impartialement si malgré ces obstacles et ces désavantages, notre système scolaire a donné des résultats satisfaisants et si nous sommes aujourd'hui au moins les égaux des autres provinces sous le rapport de l'instruction publique.

Je disais, il y a un instant, que les lois de 1846 et de 1849 dont nous sommes redevables à deux de nos hommes d'État les plus illustres, Lafontaine et Morin, doivent être mentionnées comme étant les premières sur l'instruction publique dans cette province, car elles ont servi de base à la première organisation scolaire pouvant être acceptée

par notre clergé et par nos contribuables.

Avant cette époque, de 1760 à 1838, rien ne fut fait par l'État pour organiser un système d'enseignement; les quelques subsides accordés de temps en temps durant cette période ne l'étaient qu'à la condition d'accepter le principe de l'école neutre. De 1800 à 1841, l'Acte de l'Institution royale pour établir des écoles gratuites reposait encore sur le faux principe de l'école neutre; et sous l'empire de cet acte, le gouvernement chercha à organiser des écoles, sans succès sérieux.

À l'appui de ces avancés, je citerai ce que lord Durham disait à ce sujet dans le célèbre rapport qu'il fit à la Chambre des communes, en Angleterre, en parlant de la situation politique du Canada en 1839:

"Je suis fâché d'admettre que le gouvernement britannique, depuis qu'il possède la colonie, n'a rien fait ni rien tenté pour l'avancement général de l'éducation."

Voici maintenant les paroles du docteur Meilleur sur le même sujet:

"En 1801, la législature du Bas-Canada passa un acte pour autoriser le gouvernement à établir des écoles élémentaires sous la régie de l'Institution royale organisée sous ses auspices.

"Cette loi, destinée à servir de base - dans l'esprit des auteurs - à l'anglicisation de l'origine française en Canada, par un système d'instruction publique sécularisé et fonctionnant en anglais, laissait au gouvernement la nomination de personnes qui devaient composer un comité de régie qui, à son tour, avait le pouvoir de nommer des instituteurs de l'École royale et de les subventionner. L'évêque anglican était le président du comité de régie des écoles de l'Institution royale. L'Institut royal envoyait de jeunes instituteurs établir des écoles anglaises dans les paroisses qui contenaient à peine dix protestants d'origine britannique et qui n'étaient pas même tous de l'Église anglicane. Les autres étaient d'origine française et catholique et, il leur répugnait, par conséquent, d'envoyer leurs enfants à ces écoles. Aussi l'Institution royale n'a-t-elle eu que très peu de succès pour le bien de la population au pays prise collectivement et n'avait-elle pas eu pendant quarante ans que 84 écoles, dont à peine 40 à la fois et dont la plupart avaient entièrement disparu avant l'Acte d'éducation de 1841."

La loi de 1841 ne fut pas acceptée par les contribuables de cette province, vu que l'imposition des taxes pour aider au soutien des écoles était laissée à des conseillers non élus par eux mais choisis et nommés par l'exécutif.

Nous pouvons donc affirmer que pendant toute cette période de 1760 à 1846, si l'instruction publique fut répandue quelque peu dans cette province, elle le fut grâce aux services généreux de notre clergé, de

nos communautés enseignantes et de quelques citoyens influents. Je disais grâce à notre clergé et qu'il me soit permis, à ce sujet, de mentionner parmi les nombreux collèges qui contribuèrent largement à cette belle oeuvre:

1. Le collège de Québec, fondé en 1608; 2. Le collège de Montréal, en 1667; 3. Le collège de Nicolet, en 1803; 4. Le collège de Saint-Hyacinthe, en 1812; 5. Le collège de Sainte-Thérèse, en 1825; 6. Le collège de Chambly, en 1825; 7. Le collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, en 1827; 8. Le collège de L'Assomption, en 1832; 9. Le collège de Terrebonne, en 1847; 10. Le collège de Sainte-Marie Montréal, en 1847; 11. Le collège de Rigaud, en 1850; 12. Le collège de Sherbrooke, en 1852.

Ils gratifièrent notre province de ce barreau, de cette magistrature intègre, éclairée et patriotique, qui nous a donné les Bédard, les Morin, les Papineau, les Vallières et les Lafontaine, qui furent toujours à l'avant-garde pour la défense de nos libertés.

Qu'il me soit aussi permis de mentionner parmi les communautés enseignantes qui contribuèrent largement à répandre l'instruction publique dans cette province: les Ursulines de Québec, les dames de la Congrégation de Montréal, le collège de Saint-Roch de Québec, fondé par Mgr Plessis, les frères des Écoles chrétiennes, les dames du Sacré-Coeur, les religieuses de Longueuil, les soeurs de la Providence, les frères de Saint-Joseph, et plusieurs autres communautés dont la liste serait trop longue à énumérer.

Durant cette longue période, notre clergé, nos communautés enseignantes seules, sans l'aide des gouvernements, mais de leurs propres deniers, répandaient les bienfaits de l'instruction au sein de la population de nos villes et de nos campagnes.

Et pendant que je suis sur le sujet, qu'on me permette de répondre de suite à une accusation qu'on exploite contre nous.

Le parti libéral a-t-il jamais méconnu les services inappréciables rendus par notre clergé et nos communautés enseignantes à l'instruction publique, s'est-il jamais plaint du contrôle de notre clergé dans cette matière si importante de manière à justifier les craintes qui se sont manifestées depuis quelque temps dans des journaux publiés dans cette province.

M. l'Orateur, qu'il me suffise de rappeler ce que disait à ce sujet celui qui fut l'un des chefs les plus accrédités de notre parti, l'honorable M. Mercier, dans un éloquent discours qu'il prononçait à l'Assemblée législative en 1881, au cours d'un débat sur l'instruction publique, pour démontrer que ces craintes ne sont aucunement justifiées.

"On dit souvent ici, sans trop réfléchir, que le clergé canadien a accaparé l'instruction de la jeunesse et qu'il a trop multiplié les collèges classiques. C'est une erreur, M. le président, c'est même de l'ingratitude. Les

institutions religieuses ont le contrôle de l'instruction supérieure, c'est vrai, mais à qui la faute et où est le mal? Qu'ont fait les laïques dans ce pays pour instruire la jeunesse! Rien, ou presque rien. Et où en serait l'instruction dans notre province sans le noble dévouement de notre clergé? Elle n'aurait fait aucun progrès. Quels sont les citoyens qui auraient pu fonder ces institutions remarquables qu'on appelle "collège de Montréal", "collège Sainte-Marie", "collège de Saint-Hyacinthe", de "Nicolet" et de "Sainte-Thérèse"? Cherchez-les et vous ne les trouverez pas. Sachons l'avouer et le reconnaître; nous ne serions pas honnêtes si nous ne savions pas être justes et francs. Il fallait le souffle religieux, il fallait le généreux désintéressement du prêtre pour donner la vie à ces grandes et belles institutions qui font la gloire de notre pays et dans lesquelles des professeurs, dont nous gardons un précieux souvenir, nous ont rompu le pain de l'instruction. Sans le prêtre, la plupart d'entre nous ne seraient pas instruits ou ne le seraient que d'une manière incomplète et insuffisante à la mission que nous sommes appelés à remplir. Respectons ces maisons qui ont fait de nous des citoyens utiles au pays et défendons les contre les attaques de la calomnie et de la médisance. Nous prouverons par là que nous ne sommes pas seulement des hommes instruits, mais que nous sommes de plus des hommes de cœur."

Je mentionnais, il y a un instant, les obstacles qui entravèrent les progrès et la mise à exécution de nos premières lois d'instruction publique pendant près de dix ans, obstacles qui ne se présentèrent pas dans la province d'Ontario. Qu'on me permette de citer à ce sujet l'opinion d'un homme qui fait autorité en la matière, je veux parler de l'honorable P.-J.-O. Chauveau. Je cite textuellement de son ouvrage sur l'instruction publique:

"Le Haut-Canada, qui porte aujourd'hui le nom de province d'Ontario, s'est peuplé surtout par des immigrants des îles britanniques, parmi lesquels figuraient dans le principe un grand nombre d'officiers à demi solde, tant de l'armée que de la marine, et des soldats pourvus de petites pensions du gouvernement auxquels on distribua des terres. Les colons arrivaient de la même patrie, presque tous instruits, et lorsque plus tard l'immigration se recruta dans les classes du commerce et de l'industrie, principalement en Écosse, où fonctionnait déjà un excellent système d'écoles paroissiales, il se trouva que les nouvelles familles apportèrent avec elles non seulement une instruction pratique et solide, mais encore le désir d'instruire leurs enfants et la volonté de s'imposer pour cet objet les plus grands sacrifices."

"Dès l'année 1807, la loi établissait dans chacun des huit districts qui cons-

tituaient la province, une école dite de grammaire ou s'enseignaient les classiques et les mathématiques. Ces écoles étaient dotées chacune d'un revenu annuel de \$1 400.00. Antérieurement même à cette époque, on avait pourvu à la création d'une université. En 1816, la législature du Haut-Canada passa la première loi sur l'instruction primaire et vota \$24 000.00 par année pour cet objet. Ce n'est cependant qu'après l'union législative du Haut et du Bas-Canada, que se fonda et se développa le système actuel, mais les voies avaient été bien préparées."

Et plus loin, page 78, parlant des difficultés rencontrées dans la province, il dit:

"L'agitation fut extrême en certains endroits. La révolte ouverte, l'incendiat et les persécutions de tous genres furent les moyens de résistance suggérés au peuple par un certain nombre d'hommes que le journalisme flétrit du nom "d'étéignoirs". Le clergé catholique et la grande masse des hommes instruits joignirent leurs efforts à ceux du surintendant, qui montra une énergie et une persévérance dignes de tout éloge. Le clergé intervint directement, les évêques publièrent des mandements, et celui de Montréal alla jusqu'à mettre sous l'interdit une des paroisses récalcitrantes."

Et plus loin encore, à la page 352, il rend cet éclatant témoignage à ceux à qui nous sommes redevables de notre gouvernement constitutionnel et des institutions qui en découlent.

"À ceux qui les premiers se lancèrent avec les nouvelles lois de l'instruction publique sur ces vagues populaires si facilement soulevées, si difficilement apaisées, peuvent s'appliquer avec une justesse peu commune les vers si souvent cités qu'Horace a dédiés aux premiers et audacieux navigateurs, à M. Morin et à M. Lafontaine qui firent voter les deux premières lois de l'instruction primaire, au Dr Meilleur qui fut chargé de leur exécution, le pays doit une éternelle reconnaissance."

Il faut, bien admettre que par sa position particulière dans le dominion, par son isolement surtout, la province de Québec se trouvait nécessairement exposée à des difficultés du genre de celles que j'ai relatées plus haut. Ce fait est bien constaté, mais nous devons remarquer que Québec n'est pas le seul endroit dans l'Empire britannique où des difficultés éducationnelles se soient fait sentir et se soient élevées, et tous les membres de cette Chambre se rappellent les difficultés qui se sont élevées, il y a deux ans à peine, en Écosse et dans les pays de Galles au sujet de la contribution des dissidents aux écoles publiques et les dénonciations violentes dont les lois du Parlement de Westminster ont été l'objet.

Vous savez de plus, M. l'Orateur, que la province de Québec a dû voter des sommes considérables non seulement pour la

construction des voies ferrées locales, mais encore pour construire à ses propres frais le chemin de fer de la rive nord, depuis Québec jusqu'à Ottawa. Tout le monde sait quelle somme énorme a été engloutie dans cette entreprise et, lors du débat sur la vente de cette voie ferrée, il a été démontré que nous y avions dépensé près de 18 000 000.

Depuis cette date de 1867, la province d'Ontario a été largement subventionnée par Ottawa, non seulement pour la construction de ses différentes lignes de chemin de fer, mais encore pour ses tableaux publics, lorsque la province de Québec n'avait que des miettes et qu'une grande proportion de ses ressources était employée pour subvenir à la construction de voies ferrées, de chemins de colonisation ou de grandes routes destinées à développer son territoire. Elle n'a pu, en conséquence, accorder que de faibles subventions pour l'instruction publique. Si nous ajoutons à ces désavantages la rigueur de notre climat, la pauvreté de nos cultivateurs et les grandes distances séparant leurs habitations les uns des autres, nous pouvons ajouter que la province d'Ontario a toujours été dans une position supérieure à celle de Québec pour répandre l'instruction publique.

Malgré tous ces désavantages et ces obstacles, notre système scolaire a-t-il donné depuis moins d'un demi-siècle - si l'on tient compte des obstacles qu'il eût d'abord à rencontrer - des résultats satisfaisants, et sommes-nous aujourd'hui au moins les égaux de nos compatriotes des autres provinces sous le rapport de l'instruction publique?

En 1847, si l'on réfère aux statistiques que l'on trouve dans la brochure publiée en 1905 par M. Paul de Cazes sur l'instruction publique dans la province de Québec, nous n'avions alors que 1613 écoles fréquentées par 33 281 élèves et en 1849, 1817 écoles fréquentées par 68 904 élèves. Notre population, d'après le recensement de 1850, était de 890 261 âmes. Le recensement de 1901 donne à la province de Québec une population de 1 620 976 âmes. En prenant pour base les statistiques fournies par le département de l'Instruction publique pour l'année 1904-1905, nous avons actuellement dans la province de Québec:

	Élèves	
Écoles élémentaires	6 517	209 713
Écoles modèles	587	85 774
Académies	184	40 281

Ce qui représente un total de 335 763 élèves qui ont fréquenté les trois degrés de nos écoles primaires dans la province de Québec durant le cours de la dernière année.

Si nous ajoutons à ces chiffres le nombre d'élèves qui ont fréquenté les écoles modèles et les académies indépendantes, savoir 31 567, cela nous donne un chiffre total de 367 330 élèves ayant fréquenté les trois degrés d'écoles primaires sous contrôle et les écoles modèles et académies indépen-

dantes durant l'année 1904-1905.

Nous avons de plus 19 collèges classiques qui ont été fréquentés durant la même année par 6 269 élèves. Plusieurs de ces collèges classiques ont un cours commercial qui a été suivi par 2 572 élèves, représentant un autre chiffre de 8 841 élèves pour nos collèges classiques.

Nous avons de plus trois universités, une catholique avec succursale à Montréal, l'université Laval, dont les cours ont été suivis en 1902 et 1903 par 1131 élèves, et deux protestantes, l'université McGill dont les cours ont été suivis durant la même année par 1083 élèves, et le "Bishop's College", par 108 élèves, représentant pour les institutions d'éducation supérieure 11 163 élèves, ce qui donne, avec le chiffre de 367 330 que j'ai mentionné il y a un instant, un total de 376 493 élèves pour nos écoles primaires, nos écoles modèles et académies indépendantes, nos collèges classiques et nos universités pour l'année 1904 et 1905.

Je crois que nous devons attacher une attention toute spéciale à la fréquentation des écoles par les enfants, car elle indique de la part de ces derniers l'amour de l'école et, chez leurs parents, le désir de les instruire.

La fréquentation scolaire moyenne dans nos trois degrés d'écoles primaires a été comme suit, depuis 1899:

Moyenne de la fréquentation scolaire dans les trois degrés d'écoles primaires depuis 1898-1899:	74 94
1898-1899	74 37
1900-1901	74 28
1901-1902	74 54
1902-1903	74 70
1903-1904	76 07
1904-1905	

Je crois qu'il est aussi bien important de constater les progrès qui se sont réalisés dans la durée de la fréquentation scolaire dans cette province:

Progrès dans la durée de la fréquentation scolaire:

En 1882:	
Fréquentation des écoles élémentaires	170 858
Fréquentation des écoles modèles intermédiaires	26 376
Total	197 234

Donc, les élèves du cours modèle ne représentaient dans la fréquentation que le septième du total des élèves des deux degrés élémentaire et modèle.

En 1904:	
Fréquentation des écoles élémentaires	206 137
Fréquentation des écoles modèles intermédiaires	84 767
Total	290 904

Les élèves des cours modèles intermédiaires représentent donc pour cette année 1904 un tiers du total des deux degrés élé-

mentaire et modèle au lieu d'un septième qu'ils représentaient en 1882.

Donc, il est hors de tout doute que les enfants aujourd'hui fréquentent l'école avec plus d'assiduité et plus longtemps qu'il y a quinze et vingt ans. La raison en est que les écoles sont plus nombreuses, plus faciles d'accès.

Sans doute le système de décentralisation scolaire et la multiplication des maisons d'écoles dans nos campagnes a ses désavantages. Une seule école à laquelle toute la paroisse contribue sera nécessairement mieux outillée sous tous les rapports que cinq ou six écoles, parce que l'énergie, le travail et surtout la dépense d'argent se trouvent concentrés sur un seul local, mais ces avantages sont perdus par le fait que les enfants, disséminés dans toutes les parties de la paroisse et dans tous les rangs, ne sont pas capables d'être assidus et c'est le grand avantage de la décentralisation scolaire, de rapprocher l'école de manière à ce que tous les enfants soient à même de la suivre sans trop d'inconvénients et trop de fatigues.

La progression constante dans le nombre d'élèves fréquentant nos institutions d'éducation supérieure, nos écoles modèles et académies catholiques et indépendantes, nos écoles primaires aux trois degrés, ainsi que dans la durée de la fréquentation scolaire, a eu pour résultat de diminuer considérablement le nombre des illettrés dans notre province. En effet, si nous référons au Statistical Year Book de 1903, page 650,

nous constatons ce qui suit:

En 1891, le nombre des illettrés pour toute la population de la province de Québec représentait 40%.

En 1901, ce chiffre est tombé à celui de 29%; donc, dans cette période de dix ans, nous avons réduit de 11% le nombre des illettrés dans notre population.

En 1891, nombre des illettrés au-dessus de cinq ans	26%
En 1901, nombre des illettrés au-dessus de cinq ans	15%

Ontario:

En 1891, nombre des illettrés au-dessus de cinq ans	10%
En 1901, nombre des illettrés au-dessus de cinq ans	8%

Et pour rendre plus concluante cette comparaison, nous devons remarquer qu'en 1871, dans notre province, sur la population adulte de 533 898, le nombre des illettrés était de 191 862, soit un pourcentage de 35.93.

Mais nous n'avons pas seulement les statistiques publiées à Ottawa pour prouver la diminution rapide des illettrés dans cette province; nous constatons chaque jour cette diminution par la plus grande circulation de nos grands journaux français quotidiens dans nos villes et nos campagnes, je veux parler de *La Presse*, du *Canada*, de *La Patrie*, du *Soleil* et de plusieurs autres journaux qu'il serait trop long d'énumérer, ainsi que par le nombre des nouvelles revues publiées et répandues par milliers d'exemplaires dans nos villes et nos campagnes.

Journaux

	Circulation	Tirage du samedi		Édition hebdomadaire	
	1898	1898	1905	1898	1905
<u>La Presse</u>	51 500	70 737	110 540	24 000	42 500
<u>La Patrie</u>	8 000	38 500	75 000	16 000	33 000
<u>Le Soleil</u>	6 900	13 400	15 000	2 700	5 000

1903-1905

Le Canada, moyenne du tirage quotidien pour les deux dernières années 22 000.

Il y a 30 revues et publications hebdomadaires publiées dans la province. Voici la liste de celles dont le tirage dépasse 10 000 copies, avec la date de leur fondation:

Revues

	Date de fondation	Circulation en 1905
<u>Journal d'agriculture</u>	1879	64 000
<u>Album universel (Le Monde illustré)</u>	1884	21 000
<u>La Revue littéraire</u>	1900	17 000
<u>Revue de la société des Artisans canadiens-français</u>	1900	27 000
<u>Le Samedi</u>	1899	18 819
<u>Le Messager canadien</u>	1892	15 700
<u>Le Messager du Très Saint-Sacrement</u>	1898	22 800

<u>Le Bulletin ecclésiastique</u>	1895	13 000
<u>Les Annales de la Bonne Sainte-Anne de Beauséjour</u>	1873	35 000
<u>Le Messager de Saint-Antoine de Padoue</u>	1895	11 600
<u>La Revue ecclésiastique</u>	1900	16 000
<u>Les Annales du Très Saint-Rosaire</u>	1892	13 500
<u>La Bannière de Marie-Immaculée</u>	1893	16 000

Les cultivateurs de cette province et de la génération actuelle sont-ils moins instruits et par conséquent inférieurs à ceux des autres provinces?

Voici ce que disait dans son rapport pour l'année 1903 l'honorable ministre des Terres et Forêts, alors ministre de l'Agriculture, en parlant des progrès de l'industrie laitière en 1901:

"En 1901, les rapports du recensement démontrent que tandis qu'Ontario n'avait augmenté sa production dans le cours de la décade précédente que de 90%, la province de Québec avait augmenté son rendement de 381% dans la même période. Aujourd'hui ce chiffre dépasse 400%.

"Il y a actuellement dans la province de Québec 2 500 beurrieres et fromageries qui ont dû produire, en se basant sur les rapports faits au département, environ (43 000 000) quarante-trois millions de livres de beurre et (107 000 000) cent sept millions de livres de fromage, ce qui donne un total en évaluant le beurre à 20 cts et le fromage à 9 cts, de (\$13 000 000.00) treize millions de piastres."

L'un des paragraphes du discours du trône, qui a été si bien développé il y a quelques jours par les éloquents députés qui ont proposé et secondé l'adresse, mentionne les progrès réalisés dans la culture et l'exploitation de la terre. Parlant de l'industrie laitière, ils placent notre province au premier rang et expriment l'espoir que Québec sera bientôt à la tête de la Confédération, non-seulement dans la production du beurre, mais aussi dans celle du fromage. Donnons à l'éducation sa juste part de ces résultats.

Les progrès considérables que nous avons constatés depuis quelques années dans l'agriculture, principale source de prospérité pour notre province; la hausse constante dans les produits de la ferme et spécialement dans l'industrie laitière, progrès qui doivent exiger une certaine dose d'instruction; l'aisance qui règne aujourd'hui dans nos campagnes, prouvent encore plus que les statistiques que je viens de donner les grands services rendus par nos écoles primaires et, par conséquent, les progrès de l'instruction dans nos campagnes.

Je disais encore que les différentes administrations libérales qui se sont succédées dans cette province s'étaient appliquées, autant que nos ressources le permettaient, à accélérer les progrès de l'instruction publique. N'est-ce pas en effet sous l'administration Mercier que, sur la somme

de \$400 000 payée par le Trésor de cette province, en règlement final de la question des biens des Jésuites, la somme de \$140 000 fut attribuée à deux de nos institutions d'éducation supérieure savoir: \$100 000 à l'université Laval à Québec et \$40 000 à l'université Laval à Montréal?

Ne devons-nous pas à la même administration libérale la création des écoles du soir, qui ont contribué si largement depuis à répandre l'instruction dans la classe ouvrière de nos villes et de nos villages, la fondation des bibliothèques publiques spécialement pour la classe ouvrière?

Nous avons dans notre budget, depuis l'époque de cette administration, un item spécial de \$12 000 pour subventionner ces écoles.

En 1896-1897, le nombre de ces écoles du soir, qui était de 66 avec une assistance moyenne de 1485 élèves, s'est élevé durant le cours de la dernière année fiscale 1904-1905 à 168 classes, avec une assistance moyenne de 3586 élèves.

Si nous référons maintenant aux comptes publics, nous constatons que les différentes administrations libérales, depuis 1897, ont augmenté le chiffre des allocations votées chaque année par cette législature pour aider au progrès de l'instruction publique dans cette province.

Ainsi, en référant aux comptes publics des années 1897-1898 à 1904-1905, nous constatons que la somme totale votée par cette législature pour l'instruction publique, dans cette province, était de \$443 860 pour l'année 1897-1898. Elle s'est élevée pour l'année fiscale finissant au 30 juin dernier, savoir 1904-1905, au chiffre de \$480 760, soit une augmentation de \$36 900. Ajoutons à cette somme celle de \$50 000 que nous avons octroyée à la dernière session pour porter à \$100 000 le montant affecté pour venir en aide aux municipalités pauvres, et nous arrivons à une augmentation de \$86 900, représentant une somme totale de \$530 760 votée par cette législature, à la dernière session, pour l'instruction publique.

Je constate de plus, par un tableau comparatif préparé par le département de l'Instruction publique, que le montant des taxes payées par les contribuables, qui représentait pour l'année 1897-1898 une somme de \$1 517 565, s'est élevé pour l'année 1904-1905 à la somme de \$2 199 371, représentant une augmentation de \$681 806 dans le montant des taxes payées par les contribuables de cette province pour l'instruction publique.

En ajoutant à cette somme de \$2 199 371 celle de \$530 760 actuellement votée par cette législature, nous arrivons à une somme totale de \$2 730 131, représentant les différentes sommes dépensées pour l'instruction publique dans cette province et inscrites dans les rapports officiels du surintendant.

En 1897-1898, ces différentes sommes ne représentaient qu'un montant de \$1 961 425. C'est donc pour cette période de 1898 à 1905 une augmentation de \$868 606.

Et nous devons ajouter une autre somme importante qu'il importe de ne pas laisser de côté.

En référant aux statistiques générales du coût de l'enseignement dans cette province, statistiques publiées chaque année dans le rapport du surintendant sous le titre: "Coût de l'entretien des institutions scolaires indépendantes subventionnées", cette contribution s'élèverait pour l'année 1904-1905 à une autre somme de \$1 404 387.00.

Ces statistiques ne mentionnent pas le montant de la contribution des institutions non subventionnées, vu qu'elles ne font pas de rapport au surintendant. Sans doute, nous n'avons pas de données précises et officielles pour déterminer d'une manière certaine le chiffre de la contribution des institutions non subventionnées, mais nous pouvons affirmer, et il est généralement admis, qu'elles contribuent largement aux progrès de l'instruction publique dans cette province. Et voici ce que disait, à ce sujet, l'honorable H. Mercier dans sa célèbre réponse au pamphlet des "Equal Rights":

"Nos communautés enseignantes nous procurent aussi des avantages incontestables pour les fins de l'éducation. Je n'hésite pas à dire que dans nos couvents et dans nos pensionnats de jeunes filles, l'instruction ne coûte peut-être pas la moitié de ce qu'elle coûte dans les institutions protestantes du même genre.

"Les frères des Écoles chrétiennes et plusieurs autres communautés donnent aussi aux jeunes garçons un enseignement supérieur et presque pour rien comparativement à ce que cela coûte ailleurs."

En augmentant ainsi graduellement l'allocation votée pour l'instruction publique par cette législature de \$443 860.00 à la somme de \$530 760.00, les différentes administrations libérales, depuis 1897, n'ont rien négligé pour accélérer les progrès de l'instruction publique dans cette province. Sous l'administration de M. Marchand, une nouvelle école normale pour jeunes filles a été fondée à Montréal. Jusqu'à cette époque, nous n'en avions qu'une seule, celle des Ursulines à Québec.

C'est cette administration qui a affecté une somme annuelle de \$14 000.00 pour rencontrer les dépenses des conférences

pédagogiques inaugurées à cette époque, conférences données annuellement depuis dans chaque district d'inspection par les inspecteurs d'écoles aux institutrices sous leur contrôle, pour les rendre plus compétentes dans l'enseignement.

C'est encore sous cette administration qu'une somme de \$1 170.00 a été dépensée en 1898 pour la création d'écoles de coupe à Montréal, et une autre somme \$800.00 en 1899, pour la création d'écoles semblables à Québec. Et en 1904-1905, une somme de \$6 400.00 a été affectée pour subventionner de nouvelles écoles de coupe, créées successivement à Lévis, Charlesbourg, Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, Saint-Jean, île d'Orléans, Trois-Rivières et Saint-Hyacinthe.

De semblables écoles de coupe ont été ouvertes cette année à Fraserville, Montmagny, Victoriaville et Arthabaska. En subventionnant ces écoles de coupe, nous n'avons fait que suivre l'exemple que nous a donné la France en 1882, lorsqu'à cette date, elle mettait l'économie domestique parmi les matières de l'enseignement secondaire des jeunes filles.

Et dans cet ordre d'idées, je rappellerai aussi que la création des écoles ménagères est d'institution libérale. Celles de Roberval et de Saint-Pascal rendent d'éminents services aux jeunes filles qui se destinent à faire le bonheur de leurs époux et elles assurent aux heureux célibataires qui pensent à renoncer au célibat des épouses modèles et des femmes de ménage accomplies. Cette idée devrait assurer au gouvernement libéral l'éternelle reconnaissance des deux sexes.

C'est encore à l'administration libérale qui a succédé à celle de l'honorable M. Marchand que nous devons la création d'une troisième école normale pour les jeunes filles, à Rimouski, ainsi que des allocations spéciales pour rencontrer les dépenses des conférences pédagogiques diocésaines. Ces conférences, inaugurées depuis 1901, ont été données depuis cette date dans les diocèses de Montréal, Québec, Sherbrooke, Nicolet et Trois-Rivières.

Une somme de \$7 813.00 a été dépensée pour ces nouvelles conférences pédagogiques diocésaines qui, d'après le rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1904-1905, contribuent beaucoup au progrès de l'instruction publique.

C'est encore à la même administration libérale que nous devons l'augmentation du traitement des inspecteurs d'écoles, sujet sur lequel je reviendrai dans un instant.

La présente administration a cru devoir rivaliser avec celles qui l'ont précédée en portant à \$100 000.00, comme je le disais il y a un instant, la somme de \$50 000.00 destinée à venir en aide à l'enseignement primaire dans cette province. Et nous avons pu, grâce à cette augmentation de \$50 000.00, subventionner plus largement les

municipalités scolaires pauvres dans les nouvelles paroisses de colonisation. Ainsi, pour l'année 1904-1905, une somme de \$31 000 a été distribuée dans ces municipalités, lorsque l'année précédente on n'y avait distribué que \$22 165.

Parmi les plaintes les plus sérieuses formulées contre notre système scolaire, la première porte sur l'insuffisance des salaires payés aux instituteurs et institutrices par nos municipalités scolaires. Ce reproche à leur adresse n'est pas nouveau. Depuis un grand nombre d'années, dans la presse et dans cette législature, l'insuffisance de ces traitements a été signalée bien des fois et nous avons toujours proclamé que ceux qui consacraient leur vie à cette carrière de l'instruction publique n'étaient pas rémunérés en proportion des services qu'ils rendent à notre province.

Nous sommes tous unanimes à déplorer la parcimonie de nos municipalités scolaires à ce sujet, et je crois pouvoir affirmer que parmi tous ceux qui ont dénoncé avec le plus d'ardeur cette apathie ou cette parcimonie à l'égard des instituteurs et institutrices, aucun n'a encore signalé un moyen pratique de faire disparaître ce mal que nous déplorons tous.

L'insuffisance dû traitement ne résulte pas de notre système scolaire, car nos lois sur l'instruction publique donnent à nos commissaires d'écoles, élus par les contribuables, le pouvoir de prélever sur leurs biens, au moyen de cotisations spéciales, une somme suffisante pour subvenir au maintien des écoles et au traitement des instituteurs et institutrices. Si nos différentes municipalités scolaires n'ont pas jugé à propos, jusqu'à ce jour, de prélever des cotisations spéciales, suffisantes pour accorder à nos instituteurs et institutrices le traitement variant de \$30 à \$50 par mois qui leur est alloué dans les différents États de la république américaine, si j'en crois les statistiques publiées récemment dans Le Canada par l'honorable député de la division Saint-Louis (M. G. Lanctôt), devons-nous revenir aux dispositions de la loi scolaire de 1841, c'est-à-dire au principe de la contribution coercitive ou forcée? Il faudrait substituer aux commissaires d'écoles élus par les contribuables des officiers spéciaux nommés par le gouvernement et chargés de percevoir eux-mêmes sur leurs biens les montants nécessaires pour construire de belles maisons d'écoles et assurer aux instituteurs et institutrices des traitements variant entre \$30.00 et \$50.00 par mois. Je crois qu'il serait aussi difficile qu'en 1841 de mettre à exécution une loi semblable et que l'honorable député s'y opposerait lui-même comme tous les autres députés de cette Chambre.

La législature de cette province devrait-elle insérer dans le budget une somme suffisante pour permettre au surintendant de

payer à nos 5736 instituteurs et institutrices un traitement variant entre \$400.00 à \$500.00 par année, ce qui représenterait une somme d'au-delà de deux millions? Les revenus de notre province suffisent à peine à rencontrer les sommes que nous votons chaque année pour aider à l'instruction publique, à l'agriculture, à la colonisation, à l'administration de la justice, à nos asiles d'aliénés, à nos institutions de charité et autres dépenses inscrites au budget. Il faudrait donc une nouvelle source de revenus pour ajouter à notre budget une somme aussi considérable, et pour se la procurer, ne faudrait-il pas recourir à la taxe directe? Je ne crois pas que les honorables députés de cette Chambre seraient disposés à adopter une mesure aussi rigoureuse pour subventionner plus largement nos instituteurs et nos institutrices. Quel autre remède existe-t-il pour leur assurer un traitement plus élevé?

En 1898, le Conseil de l'instruction publique recommandait à l'exécutif de cette province d'imposer aux municipalités scolaires l'obligation de payer aux instituteurs et institutrices un traitement minimum de \$100. et de refuser à toute municipalité scolaire qui négligerait d'obéir à cette injonction, l'allocation qui lui est accordée chaque année sur le fonds des écoles publiques.

Cette recommandation du Conseil de l'instruction publique ne fut pas sanctionnée par l'exécutif, vu que plusieurs municipalités scolaires manifestèrent immédiatement leur intention de renoncer à cette allocation bien minime, puisqu'elle représente aujourd'hui à peine \$9.01 par 100 âmes, préférant se réserver le droit d'accorder aux instituteurs et institutrices le traitement qu'elles jugeaient à propos.

Donc, aussi longtemps que les ressources de cette province mettront le gouvernement dans l'impossibilité - sans recourir à la taxe directe - de contribuer lui-même pour une quote-part aux traitements payés aux instituteurs et institutrices par nos municipalités scolaires, il ne reste qu'un seul remède, non pas de modifier notre système scolaire, puisqu'il donne à nos commissaires d'écoles toute la latitude à ce sujet, mais d'intéresser de plus en plus les contribuables de cette province à cette question si importante de l'instruction publique.

Il faut leur faire comprendre que l'instruction est de plus en plus nécessaire, que pour instruire leurs enfants, ils ne doivent négliger ni temps, ni argent, mais qu'ils doivent s'imposer tous les sacrifices pour accomplir ce devoir sacré qui leur est imposé par la loi de Dieu et la loi des hommes. Notre clergé, qui a toujours favorisé et favorise encore de toute son influence les progrès de l'instruction publique, sera un auxiliaire puissant à nos hommes publics, à notre presse et à nos conférenciers agricoles pour activer le zèle de nos municipalités

scolaires pour cette belle et grande cause de l'instruction publique.

Il faut admettre cependant que depuis quelques années, si dans certains comtés de cette province il n'y a pas eu progression dans la moyenne du traitement payé aux instituteurs et institutrices, plusieurs autres comtés se sont fait un devoir de les rémunérer davantage et que nous avons constaté une progression assez sensible en prenant la moyenne des traitements payés dans tous les comtés de cette province. Qu'il me soit permis de référer sur ce point aux statistiques fournies par l'honorable premier ministre de cette province à la dernière session:

Moyenne des salaires des instituteurs et institutrices des écoles élémentaires démontrant la progression:

Année	Écoles catholiques	Écoles protestantes
1897	\$ 98 00	\$184 00
1898	102 00	183 00
1899	107 00	182 00
1900	111 00	152 00
1901	113 00	201 00
1902	110 00	151 00
1903	113 00	153 00
1904	118 00	161 00

Faut-il attribuer cette amélioration aux progrès de l'agriculture dans cette province depuis quelques années, aux prix plus rémunérateurs accordés aujourd'hui aux produits de la ferme, prix beaucoup plus élevés qu'en 1895, tel que démontré par des statistiques publiées dernièrement dans *Le Canada* à l'occasion d'une élection partielle dans le comté de Compton? Nos commissions scolaires comprennent-elles davantage que pour avoir de bons instituteurs et de bonnes institutrices, il faut leur payer un salaire raisonnable? Quelle qu'en soit la raison, il faut reconnaître le fait et s'en réjouir en espérant encore de nouveaux progrès.

À tout événement, je suis heureux de déclarer ici, sans crainte de contradiction, que le gouvernement a fait son devoir, en autant que ses ressources le permettent, pour améliorer le sort des instituteurs et aider les municipalités pauvres à accomplir des progrès dans la voie de l'éducation.

Pour activer cette progression dans le traitement des instituteurs et institutrices et stimuler le zèle de nos municipalités scolaires, nous avons décrété par un arrêté en conseil, qu'à même l'allocation additionnelle de \$50 000 dont j'ai parlé plus haut, une somme de \$10 000 serait dépensée chaque année pour accorder cinq prix dans chacun des quarante-cinq districts d'inspection sous la surveillance des inspecteurs d'écoles, savoir: un premier prix de \$60 00, un deuxième prix de \$50 00, un troisième prix de \$40 00, un quatrième prix de \$35 00, et un cinquième prix de \$30 00 aux cinq municipalités de chacun de ces districts qui

auront fait le plus de progrès durant l'année. Et l'inspecteur d'écoles, pour décider quelles sont les cinq municipalités les plus méritantes, devra se baser sur l'état de la maison d'école et du mobilier scolaire, sur le progrès des élèves durant l'année et sur le chiffre du traitement des instituteurs et institutrices.

Nous avons de plus ordonné, par cet arrêté en conseil, qu'aucune municipalité dans ces quarante-cinq districts ne pourrait concourir dans ces prix, si elle payait à ses instituteurs ou à ses institutrices un traitement inférieur à la somme de \$100 par année.

Nous avons encore affecté à même cette somme de \$50 000 une autre somme de \$10 000 pour payer une prime annuelle de \$15 à chaque institutrice ayant enseigné depuis au-delà de quinze ans et une somme de \$20 à chaque institutrice ayant enseigné depuis au-delà de 20 ans.

Nous croyons que ces primes bien modiques, il est vrai, mais proportionnées à nos ressources, seront de nature à stimuler le zèle de nos municipalités scolaires pour rétribuer davantage nos institutrices et les encourager par là même à persévérer dans cette carrière si ingrate de l'enseignement.

Mais il ne faut pas oublier que la modicité du traitement des instituteurs et institutrices n'existe pas seulement dans la province de Québec, mais qu'elle existe même en France, où l'on s'intéresse spécialement à tout ce qui peut accélérer les progrès de l'instruction publique.

Au cours d'un long article sur le budget de l'instruction publique, M. Albert Petit, qui n'est pas absolument un clérical, disait dans le *Journal des Débats*:

"Il est certain que les traitements, surtout les traitements de début, étaient naguère tout à fait insuffisants. On les a qualifiés de "traitements de famine" et ils le méritaient bien. Sans même remonter à la loi de 1875, qui allouait aux adjoints et aux adjointes un traitement de début de 700 frs. (\$140.00) et de 600 frs. (\$120.00); il est clair que celle de 1889 était bien parcimonieuse. Les stagiaires débutaient à 800 frs. (\$160.00) et ils n'étaient même pas sûrs de devenir titulaires à 1000 frs. (\$200.00) au bout de deux ans de services. Comme vers la même date la nouvelle loi militaire les astreignait à un an de caserne, alors qu'ils bénéficiaient, une véritable grève de candidats se produisit. Le recrutement des écoles normales devint précaire, le niveau du personnel tendit à s'abaisser, et la presse découvrit "le péril primaire". Les instituteurs avaient alors trois griefs: l'insuffisance des traitements de début, la lenteur de l'avancement vu le pourcentage qui réglait les promotions sur les vides produits dans la classe supérieure, et le retard apporté aux mises à la retraite.

"Depuis deux ans, des améliorations

considérables ont été apportées à cet état de choses. Le pourcentage a été aboli et les promotions ont lieu de droit au bout d'un certain temps d'ancienneté, sans préjudice de la part laissée au choix pour les classes supérieures. En outre, le traitement de chaque classe a été relevé, notamment le traitement de début qui a été porté à 1000 frs. (\$200.00). Dès maintenant, vers vingt-huit ans, un instituteur doit arriver normalement au traitement de 1200 frs. (\$240.00) et vers trente-trois ans il parvient à 1500 frs. (\$300.00). C'est encore modeste assurément, mais le logement n'est pas compris dans le traitement et il s'agit là du traitement tout sec, sans aucun avantage accessoire. Les instituteurs de la génération précédente n'atteignaient une pareille situation qu'au détour de la cinquantaine et beaucoup n'allaient pas au-delà. Aujourd'hui, ils sont sûrs de prendre leur retraite avec le traitement de la première classe, soit 2000 frs. (\$400.00).

Ce même reproche a été fait dans Ontario, car le 29 janvier 1906, le *Toronto World*, dans le cours d'un article éditorial intitulé: "Premier Whitney and the public schools", disait:

"There can be no reasonable doubt that increased efficiency in the 'teaching staff', is not only desirable but absolutely necessary, but this is not due to the lack of satisfactory personel, but to the fact that the salaries and emoluments offered are insufficient in competition with those offered by other business and professional openings. This state of affairs calls for immediate attention and remedy (2)."

Du *Toronto World*, 29 janvier 1906.

Extrait d'un discours de l'honorable M. Whitney, prononcé à Kingston, le 27 janvier 1906.

"I was told by a prominent educationist not 24 hours ago, that he who thinks the public schools are in as good a condition as they were 25 years ago, does not understand the facts, and it is true. (The statement was loudly applauded). "While we will do all in our power for the high schools, the pupils in the public schools must be considered (3)."

Une autre plainte porte sur l'incompétence des membres du corps enseignant.

Comme je le disais, à venir jusqu'à 1898, nous n'avions pour toute la province de Québec que deux écoles normales de jeunes gens, savoir: l'école normale Laval de Québec et l'école normale Laval Jacques-Cartier de Montréal, et une seule école normale de jeunes filles, celle des Ursulines de Québec.

Les traitements si modiques accordés par nos municipalités scolaires ont nécessairement détourné de la carrière de l'enseignement la majeure partie des jeunes gens qui avaient suivi les cours de ces deux écoles normales et les ont dirigés vers d'autres carrières.

Nous n'avions donc qu'une seule école normale de jeunes filles à Québec pour former des institutrices compétentes pour nos écoles primaires. Il est évident que cette unique école ne pouvait fournir près des 6000 institutrices requises pour toutes nos écoles primaires et nous ne pouvions obliger les commissions scolaires à n'engager que des institutrices munies d'un diplôme de cette unique école normale, sans les obliger par là même à fermer la plus grande partie des écoles primaires de nos municipalités. Voilà pourquoi jusqu'en 1898, des brevets d'institutrices étaient accordés par différents bureaux d'examineurs à un grand nombre de jeunes filles qui n'avaient pu recevoir la formation pédagogique dans nos écoles normales. Nos commissions scolaires devaient les accepter comme institutrices, ne pouvant s'en procurer d'autres, ou sinon fermer leurs écoles. En 1898, sous l'administration, de l'honorable M. Marchand, on a fait disparaître ces différents bureaux, qui se montraient trop faciles dans le choix des candidats, pour les remplacer par un bureau central d'examineurs composé d'hommes offrant toutes les garanties sous le rapport de l'expérience et des capacités incontestables, pour accorder des brevets d'institutrices à nombre de jeunes filles qui, sans avoir suivi le cours de l'unique école normale de Québec, pouvaient cependant avoir les capacités requises pour enseigner dans nos écoles primaires.

Il me suffira de citer des noms comme ceux de: Mgr. J.-C.-K. Laflamme, président, M. le chanoine G. Dauth, de l'archevêché de Montréal, M. l'abbé P.-J.-A. Lefebvre, supérieur du séminaire de Sherbrooke, M. l'abbé J.-C. Vincent, professeur au collège de Valleyfield, M. John Tompkins, professeur d'anglais au collège de Montréal, M. Calixte Brault, inspecteur d'écoles, M. John Ahern, professeur à l'école normale Laval, M. C.-J. Magnan, professeur à l'école normale Laval, M. Chs.-A. Lefèvre, professeur de dessin à l'école normale Laval, M. J.-O. Casgrain, professeur à l'école normale Jacques-Cartier, M. J. N. Miller, secrétaire.

Et d'ailleurs, les statistiques que l'on trouve dans les rapports du surintendant nous prouvent que ce bureau central n'accorde pas de brevets d'enseignement à toutes les aspirantes, mais qu'en faisant un choix judicieux, ils en ont éliminé près de la moitié.

Voici un petit tableau qui fait connaître, en résumé, les travaux du bureau central:

Année	Aspirants	Brevets accordés	Brevets refusés
1898	1 033	615	418
1899	1 485	849	636
1900	1 608	984	624
1901	1 584	941	643
1902	1 536	1 276	260
1903	1 627	1 122	505

Total 8 873 5 787 3 086

Il peut arriver, comme l'ont affirmé certaines personnes bien intentionnées, que ce bureau central a pu accorder des brevets d'enseignement à des personnes incompetentes. Mais n'a-t-on pas constaté bien des fois les mêmes erreurs commises par les bureaux d'examineurs représentant des corporations les mieux organisées, comme le barreau, le notariat, la médecine, et n'avons-nous pas nous-mêmes, dans cette législature, passé des bills privés pour permettre à plusieurs jeunes gens de pratiquer comme membres de ces différentes professions lorsqu'ils avaient négligé de satisfaire aux examens regus par les bureaux de ces différentes professions?

On se plaint avec raison que nous n'avons pas assez d'écoles normales pour rencontrer les exigences du personnel enseignant. Comme je le disais il y a un instant, jusqu'en 1898, nous n'avions qu'une école normale pour les jeunes filles. Les différentes administrations libérales qui se sont succédées depuis cette date ont augmenté la subvention votée auparavant pour les écoles normales, et cela, pour en créer quatre nouvelles: celle de Montréal, fondée sous l'administration de l'honorable M. Marchand, a déjà fourni de nombreux sujets au personnel enseignant; celle de Rimouski, le sera bientôt et celles de Chicoutimi et de Sherbrooke, dont nous avons décidé la création cette année, contribueront bientôt à subvenir aux besoins du personnel enseignant.

Sans doute, ces cinq écoles normales de jeunes filles ne seront pas encore suffisantes pour alimenter le personnel enseignant. Aussitôt que les ressources de cette province le permettront, il faudra en créer de nouvelles, mais jusqu'à cette date, où devons-nous recruter notre personnel, si ce n'est chez les personnes munies de brevets qu'elles ont obtenu de notre bureau central des examinateurs.

On se plaint de l'incompétence de nos institutrices et on blâme en même temps nos municipalités scolaires de ne pas les rétribuer davantage. Est-ce là le moyen d'encourager nos commissions scolaires à augmenter le chiffre de leurs traitements, en dénonçant chaque jour leur incompétence? Ne vaut-il pas mieux encourager les progrès que de se borner à une critique facile autant que stérile et je pose la question: Ne vaut-il pas mieux avoir des institutrices médiocres que de ne pas en avoir du tout?

Je passe maintenant aux plaintes contre l'état des maisons d'écoles.

On dit qu'un grand nombre de nos maisons d'écoles sont défectueuses sous le rapport de l'hygiène et que les enfants et les institutrices y compromettent leur santé.

L'article 252 de nos lois scolaires oblige les commissaires et les syndics à construire des maisons d'écoles conformément

aux plans et devis approuvés par le surintendant de l'Instruction publique.

Cette disposition a été intercalée dans nos lois scolaires en 1895 et le tableau ci-dessous indique quels en ont été les résultats.

Maisons construites depuis 1895 à 1905, d'après des plans fournis et approuvés par le surintendant: 1827. Détails:

Maisons construites en 1895	194 maisons
maisons construites en 1896	164 maisons
maisons construites en 1897	151 maisons
maisons construites en 1898	154 maisons
maisons construites en 1899	163 maisons
maisons construites en 1900	203 maisons
maisons construites en 1901	153 maisons
maisons construites en 1902	211 maisons
maisons construites en 1903	247 maisons
maisons construites en 1904	187 maisons

Valeur approximative et moyenne des dites maisons d'écoles: \$800.00.

Sommes payées en 1903-1904 par les municipalités scolaires catholiques pour construction d'écoles: \$325 000.00.

Nous admettons que dans bien des municipalités scolaires, il existe encore des maisons d'écoles qui ne respectent pas les exigences de nos lois scolaires et qui sont défectueuses sous le rapport de l'hygiène. Mais en tenant compte des progrès qui se sont réalisés sous ce rapport et que nous constatons tous les jours, devons-nous aller plus loin et décréter immédiatement la démolition de toutes ces vieilles maisons d'écoles qui existent encore dans un certain nombre de nos municipalités scolaires. Devons-nous forcer ces mêmes municipalités à les remplacer immédiatement par d'autres maisons d'écoles plus spacieuses et conformes aux règlements du département de l'Instruction publique? Ne serait-ce pas imposer une charge trop lourde à plusieurs municipalités scolaires trop pauvres pour rencontrer les dépenses que cela entraînerait et, ne vaut-il pas mieux s'en tenir à la loi actuelle qui nous donne les garanties suffisantes lorsqu'il s'agit de remplacer une de ces maisons d'écoles par une nouvelle?

Ces anciennes maisons d'école disparaîtront ainsi graduellement, sans qu'il soit nécessaire d'imposer à nos municipalités scolaires des dépenses considérables pour arriver à toutes ces améliorations immédiatement.

Mais n'allons pas croire que c'est seulement dans la province de Québec où l'on rencontre des maisons d'école défectueuses sous ce rapport. Il en existe même dans les vieux pays comme la France, où l'on s'occupe pourtant de tout ce qui peut tendre à l'amélioration et au progrès de l'Instruction publique. Voici ce que dit à ce sujet L'Avant-garde pédagogique publiée à Paris, dans le numéro de décembre 1904:

Extrait de L'Avant-garde pédagogique:

"Les hygiénistes et les pédagogues

s'accordent à dire qu'aucune classe ne devrait renfermer plus de quarante élèves et qu'aucune école ne devrait comprendre plus de sept classes (une classe par année de scolarité).

"En attendant que cette double réforme s'accomplisse - s'accomplira-t-elle jamais? - les jeunes Français et les jeunes Françaises continuent d'être entassés dans nos écoles comme des harengs en caque. On me signale telles et telles classes disposant de 45 places officielles et comptant 75 élèves inscrits. En admettant qu'il y a chaque jour une dizaine d'absents, il reste encore un "supplément" de 70 élèves. Ce supplément, où le loge-t-on? Si les tables appartiennent au vieux mobilier (tables à 4, 5 ou 6 places, sans dossier), on invite les enfants à se serrer, et il n'est pas rare d'en voir 7 ou 8 là où ils ne devraient se trouver que 4 ou 5. Si, au contraire, c'est le nouveau mobilier qui existe dans l'école, on réunit les tables à 1 ou 2 places, dont il se compose, au moyen de simples planches formant bancs. On revient ainsi à l'ancien mobilier, avec le pupitre en moins pour les allonges.

"Les incon vénients pédagogiques et autres d'un pareil empilement sautent aux yeux. Résumons-les d'un mot: l'école n'est plus qu'une garderie, fatigante pour le maître et la maîtresse, abrutissante pour les enfants (abrutissante n'est pas élégant, mais c'est l'expression propre). Dans ces classes bondées, il ne peut se faire instruction ni éducation. L'instituteur ou l'institutrice est presque exclusivement préoccupé du maintien de l'ordre et du silence... C'est un garde-chiourmel"

Nous ne sommes donc pas les seuls à blâmer sous ce rapport et je crois que les honorables députés reconnaîtront que le gouvernement suit à l'égard de la construction des maisons d'écoles la seule conduite qui peut amener des progrès sans imposer des lourdes charges aux contribuables.

J'arrive maintenant au morcellement des municipalités scolaires. L'article 112 de nos lois scolaires donne aux commissaires d'écoles le pouvoir de diviser la municipalité en plusieurs arrondissements scolaires.

En 1897, on a inséré un nouvel article, savoir l'article 118, pour permettre aux commissaires d'écoles de réunir un ou plusieurs arrondissements pour une seule école et en diminuer ainsi le nombre pour en arriver au système de la centralisation, leur donnant en même temps le droit d'adopter les mesures nécessaires pour faire transporter et ramener en voitures à une seule et même école les élèves qui en seraient éloignés.

On blâme les municipalités scolaires de ne pas se prévaloir de cet article et de multiplier inutilement les arrondissements et les maisons d'écoles, au lieu de centraliser les élèves dans une ou deux maisons plus spacieuses. Cette centralisation aurait pour

effet, dit-on, de diminuer considérablement les dépenses qu'entraînent la construction de plusieurs maisons dans une même municipalité et les salaires d'un plus grand nombre d'institutrices, et par là même, d'arriver sans surcroît de dépenses, à l'amélioration de nos écoles et à l'augmentation du traitement des instituteurs et des institutrices.

Cette centralisation dans notre province, où les hivers sont très rigoureux, où les habitations sont souvent très éloignées les unes des autres, est-elle praticable? Nos familles canadiennes-françaises - et c'est un orgueil pour nous - sont nombreuses. Ceux qui sont en faveur de ce système de centralisation ont-ils songé pour un instant aux nombreuses difficultés qu'auraient à surmonter les commissaires d'écoles pour se procurer les voitures convenables, spécialement durant la rude saison d'hiver, pour transporter et ramener chaque jour dans une ou même dans deux ou trois maisons d'écoles, par toute la municipalité, un aussi grand nombre de dépenses additionnelles que devrait entraîner la surveillance de ces enfants, durant le trajet? Ce sont ces nombreux incon vénients qu'il serait trop long d'énumérer, qui ont, sans doute, engagé nos commissaires d'écoles à ne pas se prévaloir des dispositions de cet article.

Cette centralisation peut être praticable dans certains états de la république voisine, où le climat est plus clément, où la population est plus dense. Mais chez nous, il faut l'admettre, elle serait bien difficile et on en a vainement tenté l'application dans certaines parties de la province, spécialement dans les Cantons de l'Est.

Ce que j'ai à dire sur ce sujet et qui prendrait inutilement le temps de la Chambre est résumé dans les deux lettres qui suivent et qui règlent, je crois, la question.

Waterloo, Que., Dec. 12th 1905.
Honorable Rodolphe Roy,
Provincial Secretary,
Quebec.
Dear sir,

In reply to your inquiry re working of art. 118 of the School Law in the municipality of the township of Shefford, I beg to say, that in the only instance in which it was tried, the results were not satisfactory. There was too much difficulty in engaging any one to take the children to and from school, as the people in the vicinity had other and more lucrative uses for their teams in winter. The prices which we had to pay was far too much for the service, and the practice was discontinued.

I am, Sir,
Your obedient servant,
(Signed) H. E. Allen,
Sec. Tres. S. C. Township of Shefford (4)
Waterloo, P. Q., Dec. 18, 1905.

Hon. Rodolphe Roy,
Provincial Secretary,

Quebec.

Dear sir,

In replying to your inquiry regarding the working of article 118 of the school law for the municipality of the township of Stukely (South part), I beg to state that we have tried it and that the results were far from being satisfactory. It was too costly, too difficult to engage any one to take the children to and from school. And for these several reasons, the system was found impracticable and soon abandoned.

Yours respectfully,

(Signed) W. K. Knowlton,

Sec. Treas.,

School Municipality of South Stukely,

Co. of Shefford (5)

On se plaint encore de la modicité du traitement de nos inspecteurs d'écoles et que leurs inspections annuelles sont insuffisantes.

Les inspecteurs d'écoles, d'après les instructions du surintendant de l'Instruction publique, doivent visiter chaque année toutes les écoles situées dans leurs districts d'inspection.

Ils ne recevaient jusqu'à l'automne de 1904 qu'un traitement variant de \$700.00 à \$800.00 et jusqu'à cette date, le montant voté chaque année par la législature, pour rencontrer le traitement des inspecteurs d'écoles, s'élevait à la somme de \$36 000.

Par un arrêté en conseil en date du 15 octobre 1904, le salaire des inspecteurs d'écoles a été porté à la somme de \$1 000 et à la dernière session, nous avons porté cet item du budget qui était auparavant de \$36 000 à la somme de \$43 000, représentant une augmentation de \$7 000 par année, pour augmenter ainsi leurs traitements. Nous n'avons que cinq inspecteurs d'écoles, nommés récemment, qui reçoivent un traitement inférieur à \$1 000, savoir: un traitement variant de \$750 à \$900 et trois autres inspecteurs dont les districts d'inspection sont plus importants: l'inspecteur des écoles pour le district de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean, district le plus étendu et le plus considérable, reçoit un traitement de \$1 200 par année.

Il est vrai que dans les autres provinces de la Confédération, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard où le salaire des inspecteurs d'écoles n'est que de \$858.00 par année et où les fonctions qu'ils ont à remplir les empêchent de s'occuper de toute autre chose, les traitements des inspecteurs d'écoles sont plus élevés que dans notre province. Ainsi, dans la province de la Nouvelle-Écosse, leur traitement est de \$1 518.00 par année, avec en outre une allocation annuelle de \$50.00 pour rencontrer leurs dépenses de correspondance. Les fonctions qu'ils ont à remplir dans cette province requièrent tout leur temps, car en outre de celles attribuées à nos inspecteurs d'écoles ici, ils sont les secrétaires de 38 districts scolaires et char-

gés comme tels de modifier eux-mêmes les limites des arrondissements et de payer le traitement des instituteurs et institutrices.

Dans la province d'Ontario où la moyenne des traitements pour les "County Public Schools Inspectors" est de \$1 500.00 par année et pour les "All Public Schools Inspectors, Counties and Cities" de \$1 511.00 par année, les fonctions qu'ils ont à remplir les emploient durant tout le temps de l'année.

L'administration libérale de cette province a donc augmenté de \$7 000.00 par année l'allocation accordée à nos inspecteurs d'écoles, pour porter leur traitement à \$1 000 au lieu de \$700.00 à \$800.00, bien que nos sources de revenus soient restées les mêmes et bien que nos dépenses pour l'administration de la justice, l'entretien de nos asiles d'aliénés, pour aider à l'agriculture et à la colonisation, augmentent dans des proportions considérables.

Cette augmentation a démontré, il me semble, tout l'intérêt qu'elle porte au progrès de l'instruction publique dans cette province et, elle ne doit pas mériter aujourd'hui le reproche de ne pas rétribuer convenablement nos inspecteurs d'écoles. Lorsque nos revenus nous permettront de les rétribuer aussi largement qu'ils le sont dans la province d'Ontario, à la condition toutefois de consacrer tout leur temps à l'inspection des écoles et aux devoirs qu'ils ont à remplir, nous auront sans doute des inspections plus fréquentes et plus efficaces. Mais ces différentes réformes ne peuvent se faire tout d'un coup, mais graduellement et suivant l'augmentation de nos revenus.

Je crois avoir démontré dans ces remarques peut-être trop longues, que les plaintes formulées au sujet de la modicité des traitements accordés à nos instituteurs et institutrices, de l'incompétence de notre personnel enseignant, de la médiocrité des brevets accordés par le bureau central des examinateurs, du mauvais état d'un grand nombre de nos maisons d'éducation, sous le rapport du confort et de l'hygiène, du morcellement de nos municipalités scolaires et de la décentralisation, de la modicité du traitement de nos inspecteurs d'écoles et par là même de l'inefficacité de leurs inspections, bien que fondées sous quelque rapport, sont parfois exagérées.

Je crois encore avoir démontré:

1. Qu'elles ne résultent pas de notre système scolaire;

2. Que les mêmes sujets de plaintes, spécialement quant à ce qui concerne la modicité du traitement des instituteurs et des institutrices et du mauvais état de certaines maisons d'écoles, existent encore dans les vieux pays comme la France, où cependant l'instruction publique n'est pas négligée, ainsi que dans Ontario;

3. Que ces sujets de plaintes diminuent

graduellement et que les ressources de cette province nous mettent dans l'impossibilité de les faire disparaître de suite.

M. l'Orateur, s'il reste encore beaucoup à faire pour l'instruction publique dans cette province et dans tout le pays, c'est que l'instruction publique est susceptible partant (sic) de progrès continuels. Il n'est pas nécessaire pour accélérer ce progrès de bouleverser notre système scolaire, comme l'a dit et répété plusieurs fois l'honorable chef du gouvernement actuel, il n'est pas nécessaire de révolutionner, mais d'améliorer ce que nous avons déjà fait et, je suis convaincu qu'en faisant cette déclaration, il exprimait l'opinion unanime de cette Chambre.

Sans doute nous avons à déplorer dans notre province l'absence d'écoles techniques et de hautes études commerciales dont nous reconnaissons de plus en plus l'absolue nécessité, pour ouvrir à nos jeunes gens de nouvelles carrières. Mais si le gouvernement de cette province ne peut combler aujourd'hui cette lacune, faute de revenus suffisants, l'initiative privée, comme on le disait si éloquemment il y a quelques jours au banquet des voyageurs de commerce à Québec, ne devrait-elle pas venir en aide et se charger elle-même de la création de ces écoles si nécessaires, suivant en cela l'exemple qui nous est donné par des grands pays comme l'Angleterre, la France, les États-Unis, l'Allemagne et l'Italie?

Dans le magnifique discours qu'il prononçait alors, un voyageur de commerce conseillait aux contribuables de cette province, de ne pas toujours compter sur le concours du gouvernement et tout en faisant un chaleureux appel à l'initiative privée, rappelant avec raison que si nous avions fait des merveilles dans cette province, dans l'instruction supérieure et dans l'instruction scolaire, nous devons ces merveilles à nos universités, à nos collèges classiques et à nos communautés enseignantes et, par conséquent, à l'initiative privée.

Oui, M. l'Orateur, comme je le disais au cours de ces remarques, en relisant l'histoire de notre province et spécialement depuis cette date mémorable de 1760, si nous tenons compte des luttes héroïques soutenues constamment par nos ancêtres jusqu'en 1845, pour conserver nos croyances religieuses, notre langue et nos lois, et arriver enfin à la conquête du gouvernement responsable, tel que compris en Angleterre; si nous tenons compte que durant toute cette longue période, rien ne fut fait par les gouvernants pour leur aider à répandre l'instruction publique dans nos campagnes, que notre clergé et nos communautés enseignantes contribuèrent seuls et de leurs propres deniers à cette nouvelle tâche; si nous considérons qu'il s'est écoulé à peine un demi-siècle depuis que notre système scolaire

fonctionne régulièrement; si nous tenons compte des faibles ressources de notre province, comparées à celle d'Ontario, pour aider, jusqu'à ce jour, aux progrès de l'instruction publique, nous avons raison d'être fiers des résultats obtenus et d'affirmer que nous ne sommes pas restés en arrière des autres provinces, tout en aspirant généreusement à de nouveaux progrès.

Si, vu nos faibles ressources, l'instruction publique dans cette province n'a pas été subventionnée aussi largement que dans celle d'Ontario, le dévouement, le travail, les sacrifices de notre clergé et de nos communautés enseignantes, ont remplacé l'argent. Ils nous ont permis de rivaliser avec elle sous le rapport de l'instruction publique, malgré des obstacles considérables qui existent chez nous, résultant du climat, de la pauvreté et surtout de la position géographique des établissements qui, dans Ontario, sont plus compacts, groupés en petites villes et villages, tandis qu'ici, les paroisses, les cantons et les hameaux sont dispersés sur des vastes étendues.

Sans doute, M. l'Orateur, il nous reste beaucoup à faire et nous ne pouvons trop nous intéresser et travailler au progrès de l'instruction publique, mais, pour atteindre ce noble but, nous ne devons pas mettre nos compatriotes d'origines différentes de la nôtre, sous la fausse impression que nous n'avons pas fait de progrès dans l'instruction publique et que nous sommes aujourd'hui leurs inférieurs.

De plus, si nous avons encore beaucoup à faire pour la création d'écoles techniques et de hautes études commerciales, dont le besoin se fait de plus en plus sentir, il ne faut pas oublier que les membres de nos professions libérales peuvent rivaliser avantageusement avec ceux des autres provinces; que notre députation à Ottawa compte aujourd'hui des orateurs qui ont défendu durant les dernières sessions, dans une langue étrangère et avec une éloquence qui a provoqué l'admiration et les éloges de leurs collègues des autres provinces, les droits et privilèges des minorités.

Et pour terminer ces remarques, je répéterai ce que disait l'honorable P.-J.-O. Chauveau, en réponse à des statistiques défavorables à la province de Québec, sous le rapport de l'instruction publique:

"Un calcul à faire, ce serait de trouver le nombre d'hommes ne sachant que lire et écrire, qu'il faudrait réunir, pour égalier la puissance réelle d'un homme véritablement instruit."

M. A. Girard (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix CM P. D'Auteuil), que ce débat **toit** de nouveau ajourné.

Cette proposition est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre: bill (no 100) constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Company".

"Canadian Eastern Railway Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 100) constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Association des opticiens

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. J.-A. Godbout), que l'honoraire payé pour le bill (no 91) constituant en corporation l'association des opticiens de la province de Québec soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une association scientifique.

Adopté.

Hospice et couvent Sainte-Geneviève dans Jacques-Cartier

M. J.-A. Charet (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que l'honoraire payé pour le bill (no 51) ratifiant et validant les conventions intervenues entre les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève no 1, dans le comté de Jacques-Cartier et la communauté des Soeurs de Sainte-Anne, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une maison d'éducation et de charité.

Adopté.

Municipalité scolaire de Saint-Michel-Archange

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. J. H. Kelly), que l'honoraire payé pour le bill (no 79) érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse et d'éducation.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15.

Troisième séance du 7 mars 1906

Sous la présidence

de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 8 heures.

Interpellations:**Taux d'intérêt sur la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental**

M. M. Perrault (Chambly): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'introduire un projet de loi, pendant la présente session, à l'effet de confirmer aucun ordre en conseil passé depuis 1882, et changeant la nature des obligations de la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien vis-à-vis de la province, quant au taux d'intérêt à être payé sur la vente du chemin de fer Montréal, Québec, Ottawa et Occidental, en vertu des lois 45 Victoria, chapitres 19 et 20?

2. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des procédures judiciaires contre cette compagnie pour recouvrer la somme de \$560 000.00, accumulée depuis 1895 jusqu'à 1905, et produite par les différences annuelles, entre les 4 1/2% d'intérêt mentionnés aux comptes publics et les 5% stipulés dans les lois 45 Victoria, chapitre 19 et 20, sur la balance des \$7 000 000.00 encore due par ladite compagnie?

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome):

1. Non. Le gouvernement ne l'a pas jugé nécessaire.

2. Non. Le gouvernement n'a pas considéré avoir une réclamation contre la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, pour la différence annuelle depuis le 6 août 1895, entre le taux d'intérêt payé et le taux de 5%. À la demande du gouvernement du jour et sous l'autorité d'un ordre en conseil du 11 décembre 1883, il fut donné une extension de dix ans de cette date au 1er mars 1894, pour le paiement des \$7 000 000. En juin 1894, la compagnie notifia le gouvernement, qu'après six mois, suivant les prévisions des actes 45 Victoria, chapitre 19 et 20, elle paierait les \$7 000 000, mais à la demande du gouvernement cet avis fut retiré. Le 4 février 1895, la compagnie, de nouveau, notifia le gouvernement qu'elle paierait les \$7 000 000, le 6 août suivant, mais après négociation avec le gouvernement, la compagnie consentit à différer le paiement de \$3 500 000 jusqu'au 1er mars 1904 et la balance de \$3 500 000 jusqu'au 1er mars 1906, le but du gouvernement en retardant le paiement des \$7 000 000, était d'éviter une

perte sérieuse qu'aurait soufferte la province par l'impossibilité d'obtenir le taux d'intérêt que la compagnie consentait à payer sur les \$7 000 000, lesquels s'ils avaient été pavés, auraient dû être investis ou déposés à tel taux qu'il était possible d'obtenir, jusqu'à paiement des emprunts pour lesquels le montant fut approprié.

Pauvres clarisses de Valleyfield

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. J.-C. Blouin), que l'honoraire payé pour le bill (no 61) constituant en corporation les pauvres clarisses de Valleyfield soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Chemins de fer

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no E), du Conseil législatif amendant la loi concernant les chemins de fer soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté le bill sans amendement.

"Canadian Eastern Railway Company"

La Chambre procède, de nouveau, à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 100) constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Code municipal, article 566

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 104) amendant l'article 566 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi modifié en comité général.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les compagnies commerciales, les sociétés, les associations, les maisons d'affaires et les personnes.

Adopté sur division.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, il soit imposé et prélevé sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, associations commerciales, et leurs agents ci-après mentionnés, les taxes annuelles ci-après spécifiées:

I. SUR LES COMPAGNIES CONSTITUÉES EN CORPORATION

a. Un cinquième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et cinquante piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toute somme au-dessus d'un million de piastres;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque place d'affaires, manufacture ou atelier dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier dans tout autre endroit.

c. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies constituées en corporation, visées par ce paragraphe, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province ou, lorsque leur principal bureau étant dans les limites de la province, elles n'y emploient qu'une partie de leur capital versé, et que leurs manufactures ou autres établissements, qui représentent la plus grande partie de leur capital, sont situés en dehors des limites de la province; mais la taxe exigée ne doit jamais être de moins de cinquante piastres.

II. BANQUES

a. Cent piastres pour chaque cent mille

piastres du capital versé jusqu'à un million inclusivement, et cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de capital versé, au-dessus d'un million de piastres.

b. Sur chaque bureau principal ou principale place d'affaires dans chacune des cités de Montréal et de Québec, deux cents piastres; sur tout autre bureau ou place d'affaires dans chacune desdites cités, cent cinquante piastres; sur chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, trente piastres.

III. COMPAGNIES D'ASSURANCES

a. Sauf les dispositions au sujet des primes reçues sous le système des billets de primes et le cas des compagnies d'assurance maritime, sur toute compagnie d'assurance sur la vie faisant affaires dans cette province, une taxe de deux pour cent, et sur toute autre compagnie d'assurance une taxe d'un pour cent; ladite taxe à être calculée, dans les deux cas, sur le montant brut des primes, tant devenues dues que reçues pour les assurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente, pourvu qu'en aucun cas, excepté pour les compagnies d'assurance mutuelle constituées en corporations en vertu de toute loi de cette province, ladite taxe ne soit pas moins de quatre cents piastres, dans le cas de compagnies d'assurance sur la vie, et de deux cent cinquante piastres dans le cas de toute autre compagnie d'assurance; mais pour les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu qui reçoivent des primes en argent, la taxe soit calculée sur les primes brutes reçues en argent pour les assurances prises dans la province par la compagnie pendant l'année de calendrier précédente, soit pour de nouvelles polices émises, soit pour des renouvellements d'après le système des primes au comptant; pourvu toujours que lorsqu'il semblera paraître que des compagnies constituées en corporation en cette province sont sujettes à une taxe différente dans toute autre province, État ou contrée, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter la taxe sur les compagnies constituées en corporations dans telle province, État ou contrée, faisant affaires en cette province, jusqu'à un montant égal à la taxe différente susdite.

b. Les sommes minima fixées dans le paragraphe immédiatement précédent sont respectivement le montant du premier paiement de la taxe qui peut être exigée de toute compagnie d'assurance commençant à faire affaires en cette province.

c. Les compagnies d'assurance qui reçoivent ainsi des primes sur des polices sur la vie émises en faveur d'une personne domiciliée dans cette province, ou sur des polices contre le feu ou autres polices concernant une propriété située dans cette province,

doivent payer la taxe sur le montant total de ces primes, de l'assurance primitive ou de la réassurance. Toutefois, dans le cas de réassurance la compagnie principale est exemptée de la taxe imposée sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale doit payer la taxe sur le montant total de la prime.

d. Dans le cas d'assurance maritime sur toute personne, société ou compagnie faisant le commerce d'assurance maritime, comme principal, agent ou courtier, une taxe de deux cent cinquante piastres pour tel commerce.

e. Toute personne, société ou corporation, et tout officier ou agent ou employé de toute telle personne, société ou corporation, ayant une connaissance véritable des faits, accordant une assurance sur toute propriété, mobilière ou immobilière, située dans la province ou décrite dans toute police, reçu temporaire ou document d'assurance comme située dans quelque partie de ladite province, dans toute compagnie, étrangère à la province, qui ne s'est pas conformée aux exigences de la loi 4 Édouard VII, chapitre 34, doit immédiatement, et pas plus tard qu'un mois après l'exécution de toute telle assurance ou du reçu de toute telle police, reçu temporaire ou document d'assurance émis par ou au nom de cette compagnie assureur, qui devra toujours avoir la priorité quant au temps, donner un avis par écrit et sous serment au trésorier de la province énonçant: a. Le montant de cette assurance; b. Le montant de la prime qui aurait pu être exigé pour cette assurance, si celle-ci avait été prise dans une compagnie d'assurance dûment enregistrée et licenciée en vertu de la loi 4 Édouard VII, chapitre 34. Et telle personne, société ou corporation doit sur production, au bureau du trésorier de la province, d'une déclaration assermentée à cet effet, dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au percepteur qu'il appartient du revenu de la province le montant que la province recevrait d'une compagnie dûment en Édouard VII, chapitre 34, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand telle assurance est effectuée directement par le détenteur de la propriété, la déclaration doit être faite et la taxe payée par lui; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe payée par cet agent ou courtier.

f. Toute personne, société ou corporation, officier, agent ou employé contrevenant au paragraphe immédiatement précédent sera, pour chaque offense, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe; le lieutenant-gouverneur en conseil peut

cependant faire remise de cette amende pourvu que le tribunal devant lequel la conviction a été obtenue recommande cette remise.

IV. SUR LES COMPAGNIES DE PRÊTS

a. Sur une compagnie à capital social fixe excédant cinq cent mille piastres, quatre cents piastres, avec une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque million de piastres ou fraction d'un million de piastres du capital versé de la compagnie, au-delà d'un million de piastres.

Si le capital fixe excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille trois cents piastres; s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille deux cent cinquante piastres; s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille deux cents piastres; s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres, cent cinquante piastres; si le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital;

b. Sur une compagnie sans capital social fixe, cent piastres;

c. Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit, lorsque le capital social fixe excède cent mille piastres; lorsque le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, et lorsqu'il n'y a pas de capital social fixe, la taxe additionnelle est de cinquante piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit.

V. SUR LES COMPAGNIES DE NAVIGATION, ETC.

a. Un dixième d'un pour cent du capital versé jusqu'à cinq cent mille piastres, inclusivement, et cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant cinq cent mille piastres;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur le bureau principal ou la plus importante place d'affaires dans chacune des cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur le bureau principal ou la plus importante place d'affaires dans tout autre endroit.

VI. SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE

Sur toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie exploitant une ligne de télégraphe à l'usage du public, mille piastres, pourvu que cette taxe ne soit pas exigée des compagnies de télégraphie sans fil avant le premier juillet 1906.

VII. SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE

Un dixième d'un pour cent sur le mon-

tant du capital versé, si celui-ci est de cinquante mille piastres ou moins; trois cents piastres, si le capital versé excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres; cinq cents piastres, s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres; mille piastres, s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres, et cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, mais ne devant pas être moins que deux mille piastres ni plus que trois mille piastres, s'il excède trois cent mille piastres.

VIII. SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS

a. Sur toute compagnie d'express, société ou association, étrangère à la province de Québec, faisant des affaires de messagerie et de transport, cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, dans la province, pourvu que la taxe atteigne au moins huit cents piastres;

b. Une somme fixe de huit cents piastres sera le montant du premier paiement de la taxe exigible de toute compagnie de messagerie, société ou association commençant à faire affaires dans la province;

c. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit;

d. Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la puissance du Canada, faisant quelques affaires autres que celles de messagerie et de transport exclusivement, une taxe additionnelle d'un cinquième d'un pour cent sur son capital libéré.

IX. SUR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER URBAINS OU DE TRAMWAY

Cinquante piastres pour chaque mille de chemin de fer ou tramway à voie simple en opération, et cent piastres pour chaque mille à voie double en opération.

X. SUR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

a. Sur les compagnies de chemins de fer mentionnées dans la cédule de cette résolution et toute compagnie de chemin de fer ayant reçu ou recevant des subventions du gouvernement de cette province, dix piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération;

b. Sur toutes autres compagnies de chemins de fer, cinq piastres pour chaque mille de chemin en opération.

XI. SUR LES COMPAGNIES DE FIDÉCOMMIS

a. Un cinquième d'un pour cent sur le capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres sur chaque cent mille piastres ou fractions de cent mille piastres pour toutes sommes excédant un million de piastres;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les

cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit;

c. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies de fidéicommiss visées par ce paragraphe, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province, mais la taxe ne doit pas être de moins de cent piastres.

CÉDULE

Compagnies de chemins de fer dont il est fait mention dans la résolution précédente, et pour la construction desquels chemins des deniers publics ont été dépensés et appropriés par cette province ou par l'ancienne province du Canada.

La Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, pour la partie, dans cette province, de son chemin s'étendant de Montréal à Saint-Jérôme, Aylmer et la cité d'Ottawa, y compris les embranchements de Saint-Lin et Saint-Eustache;

La Compagnie de colonisation de Montréal et des Laurentides;

La Compagnie de jonction de Pontiac au Pacifique, pour cette partie de son chemin dans la province;

La Compagnie de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent;

La Compagnie de la vallée de Missisquoi;

La Compagnie de Montréal, Portland et Boston;

La Compagnie de Québec Central;

La Compagnie de Québec et du Lac-Saint-Jean;

La Compagnie de Waterloo et Magog;

La Compagnie du Grand-Tronc du Canada pour la partie de son chemin qui se trouve dans la province;

La Compagnie du Nord;

La Compagnie du Sud-Est;

La Compagnie "International".

M. M. Perrault (Chambly) voudrait que les institutions bancaires importantes soient considérées de la même façon que les petites banques.

M. P.-H. Roy (Saint-Jean) parle dans le même sens et désire que toutes les banques soient taxées de la même façon.

Les clauses la et IIIa se lisent désormais comme suit:

1. SUR LES COMPAGNIES

CONSTITUÉES EN CORPORATION

a. Un huitième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et cinquante piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toute somme au-dessus d'un million de piastres.

III. COMPAGNIES D'ASSURANCES

a. Sauf les dispositions au sujet des primes reçues sous le système des billets de primes et le cas des compagnies d'assurance maritime, sur toute compagnie d'assurance sur la vie faisant affaires dans cette province, une taxe de un et trois quarts pour cent, et sur toute autre compagnie d'assurance une taxe d'un pour cent; ladite taxe à être calculée, dans les deux cas, sur le montant brut des primes, tant devenues dues que reçues pour les assurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente, pourvu qu'en aucun cas, excepté pour les compagnies d'assurance mutuelle constituées en corporations en vertu de toute loi de cette province, ladite taxe ne soit pas moins de quatre cents piastres, dans le cas de compagnies d'assurance sur la vie, et de deux cent cinquante piastres dans le cas de toute autre compagnie d'assurance; mais pour les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu qui reçoivent des primes en argent, la taxe soit calculée sur les primes brutes reçues en argent pour les assurances prises dans la province par la compagnie pendant l'année de calendrier précédente, soit pour de nouvelles polices émises, soit pour des renouvellements d'après le système des primes au comptant; pourvu toujours que lorsqu'il semblera paraître que des compagnies constituées en corporation en cette province sont sujettes à une taxe différente dans toute autre province, État ou contrée, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter la taxe sur les compagnies constituées en corporations dans telle province, État ou contrée, faisant affaires en cette province, jusqu'à un montant égal à la taxe différente susdite.

Les autres clauses sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues la première fois, la deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Introduction de bills:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 107) concernant les taxes sur les compagnies, sociétés, raisons sociales, personnes et associations commerciales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Dépôt de documents:

Accusations contre le
député d'Ottawa

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) (6) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1906, pour la production de tous documents relatifs à une enquête tenue récemment sur certaines accusations portées contre M. L. Gendron, agent des terres. (Document de la session no 53)

M. A. Jobin (Québec-est) dit qu'il avait promis de répondre aux avancés du député de Montmorency (M. L.-A. Taschereau) touchant un article de la Libre Parole au sujet du représentant d'Ottawa (M. F.-A. Gendron). La discussion avait été remise pour lui permettre de lire le rapport des enquêteurs.

Il dit qu'il a lu ce rapport et qu'il est prêt maintenant à fournir ses justifications à la Chambre. D'abord, je tiens à dire qu'aucune animosité personnelle ne m'a poussé à parler de cette affaire. Je l'ai fait parce que je croyais de bonne foi les points vrais et parce que je tenais ces détails de personnes en état de me bien renseigner et d'être bien renseignées. C'est l'intérêt public seul qui m'a guidé.

Trois raisons m'ont engagé à écrire cet article et ont éveillé mes soupçons. Je ne suis pas le seul qui ait eu des soupçons; le gouvernement est dans le même cas, puisqu'il avait déjà été mis au courant de certains détails et que dans le temps il avait envoyé un agent pour relever certains faits.

D'abord je me suis aperçu que les revenus de l'Ottawa supérieur avaient diminué, malgré que le nombre des limites exploitées avait augmenté: soit, pour 1893 à 1897, une moyenne de 19 400 milles carrés avec un revenu de \$398 000, contre 21 600 milles carrés, avec un revenu de \$328 000.

De plus, les rapports d'Ottawa ne concordaient pas avec les rapports fournis par les détenteurs de limites au gouvernement de Québec. En laissant le calcul du bois coupé, le revenu aurait dû être de \$551 000 contre \$325 000 tel que fourni.

J'admets en justice que le recensement donne le bois coupé même sur les lots des colons. Mais la différence m'a paru trop grande.

Les journaux du temps agitaient déjà la chose. A Hull on savait et publiait qu'en 1903, le représentant d'Ottawa formait une société avec M. McCormick pour acheter et faire le commerce de bois. Les statuts de la province ne permettent pas à un agent des terres d'acheter dans son propre district.

Le gouvernement, informé sans doute de tout cela, partagea mes soupçons et envoya un agent. L'envoyé du gouvernement constata par le témoignage et les dires de

M. McReady que certains papiers avaient été brûlés et détruits. Que le plan de l'Ottawa supérieur était disparu.

Il cite plusieurs parties du témoignage de M. Henry McReady et daté du 5 octobre 1905: (7)

Q. Vous jurez positivement que des papiers pris dans le bureau, dans la voûte, ont été mis dans la cour et brûlés?

R. Oui; M. Gendron me l'a dit, et je l'avais vu aussi.

Q. Avez-vous connaissance que certains documents aient été sortis de la voûte et n'y aient pas été remis?

R. Je ne suis pas capable de vous dire cela, je n'en ai pas connaissance à cette heure.

Q. La liste de M. Blais ou plutôt l'addendum qu'il y avait à cette liste indique un certain nombre de documents comme manquant, voulez-vous examiner les pages 45 et suivantes?

R. Je connais un plan fait par M. Russell; c'est une copie du plan de l'agence de l'Ottawa supérieur, de toutes les limites; c'est un plan fait en 1873 sur lequel les numéros des limites avaient été indiqués d'une manière permanente; ce plan original était très utile pour références, vu que les copies que nous avons maintenant sont quelquefois défectueuses quant aux numéros des limites, et quand nous avions l'original, nous pouvions y référer pour corriger la copie. Nous avons eu besoin de ce plan c'est-à-dire de l'original de Alex. Russell et je constate qu'il est disparu.

Il cite quelques extraits des témoignages de M. Lionel-Ambroise Gendron, agent des terres actuel, qui n'avait pu répondre à plusieurs questions.

Ce n'est pas la Libre Parole qui a fait cette enquête, ajoute-t-il, elle date d'avant mon article.

Dans son rapport officiel, le commissaire enquêteur dit maintenant que le témoignage officiel de McReady n'est qu'un pâle reflet de ce qu'il avait dit précédemment.

Il donne lecture de ce rapport à la Chambre:

Québec, 4 novembre 1905.

L'honorable M. L. Guoin,

Procureur général.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions que vous m'avez données, j'ai fait une enquête sur la prétendue disparition de certains papiers faisant partie des archives de l'agence des terres et forêts, pour le territoire de l'Ottawa supérieur.

Je vous transmets la preuve recueillie au cours de cette enquête. Cette preuve se compose des dépositions de M. Lionel-A. Gendron, titulaire actuel de cette agence; M. Henry McReady, commis au bureau; Mlle Régine Laflamme, employée au même bu-

reau; M. F.-A. Gendron, ex-agent et député à l'Assemblée législative.

Ainsi que vous pourrez le constater en parcourant les dépositions, il n'a été prouvé rien de grave, ni contre l'agent actuellement en office, ni contre son prédécesseur. Ce que M. McReady a juré à l'enquête n'est qu'un bien pâle reflet de ce qu'il m'avait déclaré vers le milieu du mois de mai dernier. Il a presque fallu le pousser au pied du mur pour lui faire dire sous serment que des papiers ont été sortis de la voûte, portés dans la cour et brûlés.

Au nombre des papiers sortis de la voûte et brûlés, M. McReady m'avait mentionné, le printemps dernier, le plan de l'Ottawa supérieur, par Lindsay Russell. À l'enquête, il a parlé du plan des limites de l'Ottawa supérieur dressé par A. J. Russell. Il a juré que ce plan n'était plus dans la voûte depuis un an, et qu'on n'avait pas pu l'y trouver le printemps dernier. Le témoignage de M. Lionel Gendron détruit cette assertion et, à l'appui de son dire, M. Gendron a produit ce plan, que vous trouverez avec les dépositions.

La disparition du plan des limites, dressé par M. Farley, est expliquée d'une manière satisfaisante par M. F.-A. Gendron, et ces explications sont corroborées par la lettre de James Thompson, annexée aux dépositions.

Quant à la nature des papiers qui ont été brûlés, nous n'avons que les témoignages de M. F.-A. Gendron et de Mlle Laflamme, mais ces témoignages n'ont pas été contredits. Si, comme l'affirme M. Gendron, il avait obtenu du sous-ministre la permission de brûler ces papiers, il n'y a guère à redire.

Le tout respectueusement soumis,
(Signé) J.-C. Langelier.

Puis, il ajoute: Je dois dire que M. Gendron a expliqué que les papiers brûlés étaient sans importance.

Il cite une partie du témoignage de M. F.-A. Gendron, en date du 5 octobre 1905:

...À présent pour les papiers, comme on dit qui ont été brûlés, je vais vous dire ce qui en est. C'est un lot de vieilles chemises de dossiers, je peux vous en montrer, d'aucune utilité pour nous autres; j'ai fait des "pads"; pour ceux qui étaient trop sales, qui n'étaient plus bonnes, j'ai demandé à M. Taché (8) la permission de les brûler. J'ai dit à mon fils de les faire brûler; ce n'est pas lui qui les a brûlées. Ça été l'homme de cour, après que Lionel les lui eut données dans une boîte. Je suis certain qu'il n'y avait pas un papier là-dedans qui fut d'aucune utilité, parce que je ne voulais pas perdre les papiers qui étaient bons. Je sais que c'est l'homme de cour Gratton, je peux le faire venir ici. C'était en plein jour, j'ai dit à M. McReady de regarder s'il y avait des papiers dont nous avions besoin.

Il regrette de ne pas avoir eu la chan-

ce de consulter le rapport avant d'écrire cette attaque contre le représentant d'Ottawa. Il croit cependant qu'il était en droit de le faire étant donné qu'il possédait déjà certaines informations.

Il est heureux de reconnaître l'innocence du représentant d'Ottawa. Après avoir pris connaissance du rapport de l'enquête du ministre des Terres. Toutefois, il ne peut s'empêcher de retirer ses accusations. L'enquête n'a rien prouvé de grave et il en est heureux. Les accusations portées sont mal fondées.

Tout ce qu'il regrette, c'est qu'on ait pris comme commissaire enquêteur l'homme même qui, dans un premier rapport, avait porté les accusations contre le représentant d'Ottawa (9).

Somme toute, dit-il, la Libre Parole a dit beaucoup de vrai et je déclare de nouveau que j'ai agi dans la circonstance de bonne foi, me croyant bien informé et ayant raison de croire que je l'étais. J'espère que ces paroles vont satisfaire la Chambre.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) dit que le député de Québec-Est (M. A. Jobin) est tardif dans son devoir de réhabiliter le député d'Ottawa et que la réhabilitation est incomplète.

Il considère que le député de Québec-Est n'a pas agi loyalement envers son collègue en portant des accusations sans être certain de ce qu'il avançait.

Il aurait dû savoir et dire plus tôt ce qu'il vient de déclarer à la Chambre.

Sa conduite lui semble plutôt bizarre: étant obligé de rétracter ce qu'il avait dit, il a attendu la fin de la session pour ce faire alors que le rapport des enquêteurs a été remis au ministère en décembre dernier.

Les documents qui ont eu raison de ses soupçons, il aurait pu les consulter depuis longtemps au ministère des Terres. Pourquoi, ayant lancé une accusation infamante à l'adresse du député d'Ottawa, ne la retira-t-il pas ensuite, lorsqu'il se fut rendu compte de son erreur, lorsqu'il eût constaté que son article de la Libre Parole constituait une atroce calomnie.

Il essaie un peu trop de justifier ce qu'il a dit contre M. Gendron fils, en attaquant M. Gendron père, qui est absent. Mais les documents produits complètent les explications du député de Québec-Est, en ce qu'ils établissent clairement la fausseté des accusations portées contre le représentant d'Ottawa.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) ajoute quelques mots pour dire sa satisfaction d'avoir vu cette affaire se régler aussi bien.

Il dit que le gouvernement n'a pas l'intention d'intervenir dans un litige privé. Lors de son entrée au département des Terres, il

s'est préoccupé, comme c'était son impérieux devoir, de certaines rumeurs graves.

Il explique que son département n'a rien perdu et que la différence entre les statistiques fédérales et les statistiques provinciales au sujet de la coupe du bois dans l'Ottawa proviennent du fait que les statistiques fédérales couvrent la coupe sur les terres privées aussi bien que sur les terres publiques tandis que celles du provincial ne mentionnent que celle qui se fait sur les terres publiques.

Il ajoute qu'il ne faut pas s'étonner de la différence de certains rapports des recettes pour des raisons et des circonstances locales indifférentes des intentions et des actes des officiers du département. Il (M. Turgeon) déclare qu'il tenait à donner ces explications à la Chambre, afin de démontrer que le gouvernement a l'oeil ouvert sur ces matières.

Primes aux institutrices et prix accordés aux municipalités scolaires

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi, 1er mars dernier, sur la motion à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre copie des documents se rapportant aux nouvelles primes annuelles à être payées aux institutrices et à certaines municipalités scolaires.

M. A. Girard (Rouville) (10) qui avait demandé l'ajournement du débat sur l'instruction publique, dit qu'il l'a fait dans le but de faciliter la tâche à de plus habiles que lui, avoue-t-il modestement, pour que de plus éclairés donnent leurs lumières. Celui-ci se fait un plaisir d'applaudir aux paroles des ministres qui ont parlé cet après-midi.

M. J.-M. Tellier (Joliette): L'Assemblée législative, dit-il, est en train de faire tout le procès de notre système scolaire.

Une simple motion, à laquelle personne n'objecte d'ailleurs, a provoqué ce procès.

Le député de Québec-Est (M. A. Jobin) a voulu faire produire devant cette Chambre les documents officiels se rapportant à certaines mesures administratives adoptées par le département de l'Instruction publique, avec la sanction du gouvernement; et il a pris occasion de sa motion pour dire sa pensée sur nos institutions scolaires, et pour repousser certaines attaques à la fois injustes et malveillantes dont la province de Québec a été l'objet surtout dans ces derniers temps.

Ce discours a eu pour effet de faire éclater contre notre système scolaire toute une tempête que nous pressentions déjà depuis quelque temps; et il a valu à son auteur d'être pris à partie par quelques-uns de ses collègues de la même foi politique que lui.

Il faut bien avouer que le cas du dé-

puté de Québec-Est était des plus graves.

Oser prétendre, en pleine législature, que la province de Québec n'est pas à la queue de toutes les autres en matière d'éducation, que notre population n'est pas si ignorante, ni si rétrograde que nos ennemis du dedans, comme ceux du dehors, se plaisent à le répéter, que notre système scolaire n'est pas essentiellement défectueux et nul, que l'instruction publique avait déjà ses apôtres et avait déjà fait quelque progrès avant que le rédacteur du Canada (11) ne l'eut découverte: quel crime abominable!

Le patriotisme du député de Saint-Louis (M. G. Langlois) s'est soulevé, la vertu du député de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis) s'est émue; et nous avons assisté à l'exécution du coupable.

Après le député de Québec-Est, ce fut le tour de la province.

Pauvre province! Est-elle assez misérable avec son département de l'Instruction publique qui n'y entend goutte en matières scolaires? Ses écoles qui pèchent contre tous les préceptes de l'hygiène. Ses institutrices qui sont incompetentes et qui ne sont pas assez payées. Sa population qui croupit dans l'ignorance sans même se douter que le député de Saint-Louis pense à elle et aurait un petit secret à lui apprendre, s'il pouvait seulement l'atteindre par l'école. Comme tous les patriotes doivent en rougir! Comme le député de Saint-Louis a eu raison de publier naguères dans un journal dont il avait la direction, et de livrer en pâture à tous ceux qui nous méprisent cet écrit infamant qui avait pour titre: "Honte à la province de Québec!"

N'est-ce pas là, M. l'Orateur, ce qui se dégage, ce qui reste de tout ce que nous avons entendu durant ce débat, de la bouche du député de Saint-Louis?

Je ne veux pas qu'on dise demain, dans les journaux que je suis enroué au point d'être satisfait de l'état actuel de notre instruction publique.

Ah! je suis heureux d'avoir entendu un autre langage, un langage plus convenable, plus digne et plus noble en même temps que plus vrai, de la part de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable L.-R. Roy), et du député de Québec (M. C. F. Delâge) entre autres.

Que veut donc le député de Saint-Louis, quand il s'acharne ainsi à déprécier, à dénigrer sa province? Quel but poursuit-il dans la campagne de dénigrement qu'il a entreprise et qu'il mène avec d'autres contre nos institutions scolaires?

Ce qu'il veut? Il n'est pas prêt à le confesser encore. Il nous avoue dans son discours qu'il ne dit qu'une moitié de sa pensée. Quelle est donc cette autre moitié de sa pensée qu'il nous cache? Quand donc jugera-t-il à propos de la communiquer?

Dans la moitié de pensée qu'il a dite,

nous trouvons qu'il préconise l'établissement d'un ministère de l'Instruction publique à la place de notre Département actuel. Cependant, il n'en veut pas immédiatement. Ce ministère, c'est le salut; mais il ne désire pas que sa province soit sauvée maintenant. Plus tard! dit-il, quand ce sera opportun, quand le temps sera jugé convenable, quand le premier ministre jugera que l'occasion est favorable.

Il semble pourtant, Monsieur l'Orateur, que le salut ne vient jamais trop tôt. Pourquoi donc différer? Serait-ce parce que la campagne de dénigrement que poursuit actuellement une certaine école n'est pas encore achevée? Craindrait-on que le régime actuel serait trop tôt regretté si on le mettait de côté avant de l'avoir complètement discrédité et ruiné dans l'opinion publique, au moyen du mensonge et de la calomnie, nommément en lui attribuant tout le mal que l'on voit, ou que l'on s' imagine voir?

Au fait, quels sont les griefs que nos prétendus réformateurs invoquent contre le régime actuel?

1- Nos instituteurs et nos institutrices ne sont pas suffisamment payés. Mais est-ce la faute du Département? Est-ce à lui de déterminer le chiffre des salaires? Tout ce que la loi lui permet de faire à ce sujet, ne l'a-t-il pas fait? Ne se rappelle-t-on pas que c'est le Conseil de l'Instruction publique qui a demandé dès 1897 que le minimum du salaire fut fixé à cent piastres, et que c'est le gouvernement qui, après avoir approuvé cette suggestion, l'a rappelée en 1898? N'est-il pas vrai que deux fois depuis, le Conseil de l'Instruction publique est revenu à la charge et que l'on attend encore l'action de l'exécutif, dont la sanction est nécessaire pour donner effet aux décisions du Conseil? Est-ce que cela ne démontre pas assez le zèle, l'énergie, la persévérance du Conseil? Le gouvernement a peut-être raison de ne pas sanctionner la demande du Conseil; je n'ai pas à lui faire ici son procès; mais si le gouvernement, sollicité et stimulé par le Conseil, ne juge pas encore l'opinion suffisamment préparée pour accepter un minimum très raisonnable, que serait-ce si le ministre était seul à porter devant le public la responsabilité d'une semblable initiative.

Maintenant, Monsieur l'Orateur, le député de Saint-Louis est-il dans le vrai quand il vient prétendre que nous ne faisons aucun progrès sous le rapport du traitement des instituteurs? La statistique officielle n'est pas de son côté. Ainsi, depuis quinze ans, le salaire des instituteurs laïques brevetés dans les écoles catholiques s'est élevé de \$387.72 à \$456.25, et celui des institutrices a monté de \$108.22 à \$150.75.

M. G. Langlois (Montréal no 3): À quel endroit le député de Joliette prend-il ces chiffres?

M. J.-M. Tellier (Joliette): Je les prends à la source officielle, dans le rapport du surintendant de l'Instruction publique; et le député de Saint-Louis, s'il veut bien ouvrir son livre à la page XXVII, va pouvoir les contrôler sur-le-champ.

M. G. Langlois (Montréal no 3): Il faut faire une règle de trois.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Non, il suffit d'additionner quatre chiffres et de diviser le total par quatre pour trouver la moyenne; dans la petite école de campagne où j'ai appris les éléments du calcul, cela ne s'appelait pas une règle de trois.

Ainsi, nous avons la preuve que le traitement des instituteurs s'est accru dans une proportion sensible.

Je pourrais ajouter que les maisons d'écoles sont aujourd'hui chauffées et entretenues partout par les commissions scolaires, quand, il y a quinze ans, cette charge, qui vaut au moins \$20.00 par an, s'acquittait assez généralement dans les campagnes, à même le salaire des institutrices.

Il y a donc amélioration dans le sort de nos instituteurs, et l'on a grandement tort de dire et de proclamer partout que nos commissions scolaires, que nos contribuables sont absolument réfractaires à toute idée de progrès.

Mais que l'on ne se méprenne pas sur le sens et la portée de mes paroles. Que l'on ne vienne pas dire après moi que le député de Joliette trouve qu'il n'y a rien à faire pour améliorer le sort et la condition de nos instituteurs.

Demain peut-être on lira dans certains journaux que le député de Joliette est un ennemi du progrès, et qu'il s'est déclaré satisfait du chiffre actuel des salaires. Je repousse d'avance cette accusation. Je désire l'amélioration constante de notre système scolaire et de tout ce qui s'y rattache, mais je crois en même temps que le meilleur moyen d'accélérer le progrès et d'encourager nos populations à mieux faire, c'est de reconnaître les résultats déjà obtenus tout en indiquant ce qu'il reste à faire, de louer leur dévouement passé lorsqu'il y a lieu de le faire. Et je dis qu'il y a lieu de le faire en ce moment.

D'ailleurs, il ne faut pas prendre pour argent comptant toutes les statistiques qu'on nous présente.

Un seul exemple vous convaincra que le député de Saint-Louis manque de prudence ou de sincérité.

Dans sa réponse au député de Québec-Est, le député de Saint-Louis nous a cité des chiffres dont j'ai pris note et auxquels je voudrais m'arrêter un peu. Ne pouvant utiliser la statistique qui se rapporte à la moyenne générale des traitements qui le condamne, il nous a mentionné quelques

comtés qu'il prenait, disait-il, au hasard.

Il a mentionné en autres comtés où les salaires auraient diminué, le comté de Terrebonne. Eh bien, je regrette de dire que je ne puis accepter ses chiffres. Je me suis donné la peine de passer derrière mon honorable ami, et je regrette d'avoir à dire qu'il nous a donné des chiffres erronés. Je me suis occupé par exemple du comté de Terrebonne qu'il avait cité, et j'ai comparé les deux années qu'il avait prises comme termes de comparaison. Or, j'ai trouvé que les salaires, au lieu de diminuer, avaient augmenté.

M. G. Langlois (Montréal no 3): J'ai basé mes comparaisons sur une statistique de 1884.

M. J.-M. Tellier (Joliette): De 1884?

M. G. Langlois (Montréal no 3): Pardon, de 1891.

M. J.-M. Tellier (Joliette): De 1891, c'est précisément cette année-là que j'ai prise moi aussi; ou plutôt l'année scolaire 1891-1892, car il n'y a pas de rapport pour l'année 1891.

Je me suis renseigné dans le même document. Et je trouve, monsieur, qu'en 1891-1892, la moyenne des salaires dans Terrebonne était de \$143 et qu'elle est de \$183 en 1904.

Il y a donc eu dans Terrebonne une augmentation de \$40 au lieu d'une diminution de \$6 comme le prétend le député de Montréal no 3. Je tiens en mains le rapport officiel du surintendant, et j'y trouve le chiffre de \$143.00 que vous avez cité. Ce chiffre-là représente la moyenne du salaire des institutrices brevetées, dans les écoles modèles et dans les écoles académiques, aussi bien que dans les écoles élémentaires. Or, pour l'année 1904-1905, le député de Saint-Louis n'a pris que le salaire moyen des institutrices enseignant dans les écoles élémentaires; et c'est ça qui lui a permis de conclure qu'il y avait diminution. S'il eut tenu compte pour l'année 1904-1905 des écoles modèles et des écoles académiques, aussi bien que des écoles élémentaires, il aurait trouvé une moyenne de \$183.00 au lieu de sa moyenne de \$136.00.

M. G. Langlois (Montréal no 3): Le député de Joliette se fait pour 1904 une moyenne à même tous les salaires dans la province pour la comparer avec une moyenne particulière à un seul comté en 1891-1892. Cela n'est pas juste.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Pardon. Je compare Terrebonne 1891-1892 avec Terrebonne de 1904-1905 et voici que je trouve

En 1904-1905
Traitement des institutrices

laïques, élémentaires	\$136
Traitement aux académies et écoles modèles	\$230
	<u>\$366</u>
Moyenne	\$183

En 1891-1892	
Traitements moyens des institutrices élémentaires, modèles et académiques	\$143
Augmentation depuis 1891-1892	\$ 40

L'erreur - si c'est une erreur - commise par le député de Montréal no 3, provient de ce que pour 1904, il ne tient compte que du salaire pour les écoles élémentaires, tandis que sa moyenne de 1891-1892 comprend le salaire pour les trois degrés élémentaires, modèles et académiques.

J'avais donc raison de dire que les chiffres cités étaient erronés. Je ne soupçonne pas le député de Saint-Louis d'avoir voulu tromper la Chambre. Je suis bien convaincu qu'il s'était plutôt trompé lui-même; c'est si traitre parfois la statistique.

Monsieur l'Orateur, je crois avoir posé pleinement du premier grief de nos réformateurs, et je passe au second.

2- Nos maisons d'écoles sont mal bâties, mal aérées, mal tenues.

Est-ce vrai cela?

Comme proposition générale, je soutiens que c'est faux.

Un état officiel produit devant cette Chambre le 2 février 1906, fait voir qu'il y a dans la province de Québec 5901 écoles sous le contrôle des commissions scolaires; que ces écoles réunies contiennent en tout 8028 salles de classes, et que 6677 de ces salles de classe ont une bonne ventilation. Il y a donc 83% de nos salles de classe dont la ventilation est bonne. C'est une proportion qui vaut bien la peine qu'on en tienne compte.

Nous le savons, par une autre réponse du secrétaire provincial, un autre état officiel produit le 31 janvier 1906, que depuis dix ans, il s'est construit dans notre province 1827 maisons d'écoles suivant des plans approuvés par le Département, que ces maisons ont coûté en moyenne la somme de \$800.00 chacune, et que les commissions scolaires se sont généralement conformées dans chaque cas aux exigences de la loi et des règlements scolaires.

Ces chiffres là, Monsieur l'Orateur, ne sont-ils pas consolants? N'indiquent-ils pas un réveil considérable dans l'opinion publique, et beaucoup de bonne volonté de la part de nos contribuables?

Ah! sans doute, il reste encore des maisons qui laissent à désirer. Mais va-t-on prétendre que le Département de l'instruction publique serait justifiable de décréter d'un seul coup, la démolition immédiate de toutes les maisons d'écoles qui ne sont pas strictement conformes aux prescriptions de la loi ou des règlements? Y a-t-il un ministre

responsable qui voudrait le faire, même s'il s'appelait le ministre de l'Instruction publique? Y a-t-il un seul homme en cette Chambre, qui serait prêt à suivre le gouvernement s'il voulait adopter une mesure aussi rigoureuse?

Y a-t-il un homme politique qui voudrait faire plus que ce que fait actuellement le conseil, sur ce sujet?

Non! Il vaut mieux procéder comme le fait le Département de l'instruction publique, c'est à dire stimuler les commissions scolaires sans les brusquer, les pousser dans la voie du progrès, tout en tenant compte de leurs moyens et des circonstances, les contraindre à se conformer à la loi et aux règlements au fur et à mesure qu'elles ont besoin d'ériger une maison nouvelle, et, en un mot, appliquer la règle en bon père de famille.

Le mode de procéder du Département de l'instruction publique n'a pas produit, après tout, de si mauvais résultats. Il se fait du progrès d'année en année; j'ai cité tout à l'heure des états officiels qui le démontrent.

À ce témoignage je pourrais en ajouter un autre, celui de nos inspecteurs d'écoles, tel qu'il résulte de leurs divers rapports officiels dont le député de Québec-Centre (M. A. Robitaille) nous a donné après-midi une analyse et des extraits extrêmement intéressants.

Il nous a lu cet après-midi des extraits des rapports d'inspecteurs que nous pouvons croire parce que les critiques de détail qu'ils contiennent témoignent de leur sincérité. Or, le ton général de tous ces rapports, moins un, celui de M. Curot, est encourageant.

Tous ces fonctionnaires, moins un, d'après ce qui nous a été démontré, témoignent que l'amélioration est partout sensible. Ce témoignage devrait suffire à tout homme un peu fier de sa province et de sa réputation. Il n'a pas suffi cependant au député de Saint-Louis.

Parmi tous les rapports généralement encourageants de nos inspecteurs, il en est un, celui de M. Curot, qui révèle un triste état de choses. Il paraîtrait que dans le district d'inspection de ce fonctionnaire, les maisons d'écoles sont en fort mauvaise condition. C'est à tel point que sur 197 maisons, il en a condamnées 191. Eh bien! le croirait-on? C'est dans ce rapport que le député de Saint-Louis est allé chercher des armes contre nos institutions scolaires! C'est dans ce coin-là qu'il est allé gratter pour trouver quelque chose à jeter sur la réputation de sa province! C'est ce rapport-là qu'il a tenu à signaler à l'attention du public! Aussi, avec quelle fierté patriotique faisait-il au gouvernement, à la séance du 22 février 1906, l'interpellation suivante:

"1. Combien de maisons d'école y a-t-il dans le district d'inspection de M. Curot?

"2. Quel est le nombre des maisons

d'écoles dans lesquelles la ventilation fait défaut?

"3. Dans combien de maisons d'écoles le mobilier est-il insuffisant?"

Et c'est ainsi que l'on procède dans la campagne de dénigrement entreprise contre notre enseignement primaire! On tire des conclusions générales en se basant sur un rapport particulier; et on n'a même pas la loyauté de dire que M. Curot a lui-même rétracté la statistique de son rapport, comme on peut s'en convaincre par une note insérée au bas de la page XVIII du Rapport du surintendant pour l'année 1904-1905.

Quel autre grief a-t-on encore contre le régime actuel?

3- Les municipalités scolaires sont trop morcelées!

Le démembrement d'une municipalité scolaire peut être utile ou nuisible selon le cas. Pour décider si l'on a tort ou raison de faire certains démembrements, il faudrait connaître les circonstances qui les ont motivées. Jusqu'à preuve du contraire, on doit présumer, je suppose, que l'autorité a agi dans chaque cas dans le meilleur intérêt des municipalités concernées.

D'ailleurs, ce grief, s'il était fondé, n'appellerait guère un changement de régime. Les municipalités scolaires ne sont formées et ne peuvent être divisées ou démembrées que par le lieutenant-gouverneur en conseil, après un rapport du surintendant de l'instruction publique à cet effet. Ainsi le veut la loi. C'est donc le pouvoir politique qui décide en dernier ressort en cette matière, et le surintendant n'intervient que pour donner son avis, que l'on est du reste, libre d'accepter ou de rejeter. Le gouvernement ferait-il mieux s'il agissait sans prendre avis du surintendant? Serait-il mieux conseillé par un politicien quelconque?

4- Nous ne dépensons pas assez pour l'instruction publique, et nous ne savons pas où va notre argent.

Donc, il faudrait une enquête, conclut le député de Saint-Louis. Mais s'imagine-t-il que l'argent que nous donnons à l'instruction publique, est voté par le Conseil? Alors, il est très mal renseigné. Et il n'a qu'à suivre ce qui se passe en cette Chambre pour savoir que lui, aussi bien que moi, peut dire au gouvernement comment l'argent affecté à l'instruction publique doit être appliqué.

Si nos octrois scolaires sont trop modiques, Monsieur l'Orateur, est-ce la faute du surintendant? La province serait-elle plus riche si nous avions, à la place de ce fonctionnaire, un ministre de l'Instruction publique?

Le député de Saint-Louis demande un ministre responsable afin, dit-il, que l'Assemblée législative puisse contrôler la dépense de nos fonds scolaires! Mais ignore-t-il donc que cette Chambre possède déjà le droit qu'il revendique pour elle? Ignore-t-il

que c'est elle qui vote les fonds scolaires, qui en détermine l'emploi de la manière qu'elle veut, et qui s'en fait rendre compte chaque année? Ou était donc le député de Saint-Louis quand nous avons voté, la semaine dernière, la plus grande perte du budget de l'Instruction publique? C'était alors le temps pour lui de faire ce que d'autres ont fait, de se renseigner, de questionner le gouvernement, d'exiger des détails, des explications, des états, des reçus même, de faire ses suggestions, ses recommandations, ses reproches s'il en avait.

Si le député de Saint-Louis n'est pas satisfait de l'emploi qu'on en fait, il n'a qu'à interroger le secrétaire provincial qui lui répondra aussi bien que s'il était ministre de l'Instruction publique.

Le secrétaire de la province était ici pour lui répondre et pour lui donner satisfaction. C'est étonnant que mon honorable ami n'ait pas encore appris cela depuis bientôt deux ans qu'il est député.

Et que dit-on encore?

5- Les diplômes du Bureau central des examinateurs sont sans valeur; on les décerne souvent à des incapables.

Voilà une accusation très grave, Monsieur l'Orateur. Nous l'avons entendu formuler plus d'une fois de la part des ennemis de notre organisation scolaire.

Ici, dit-il, je veux vous montrer par un exemple typique avec quelle mauvaise foi l'on mène la campagne contre notre système scolaire.

Ainsi, le 28 octobre 1905, le journal Le Canada, dont le député de Saint-Louis est le directeur, disait ceci: "Ce que valent les diplômes du Bureau central des examinateurs, on pourra en juger par le fait suivant dont nous garantissons l'authenticité", et il racontait que, "dans un endroit qui n'est pas à cent lieues de Montréal", cinq jeunes filles diplômées avec "grande distinction" par le Bureau central, ayant eu à subir un examen devant la commission scolaire, firent respectivement deux, cinq, huit, onze et quinze fautes de syntaxe dans une dictée française de dix lignes. Il ajoutait "que cet exemple est pris entre cent, entre mille peut-être, tous aussi forts ou plus forts encore", et il demandait la disparition du Bureau central.

Le directeur du Canada fut mis au défi, dans le temps de prouver son accusation, mais il n'en a rien fait que je sache.

Voyons donc, Monsieur l'Orateur, ce qu'il peut y avoir de vrai là-dedans.

Le Bureau central des examinateurs fut organisé définitivement en 1898. Or, je tiens en mains un état certifié montrant que ce Bureau n'a délivré, en tout et partout depuis sa fondation, que vingt diplômes avec "grande distinction". De ce nombre, il faut commencer par déduire six (12) religieuses, car je ne suppose pas qu'il y avait des

religieuses parmi les aspirantes de mon honorable ami; autrement, il nous l'aurait dit. Il faut déduire aussi un homme; car celui-là n'était assurément pas non plus - à moins d'un subterfuge étrange - du nombre des aspirants. Il ne nous reste donc que treize institutrices laïques diplômées "avec grande distinction", et elles sont disséminées ici et là dans la province.

Eh bien! Monsieur l'Orateur, croyez-vous au hasard qui a pu mettre sur pied, en même temps, cinq de ces institutrices, les amener toutes les cinq devant la même commission scolaire où elles ont subi ensemble le même examen de dix lignes, et outragé de la même façon la grammaire française? Pour ma part, je n'y crois pas, malgré que l'on ait dit:

"Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable."

Dans tous les cas, il est une chose que personne ne croira, j'en suis sûr, c'est que sur un total de trois institutrices laïques diplômées avec "grande distinction" par le Bureau central, on puisse en citer des centaines et des milliers qui ignorent les règles de la syntaxe.

Monsieur l'Orateur, cette accusation n'est qu'une odieuse calomnie.

Le député de Saint-Louis disait l'autre jour en cette Chambre, en protestant des bons sentiments qui l'animent à l'égard de sa province dans la lutte qu'il poursuit:

"J'ai passé pour un révolutionnaire dangereux, un réformateur, un novateur, pour avoir eu le courage de dire ce que je pensais sur certains faits connus de tout le monde. Novateur! Comment? Réformateur! Pourquoi? Parce que j'ai eu le courage de dire la vérité, de la montrer toute nue..."

La vérité toute nue! Ne croyez-vous pas Monsieur, que celle qui concerne le Bureau central aurait besoin d'être un peu habillée?

Monsieur l'Orateur, je viens d'énumérer les principaux griefs de nos réformateurs, et nous les avons étudiés l'un après l'autre. Y en a-t-il un seul qui appelle un changement de régime?

On a dit que l'institution d'un ministère de l'Instruction publique est un des articles du programme libéral, et on a même reproché très sévèrement au député de Québec-Est de l'avoir oublié. Est-on bien sûr de cette affirmation?

Il est bien vrai qu'en 1898 le gouvernement Marchand a présenté à l'Assemblée législative un projet de loi qui supprimait le surintendant pour le remplacer par un ministre. Cette mesure fut rejetée par le Conseil législatif, après avoir été acceptée par la majorité de cette Chambre. Mais, après 1898, il y eût 1899. Le gouvernement présenta un nouveau bill qui n'était qu'une refonte de la loi antérieure, et le secrétaire provincial du temps qui est aujourd'hui notre

ministre des Terres (l'honorable A. Turgeon) fit en présentant cette seconde mesure, des déclarations fort rassurantes, tout en démontrant très éloquemment que notre système valait beaucoup mieux qu'il ne l'avait pensé jusque-là.

Depuis 1899, qui donc dans le parti libéral, a parlé d'un ministère de l'Instruction publique, à part le petit groupe que l'on sait? L'honorable premier ministre actuel nous a dit plus d'une fois tout l'intérêt qu'il porte à l'Instruction publique et tout le bien qu'il lui veut, mais il a toujours ajouté, je crois, qu'il n'entend rien renverser, rien détruire de ce qui existe.

Aujourd'hui même, nous avons entendu de la bouche de l'honorable secrétaire de la province, des déclarations qui sont au même effet que celles de son chef. Lui aussi nous a confessé, comme son prédécesseur de 1899, que les préjugés qu'il avait contre le Département de l'Instruction publique, sont en grande partie disparus depuis qu'il a étudié de près le fonctionnement de ce Département dont il est le chef. Je le félicite d'avoir eu le courage de faire cette confession, comme je le félicite d'ailleurs du discours éloquent bien inspiré et très documenté qu'il a prononcé. À ce propos, je serais tenté de lui demander une faveur: Pourquoi ne prêterait-il pas son Département, pour quelques jours, ou quelques semaines, à mon ami le député de Saint-Louis, afin de lui permettre à son tour de se dépouiller de ses préjugés?

Après toutes ces déclarations ministérielles, comment mon ami, le député de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), a-t-il pu prétendre que l'institution d'un ministère de l'Instruction publique est un article du programme libéral?

Si c'était le cas, je serais encore plus intrigué par la déclaration commune des députés de Saint-Louis et de Châteauguay, à l'effet que ce n'est pas encore le temps de changer de régime, que le moment n'est pas opportun, que l'heure n'est pas venue; et je leur demanderais de nouveau: Pourquoi n'est-ce pas le temps? Quand est-ce que ce sera le temps? Quand est-ce que le député de Saint-Louis nous dira l'autre moitié de sa pensée sur l'Instruction publique?

Monsieur l'Orateur, le député de Saint-Louis demande une enquête. Pourquoi?

Pour prouver des abus?

Mais s'il en connaît, que ne les dénonce-t-il ici? S'il n'en connaît pas, pourquoi est-il déjà en campagne? 11 en a dénoncé dans le Canada du 28 octobre 1905, et nous nous en sommes occupés; est-il prêt à les répéter devant cette Chambre?

Une enquête. Mais n'avons-nous pas pour nous renseigner, tout le personnel du Département? Et ce personnel ne vaut-il pas mieux que des commissaires spéciaux?

Qu'est-ce qu'établirait l'enquête?

L'insuffisance des salaires payés aux instituteurs? Mais le gouvernement est déjà renseigné; de quoi s'agit-il?

Qu'il faut plus d'argent? Mais tout le monde le sait déjà. Et quand une enquête nous l'aura appris de nouveau, que ferons-nous de mieux que nous faisons?

Non! Monsieur, il n'est pas besoin d'enquête, pas plus qu'il est besoin d'un changement de régime. Les lacunes de notre enseignement primaire, tous les connaissent, et ce n'est pas en décriant tout notre système que nous arriverons à les faire disparaître. Ce qu'il faut plutôt, c'est améliorer, c'est perfectionner ce que nous avons, au lieu de chercher à le discréditer, à le détruire. Notre organisation scolaire n'est pas mauvaise, gardons-la. Notre peuple est bien disposé, il ne s'agit que de l'encourager, de l'aider, de stimuler son rôle, de le diriger. Ce n'est pas en dénonçant nos institutions actuelles comme radicalement mauvaises et inefficaces qu'on les disposera à faire de nouveaux sacrifices. Ce n'est pas en ébranlant tout l'édifice de notre instruction publique que nous réaliserons les progrès que tous désirent voir se réaliser. Pour ma part je n'attends que du mal de la campagne de dénigrement menée au profit de "l'autre moitié" d'une pensée qu'on n'ose pas dire toute entière.

Monsieur l'Orateur, il est une chose qu'il vaut autant s'avouer immédiatement, c'est qu'il existe dans cette province, en autant que les choses scolaires sont concernées, deux courants d'idées radicalement opposés l'un à l'autre, deux éléments distincts qui ne pourront jamais s'entendre, parce qu'ils ne poursuivent pas le même fin.

11 est évident qu'il y a dans le parti libéral "deux éléments": un qui ne veut pas de changement de système scolaire, et l'autre qui en veut, mais plus tard.

11 y a deux courants d'idées tout à fait opposés qui sont appelés à se combattre. Le gouvernement est entre les deux. Quel parti le gouvernement va-t-il prendre entre les deux?

Il nous a convaincus qu'il a pris une direction sage. 11 n'est plus question de parti dans des questions aussi graves.

Jusqu'ici, il nous a donné raison de croire qu'il ne sera pas avec ceux qui veulent tout renverser, tout détruire pour recommencer un édifice nouveau sur des assises nouvelles. Nous avons aujourd'hui la déclaration officielle du secrétaire de la province à cet effet. Très bien!

Monsieur l'Orateur, je me place ici bien au-dessus des mesquines considérations de parti, et je dis au premier ministre que nous sommes avec lui sur ce point. Continuez dans cette voie! Tant que vous y serez, tant qu'il s'agira d'améliorer sans révolutionner, de perfectionner sans bouleverser, marchez sans regarder derrière vous! Vous pourrez

toujours compter que nous vous suivons, animés du même zèle que vous, prêts à vous accorder, à vous appuyer, à vous défendre même s'il était besoin.

Nous sommes contents de l'attitude du premier ministre en cette affaire nous autres les conservateurs, et si jamais il a besoin de notre appui à ce sujet, nous nous lèverons tous comme un seul homme en sa faveur.

J'invite le gouvernement à ne pas céder devant l'élément nouveau, qui s'affirme; et s'il lui résiste, il pourra toujours compter sur l'appui du parti conservateur sur ce point.

Nous ne sommes pas nombreux en cette Chambre; mais l'élément conservateur compte encore dans cette province, et il sera toujours pour le maintien et le respect des traditions qui ont fait leur preuve en assurant un état de choses dont l'ensemble est après tout, satisfaisant.

Que le gouvernement marche dans la bonne voie, et nous le suivrons.

Mais le jour où vous iriez céder devant la clameur de l'élément nouveau qui vient de s'affirmer; le jour où vous lâcheriez la bonne voie, la voie des traditions, pour vous engager dans les sentiers suspects de cette école qui persiste à nous cacher "l'autre moitié" de ma pensée; ce jour-là, je vous en avertis, vous trouverez sur votre chemin, non seulement les six conservateurs qui siègent en cette Chambre, non seulement tous les conservateurs de dehors, encore nombreux dans la province, mais la grande majorité des citoyens de cette province.

M. G. Langlois (Montréal no 3) veut répliquer. Il n'en a pas le droit, ayant déjà parlé sur le sujet. Il propose l'ajournement de la Chambre et continue.

M. J.-M. Tellier (Joliette) le rappelle à l'ordre.

Si le député de Montréal no 3 veut parler, il faut que ce soit du consentement de la Chambre. Pour moi, dit-il, je n'ai pas la moindre objection, mais je veux que le représentant de Montréal no 3, comme les autres, suive les règles de la Chambre.

La Chambre consent.

M. G. Langlois (Montréal no 3) réfute en quelques mots les accusations du représentant de Joliette. Il revendique le droit de dire sa pensée sur l'instruction publique sans être taxé de trahison envers sa province.

L'on a, l'autre jour, au sujet d'agriculture, parlé beaucoup de certains défauts que l'on reproche à nos cultivateurs. Ceux qui ont tenu un tel langage n'ont été en butte à aucune attaque. Tous les jours les conférenciers agricoles reprochent à nos cultivateurs leur esprit routinier, et cependant on n'injurie point les conférenciers

agricoles. Pourquoi traiter différemment le député de Saint-Louis? Pourquoi des adversaires comme le député de Joliette n'agissent-ils pas avec plus de loyauté et de bonne foi? Le député de Joliette est contre le progrès. Depuis de longues années, il (M. Langlois) a travaillé sans cesse ni relâche à réveiller l'opinion publique que tant d'autres tâchent d'endormir, et il est heureux aujourd'hui de rendre le témoignage que ses efforts ont été fructueux, car si le député de Joliette a trouvé ce soir des accents aussi émus, s'il a pontifié avec autant de majesté, au nom de son parti, c'est qu'il a constaté qu'un mouvement considérable se fait dans l'opinion au sujet de l'instruction publique.

On a accusé M. Curot d'être l'instigateur de la campagne qui s'est faite dans la presse en ces dernières années. Or, il (M. Langlois) ne connaît pas M. Curot et ne l'a jamais rencontré.

Il a donné au premier ministre les noms de ceux qui l'ont aidé dans sa campagne et sa propagande, et le premier ministre peut donc confirmer que M. Curot est étranger à toute cette lutte.

M. G. Lafontaine (Maskinongé): J'appuie le député de Joliette, ses idées sont bonnes.

Il tient à protester contre les paroles du représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), qui se vantait l'autre jour que son parti avait fait baillonner le clergé.

M. G. Langlois (Montréal no 3) Je tiens, dit-il, à expliquer certaines paroles concernant le premier ministre que j'ai prononcées tout à l'heure. Il est possible qu'on m'ait mal compris. Lorsque j'ai référé au premier ministre, ceux qui pourraient douter de ma parole, j'ai voulu dire que j'avais communiqué au premier ministre les noms des deux inspecteurs et du professeur qui m'ont aidé dans ma campagne.

La proposition est adoptée.

Taxe

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 107) concernant les taxes sur les compagnies commerciales, les sociétés, les associations, les maisons d'affaires et les personnes.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie la section 1145 de l'article 1 qui se lit comme suit:

- 2- Du montant des taxes annuelles imposées

"1145. Les taxes annuelles imposées sur les corporations et compagnies commerciales, sociétés, associations et agents mentionnés dans l'article 1143, et payables par elles, sont comme suit:

1- Sur les compagnies
constituées en corporations

(a) Un cinquième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toute somme au-dessus d'un million de piastres;

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque place d'affaires, manufacture ou atelier dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier dans tout autre endroit;

(c) Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies constituées en corporations, visées par ce paragraphe, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxes qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province, ou lorsque leur principal bureau étant dans les limites de la province, elles n'y emploient qu'une partie de leur capital versé, et que leurs manufactures ou autres établissements, qui représentent la plus grande partie de leur capital, sont situés en dehors des limites de la province; mais la taxe exigée ne doit jamais être de moins de cinquante piastres;

II- Banques

a. Cent piastres pour chaque cent mille piastres du capital versé jusqu'à un million inclusivement, et cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de capital versé, au-dessus d'un million de piastres;

b. Sur chaque bureau principal ou principale place d'affaires dans chacune des cités de Montréal et de Québec, deux cents piastres; sur tout autre bureau ou place d'affaires dans chacune desdites cités, cent cinquante piastres; sur chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, trente piastres.

III- Compagnies d'assurances

a. Sauf les dispositions édictées en l'article 1144 au sujet des primes reçues sous le système des billets de dépôt et le cas des compagnies d'assurance maritime, sur toute compagnie d'assurance sur la vie faisant affaires dans cette province, une taxe de deux pour cent, et sur toute autre compagnie d'assurance, une taxe d'un pour cent; ladite taxe à être calculée, dans chaque cas, sur le montant brut des primes, tant devenues dues que reçues pour les assurances principales ou

les réassurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente, pourvu qu'en aucun cas excepté pour les compagnies d'assurance mutuelle constituées en corporation en vertu de toute loi de cette province ladite taxe ne soit pas moins de quatre cents piastres, dans le cas de compagnies d'assurance sur la vie, et de deux cent cinquante piastres dans le cas de toute autre compagnie d'assurance; mais pour les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu qui reçoivent des primes en argent, la taxe est calculée sur les primes brutes reçues en argent pour les assurances prises dans la province, par la compagnie, pendant l'année de calendrier précédente, soit pour de nouvelles polices émises, soit pour des renouvellements, d'après le système de primes au comptant, pourvu toujours que lorsqu'il semblera paraître que des compagnies constituées en corporation en cette province sont sujettes à une taxe différente dans toute autre province, état ou contrée, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter la taxe sur les compagnies constituées en corporations dans telle province, état ou contrée, faisant affaires en cette province, jusqu'à un montant égal à la taxe différente susdite.

b. Les sommes minimums fixées dans le paragraphe immédiatement précédent sont respectivement le montant du premier paiement de la taxe qui peut être exigée, en vertu des dispositions de l'article 1146, de toute compagnie d'assurance commençant à faire affaires en cette province.

c. Les compagnies d'assurance qui reçoivent ainsi des primes sur des polices sur la vie émises en faveur d'une personne domiciliée dans cette province ou sur des polices contre le feu ou autres polices, concernant une propriété située dans cette province, doivent payer la taxe sur le montant total de ces primes, de l'assurance primitive ou de la réassurance. Toutefois, dans le cas de réassurance, la compagnie principale est exemptée de la taxe imposée par cette loi sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province, et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale est tenue de payer la taxe sur le montant total de la prime.

d. Dans le cas d'assurance maritime, sur toute personne, société ou compagnie faisant le commerce d'assurance maritime, comme principal, agent ou courtier, une taxe de deux cent cinquante piastres pour tel commerce.

e. Toute personne, société ou corporation, et tout officier ou agent, ou employé de toute telle personne, société ou corporation, ayant une connaissance véritable des faits, accordant une assurance sur toute propriété, mobilière ou immobilière, située

dans la province ou décrite dans toute police, reçu temporaire ou document d'assurance, comme située dans quelque partie de ladite province, dans toute compagnie étrangère à la province, qui ne s'est pas conformée aux exigences de la loi 4 Édouard VII, chapitre 34, doit, pas plus tard qu'un mois après l'exécution de toute telle assurance ou du reçu de toute telle police, reçu temporaire ou documents d'assurance émis par ou au nom de cette compagnie, qui devra toujours avoir la priorité quant au temps, donner avis par écrit et sous serment au trésorier de la province, énonçant les conditions de cette assurance, le nom de la compagnie avec laquelle cette assurance est effectuée, le montant de prime payé ou payable, ou les billets de primes donnés ou à donner ou la responsabilité mutuelle assumée à ce propos, et doit, en même temps, payer au percepteur proprement dit du revenu de la province, une somme égale à vingt-cinq pour cent de la prime payée ou payable ou du billet de prime donné ou à donner, ou de la responsabilité mutuelle assumée, à propos de cette assurance; mais si ces vingt-cinq pour cent s'élèvent à moins d'un dixième d'un pour cent du montant assuré, la taxe exigible sera égale à ce dixième d'un pour cent; pourvu toujours que quand une assurance ne peut être obtenue ou quand une assurance suffisante ne peut être obtenue des compagnies dûment enregistrées et licenciées en vertu de la loi 4 Édouard VII, chapitre 34, telle assurance puisse être effectuée avec des compagnies n'étant pas ainsi enregistrées et licenciées, sur production d'une déclaration assermentée à cet effet, au bureau du trésorier de la province et sur paiement, de la manière édictée dans la présente loi, de la même taxe que si l'assurance était effectuée avec des compagnies dûment enregistrées et licenciées. Quand telle assurance est effectuée directement par le détenteur de la propriété, la déclaration doit être faite et la taxe payée par lui; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe payée par cet agent ou courtier.

f. Toute personne, société ou corporation, officier, agent ou employé contrevenant au paragraphe immédiatement précédent, est, pour chaque offense, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe; le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant faire remise de cette amende pourvu que le tribunal devant lequel la conviction a été obtenue recommande cette remise.

IV- Sur les compagnies de prêts

a. Sur une compagnie à capital social fixe excédant cinq cent mille piastres, quatre cents piastres, avec une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque million de

piastres ou fraction d'un million de piastres du capital versé de la compagnie, au delà d'un million de piastres.

Si le capital fixe excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille trois cents piastres; s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille deux cent cinquante piastres; s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille deux cents piastres; s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille cent cinquante piastres; si le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital;

b. Sur une compagnie sans capital social fixe, cent piastres;

c. Une taxe additionnelle de cent piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit, lorsque le capital social fixe excède cent mille piastres; lorsque le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, et lorsqu'il n'y a pas de capital social fixe, la taxe additionnelle est de cinquante piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit;

V- Sur les compagnies de navigation, etc.

a. Un dixième d'un pour cent du capital versé jusqu'à cinq cent mille piastres, inclusivement, et cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant cinq cent mille piastres;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur le bureau le plus important ou chaque place d'affaires dans chacune des cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur le bureau le plus important ou chaque place d'affaires dans tout autre endroit;

VI- Sur les compagnies de télégraphe

Sur toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie exploitant une ligne de télégraphe à l'usage du public, mille piastres, pourvu que cette taxe ne soit pas exigée des compagnies de télégraphie sans fil, avant le premier juillet 1906;

VII- Sur les compagnies de téléphone

Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé, si celui-ci est de cinquante mille piastres ou moins; trois cents piastres, si le capital versé excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres; cinq cents piastres, s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent

mille piastres; mille piastres, s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres, et cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, mais ne devant pas être moins que quinze cents piastres ni plus que deux mille piastres, s'il excède trois cent mille piastres.

VIII- Sur les compagnies
d'express

a. Sur toute compagnie d'express, société ou association, étrangère à la province de Québec, faisant des affaires de messagerie et de transport cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes dans la province, pourvu que la taxe atteigne au moins huit cents piastres.

b. Une somme fixe de huit cents piastres sera le montant du premier paiement de la taxe exigible, en vertu des dispositions de l'article 1146, de toute compagnie de messagerie, société ou association commençant à faire affaires dans la province.

c. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit.

d. Sur toute compagnie d'express, société étrangère à la puissance du Canada, faisant quelques affaires autres que celles de messagerie et de transport exclusivement, une taxe additionnelle d'un cinquième d'un pour cent sur son capital libéré.

IX- Sur des compagnies de
chemins de fer urbains
ou de tramway

Cinquante piastres pour chaque mille de chemin de fer ou tramway à voie simple en opération, et cent piastres pour chaque mille à voie double en opération;

X- Sur les compagnies
de chemins de fer

a. Sur les compagnies de chemins de fer mentionnées dans la cédule de cette section et toute compagnie de chemin de fer ayant reçu ou recevant des subventions du gouvernement de cette province, dix piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération;

b. Sur toutes autres compagnies de chemins de fer, cinq piastres pour chaque mille de chemin en opération.

XI- Sur les compagnies
de fidéicommiss

a. Un cinquième d'un pour cent sur le capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toute somme excédant un million de piastres;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les

cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit;

c. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies de fidéicommiss visées par ce paragraphe, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province; mais la taxe ne doit pas être de moins de cinquante piastres.

Cet article est amendé en remplaçant dans la section 1145 (article 1, sous-section a, première ligne) le mot "cinq" par le mot "huit"; et en remplaçant dans la sous-section a (de l'article 111, cinquième ligne) de la section 1145 le mot "deux" par les mots "un et trois quarts"; et en remplaçant dans la sous-section e (article 111, sous-section a, quinzième ligne) les mots:

"les conditions de cette assurance, le nom de la compagnie avec laquelle cette assurance est effectuée, le montant de prime payé ou payable, ou les billets de primes donnés ou à donner ou la responsabilité mutuelle assumée à ce propos, et doit, en même temps, payer au percepteur proprement dit du revenu de la province, une somme égale à vingt-cinq pour cent de la prime payée ou payable ou du billet de prime donné ou à donner, ou de la responsabilité mutuelle assumée, à propos de cette assurance; mais si ces vingt-cinq pour cent s'élèvent à moins d'un dixième d'un pour cent au montant assuré, la taxe exigible sera égale à ce dixième d'un pour cent; pourvu toujours que quand une assurance ne peut être obtenue ou quand une assurance suffisante ne peut être obtenue des compagnies dûment enregistrées et licenciées en vertu de la loi 4 Édouard VII, chapitre 34, telle assurance puisse être effectuée avec des compagnies n'étant pas ainsi enregistrées et licenciées, sur production d'une déclaration assermentée à cet effet, au bureau du trésorier de la province et sur paiement, de la manière édictée dans la présente loi, de la même taxe que si l'assurance était effectuée avec des compagnies dûment enregistrées et licenciées" par les mots suivants:

"(a) le montant de cette assurance; (b) le montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci avait été prise dans une compagnie d'assurance dûment enregistrée et licenciée en vertu de la loi 4 Édouard VII, chapitre 34. Et telle personne, société ou corporation doit sur production, au bureau du trésorier de la province, d'une déclaration assermentée, à l'effet ci-dessus, dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au percepteur qu'il appartient du revenu de la province le montant que la province recevait d'une compagnie dûment enregistrée et licenciée en vertu de la loi 4

Édouard VII, chapitre 34, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie"; et en remplaçant dans la dixième ligne de l'article VII les mots "quinze cents" et "deux" par les mots "deux mille" et "trois".

Cet article 1 est adopté.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides aux chemins de fer

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subsides à être accordés à certaines compagnies de chemins de fer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ses résolutions et qu'il les recommande à la considération de l'Assemblée législative.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés:

(a) À la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, pour l'aider à construire 50 milles de son chemin, à partir d'un point à ou près du bassin de Gaspé, allant dans la direction de Causapscal, sur le chemin de fer Intercolonial, en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, une subvention de 4 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe a; à la même compagnie pour l'aider à construire 100 milles de chemin allant de Paspébiac à Gaspé, en suivant aussi près que possible le littoral, une subvention de 4 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe a;

(b) À la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, une subvention de 4 000 acres de terre par mille, non conver-

tibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, depuis un point à ou près de Saint-Octave-de-Métis, sur le chemin de fer Intercolonial, jusqu'à Matane, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe b;

(c) À la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, une subvention de 3 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 2 milles de chemin de fer sur l'embranchement de La Tuque, à partir du 38e mille jusqu'à La Tuque sur la rivière Saint-Maurice;

(d) À la même compagnie pour l'aider à construire un mille de voie ferrée, allant de Roberval jusqu'au guai du gouvernement, au Lac-Saint-Jean, une subvention de 4 000 acres de terre, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe i.

(e) À la même compagnie pour l'aider à compléter 3.8 milles de sa ligne de Valcartier à Sainte-Catherine, une subvention de 3 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent;

(f) À la même compagnie, une subvention de 3 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 4 1/2 milles d'une ligne d'embranchement de chemin de fer, depuis la station Valcartier, allant dans la direction du canton de Gosford. Cette subvention et celle mentionnée dans le paragraphe (e) seront accordées à condition que la compagnie établisse un passage gratuit de sept pieds et six pouces de largeur de chaque côté du pont du chemin de fer sur la rivière Jacques-Cartier et des chemins à chaque extrémité du pont pour les piétons, voitures et animaux, suivant les plans qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

(g) À la même compagnie, une subvention de 3 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 12 milles de voie ferrée, pour le prolongement de l'embranchement de Valcartier mentionné au paragraphe (f), jusqu'au canton de Gosford, y compris un embranchement de 3 1/2 milles à un point sur la rivière aux Pins, dans la paroisse de Saint-Gabriel ouest;

(h) À la Compagnie du chemin de fer Québec Central, une subvention de 4 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, sur un parcours de 9 milles, pour l'extension de son chemin depuis Saint-François jusqu'à Saint-Georges-de-Beauce, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (e), et à condition que le chemin soit construit et complété dans le délai de deux ans, à partir de l'entrée en vigueur de la loi à être basée sur les présentes résolutions;

(i) À la compagnie dite "The Joliette

and Lake Manuan Colonization Railway Company", pour l'aider à construire 60 milles de son chemin depuis Joliette allant dans la direction du lac Manuan, une subvention de 4 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (f);

(j) À la compagnie du chemin de fer Interprovincial et de la Baie-James pour une ligne de chemin de fer de 50 milles, à partir du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à Gorden Creek jusqu'à Ville-Marie, une subvention de 4 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (g);

(k) À la Compagnie du chemin de fer Pontiac et Interprovincial pour l'aider à construire une voie ferrée de 20 milles, de la station de Waltham jusqu'à Ferguson's Point, dans le comté de Pontiac, une subvention de 400 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (h);

(l) À la Compagnie du chemin de fer de colonisation du nord, pour l'aider à prolonger la construction de 32 milles de chemin de fer, depuis Nominigue jusqu'au rapide de l'Orignal, une subvention de 3 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent;

(m) À la compagnie dite "The Saint Maurice Valley Railway Company", une subvention de 2 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer, partant d'un endroit dans la cité de Trois-Rivières et allant dans une direction nord-ouest, sur la rive ouest de la rivière Saint-Maurice, jusqu'à un endroit situé entre Grey's Falls et la Pointe Chevalier; de là passant à la rive est de la rivière Saint-Maurice et allant dans une direction septentrionale jusqu'à un endroit où traversant la rivière Saint-Maurice, la ligne pénètre dans la ville de Shawinigan Falls; de là traversant la ville de Shawinigan Falls et suivant la vallée de la rivière Saint-Maurice dans la direction du nord et du nord-est jusqu'à un endroit situé en ou près de la ville de Grand-Mère et de là, dans une direction nord et nord-ouest jusqu'à un point de jonction sur le national Transcontinental;

(n) À la Compagnie du chemin de fer le Grand-Nord du Canada, une subvention de 2 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 85 milles de chemin de fer, depuis un point à ou près de la cité de Québec jusqu'à un point de jonction sur le chemin de fer le Grand-Nord à ou près de la jonction Garneau ou Grand-Mère;

(o) À la Compagnie de chemin de fer Lotbinière & Mégantic, une subvention de

2 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer depuis la station de Lyster, dans le canton Nelson, comté de Mégantic, allant dans la direction de Lime Ridge, comté de Wolfe;

(p) À une compagnie de chemin de fer pour l'aider à construire 10 milles de chemin de fer à partir d'un point dans le village de Hébertville, comté du Lac-Saint-Jean, dans la direction de Saint-Joseph-d'Alma, une subvention de 4 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (j);

(q) À une compagnie de chemin de fer pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer, de Roberval allant à l'ouest dans la direction de la Baie-James, une subvention de 4 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (k);

(r) À une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 20 milles de chemin de fer allant de Jonquières dans la direction de la baie des Ha; H., une subvention de 4 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (l);

(s) À la Compagnie du chemin de fer le Grand-Nord du Canada, une subvention de 2 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 18 milles de chemin de fer, depuis Saint-Sauveur jusqu'à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne;

(t) À la Compagnie du chemin de fer de la montagne d'Orford, une subvention de 2 000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 5 milles de voie ferrée, depuis Eastman, dans le canton de Stukely, comté de Shefford, jusqu'au lac Bonallie, dans le canton d'Orford, comté de Sherbrooke;

(u) À la Compagnie du chemin de fer de la montagne d'Orford, comme aide à la construction de 10.84 milles de sa ligne depuis Kingsbury, allant dans la direction de Windsor Mills, une subvention de \$4 000 par mille, mais n'excédant pas en totalité \$43 375.50. Cette subvention devant lui tenir lieu de la balance non périmée de celles qui lui ont été accordées par les lois 52 Victoria, chapitre 86, section 3, 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe cc, 62 Victoria, chapitre 4, section 4, Édouard VII, chapitre 2, section 2, et 4 Édouard VII, chapitre 2, section 9. Paiement sera fait à la compagnie de cette subvention par section de 10 milles de chemin de fer complétée à la satisfaction de l'ingénieur des chemins de fer du département des Travaux publics et du Travail.

Adopté.

2. Que les mines et minerais, tels que définis dans la loi des mines de Québec, et comprenant le charbon et le pétrole, qui pourront se trouver dans les terres octroyées en vertu de la loi à être basées sur ces résolutions, seront réservées en faveur de la couronne.

Adopté.

3. Que les subventions en terre visées par les résolutions précédentes seront exigibles comme suit:

(a) Lors de l'achèvement de la partie du chemin pour laquelle la subvention a été accordée, si telle partie a une longueur de moins de 10 milles;

(b) Lors de l'achèvement de chaque section de 10 milles, proportionnellement à la valeur de la section ainsi achevée comparée à celle de l'ensemble de la partie subventionnée du chemin.

Adopté.

4. Que le choix des terres à être ainsi données comme subventions est laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil; que les terres choisies ne devront pas être comprises dans des limites à bois sous licence lors de l'octroi, et que, autant que possible, elles devront être localisées le long ou dans le voisinage de chaque chemin de fer pour lequel elles sont accordées.

Adopté.

5. Que la concession des subventions en terre en vertu de la loi à être basées sur ces résolutions et l'acceptation d'icelles par chaque compagnie, seront subordonnées aux conditions suivantes:

(a) Les frais d'inspection et d'arpentage des terres octroyées devront être payés par la compagnie à laquelle elles seront accordées;

(b) La compagnie sera tenue de vendre, dans le délai qui sera de temps à autre fixé par le ministre des Travaux publics et du Travail, aux colons de bonne foi qui en feront la demande, des lots à même les terres accordées comme subventions, à un prix n'excédant pas \$2.50 l'acre;

(c) Le ministre des Travaux publics et du Travail pourra, pour l'avancement de la colonisation et la commodité des colons, désigner les endroits où la compagnie sera tenue d'ériger des gares sur sa ligne, et ces gares devront être érigées en conséquence;

(d) Le lieutenant-gouverneur en conseil aura en tout temps le contrôle absolu des tarifs de péage à prélever et à imposer par la compagnie sur son chemin;

(e) La compagnie devra construire sa voie avec des rails fabriqués et achetés au Canada et devra équiper sa ligne avec des matériaux qui y auront été également fabriqués et achetés au Canada à un prix aussi bas et à des conditions aussi faciles qu'à l'étranger, et que telle compagnie ne soit, dans ce cas, préalablement autorisée par le

lieutenant-gouverneur en conseil à se procurer ses rails et matériaux hors du Canada;

(f) Le chemin sera construit suivant les tracés, plans, profils, livres de renvoi, devis, estimés et conditions qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des Travaux publics et du Travail.

Adopté.

6. Que les travaux de construction des chemins de fer pour lesquels des subventions en terre seront accordées en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions devront être commencés, à moins qu'ils ne le soient déjà, dans les deux ans qui suivront le 1er juillet 1906, et parachevés dans un délai raisonnable à être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne devant pas dépasser quatre ans à compter de ladite date, sauf quant aux 9 milles mentionnés dans le paragraphe (h) de la résolution 1, et que, à défaut du commencement et du parachevement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque pour la partie du chemin qui restera alors inachevée.

Adopté.

7. Qu'avant le commencement ou la reprise de ses travaux la compagnie à laquelle des subventions en terre seront accordées devra passer, avec le département des Travaux publics et du Travail, un contrat écrit, déterminant les conditions et la nature des travaux à être exécutés sur le chemin et la partie de subventions qui sera attribuée à chaque section de dix milles d'un chemin continu et non interrompu, en proportion des frais de construction de toute l'entreprise ou de la partie qui sera subventionnée, tels qu'évalués par l'ingénieur des chemins de fer du département; et que toute telle compagnie avant de réclamer aucune partie des subventions visées par les résolutions précédentes, devra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil qu'elle a des moyens satisfaisants pour compléter son chemin et pour le maintenir en bon état d'exploitation.

Adopté.

8. Que la compagnie à laquelle une subvention sera accordée en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, devra donner avis au ministre des Travaux publics et du Travail chaque fois qu'une section de son chemin sera en état d'être inspectée par l'ingénieur des chemins de fer du département, et qu'elle requiert, en conséquence, cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

Adopté.

9. Que le délai dans lequel les travaux sur le chemin de fer de la montagne d'Orford doivent être complétés pour la partie mentionnée dans le paragraphe (u) de la résolution 1, sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1907.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles sont lues pour la première fois, la deuxième fois sur division et adoptées.

Introduction de bills

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 166) concernant les subsides à être accordés à certaines compagnies de chemins de fer.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chasse

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que les amendements du Conseil législatif au bill (no 22) amendement la loi de la chasse de Québec soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

Lesdits amendements sont adoptés par la Chambre. Le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée
à minuit quarante-cinq.

NOTES

1. Selon la Gazette du 7 mars 1906, M. Robitaille aurait parlé pendant une heure.

2. On ne saurait douter que l'accroissement de l'efficacité du personnel enseignant soit non seulement souhaitable mais absolument nécessaire. Cela n'est pas dû au manque de personnel efficace mais au fait que les salaires et avantages offerts sont insuffisants en comparaison de ceux offerts dans les autres champs d'activités professionnelles ou commerciales. Cet état de choses devrait immédiatement être étudié et résolu.

3. "Il n'y a à peine quelques heures, un grand spécialiste en matière d'enseignement

me disait que celui qui croyait que les écoles publiques étaient dans une aussi bonne situation qu'il y a 25 ans ne comprenait pas ce qui se passait, et cela est vrai (Applaudissements enthousiastes). Bien que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour les écoles secondaires (high schools), l'on doit également considérer les élèves des écoles élémentaires (public schools)".

4.

Waterloo, Québec, 12 décembre 1905

À l'honorable Rodolphe Roy

Secrétaire provincial

Québec

Monsieur,

En réponse à votre demande à propos de l'application de l'article 118 de la loi scolaire dans la municipalité du canton de Shefford, j'ai l'honneur de vous informer que dans le seul endroit où cela fut essayé, les résultats n'ont pas été satisfaisants. Nous avons eu beaucoup trop de difficultés pour engager qui que ce soit pour conduire les enfants à l'école et les ramener, étant donné que pendant l'hiver, les gens de ce voisinage utilisent leurs voitures à d'autres fins ou du moins à des fins plus lucratives. Le prix que nous avons à payer pour ce service était beaucoup trop élevé; ce système fut donc abandonné.

Je demeure, Monsieur,

Votre obéissant serviteur

(signé) H. E. Allen

Secrétaire trésorier

de la municipalité
scolaire du canton de Shefford

5.

À l'honorable Rodolphe Roy

Secrétaire provincial

Québec

Monsieur,

En réponse à votre demande en ce qui a trait à l'application de l'article 118 de la loi scolaire dans la municipalité du canton de Stukely (partie sud), j'ai l'honneur de vous informer que nous nous en sommes prévalus et que les résultats ont été loin d'être satisfaisants. Engager quelqu'un pour transporter et ramener les enfants de l'école était trop onéreux et aussi trop difficile. C'est donc pour ces diverses raisons que le système fut perçu comme pratiquement impossible et vite abandonné.

Respectueusement vôtre,

(signé) W. K. Knowlton

Secrétaire trésorier

Municipalité scolaire de Stukely-sud,

Comté de Shefford

6. Tous les journaux indiquent que ces documents furent déposés par l'honorable A. Turgeon alors que le procès-verbal mentionne l'honorable L.-R. Roy.

7. D'après la Presse du 8 mars 1906, M. A. Jobin cite des extraits des témoignages de M. Lionel Gendron, du député d'Ottawa (M. F.-A. Gendron) et de M. H. McReady.

8. Il s'agit de monsieur E.-E. Taché, sous-ministre des Terres et Forêts.

9. Le député fait allusion à M. J.-C. Langelier, surintendant des gardes forestiers.

10. Contrairement à la Presse et à l'Événement, d'autres sources indiquent qu'il s'agit de M. A. W. Giard, député de Compton.

11. M. J.-M. Tellier fait allusion à M. G. Langlois, député de Montréal no 3 et rédacteur du Canada de 1904 à 1910.

12. Ce chiffre est tiré de l'Étoile du Nord du 25 mars 1906. L'Événement du 8 mars 1906 indique cinq au lieu de six.

Première séance du 8 mars 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 11 heures.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 12) amendant la loi concernant les terres publiques;
- bill (no 15) amendant les articles 61, 639, 717, 1029, 1041, 1048, 1069 et 1352 du code de procédure civile;
- bill (no 17) amendant la loi relative à la société d'industrie laitière de la province de Québec;
- bill (no 25) amendant la loi de pêche de Québec;
- bill (no 46) constituant en corporation l'école de pharmacie Laval à Montréal;
- bill (no 55) amendant la charte du crédit municipal canadien;
- bill (no 69) constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company";
- bill (no 70) constituant en corporation "The Dominion Corset Company";
- bill (no 79) érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal;
- - bill (no 89) amendant la charte de l'association Saint-Jean-Baptiste de Montréal;
- bill (no 96) ratifiant un acte de partage passé entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie;
- bill (no 112) amendant l'article 53a du code civil et l'article 1313 du code de procédure civile concernant les registres de naissance;
- bill (no 156) concernant le recouvrement des amendes;
- bill (no 157) amendant la loi concernant la Cour supérieure;
- bill (no 159) amendant la loi du barreau.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph-de-Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux;
- bill (no 40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâce;
- bill (no 54) concernant la succession de feu Simon Lacombe;
- bill (no 65) constituant en corporation

le chemin de fer du comté de Lévis;

- bill (no 101) constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec;

- bill (no 105) amendant la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des statuts refondus et l'article 4697 desdits statuts.

Village de Bordeaux

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph-de-Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux. Les amendements sont lus pour la première fois.

Ville de Notre-Dame-de-Grâce

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâce. Les amendements sont lus pour la première fois.

Succession M. Simon Lacombe

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 54) concernant la succession de feu Simon Lacombe. Les amendements sont lus pour la première fois.

Chemin de fer de Lévis

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis. Les amendements sont lus pour la première fois.

Hôteliers du Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 101) constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec. Les amendements sont lus pour la première fois.

Statuts refondus, section 2,
chapitre 3, titre XI

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 105) amendant

la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des statuts refondus et l'article 4697 desdits statuts. Les amendements sont lus pour la première fois.

Interpellations:

Lac Sainte-Anne

M. J.-É. Caron (L'Islet): 1. À quelle date le bail du lac Sainte-Anne et celui du territoire de chasse qui l'entoure ont-ils été renouvelés en faveur du club Sainte-Anne?

2. Quelle est la durée du bail dans chaque cas?

3. À quelle date les anciens baux devaient-ils expirer?

4. Les colons avaient-ils le droit de pêcher en vertu de l'ancien bail de pêche?

5. Ce droit leur a-t-il été enlevé en vertu du nouveau bail et, si oui, pourquoi?

6. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de rendre aux colons le droit de pêche qu'on leur a enlevé?

7. Quel est le prix du loyer du lac?

8. Quelle est la grandeur du territoire de chasse et quel est le prix du loyer?

9. A-t-il été fait des plaintes par ledit club contre la conduite des colons dans l'exercice de leur droit de pêche sous l'ancien bail?

10. Dans l'affirmative, les colons ont-ils été informés de ces plaintes et une enquête a-t-elle été tenue?

11. Dans la négative, le gouvernement se propose-t-il de tenir cette enquête?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. Le 6 mars 1905.

2. 10 années pour le bail de chasse; 9 années pour celui de pêche.

3. 31 décembre 1910 pour le bail de chasse; 31 décembre 1909 pour celui de pêche.

4. Oui, en vertu des dispositions d'une clause qui avait été ajoutée au bail, et qui se lit comme suit:

"Les colons de bonne foi, résidant dans les cantons Chapais et Lafontaine, pourront pêcher dans lesdits lacs pour leur subsistance et celle de leur famille dans le temps permis en vertu de la loi."

5. L'ancienne clause conférant le privilège de pêche aux colons n'a pas été ajoutée au nouveau bail attendu qu'il a été considéré qu'elle portait préjudice aux droits du club Sainte-Anne.

6. À moins de raisons valables, le ministre ne peut annuler les baux existants.

7. \$35.00 par année.

8. Environ 38 milles. Le loyer annuel est de \$57.00.

9. Oui, il a été fait des plaintes verbales.

10. Non.

11. Oui.

Mortalité infantile

M. L.-J. Lemieux (Gaspé): 1. Combien d'enfants au-dessous de cinq ans sont morts, annuellement, dans la province de Québec, depuis dix ans?

2. La mortalité infantile est-elle anormale dans la province de Québec?

3. Quelles démarches, mesures ou réformes a effectuées le Bureau d'hygiène provincial pour améliorer l'hygiène publique dans la province de Québec?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

1. Décès d'enfants au-dessous de 5 ans:

En 1895	15 237
En 1896	14 272
En 1897 (a)	
En 1898	15 199
En 1899	14 490
En 1900	14 490
En 1901	13 335
En 1902	10 894
En 1903	11 799
En 1904	10 546

(a) Nous avons omis la statistique pour 1897, comme étant très incomplète, une intermission étant survenue dans le service de statistiques par le décès du chef de ce département.

2. Sur 1 000 naissances, il en est mort dans la première année, abstraction faite des naissances prématurées et des enfants ayant vécu moins de 24 heures:

	Total des morts de 0 à 1 an	Total des naissances	Soit par 1 000 nais- sances
En 1895	10 017	58 650	170 décès
En 1896	9 632	59 642	161 décès
En 1897 (a)			
En 1898	10 468	60 345	170 décès
En 1899	8 839	56 760	155 décès
En 1900	10 108	53 815	187 décès
En 1901	9 149	55 398	165 décès
En 1902	7 339	53 134	138 décès
En 1903	7 597	60 417	125 décès
En 1904	6 610	59 817	110 décès
Grand total pour les 9 années	69 759	517 978	134 moyen- ne pour une année

(a) Nous avons omis la statistique pour 1897, comme étant très incomplète, une intermission étant survenue dans le service des statistiques par le décès du chef de ce département.

Nous avons réduit cette deuxième question à la mortalité de 0 à 1 an, qui est de beaucoup la plus élevée, pour nous permettre de la comparer avec la natalité.

À peu près toutes les années ont des taux de mortalité très alarmants, 6i nous partons de ce principe, établi dans tous les pays, qu'il semble que la perte inévitable ne soit que de 1 pour 10.

C'est pratiquement la conclusion à laquelle est arrivé le Dr Bertillon, une autorité en la matière, dans une communication faite à un congrès international d'hygiène où il dit:

"Dans une collectivité, en un pays salubre, à climat froid et tempéré, toute dime mortuaire de la première année qui dépasse 90 à 95 décès annuels pour 1000 naissances vivantes, est due à des causes contingentes de mort que peuvent supprimer ou atténuer les mesures d'hygiène publique ou privée actuellement en notre pouvoir. Il est clair que cette limite, provisoirement minimum de la mortalité des collectivités naturelles, doit descendre encore vers une dime de 75 à 70 ou au-dessous, pour les groupes sociaux artificiels, tels ceux des hautes classes qui emploient toutes les ressources de la science et de la fortune à la conservation de leurs enfants."

3. Le Conseil d'hygiène de la province de Québec surveille l'organisation des bureaux d'hygiène municipaux, les guides (par correspondance, par des imprimés et, aussi souvent que son subside le rend possible, par la visite d'inspecteurs), dans l'exécution des mesures prescrites par la loi ou par règlements faits sous son empire, soit pour prévenir ou combattre les maladies contagieuses, soit pour autrement assainir leur territoire.

Le conseil a obtenu de la législature, en 1901, que tous les plans d'aqueduc et de drainage soient soumis à l'approbation du conseil avant d'être exécutés, mesure d'une importance capitale pour l'assainissement des municipalités et la protection des cours d'eau.

Depuis 1895, les emplacements de cimetières projetés sont soumis à l'approbation du conseil d'hygiène.

Quant aux autres mesures ou réformes, le conseil a, en vertu de la loi d'hygiène publique, élaboré & leur sujet trois séries de règlements, la première relative aux municipalités de la province, la deuxième relative aux territoires non organisés, la troisième relative aux établissements industriels.

Les règlements relatifs aux municipalités organisées visent: 1. la déclaration, l'isolement, la désinfection, dans les cas de maladies contagieuses, telles que variole, diphtérie, scarlatine, typhoïde, tuberculose ouverte; 2. l'isolement des cas de maladies contagieuses des animaux transmissibles à l'homme; 3. la protection de l'eau d'alimentation et des denrées alimentaires; 4. les nuisances qui peuvent surgir des matières de vidanges, lieux d'aisances, et aussi des établissements nuisibles; 5. la construction hygiénique des habitations publiques et privées, y compris la construction des bâtiments scolaires, et, enfin, 6. les conditions dans lesquelles doivent se faire le commerce du lait, une des principales mesures pour di-

minuer la mortalité infantile, question soulevée dans la présente interpellation.

Les règlements relatifs aux établissements industriels pourvoient à l'approvisionnement en eau, à l'éclairage, à l'espace cubique, à l'aération et à la ventilation ou nettoyage, à prévenir les dégagements des poussières, gaz, vapeurs et détritiques, au drainage et à la température des usines.

Outre la surveillance constante de l'exécution des mesures indiquées ci-dessus, le conseil s'occupe de vulgariser par tous les moyens possibles, les notions d'hygiène et, dans ce but, à part de nombreux pamphlets et feuilles d'instructions, il publie mensuellement un Bulletin sanitaire dont il distribue gratuitement 4000 exemplaires.

Pour mieux poursuivre ses études des questions d'hygiène, le conseil maintient un laboratoire, qu'il met aussi à la disposition des municipalités pour les analyses d'eau, etc., ainsi que des médecins de la province pour l'examen de spécimens dans les cas de maladies contagieuses à diagnostic difficile, etc.

Le Conseil d'hygiène dresse chaque année depuis 1893 la statistique vitale et mortuaire de la province.

Le Conseil d'hygiène cherche en ce moment à obtenir: 1. l'enseignement de l'hygiène dans les écoles; 2. l'inspection médicale des écoles; 3. la création de cours spéciaux d'hygiène pratique dans toutes les universités, pour qualifier les médecins qui veulent faire une carrière de l'hygiène publique; 4. l'organisation de cours d'hygiène pour qualifier les employés subalternes des bureaux municipaux d'hygiène; 5. enfin l'organisation de conférences annuelles d'hygiène à l'instar des conférences pédagogiques que nous avons déjà dans la province.

Il n'est pas sans à propos de signaler les progrès que la province a accomplis en matière de législation sanitaire. La loi édictée en 1886 était notoirement insuffisante pour amener un service d'hygiène efficace. Après divers amendements ou révisions, en 1888, 1890 et en 1894, la législature a édicté, en 1901, une loi préparée par le Conseil d'hygiène, loi dont l'excellence a été plus d'une fois commentée à l'étranger. Pour n'en citer qu'un exemple, qu'il me suffise de dire que récemment un expert a recommandé fortement aux autorités de la nouvelle province d'Alberta d'édicter pour son territoire une loi en tout similaire.

Éducation supérieure

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Sur quelle base ou données se fait la distribution des fonds destinés à l'éducation supérieure en cette province, entre les diverses institutions de cette catégorie?

2. Cette distribution est-elle faite entre ces diverses institutions à tant par tête

d'élèves qui les fréquentent, ou simplement basée sur la valeur reconnue ou accordée à ces institutions?

3. Quelle partie de la somme affectée aux frais de l'éducation supérieure de l'éducation est octroyée aux institutions tout à fait indépendantes et qui ne reconnaissent aucun contrôle, et quel est le chiffre moyen de cet octroi accordé à chaque élève fréquentant ces diverses institutions?

4. Quelle allocation est accordée aux institutions de la même catégorie placée sous le contrôle des autorités scolaires? Quel est le chiffre moyen de cette allocation par chaque élève fréquentant ces diverses institutions?

5. Le gouvernement ou le département de l'Instruction publique sait-il que certaines de ces institutions d'éducation supérieure indépendantes, avec un nombre d'élèves à peine égal au quart ou au tiers de celui d'autres de ces institutions de la même catégorie, mais sous contrôle, reçoivent une part de cette subvention triple et quadruple de celle accordée aux dernières? Quelle est la raison qui motive ce fait?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. et 2. La distribution du fonds de l'éducation supérieure n'est établie sur aucune base définie. Elle se fait, chaque année, conformément aux dispositions de l'article 445 de la loi de l'Instruction publique, suivant les besoins des institutions qui y participent et les conditions particulières où ces institutions peuvent se trouver.

Pour avoir droit à une allocation, les institutions d'éducation supérieure sont astreintes à certaines conditions, comme le font voir les articles 446 et 448 de la loi de l'Instruction publique. Celles sous le contrôle du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique doivent, en outre, être en règle avec les prescriptions des articles 69 et 70 des règlements de ce comité.

3. (a) \$20 321.47 aux institutions tout à fait indépendantes, y compris les collèges classiques; moyenne par élève \$1.42.

(b) \$9 582.46 aux institutions en partie sous contrôle et en partie indépendantes; moyenne par élève \$0.31.

4. \$14 903.67 aux institutions sous contrôle; moyenne par élève \$0.26.

5. Oui, pour les raisons données aux paragraphes 1 et 2.

Juridiction des cours

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable J.C.J.S. McCorkill), que le bill (no 110) amendement le code de procédure civile concernant la juridiction des cours soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des

lois expirantes.

Acte de l'Amérique du Nord britannique

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les amendements à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord (sic).

Adopté.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

Attendu qu'il a été tenu, dans la cité de Québec, les 18, 19 et 20 décembre 1902, une conférence des représentants des provinces de Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Ile-du-Prince-Édouard et Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, à laquelle les résolutions reproduites dans les cédules ci-annexées ont été adoptées;

Attendu que les représentants des provinces d'Ontario et de la Colombie-Anglaise ont subséquemment donné leur adhésion à ces résolutions;

Attendu que, le 27 janvier 1903, les représentants de toutes les provinces du Canada, réunis, à la capitale de la Confédération, ont présenté ces résolutions au gouvernement du Canada;

Et, attendu que le 14 avril 1903, l'Assemblée législative de cette province a concouru dans lesdites résolutions et qu'il est opportun, pour cette Chambre, de réaffirmer son dit concours, qu'il soit, en conséquence résolu:

1. Que cette Chambre adopte lesdites résolutions.

2. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général du Canada, priant Son Excellence de prendre en considération la réclamation contenue dans lesdites résolutions, et qu'il soit pris des mesures pour rendre justice aux provinces de la Confédération.

3. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de cette province, le priant de remettre l'adresse ci-haut à Son Excellence le gouverneur général du Canada.

4. Qu'un message soit adressé aux honorables membres du Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté une adresse à Son Excellence le gouverneur général et à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, au sujet de ce qui précède, et les priant de vouloir bien y donner leur concours.

CÉDULE A

Attendu que lorsque l'Acte de l'Amé-

rique du Nord britannique (1867) et les lois subséquentes qui l'amendent ont été passés, il était impossible de prévoir le développement du dominion, et de s'entendre sur un mode de distribution des revenus, précis et invariable, qui permit de pourvoir d'une manière suffisante au gouvernement central, tout en laissant aux diverses provinces les moyens d'administrer convenablement leurs affaires locales;

Attendu que c'était l'intention bien évidente des auteurs de l'Acte d'Union, telle qu'exprimée dans les résolutions de Québec, 1864, et au cours des débats à la conférence à laquelle ces résolutions ont été adoptées, de pourvoir financièrement, d'une manière suffisante, à l'administration des affaires du gouvernement central et de celles des diverses provinces;

Attendu que les ressources financières de plusieurs provinces, telles que limitées par les diverses dispositions de l'Acte d'Union et des autres statuts à ce sujet, ne suffisent plus aux dépenses qu'il est nécessaire d'encourir pour gérer les affaires publiques des provinces et pour activer d'une manière efficace leur développement et leur progrès;

Attendu qu'en vertu des diverses lois qui régissent actuellement les arrangements financiers convenus entre les diverses provinces et le dominion, un subside spécial est payable à chaque province comme suit:

Ontario	\$80 000.00
Québec	70 000.00
Nouvelle-Écosse	60 000.00
Nouveau-Brunswick	50 000.00

Manitoba	50 000.00
Colombie-Britannique	35 000.00
Ile-du-Prince-Édouard	30 000.00

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces pour le maintien de leurs législatures, mais qu'il est tout à fait insuffisant pour rencontrer lesdites fins, et que si l'on veut atteindre les fins pour lesquelles il a été accordé, il est nécessaire de l'augmenter et de le distribuer entre les diverses provinces, comme il est ci-dessous prévu;

Attendu, qu'outre le subside spécial ci-dessus mentionné, l'Acte d'Union et les lois subséquentes accordent aux diverses provinces une allocation annuelle de quatre-vingts centins par tête de la population, telle qu'établie, pour les provinces d'Ontario et de Québec, par le recensement de 1861, et pour les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Manitoba, de la Colombie-Anglaise et de l'Ile-du-Prince-Édouard, par le dernier recensement décennal;

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces comme compensation pour leurs droits de douane et d'accise qu'elles ont cédés au gouvernement central;

Attendu que le revenu du gouvernement fédéral a été, en 1868, de \$13 687 928.00, dont une somme \$11 580 968.25 provenait des droits de douane et d'accise, et que le revenu, en 1900, a été de \$51 029 994.00, dont une somme de \$38 245 223.00 provenait des droits de douane et d'accise;

Attendu que dans les deux provinces pour lesquelles le recensement de 1861 sert de base au chiffre du subside per capita, la population a augmenté comme suit:

Provinces	Recensement de 1861	Recensement de 1901	Augmentation
Ontario	1 396 091	2 182 947	786 756
Québec	1 111 566	1 648 898	537 332

Attendu que cette augmentation de population a fait encourir auxdites provinces de plus lourdes charges dans les dépenses aussi augmentées de l'administration de la justice, de la législation, de l'éducation, de l'entretien des prisons et des asiles, de l'agriculture, des travaux publics, des institutions de charité, etc., ainsi que pour rencontrer les autres besoins urgents que les conditions actuelles leur imposent;

Attendu qu'il n'a pas été fait d'augmentation correspondante du subside, en dépit de l'accroissement du revenu du gouvernement fédéral;

Attendu qu'il n'est que juste, si l'on veut mettre les provinces en état de rencontrer les dépenses ainsi augmentées, que le subside annuel per capita soit calculé d'après la population des diverses provinces, telle que constatée au recensement décennal précédent, et que sur cette base les subsides à accorder seraient comme suit:

Provinces	Population recensement 1861	Subside	Population recensement 1901	Subside	Augmentation
		\$ cts		\$ cts	\$ cts
Ontario	1 396 091	1 116 872 80	2 182 947	1 746 357 60	629 484 80

Québec	1 111 566	889 252 80	1 648 898	1 319 118 40	429 865 60
Nouvelle-Écosse		320 000 00	459 574	367 659 20	47 659 20
Nouveau-Brunswick		257 010 40	331 120	264 896 00	7 885 60
Manitoba		122 004 80	254 947	203 957 60	81 952 80
Colombie-Britannique		78 538 40	176 657	140 525 60	61 987 20
Ile-du-Prince-Édouard		87 262 40	103 259	82 607 20	
Total					\$1 258 835 20

Attendu que plusieurs des provinces ne sont pas en état de pourvoir, au moyen de la taxe ou autrement, au surcroît des dépenses nécessaires, et que l'on ne s'attendait pas à ce qu'elles seraient appelées à payer, pour fins locales, plus qu'une quote-part de ces dépenses;

Et attendu que le subside additionnel que donnera le gouvernement du Canada lui sera plus que remboursé par l'augmentation des droits de douane et d'accise perçus, au profit du Trésor du dominion, sur le surcroît de population attiré dans le pays:

En conséquence, il est résolu:

1. Que cette conférence est d'avis que l'on pourrait trouver, dans la proposition suivante, la base équitable d'une répartition des montants payables annuellement par le dominion aux diverses provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, au lieu de l'allocation de quatre-vingts centins, par tête, payée jusqu'à présent, savoir:

(A) Au lieu des montants actuellement payés, les sommes désormais payées annuellement par le Canada aux différentes provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être comme suit:

(a) Quand la population est moindre que 150 000, \$100 000;

(b) Quand la population est de 150 000, mais n'excède pas 200 000, \$150 000;

(c) Quand la population est de 200 000, mais n'excède pas 400 000, \$180 000;

(d) Quand la population est de 400 000, mais n'excède pas 800 000, \$190 000;

(e) Quand la population est de 800 000, mais n'excède pas 1 500 000, \$220 000;

(f) Quand la population excède 1 500 000, \$240 000.

(B) Au lieu de la somme annuelle par tête actuellement accordée, la somme annuelle payable à l'avenir sera au même taux de quatre-vingts centins par tête, mais d'après la population de chaque province, telle que constatée périodiquement par le

dernier recensement décennal, jusqu'à ce que le chiffre de cette population excède 2 500 000; et au taux de soixante centins par tête pour l'excédent de cette population au delà de 2 500 000;

(C) Le chiffre de la population, tel qu'établi par le dernier recensement décennal, sera adopté, excepté pour la Colombie-Anglaise et Manitoba; et, pour ces deux provinces, la population qui sera prise pour base sera celle sur laquelle, en vertu des divers statuts à cette fin, sont fixés les paiements annuels qui sont actuellement faits par la puissance à ces provinces respectives, jusqu'à ce qu'il soit établi par le recensement que la population réelle est plus considérable, et alors ces paiements annuels devront être révisés par le chiffre de la population ainsi établi;

(D) Ces montants devront être ainsi payés et accordés par le Canada aux provinces, semi-annuellement et d'avance.

CÉDULÉ B

Attendu que cette conférence est d'avis qu'il est juste que le coût de l'administration de la justice criminelle au Canada soit défrayé par le gouvernement fédéral; en conséquence il est résolu:

1. Qu'en outre de la résolution précédente, le gouvernement du Canada soit prié de prendre en considération la question des frais de l'administration de la justice criminelle ensemble, avec les autres questions qui lui sont soumises, et qu'en sus des montants qui pourront être accordés aux provinces, d'après les réclamations ci-dessus formulées, chacune d'elles reçoive à cette fin une somme proportionnée aux dépenses qu'elle sera obligée de faire de ce chef; et que cette conférence recommande de plus que toute répartition de ce montant soit basée sur la population de chaque province, telle que constatée à chaque recensement décennal, et n'excède pas vingt centins par tête.

Je crois, dit l'honorable L. Guoin, qu'il importe que la législature se prononce sur la question.

Nous reproduisons dans ce document les résolutions votées en 1902. J'ai maintenant

toute raison de croire que les provinces obtiendront justice avant peu.

Cette demande n'est que la répétition de celles faites et adoptées par les législatures antérieures.

Nous renouvelons nos réclamations. Je veux que la Chambre nouvelle réaffirme nos prétentions.

J'ai toute raison de croire que les provinces auront pleine justice et ce avant peu.

Après les efforts faits pour en arriver à une solution équitable pour toutes les provinces, comptant que nous avons à la tête des affaires à Ottawa, des hommes qui ont toujours été en faveur de cette idée, qui se sont déjà déclarés officiellement prêts à rendre justice, nous sommes sûrs de réussir et je ne crois pas qu'il y ait lieu d'entretenir la moindre crainte.

Nous savions fort bien que c'était une question de temps. Le temps est arrivé de résoudre ce problème. Je suis convaincu, et je crois sincèrement que j'ai raison de l'être, que nous allons obtenir pleine et entière justice d'Ottawa.

Quant au montant qui nous sera accordé, je crois que ce sera celui demandé. Nous avons besoin d'argent et nous devons réclamer ce qui nous est dû.

Maintenant, je suis en position de dire qu'avec ces revenus nouveaux nous serons en position de faire quelque chose dans cette province pour l'agriculture, la colonisation et l'éducation. Nous pourrions jeter la province dans la voie du progrès. Cette année, le budget voté est à peu près celui de l'année passée. Nous n'avons pas cru avoir raison d'escompter l'avenir.

Le gouvernement n'a pas voulu jusqu'à ce jour, escompter ce montant et les autres revenus qu'il va percevoir et avant d'adopter une nouvelle politique, il faut que la province fasse son bilan, afin de savoir à quoi s'en tenir.

Mais j'ai tout lieu de croire, dit-il, que nous pourrions bientôt doubler et tripler les montants que nous accordons généralement pour le développement du pays. Il y a beaucoup à faire; tout le monde le sait.

À Montréal on demande l'érection d'une nouvelle prison pour donner le confort nécessaire et un logement plus considérable et cette prison s'impose. C'est une nécessité devant laquelle le gouvernement ne peut reculer.

Aussitôt la session terminée, il étudiera la question avec ses collègues.

Ce besoin se fait sentir depuis longtemps, mais la province n'avait pas les fonds nécessaires pour ces nouveaux édifices. Toutefois, la nouvelle prison sera l'une des premières choses auxquelles le gouvernement allouera l'argent reçu.

Je comprends très bien, dit-il, que la prison actuelle est loin d'être ce qu'elle devrait être et qu'elle est très vieillotte. Je

sais que l'on a bien besoin d'une nouvelle prison. Le gouvernement ne tardera pas à faire tout ce qui est nécessaire pour l'érection d'une prison qui satisfera entièrement aux demandes. Comme preuve de l'importance que nous accordons à cette question, j'ajouterai que nous n'attendrons pas l'augmentation des subsides du gouvernement fédéral pour agir.

Le premier ministre dément l'article publié dans un journal local du dimanche selon lequel on entamerait des négociations afin que la législature puisse acheter l'Ile-des-Sœurs car, toujours selon ce journal, elle aurait l'intention de fortifier cette Ile tout comme l'Ile de Blackwell, à New York, a été fortifiée.

Il classe cet article parmi les absurdités pures et simples. A Bordeaux, dit-il, nous avons une très belle ferme, et c'est là que la prison sera construite.

On parle de fonder des collèges agricoles, des écoles normales et autres institutions qui auront pour résultat de lancer la province de Québec dans la voie du progrès, mais pour cela, il faut des revenus et il importe avant de commencer, de savoir les montants que peut disposer la province.

En terminant, il ajoute qu'avec les subsides qui seront accordés, il pourra aussi venir en aide aux chemins des vieilles paroisses, et distribuer, avec égalité et justice, aux divers comités de la province, la part qui leur est due.

Aussi, Il doit ajouter qu'il est à étudier la question avec ses collègues et que le gouvernement marchera dans cette entreprise avec beaucoup de prudence et l'économie voulue.

M. J.-M. Tellier (Joliette) félicite le premier ministre pour ses déclarations et déclare qu'il l'aidera de toutes ses forces pour en arriver au résultat que laisse entrevoir le premier ministre.

Le parti conservateur est d'autant plus heureux de se joindre au gouvernement, que le remaniement des subsides a toujours été sa politique, rappelant les démarches des gouvernements Mousseau, Ross et Flynn.

Il est heureux de seconder l'adresse qui sera adressée au gouverneur du Canada. La province est unanime sur cette question. Nous n'allons pas à Ottawa en mendiants, mais nous y allons réclamer des droits. L'avenir de Québec dépend dans une large mesure du rajustement de ce subside.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur général du Canada, ainsi qu'il suit:

À Son Excellence

Le gouverneur général du Canada,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, assemblés en Parlement, demandons humblement qu'il plaise à Votre Excellence de prendre en considération les réclamations formulées dans les résolutions ci-annexées, passées à une conférence tenue en la cité de Québec les 18, 19 et 20 décembre 1902, par les représentants des provinces de Québec, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, résolutions approuvées par les deux Chambres de cette législature, le huitième jour de mars courant, et de vouloir bien faire adopter à ce sujet telles mesures qui rendront pleine et entière justice aux différentes provinces de la Confédération.

Adopté.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur ainsi qu'il suit:

À Son Honneur,

Sir Louis-A. Jetté, K. C. M. G.,

Lieutenant-gouverneur

de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, assemblés en Parlement, demandons humblement qu'il plaise à Votre Honneur de transmettre à Son Excellence le gouverneur général du Canada l'adresse adoptée par les deux Chambres de cette législature priant Son Excellence de daigner prendre en considération les réclamations présentées dans les résolutions passées à une conférence tenue en la cité de Québec, les 18, 19 et 20 décembre 1902, par les représentants des provinces de Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard et Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, résolutions approuvées par les deux Chambres de cette législature le 8 mars courant, et de vouloir bien faire adopter à ce sujet telle mesure qui rendra pleine et entière justice aux différentes provinces de la Confédération.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a voté les adresses ci-dessus et demandant leur concours.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce

message au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. M. Perrault (Chambly) signale toutes les contradictions de celui-ci dans ses réponses à la Chambre et maintient que le discours du trône ne disait pas la vérité en annonçant un surplus. Il en profite aussi pour dénoncer l'abus qui consiste à attendre aux derniers jours de la session pour présenter toutes les mesures les plus importantes, afin d'empêcher une discussion intelligente des affaires publiques.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du service civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trois mille six cent quatre-vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trois cent quarante-six piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires des juges des sessions de la paix de Québec et de Montréal, leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, et les dépenses contingentes de bureau, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf piastres et soixante et un centins soit accordée à Sa Majesté pour payer la succession Sauriol, en règlement définitif d'une

nouvelle réclamation re droit de passage substitué. Montant périmé voté de nouveau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose que, dans le but de payer les subside accordés à Sa Majesté, la somme de \$2 547 822.40 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin, mil neuf cent sept, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 6) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (G) intitulé "Loi amendant l'article 2590 du code civil", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance
du 8 mars 1906

Sous la présidence de
l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 3 heures.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement:

- bill (no 164) amendant l'article 2036 du code civil.

Demande de documents:

Dettes du Canadien Pacifique

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des ordres du conseil, documents, correspondance, etc., indiquant la nature de la quittance donnée par le gouvernement ou aucun de ses membres à la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, pour le paiement des \$7 000 000, ou toute autre balance de compte en rapport avec la vente du chemin de fer Montréal, Québec, Ottawa et Occidental, suivant les lois 45 Victoria, chapitres 19 et 20 (1).

Il fait une revue du système financier de la province et regrette que le trésorier persiste à suivre un système aussi erroné.

Il affirme que la province a droit au remboursement des intérêts déduits sans autorisation de la législature, intérêts qui représentent \$500 000 et qu'un syndicat est prêt à acheter si la province ne veut pas les faire valoir elle-même. Il tente de démontrer qu'il n'y a eu aucun surplus cette année et qu'il existe même un déficit (2). Il termine en disant: je suis heureux, monsieur l'Orateur, d'avoir pu ventiler un peu mes griefs.

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) signale que le député de Chambly n'a même pas complété son discours ni rempli son devoir. Il aurait dû aussi proposer un vote de défiance envers le gouvernement. Tout ce qu'il veut dire, c'est que si ce dernier se présentait devant ses électeurs et faisait le même discours que celui qu'il vient tout juste de terminer, il réussirait à faire élire son opposant. Le député de Chambly a reçu toutes les informations qu'il a demandées au cours de la session et il lui semble bien que celui-ci a regardé ces chiffres de la même façon que l'on regarde les morceaux de verre colorés à travers un kinétoscope. À chaque fois qu'il tourne ce kinétoscope imaginaire, les chiffres empruntent de nouvelles valeurs et s'entremêlent de façon grotesque. Si le député de Chambly dit que le surplus n'est

pas conforme à ce qu'il (le trésorier) a déclaré, c'est soit parce qu'il est de mauvaise foi ou qu'il n'a pas lu avec discernement le discours du budget. Non seulement y a-t-il eu un excédent de \$49 000, mais de plus, la dette de la province a été diminuée de \$138 000, et il défie qui que ce soit de trouver une erreur dans aucun de ces chiffres. Si l'on prenait le député de Chambly au sérieux, la province serait discréditée. La population a confiance au gouvernement, et la meilleure preuve de cela c'est que les financiers lui ont assuré que la province pourrait faire des emprunts permanents ou temporaires à 3 7/8%. En terminant, il dit être convaincu que le gouvernement détient la confiance des citoyens de la province.

La proposition est adoptée.

Limites forestières

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. D. Gillies), qu'il soit mis devant cette Chambre un état des limites forestières vendues ou sous licence dans la province de Québec, indiquant:

1. Les noms des propriétaires primitifs, la date de la vente, le prix payé par mille carré et le nombre de milles vendus;
2. Les noms des propriétaires actuels et les prix payés par mille carré, par les propriétaires actuels, en autant que cela est mentionné aux transports enregistrés au département des Terres de la couronne;
3. Les noms des possesseurs de limites qui exploitent actuellement leurs limites, et aussi depuis quand ces limites sont exploitées;
4. La moyenne générale du montant de droits de coupe reçus annuellement par le gouvernement, par mille carré, de toutes les limites qui sont exploitées;
5. La moyenne du montant de droits de coupe reçus annuellement, au mille carré de chaque possesseur de limites séparément (prenant en considération le nombre de milles carrés dans sa limite).

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 6) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le

message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 19) concernant les syndicats coopératifs;
- bill (no 24) amendant l'article 1149 du code civil en ce qui regarde les jugements dans les actions pour intérêt usuraire;
- bill (no 106) concernant les compagnies de fidéicommis;
- bill (no 107) imposant des taxes sur les corporations, les sociétés, personnes, raïsons sociales et associations commerciales;
- bill (no 108) imposant une taxe sur les transferts d'actions, de bons d'obligations ou d'actions-obligations;
- bill (no 111) concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province;

- bill (no 161) concernant le paiement des réclamations du gouvernement;

- bill (no 166) concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il a passé le bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal, avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours.

Charte de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus pour la première fois et la deuxième fois sur division.

M. l'Orateur demande si la Chambre accepte la motion: que cette Chambre adopte ces amendements.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose en amendement, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants: Un message soit envoyé au Conseil législatif l'informant que cette Chambre ne peut adopter les amendements faits par le Conseil législatif:

1. (a) En abrogeant la section 14 du bill relative à l'imposition d'une taxe sur les recettes brutes provenant des franchises, droits et privilèges, dans ou sur les rues, ruelles ou places publiques de la cité, exercés par des personnes ou corporations qui ne paient aucun "pourcentage" à la cité;

2. En modifiant la section 42 concernant la construction de conduits souterrains, pour l'enlèvement des poteaux, fils et

câbles de transmission électrique et concernant l'enfouissement desdits fils et câbles dans des conduits souterrains;

3. En modifiant la section 43 concernant l'acquisition par voie d'expropriation, des propriétés, affaires et privilèges de la Compagnie du gaz de Montréal et en obligeant la cité à les exproprier comme un tout complet (as a going concern);

Parce que la cité, par son conseil, n'a pas demandé ni suggéré ces amendements et que ces amendements sont contraires aux intérêts de la cité.

C'est un corps responsable, le conseil municipal de Montréal, qui nous a demandé de voter le bill mutilé par le Conseil législatif. C'est un corps responsable, la Chambre d'assemblée, qui a ratifié le bill du conseil municipal. Or, voici qu'une Chambre irresponsable substitue sa volonté, son arbitraire, à la volonté de ces deux corps.

M. l'Orateur rappelle le député de Saint-Louis à l'ordre pour l'expression qu'il a utilisée envers la Chambre haute et lui demande de retirer cette expression qui n'est pas parlementaire.

M. G. Langlois (Montréal no 3): Le Conseil législatif a tué ou mutilé les clauses essentielles du bill, celles portant sur le gaz et l'électricité, sur les conduits souterrains et sur les taxes frappant les compagnies qui se servent des rues de Montréal sans payer aucune redevance à la municipalité.

Les représentants de Montréal repoussent énergiquement les amendements faits par le Conseil législatif, et ils ont raison.

Maintenant que l'Assemblée législative est dégagée des influences néfastes qu'elle a pu subir dans le passé, lorsque la ville de Montréal fut pratiquement livrée à la "Montreal Light Heat", il est pénible de voir la Chambre haute servir des intérêts privés et se prêter à une sorte de spéculation.

Le trust est encore tout puissant au Conseil législatif. De quel droit ce Conseil peut-il imposer des obligations à la ville, en échange des privilèges que la Chambre des députés lui avait accordés?

Le trust était si sûr du vote et de l'appui du Conseil qu'hier, avant même que les amendements fussent votés, le stock du "power" montait de près de trois points. Cette attitude du Conseil est scandaleuse et la Chambre doit protester en refusant de concourir dans les amendements de ce corps irresponsable.

Le Conseil législatif a voulu aider à la spéculation de certains bureaux de courtage

métropole par le trust. Mais nous ne pouvons ni ne devons nous associer à d'aussi odieuses manœuvres.

En conclusion, il demande à la Chambre

d'appuyer sa proposition dans l'intérêt des citoyens de Montréal, que le trust de l'éclairage pressure depuis trop longtemps.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) déclare pourquoi il a secondé la motion du représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois).

La cité de Montréal, qui est aujourd'hui la ville la plus importante du Canada, et qui grandit avec une rapidité extraordinaire, a besoin de pouvoirs nouveaux pour répondre à ses besoins toujours grandissants. À cet effet, elle se présente devant les députés du peuple. Ceux-ci sont presque unanimes à lui accorder ce qu'elle demande. Remarquons que la cité de Montréal n'a fait que demander ce que presque toutes les villes importantes des États-Unis possèdent dans des conditions encore plus favorables.

Et que constatons-nous? Je regrette d'avoir à le déclarer, nous constatons que le Conseil législatif, qui n'a aucun compte à rendre au peuple, fait main basse sur tous ces droits sanctionnés par les mandataires au peuple. Non seulement ils refusent d'accorder à la cité ce qu'elle demande, mais il va plus loin, il impose à la ville en faveur des trusts, des obligations auxquelles la ville n'a jamais songé, auxquelles elle refuse de se soumettre, et auxquelles elle est incapable de répondre. La ville vient devant la législature pour demander des pouvoirs, et elle s'en retourne avec des obligations, et cela de par l'autorité d'un corps que le peuple ne peut pas atteindre. Il n'y a plus à se le dissimuler, d'après ce que nous avons vu ici depuis quelques jours. La ville de Montréal est livrée pieds et poings liés aux trusts, aux grands financiers, qui tiennent à la gorge les contribuables de Montréal. C'est le régime de fer qui s'établit audacieusement en dépit des clameurs et des revendications du peuple.

Il suffira aux honorables conseillers législatifs, j'en suis sûr, de constater que les représentants du peuple insistent pour que leur législation en matière aussi grave soit respectée, pour qu'ils se rendent à leur juste et légitime demande.

L'amendement est adopté à l'unanimité.

Il est résolu qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs des raisons qui empêchent l'Assemblée législative de donner son concours aux amendements faits audit bill.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Voies et moyens

L'honorable J.C.J.S. McCorkill (Brome) Il a proposé, en sens de la motion de la cité de Montréal, que le bill (no 6) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public, soit mainte-

nant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Vente de terres non classifiées

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre la circulaire suivante:

Québec, 20 janvier 1906.
(Circulaire)

Monsieur,

L'expérience des années passées nous porte à croire que les demandes d'achats de terres se feront, de nouveau, très nombreuses dans les mois de février, mars et avril prochains.

En conséquence, le ministre des Terres et Forêts désire que vous soyez très circonspect dans la vente des terres durant ces trois mois, dans les endroits où les terres ne sont pas classifiées, et que vous en référiez au département dans tous les cas douteux; afin de prendre son avis avant de conclure ces ventes.

Le ministre désire aussi que vous informiez les propriétaires de concessions forestières dès qu'une demande d'achat vous sera faite.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) E.-E. Taché,

Sous-ministre.

(Document de la session no 58)

Écoles élémentaires protestantes

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1906, pour la production d'un état indiquant par comté:

1. Le taux de la taxe scolaire payée, dans chaque municipalité, par les contribuables protestants, en l'année 1904-1905;

2. Le nombre d'écoles élémentaires protestantes dans chaque comté, dont les termes en 1904-1905, ont duré un mois, deux mois, et ainsi de suite, jusqu'à dix mois;

3. Le nombre d'écoles élémentaires protestantes où il n'y a pas eu de termes scolaires en 1904-1905. (Document de la session no 54)

Réclamation de Thomas McGreevy

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse

à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1906, pour la production de documents établissant la valeur de la réclamation de la province in re feu l'honorable Thomas McGreevy, placée à l'actif, dans l'état financier G, au 30 juin 1905. (Document de la session no 55)

Vente de limites à bois

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 27 février 1906, demandant la production d'une copie des ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la dernière vente de limites à bois. (Document de la session no 56)

École normale McGill

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1906, pour copie des documents concernant:

1. Tout règlement du comité protestant de l'instruction publique, exigeant comme condition première d'avoir suivi les cours de l'école normale McGill, pour l'obtention du diplôme d'enseignement dans les écoles élémentaires;

2. Copie des requêtes faites contre tel règlement et adressées au comité protestant, spécialement les requêtes venant du comté de Richmond;

3. Copie des motions ou résolutions faites au comité protestant de l'instruction publique, demandant l'annulation de ces règlements, et spécialement de la motion de M. Gavin Walker;

4. État comprenant le nombre d'instituteurs des écoles protestantes ayant enseigné sans diplôme, chaque année, depuis 1898 jusqu'à présent;

5. Copie des résolutions du comité protestant demandant l'octroi de quelque partie de la somme de \$50 000 accordée aux écoles élémentaires, en vertu du statut 60 Victoria, chapitre 3, à l'école normale McGill, et comment il a été employé. (Document de la session no 57)

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 8 mars 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 8 heures.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le

greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il insiste sur ses amendements au bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il donne son concours aux adresses de l'Assemblée législative à Son Excellence le gouverneur général du Canada et à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, au sujet des amendements proposés à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, en remplissant les blancs qui s'y trouvent par les mots "le Conseil législatif".

Charte de Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis):

I. Que cette Chambre adopte les amendements du Conseil législatif au bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal sauf les amendements:

1. Abrogeant la section 14 du bill relative à l'imposition d'un taxe sur les recettes brutes provenant des franchises, droits et privilèges clans ou sur les rues, ruelles ou places publiques de la cité, exercés par des personnes ou corporations qui ne paient aucun pourcentage à la cité;

2. Modifiant la section 42 concernant la construction de conduits souterrains, pour l'enlèvement des poteaux, fils et câbles de transmission électrique concernant l'enfouissement desdits fils et câbles dans des conduits souterrains;

3. Modifiant la section 43 concernant l'acquisition, par voie d'expropriation, des propriétés, affaires et privilèges de la Compagnie du gaz de Montréal, et obligeant la cité à les exproprier comme un tout complet (as a going concern).

II. Que les raisons pour lesquelles cette Chambre n'adopte pas les amendements aux sections 14, 42 et 43 sont, entre autres, les suivantes:

1. Parce que lesdits amendements n'ont été ni demandés, ni suggérés par le conseil de ville de la cité de Montréal;

2. Parce que ces amendements sont contraires aux intérêts bien entendus de la cité.

III. Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif demandant une conférence libre pour discuter avec les délégués du Conseil législatif les raisons pour lesquelles cette Chambre ne croit pas devoir adopter les susdits amendements, et que l'honorable M. Gouin et MM. Tellier, Lacombe, Roy (Saint-Jean), Dupuis, Charet, Bergevin et Langlois, soient nommés les délégués de cette Chambre à cette conférence.

Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce

message au Conseil législatif.

Village de Bordeaux

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville de Notre-Dame-de-Grâce

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâce. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession M. Simon Lacombe

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 34) concernant la succession de feu Simon Lacombe. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Chemin de fer de Lévis

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Hôteliers de Québec

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 101) constituant en corporation l'association des hôteliers de la province de Québec. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Statuts refondus, section 2, chapitre 3, titre XI

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 105) amendant la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des statuts refondus et l'article 4697 desdits statuts. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil

législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre: bill (no 150) amendant le code de procédure civile.

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à tenir une conférence avec l'Assemblée législative, au sujet des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal; et que les honorables Messieurs Allard, Pérodeau, Chapais, Rolland, Gilman et Lanctôt sont les délégués de cette Chambre et rencontrent les délégués de l'Assemblée législative à 9 h 30 p.m., ce 8 mars 1906, dans la salle du comité des bills privés du Conseil législatif.

Suspension des travaux

La séance est suspendue à 9 h 30 pour permettre la rencontre des représentants des deux Chambres (3).

Reprise de la séance à 11 h 30 du soir

Charte de Montréal

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) fait rapport, au nom des membres nommés par cette Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil législatif au sujet des amendements faits par Leurs Honneurs au bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal et conformément aux instructions qui leur ont été données, qu'ils ont rencontré les délégués du Conseil législatif avec lesquels ils ont délibéré, et que le Conseil enverra sa réponse par un message.

Il désire informer l'Assemblée que les deux Chambres ont décidé de s'en tenir à leurs positions antérieures. De plus, les délégués présents à cette rencontre n'ont pu s'entendre à propos de la clause 14 mais par contre, ils ont consenti à permettre à la ville de retirer les clauses 42 et 43 pour en fin clôturer la rencontre.

Successions hors de la province

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 150) amendant le code de procédure civile. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'après avoir pris en considération le rapport des délégués nommés par le Conseil législatif, au sujet des trois amendements faits par celui-ci au bill (no 76) amendant la charte de la cité de Montréal, et que l'Assemblée législative n'a pas agréés, le Conseil législatif persiste dans ses amendements.

Charte de Montréal

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare que, de son côté, la Chambre entend aussi maintenir ses amendements.

Il ajoute qu'après avoir consulté les autorités civiles et municipales, soit messieurs Deserres, Payette, L.-A. Lapointe, Lavallée, Martin et Lévy, la ville a refusé de retirer les clauses 42 et 43 et elle s'est opposée aux amendements proposés par le Conseil (4).

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 30) concernant les véhicules-moteurs;
- bill (no 72) amendant la charte de la "North Shore Power Company";
- bill (no 77) concernant la "Sherbrooke Lumber Company";
- bill (no 87) concernant La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu;
- bill (no 88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de ladite clause.

Voitures automobiles

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 30) concernant les voitures automobiles. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"North Shore Power Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 72) amendant la

charte de la "North Shore Power Company". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"Sherbrooke Lumber Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 77) concernant la "Sherbrooke Lumber Company". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

La Foncière

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 87) concernant La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Donation de J. Dion
à M. Filion**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de ladite clause. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Selon le Canada, M. Perrault aurait parlé pendant deux heures.

2. Le Herald du 9 mars 1906 rapporte que M. Perrault réussit à s'accaparer deux heures du temps si précieux de la Chambre et à retarder l'expédition des affaires.

3. Durant cette interruption de deux heures, les journaux rapportent que messieurs C.-S. Cherrier et G. Langlois chantèrent et qu'à un certain moment, la Chambre entonna en cœur l'O Canada (Gazette et Événement du 9 mars 1906).

4. Comme l'écrit le Quebec Chronicle du 9 mars 1906: "En de telles circonstances, il n'y avait rien d'autre à faire à ce sujet, et étant donné que les deux Chambres insistèrent pour que leurs amendements soient insérés, le bill fut déposé sur la table et la séance fut levée".

Première séance du 9 mars 1906

Sous la présidence de l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 11 heures.

Rapports de comité:

Comité conjoint des impressions
de la législature

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des impressions de la législature. Voici le rapport:

Votre comité recommande que les documents suivants soient imprimés: numéros 49, 53, 54, 56, 57, 58 et 59 (la partie qui n'est pas déjà imprimée).

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 21) amendant la loi des licences de Québec;
- bill (no 104) amendant l'article 566 du code municipal;
- bill (no 109) amendant et refondant la loi relative aux droits sur les successions.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (no 6) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre:

- bill (no 149) amendant le code municipal concernant l'érection des municipalités.

Code municipal, article 33

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 149) amendant le code municipal concernant l'érection des municipalités. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Dette du Canadien Pacifique

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 mars 1906, pour la production d'une copie des ordres du conseil, documents, correspondance, etc., indiquant la nature de la quittance donnée par le gouvernement ou aucun de ses membres, à la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, pour le paiement des \$7 000 000, ou toute autre balance de compte en rapport avec la vente du chemin de fer Montréal, Québec, Ottawa et Occidental, suivant les lois 45 Victoria, chapitre 19 et 20. (Document de la session no 60)

Ajournement

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)
propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à neuf heures, ce soir.

Adopté.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)
propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Il profite de cette dernière séance pour remercier la députation.

La session est finie, dit-il, et il ne me reste plus qu'un devoir bien agréable à remplir.

Durant la présente session, nous avons fait ensemble un travail qui, je n'en ai pas de doute, sera bien apprécié par le peuple de cette province.

Tous les projets de loi que nous avons étudiés ont été considérés avec attention et esprit de justice.

La discussion a toujours été courtoise, souvent très intéressante et très éloquente.

Je dois remercier la députation pour sa coopération dans nos travaux pour bien mener les affaires de la province. Je remercie aussi les députés qui ont bien voulu appuyer les efforts du gouvernement et je m'empresse de faire le même pour le groupe qui représente le parti conservateur en cette Chambre.

J'offre mes sincères remerciements au représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier) pour l'aide qu'il nous a donnée dans nos délibérations et qui, depuis la maladie du représentant de Laval (M. P.-É. Leblanc), a

agi en tant que chef de l'opposition.

Je le félicite de la façon habile et intelligente avec laquelle il a dirigé l'opposition.

Il souhaite aux députés l'approbation divine, la satisfaction du devoir accompli, la gratitude qu'ils méritent tellement de la part des citoyens de la province ainsi que le bonheur, la santé et la prospérité.

Je ne crois pas, dit-il, que nous ayons à rougir de la législation que nous avons faite et le public saura le reconnaître.

Cette Chambre a dû remarquer avec plaisir que cette année, nous n'avons pas fabriqué de médecins, d'avocats et de notaires. J'espère que nous continuerons dans cette bonne voie. C'est dans l'intérêt des professions et du public.

Il ne me reste plus qu'à vous remercier, M. l'Orateur, pour la façon digne et impartiale avec laquelle vous avez su présider aux délibérations de cette Chambre.

Le plus grand éloge que la Chambre ait pu vous faire, c'est de n'en avoir pas appelé une seule fois de vos jugements au cours de toute la session. Cela est dû, sans doute, à la confiance que nous avons tous en votre esprit de justice et en votre grande expérience de la procédure parlementaire.

M. J.-M. Tellier (Joliette) tient aussi à se joindre au premier ministre dans ses remerciements et ses félicitations.

Il concorde dans toutes les remarques du premier ministre, excepté celles qui le concerne.

J'accepte les bonnes paroles, dit-il, que le premier ministre a prononcées à mon adresse. J'ai apporté mon humble collaboration à l'oeuvre accomplie et c'était mon devoir.

Nous nous séparons aujourd'hui en n'emportant de cette session que des souvenirs agréables.

Il croit comme le premier ministre, que la législature a fait son possible pour travailler dans l'intérêt de la province.

Je me plais à vous féliciter, dit-il, M. l'Orateur, après le premier ministre. Vous avez toujours été à la hauteur de la situation, et je suis heureux de le reconnaître.

M. l'Orateur adresse de brefs remerciements et ajoute qu'il a essayé de faire de son mieux et à la satisfaction de tous. Cependant, il croit que si ses efforts ont été couronnés de quelques succès que ce soit, cela est principalement dû à la généreuse collaboration et à l'appui de la Chambre elle-même.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 11 h 45.

Deuxième séance du 9 mars 1906

Sous la présidence de
l'honorable W. A. Weir

La séance s'ouvre à 9 heures du soir.

Asile Sainte-Brigitte

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. J. A. Godbout), que l'honoraire payé pour le bill (no 42) abrogeant la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par l'entremise de Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur se rend avec les membres de la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable lieutenant-gouverneur donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

- loi amendant la loi concernant les chemins de fer;
- loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et la congrégation des filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay;
- loi abolissant la mort civile;
- loi concernant les syndicats d'élevage;
- loi établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie;
- loi amendant la loi établissant le parc national des Laurentides;
- loi amendant la loi concernant

tes terres publiques;

- loi amendant les statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs;

- loi amendant la loi des cités et villes, 1903, concernant les états transmis au secrétaire de la province;

- loi amendant les articles 61, 639, 717, 1029, 1041, 1048, 1069 et 1352 du code de procédure civile;

- loi concernant la Cour suprême du Canada et la Cour d'échiquier du Canada;

- loi amendant la loi relative à la Société d'industrie laitière de la province de Québec;

- loi amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier;

- loi concernant les syndicats coopératifs;

- loi amendant la loi de l'instruction publique;

- loi amendant la loi des licences de Québec;

- loi amendant la loi de la chasse de Québec;

- loi amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des "Homesteads";

- loi amendant l'article 1149 du code civil en ce qui regarde les jugements dans les actions pour intérêt usuraire;

- loi amendant la loi de la pêche de Québec;

- loi relative aux termes et séances de la cour de circuit dans le district de Chicoutimi;

- loi concernant les véhicules moteurs;

- loi autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec;

- loi constituant en corporation les soeurs de Saint-François d'Assise;

- loi refondant et révisant la charte de la ville de Lévis;

- loi amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;

- loi constituant en corporation la congrégation des servantes du Très Saint-Sacrement;

- loi concernant le club Montefiore;

- loi amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski;

- loi érigeant en corporation le village de Saint-Joseph-de-Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux;

- loi constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâce;

- loi constituant en corporation l'Église du Messie (Unitaire), de Montréal, et ratifiant un certain acte de vente et transport fait par ladite Église;

- loi pour abroger la loi 23 Victoria,

chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228;

- loi amendant la charte du chemin de fer Québec Central;

- loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental;

- loi ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique;

- loi constituant en corporation l'école de pharmacie de Montréal;

- loi définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de Ses pouvoirs;

- loi amendant la charte de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue;

- loi ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils;

- loi constituant en corporation la "Compagnie T.-P. Pelletier";

- loi ratifiant et validant les conventions passées entre les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève no 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des soeurs de Sainte-Anne;

- loi augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Insurance Company";

- loi amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal;

- loi concernant la succession de feu Simon Lacombe;

- loi amendant la charte du Crédit municipal canadien;

- loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf;

- loi amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi Édouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la "Financial Corporation" en celui de "The Dominion of Canada Trust Corporation";

- loi concernant le village du Boulevard Saint-Paul;

- loi constituant en corporation le Club Viger, de Montréal;

- loi constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale;

- loi constituant en corporation les pauvres clarisses de Valleyfield;

- loi constituant en corporation "The Sovereign Fire Insurance Company";
- loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, et les lois qui l'amendent;
- loi constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis;
- loi autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette;
- loi amendant la charte de la "Royal Trust Company";
- loi constituant en corporation l'ordre du Très Saint-Rédempteur;
- loi constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company";
- loi constituant en corporation "The Dominion Corset Company";
- loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec et Baie James;
- loi amendant la charte de la "North Shore Power Company";
- loi constituant en corporation "The North Eastern Railway Company";
- loi détachant des municipalités de Saint-Léon-de-Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire";
- loi concernant la "Sherbrooke Lumber Company";
- loi amendant la charte de "l'Imperial Trust Company";
- loi érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange, de Montréal;
- loi ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company", en qualité de fidéicommissaire, pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards";
- loi ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson;
- loi amendant la charte et la ville d'Outremont;
- loi concernant l'université McGill;
- loi amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903;
- loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Matane et Gaspé;
- loi concernant La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu;
- loi expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion et pourvoyant à une application pratique de ladite clause;
- loi amendant la charte de l'association Saint-Jean-Baptiste de Montréal;
- loi constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company";
- loi constituant en corporation l'association des opticiens de la province de Québec;
- loi autorisant les curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre no 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe;
- loi constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec;
- loi concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien;
- loi définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Hôpital protestant pour les aliénés, augmentant l'étendue de ses pouvoirs, et ratifiant les placements déjà faits;
- loi ratifiant un acte de partage passé entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie;
- loi amendant les lois 4 Édouard VII, chapitre 50, 5 Édouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal;
- loi ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company";
- loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de ladite cité;
- loi constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Company";
- loi constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec;
- loi amendant le code municipal concernant la Cour de circuit et les bureaux d'enregistrement de comté;
- loi amendant la loi électorale de Québec, 1903;
- loi amendant l'article 566 du code municipal;
- loi amendant la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des statuts refondus;
- loi concernant les compagnies de fidéicommiss;
- loi imposant des taxes sur les corporations, les sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales;
- loi imposant une taxe sur les

transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations;

- loi amendant et refondant la loi relative aux droits sur les successions;

- loi concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province;

- loi amendant l'article 53a du code civil et l'article 1313 du code de procédure civile concernant les registres de naissance;

- loi amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- loi amendant la loi des élections contestées de Québec;

- loi amendant la loi des cités et villes, 1903;

- loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social;

- loi abrogeant la loi amendant l'article 4691 des statuts refondus;

- loi amendant les articles 5279 et 5284 des statuts refondus;

- loi amendant le code municipal;

- loi amendant le code de procédure civile;

- loi amendant la charte de la compagnie générale du port de Chicoutimi;

- loi concernant le recouvrement des amendes;

- loi amendant la loi concernant la Cour supérieure;

- loi amendant la loi du barreau;

- loi concernant le paiement des réclamations du gouvernement;

- loi amendant l'article 2036 du code civil;

- loi concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative, s'adressant à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction: "Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, durant l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public".

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la deuxième session du onzième parlement de la législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur: Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, je suis

heureux, en vous relevant de vos travaux parlementaires, de vous féliciter de la diligence que vous avez apportée à l'accomplissement de vos devoirs publics et de la courtoisie qui a présidé à toutes vos délibérations.

J'ai confiance que les mesures que vous avez adoptées donneront une nouvelle impulsion aux diverses entreprises de notre province et en assureront le progrès continu.

Messieurs de l'Assemblée législative, je vous remercie pour les crédits que vous avez votés pour l'administration des affaires publiques. Mon gouvernement veillera à ce qu'ils soient dépensés avec économie et suivant la destination que vous leur avez assignée.

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, je fais des vœux, en prorogeant cette législature au nom de Sa Majesté, pour le bonheur de chacun de vous et de vos familles.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, c'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette législature soit prorogée jusqu'au jeudi, le douzième jour d'avril prochain, pour y être ici tenue; cette législature provinciale est, en conséquence, prorogée au jeudi, le 12 d'avril prochain.